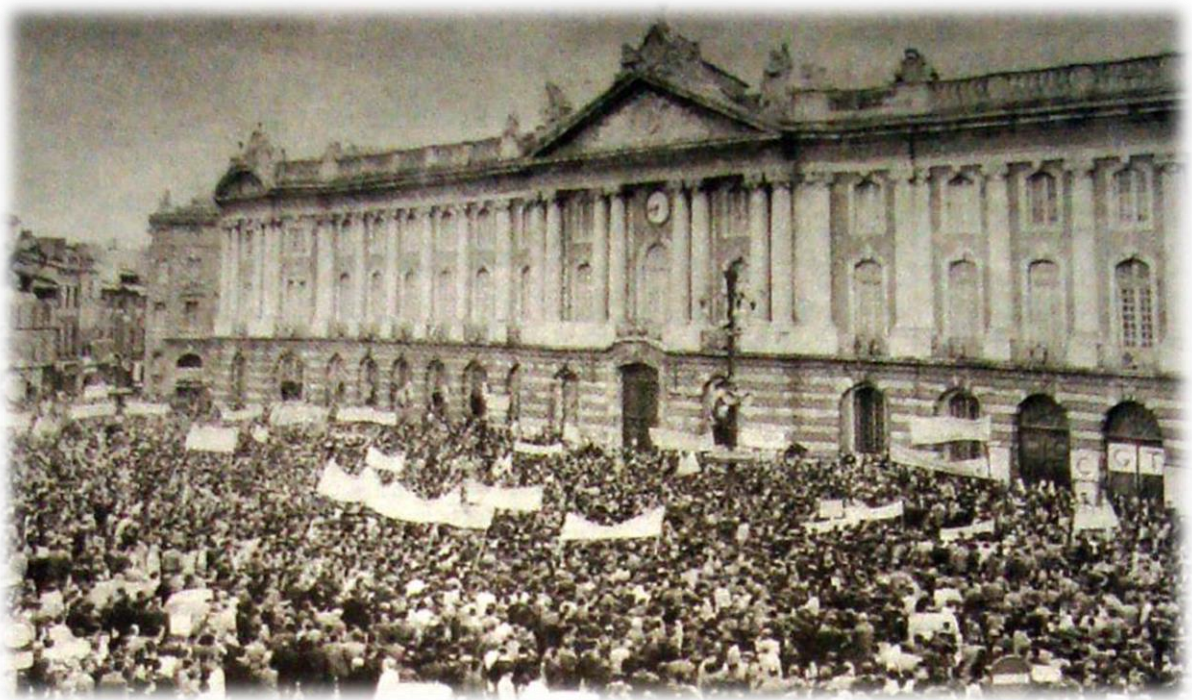


Côme MICHEL
Mémoire sous la direction d'Alain BOSCUS

La Section Française de la Quatrième Internationale à Toulouse de 1968 à 1976



« Mai 68, 30 ans déjà », hors-série de « La Dépêche du Midi », mai 1998, Toulouse, p. 28.

Session juin 2015

Université Toulouse II le Mirail, UFR Histoire, Arts et Archéologie,
Master recherche mention Histoire et civilisation moderne et contemporaine

Merci à Alain Boscus, qui m'a permis d'aboutir à ce travail en étant compréhensif.

*À toutes celles et tous ceux qui m'ont aidé et soutenu :
Cham, Jacques Serieys, Antoine Artous, Gilles Da-Ré, Alain Rumeau,
Lucien Sanchez, les militant-e-s de cette époque, mes ami-e-s et ma famille.*

À mes téméraires correctrices et correcteur, Jessica Ibre, Marine Benjelloun, Pauline Dubois et Alexandre Guérin.

SOMMAIRE

Introduction générale.....	7
Sources	29
Bibliographie.....	59

PREMIERE PARTIE :

La naissance et la croissance de la Section Française de la Quatrième Internationale (SFQI) à Toulouse : une organisation jeune et en développement.....	76
L'origine de la SFQI et l'effervescence de 1968 comme vecteur d'implantation	77
La « transcroissance organisationnelle » d'une organisation léniniste	89
L'implantation géographique toulousaine et les connexions avec le milieu étudiant	102
Le travail ouvrier et les difficultés pour s'imposer en tant qu'organisation révolutionnaire	116
La presse et les moyens du mouvement	132

DEUXIEME PARTIE :

Les orientations stratégiques de la SFQI à Toulouse : une organisation en phase avec son époque ?	143
L'actualité, les débats et les divergences internes.....	144
L'investissement syndical et le courant LC/LCR	172
Les thèmes majeurs de mobilisation	196
Le front unique et la recomposition du mouvement ouvrier.....	235
Les élections et le front unique	264
Annexe 1. Documents internes de la SFQI	306
Annexe 2. Tracts et journaux.....	313
Annexe 3. Correspondances entre le PSU et la SFQI.....	316
Annexe 4. Entretiens	318
Annexe 5. Chronologie	443
Annexe 6. Pseudonymes.....	466
Table des matières.....	468

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES UTILISÉS

(par ordre alphabétique)

AG : Assemblée Générale.

AGL : Avant-Garde Large.

AGOL : Avant-Garde Ouvrière Large.

ADHG : Archives Départementales de Haute-Garonne.

AJS : Alliance des Jeunes pour le Socialisme.

AMR : Alliance Marxiste Révolutionnaire.

APC : Azote et Produits Chimiques.

AZF : AZote Fertilisants.

BI : Bulletin Intérieur.

CA : Comité d'Action.

CAET : Comité d'Action de l'Enseignement Technique.

CAL : Comité d'Action Lycéen.

CCA : Comités Communistes pour l'Autogestion.

CET : Collège d'Enseignement Technique.

CFDT : Confédération française démocratique du travail.

CFTC : Confédération Française des Travailleurs Chrétiens.

CGC : Confédération Générale des Cadres.

CGT : Confédération Générale du Travail.

CIMR : Comité d'Initiative pour un Mouvement Révolutionnaire.

CIR : Convention des Institutions Républicaines.

CNT : Confédération Nationale du Travail.

CO : Commission Ouvrière.

CVB : Comité Vietnam de Base.

CVN : Comité Vietnam National.

DE : Direction Étudiante.

DO : Direction Ouvrière.

DSI : Dialectique des Secteurs d'Intervention.

DV : Direction de Ville.

ESU : Étudiants Socialistes Unifiés.

FCR : Front Communiste Révolutionnaire.

FEN : Fédération de l'Éducation Nationale.

FGDS : Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.

FHAR : Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire.

FNCL : Fédération Nationale des Comités de Lutte.

FO : Force Ouvrière.

FSI : Front Solidarité Indochine.

FSMAR : Front des Soldats, Marins et Aviateurs Révolutionnaires.

GARI : Groupes d'Action Révolutionnaire Internationalistes.

GIS : Groupe Information Santé.

GLH : Groupe de Libération Homosexuelle.

GLH-PQ : Groupe de Libération Homosexuelle-Politique et Quotidien.

GOP : Gauche Ouvrière et Paysanne.

IC : Internationale Communiste.

JC : Jeunesse Communiste.

JCR : Jeunesse Communiste Révolutionnaire.

LC : Ligue Communiste.

LCR : Ligue Communiste Révolutionnaire.

LO : Lutte Ouvrière.

MAS : Mouvement d'Action Syndicale.

MIL : Mouvement Ibérique de Libération.

MLF : Mouvement de Libération des Femmes.

MRJ : Mouvement Rouge de la Jeunesse.

NKVD : Commissariat du peuple aux Affaires intérieures, ancêtre du KGB.

OAS : Organisation Armée Secrète.

OCI : Organisation Communiste Internationaliste.

OCT : Organisation Communiste des Travailleurs.

ONIA : Office National Industriel de l'Azote.

ORJ : Organisation Rouge de la Jeunesse.

PC : Parti Communiste.

PCA : Parti Communiste d'Allemagne.

PCF : Parti Communiste Français.

PCI : Parti Communiste Internationaliste.

PCMLF : Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.

PCUS : Parti Communiste de l'Union Soviétique.

PS : Parti Socialiste.

PTT : Postes, Télégraphes et Téléphones.

RaDAR : Rassembler et Diffuser les Archives Révolutionnaires.

SDS : Union socialiste allemande des étudiants ou *Sozialistischer Deutscher Studentenbund*

SFIO : Section Française de l'Internationale Ouvrière.

SFQI : Section Française de la Quatrième Internationale.

SMIC : Salaire minimum interprofessionnel de croissance.

SNCF : Société nationale des chemins de fer français.

SNEP : Syndicat Nationale de l'Éducation Physique.

SNES : Syndicat National des Enseignements de Second degré.

SNESup : Syndicat National de l'Enseignement Supérieur.

SNIAS : Société Nationale Industrielle Aérospatiale.

SO : Service d'Ordre.

SPD : Parti social-démocrate allemand ou *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*.

UD : Union Départementale de la CFDT ou de la CGT.

UDR : Union des Démocrates pour la République.

UEC : Union des Étudiants Communistes.

UJCML : Union des Jeunes Communistes Marxistes-Léninistes.

UNCAL : Union Nationale des Comités d'Action Lycéens.

UNEF : Union Nationale des Étudiants de France.

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

L'histoire de l'extrême-gauche et notamment du « trotskisme historique réel », de ses organisations, de son ancrage social et territorial, de ses objectifs et réseaux, etc., reste à faire. Des progrès ont été réalisés en ce sens ces dernières années, mais les sources sont disparates et mal répertoriées. En outre la division des groupes et l'histoire mouvementée des organisations n'ont pas facilité les choses. Enfin, le désintérêt relatif des historiens pour l'histoire sociale, ces trois dernières décennies, a accompagné la remise en cause du marxisme et des idéaux de transformation sociale profonde portés par le mouvement ouvrier. Cela a conduit à négliger l'action de groupements restés certes marginaux, mais ayant tout de même eu prise sur l'histoire politique, sociale et idéologique de la société française, notamment au cours des « années 1968 ». Ces quelques pages sont destinées à présenter le sujet choisi et à tracer un cadre historiographique qui devra lui-même être ultérieurement amendé et complété par d'éventuels autres chercheurs. Dans cette introduction générale, nous présenterons aussi les différents matériaux utilisés, qu'ils soient écrits ou oraux. Ces sources nous apprennent de nombreux éléments sur la vie de la Section Française de la Quatrième Internationale, sa structuration, ses débats publics vis-à-vis de la population toulousaine et des autres organisations mais aussi entre ses membres, ses stratégies politiques, ses différences en tant que section locale envers l'organisation nationale. La présentation des sources nous oblige à en expliquer les manques, les éventuelles informations contradictoires, et des pistes de solutions pour les combler.

Le courant trotskiste

Le trotskisme puise ses références dans le mouvement révolutionnaire, et reprend à son compte les héritages des trois premières Internationales. Son but, en tant que courant politique organisé, est la construction de partis révolutionnaires et d'une nouvelle Internationale. Trotsky écrit que « la lutte des classes ne souffre pas d'interruption » lorsqu'il rédige le « Programme de transition », élément fondateur de la Quatrième Internationale. Le trotskisme prend sa source dans l'opposition de gauche à l'intérieur des Partis communistes, notamment en Russie lors de la déclaration de quarante-trois vieux bolcheviks en octobre 1923. Décrié et combattu par le stalinisme, le trotskisme se bat pour un redressement du parti

en opposant la démocratie interne à la bureaucratisation, et la planification économique à la politique empiriste¹. Cette opposition interne acharnée vaut à Trotsky de nombreux désagréments, jusqu'à l'exclusion totale, fin 1927, du comité central du Parti communiste de l'Union Soviétique (PCUS), lui et ses camarades étant apparentés à l'opposition de gauche. Le trotskisme est alors déclaré incompatible avec l'appartenance au parti. Léon Trotsky, en exil depuis 1928 et banni de l'URSS à partir de 1929, prend acte de cette décision. Il forme en 1930 l'opposition internationale de gauche, devant se charger d'être une tendance oppositionnelle à l'intérieur du Komintern. Ce projet échoua à cause des violentes exclusions menées par les partisans de Staline. Cet élément a été déterminant dans la volonté de cette opposition internationale à fonder une nouvelle Internationale, et des partis communistes concurrents aux partis communistes sous le giron stalinien. La politique du Komintern de « classe contre classe » a une résonance particulière en Allemagne, avec la montée du nazisme. Le Parti Communiste Allemand (PCA) se calque sur la ligne du Komintern, en portant la majorité de ses coups contre le Parti social-démocrate allemand (SPD). La social-démocratie est décrite comme l'aile gauche du fascisme qui se dresse en principal obstacle de la révolution prolétarienne. Au lieu de préconiser, comme Trotsky, un « front unique ouvrier » entre le SPD et le PCA contre le nazisme, le PCA préfère dresser un mur entre les ouvriers socialistes et communistes². Même l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933 n'a pas raison de l'optimisme de l'Internationale Communiste (IC). L'IC considère que l'établissement d'une dictature ouverte a balayé les dernières illusions en la social-démocratie, et ouvre la voie à une révolution prolétarienne³. La suite des événements en est d'autant plus tragique. La « catastrophe allemande » convainc définitivement Trotsky de bâtir la Quatrième Internationale. En août 1933, une conférence à Paris réunit l'opposition internationale de gauche et quatorze organisations « socialistes de gauche » ou « communistes oppositionnels ». La « déclaration des quatre », appelant à la construction d'une nouvelle Internationale, ressort de cette réunion. L'opposition internationale de gauche en profite pour se nommer Ligue des communistes internationalistes, marquant ainsi son projet de ne plus se définir comme une opposition⁴. Face à la victoire du franquisme, la marche vers la Seconde Guerre mondiale s'accélère. Trotsky et ses partisans en ont conscience et poussent à la création effective de la

¹ EROUVILLE Daniel, *Qui sont les trotskistes ?*, Paris, l'harmattan, 2004, p. 28.

² *Ibid.*, p. 38.

³ *Ibid.*, p. 39.

⁴ *Ibid.*, p. 42-43.

Quatrième Internationale, dans le but de transmettre l'héritage révolutionnaire et permettre un élan supplémentaire. Cette volonté se heurte au scepticisme de certains courants trotskistes, ne trouvant pas que les conditions objectives sont réunies pour la proclamation de la Quatrième Internationale. Au vu de la situation historique, la Quatrième Internationale est fondée le 3 septembre 1938 chez Alfred Rosmer à Périgny en banlieue parisienne. Une douzaine de pays sont représentés par vingt-deux délégués et proclament la fondation de la Quatrième Internationale avec son « programme de transition » comme élément unificateur⁵. Cette Quatrième Internationale se perpétue au-delà de son principal dirigeant Léon Trotsky, assassiné par Ramon Mercader, agent stalinien du NKVD, le 20 août 1940 à Mexico. La Quatrième Internationale connaît une série de crises et de scissions après l'unification des groupes trotskistes français au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Le mouvement trotskiste n'arrive pas à sortir de sa marginalité, et la chape de plomb que représente le mouvement stalinien triomphant ne l'aide pas.

Le trotskisme se démarque des autres courants issus du communisme sur plusieurs points. Sa fondation idéologique est faite à l'occasion de la mise en avant du « socialisme dans un seul pays » ou du « socialisme par étapes », par Staline. Cette théorie de l'édification du socialisme en URSS est en complète contradiction, pour les trotskistes, avec les théories bolcheviques originelles. Cette théorie ne mène qu'à un enfermement idéologique, une généralisation de la bureaucratie dans le parti et l'État, et à des pratiques politiques staliniennes. « L'étapisme » laisse entendre qu'il faut d'abord obtenir la démocratie, la naissance d'un État ou telle revendication de tel groupe social, avant de poser la question du pouvoir par le prolétariat. Pour contrer cette théorie, marquant la « lente victoire de la contre-révolution stalinienne en URSS », Trotsky élabore en 1928 le concept achevé de « révolution permanente » en reprenant des propos développés par Karl Marx. Cette théorie considère que toutes les questions politiques sont liées, et que la révolution ne s'arrête pas tant que tous ses objectifs ne sont pas atteints. La révolution communiste ne peut donc pas s'arrêter à des considérations géographiques, ou des revendications « bourgeoises ». Pour les trotskistes, le prolétariat doit s'emparer du mouvement révolutionnaire et atteindre l'objectif d'une révolution mondiale et communiste. Concrètement, le prolétariat doit mener à bien ce qu'aurait fait une révolution bourgeoise - suppression du féodalisme ou réforme agraire selon les pays - mais il doit aussi aller plus loin en réalisant ses propres objectifs communistes. Et

⁵ EROUVILLE Daniel, *Qui sont les trotskistes ?*, op. cit., p. 56.

c'est en ce sens que, lors de la prise du pouvoir, le mouvement ouvrier ne doit pas s'allier durablement avec des forces considérées comme bourgeoises. Le risque peut être l'échec de la révolution, en se contentant de victoires partielles.

Une des autres théories principales trotskistes est le « programme de transition » (le nom complet étant *Programme de transition ou l'agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale*), écrit en 1938 par Léon Trotsky. Le contexte international de l'époque est défavorable au mouvement révolutionnaire : la liquidation des « vieux bolcheviks »⁶ dans les grandes purges, l'avènement définitif du stalinisme, l'échec de la révolution chinoise, et l'avènement du fascisme en Italie, en Allemagne et en Espagne. Trotsky considère que les dernières Internationales sont dépassées et qu'il n'y a plus de direction révolutionnaire capable de renverser la vapeur. En partant de ce constat, il met en place le programme de transition pour donner un cadre programmatique à la Quatrième Internationale qu'il appelle de ses vœux. Ce programme se confronte directement aux programmes de la social-démocratie qui cadrent leurs actions selon deux concepts : le programme minimum, regroupant des mesures immédiates favorables aux travailleurs, et le programme maximum parlant de socialisme. Léon Trotsky considère que le programme maximum n'est qu'un leurre, car il n'a aucun lien avec le programme minimum. La social-démocratie n'applique que le programme minimum, laissant croire aux travailleurs qu'ils luttent pour le programme maximum. Le programme de transition est d'une toute autre facture. Les trotskistes voulaient un programme qui permette aux travailleurs de s'en revendiquer largement, et qui les obligerait à rompre avec le capitalisme et sa propriété privée des moyens de production. La volonté est de créer un lien entre des revendications économiques et l'objectif politique qu'est le socialisme. Par exemple, une des revendications du programme de transition est « la nationalisation sans remboursement ni indemnités des secteurs clés de l'économie ». Elle peut être reprise par les travailleurs à l'époque mais remet en cause une des bases de l'économie capitaliste dans le mot d'ordre même.

La difficile étude de l'histoire du trotskisme

L'étude du trotskisme en tant que courant politique ne peut pas se concevoir en un bloc monolithique. Il est par contre clair que le trotskisme n'a pas été suffisamment appréhendé.

⁶ Le terme de « vieux bolchevik » fait référence aux militants révolutionnaires ayant participé au sein même du parti à la révolution russe d'octobre 1917.

La bibliographie sur ce sujet précis reste extrêmement limitée et diffère grandement selon le courant trotskiste analysé. Trois grands courants peuvent se distinguer en France : le courant de la Quatrième Internationale qui comprend le Parti Communiste Internationaliste (PCI) et la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (donnant naissance à la Ligue communiste), l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) de Pierre Lambert et enfin *Voix Ouvrière*, qui est devenue Lutte Ouvrière. Le manque bibliographique peut s'expliquer par la difficulté d'accès aux archives, comme c'est le cas de Lutte Ouvrière. L'OCI a par contre réussi à mener une politique d'archives importante du mouvement trotskiste avec la création du « Centre d'Études et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux » ; même si les documents internes de l'organisation sont relativement difficiles à trouver. La Ligue communiste a eu, au contraire, une politique d'archivage non centralisée, laissant ce « loisir » aux militants capables de le faire. Notre mémoire porte sur ce dernier courant, et nous pouvons constater qu'un effort a été fait récemment par le courant de la Ligue communiste avec la création de l'association « Rassembler et Diffuser les Archives Révolutionnaires » (RaDAR). Cette faiblesse du point de vue des archives explique en partie le faible nombre de livres d'histoire consacrés aux trotskistes. Mais ces ouvrages existent tout de même, et peuvent être classés en trois catégories. La première provient de journalistes, comme le livre de François Koch *La vraie nature d'Arlette* marqué par le sensationnalisme plutôt que la rigueur historique et l'analyse des faits. La deuxième catégorie est celle d'anciens militants, ou toujours actifs, au sein du mouvement trotskiste étudié. Le besoin d'une histoire « officielle », devant le vide historique, les a sûrement conduits à se lancer dans l'écriture de tels livres, comme Robert Barcia avec *La Véritable histoire de Lutte ouvrière*. Mais l'objectif peut être totalement différent dès lors qu'une visée autobiographique et une volonté de légitimer son organisation durant une période précise motivent l'auteur ; comme Alain Krivine avec *Ça te passera avec l'âge*. La troisième catégorie est celle des historiens, qui peuvent d'ailleurs être des militants ou des ex-militants. C'est le cas de Jean-Paul Salles, ancien militant de la Ligue communiste et docteur en Histoire, qui a écrit le livre *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*. Il apparaît alors que la plupart des ouvrages à visée historique sont majoritairement écrits par des personnes proches ou anciennement proches des milieux d'extrême-gauche. L'historiographie actuelle a un manque dans l'analyse des mouvements révolutionnaires français contemporains, quand ils se situent à la gauche du Parti communiste français. Ce n'est pas une coïncidence si les historiens Jean-Paul Salles pour la Ligue communiste, ou encore Jean-Jacques Marie et Pierre Broué pour l'OCI, sont issus de ces organisations. Il y a

une volonté de leur part de reconstruire une étude critique de ces mouvements à la lumière des archives disponibles, vu le peu d'intérêt que suscitent ces sujets dans le monde universitaire actuel. Ils sont dans le même temps épaulés dans cette tâche de reconstruction par des militants écrivains et les têtes de proue de ces mouvements, comme Alain Krivine ou Robert Barcia, qui mettent en exergue la version de leur organisation dans un contexte où la parole leur est peu donnée. Il est tout de même intéressant de noter que peu d'ouvrages autobiographiques de militants « de base » existent, sauf exception comme *Sur le pont - Souvenirs d'un ouvrier trotskiste breton* d'André Fichaut de la Ligue communiste. C'est une des différences avec le PCF où les militants étaient encouragés à mettre par écrit leur vie, et ce dans un but de valorisation de la personnalité ouvrière militante dont le PCF se disait l'unique représentant.

La période de mai-juin 1968, séquence et unité temporelle

La Ligue communiste et ses avatars ont été largement impliqués dans la période de mai-juin 1968 mais l'on ne saurait dire, à l'heure actuelle, si sa place, comme celle des autres groupements d'extrême-gauche, a été trop négligée ou au contraire trop valorisée par les historiens. Il faut donc revenir sur les délimitations historiques de ce mouvement social pour en apprécier toute l'ampleur. L'historiographie a tendance à oublier la composante ouvrière et sa mobilisation manifeste dans cette période. Deux visions principales s'affrontent. Celle de Jean-Pierre Le Goff, entre autres, qui décrit le mouvement de mai-juin 1968 (dans son livre *Mai 68, l'héritage impossible*) comme une « substance autonome, entretenant de purs rapports d'extériorité avec le mouvement ouvrier réellement existant »⁷ et qui s'articule en deux phases. La première au cours de laquelle les groupes de convictions léninistes essaient de récupérer les mouvements sociaux, mais sans succès vu leur courte durée. La deuxième centrée sur le déploiement d'un « gauchisme culturel »⁸ qui détruirait tous les repères du vivre-ensemble, et dont l'apogée serait les années 1980-1990. En contrepoint, la deuxième analyse est celle développée par le collectif d'historiens Antoine Artous, Didier Epszajn et Patrick Silberstein dans leur livre *La France des années 1968*. Ils reprennent l'idée de l'historien et militant d'extrême-gauche Jacques Kergoat. Le mouvement de mai-juin 1968 ne peut pas être analysé sans prendre en compte la grève générale qui a eu lieu, la plus importante de la France du

⁷ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, Paris, Syllepse, 2008, p. 18.

⁸ *Ibid.*

XXe siècle. La « France de la contestation »⁹ doit être inscrite dans un cycle social et politique beaucoup plus large. En effet, le mouvement de fond ne s'arrête pas en mai-juin 1968, et il doit être éclairé par les années qui précèdent. Comme l'ont montré Michelle Zancarini-Fournel, Philippe Artières, Xavier Vigna et de nombreux autres historiens, la période couverte par les « années 1968 » démarre vers 1963, à la fin de la guerre d'Algérie et avec la reprise de mouvements sociaux de grande ampleur. Après 1968, les mobilisations ouvrières reprennent de plus belle, notamment en 1973 avec l'usine Lip qui se met en grève et produit des montres pour soutenir la lutte. Il en sera de même en juin 1973 avec l'usine Robin à Lorient, produisant des pantalons en autogestion. Entre juillet 1974 et juillet 1975, il y a quatorze usines qui se mettent en grève sur le même modèle que l'usine Lip. Sans compter le regain des grèves « traditionnelles » comme à Renault-Billancourt le 2 mars 1973, ou les grandes mobilisations de 1974 dans les banques et les PTT. La signature du programme commun entre le nouveau Parti socialiste et le PCF, soutenue par les directions syndicales, arrive néanmoins à canaliser la combativité ouvrière dans de grandes journées d'actions, sans riposte d'ensemble inscrite dans la durée. Mais cette canalisation n'empêche pas que le nombre de journées de grèves en France soit le plus élevé entre 1974 et 1976¹⁰ (à l'exception de 1968). Les « années 1968 » sont à inscrire dans un temps historique plus long : celle d'une nouvelle phase économique et politique qui s'ouvre en 1974-1975. Cette nouvelle période n'est pas simplement le début d'une nouvelle crise économique mondiale, mais aussi la réorganisation d'un système productif ayant des conséquences « sociologiques » sur le rapport salarial. La dynamique change avec le recul de la population industrielle, sans que cela soit un recul du salariat dont 60 % travaillaient dans le tertiaire en 1986¹¹.

Les grèves de mai-juin 1968 ne peuvent pas non plus être isolées des années qui précèdent. Mai-juin 1968 n'est qu'une des conséquences manifestes d'un bouillonnement social et d'un bouleversement politique et économique bien plus ancré. Sur la scène internationale, le monde est percuté par les conflits coloniaux et leur volonté d'indépendance mais aussi par la confrontation entre les blocs américains et sino-soviétiques. La guerre froide se réchauffe au Vietnam, devenant un lieu de confrontation politique mondiale et qui met le peuple vietnamien en exergue dans sa lutte de libération. Les années 1960 sont donc un contexte de guerre, mais aussi une époque où des figures révolutionnaires, ou considérées

⁹ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 19.

¹⁰ *Ibid.*, p. 20.

¹¹ *Ibid.*, p. 33.

comme telles, émergent. C'est le cas de Che Guevara et de son appel à « Créer deux, trois... de nombreux Vietnam », dont l'écho dans les milieux radicaux est retentissant. Hô Chi Minh, dirigeant de la République démocratique du Vietnam, devient également une égérie dans sa lutte contre l'impérialisme français et américain. Le contexte français est tout aussi explosif. L'accession de Charles de Gaulle au pouvoir en 1958 marque le début d'une nouvelle période qui est la proclamation de la cinquième République française, et le début des négociations mettant fin à la guerre d'indépendance algérienne. L'indépendance de l'Algérie, et la politique menée par l'Organisation Armée Secrète (OAS), commencent à échauffer le climat social français qui s'alourdit de plus en plus avec un début de contestation sociale ; comme la grande grève des mineurs en 1963. Cette grève marque le retour du mouvement social qui n'arrête pas de se répandre tout le long des années 1960, avec par exemple la grève générale de vingt-quatre heures appelée par la CGT et la CFDT en mai 1966, ou la série de grèves ouvrières durant l'année 1967, émaillée d'incidents avec les forces de l'ordre, et de journées d'actions syndicales contre les « pleins pouvoirs » du gouvernement pour « réformer » la sécurité sociale¹². Au tournant des années 1960-70, un changement économique, politique et social s'opère en France avec la fin des « trente glorieuses » qui ont vu l'émergence de la société dite de « consommation », et notamment une massification des effectifs universitaires. Ce changement profond a un impact dans la lassitude qu'exerce la politique conservatrice du gaullisme. En outre, les groupes révolutionnaires se constituent à la gauche du PCF, qui lui-même rentre en crise et se retrouve « déphasé » avec la radicalité étudiante. La chape de plomb du « communisme à la française » que le PCF a réussi à imposer sur le mouvement syndical français, par le biais de la CGT, ne s'érode que dans les années 1970 ; notamment grâce à l'irruption dans les entreprises de nouvelles catégories salariales comme les femmes, les immigrés ou les ouvriers spécialisés. Le milieu éducatif échappe par contre de plus en plus à son contrôle. Ses prises de positions rétrogrades sur le féminisme et l'homosexualité, ou sa « mollesse » sur les questions anti-impérialistes et sociales, le discréditent aux yeux d'une jeunesse et d'une population frappées par la volonté de s'émanciper et de construire un autre rapport à la société. Les groupes radicaux se multiplient et s'agrandissent, comme la JCR constituée après leur exclusion de l'UEC, ou les maoïstes de toutes obédiences. Il en est de même en ce qui concerne les anarchistes qui profitent de la recrudescence de la lutte des classes pour recruter. Ce phénomène d'émancipation des représentants officiels du mouvement

¹² ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 833.

ouvrier est expliqué par Kristin Ross dans son ouvrage *Mai 68 et ses vies ultérieures*. Un des vecteurs principaux d'émergence des groupes radicaux, et de la défiance envers le PCF, prend ses racines dans la guerre d'Algérie : « C'est dans ce contexte d'opposition envers l'attitude attentiste adoptée par le PCF – un PCF défendant l'assimilation et devenant gardien des intérêts de la nation en tant qu'entité existant au-delà et par-dessus les classes – que la gauche radicale vit le jour¹³ ».

L'historiographie du mouvement social de mai-juin 1968, et de sa période, est large mais reste à approfondir. L'un des défauts des livres traitant cette époque est de se concentrer sur la gauche révolutionnaire, et plus particulièrement sur les courants maoïstes comme la Gauche Prolétarienne et Vive la révolution!, sans prendre en compte le large espace que représente « l'après-mai ». Ainsi, Patrick Rotman et Hervé Ramon dans leur ouvrage *Génération* se focalisent sur une période historique qui culminerait avec la manifestation du 4 mars 1972, en hommage au militant tué Pierre Overney. Cette période se traduisant à la fin par l'autodissolution de la Gauche prolétarienne en 1973, et la dissolution de la Ligue communiste après la manifestation du 21 juin 1973. L'extrême-gauche rentre, pour ces deux auteurs, dans une période de décomposition et de crise¹⁴. Mais cette analyse oublie certains éléments. Les bons scores des listes unitaires de la gauche révolutionnaire aux élections municipales de 1977, avec des poussées à 17 % de voix dans certains quartiers populaires, devraient par exemple relativiser la « crise » de l'extrême-gauche. Il y a en effet une différence entre l'entrée en décomposition du courant maoïste et les autres courants révolutionnaires, tel que la Ligue communiste, qui approfondissent leur implantation territoriale et développent leur investissement syndical. La multiplication des groupes, comme l'Organisation Communiste des Travailleurs (OCT) ou les Comités Communistes pour l'Autogestion (CCA), et le lancement de *Rouge quotidien* en 1975, contredisent l'analyse d'une crise générale dans l'extrême-gauche. Bien entendu, il ne s'agit pas là de nier l'inflexion de la période au niveau politique, économique et social, qui se ressent inévitablement sur toutes les organisations. Il y a une remise en cause de la pensée intellectuelle marxiste dans tous les domaines, et ce par l'émergence d'une gauche « antitotalitaire » autour des « nouveaux philosophes » comme André Glucksmann. Ses partisans aident à la critique de la pensée de 1968, en se positionnant comme ses héritiers

¹³ ROSS Kristin, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Marseille, Agone, 2010, p. 67.

¹⁴ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 15.

repentis, mais aussi au recentrage de la CFDT à la fin des années 1970¹⁵.

Concernant l'organisation que nous étudions (le courant français de la Quatrième Internationale), sa place et son action dans le mouvement de mai-juin 1968 ont un effet d'accélérateur pour sa structuration et son développement ultérieur. En effet, le mouvement social lui a permis de s'implanter durablement dans le paysage politique français. On ne peut pas comprendre l'importance de mai-juin 1968 pour cette organisation sans voir les années précédentes et la prédominance des luttes anti-impérialistes pour la JCR. Ce groupe politique est à l'avant-garde des actions et des manifestations de solidarité avec le Vietnam, à travers sa structure « de masse » qui est le Comité Vietnam National. Sa solidarité internationaliste ne se limite pas au Vietnam, mais à tous les peuples « opprimés » ou dans un élan révolutionnaire comme Cuba¹⁶. La structuration de la JCR est souple, en lien avec le PCI. Les deux organisations sont dissoutes, parmi d'autres, par le gouvernement en juin 1968. Cette dissolution, et l'élan de mai-juin 1968 que ces organisations essaient d'analyser en profondeur, marquent le début d'une nouvelle étape dans la structuration du courant français de la Quatrième Internationale¹⁷. C'est ainsi qu'après une période sans organisation structurée, mais avec des cercles rouges dispersés, un groupe politique voit le jour : la Ligue communiste. Son adhésion à la Quatrième Internationale permettra à ce groupe de se structurer durablement. La « transcroissance organisationnelle » intervient de façon récurrente dans le processus qui donne naissance à la Ligue communiste. Ce concept est utilisé par la Ligue communiste pour théoriser la nécessaire évolution quantitative et qualitative du parti en cours de construction. Cette structuration est rendue possible par l'émergence d'une nouvelle génération militante et la fusion entre le PCI, représentant le trotskisme, et la JCR, symbolisant la nouvelle radicalité révolutionnaire antibureaucratique et communiste. Cette génération a contribué à un foisonnement politique à la gauche du PCF¹⁸. De nombreux problèmes se posent comme l'analyse du mouvement : est-ce une répétition générale ? Plusieurs militants le pensent et prennent appui sur l'exemple russe, avec le lien entre la grève générale de 1905 et la révolution de 1917¹⁹. Il y a aussi le besoin pressant de donner une suite

¹⁵ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 24.

¹⁶ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, Éditions Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 63.

¹⁷ KRIVINE A., *Ça te passera avec l'âge*, Paris, Flammarion, 2006, p. 110.

¹⁸ *Ibid.*, p. 103.

¹⁹ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin : liquider mai 68 ? même pas en rêve ! Tome 1*, Paris, Jean-

à court terme au mouvement de mai-juin 1968. Le choix est de créer une organisation politique sur des bases marxistes et indépendante du mouvement social, et donne lieu aux cercles rouges. Ce choix s'explique par le besoin de cette nouvelle génération de « trotskistes » d'avoir un parti politique qui donnerait une issue crédible à une grève générale. Pour ce courant, elle résulterait de l'action combinée du parti et des composantes du mouvement social auto-organisées, dans l'optique d'une prise de pouvoir des travailleurs eux-mêmes. Ce n'était pas le cas en mai-juin 1968, et la JCR en avait fait l'analyse à ce moment clé. Son choix de créer un parti d'avant-garde, impliqué dans la construction du travail ouvrier dans les entreprises, et son « ralliement » aux nouvelles problématiques sociales (féminisme et écologie notamment), découlent de la situation où aucun parti révolutionnaire de masse n'existe²⁰.

L'historiographie du mouvement ouvrier et de l'extrême-gauche

Au-delà de l'historiographie de mai-juin 1968 et d'une explication du courant trotskiste, il faut comprendre où se situe l'historiographie du mouvement ouvrier et plus précisément celle de l'extrême-gauche. La place de ce courant porte aussi à interrogation dans le mouvement ouvrier : quel est son rôle concret ? En premier lieu, nous pouvons dire que l'historiographie est dominée par l'école des Annales et sa pensée « marxisante », donnant la part belle aux études de longue durée dans l'optique d'une « histoire totale ». Cette histoire totale a peu à peu été remplacée à la fin des années 1970 par une nouvelle vague d'historiens porteurs de la « nouvelle histoire ». Ils mettent en avant l'histoire des mentalités qui s'intéresse à la structure mentale des sociétés et les représentations collectives qui peuvent en être faites, sans toutefois négliger les habitudes physiques, gestuelles, alimentaires ou affectives des êtres humains dans un contexte précis. Jacques Le Goff et Pierre Nora ont été les représentants les plus connus en France, et cette nouvelle vague d'historiens a délaissé les « grands récits » macro-sociaux et collectifs. Avec la « nouvelle histoire » s'est développée en Italie la « micro-histoire », dans les années 1970. La micro-histoire propose d'étudier les individus en tant que tels, ou un groupe social limité sur une aire géographique précise. Cette façon de traiter l'Histoire délaisse l'étude globale des masses et des périodes, pour étudier « à la loupe » des événements sur des zones sociales, culturelles et géographiques plus restreintes.

Claude Gawsewitch, 2007, p. 128.

²⁰ KRIVINE A., *Ça te ...*, op. cit., p. 104.

Cette confrontation entre la nouvelle histoire, la micro-histoire et l'histoire totale aboutit à des analyses différentes concernant mai-juin 1968. Les études sur cette période, par le biais de la nouvelle histoire et de la micro-histoire, ont eu tendance à se limiter à une mémoire commémorative. Cette façon de faire s'inscrit dans des analyses fragmentées de la période, sans réelle analyse collective et globale. Serait-ce le sujet encore polémique et forcément politique qui empêche des analyses convergentes ? Les interprétations divergent : « individualisme irresponsable » pour le sociologue Jean-Pierre Le Goff, « événement politique » pour K. Ross, « contestation » pour B. Brillant, « hétérodoxie » pour Boris Gobille. Ces études opposées, fragmentées, peuvent s'expliquer aussi par la mise au ban d'une pensée marxiste en Histoire dans les années 1970. C'est le début du libéralisme, et du néo-libéralisme, comme formes de domination économique et culturelle. Les historiens n'échappent pas au monde dans lequel ils vivent, et cette pression libérale n'a pas permis l'écriture d'ouvrages collectifs outrepassant la simple commémoration du mouvement. Ce manque sera progressivement comblé à partir de la moitié des années 1990.

C'est en effet à la toute fin du XXe siècle que refont surface les concepts de macrosociologie et de macro-histoire, ou d'histoire totale. Laissés en désuétude au profit d'analyses historiques très précises du sujet, ces concepts reviennent en force, et notamment en ce qui concerne mai-juin 1968 par le biais d'ouvrages collectifs essayant de retrouver toutes les formes prises par ce mouvement social. C'est le cas de l'ouvrage *La France des années 1968* dirigé par Antoine Artous, Didier Epszajn et Patrick Silberstein, ou encore *Les années 68, le temps de la contestation* dirigé par Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy et Michelle Zancarini-Fournel. La macrosociologie consiste en une analyse « totale » de trois grands ensembles : civilisations, pays et populations. Abstraitement, elle peut se porter sur l'étude des institutions et des structures sociales. Elle considère que les sociétés, les cultures, les États et les populations interagissent entre eux, et que ces dynamiques doivent être approfondies. Il en est de même pour la macro-histoire qui lie les événements historiques, l'environnement géographique, les données économiques, les idéologies et les pratiques culturelles, dans une étude des rapports noués entre ces différents domaines. La macro-histoire se fonde sur la synthèse de ces éléments en utilisant tous les moyens d'investigation disponibles comme la sociologie, les mathématiques, l'économie, ou même l'archéologie. Sa méthodologie reprend celle promue par les tenants de l'École des Annales que sont Lucien Febvre et Marc Bloch, ou ensuite Fernand Braudel et Ernest Labrousse. La macro-histoire et la macrosociologie sont donc liées dans la perspective d'une analyse « totale » de la société, et peuvent être ainsi utilisées pour une période donnée ou un

groupe social précis. Sans être liées à ces deux concepts historiographiques, l'histoire orale apparaît encore aujourd'hui comme un outil historique important. Cette émergence de l'histoire orale en France se fait en 1980, alors qu'elle est déjà utilisée depuis les années 1950 aux États-Unis. Exploitée régulièrement en sociologie, les historiens se sont appropriés cet outil. Un entretien historique peut ainsi constituer une source primordiale selon la période traitée. Concernant mai-juin 1968, les éléments distillés par des entretiens d'acteurs de cette période apportent de nombreux éléments de compréhension, à propos du contexte, des faits, ou des différentes analyses développées alors. La source orale est le premier outil de l'historien dans l'antiquité, avant sa réhabilitation dans la deuxième moitié du XXe siècle. Le témoignage oral est complémentaire de la source écrite, et doit bien sûr être pris avec précaution et recoupé, si possible, avec d'autres sources.

L'histoire globale, quant à elle, s'est développée de façon distincte de la macro-histoire, bien qu'elle soit liée à elle par les « temps longs » et la méthodologie utilisée. Née aux États-Unis, elle prend son essor en France dans les années 1990. L'aspect principal de cet outil historiographique est l'étude des aires culturelles non occidentales. Mais cette approche est cependant utile pour notre mémoire dans la mesure où l'histoire globale tente de cerner un phénomène à travers le regard des populations, des classes sociales ou des puissances dominées. Howard Zinn a su mobiliser cette approche avec son livre *Une histoire populaire des États-Unis. De 1492 à nos jours*, alliant histoire globale et histoire sociale. À certains égards, ce courant historique reprend l'ambition d'une histoire totale de Fernand Braudel, mais aussi celle de l'histoire comparée que Marc Bloch défendait. La réémergence de toutes ces tendances historiographiques (macro-histoire, macrosociologie et histoire globale) remet au goût du jour les concepts d'aliénation et de domination, ou redonne vie à celui des classes sociales comme vecteur de compréhension des différents rapports sociaux.

Au-delà des considérations de courants historiographiques, l'étude de l'extrême-gauche et du mouvement ouvrier en général montre plusieurs éléments : le mouvement ouvrier est porteur d'expériences radicales et d'une contestation du système établi. Cette « révolte » est d'autant plus vive lorsque la période est propice à des tensions. C'est le cas lors de la Première Guerre mondiale qui aboutit à la révolution russe, mais également lors des luttes menées de 1918 à 1920 ou des grèves au moment du Front populaire. Le mouvement social revient souvent sur le devant de la scène lorsqu'une remise en cause profonde voit le jour, comme pour les grandes grèves de 1995 en France, détruisant au passage le mythe d'un espace social apaisé après la chute du bloc soviétique. L'influence du mouvement ouvrier est aussi perceptible dans les organisations censées en être l'émanation. Un exemple frappant est

la fondation du PCF, avec la scission de la SFIO, en 1920. C'est un des cas les plus marquants d'irruption sur la scène politique du mouvement social, qui remet profondément en cause les lignes directrices d'un parti politique et ses « trahisons ».

Dans de tels contextes mouvementés, l'extrême-gauche du mouvement ouvrier (au sens large) porte en elle des formes de radicalité, et peut même en être l'élément déclencheur. À Toulouse par exemple, la Ligue communiste dans les facultés a entraîné le mouvement social étudiant sur ses bases politiques radicales après mai-juin 1968²¹. Mais en général, l'extrême-gauche ne fait pas que porter publiquement ses propres revendications ; elle sert aussi d'aiguillon politique pour toute une série de militants qui n'y sont pas engagés. Ce rôle est souvent sous-estimé, mais c'est la radicalité de l'extrême-gauche et des problématiques qu'elle porte, comme le féminisme ou le droit des homosexuels, qui permet de faire réfléchir des militants de partis « traditionnels » comme le PS ou le PCF. L'aiguillon qu'est la Ligue est typique à Toulouse, en plus de son rôle déclencheur. Les entretiens d'anciens militants (tels que Claude Begué ou Bernard Chamayou) montrent l'investissement dans la plupart des domaines politiques et sociaux, et leurs rôles moteurs dans l'animation d'associations. C'est le cas du groupe femmes à Bellefontaine. La politique unitaire de l'organisation intéresse et interroge les militants du mouvement ouvrier dans son ensemble. Tout en restant révolutionnaire sur les positionnements politiques, la Ligue développe une politique spécifique vis-à-vis des « réformistes » en leur proposant des actions et des politiques communes. L'unité du camp social est pour la Ligue une bataille, dont on ne peut se défaire en se contentant d'un « pré-carré » entre révolutionnaires et convaincus.

Des sources écrites et orales à appréhender

Comme expliqué précédemment, le travail historique que nous entamons dans ce mémoire part de bien peu d'éléments. Nous avons dû constituer un corpus de sources très varié afin d'avoir une vision éclairante de la période étudiée. Les matériaux écrits représentent une grande part de nos sources. D'un côté, nous possédons des archives numériques regroupant la totalité des journaux *Rouge*, l'organe de presse de la Ligue communiste, de 1968 à 1976²². Cette numérisation de la presse du courant politique étudié a été réalisée par l'association « Rassembler et Diffuser les Archives Révolutionnaires ». Dans la partie « La difficile étude

²¹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire ...*, op. cit., p. 31.

²² Sources audiovisuelles (LCR), p. 39.

du trotskisme », nous avons déjà parlé de cette association créée par la LCR et dont l'utilité est démontrée à cet instant. Comme autre type d'archives numériques, nous comptons sur deux documents essentiels dans les orientations de la Ligue communiste : le *Bulletin intérieur* n° 30 - *Le problème du pouvoir se pose, posons-nous le !* écrit entre autres par Daniel Bensaïd en vue du troisième congrès de l'organisation en décembre 1972, et un « bilan » de cette décennie et des orientations de ce courant politique intitulé « *Que faire ?* » (1903) et la *création de la Ligue communiste (1969)* par Daniel Bensaïd et Antoine Artous en 1976²³. Enfin, il y a également des échanges d'emails entre Antoine Artous, Bernard Chamayou et Gilles Da-Ré suite à l'entretien d'Antoine Artous que nous avons réalisé. Ces échanges ont permis de remettre en contact ces militants et éclairent dans certains de leurs propos des événements qui ont eu lieu comme les relations entre le PCI et la JCR, mai 1968 à Toulouse, les « fractions syndicales » de la Ligue, la grève de la Poste en 1974 et sa gestion par la Ligue, les changements de période et ses impacts sur l'organisation²⁴. La grande partie de nos sources écrites proviennent de fonds d'archives départementales, de la Bourse du travail de Toulouse et de fonds privés de militants ayant appartenu à la Ligue communiste. Concernant les archives départementales de la Haute-Garonne, nous avons eu accès au fonds déposé par Gilles Da-Ré, ancien militant de la Ligue. Ce fonds regroupe l'ensemble des exemplaires du journal *Rouge* de 1968 à 1976 où un événement à Toulouse est mentionné, que ce soit une manifestation, une grève, une réunion ou un bilan. Il comporte également des documents généraux et suppléments à *Rouge* traitant de l'éducation, de la fonction publique, des PTT, de l'APC (anciennement ONIA), de la SNCF, mais aussi des archives sur la vie interne de la Ligue communiste comme ses bulletins intérieurs, ses lettres aux autres organisations du mouvement ouvrier. Notons la présence de documents de la CFDT sur ses rapports envers l'extrême-gauche, et la vie interne du PSU avec ses bulletins intérieurs de direction et ses relations vis-à-vis de la LCR²⁵. À la Bourse du travail de Toulouse, nous avons pu voir des *Taupe rouge* sur l'aéronautique et quelques tracts du Mouvement du 25 avril²⁶.

L'essentiel des archives écrites est pourtant à trouver chez les anciens militants de la Ligue eux-mêmes, ce sont des fonds privés, non répertoriés dans des institutions d'État. Au fil de nos recherches, nous avons eu accès à un grand nombre d'archives que nous avons tenté de

²³ Archives numériques, p. 57-58.

²⁴ *Ibid.*, p. 58.

²⁵ Archives du fonds Gilles DA-RÉ aux Archives Départementales Haute-Garonne (57J et 95J), p. 29.

²⁶ Bourse du Travail, p. 56.

classer. Ce sont des sources provenant de Jacques Serieys, Gilles Da-Ré et Antoine Artous, tous d'anciens militants de la Ligue à Toulouse. Parmi les documents que Gilles Da-Ré a fourni, nous en trouvons sur le mouvement étudiant de mai-juin 1968, des bilans de l'activité ouvrière de la Ligue de la fin des années 1960 et du début des années 1970, des rapports établissant les différentes étapes de la construction de la Ligue communiste mais aussi des bilans de sa direction politique (connus sous le nom de *Flo rouge*). Des rapports thématiques sont également présents, notamment sur la jeunesse en général et l'enseignement, ainsi que des bulletins intérieurs en vue du congrès régional de 1969²⁷. En ce qui concerne Antoine Artous, la palette de documents étudiés est encore plus large avec des tracts du mouvement du 25 avril et des comités rouges lycéens de Toulouse, des tracts unitaires des organisations de jeunesse, mais aussi des exemplaires du journal *L'Apprenti Enchainé* qui était diffusé sur les Collèges d'Enseignement Technique de la ville²⁸. Mais la jeunesse n'est pas la seule catégorie en présence parmi les sources d'Antoine Artous, l'armée et l'intervention de la Ligue y sont traitées par le biais de tracts de comités de soldats et des textes d'orientations de l'organisation²⁹. Nous avons également des archives sur les orientations et les débats de la Ligue dans les organisations syndicales (CFDT et CGT particulièrement), des documents sur l'ONIA, l'aéronautique, la politique de la Ligue dans le domaine de la santé, sur la SNCF, les PTT ou le secteur électronique³⁰. Des tracts *Taupe rouge* sur la situation politique générale comme les différentes élections, qu'elles soient nationales ou locales, sont à notre disposition³¹. Enfin, de nombreuses archives sur la vie interne de la Ligue figurent en bonne place, comme les bulletins sur la situation ouvrière et l'implantation de la Ligue toulousaine, ou encore différents rapports sur les relations unitaires entretenues avec les autres organisations³². Jacques Serieys nous a permis de combler de nombreux manques sur la vie interne de la Ligue. La présence de compte-rendu hebdomadaire des réunions de la direction de ville de la Ligue communiste à Toulouse, ainsi que des comptes-rendus et des circulaires envoyés par la direction du secteur ouvrier de la ville, est précieuse³³. Il en est de même pour

²⁷ Fonds privés de Gilles Da-Ré, p. 40.

²⁸ Fonds privés d'Antoine Artous, documents sur la jeunesse, p. 42.

²⁹ Fonds privés d'Antoine Artous, documents sur l'armée, p. 44.

³⁰ Fonds privés d'Antoine Artous, documents sur les secteurs d'intervention, p. 45.

³¹ Fonds privés d'Antoine Artous, documents et suppléments généraux à *Rouge* et à *Taupe rouge*, p. 49.

³² Fonds privés d'Antoine Artous, documents sur la vie interne de la SFQI, p. 52.

³³ Fonds privés de Jacques Serieys, compte-rendu de la direction de ville de la Ligue, p. 52.

des bulletins de débats, des déclarations et des résolutions votées au sein de la section³⁴, ou bien des circulaires et des professions de foi concernant les élections législatives de 1973³⁵. Deux thèmes sont mis en avant dans les archives de Jacques Serieys, celui de la jeunesse et de l'enseignement avec des bulletins intérieurs de débats sur la situation dans les facultés et des bilans du travail militant parmi les lycéens³⁶, ainsi que le syndicalisme et le militantisme ouvrier par le biais de rapports d'activités³⁷. De plus, il existe des textes détaillant d'autres organisations comme Lutte ouvrière ou Révolution!³⁸.

L'avantage du sujet traité est sa proximité dans le temps, nous pouvons donc utiliser l'histoire orale comme outil dont l'importance a déjà été décrite précédemment dans la partie « l'historiographie du mouvement ouvrier et de l'extrême-gauche ». Les entretiens réalisés nous apportent un autre point de vue que les matériaux écrits. Les débats qui avaient lieu dans l'organisation, les événements politiques ou encore des anecdotes pertinentes sont mieux appréhendés à l'oral. Les documents récoltés ne sont pas forcément exhaustifs sur ces faits, par manque de temps, de place, ou de façon volontaire. Par exemple, la structuration des fractions syndicales de la Ligue ou les liens entre les militants, avec ses différents rapports de force, sont très peu traités par écrit. Mais l'entretien est limité comme source fiable, des informations peuvent s'avérer contradictoires d'un entretien à un autre ou au contraire se recouper. Parmi les sources orales réalisées, différents points de vue s'expriment. Tous les militants de la Ligue dont le témoignage a été recueilli n'avaient pas le même positionnement politique à l'intérieur de l'organisation. Nous avons des militants appartenant à la majorité politique de la Ligue³⁹, et ses différentes sensibilités, mais également des militants de courants minoritaires⁴⁰. Il faut noter la continuité de l'engagement au sein de la gauche radicale au sens large de tous les militants interrogés, ce fait n'est bien sûr pas une constante immuable parmi les acteurs de mai-juin 1968 mais cela permet de battre en bèche l'argument selon lequel les « soixante-huitards auraient tous trahi leurs convictions ». Au-delà d'anciens militants de la Ligue communiste qui représentent l'essentiel des entretiens, Alain Rumeau a une vision

³⁴ Fonds privés de Jacques Serieys, débats, déclarations et résolutions concernant la vie interne de la SFQI, p. 53.

³⁵ Fonds privés de Jacques Serieys, élections législatives de 1973, p. 54.

³⁶ Fonds privés de Jacques Serieys, jeunesse et enseignement, p. 54.

³⁷ Fonds privés de Jacques Serieys, syndicalisme et militantisme ouvrier, p. 55.

³⁸ Fonds privés de Jacques Serieys, textes sur les autres organisations, p. 56.

³⁹ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 396.

⁴⁰ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 349.

différente de la période. Cet ancien syndicaliste CGT et militant au PCF dans l'aéronautique apporte un contrepoint aux militants des groupes d'extrême-gauche en expliquant la réception de leurs idées auprès des ouvriers de base, le travail aéronautique concret, l'attitude de l'appareil CGT et du PCF ainsi que la ligne radicalement « antigauchiste » qu'Alain Rumeau défend encore aujourd'hui⁴¹. Les sources orales sont donc multiples : Bernard Chamayou, Gilles Da-Ré, Lucien Sanchez, Bernard Cholet, Claude Begué, Antoine Artous, Jacques Serieys et Alain Rumeau.

Les sources écrites et orales nous font connaître la vie concrète de l'organisation et du milieu politique toulousain, mais également la structuration de la Ligue communiste et des différents groupes qui y sont liés. Nous avons à disposition le nombre de militants qui composaient les comités rouges ou la Ligue communiste, et les ventes du journal *Rouge*. Bien sûr, ces chiffres sont à prendre avec précaution au vu de leurs origines, nous ne sommes pas à l'abri de chiffres erronés volontairement ou involontairement. Ces mêmes sources décrivent les actions menées par le courant politique que nous étudions, les stratégies utilisées à l'intérieur de l'organisation et les débats entre les tendances politiques, les orientations tactiques et stratégiques de la Ligue communiste envers la population et les autres organisations. Les différentes particularités de la région toulousaine et la vie interne locale sont également comparées à la situation nationale dans plusieurs sources écrites et orales.

Les obstacles de ces archives

Plusieurs inconvénients apparaissent parmi les sources écrites. Tout d'abord nous n'avons pas les séries complètes de certains documents. Par exemple il y a des trous historiques concernant les comptes-rendus des réunions de la direction toulousaine de la Ligue communiste, ce manque nous empêche parfois d'avoir une vision nette de l'évolution des positions. Il en est de même sur les bulletins de discussions qui sont régulièrement édités à l'intérieur de l'organisation ou à l'approche des congrès locaux. Ces textes, relatant les débats entre différentes positions, permettent d'apprécier la qualité des échanges et les orientations politiques en cours. Ces deux exemples ne sont pas exhaustifs mais montrent le travail de recherche qui reste à réaliser. Néanmoins les sources collectées pour le moment ouvrent une voie pour une recherche qui comprend les enjeux de la Ligue communiste, une grande partie

⁴¹ Entretien avec Alain Rumeau, annexe 4 p. 425.

de ses débats, son implantation et ses différentes caractéristiques. Il ne suffit pas d'avoir en sa possession ces sources écrites pour en saisir le sens, il faut avoir le contexte de l'écriture de tel tract ou directive et connaître l'auteur ainsi que son orientation politique au sein de la Ligue. Un texte écrit par un militant issu de la majorité de la Ligue n'aura pas la même teneur ni le même but que celui d'un militant issu d'une des minorités politiques. La date est tout aussi importante, car les orientations de l'organisation évoluent au fil du temps, des congrès et de l'actualité politique.

Les informations demeurent partielles concernant les entretiens oraux, nous n'avons pas eu la possibilité d'interroger l'ensemble des acteurs principaux de la Ligue à Toulouse à cette époque, et encore moins une grande partie des militants ayant côtoyé de près ou de loin cette organisation. Les raisons de cette impossibilité sont plutôt simples : le cadre du mémoire qui nous oblige à limiter les données pour ne pas se noyer parmi les informations, les restrictions géographiques vu que certains militants sont dorénavant assez éloignés, les réticences à se laisser interroger, ou encore la disparition d'acteurs. Néanmoins, les informations collectées sont suffisantes pour traiter le sujet mais doivent être prises avec précaution et recoupées avec d'autres sources. En effet, la personne que nous interrogeons est le produit de son temps et de ses prises de position passés. Des erreurs ou des incohérences sur des faits peuvent être nombreuses au cours de l'entretien. Il y a celles qui sont volontaires, elles ont pour but de ne pas se contredire ou se mettre dans une position difficile à assumer par la suite, de majorer son rôle politique par égocentrisme, ou encore d'écrire l'histoire de son organisation selon sa propre vision. Les erreurs et les incohérences involontaires sont également à prendre en considération, elles sont le fruit des jeux de la mémoire d'évènements qui se sont déroulés il y a quarante ans. Il est normal que des erreurs dans les dates, des oublis et des amalgames entre des faits distincts puissent surgir lors de ces entretiens.

Plusieurs solutions émergent pour combler les manques que nous venons de décrire précédemment. La mise en application de ces solutions devra être le travail de futurs historiens étudiant ce sujet. Tout d'abord, il faudrait un travail bien plus approfondi sur les sources écrites. Les archives récoltées dans le cadre de notre mémoire ne sont pas exhaustives, plusieurs pistes se dégagent. Les fonds privés de militants ne sont pas encore taris, de nombreux acteurs de la Ligue communiste et de cette époque n'ont pas encore fourni leurs archives. Par exemple, le manque de temps dans le cadre d'un mémoire forcément restrictif sur la forme nous a obligés à écarter un certain nombre d'archives de Jacques Serieys ou encore de Pierre Robin (militant de la Ligue vivant actuellement à Agen). Nous avons également connaissance de la présence d'archives dans les locaux du NPA (anciennement

LCR) à Paris, des militants parisiens ayant sûrement des archives intéressantes chez eux. De plus, d'autres centres archives départementales, municipales ou bourse du travail dans la région doivent contenir des documents intéressants. Des militants déposent parfois leurs archives personnelles dans ces centres en fonction du lieu où ils vivent. Il serait peut-être intéressant d'aller voir du côté des villes de la région, d'Agen, de Bordeaux ou même de Perpignan, des militants toulousains de la Ligue dans les années 1970 y séjournant à l'heure actuelle. Une autre solution pour combler les manques serait de mener à une plus grande échelle une série d'entretiens oraux. En effet, nous n'avons pas pu nous entretenir avec plusieurs dirigeants et militants toulousains de la Ligue comme Pierre Cours-salies, Jacques Giron, Claude Debons, Joël Trottard, Patrick Mignard ou Daniel Laplace. Il serait également intéressant de réaliser des entretiens avec des acteurs et actrices plus généraux, et dans d'autres organisations, de mai-juin 1968 à Toulouse, qu'ils en soient les défenseurs ou les opposants.

Les éléments historiographiques, concernant mai-juin 1968 et le courant français de la Quatrième Internationale, montrent plusieurs éléments qu'il faut prendre en compte. Tout d'abord, c'est une histoire récente qui est relativement peu explorée, même si des mémoires et des études historiques existent. La plupart s'intéressent à des régions précises, ou ne sont pas spécifiquement traités par des historiens. Le manque de livres d'histoire sur cette organisation exprime aussi la pauvreté historiographique du mouvement de mai-juin 1968 dans les décennies qui ont suivi. Finalement, entre les commémorations, un traitement partiel de la période (ou idéologiquement orienté), nous pouvons dire qu'il y a eu peu de tentatives d'histoire totale sur ce sujet, c'est-à-dire peu d'études qui prennent en compte les analyses et l'action propre de l'extrême gauche en les replaçant dans l'ensemble du mouvement social et politique de la période, et en évaluant leur efficacité propre, changeante d'une région à l'autre. Les organisations d'extrême-gauche, et notamment le courant français de la Quatrième Internationale, sont des groupes aux prises avec la réalité du mouvement de mai-juin 1968. Leur particularité est de se fondre dans la masse étudiante mobilisée, en apportant des solutions politiques et tactiques lors des grèves. Cette « emprise » se vérifie par la place grandissante de la JCR lors du mouvement de mai-juin 1968 dans les universités. Elle est propice à la radicalité et à la remise en cause des organisations politiques et syndicales « traditionnelles » : la CGT et le PCF, mais aussi dans une certaine mesure le PSU dont la base étudiante est peu nombreuse. Bien que durablement implantée dans les facultés et les lycées, la JCR reste une organisation extérieure au mouvement ouvrier classique. Sa présence

dans les entreprises, dans les quartiers et dans les milieux ruraux est très faible, voire inexistante, dans la plupart des cas. Cette extériorité est criante dans les « années 1968 ». Mais la JCR, puis la LCR, arrivent à s'implanter solidement dans le milieu syndical et associatif, et à couvrir un nombre grandissant de zones géographiques, tout en maintenant une activité politique qui leur permet d'avoir un écho sur la scène politique, entre autres par le biais d'actions coup de poing ou par la participation à la plupart des échéances électorales. Malgré une faiblesse relative dans le mouvement ouvrier, l'extrême-gauche trotskiste a su être un véritable aiguillon pour une partie des militants du PCF et du milieu syndical. Les critiques argumentées sur la nécessaire extension des grèves, et l'intérêt porté sur le sexisme et les questions relatives à l'écologie ou à l'internationalisme ne sont pas étrangers au basculement massif de militants dans ces domaines. L'organisation a su allier le marxisme et les nouvelles problématiques sociales, éveillant dès cette époque l'intérêt de militants non habitués aux nouveaux mouvements sociaux, et qui ont parfois pour première réaction un réflexe de repli sectaire et dogmatique. L'un des buts de ce mémoire est de vérifier cela et de mieux connaître l'ancrage territorial du courant français de la Quatrième Internationale, à Toulouse et dans la région. En effet, celui-ci est assez méconnu, même si des vues générales ont été réalisées sur l'ensemble du territoire français⁴². D'autres problématiques doivent donc être approfondies. Qu'en est-il par exemple du foisonnement des pratiques militantes internes et externes de l'organisation ? Elles ne se résument pas aux coups d'éclat dont les militants de ce courant se font une spécialité. Et au-delà des pratiques, il faut en savoir plus sur le « renouvellement » militant. De nombreuses personnes sont passées par cette organisation sans forcément y rester et y militer durablement : quelle est leur proportion ? Jean-Paul Salles apporte des éléments de réponse à ce sujet dans son livre *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*. Il y montre la reconversion professionnelle d'une série de militants de la Ligue dans les années 1980, et le « renouvellement » important de la base dans les années 1970. Ce courant est né politiquement et publiquement, même s'il existait officiellement avant, dans le tumulte du mouvement de mai-juin 1968. Il est l'incarnation de sa radicalité et peut être considéré comme une excroissance du grand mouvement social qui a eu lieu et qui a continué une décennie supplémentaire sous d'autres formes. Mais comment s'est construite et s'est développée l'organisation dans les années 1970 ? Sur quelles bases territoriales ? Avec quels

⁴² SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire ...*, op. cit., p. 133-134.

militants ? À partir de quel ancrage populaire, ouvrier et syndical ? Avec quels moyens ? Et avec quel impact ? Nous pouvons aussi nous demander quels sont les débats à l'intérieur de l'organisation ? Leur impact dans les rapports militants quotidien et vis-à-vis de l'actualité politique ? Quels sont l'investissement et la structuration syndicale de la Ligue ? À partir de quels thèmes se mobilisent ses militants ? Quelles sont les relations envers les autres groupes politiques ? Comment la Ligue appréhende-t-elle le contexte électoral ? Répondre à ces questions, à partir de l'exemple toulousain, c'est participer modestement à l'histoire de l'extrême-gauche qui reste encore à écrire. C'est le seul objectif de cette recherche.

SOURCES

1) Archives du fonds Gilles DA-RÉ aux Archives Départementales Haute-Garonne (57J et 95J) :

Le fonds Gilles Da-Ré est un fonds public déposé par le militant du même nom aux Archives départementales de la Haute-Garonne. Gilles Da-Ré a été dans les années 1960 jusqu'aux années 1980 un militant de la LCR et de la CFDT à Toulouse. En juin 2013, de nombreuses archives ont été rajoutées par ce militant. Nous n'avons pas pu les répertorier, mais comptons le faire dans le cadre du Master 2.

Le journal *Rouge* (57J 1, 17, 18, 19)

Organe de l'organisation Ligue Communiste (puis de la Ligue Communiste Révolutionnaire). Créé à l'automne 1968, le 18 septembre, il est tout d'abord quinzomadaire. Ses rythmes de parution sont variés dans les années 1970. Il est quotidien pendant l'élection présidentielle de 1974 et de façon plus pérenne du 15 mars 1976 au 3 février 1979 après avoir créé sa propre « Rotographie » en 1975. À cause de la trop grande charge financière, il devient définitivement hebdomadaire à partir de 1979 jusqu'à la dissolution de la LCR dans le Nouveau Parti Anticapitaliste en février 2009. Il est depuis remplacé par le journal « Tout Est À Nous », lui aussi hebdomadaire.

Pour la collection complète du journal *Rouge* de 1968 à 1976, il convient de se reporter à la partie « sources audiovisuelles (LCR) ». Ci-dessous se trouve la liste exhaustive des articles concernant Toulouse durant cette période. Des articles peuvent ne pas être signés. Les titres d'articles sont retranscrits tels quels avec les fautes, volontaires ou non, des rédacteurs. Par exemple le nom de plusieurs ministres peut être volontairement affublé d'une minuscule.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « La lutte continue à Toulouse », *Rouge*, n° 6, 29 novembre 1968, p. 12.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Toulouse : une grève riche d'enseignement dans une p.m.e du bâtiment », *Rouge*, n° 7, 11 décembre 1968, p. 11-12.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Lettre de Toulouse : Le PCF perd pied dans la Garonne », *Rouge*, n° 10, 22 janvier 1969, p. 10.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « 1er mai : Paris-Toulouse », *Rouge*, n° 18, 8 mai 1969, p. 6.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « 30 jours de campagnes », *Rouge*, n° 22, 4 juin 1969, p. 6-7.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Partout... », *Rouge*, n° 40, 22 novembre 1969, p. 5.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Frapper dès qu'ils relèvent la tête », *Rouge*, n° 50, 2 février 1970, p. 12.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Meetings », *Rouge*, n° 62, 4 mai 1970, p. 9.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Le 1er mai en province », *Rouge*, n° 63, 11 mai 1970, p. 11.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Rectificatif : le 1er mai à Toulouse », *Rouge*, n° 64, 18 mai 1970, p. 9.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Campagne de soutien à la résistance palestinienne », *Rouge*, n° 85, 26 octobre 1970, p. 10.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Halte aux crimes de Burgos », *Rouge*, n° 89, 23 novembre 1970, p. 5.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Bilan des meetings révolution arabes organisés par la Ligue communiste », *Rouge*, n° 89, 23 novembre 1970, p. 8.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Halte aux crimes... de Burgos », *Rouge*, n° 90, 30 novembre 1970, p. 13.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Toulouse : premières mobilisations étudiantes de masse », *Rouge*, n° 91, 7 décembre 1970, p. 13.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Toulouse : la mobilisation continue », *Rouge*, n° 92, 14 décembre 1970, p. 13.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Correspondance de province », *Rouge*, n° 119, 21 juin 1971, p. 7.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Toulouse : hôpital purpan », *Rouge*, n° 128, 16 octobre 1971, p. 6.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Partout en France... », *Rouge*, n° 132, 13 novembre 1971, p. 9.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Toulouse : solidarité avec les grévistes d'Hachette », *Rouge*, n° 136, 11 décembre 1971, p. 12.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Arrachons nos camarades aux prisons franquistes », *Rouge*, n° 141, 22 janvier 1972, p. 3.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Le pouvoir franquiste essaie de faire oublier nos camarades emprisonnés », *Rouge*, n° 142, 29 janvier 1972, p. 16.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Libérés ! », *Rouge*, n° 144, 12 février 1972, p. 3.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Les universités en lutte », *Rouge*, n° 146, 26 février 1972, p. 12.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Meetings », *Rouge*, n° 149, 18 mars 1972, p. 11.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Meetings », *Rouge*, n° 150, 25 mars 1972, p. 3.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Préparons les prochaines offensives contre guichard et sa politique », *Rouge*, n° 152, 8 avril 1972, p. 14.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « En province », *Rouge*, n° 155, 29 avril 1972, p. 9.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Toulouse : 5000 travailleurs portugais au meeting », *Rouge*, n° 163, 23 juin 1972, p. 7.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Les fleurs empoisonnées du 11 novembre », *Rouge*, n° 180, 18 novembre 1972, p. 6.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Toulouse hôpital Purpan », *Rouge*, n° 182, 2 décembre 1972, p. 5.

Henri Weber (dir.), « Meetings », *Rouge*, n° 191, 10 février 1973, p. 2.

Henri Weber (dir.), « Toulouse : À qui le bastion de la France républicaine », *Rouge*, n° 192, 17 février 1973, p. 3-4-5.

Henri Weber (dir.), « La ligue en campagne », *Rouge*, n° 193, 24 février 1973, p. 5.

Henri Weber (dir.), « La ligue en campagne », *Rouge*, n° 195, 9 mars 1973, p. 4-5.

Henri Weber (dir.), « Les travailleurs immigrés en lutte contre la circulaire Fontanet », *Rouge*, n° 195, 9 mars 1973, p. 15.

Henri Weber (dir.), « Abrogation de la circulaire Fontanet », *Rouge*, n° 196, 16 mars 1973, p. 15.

Henri Weber (dir.), « Répression à Ruggieri-Toulouse », *Rouge*, n° 196, 16 mars 1973, p. 18.

Henri Weber (dir.), « Le QG occupé », *Rouge*, n° 200, 13 avril 1973, p. 15.

Henri Weber (dir.), « Toulouse : unité exemplaire... et unique », *Rouge*, n° 203, 4 mai 1973, p. 3.

Henri Weber (dir.), « Toulouse : ordre moral, ordre nouveau », *Rouge*, n° 205, 18 mai 1973, p. 3.

Henri Weber (dir.), « Toulouse : mobilisation tous azimuts ! », *Rouge*, n° 208, 8 juin 1973, p. 9.

Henri Weber (dir.), « Riposte au coup par coup », *Rouge*, n° 212, 6 juillet 1973, p. 6.

Henri Weber (dir.), « Front uni contre la répression », *Rouge*, n° 213, 13 juillet 1973, p. 6.

Henri Weber (dir.), « Toulouse : itt canon electric », *Rouge*, n° 223, 5 octobre 1973, p. 8.

Henri Weber (dir.), « Aux cotés de l'Espagne en lutte », *Rouge*, n° 239, 25 janvier 1974, p. 14.

Henri Weber (dir.), « Opératrice dans une usine pilote », *Rouge quotidien*, n° 3, 24 avril 1974, p. 5.

Henri Weber (dir.), « Espagne : toulouse une campagne exemplaire », *Rouge*, n° 287, 14 février 1975, p. 2.

Henri Weber (dir.), « Somi Toulouse : un test pour le livre », *Rouge*, n° 290, 7 mars 1975, p. 8.

Henri Weber (dir.), « Echo des bahuts », *Rouge*, n° 290, 7 mars 1975, p. 15.

Henri Weber (dir.), « Solidarité aux luttes du contingent », *Rouge*, n° 290, 7 mars 1975, p. 19.

Henri Weber (dir.), « CII Toulouse », *Rouge*, n° 291, 14 mars 1975, p. 16.

Henri Weber (dir.), « Points chauds », *Rouge*, n° 296, 19 avril 1975, p. 8.

Henri Weber (dir.), « Sous le signe d'une victoire », *Rouge*, n° 299, 9 mai 1975, p. 14.

Henri Weber (dir.), « Pas de salle pour Dupuy de Méry à Toulouse », *Rouge*, n° 302, 30 mai 1975, p. 21.

Henri Weber (dir.), « Conférences des groupes taupe de la région Bordeaux-Toulouse », *Rouge*, n° 307, 4 juillet 1975, p. 13.

Henri Weber (dir.), « Mobilisation Espagne », *Rouge*, n° 315, 26 septembre 1975, p. 13.

Henri Weber (dir.), « Mobilisations en Europe », *Rouge*, n° 316, 3 octobre 1975, p. 8.

Henri Weber (dir.), « Des dizaines de milliers contre la répression », *Rouge*, n° 328, 26 décembre 1975, p. 2.

Henri Weber (dir.), « Un autre aspect de la réforme : la formation des maîtres », *Rouge*, n° 334, 6 février 1976, p. 13.

Articles du journal *Rouge* concernant l'aéronautique (57J 1)

Cellule Sud-Aviation Toulouse, « Je vote... tu nous consultes... ils nous exploitent... », *Rouge*, n° 42, 8 décembre 1969, p. 6.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Sud aviation/Toulouse », *Rouge*, n° 43, 15 décembre 1969, p. 4.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Sud aviation : les leçons de la lutte », *Rouge*, n° 49, 26 janvier 1970, p. 5.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « SNIA Toulouse », *Rouge*, n° 113, 10 mai 1971, p. 10.

Henri Weber (dir.), « Le patriotisme du ciel », *Rouge*, n° 208, 8 juin 1973, p. 16.

Henri Weber (dir.), « SNIAS Toulouse : une défaite... », *Rouge*, n° 243, 22 février 1974, p. 11.

Documents et suppléments généraux à *Rouge* (95J 20, 55)

Charles Michaloux (dir.), « Taupe spéciale indochine », *Taupe Rouge*, supplément à *Rouge* n° 130, 2 février 1971, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, « Les 3 anti-franquistes toulousains libérés », *Taupe rouge*, supplément à *Rouge* n° 143, 10 février 1972, Toulouse, 2 p.

Taupe rouge, « Solidarité avec les travailleurs de la Comurhex ! », supplément à Rouge n° 178, 7 novembre 1972, Toulouse, 2 p.

Cercles rouges lycéens Ligue Communiste, *La jeune garde*, supplément à Rouge n° 197, 1973, Toulouse, 12 p.

Henri Weber (dir.), *Le régime pompidou marcellin*, supplément à Rouge n° 215, 24 août 1973, Toulouse, 1 p.

Ligue communiste révolutionnaire, *Problèmes du mouvement étudiant*, supplément à Rouge n° 209, 1976, 47 p.

Ligue communiste, « où va le chili ? », *Meeting-débat avec Daniel Bensaid*, 30 novembre, Toulouse, 2 p.

Charles Michaloux (dir.), « Pour l'auto-défense ouvrière », *Taupe Rouge*, supplément à Rouge n° 148, sans date, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Le mouvement des lycéens*, document rouge n° 13, sans date, Paris, 46 p.

Ligue communiste cercles rouges, *Les cercles rouges lycéens contre l'ordre moral*, document rouge n° 15, sans date, Paris, 40 p.

Documents sur l'Éducation et la fonction publique (95J 20, 55)

Granac'h, « Notre intervention dans l'Éducation Nationale et la construction du Parti Révolutionnaire », *Bulletin intérieur enseignant n° 4*, 27 janvier 1974, Tarbes, 12 p.

Henri Weber (dir.), « main basse sur l'université ou qu'est-ce que la réforme Soisson ? », *Brochure des cercles étudiants de la Ligue communiste révolutionnaire*, avril 1975, Paris, 22 p.

Cahiers de la taupe, supplément Toulouse, *fonction publique : les moyens de vaincre*, sans date, Toulouse. 13 p.

Cellule Droit-Sciences Eco de la Ligue communiste, « Dossier : les élections », *l'antidote*, sans date, Paris, 4 p.

Taupe Rouge, *Bulletin de la Ligue communiste révolutionnaire diffusé dans la fonction publique*, sans date, 2 p.

Documents sur les PTT (95J 20)

Taupe Rouge PTT, Charles Michaloux (dir.), du n° 2 au n° 50, de 1970 à 1972, Toulouse.

Lutte ouvrière et cellule PTT de la Ligue Communiste, *Halte aux licenciements*, 7 décembre 1971, Toulouse, 1 p.

Comité de soutien aux emprisonnés PTT, Appel à une réunion unitaire, 26 janvier 1972, Toulouse, 1 p.

Henri Weber (dir.), « Pour la victoire, la lutte dans l'unité ! », *Taupe rouge PTT*, supplément à Rouge n° 203, 8 mai 1973, Toulouse, 4 p.

Henri Weber (dir.), « Grève à l'inter : solidarité ! », *Taupe rouge PTT*, supplément à Rouge n° 205, 23 mai 1973, Toulouse, 2 p.

Documents sur d'autres secteurs (95J 20)

Alain Bobbio (dir.), *Taupe Rouge APC et filiales*, 1976, Toulouse, 1 p.

Alain Bobbio (dir.), *Les effectifs dégringolent... les patrons aussi !*, Taupe Rouge SNCF, sans date, Toulouse, 20 p.

Documents sur la vie interne de la LCR et les organisations liées (95J 20, 55, 56)

Section toulousaine de la Ligue communiste, *Lettre unitaire contre l'emprisonnement de trois militants de la Ligue communiste*, 7 janvier 1972, Toulouse, 1 p.

Section toulousaine de la Ligue communiste, *Lettre ouverte aux militants du PSU*, 20 février 1973, Toulouse, 2 p.

Groupes Taupe Rouge, *Bulletin des G.T.R.*, 28 mai 1974, Toulouse, 4 p.

Front communiste révolutionnaire, *Conférence nationale des groupes Taupe rouge*, 1er 2 et 3 juin 1974, Paris, 23 p.

René Yvetot, *Le bureau politique de la ligue communiste révolutionnaire au bureau national de la fédération Ha. Cui. Tex.*, 3 mars 1975, Paris, 4 p.

Taupe rouge, *pour un 1er mai de lutte !*, 1er mai 1975, Toulouse, 4 p.

Commission nationale femmes de la LCR, *Lettre adressée aux camarades du PSU à l'occasion de leurs Assises Nationales Femmes*, 20 mai 1975, Paris, 6 p.

Secteur étudiant de la Ligue communiste, *Un premier bilan des mobilisations*, 1976, Toulouse, 19 p.

« Meeting de la LCR pour l'Espagne rouge », 10 juin, Toulouse, 2 p.

Jimenez et Gilles Da-Ré, *Débats, Rapports syndicats-partis*, sans date, Toulouse, 4 p.

Ligue communiste, *du 7 au 23 juin... L'unité à retardement*, sans date, Toulouse, 2 p.

Taupe rouge, *La ligue communiste dissoute, le combat continue !*, sans date, Toulouse, 6 p.

Taupe Rouge, *1er mai la fête des travailleurs n'a pas été la fête de l'unité. Pourquoi ?*, sans date, Toulouse, 2 p.

Documents provenant de la CFDT (95J 57)

Centre confédéral de recherches et d'études – Secteur politique CFDT, *les idéologies et les*

organisations de l'extrême-gauche révolutionnaire française, février 1969, Paris, 13 p.

Bureau de recherches et d'action économique - secteur politique CFDT, *Les groupes de l'extrême-gauche révolutionnaire française*, février 1970, Paris, 8 p.

Bureau de recherches et d'action économique - secteur politique CFDT, *Le gauchisme dans le monde*, juin 1970, Paris, 40 p.

CFDT secteur politique, *Intervention politique directe de la « ligue communiste » dans les syndicats*, février 1972, Paris, 7 p.

CFDT Secteur politique, *Rencontre CFDT – Ligue communiste du lundi 15 mai 1972*, 19 mai 1972, Paris, 8 p.

CFDT Secteur politique, *où en est l'extrême-gauche ?*, mars 1975, Paris, 11 p.

CFDT Secteur confédéral organisation, *Fonctionnement démocratique*, 6 septembre 1977, Paris, 17 p.

CFDT PTT, *Il s'agit d'une intervention directe dans les affaires intérieures de la fédération*, sans date, 4 p.

Documents sur la vie interne du PSU (95J 29)

Marie-François Pirot (dir.), « Des militants du PSU rejoignent la Ligue communiste – Pourquoi ? », *Lettre d'information supplément n° 30*, 1972, Paris, 12 p.

Fédération régionale Midi-Pyrénées, *Bulletin intérieur de District*, Toulouse

- n° 97, 18 décembre 1974 – n° 98, 6 janvier 1975
- n° 103, 11 février 1975
- n° 105, 25 février 1975 – n° 106, 5 mars 1975
- n° 110, 2 avril 1975
- n° 114, 29 avril 1975
- n° 116, 13 mai 1975 – n° 118, 27 mai 1975
- n° 120, 10 juin 1975
- n° 127, 30 septembre 1975

- n° 129, 14 octobre 1975 – n° 130, 21 octobre 1975
- n° 133, 12 novembre 1975

Garcin, *circulaire PSU n° 2*, 1975, Paris, 3 p.

Guy Degroce (dir.), *Directives*, janvier 1975, Paris, 14 p.

François Lacaille, « A propos de la LCR », *Courrier du PSU*, n° 1, février 1975, Paris, p 8.

H. Le Toquin (dir.), « Programme : le débat est ouvert. Correspondances avec la LCR, le PSU pour quoi faire ? », *Courrier du PSU*, n° 3, juin-juillet 1975, Paris, 24 p.

2) Sources audiovisuelles (LCR)

Fred Speelman, *Rouge archives 1 ; de la création de Rouge à la dissolution de la Ligue communiste*, DVD-Rom, 2006, Paris.

Fred Speelman, *Rouge archives 2 ; de la dissolution de la Ligue communiste à la fin de l'hebdomadaire*, DVD-Rom, 2006, Paris.

3) Sources orales

Chamayou Bernard, militant de la JCR, de la Ligue communiste et de la LCR à partir de 1968, professeur de Lettres modernes, 2 octobre 2012 et 9 décembre 2013, entretiens réalisés chez lui à Toulouse, annexe 4 p. 319 et p. 330.

Da-Ré Gilles, militant de la Ligue communiste et de la LCR à partir de 1971, travailleur dans les PTT, 11 octobre 2012 et 26 novembre 2013, entretiens réalisés au bar Shylock, annexe 4 p. 349 et p. 358.

Sanchez Lucien, militant de la Ligue communiste puis de la LCR à partir de janvier 1970, professeur de mathématiques, 15 octobre 2012, entretien réalisé au local du NPA31, annexe 4 p. 370.

Cholet Bernard, militant de la Ligue communiste et de LCR à partir de 1969, travailleur dans la sidérurgie puis la SNCF, 9 novembre 2012, entretien réalisé chez lui à Toulouse, annexe 4 p. 376.

Begué Claude, militante de la JCR, de la Ligue communiste et de la LCR à partir de 1967, pédopsychiatre, 14 novembre 2012, entretien réalisé chez elle à Toulouse, annexe 4 p. 387.

Artous Antoine, militant de la JCR, permanent politique de la Ligue communiste et de la LCR à Toulouse puis à Paris en 1974, un des dirigeants principaux du mouvement de mai-juin 1968 à Toulouse, du 22 novembre 2013 au 17 février 2014, entretien réalisé par e-mails, annexe 4 p. 396.

Rumeau Alain, militant de la CGT en 1960 et au PCF en 1962, représentant syndical au comité d'établissement, traceur dans l'aéronautique à l'usine de Saint-Eloi puis à Montaudran, 2 décembre 2013, entretien réalisé chez lui à Toulouse, annexe 4 p. 418.

Serieys Jacques, militant de la JCR à partir d'aout 1968, permanent à mi-temps à Toulouse en 1974 et à Paris à partir de 1975, un des dirigeants principaux en ce concerne le travail dans la jeunesse, 18 octobre 2014, entretien réalisé chez lui à Entraygues-sur-Truyère, annexe 4 p. 429.

4) Fonds Privés

Gilles DA-RE

Anthony, *La reconstruction du mouvement étudiant*, 1969, Toulouse, 3 p.

Anthony, *Le mouvement de la jeunesse rouge et nos tâches*, 1969, Toulouse, 9 p.

Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès ? - La construction de l'organisation et la période politique*, 1969, Toulouse, 10 p.

Cercle Rouge Ouvrier, *Bilan du travail ouvrier sur Toulouse*, 1969, 8 p.

Dauriac, *Bilan du travail lycéen et construction du Mouvement de la jeunesse rouge*, 1969, Toulouse, 4 p.

Direction de la Ligue communiste, *Éléments d'analyse pour la construction régionale de la Ligue*, 1969, Toulouse, 18 p.

Garrin et Kemal, *Texte sur le journal lycéen « La Jeune Garde »*, 1969, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Rapport de direction et résolutions*, 1969, Toulouse, 11 p.

Ligue communiste, *Rapport étudiant*, 1969, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969*, Juin 1969, Toulouse, 24 p.

Cellule Philosophie, *Motion de la cellule Philo*, septembre 1969, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Flo rouge n° 4*, octobre-novembre 1969, Toulouse, 14 p.

Ligue communiste, *Flo rouge n° 5*, décembre 1969, Toulouse, 10 p.

Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou le Bulletin Enseignant de préparation au Congrès*, 1970, Toulouse, 12 p.

Direction de la Ligue communiste Toulouse, *Bilan du stage ouvrier du 21-12-69*, Janvier 1970, Toulouse, 4 p.

Direction de la Ligue communiste Toulouse, *Rapport d'organisation*, Janvier 1970, Toulouse, 5 p.

Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, février 1970, Toulouse, 14 p.

Henri Weber (dir.), *Numéro spécial Mai 68-Mai 78*, Critique communiste, 1978, Montreuil, 206 p.

Jean-Michel Baylet, *Mai 68 – 30 ans déjà...*, Hors-série de « La Dépêche du Midi », mai 1998, Toulouse, 56 p.

Institut régional CGT d'Histoire Sociale, *Bulletin d'information n° 17*, mai 1998, Toulouse, 16 p.

Institut régional CGT d'Histoire Sociale, *Bulletin d'information n° 18*, novembre 1998, Toulouse, 16 p.

Antoine ARTOUS

Documents sur la jeunesse.

Comité de lutte étudiant, *L'université : libéralisme et répression*, 1968, Toulouse, 2 p.

Mouvement du 25 avril, *Le corps professoral : de l'effolement au sauvetage*, 1968, Toulouse, 2 p.

Université critique de Toulouse, « Étudiants solidaires des travailleurs », *L'imagination a pris le pouvoir*, n° 2, 1968, Toulouse, 6 p.

Université critique de Toulouse, « Université critique expérimentale, essai de clarification de son sens politique », *L'imagination a pris le pouvoir*, n° 5, 1968, Toulouse, 8 p.

Université critique de Toulouse, « Présentation des ateliers de travail de l'Université d'Été », *L'imagination a pris le pouvoir*, n° 6, 1968, Toulouse, 12 p.

Comités rouge lycéens du Sud-Ouest, *La Jeune Garde*, n° 1, 1969, Toulouse, 8 p.

Comités rouge lycéens du Sud-Ouest, *La Jeune Garde Spécial Participation*, supplément à la Jeune Garde n° 1, 1969, Toulouse, 3 p.

Comité rouge philo, *La horde rouge*, n° 1, 1969, Toulouse, 8 p.

Triton, *Rapport d'activité C.E.T.*, 1969, Toulouse, 7 p.

Ligue communiste, *L'Apprenti Enchaîné*, mars 1969, Toulouse, 4 p.

Ligue communiste, *L'Apprenti Enchaîné*, mai 1969, Toulouse, 4 p.

Ligue communiste, *L'Apprenti Enchaîné*, n° 6, octobre 1969, Toulouse, 5 p.

Groupe Française de l'Apprenti Enchaîné, *Face à la répression : ripostons !*, 19 décembre 1969, Toulouse, 1 p.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), *L'Apprenti Enchaîné*, n° 2 nouvelle série, supplément à Rouge n° 42, décembre 1969, Toulouse, 8 p.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), *La Jeune garde journal des comités rouge lycéens du Sud-Ouest*, n° 3, supplément à Rouge, décembre 1969, Toulouse, 11 p.

Ligue communiste, *L'Apprenti Enchaîné*, n° 3 nouvelle série, janvier 1970, Toulouse, 6 p.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), *La Jeune garde journal des comités rouge lycéens du Sud-Ouest*, n° 4, supplément à Rouge n° 51, février 1970, Toulouse, 7 p.

Comité rouge Déodat, *La Rectifieuse*, mars 1970, Toulouse, 2 p.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), *La Jeune garde journal des comités rouge lycéens du Sud-Ouest*, n° 5, supplément à Rouge n° 60, avril 1970, Toulouse, 7 p.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), *La Jeune garde journal des comités rouge lycéens de la Bigorre*, n° 2, supplément à Rouge n° 65, mai 1970, Tarbes, 5 p.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), *La Jeune garde journal des comités rouge lycéens du Sud-Ouest*, n° 6, supplément à Rouge n° 63, mai 1970, Toulouse, 8 p.

Comité rouge de Ranguel et cellule sciences de la Ligue communiste, *Le catalyseur*, n° 6, 3 juin 1970, Toulouse, 8 p.

PSU-Ligue communiste-Front socialiste-Comités de luttes étudiants, *Pour un 1^{er} mai de lutte pour les revendications ouvrières*, 1971, Toulouse, 1 p.

Brochure des comités de lutte, *Pour une crèche au Mirail*, sans date, Toulouse, 10 p.

Ligue communiste, *F.P.A Enchaîné*, sans date, Toulouse, 2 p.

Documents sur l'armée.

Lanceaux, *La campagne armée à Toulouse*, 1970, Toulouse, 5 p.

Bulletin du comité de soldats du 45° RGA de Balma, *Le ballon se soulève !*, n° 1, avril 1975, Toulouse, 4 p.

Un groupe de soldats du 9° RCP, *Quoi de vrai au 9 ?*, sans date, Toulouse, 2 p.

Documents sur le syndicalisme.

Silone, *Rapport CGT*, 1972, Toulouse, 25 p.

Darthez, *Sur notre travail dans le CFDT et la tendance*, 29 janvier 1972, Toulouse, 6 p.

Gilles Da-Ré, *Contribution à l'histoire de la cellule PTT*, 1999, Toulouse, 5 p.

Ligue communiste, *Notre intervention dans la CGT*, sans date, Toulouse, 9 p.

Ligue communiste, *Un seul syndicat plusieurs tendances*, sans date, Toulouse, 2 p.

Picquet, *Nos tâches aujourd'hui dans la CGT*, sans date, Toulouse, 7 p.

Documents sur l'ONIA (devenu APC et plus tard AZF).

Charles Michaloux (dir.), « La répression. Indifférents aujourd'hui, victimes demain... », *Taupe rouge APC*, supplément à Rouge n° 84, 1970, Toulouse, 2 p.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « L'entretien... des illusions ! », *Taupe rouge APC*, supplément à Rouge, 27 août 1970, Toulouse, 2 p.

Charles Michaloux (dir.), *Taupe rouge APC*, supplément à Rouge n° 86, 5 novembre 1970, Toulouse, 4 p.

Charles Michaloux (dir.), *Taupe rouge APC*, supplément à Rouge n° 88, 18 novembre 1970, Toulouse, 4 p.

Charles Michaloux (dir.), *Taupe rouge APC*, supplément à Rouge n° 91, décembre 1970, Toulouse, 4 p.

Ligue communiste, « Ils l'ont créée... nous la refuserons », *Taupe rouge APC*, 15 décembre 1970, Toulouse, 4 p.

Ligue communiste, *Taupe rouge APC*, 14 janvier 1971, Toulouse, 4 p.

Charles Michaloux (dir.), *Taupe rouge APC*, supplément à Rouge n° 97, 21 janvier 1971, Toulouse, 4 p.

Charles Michaloux (dir.), « Postés : tous à l'AG », *Taupe rouge APC*, supplément à Rouge n° 98, 26 janvier 1971, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Taupe rouge APC*, 4 février 1971, Toulouse, 4 p.

Charles Michaloux (dir.), *Taupe rouge APC*, supplément à Rouge n° 100, 8 février 1971, Toulouse, 4 p.

Ligue communiste, *Taupe rouge APC*, 11 mars 1971, Toulouse, 4 p.

Ligue communiste, *Taupe rouge APC*, 6 mai 1971, Toulouse, 4 p.

Ligue communiste, « I et NR, bilan de la lutte », *Taupe rouge APC*, 17 mai 1971, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Taupe rouge APC*, 11 juin 1971, Toulouse, 4 p.

Ligue communiste, *Taupe rouge APC*, 16 juillet 1971, Toulouse, 4 p.

Ligue communiste, *Taupe rouge APC*, n° 41, 29 juillet 1971, Toulouse, 4 p.

Ligue communiste, « EC en grève ! », *Taupe rouge APC*, 12 août 1971, Toulouse, 1 p.

Ligue communiste, *Taupe rouge APC*, 17 août 1971, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Taupe rouge APC*, n° 44, 23 août 1971, Toulouse, 4 p.

Ligue communiste, *Taupe rouge APC*, n° 45, 20 septembre 1971, Toulouse, 4 p.

Ligue communiste, *Taupe rouge APC*, n° 46, 5 octobre 1971, Toulouse, 4 p.

Ligue communiste, *Taupe rouge APC*, n° 47, 13 octobre 1971, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Taupe rouge APC*, n° 53, 4 février 1972, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, « On n'en a plus que deux ! », *Taupe rouge APC*, n° 54, 21 février 1972, Toulouse, 2 p.

Charles Michaloux (dir.), « La Ferro en grève : solidarité », *Taupe rouge APC*, supplément à Rouge n° 190, 3 février 1973, Toulouse, 2 p.

Documents sur l'aéronautique.

Ligue communiste, *A propos d'un « Jet » qui volait bas*, 1969, Toulouse, 4 p.

Ligue communiste, *Sud-Aviation : les machinistes sont en grève illimitée sur le tas depuis 26 jours !*, 16 décembre 1969, Toulouse, 1 p.

Cellule S.N.I.A.S Toulouse, *La taupe rouge S.N.I.A.S*, 21 mai 1970, Toulouse, 2 p.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), *Taupe Rouge S.N.I.A.S*, 6 juin 1970, Toulouse, 6 p.

Ligue communiste, « Après le 9 juin... Les congés ? », *Taupe rouge S.N.I.A.S*, 18 juin 1970, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, « Choisir son camp ! », *La taupe rouge aérospatiale*, 26 octobre 1970, Toulouse, 2 p.

Charles Michaloux (dir.), « Le 50 montre la voie ! », *Taupe rouge SNIA*, 26 janvier 1971, Toulouse, 4 p.

Charles Michaloux (dir.), « Les municipales : quelle unité ? », *La taupe rouge aérospatiale*, supplément à Rouge n° 106, 22 mars 1971, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, « Le contrat et la rentrée », *Taupe rouge SNIAS*, 14 août 1971, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, « Non au contrat », *Taupe rouge SNIA*, 21 décembre 1971, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, « A travail égal, salaire égal », *Taupe rouge breguet*, 11 avril 1972, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, « Le miroir aux alouettes », *Taupe rouge SNIA*, supplément à Rouge n° 157, 19 mai 1972, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, « Les machinistes, contre les collaborateurs et la direction », *Taupe rouge S.N.I.A.S.*, 24 avril 1974, Toulouse, 2 p.

Documents concernant la santé.

La Taupe rouge santé, *Bulletin des comités rouges santé du Sud-Ouest*, n° 2, 19 décembre 1969, Toulouse, 6 p.

La Taupe rouge santé, *le 14 et le 16*, 19 janvier 1970, Toulouse, 3 p.

Cellule médecine de la Ligue communiste, *Cancer rouge*, n° 2, supplément à Rouge n° 86, 2 novembre 1970, Toulouse, 6 p.

Charles Michaloux (dir.), *Taupe rouge santé*, n° 24, supplément à Rouge n° 106, 22 mars 1971, Toulouse, 6 p.

Charles Michaloux (dir.), *Taupe rouge santé*, supplément à Rouge n° 116, 31 mai 1971, Toulouse, 2 p.

Charles Michaloux (dir.), *Taupe rouge santé*, supplément à Rouge n° 117, 17 juin 1971, Toulouse, 4 p.

La Taupe rouge santé, *Bulletin des comités rouges santé du Sud-Ouest*, n° 1, sans date, Toulouse, 6 p.

Documents sur la SNCF.

Charles Michaloux (dir.), « Le tournant », *Taupe rouge SNCF*, supplément à Rouge n° 119, 20 juin 1971, Toulouse, 2 p.

Charles Michaloux (dir.), « A propos d'une grève : la RATP », *Taupe rouge SNCF* n° 55, supplément à Rouge n° 132, 22 novembre 1971, Toulouse, 4 p.

Taupe rouge SNCF, *Non au contrat de 1972 !*, supplément à Rouge n° 137, 21 décembre 1971, Toulouse, 2 p.

Charles Michaloux (dir.), « Contrat 72... Qui dit moins ! », *Taupe rouge SNCF*, supplément à Rouge n° 140, 22 janvier 1972, Toulouse, 2 p.

Taupe rouge SNCF, *L'accord PCF-PS pour quoi faire ?*, n° 80, supplément à Rouge n° 165, 8 juillet 1972, Toulouse, 2 p.

Documents sur d'autres secteurs.

Lutte ouvrière-Cellule PTT de la Ligue communiste, *Effectifs insuffisants aux PTT... Et pourtant on licencie !*, 1970, Toulouse, 1 p.

Cellule électronique de la Ligue communiste, « Où va le Chili ? », *Taupe rouge*, 27 novembre 1972, Toulouse, 4 p.

Henri Weber (dir.), « Grève illimitée à l'inter : solidarité ! », *Taupe rouge PTT*, supplément à Rouge n° 205, 21 mai 1973, Toulouse, 2 p.

Groupe femmes du Mirail, *Les Femmes prennent la parole*, sans date, Toulouse, 4 p.

Documents et suppléments généraux à Rouge et à Taupe rouge.

La Taupe rouge, *Bulletin des comités rouge ouvriers du Sud-Ouest*, n° 2, juillet 1969, Toulouse, 6 p.

La Taupe rouge, *Bulletin des comités rouge ouvriers du Sud-Ouest*, n° 3, 15 septembre 1969, Toulouse, 4 p.

La Taupe rouge, *Bulletin ouvrier des cellules de la Ligue communiste (Toulouse)*, n° 5, 9 décembre 1969, Toulouse, 8 p.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Bulletin du bâtiment de la Ligue communiste », *L'Étincelle* n° 3, supplément à Rouge n° 54, 5 mars 1970, Toulouse, 4 p.

Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Bulletin ouvrier de la Ligue communiste », *La taupe rouge*, supplément à Rouge n° 62, 4 mai 1970, Toulouse, 4 p.

Charles Michaloux (dir.), « Oui à l'échelle mobile », *Taupe rouge Toulouse*, supplément à Rouge n° 85, 26 octobre 1970, Toulouse, 2 p.

Charles Michaloux (dir.), *Taupe rouge*, supplément à Rouge n° 90, 30 novembre 1970, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, « 1^{er} mai, 8 mai : des explications nécessaires », *Taupe rouge*, mai 1971, Toulouse, 2 p.

Lutte ouvrière-Taupé rouge, *Les camarades de I ont raison ! Le patron doit céder !*, 13 mai 1971, Toulouse, 2 p.

Charles Michaloux (dir.), « Renault occupé : solidarité ! », *Taupe rouge*, supplément à Rouge n° 114, 21 mai 1971, Toulouse, 2 p.

Lutte ouvrière-Taupé rouge, *Capital assassin !*, 4 juin 1971, Toulouse, 1 p.

Charles Michaloux (dir.), « Tout pour la victoire du front révolutionnaire indochinois », *Taupe rouge*, supplément à Rouge n° 130, 2 novembre 1971, Toulouse, 2 p.

Taupe rouge, *Le programme du PCF et les pièges réformistes...*, supplément à Rouge n° 133, 20 novembre 1971, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, « Trois toulousains emprisonnés », *Taupe rouge spéciale Espagne*, supplément à Rouge n° 141, 31 janvier 1972, Toulouse, 2 p.

Charles Michaloux (dir.), « Complot ou lutte de classe ? », *Taupe rouge*, supplément à Rouge, 20 mars 1972, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, « 7 juin : oui à une grève nationale, non aux manœuvres d'appareil », *Taupe rouge*, 27 mai 1972, Toulouse, 2 p.

Charles Michaloux (dir.), « Munich : qui sont les vrais responsables ? », *Taupe rouge*, supplément à Rouge n° 170, 9 septembre 1972, Toulouse, 2 p.

Taupe rouge, *L'esprit Motorola au service du criminel de guerre Nixon !*, 20 septembre 1972, Toulouse, 2 p.

Taupe rouge, *A quoi servent les élections ?*, supplément à Rouge n° 185, 23 décembre 1972, Toulouse, 2 p.

Taupe rouge, *Le président Pompidou et les élections*, supplément à Rouge n° 186, 6 janvier 1973, Toulouse, 2 p.

Taupe rouge, *Continuons le combat !*, supplément à Rouge, mars 1973, Paris, 2 p.

Taupe rouge, *Pour faire échec à la répression tous dans la rue le 20 juin*, supplément à Rouge n° 209, 15 juin 1973, Toulouse, 2 p.

Henri Weber (dir.), « Le combat continue ! », *Taupe rouge*, supplément à Rouge n° 215, 27 juillet 1973, Toulouse, 2 p.

Taupe rouge, *Le combat continue...*, supplément à Rouge n° 216, 10 août 1973, Paris, 4 p.

Taupe rouge, *Motorola en grève : solidarité !*, supplément à Rouge n° 223, 5 octobre 1973, Toulouse, 2 p.

Documents sur la vie interne de la SFQI.

Anthony, *Nos rapports unitaires : premier bilan*, 1970, Toulouse, 9 p.

Ligue communiste, *Du 7 au 23 juin... L'unité à retardement*, juin 1972, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Après le premier tour*, mars 1973, Toulouse, 2 p.

Jacques SERIEYS

Compte-rendu de la direction de ville de la Ligue.

Direction de ville, *Circulaire sur le travail CET*, 1971, Toulouse, 2 p.

Direction de ville, *Circulaire hebdomadaire de réu de DV*, 4 octobre 1971, Toulouse, 2 p.

Direction de ville, *Réu de DV*, 18 octobre 1971, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Réunion de Direction de ville*, 8 novembre 1971, Toulouse, 2 p.

Direction de ville, *La réunion de DV*, novembre 1971, Toulouse, 1 p.

Direction de ville, *Réu de DV*, 7 décembre 1971, Toulouse, 2 p.

Direction de ville, *Réunion de DV compte-rendu*, 17 janvier 1972, Toulouse, 2 p.

Direction de ville, *Compte-rendu de DV*, 23 janvier 1972, Toulouse, 2 p.

Direction de ville, *Compte-rendu DV*, 7 février 1972, Toulouse, 2 p.

Direction de ville, *Compte-rendu de la DV*, 14 février 1972, Toulouse, 3 p.

Débats, déclarations et résolutions concernant la vie interne de la SFQI.

Cercles Rouge, *Bulletin des diffuseurs de Rouge*, n° 2, décembre 1968, Paris, 32 p.

Buscas, Danilov, Valles, *Texte de Buscas, Danilov, Valles sur le déroulement du congrès de ville des 7 et 8 juin 1969*, 11 juin 1969, Toulouse, 6 p.

Morgan, *Texte préparatoire au congrès régional*, 1970, Toulouse, 9 p.

Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 1, mai 1970, Toulouse, 15 p.

Trividic, *Sur le problème des apparitions centrales de l'organisation*, 20 octobre 1970, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 2, 23 juin 1971, Toulouse, 12 p.

Antoni, *Texte de la Direction de ville*, 1972, Toulouse, 21 p.

Ligue communiste, *La période politique et nos tâches*, 1972, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Projet de résolution*, 1972, Toulouse, 4 p.

Norland, *A propos de la transcroissance...*, 1972, Toulouse, 7 p.

Auteur inconnu, *Rapport d'organisation*, 1972, Toulouse, 13 p.

Buscas, *Déclaration tendance « bolchévique-léniniste »*, 15 novembre 1972, Toulouse, 1 p.

Dietzgen, *Encore une fois... Construire la Ligue pour construire le parti !*, 1973, Toulouse, 21 p.

Lanceau et Lautrec, *L'organisation toulousaine n'a visiblement pas trouvé sa voie*, 15 mai 1973, Toulouse, 7 p.

Anthony et Kerzanet, *Réponse au texte de Lanceau et Lautrec sur l'organisation toulousaine*, 11 juin 1973, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Intégration des nouveaux militants*, sans date, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *La construction de l'organisation (projet de résolution)*, sans date, Toulouse, 2 p.

Rivière et Creach, *Troisième partie du texte*, sans date, Toulouse, 15 p.

Élections législatives de 1973.

Ligue communiste, *Circulaire sur les législatives*, 1973, Toulouse, 1 p.

Méta, *Intervention sur les législatives sur PTT*, 1973, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Circulaire sur la campagne*, février 1973, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *La campagne financière*, février 1973, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Profession de foi élections législatives de 1973*, mars 1973, Paris, 2 p.

Taupe rouge, *Il faut que ça change !*, mars 1973, Toulouse, 2 p.

Jeunesse et enseignement.

Ligue communiste, *Bulletin des enseignants*, avril 1969, Toulouse, 10 p.

Dubois, *Pour un débat politique de fond sur le travail jeune et la réévaluation du projet MRJ*, 21 octobre 1970, Toulouse, 9 p.

Kemal, *Rapport secteur lycéen*, 1971, Toulouse, 11 p.

Ligue communiste, *Jeunesse : bilan et perspectives*, 1971, Toulouse, 11 p.

Ligue communiste, *Rapport d'activité : intervention Chapou-Amidonniers 70-71*, 1971, Toulouse, 3 p.

Direction de ville, *Circulaire de DV : résolution organisationnelle sur l'intervention dans la jeunesse scolarisée*, 3 octobre 1971, Toulouse, 2 p.

Cellule Mirail, *Rapport cellule Mirail*, 1972, Toulouse, 5 p.

Jacob et Rimsky, *Le travail lycéen à Toulouse*, décembre 1972, Toulouse, 4 p.

Secteur étudiant de la Ligue communiste, *Le socialisme est nécessaire... Le socialisme est possible*, février 1973, Toulouse, 2 p.

Taupe rouge, *La jeunesse en lutte*, mars 1973, Toulouse, 2 p.

Cercle rouge technique, *L'apprenti enchainé*, mai 1973, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste révolutionnaire, *Centre de recherches socialistes*, n° 40, janvier 1976, Paris, 43 p.

Centres d'Enseignements Techniques et Lycées Techniques de la Ligue Communiste Révolutionnaire, *Technique rouge*, n° 3, février 1976, Paris, 28 p.

Cellule Raymond Naves, *Bilan d'activité de la cellule Raymond Naves*, sans date, Toulouse, 4 p.

Direction de ville, *Travail enseignant*, sans date, Toulouse, 2 p.

Syndicalisme et militantisme ouvrier.

Lanceaux, *Complément au texte ouvrier*, 1971, Toulouse, 2 p.

Lanceaux, *Rapport ouvrier*, 20 janvier 1971, Toulouse, 8 p.

Direction ouvrière, *Compte-rendu réunion D.O*, 9 novembre 1971, Toulouse, 1 p.

Direction ouvrière, *Circulaire de DO*, 22 décembre 1971, Toulouse, 2 p.

Silone, *Rapport ouvrier*, 1972, Toulouse, 8 p.

Darthez et Garai, *Une fois de plus sur la fraction élargie CFDT*, 16 janvier 1973, Toulouse, 3 p.

Ligue communiste, *Ecole ouvrière*, sans date, Toulouse, 2 p.

Ligue communiste, *Rapport dissolution cellule Bâtiment*, sans date, Toulouse, 5 p.

Textes sur les autres organisations.

Kerza, *Circulaire L.O*, 1971, Toulouse, 2 p.

Kerza, *Lutte Ouvrière*, novembre 1971, Toulouse, 1 p.

Ligue communiste, *Sur révolution*, sans date, Toulouse, 1 p.

5) Bourse du Travail

Les tracts suivants ont été distribués aux portes des entreprises aéronautiques toulousaines. Le nombre restreint de tracts d'extrême-gauche est dû à une mauvaise conservation des archives, et une relative faiblesse d'implantation.

Mouvement du 25 avril, *Le pouvoir aux travailleurs*, 1968, Toulouse, 1 p.

Mouvement du 25 avril, *Appel à la population*, 24 mai 1968, Toulouse, 1 p.

Cellule S.N.I.A.S Toulouse, *La taupe rouge S.N.I.A.S*, 12 mars 1970, Toulouse, 4 p.

Cellule S.N.I.A.S Toulouse, *La taupe rouge S.N.I.A.S*, 27 avril 1970, Toulouse, 2 p.

Cellule S.N.I.A.S Toulouse, *La taupe rouge S.N.I.A.S*, 2 juillet 1970, Toulouse, 2 p.

Cellule S.N.I.A.S Toulouse, *La taupe rouge aérospatiale*, 8 février 1971, Toulouse, 4 p.

Cellule S.N.I.A.S Toulouse, *La taupe rouge aérospatiale*, 18 mars 1971, Toulouse, 2 p.

Cellule S.N.I.A.S Toulouse, *La taupe rouge aérospatiale*, 28 avril 1971, Toulouse, 4 p.

Cellule S.N.I.A.S Toulouse, *Taupe rouge S.N.I.A.S*, 1972, Toulouse, 2 p.

Cellule S.N.I.A.S Toulouse, *La taupe rouge S.N.I.A.S*, 22 février 1972, Toulouse, 2 p.

Charles Michaloux (dir.), *Taupe rouge S.N.I.A.S*, 5 septembre 1972, Toulouse, 2 p.

Henri Weber (dir.), *Taupe Rouge S.N.I.A.S*, janvier 1974, Toulouse, 2 p.

Henri Weber (dir.), *Taupe Rouge S.N.I.A.S*, avril 1974, Toulouse, 2 p.

Organisations de jeunesse, *Communiqué commun*, septembre 1974, Toulouse, 1 p.

6) Archives numériques

Anthony, Arthur, Jebracq, Stéphane, *Bulletin intérieur n° 30 - Le problème du pouvoir se pose, posons-nous le !*, 21 juin 1972, Montpellier, 10 p.

Antoine Artous et Daniel Bensaïd, « *Que faire ?* » (1903) et la création de la Ligue communiste (1969), *Critique communiste* n° 6, mars 1976, Paris, 13 p.

Daniel Bensaïd et Camille Scalabrino, *Le Deuxième souffle ?*, Cahiers Rouge n° 12, août 1969, Paris, 38 p.

Daniel Bensaïd et Francis Sittel, « Retour sur Mai 68. L'événement et la durée... », *Critique communiste*, n° 188, octobre 2008, Paris, p. 54-58.

Antoine Artous, Bernard Chamayou, Gilles Da-Ré, *Echanges d'emails*, 17 décembre 2013 au 19 décembre 2013, 4 p.

Elie Brugarolas, *Entretien d'Irène Corradin*, 20 mars 2010, Toulouse. [Consulté le 3 mars 2015]. Disponible à l'adresse : <http://itineraires-militants-68.fr/category/irene-corradin/>

Charlotte Agnès, *Sur la Lune Rousse*, 17 décembre 2012, Toulouse. [Consulté le 3 mars 2015]. Disponible à l'adresse : <https://charlotteagnes2.wordpress.com/2012/12/17/la-lune-rousse/>

BIBLIOGRAPHIE

1) Les « années 1968 » : généralités

ARTOUS Antoine, BENSAID Daniel, COURS-SALIES Pierre, DEBOURDEAU Jean-Pierre, KERGOAT Jacques, SITEL Francis (dir.), *Retours sur mai*, Montreuil, La Brèche, 1988, 214 p.

Cet ouvrage militant a été écrit dans un contexte où les commémorations de mai-juin 1968 foisonnent. Les auteurs partent du constat que beaucoup de personnes veulent enterrer ce que fut pour eux ce mouvement social : l'expérience de la possibilité de la révolution en France. Ce livre est intéressant par le point de vue qui se dégage, celui de militants ayant participé politiquement, et au premier plan, à mai-juin 1968 et ses suites dans les années 1970. Ils ont tous été militants à la JCR, puis à la Ligue communiste. Commencant par la remise en cause des différentes interprétations libérales et « officielles » de mai-juin 1968 (p. 7), les auteurs nous livrent une explication historique de la séquence qu'ouvre cette lutte sociale et qui s'étend jusque dans les années 1980 (p. 19). La gauche dans son ensemble, les relations de la CFDT avec mai-juin 1968 (p.91), les grèves ouvrières qui sont complémentaires aux luttes étudiantes (p. 35), parsèment ce livre. Une partie nous intéresse particulièrement car c'est une contextualisation de la création de la Ligue communiste comme outil dans une période où mai 1968 est une répétition générale pour la révolution imminente (p.139). Daniel Bensaïd et Antoine Artous reviennent sur cette théorie tout en actualisant la revue *Que faire ?* de Lénine dans la création d'un parti révolutionnaire. Enfin, Antoine Artous pointe dans une dernière partie l'actualité brûlante de ce mouvement social mais également les débats stratégiques qu'ils induisent concernant le front unique ou la violence comme outil révolutionnaire (p. 191).

ARTOUS Antoine, EPSZTAJN Didier, SILBERSTEIN Patrick (dir.), *La France des années 68*, Paris, Syllepse, 2008, 901 p.

Les auteurs de ce livre se plaisent à le nommer l'encyclopédie de la contestation. La richesse et la diversité des sujets traités ne peuvent pas les contredire. Ils abordent pêle-mêle les différents courants politiques et syndicaux, la situation française et internationale, les

différentes formes des grèves, que ce soit dans les universités ou les entreprises. Un historique complet des différentes organisations du trotskisme français est réalisé, et plus généralement de la gauche révolutionnaire. Deux passages traitent de sujets en rapport avec notre mémoire : « La gauche révolutionnaire avant 1968 » (p. 395) et « Trotskismes » (p. 783). Nous apprenons ainsi les origines du courant de la JCR, par le biais des scissions du Parti Communiste Internationaliste et son entrisme au sein du PCF. La gauche révolutionnaire, dont la JCR et le PCI, profite de l'absence ou de la « mollesse » de la gauche « classique » sur des sujets comme la guerre d'Algérie et le soutien aux révolutions cubaine et indochinoise. L'implantation de cette gauche révolutionnaire dans les facultés est décrite comme un point d'appui indispensable pour peser sur le mouvement social global qui anime mai-juin 1968. Les auteurs du livre décrivent les multiples rapports des organisations trotskistes concernant le mouvement social de 1968, en pointant l'investissement conséquent de la JCR qui était en phase avec le mouvement. L'articulation de la JCR avec le PCI est analysée, ainsi que les relations empreintes de sectarisme entre ces organisations, l'OCI et Lutte Ouvrière. Les tendances syndicales où la Ligue avait une influence sont mises en avant dans ces deux chapitres. Enfin, ces organisations sont comparées en termes de pratiques et de cultures militantes.

AUDIER Serge, *La pensée anti-68. Essai sur les origines d'une restauration intellectuelle*, Paris, Editions La Découverte, 2008, 380 p.

Serge Audier relate dans cet ouvrage les différents discours fustigeant mai 1968. Il nous explique que depuis le début, le mouvement social qu'est mai-juin 1968 est combattu politiquement de multiples manières. Cette lutte a des ennemis tant à droite qu'à gauche. C'est en s'appuyant sur des valeurs conservatrices au niveau social et économique que la droite légitime son discours (p. 32). En effet mai 1968 a voulu faire voler en éclat toutes ces traditions et valeurs qui formaient une chape de plomb sur la société. Il en est de même avec le PCF dont le discours sur mai 1968 cible principalement les « gauchistes ». Ils seraient ainsi des agitateurs aidant les provocations fascistes, et finalement pro-américaines vu leurs critiques du système politique de l'URSS (p. 79). Outre les critiques émanant de courants politiques organisés, la remise en cause de 1968 provient également d'intellectuels dans le but de promouvoir un libéralisme « néo-conservateur ». Pour mener cette « contre-offensive libérale », ces intellectuels se basent sur Schmitt et Tocqueville (p. 169). En plus d'ouvrir la voie idéologique, les penseurs hostiles à mai 1968 préparent le retour de l'Etat de droit

républicain contre le laxisme de mai 1968. C'est ainsi le cas de l'ancienne maoïste Blandine Barret-Kriegel (p. 283) ou de Régis Debray dénonçant l'américanisation de la société française qui détruit son identité républicaine (p. 290).

BANTIGNY Ludivine, BAUBÉROT Arnaud (dir.), *Hériter en politique : filiations, générations et transmissions politiques (Allemagne, France et Italie, XIXe-XXIe siècle)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011, 384 p.

DREYFUS-ARMAND Geneviève (et alii), *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000, 525 p.

Ce livre collectif articule une chronologie sur le court terme de mai-juin 1968 avec une analyse des changements profonds de la société sur le moyen terme. Les auteurs nous montrent les liens entre les différentes contestations politiques et culturelles. Cet ouvrage est intéressant par les exemples locaux de grève dans les entreprises qu'il nous offre. La grève dans le Maine-et-Loire (p. 313), et celle qui se déroule à la compagnie de télégraphie sans fil à Brest (p. 379) montrent le caractère protéiforme du mouvement mais aussi l'identité radicale de la lutte où qu'elle soit. Les relations entre étudiants et ouvriers de l'usine de Flins dans l'élaboration et le soutien de la grève (p. 329) révèlent la convergence entre les catégories sociales. Ce livre témoigne des multiples formes féministes que prend mai-juin 1968, que cela soit dans la représentation télévisuelle (p. 199) ou dans l'expression politique des femmes en tant que groupe opprimé (p. 179).

DREYFUS-ARMAND Geneviève, GERVEREAU Laurent, *Mai 68 : les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Montreuil, Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, 1988, 303 p.

Cet ouvrage a la particularité d'offrir de nombreux supports visuels, allant des affiches des ateliers des Beaux-Arts et des Arts-décoratifs jusqu'aux lithographies, et en passant par les tracts et les journaux de toutes tendances. L'objet principal de ce livre est l'étude des mouvements étudiants du monde, précurseurs ou parallèle à mai-juin 1968. Après une analyse du contexte international, dont les révoltes prennent racine aux Etats-Unis (p. 10), les auteurs étudient les mouvements étudiants au Japon, en Espagne, aux Pays-Bas, en Suède ou encore au Mexique. La suite du livre est consacrée à la France, notamment sur la crise du gaullisme

dans les années 1960 (p. 66) et les différents groupes politiques militant à la faculté de Nanterre (p. 110). Mais une des originalités de cette étude est la description précise de la crise du syndicalisme étudiant, l'UNEF n'étant plus qu'un tas de décombres en proie à des luttes d'influence lors de mai-juin 1968 (p. 87). Un chapitre est consacré au mouvement du 25 avril à Toulouse (p. 201), montrant la spécificité de cette ville qui est la première à réagir aux événements parisiens avec une forte présence de la JCR. Les entretiens de nombreux acteurs de mai-juin 1968 occupent une place centrale de l'ouvrage. Ainsi, Daniel Bensaïd est interrogé au sujet de la minimisation de l'importance historique de mai-juin 1968, ses causes et ses conséquences dans la société française et le monde (p. 265).

DREYFUS Michel, *Histoire de la CGT*, Paris, Complexe, 1995, 407 p.

DURAND Michelle et HARFF Yvette, « Panorama statistique des grèves » in *Sociologie du travail*, n°4, octobre-décembre 1973.

FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin : liquider mai 68 ? même pas en rêve ! Tome 1*, Paris, Jean-Claude Gawsewitch, 2007, 475 p.

Gérard Filoche précise le déroulement chronologique de mai-juin 1968 jusque dans les années 1990, au moment où il a fait le choix d'entrer au Parti Socialiste après avoir milité à la Ligue Communiste Révolutionnaire. D'un point de vue original, il décrit les différentes orientations de la Ligue, ses campagnes politiques et ses différents débats internes. Notamment le discours théorique de « L'Histoire nous mord la nuque » lancé par Daniel Bensaïd concernant l'imminence révolutionnaire après les mouvements sociaux de 1968 (p. 202). Gérard Filoche analyse aussi les différentes campagnes électorales de la Ligue, tant dans leur déroulement qu'en ce qui concerne les débats internes (p. 256 et p. 270). Minoritaire dans son organisation depuis les années 1970, son point de vue attire l'attention sur les différents enjeux de pouvoir et sur les problèmes que rencontre la Ligue (son orientation politique et son implantation dans le mouvement ouvrier). Gérard Filoche appartenait à la Tendance 4 de la Ligue, constituée au congrès de Saint-Gratien. Cette tendance politique consistait à promouvoir des cadres unitaires dans tous les secteurs, par la création de collectifs unitaires, de syndicats étudiants, de comités de soutien, sans exclusive vis-à-vis des forces à contacter (p. 286 et p. 320). Son analyse n'est pas impartiale, du fait de son militantisme actuel au Parti Socialiste, mais l'auteur tire un bilan sans concessions de la LCR et des

« années 1968 » qu'il défend bec et ongle (p. 93).

GEORGI Frank, *L'invention de la C.F.D.T 1957-1970*, Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 1995, 651 p.

Frank Georgi expose à travers ces pages l'histoire de la CFDT, ses différents débats théoriques, ainsi que ses sphères d'influence, de sa naissance au début des années 1970, avant le « recentrage » dans le syndicalisme de négociation. Quelle est sa position concrète pendant mai-juin 1968 ? On peut répondre que la CFDT est frappée de plein fouet par le mouvement social, en étant le relais ouvrier des luttes étudiantes et un facteur d'unité entre les deux composantes du mouvement social (p. 489). Les conséquences du mouvement de mai-juin 1968 sont multiples, mais il est clair que nous assistons à un « gauchissement » de la CFDT. L'investissement des militants issus des mouvements révolutionnaires et la conscientisation globale de la société française sont deux facteurs responsables de ce « gauchissement » (p. 551). Bien que ne traitant pas tellement de l'extrême-gauche à l'intérieur du syndicat, et encore moins du courant français de la Quatrième Internationale, l'ouvrage a le mérite de présenter le paysage syndical français à l'époque. L'auteur arrive à démontrer l'impact politique, syndical et culturel qu'a eu mai-juin 1968 sur toutes les générations de militants, et plus spécifiquement à la CFDT qui était ouverte aux thématiques « révolutionnaires ».

KESSELMAN Mark, GROUX Guy, *1968-1982 : le mouvement ouvrier français ; crise économique et changements politiques*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1984, 382 p.

MARGAIRAZ Michel, TARTAKOWSKY Danielle, *1968 entre libération et libéralisation. La grande bifurcation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 348 p.

MOURIAUX René, *Le syndicalisme en France depuis 1945*, Paris, La Découverte, 1994, 125 p.

RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline, *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 280 p.

Ce livre nous permet de mieux appréhender la période politique des années 1970. Au sortir de 1968, la contestation s'est généralisée à tous les pans de la société. Les partis

politiques dominants, le PCF et le mouvement gaulliste, sont ébranlés dans leur hégémonie (p. 97). En effet ces deux forces politiques n'ont pas prévu le bouleversement social, politique et culturel qui s'est opéré. L'UDR gaulliste est obligé de faire des concessions à ses alliés centristes et à l'ensemble de la « droite non gaulliste » (p. 135) pour les élections municipales de 1971. La même dynamique s'opère à gauche avec le programme commun de gouvernement entre la « gauche non communiste » et le PCF (p. 147). Ces alliances scelleront leur avenir politique avec la progressive domination des giscardiens et des socialistes. L'ouvrage traite également des nouveaux mouvements sociaux, et l'attitude des partis politiques face à eux, comme le mouvement du Larzac (p. 55), le féminisme (p. 41) ou encore le régionalisme breton (p. 121). De plus, il est question de l'attitude dénonciatrice du PCF contre le « gauchisme », à l'intérieur de ce parti avant leur exclusion mais également après, mais aussi contre toute grève ou révolte qu'il ne contrôle pas (p. 209). Un autre élément intéressant de ce livre est la description des différents groupes d'extrême-gauche français, qu'ils soient anarchistes, maoïstes ou trotskistes (p. 237).

ROSS Kristin, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Marseille, Agone, 2010, 375 p.

SIROT Stéphane, *La grève en France. Une histoire sociale (XIX-XX siècle)*, Odile Jacob, Paris, 2002, 306 p.

Stéphane Sirot livre une approche sociologique de la grève au XXe siècle, ce qui est utile pour comprendre les interactions entre les acteurs sociaux pendant une lutte. Dans une analyse précise du mouvement social, l'auteur explique les moyens de la grève et ses nombreuses formes (p. 95). Les acteurs de la grève, des meneurs à l'ouvrier gréviste en passant par la structuration en comité de grève, sont aussi étudiés (p. 107). L'interaction sociale de la négociation et les façons de terminer une grève peuvent nous aider à comprendre le reflux de mai-juin 1968 (p. 111), même si ce livre n'aborde pas directement la question de ce mouvement. Stéphane Sirot réussit à étudier précisément le déroulement d'une journée de grève, que ce soit dans ses actions, ses instances démocratiques, ou son extension à d'autres secteurs (p. 115). Une analyse des différents acteurs est faite : les rôles des organisations ouvrières dans la rationalisation de la grève et leur implication plus ou moins massive (p. 177), la résistance du patronat et ses méthodes (p. 200), et finalement l'État dans son rôle de gestionnaire de crise mais aussi dans son aspect répressif (p. 225).

WINOCK Michel, *Chronique des années soixante*, Paris, Editions du Seuil, 1987, 380 p.

Michel Winock nous livre une chronique générale des années 1960. Centrant son propos sur la France, il arrive tout de même à nous donner un aperçu mondial de l'époque. Il analyse une situation internationale où la confrontation entre le bloc soviétique et américain fait rage, notamment à travers la crise cubaine et la guerre du Vietnam (p. 159). Cette dernière est d'ailleurs un facteur de politisation et d'engouement pour les nouveaux révolutionnaires du monde entier (p. 194). Ce livre permet également de comprendre l'influence symbolique et politique de Che Guevara sur ces contestataires, plus particulièrement lors de sa mort (p. 221). Concernant la France, Michel Winock argumente sur le tournant qu'est la guerre d'Algérie dans la renaissance d'une gauche récusant l'ordre établi (p. 22). Ces jeunes révolutionnaires sont vues d'un œil sévère par l'auteur de l'ouvrage, notamment le courant maoïste dont il ne supporte pas le sectarisme ni les manières dogmatiques (p. 230). De plus, le PCF, la SFIO et le PSU sont en plein tourment face à une crise qu'ils n'ont pas vu venir, ne voyant comme perspective politique que les débouchés électoraux (p. 176). Un autre élément intéressant de cette chronique des années 1960 est son point de vue au niveau culturel. Toutes les mutations sont sur le devant de la scène, de la nouvelle vague au cinéma (p. 45) à la peau neuve des journaux quotidiens et des hebdomadaires (p. 65) en passant par l'avènement de la télévision (p. 87). Ces médias s'adaptent à une société en pleine transformation. Enfin, Michel Winock se penche sur les changements « industriels ». Avec l'arrivée des rapatriés algériens et la modernisation des logements, c'est la création des banlieues qui est à l'œuvre avec 500 000 nouveaux logements par an de 1962 à 1969 (p. 121). L'autre changement principal est la fin programmée de l'exploitation charbonnière, avec une prépondérance progressive du pétrole couplé à la future obsolescence du métier de mineur (p. 108).

ZANCARINI-FOURNEL Michelle, ARTIERES Philippe (dir.), *68, une histoire collective (1962-1981)*, Paris, Editions La Découverte, 2008, 847 p.

2) Les « années 1968 » : Toulouse et Haute-Garonne

BALDUCCI Roberta, *Mai 68 sur Toulouse*, Toulouse, Mémoire de maîtrise, Université Toulouse II, 2002, 230 p.

Roberta Balducci décrit avec précision le mouvement de mai-juin 1968 à Toulouse, et ce au travers d'une chronologie détaillée (p. 70). Elle commence par un descriptif global de la situation toulousaine au niveau des organisations politiques et syndicales étudiantes, mais aussi ouvrières. L'auteur n'hésite pas à pointer l'auto-organisation du mouvement étudiant à travers les Assemblées générales et la formation du Mouvement du 25 avril (p. 26). Il en est de même, à plus petite échelle, dans le mouvement ouvrier avec l'occupation des usines et les Assemblées générales. La prédominance des syndicats de travailleurs n'est par contre pas remise en cause par les ouvriers eux-mêmes, en tout cas pas de manière significative (p. 29). Roberta Balducci poursuit son propos en faisant une étude chronologique de mai-juin 1968. L'analyse est divisée en trois temps. Du 25 avril au 13 mai, elle explique la mise en place du mouvement étudiant et son extension au mouvement ouvrier par une grève nationale le 13 mai (p. 32). Du 13 au 31 mai, c'est la poursuite du mouvement dans sa phase ascendante à Toulouse avec l'occupation permanente de la faculté de Lettres et une manifestation de 50 000 personnes le 13 mai (p. 40). Le troisième temps est centré sur le reflux progressif du mouvement social, les interrogations qui le traversent, les multiples coups d'éclat qui font suite à la manifestation gaulliste du 31 mai, et la fin de la grève étudiante en particulier à la faculté de Lettres (p. 48). Roberta Balducci, outre l'aspect chronologique détaillé de son mémoire, met en avant l'occupation de l'université de Lettres, son déroulement, les multiples rapports de force à l'intérieur de la faculté entre les personnels, l'administration et les professeurs. Le Mouvement du 25 avril est un pôle attractif pour les étudiants, il leur permet de se politiser et de s'émanciper (p. 57). Pour finir, l'auteur analyse les liens entre les étudiants et les ouvriers en lutte. Elle constate que les ouvriers n'étaient pas massivement politisés, mais qu'il existait une volonté d'unité entre les étudiants et les travailleurs, avec par exemple des délégations d'entreprises en lutte à la faculté et des réunions communes au siège de la CFDT (p. 48).

CHABOY Vincent, *Les luttes ouvrières en Haute-Garonne de 1969 à 1981*, Toulouse, Mémoire de maîtrise, Université Toulouse II, 1995.

DELPECH Vincent, *La vie syndicale dans le département de la Haute-Garonne de 1967 à 1978*, Toulouse, Mémoire de Master 2, Université Toulouse II, 2010, 350 p.

Ce travail de recherche retrace l'histoire de la CGT en Haute-Garonne de 1967 à 1972 dans les secteurs de l'habillement, de l'aéronautique et des cheminots. Vincent Delpech

compare en premier lieu la CGT avec la CFDT. Il constate que la CGT est une organisation syndicale très bien implantée dans les entreprises, avec une organisation interne rigide et extrêmement directive. Ses liens avec le PCF sont constants, étant donné que nombre de ses membres y ont leur carte et que les directions de la CGT et du PCF entretiennent des liens forts. Par comparaison, la CFDT paraît petite et structurellement mal organisée, mais son implantation est pourtant réelle et son appareil syndical est lié au PSU de façon moins directe (p. 40). Ce mémoire tend à prouver le rôle déterminant des organisations syndicales lors de mai-juin 1968 à Toulouse dans les entreprises. Le poids de la CGT est prépondérant pendant les luttes ouvrières, et sa défiance constante envers les étudiants ne rend pas facile l'unité du mouvement social. Vincent Delpech montre l'influence incontestable de la CGT. La centrale syndicale a pour objectif de rester centrée sur l'usine, au travers de revendications salariales « classiques » qu'elle réaffirme avec vigueur. En plus de ces revendications, la CGT continue de consulter les salariés dans les Assemblées générales, permettant par la suite de nouvelles formes d'organisations des travailleurs en lutte (p. 68). L'impact de mai-juin 1968 sur le paysage syndical de Haute-Garonne est criant. De nombreuses luttes démarrent dans les années qui suivent comme à la SNIAS ou la SNCF, avec des avancées sociales considérables. Dans l'aéronautique, le patronat jouera sur la division syndicale pour contrer cet accroissement des luttes, notamment avec la fissure entre l'axe CGT/CFDT et FO qui signe l'« accord-société » présenté en 1970 (p. 101). Ce travail de recherche décrit brièvement la présence de la Ligue communiste et de Lutte ouvrière dans le secteur aéronautique à partir de 1969, pendant la grève des machinistes. Les activités de ces deux groupes consistent à critiquer les stratégies de grève des principaux syndicats, et à distribuer des « feuilles de boîte » pour s'implanter durablement. Ils veulent que le conflit ne reste pas cloisonné à l'entreprise mais s'étende à d'autres secteurs (p. 130).

FRANC Alexis, *L'idée autogestionnaire et les pratiques syndicales. Histoire de la CFDT de Haute-Garonne dans les « années 68 »*, Toulouse, Mémoire de Master 2, Université Toulouse II, 2011, 385 p.

Alexis Franc livre un mémoire complet sur l'autogestion en Haute-Garonne dans la CFDT. Bien que ne traitant pas principalement de notre sujet de maîtrise, des éléments intéressants sur l'implication de militants LCR dans la CFDT sont mis en avant. L'auteur développe en premier lieu les positions et les pratiques de la CFDT face au mouvement de mai-juin 1968. Contrairement aux autres centrales syndicales réticentes, la CFDT marche

main dans la main avec le mouvement étudiant et pousse à la lutte dans les entreprises. Son identité dans ces années-là n'est pas encore définie, mais le fait le plus marquant est que le mouvement social frappe de plein fouet les idées de la CFDT tant en termes d'autogestion que de pratiques unitaires au niveau syndical (p. 32). Le « recentrage » officiellement entamé en 1978, et qui arrive après la rupture de l'Union de la Gauche, « liquidera » progressivement l'héritage de mai-juin 1968 et son aspect anticapitaliste (p. 86). Ce mémoire montre les activités des militants d'extrême-gauche, et plus particulièrement de la LCR, à l'intérieur de la CFDT. Ainsi l'implantation de la Ligue y est décrite comme importante en Haute-Garonne, notamment aux PTT et à la SNCF. L'attitude de la LCR face au concept d'autogestion, qui va l'encontre des principes organisationnels du « léninisme », est analysée (p. 210). Mais aussi le travail à l'intérieur de la CFDT pour s'opposer frontalement à la politique du « recentrage », et ce jusqu'en 1983 où tout retour en arrière est devenu impossible dans la CFDT. Pour finir, Alexis Franc expose les étiquettes politiques des militants syndicaux CFDT qui se présentent aux élections législatives de Haute-Garonne en 1973 et 1978. La proportion de militants CFDT sur les listes LCR passe de 6 % à 15 %, montrant ainsi l'influence réelle de cette organisation dans ce syndicat (p. 235).

JALLAGEAS Dominique, *Les grèves ouvrières dans l'agglomération toulousaine en mai-juin 1968*, Paris, Mémoire de maîtrise, Université Paris I, 1979, 253 p.

JUILLIET Clair et LLOPART Michael, *Chronique économique et sociale de la Haute-Garonne 1967-1978 à partir des éditions de la Dépêche du Midi*, Toulouse, Mémoire de Master 2, Université de Toulouse II, 2010, 4 t., 347 p.

Ce mémoire propose une riche chronologie et présente les rapports de forces sociaux qui existaient en Haute-Garonne de 1967 à 1978. Exhaustifs sur les luttes qui ont eu lieu, les deux auteurs analysent aussi la représentativité syndicale, ainsi que leur action dans les luttes sociales, parfois en décalage avec la combativité des travailleurs. Clair Juilliet et Michael Llopart montrent le bouillonnement social dû à l'inquiétude stratégique au niveau industriel, à une désapprobation globale des méthodes de négociation du patronat, et une montée progressive du chômage dans un contexte économique contrasté (p. 93). Le mémoire poursuit en décrivant le mouvement de mai-juin 1968 du point de vue étudiant, puis de celui des travailleurs. Ainsi, les auteurs examinent la grève avec occupation dans l'aéronautique, à la SNCF, dans la chimie ou encore dans le textile. La classe ouvrière est mise en avant et son

rôle est considéré comme déterminant dans le mouvement de mai-juin 1968 (p. 140). La période suivante est intéressante en ce qui concerne la naissance programmée d'Airbus dans un contexte social toujours aussi agité, et marqué par un « accord- société » rejeté par la CGT et la CFDT (p. 205). Un autre fait marquant apparaît, c'est la remise en cause du complexe chimique et de l'ONIA provoquant une intransigeance ouvrière face au patronat et à l'État (p. 253). Ce travail de recherche accorde une place aux luttes dans le BTP et le textile, et souligne la libération de la parole ouvrière face aux dures conditions de travail (p. 282). Au-delà de ce panorama complet, nous pouvons par contre être déçus de la non-réalisation de la deuxième partie qui aurait pu nous aider pour notre mémoire, notamment en ce qui concerne les « groupuscules gauchistes » et l'insubordination ouvrière en général.

LASSERRE Pauline, *Dirigeants syndicalistes des années soixante-dix en Haute-Garonne*, Toulouse, Mémoire de Master 2, Université de Toulouse II, 2010, 304 p.

LOUBIERE Antoine, MATEOS Henri, *Les grèves des travailleurs de PTT à Toulouse de 1946 à 1974*, Université Toulouse II, Mémoire de maîtrise, 2 t., 1979, 276 p.

3) L'extrême-gauche

AURON Yaïr, *Les juifs d'extrême-gauche en mai 68*, Paris, Albin Michel, 1998, 335 p.

Yaïr Auron est un universitaire israélien dont l'ouvrage s'intéresse aux différents militants français d'extrême-gauche ayant une origine juive. Ces militants vont d'Alain Geismar à Alain Krivine en passant par Bernard Kouchner et Daniel Bensaïd, tous ont en commun leur rôle déterminant lors du mai 1968 étudiant ainsi que leur origine juive (p. 39). Malgré leur engagement politique au sein d'organisations ou de courants politiques différents, ces militants sont nés dans une période marquée par la seconde guerre mondiale et l'Holocauste nazie (p. 145). De plus, la plupart sont passés par des mouvements de jeunesse juifs non religieux tel que le courant bundiste ou le courant sioniste-socialiste (p. 126). C'est cette politisation précoce qui explique, pour l'auteur, leur rôle déterminant lors de mai-juin 1968 (p. 134). Bien que ne touchant pas spécifiquement à mon sujet, il est tout de même intéressant de voir les analyses des organisations trotskistes, dont la Ligue, sur l'Etat d'Israël (p. 191). Par exemple, la Ligue condamne depuis le début la colonisation des palestiniens par les israéliens (p. 193). L'auteur du livre revient également sur les attentats de Munich en 1972

et les analyses des différents courants français d'extrême-gauche, allant du soutien à la condamnation en passant par des positions plus ambiguës, et ce dans un contexte où la gauche radicale allemande et italienne se tournent vers les attentats et les enlèvements (p. 240). Enfin, Yair Auron revient sur la position trotskiste développée par Abraham Léon. Le peuple juif serait un « peuple-classe », il considère le sionisme comme le résultat de l'évolution contemporaine du capitalisme tout en étant un mouvement d'inspiration bourgeoise. Le nazisme (dont Abraham Léon fut une des victimes) se serait servi des juifs comme bouc-émissaire avec le soutien des capitalistes (p. 262).

BOURSEILLER Christophe, *A gauche, toute ! : trotskistes, néo-staliniens, libertaires*, Paris, CNRS, 2009, 214 p.

BOURSEILLER Christophe, *Histoire générale de l'ultra-gauche*, Paris, Denoël, 2003, 560 p.

BOURSEILLER Christophe, BARCIA Robert, *La véritable histoire de Lutte Ouvrière : Entretiens avec Christophe Bourseiller*, Paris, Denoël, 2003, 326 p.

CHEVANDIER Christian, *Les tourments d'une génération. 1. Engagements, la marque de mai 1968 : Georges Valero, 1937-1990*, Montreuil, Aux lieux d'être, 2008, 263 p.

Cet ouvrage fait ressortir l'ambiance générale des années 1960 et 1970 à Lyon, et à Paris, à travers l'histoire d'un fils d'ouvrier immigré, Georges Valero. Cet ouvrier oscille pendant cette période entre l'adhésion au PCF (p. 131) et l'espoir que suscitent en lui les groupes « gauchistes » après sa rupture avec le PCF (p. 189). Georges Valéro fera de même dans son travail syndical à La Poste. Adhérent à la CFDT, il est exclu et s'oriente vers le syndicalisme révolutionnaire. Bien que ne traitant pas directement de la Ligue communiste révolutionnaire, ce livre nous permet d'appréhender le militantisme révolutionnaire au sein des groupes maoïstes tels que la Gauche prolétarienne, *l'Humanité Rouge*, et le syndicalisme révolutionnaire en général. Ce livre explique bien la volatilité des organisations d'extrême-gauche, les adhésions pouvant changer rapidement d'un individu à un autre. On y voit les évolutions successives de la CFDT et des organisations comme la Gauche Prolétarienne, avec les débats qui la traversent ainsi que ses actions et orientations militantes. Les frontières organisationnelles sont floues pour les militants issus de mai-juin 1968, mais le reflux est marqué par l'exclusion de la CFDT de Georges Valéro et de ses camarades postiers à Lyon.

EROUVILLE Daniel, *Qui sont les trotskistes ?*, Paris, L'harmattan, 2004, 314 p.

Daniel Erouville livre l'histoire des trotskistes à travers les turpitudes de la Quatrième Internationale. Son histoire est décrite, dans un premier temps, de sa fondation par Trotsky en 1938 à sa scission en 1952. Cette rupture intervient au sujet du refus de plusieurs sections d'adopter la stratégie d'entrisme dans les Partis communistes staliniens. Cette stratégie initiée par Pablo aboutit à une scission au niveau international. En France, la majorité du Parti Communiste Internationaliste est exclue à cause de son refus d'appliquer les décisions de la Quatrième Internationale, fondant par la suite l'Organisation Communiste Internationaliste. L'OCI se bat alors pour la constitution du Comité International de la Quatrième Internationale, regroupant toutes les sections qui refusent l'entrisme. Cette nouvelle internationale est aussi une réponse au Secrétariat International de la Quatrième Internationale, où Pablo est pour le moment majoritaire. L'OCI dérivera lentement vers une lutte importante contre le « pablisme » qu'elle considère comme la « petite bourgeoisie progressiste stalinisante » (p. 23). La deuxième partie de cet ouvrage commence par la réunification en 1963 du Secrétariat International de la Quatrième Internationale avec le SWP américain, la section suisse et chilienne qui rompt avec le Comité international. En parallèle, la stratégie de Pablo est mise en minorité dans le Secrétariat International. L'auteur de ce livre décrit ensuite les multiples organisations trotskistes en France dans les années 1960-1970, et les différentes analyses de mai-juin 1968 de ces organisations. À l'instar des autres mouvements trotskistes, la JCR considère que mai-juin 1968 est une situation où la question du pouvoir n'était pas posée. Mais pour la JCR, la seule raison est le fait qu'aucune force politique révolutionnaire n'était assez organisée et massive. Daniel Erouville développe par la suite les différents débats qui opposent les organisations trotskistes dans les années 1970-1980, par exemple les mots d'ordre vis-à-vis du Parti Socialiste, mais aussi les deux crises touchant le Secrétariat Unifié et le Comité International (p. 155).

GALLOT Fanny, *L'intervention de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire à Renault Cléon de 1968 à 1991*, Rouen, Mémoire de maîtrise, Université de Rouen, 2006, 227 p.

Ce mémoire traite avec précision le développement de la Ligue et de Lutte Ouvrière à l'usine Renault Cléon. Commencant par mai-juin 1968, Fanny Gallot explique l'implantation des jeunes révolutionnaires à l'usine et la mise en place concrète de la convergence des luttes

entre le monde ouvrier et le monde étudiant, essentiellement sous l'impulsion de la JCR (p. 21). La JCR et LO sont aux avant-postes de la contestation à l'usine et tentent alors de construire des outils de mobilisation contournant les syndicats et le comité de grève qu'ils contrôlent (p. 34). C'est après mai-juin 1968 que le PCF et la CGT, ainsi que la CFDT mais d'une manière plus souple, commencent réellement leur bataille contre les organisations « gauchistes » (p. 38). La LCR et LO passent progressivement d'une stratégie de contournement des syndicats à un militantisme en leur sein. Le syndicalisme devient alors une des composantes principales des révolutionnaires de l'usine, ils y militent pour les radicaliser dans leurs pratiques et leurs orientations (p. 156). C'est ainsi que l'on passe d'une hostilité permanente des directions syndicales contre la LCR et LO à un travail commun ponctuel dans les années 1980, sous la pression d'une influence grandissante de ces organisations d'extrême-gauche et face à la radicalisation des travailleurs (p. 179). Les revendications dans l'usine de LO et de la LCR peuvent être différentes mais se résument par de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail et contre les oppressions de tout type (p. 101). Les femmes sont une préoccupation de la LCR qui pousse à leur auto-organisation au sein de l'entreprise (p. 197). On pourrait penser que les revendications syndicales et de ces organisations politiques sont proches, mais le vrai différend est sur l'organisation des travailleurs pendant et hors de la grève. La LCR et LO poussent à des comités de grève contrôlés par les travailleurs et non les directions syndicales (p. 199). Il y a également la problématique de la généralisation du mouvement aux autres usines Renault et à d'autres secteurs de la société, ce que combattent tant la CGT que la CFDT (p. 207). Fanny Gallot se penche aussi sur les différences théoriques entre Lutte Ouvrière, menant un politique « ouvrieriste », et la LCR qui essaie de mettre en pratique la Dialectique des Secteurs d'Intervention et l'Avant-Garde Ouvrière Large (p. 51). Un autre élément intéressant pour notre mémoire est la place des ouvriers dans chacune de ces deux organisations, leurs demandes de formations, la distance entre la section de l'usine et le reste de l'organisation, mais également les départs et les difficultés d'articulation de la vie personnelle et de la vie militante (p. 87).

KRIVINE Alain, *Ça te passera avec l'âge*, Paris, Flammarion, 2006, 400 p.

Livre autobiographique d'un des fondateurs de la Ligue, qui permet d'appréhender l'histoire interne « officielle » de cette organisation. Alain Krivine met en exergue son parcours, ainsi que celui de son organisation, vers le trotskisme. L'évolution idéologique, et la

rupture avec la politique majoritaire de la JC et du PCF, a lieu fin 1957 en se rapprochant du PCI. Ce contact aboutira à l'exclusion du secteur Lettres de la Sorbonne de l'UEC en 1966 (p. 17). Les différentes relations de la Ligue communiste avec le monde social, politique et culturel sont évoquées, comme les rencontres et les liens créés avec des personnalités telles que François Maspero, le peintre Matta ou Simone Signoret (p. 165). La Ligue est ainsi très proche d'intellectuels et d'artistes influents de l'époque. Pour ce qui concerne mai-juin 1968, l'auteur décrit la situation de la jeunesse mais insiste aussi sur le monde ouvrier (notamment avec Lip) en évoquant par ailleurs les comités de soldats et le soutien à la révolution portugaise (p. 89). Il est aussi intéressant de connaître l'avis d'Alain Krivine sur les scissions de la Ligue communiste et le départ de ce qu'il nomme les « anciens » (p. 157). Sans concessions à l'égard de lui-même, cet ouvrage est un bon résumé de l'histoire de la Ligue et de ses multiples pratiques organisationnelles (p. 147). Le rapport de la Ligue aux élections et les campagnes présidentielles d'Alain Krivine sont décrits, notamment le problème du « devoir militaire » pour pouvoir se présenter (p. 175). L'internationalisme occupe une place prépondérante dans cette mouvance politique, l'auteur ne déroge pas à la règle en évoquant dans un chapitre la Quatrième Internationale, ses actions de solidarité, ainsi que ses crises et ses succès dans la pérennisation d'une mémoire militante commune (p. 255).

SALLES Jean-Paul, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, Éditions Presses universitaires de Rennes, 2005, 424 p.

Jean-Paul Salles décrit dans ce livre la LCR comme une organisation dont la priorité est une implantation dans la classe ouvrière, en tant que parti dont l'essentiel de la base est étudiante, lycéenne et enseignante. Même si ce travail, par le biais de diffusions quotidiennes devant les usines ou l'envoi de militants à l'usine, sera un échec relatif, la Ligue parvient tout de même à constituer une base ouvrière non négligeable (p. 103). Ce travail ouvrier ne l'empêchera pas d'intervenir sur tous les sujets qui traversent cette société en crise, comme l'homophobie, le nucléaire, le féminisme, les travailleurs immigrés ou bien encore les questions indépendantistes (p. 183). L'auteur signale que la présence électorale de la Ligue est continue, ainsi que ses diverses initiatives unitaires. Son origine idéologique est liée au guevarisme de la JCR et au trotskisme du PCI qui donnent naissance à la Ligue communiste. En interne les dirigeants de l'ex-PCI essaient de passer le flambeau à la jeune génération de la JCR, en rattachant entre autres l'organisation à la Quatrième Internationale (p. 45). L'ouvrage

montre une grande démocratie interne avec la possibilité de se constituer en tendance tandis que les militants ne sont pas contrôlés en tant qu'individus. La composition sociale de l'organisation est plutôt d'origine populaire à l'exception de sa direction nationale parisienne qui verse plutôt dans la « petite-bourgeoisie ». La LCR attire à elle des jeunes d'horizons divers allant des chrétiens radicalisés aux juifs antisionistes (p. 291). En 1968 et au début des années 1970, la Ligue est dominante dans la jeunesse étudiante et lycéenne. Mais son influence est réduite à la fin des années 1970 lorsqu'elle décide de se réimplanter dans le syndicalisme étudiant. Jean-Paul Salles analyse l'activisme constant dans la LCR, avec par exemple l'envoi de militants dans les régions où les déficits d'implantation sont criants. La presse est centrale dans la Ligue, avec l'aventure de *Rouge quotidien* qui dura jusqu'en février 1979 permettant une accumulation de connaissances techniques et politiques. De même avec l'apparition d'un appareil militant nécessaire pour « faire tourner » l'organisation, allant jusqu'à 125 permanents en 1976 (p. 229). Mais la Ligue n'échappera pas à la crise du militantisme et à la reconversion de certains de ses anciens cadres, tandis que d'autres resteront dans cette organisation (p. 317). Jean-Paul Salles rend ce livre intéressant par l'aspect critique qu'il développe sur son ancienne organisation, s'appuyant sur de nombreux témoignages militants et une analyse socioprofessionnelle de ses membres.

TOURAINE Alain, *Le mouvement de mai ou Le communisme utopique*, Paris, Librairie générale française, 1998, 313 p.

Alain Touraine nous offre une vision du mouvement de mai-juin 1968 prioritairement à travers sa composante étudiante, tant dans son déroulement qu'en ce qui concerne l'analyse de l'université comme vecteur de domination de la classe au pouvoir (p. 69). La lutte étudiante est présentée à partir de la faculté de Nanterre et de la mise en avant des groupes n'ayant pas de maillage militant national (p. 102). En effet Alain Touraine explique la faiblesse des organisations traditionnelles telles que l'UNEF ou le SNESup dans le lancement du mouvement universitaire. L'auteur détaille les multiples interactions entre les étudiants et les ouvriers, en pointant le contrôle syndical sur ces relations (p. 165). Cet ouvrage est intéressant afin de comprendre l'apport des mouvements d'extrême-gauche dans les universités, en particulier sur des questions culturelles et l'émergence d'une contre-culture (p. 216), le renouvellement des formes d'action du mouvement social comme l'émergence des affiches ou des graffitis humoristiques (p. 214), ou encore l'auto organisation du mouvement lui-même sans figure centrale (p. 218).

VIGNA Xavier, *L'insubordination ouvrière dans les années 68 : essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 378 p.

Cet ouvrage de Xavier Vigna se centre sur le monde ouvrier dans les « années 1968 ». Quel a été son rôle ? Comment les ouvriers ont-ils lutté pour leurs conditions de travail et la remise en cause d'une société dont ils ne voulaient plus ? L'auteur montre les trois temps de la contestation en mai-juin 1968 : la précocité du mouvement, sa phase ascendante, et la lenteur du reflux (p. 26). Les ouvriers en lutte apprennent, parlent entre eux et remettent en cause leur propre structuration syndicale. Nous assistons ainsi à une rupture dans l'ordre usinier qui prévalait auparavant (p. 37). Xavier Vigna s'interroge aussi sur le rôle de la CGT dans les « années 1968 ». La CGT, dans son orientation et sa pratique, est marquée par un conservatisme politique en partie issu du PCF dont elle est le relais. De plus ce syndicat n'hésite pas à faire la « chasse aux gauchistes », tout en modérant ses propos vis-à-vis du patronat (p. 238). Il en est de même pour la CFDT qui commence en aile marchante de la contestation, pour finir par un recentrage de 1973 à 1979 (p. 252). La partie se rapportant directement à notre mémoire traite de l'implantation ouvrière des mouvements révolutionnaires. Xavier Vigna ne fait, de son propre aveu, que présenter des lignes générales sur cette question à cause de la faiblesse des sources. Il fait le constat que le militantisme ouvrier des organisations trotskistes se traduit principalement par la construction syndicale, même si des « feuilles de boîtes » politiques existent et sont diffusées par des étudiants. L'auteur s'épanche principalement sur *Voix Ouvrière*, devenue Lutte Ouvrière, et son implantation conséquente. Concernant la Ligue communiste, ses effectifs sont plutôt étudiants et son ancrage ouvrier est faible, mais elle a parfois un rôle primordial de jonction entre ouvriers et étudiants (p. 281). L'implantation des organisations trotskistes est jugée bien plus pérenne que celle des mouvances maoïstes telles que la Gauche prolétarienne (p. 287).

PREMIERE PARTIE

La naissance et la croissance de la Section Française de la Quatrième Internationale (SFQI) à Toulouse : une organisation jeune et en développement.

Cette première partie a plusieurs objectifs de recherche : un panorama des effectifs du courant français de la Quatrième Internationale à Toulouse, l'importance du mouvement révolutionnaire lors de la période de mai-juin 1968, son implantation plus ou moins sporadique dans les entreprises, et sa prédominance dans le milieu militant étudiant à travers différents collectifs et organisations. Quelle est la structuration interne pour cette organisation issue du léninisme ? Plusieurs axes se dégagent pour comprendre ce groupe politique : l'organigramme des directions, la liaison entre les militants, l'importance de leur système de presse et les moyens que le mouvement s'octroie. L'importance donnée au travail ouvrier par l'implantation dans les entreprises, et la structuration particulière qui en résulte, renforcent-elles cette filiation historique ? Quelles sont les différentes instances pour les militants et les sympathisants ? Comment se déroule la croissance organisationnelle de ce courant ? À travers ces interrogations, nous pouvons nous questionner sur l'originalité de ce courant.



Photographie tirée de *Rouge*, n° 3, 16 octobre 1968, p. 10.

1. L'origine de la SFQI et l'effervescence de 1968 comme vecteur d'implantation.

1.1. Historique de la SFQI dans le mouvement trotskiste des années 1960 jusqu'en 1968.

Constatons en premier lieu le manque de sources et d'ouvrages historiques avant 1968 concernant les organisations liées à la Quatrième Internationale de Michel Raptis (Pablo) et de Pierre Frank, notamment en ce qui concerne le Parti Communiste Internationaliste et la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR). Des éléments existent cependant et peuvent nous permettre de retracer succinctement quelques événements marquants. La section française de la Quatrième Internationale connaît tout d'abord une scission en 1952 qui affecte durablement le paysage trotskiste français. La majorité du PCI refuse la stratégie d'entrisme *sui generis* dans le PCF, c'est-à-dire l'entrée secrète, préconisée par la majorité de la direction de la Quatrième Internationale. Ce désaccord stratégique entraîne l'exclusion de la majorité du PCI, devenant l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) en 1965 sous l'égide de Pierre Boussel (Lambert). Le PCI-minoritaire, dirigé par Pablo et Pierre Frank, garde son nom et applique la ligne internationale en entrant dans le PCF et ses différentes organisations, tout en conservant leurs positions politiques⁴³. Le PCI engrange quelques succès en étant à la pointe du soutien contre la colonisation algérienne. De plus, il organise la lutte par le biais d'une organisation de jeunesse clandestine, Jeune résistance, dont le but est d'inciter les jeunes soldats à refuser d'aller faire la guerre en Algérie⁴⁴. Alain Krivine, un des fondateurs de la JCR en 1966 et membre de l'Union des Étudiants Communistes (UEC) auparavant, rompt avec la ligne du PCF grâce à Jeune résistance. D'après lui, c'est la guerre d'Algérie et la sclérose militante des partis traditionnels du mouvement ouvrier qui permettent l'émergence d'une nouvelle gauche anticapitaliste et antistalinienne⁴⁵. La prépondérance de la lutte pour la libération du peuple algérien touche une partie significative de la jeunesse française. Claude Begué, militante antiguerre et adhérente à la JCR à partir de 1967, atteste cette situation de tension et de radicalisation :

« À l'époque, il y avait des mouvements contre la guerre d'Algérie dans la jeunesse, surtout

⁴³ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, Éditions Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 45-46.

⁴⁴ KRIVINE A., *Ça te passera avec l'âge*, Paris, Flammarion, 2006, p. 24.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 54.

après la création de l'OAS (Organisation Armée Secrète) et des attentats qui ont eu lieu, y compris à Toulouse. D'ailleurs, un des gars qui avait commis un attentat était dans mon lycée. »⁴⁶

Par le biais de ces campagnes de soutien et des actions coup de poing entreprises (arrêts forcés et distributions de tracts antiguerre dans les trains d'appelés), les trotskistes du PCI contribuent à briser leur isolement politique et à desserrer l'étau du PCF sur le mouvement ouvrier. Le PCF se contente d'ailleurs d'appeler à la paix et ne favorise aucunement les actes d'insoumission et de désertion. Le PCI, et notamment Alain Krivine qui en est déjà membre, participe aussi à la création du Front Universitaire Antifasciste (FUA) dont un des buts essentiels est de s'opposer à l'Organisation Armée Secrète (OAS)⁴⁷. Le travail d'entrisme du PCI dans le PCF permet à ses militants de recruter les éléments qui doutent de plus en plus de la ligne officielle, « non contestable ». Ce travail n'empêche pas les militants du PCI et ceux qu'ils influencent de se déployer en dehors des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Cette stratégie fonctionne dans une période de remise en cause et de tensions extrêmes dans le monde.

1.2. Les relations dans l'Union des Étudiants Communistes (UEC), et la fondation de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR).

L'influence du PCI reste forte dans une série de secteurs de l'UEC où les militants de la Quatrième Internationale, et ceux qu'ils influencent, sont majoritaires. C'est le cas par exemple à Rouen autour de Gérard Filoche⁴⁸, ou dans le secteur Lettres de la Sorbonne à Paris⁴⁹. À Toulouse, la situation est différente : ceux qui vont constituer la JCR sont majoritaires au sein de l'UNEF⁵⁰, mais pas dans l'UEC où ils sont constitués en groupe oppositionnel, comme l'explique le militant Bernard Chamayou :

« En deuxième année, j'étais en classe avec Daniel Bensaïd et d'autres camarades qui étaient plus politisés que moi et faisaient partie d'un groupe oppositionnel dans l'UEC. Ils avaient des désaccords notamment sur les mots d'ordre par rapport à la guerre du Vietnam, sur

⁴⁶ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 387-388.

⁴⁷ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 46.

⁴⁸ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 56.

⁴⁹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 46.

⁵⁰ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 388.

l'université "critique", et des désaccords politiques globaux. »⁵¹

Les relations à l'intérieur de l'UEC deviennent tendues au fur et à mesure de l'importance grandissante des orientations contestataires. La situation est identique à l'intérieur de la Jeunesse communiste et au PCF, dans une moindre mesure. L'UEC cristallise les tensions par son implantation à l'université où les militants d'extrême-gauche sont très présents. Cette situation de tension est maintenue par la direction nationale de l'UEC. Sa volonté est de mettre au pas les sections récalcitrantes, notamment après la campagne présidentielle de 1965 durant laquelle le PCF a soutenu le candidat François Mitterrand. À Toulouse, Lucien Sanchez, militant à l'UEC jusqu'en 1966 et proche des idées de ceux qui constituent la JCR, revient sur cette période :

« C'était tendu ! Je me rappelle d'une intervention du responsable PCF, présent pour contrôler l'organisation de jeunesse, au congrès préparatoire toulousain au congrès national.

C'était une intervention très dure et qui chauffait. »⁵²

Les mêmes scènes se reproduisent partout où des oppositionnels existent. En 1966, le congrès national de l'UEC se solde par l'exclusion des militants proches de la Quatrième Internationale. Cette exclusion peut être analysée de plusieurs façons. Selon le point de vue, nous passons d'une exclusion à une scission préparée :

« Mais le gros du débat passait plus dans l'UEC, et moi je n'y ai jamais adhéré parce que je ne les trouvais pas assez radicaux. Ils luttèrent pour des gommes et des crayons à la faculté et seulement la paix au Vietnam. Des choses qui, pour moi, n'étaient pas suffisantes. Les copains qui étaient dans l'UNEF et dans l'UEC, préparant la scission, cherchaient à faire adhérer dans l'UEC. »⁵³

La réalité est sûrement entre les deux. Bien sûr, la direction de l'UEC a dissous le secteur Lettres de la Sorbonne, sous prétexte qu'ils n'ont pas soutenu François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965. Il y a donc bien eu des exclusions dans une série de villes. Mais les militants proches, ou membres de la Quatrième Internationale, comprennent les tensions internes et leurs finalités politiques. À l'approche de leur exclusion, ces militants pèsent de tout leur poids à l'intérieur de l'UEC pour recruter et emmener le plus de personnes possible. C'est la base de l'entrisme pratiqué par la Quatrième Internationale : rejoindre une organisation massive pour influencer en interne le plus de sympathisants, et repartir plus

⁵¹ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 319.

⁵² Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 371.

⁵³ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 388.

nombreux si une exclusion a lieu. Cette stratégie a relativement fonctionné⁵⁴. Pour appréhender ces vagues d'exclusions dans l'UEC, il faut comprendre la réalité interne des quatre tendances qui composent cette organisation en 1965. La première est la tendance majoritaire, réformiste de gauche, « pro-italienne » en référence à ses sympathies envers le Parti communiste italien réformiste et antistalinien. La seconde est plutôt « communiste orthodoxe », proche de Louis Althusser enseignant à l'École Normale Supérieure, qui taxe la direction du PCF de réformiste et dont la plupart des membres ont fini dans les mouvements maoïstes. La troisième est celle des « trotsko-guévaristes », dont la plupart des animateurs sont à la Quatrième Internationale et qui a pour bastion le secteur Lettres de la Sorbonne avec cinq cents adhérents. La dernière tendance est celle des « fidèles au parti », minoritaire, mais soutenue par le PCF qui essaie de remettre au pas l'UEC⁵⁵. Après le refus public du secteur Lettres de la Sorbonne de soutenir François Mitterrand à l'élection présidentielle, le couperet tombe. Le comité national de l'UEC en janvier 1966 décide la dissolution du secteur Lettres. Le IXe congrès de l'UEC de Pâques 1966 marque définitivement cette reprise en main par la direction du PCF. Un accord est passé entre la tendance des « fidèles au parti » et la tendance majoritaire, pro-italienne, qui devient minoritaire. Les exclusions continuent, en finissant par la tendance « communiste orthodoxe » qui crée l'Union des Jeunes Communistes Marxistes-Léninistes⁵⁶ (UJCML). Après cette reprise en main, ce sont bien des centaines d'exclusions qui suivent au PCF et à l'UEC⁵⁷. La gauche de l'UEC n'en reste pas là et fonde de multiples organisations, dont la JCR.

La JCR est fondée lors de sa conférence constitutive le 2 avril 1966 à Paris par plusieurs groupes : les exclus de l'UEC, membres de la tendance « trotsko-guévariste », de la JC et du PCF proches ou membres de la Quatrième Internationale, mais aussi quelques dizaines de membres de la tendance Socialiste Révolutionnaire (où des militants de la Quatrième Internationale ont adhéré), et des Étudiants Socialistes Unifiés (ESU), organisation de jeunesse du Parti Socialiste Unifié (PSU)⁵⁸. À leur conférence constitutive, ils sont cent vingt, représentant une quinzaine de villes. Au premier congrès tenu à Paris du 24 au 27 mars 1967, vingt-six villes sont représentées. À la deuxième conférence nationale d'avril 1968,

⁵⁴ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, *op. cit.*, p. 56.

⁵⁵ KRIVINE A., *Ça te passera...*, *op. cit.*, p. 62-63.

⁵⁶ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, *op. cit.*, p. 48.

⁵⁷ KRIVINE A., *Ça te passera...*, *op. cit.*, p. 64.

⁵⁸ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 46.

trente-sept villes sont présentes pour un total de trois cent cinquante membres⁵⁹. Cette relative progression numérique marque leur implantation, notamment dans le milieu universitaire. La JCR devient un groupe politique structuré, avec des réunions nationales, des stages de formation, et son propre journal quasiment mensuel, *Avant-Garde Jeunesse*, passant de trois mille cinq cents exemplaires en 1966 à six mille en mars 1968. L'éducation politique occupant une place importante à la JCR, l'organisation met sur pied une école de formation parisienne en octobre 1967. En plus du journal national, chaque section locale assez importante produit sa publication. *Spartacus*, en référence à Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, devient ainsi le journal local pour les villes de Toulouse, Aix et Marseille⁶⁰. La JCR monte en puissance dans le milieu universitaire par le biais de ses meetings, actions et ventes de journaux. Le groupe est original dans ses idées et principes théoriques. C'est une fusion larvée, dont l'aboutissement est la Ligue communiste, entre le trotskisme et le guevarisme. Le trotskisme est présent, car il y a de nombreux membres du Parti Communiste Internationaliste et des proches de la Quatrième Internationale. Pour le guevarisme, c'est l'admiration du combat du Che qui domine⁶¹, ainsi que le soutien et la volonté d'étendre à plus ou moins long terme les guérillas du monde entier :

« J'étais plutôt d'accord avec eux ; notamment à cause de la politique du PCF vis-à-vis de Mitterrand, mais aussi avec le socle fondateur de la JCR concernant le Che et la révolution cubaine. Je suis sorti de l'UEC en fin d'année, mais je n'ai pas adhéré à la JCR ; j'étais un compagnon de route. J'achetais leur presse parfois, *Avant-garde jeunesse*, et j'assistais à des réunions, dont une où Alain Krivine est venu à Toulouse. »⁶²

Lucien Sanchez montre ce qui caractérise les militants et les proches de la JCR. La période est à l'euphorie concernant le Che et la révolution cubaine, car pour ces militants c'est la révolution en action qui aboutit. Nous pouvons aussi voir dans le rejet de Mitterrand, une forme de rejet des institutions et de son appareil politique, ce que le PCF et ses différents avatars n'ont pas réussi à cristalliser vis-à-vis de cette jeunesse révolutionnaire.

Avec la fondation de la JCR en 1966, le PCI ne disparaît pas pour autant. La section officielle de la Quatrième Internationale aide à la création de la JCR, et entretient des liens permanents avec elle. Le but du PCI, faible numériquement et composé de vieux cadres autour de Pierre Frank, est de renouveler le courant trotskiste et de passer le flambeau à une

⁵⁹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 47.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *Ibid.*, p. 49.

⁶² Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 370.

jeune génération de révolutionnaires. Des militants du PCI sont ainsi membres de la JCR :

« On ne savait pas vraiment s'ils se réunissaient à part ou pas. Je pense que oui. Moi ça ne me posait pas de problème majeur ; ça devait en poser à des gens plus politisés et qui étaient plus au courant de ces choses-là. C'était tout de même de notoriété qu'il y avait des gens du PCI. »⁶³

Cette aura de secret est conservée, concernant le PCI, au niveau de la base militante. Cette organisation a un fonctionnement issu des traditions léninistes : hiérarchisé et semi-clandestin dans une période où le PCF et les staliniens n'hésitent pas à utiliser la force contre les trotskistes. Le PCI détient un rôle idéologique dans la JCR et influence, directement ou indirectement, les différentes lignes adoptées, comme l'indique Bernard Chamayou :

« Je n'ai jamais été au PCI. Mais dans les différentes structures comme l'UNEF, le Comité Vietnam, ou les initiatives comme les stages, il y avait un travail rapproché entre les membres sortis de l'UEC et le PCI. J'ai le souvenir d'une dizaine de membres du PCI à Toulouse. C'était un petit noyau, mais des gens en prise avec la réalité, dans le mouvement. »⁶⁴

Ce travail rapproché entre le PCI et la JCR - les membres du PCI militent à la JCR et des militants de la JCR sont adhérents au PCI - continue jusqu'à la fusion des deux structures dans la Ligue communiste et son adhésion à la Quatrième Internationale. Selon Antoine Artous, un des animateurs de la JCR de Toulouse, le PCI dans la ville rose est très faible et n'a pas eu de « rôle structurant dans la création de la Ligue »⁶⁵.

1.3. La place de la JCR et du PCI lors de mai-juin 1968 à Toulouse

Après la fondation de la JCR en 1966, la période politique est marquée par le conflit au Vietnam. En France, la contestation s'amplifie en prenant appui sur les expériences antimilitaristes du conflit algérien. C'est ainsi que des structures de mobilisation en faveur du peuple vietnamien en lutte apparaissent. Ces structures marquent aussi les divisions politiques au sein de l'extrême-gauche. Outre le collectif dirigé par le PCF, mais coupé de la radicalité étudiante et intellectuelle, deux composantes existent. D'une part, le Comité Vietnam National (CVN), créé le 30 novembre 1966, est tenu par la JCR et les représentants de la nouvelle extrême-gauche comme Laurent Schwartz. D'autre part, le Comité Vietnam de Base (CVB)

⁶³ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 389.

⁶⁴ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 321.

⁶⁵ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 397.

est créé en février 1967 par les maoïstes ayant refusé de rejoindre le CVN. La différence fondamentale entre ces deux comités est la question de l'unité. Pour le CVN, il est indispensable de favoriser l'unité la plus large, quitte à l'imposer dans la rue. Or, pour le CVB, il est hors de question de prôner l'unité avec le PCF, agent du « social-impérialisme » soviétique⁶⁶. Ces mouvements de solidarité se développent jusqu'au mouvement social de mai-juin 1968 qui les met de fait au second plan, même si le caractère internationaliste de cette lutte reste fort. À Toulouse, la situation est identique :

« Le comité Vietnam c'était quand même un comité de masse. Ça ne touchait pas les larges masses, mais on n'était pas deux. Au comité universitaire, on était entre 30 et 40. On faisait des interventions en amphitheâtre et on distribuait des tracts. On était en concurrence avec les maoïstes qui avaient leur propre comité, le comité Vietnam de base. Nous c'était le comité Vietnam national. Une des grandes actions du comité Vietnam national c'était "un bateau pour le Vietnam" ; ça a mobilisé pendant un moment avec entre autres des collectes d'argent.

On relayait les campagnes nationales ; il y a eu des manifestations assez importantes. »⁶⁷

La JCR et le PCI représentent un gros bataillon de militants, comparativement aux autres groupes politiques. Ils sont une trentaine⁶⁸ sur trois cent cinquante au niveau national⁶⁹, avant le mouvement. Leur implantation est essentiellement étudiante, notamment en Lettres, et parfois lycéenne. L'investissement politique de la JCR et du PCI se fait à l'intérieur du syndicat étudiant UNEF qu'ils influencent en grande partie. D'autres composantes existent à l'intérieur de l'UNEF, comme les Etudiants Socialistes Unifiés qui possèdent la présidence du syndicat à travers Alain Alcouffe, ou encore l'UEC qui y est minoritaire⁷⁰. La JCR et le PCI continuent en parallèle leurs activités politiques, à travers des meetings et actions internationalistes en solidarité avec le Vietnam. Un événement précipite la situation : la tentative d'assassinat de Rudi Dutschke le 11 avril 1968. Une manifestation nationale de solidarité est organisée à Paris, et sa déclinaison toulousaine est appelée par la JCR le 23 avril 1968. Elle regroupe deux cents étudiants et se termine par une réunion dans un amphithéâtre en présence d'un étudiant de l'Union socialiste allemande des étudiants, dont Rudi Dutschke

⁶⁶ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, Paris, Syllepse, 2008, p. 807.

⁶⁷ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 388.

⁶⁸ BALDUCCI Roberta, *Mai 68 sur Toulouse*, Toulouse, Mémoire de maîtrise, Université Toulouse II, 2002, p. 27.

⁶⁹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 53.

⁷⁰ BALDUCCI Roberta, *Mai 68 sur Toulouse*, op. cit., p. 28.

est membre⁷¹. La lutte de mai-juin 1968 à Toulouse, dans le milieu étudiant, reprend le schéma parisien. La présence en nombre de la JCR en est sûrement à l'origine. À l'instar du mouvement du 22 mars à Nanterre, le Mouvement du 25 avril se crée à Toulouse. Ce mouvement a pour origine l'attaque par l'extrême-droite d'une Assemblée Générale le 25 avril, appelée à la suite de la réunion du 23 avril, et qui marque le coup d'envoi du mouvement étudiant toulousain :

« Les étudiants d'extrême-droite s'étaient rassemblés dans la cour de la faculté et ont canardé avec des pierres les vitres haut placées de l'amphi. Nous avons continué la réunion en bas de l'amphi pour éviter les vitres cassées et les pierres. Le président de la faculté a appelé les flics, et nous sommes sortis sous deux haies de policiers soi-disant pour nous protéger et éviter les affrontements entre les étudiants d'extrême-droite et d'extrême-gauche. On parle très peu de cette réunion, mais c'est le coup d'envoi du mouvement. »⁷²

La JCR a une influence relativement importante dans l'orientation et la pratique du Mouvement du 25 avril et dans les différentes structures gérant la grève. Le Mouvement du 25 avril est une structure unitaire regroupant toutes les tendances de la lutte étudiante⁷³. Cette structure, au fil de la massification de mai-juin 1968, arrive à s'imposer comme organe de représentation légitime vis-à-vis des organisations syndicales et politiques traditionnelles, et ce malgré l'hostilité affichée de la CGT et du PCF contre les « gauchistes » et les étudiants en général⁷⁴. Le mouvement étudiant prend tout son sens quand les travailleurs rejoignent la grève le 11 mai 1968, pour que cette lutte devienne une des plus grandes grèves ouvrières depuis 1945. Des grèves et des manifestations massives sont organisées partout en France. Toulouse n'y échappe pas, avec une première manifestation le 13 mai qui regroupe cinquante mille personnes, dont mille deux cents étudiants⁷⁵. Ce climat d'intense affrontement social persiste tout le mois de mai et continue à Toulouse jusqu'au 11 juin. À partir de cette date, la plupart des travailleurs reprennent le travail, encadrés par le PCF et la CGT qui estiment avoir eu satisfaction concernant les revendications salariales. À l'instar de la nuit des barricades du 10-11 mai à Paris, Toulouse a aussi la sienne : la nuit du 10-11 juin 1968. Le 10 juin, deux

⁷¹ Se référer à la chronologie, annexe 5 p. 445.

⁷² Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 320.

⁷³ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *op. cit.*, p. 68.

⁷⁴ Cf. Document 9A, annexe 1 : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès ? - La construction de l'organisation et la période politique*, 1969, Toulouse, p. 2. Dans l'ensemble du mémoire, toutes les pages des archives de ce type sont les numérotations du document original.

⁷⁵ Se référer à la chronologie, annexe 5 p. 446.

personnes meurent dans les manifestations de Flins et de Sochaux⁷⁶. Un rassemblement de quatre cents étudiants est organisé à Toulouse en solidarité. Il se transforme en manifestation qui se dirige vers le local des Comités de Défense de la République (instance gaulliste contre le mouvement). À cet instant, et après des provocations de militants gaullistes qui jettent de l'eau et des pots de fleurs sur les manifestants⁷⁷, des barricades sont montées et durent tard dans la nuit⁷⁸. Le 12 juin 1968, le gouvernement décrète la dissolution de onze organisations, dont la JCR et le PCI.

Il est intéressant de voir les liens entre la classe ouvrière, les travailleurs, et le milieu étudiant. Nationalement, la situation est difficile, car la CGT et le PCF empêche toute jonction en interdisant l'entrée des usines aux « gauchistes », et en installant un cordon sanitaire pendant les manifestations⁷⁹. À Toulouse, des événements similaires se produisent, mais avec moins d'intensité. La faculté est ouverte à toute la population et devient un forum permanent, et sa position centrale au niveau géographique facilite les liens :

« Il y avait des syndicalistes radicalisés qui venaient à la faculté, mais aussi des délégations ou des coordinations syndicales en rupture avec leur direction qui venaient assister aux différents débats à l'université, aux meetings et aux manifs. Les liens se sont plutôt faits comme ça. Après il y avait aussi des camarades à la SNCF, les PTT, la santé, et l'aérospatiale où il y avait un contact qui est resté longtemps militant de la LCR. »⁸⁰

En plus des liens directs sur les lieux de luttes, des tentatives de jonction ont lieu aux portes des entreprises par le biais de diffusions de tracts. À l'instar de Paris, le blocage de la CGT et du PCF sont les mêmes :

« Quand les entreprises sont rentrées dans la danse, le PCF et la CGT y étaient très majoritaires. Ils cultivaient une méfiance contre le mouvement étudiant. On faisait les manifestations communes, mais quand tu allais à la porte des entreprises on ne te faisait pas obligatoirement rentrer. Ça s'est surtout tassé dans les quartiers, où il y avait davantage de ponts par le biais des initiatives de quartiers. Les entreprises étaient la chasse gardée de la CGT et du PCF ; les étudiants étaient *persona non grata*. Les seules où nous pouvions aller étaient les endroits où il y avait une section de la CFDT, et dans la fonction publique où la CGT et le PCF ne contrôlaient pas tout. »⁸¹

⁷⁶ BALDUCCI Roberta, *Mai 68 sur Toulouse*, op. cit., p. 50.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 51.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 52.

⁷⁹ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), op. cit., p. 53.

⁸⁰ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 321.

⁸¹ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 391.

Nous constatons que des liens existent tout de même, même s'ils restent limités. Le caractère non métropolitain de la ville de Toulouse, l'influence grandissante des organisations d'extrême-gauche, et la présence de syndicats combattifs et unitaires comme la CFDT permettent de soulever en partie la chape de plomb du PCF et de la CGT sur le mouvement ouvrier. Le 17 mai par exemple, un meeting entre les étudiants du Mouvement du 25 avril et des ouvriers de Sud-Aviation a lieu au siège de la CFDT. Les étudiants sont là pour répondre aux questions des ouvriers⁸². Claude Begué relate cette situation en montrant que le PCF n'est plus si hégémonique qu'auparavant :

« Le PSU a eu un rôle de convergences, avec une implantation dans le secteur salarié, dont Airbus, et leur présence dans le mouvement étudiant. Il y avait aussi le rôle de la CFDT, qui était largement unitaire contrairement à la CGT. À l'époque, nous avions un copain à la CGT de Sud-Aviation ; c'était très dur avec le PCF. Ils ont tout fait pour empêcher les jonctions étudiants-ouvriers. »⁸³

L'attitude de la JCR dans cette période, et notamment à l'intérieur du Mouvement du 25 avril, s'avère payante. La JCR n'est bien sûr pas seule comme courant politique organisé, mais elle les surclasse en nombre et en structuration.

« La JCR était extrêmement influente parce que c'était le seul "grand" petit groupe structuré. Elle avait une espèce d'aura, car elle était à l'initiative de la réunion donnant naissance au Mouvement du 25 avril [...]. Il y avait quelques courants prochinois, maoïstes, ainsi que beaucoup de libertaires. Le mouvement était assez composite et il n'y a pas eu de clash, il y avait un accord assez large. Les débats de fond sont arrivés sur le reflux comme toujours. »⁸⁴

Elle refuse de se dissoudre à l'intérieur du mouvement et maintient son activité :

« Pendant le mouvement, la JCR a continué à faire des réunions ouvertes, en organisant des stages. »⁸⁵

La JCR, selon son propre point de vue, « impulse les initiatives qui modèlent le mouvement et donnent le cadre politique des luttes qui se mènent⁸⁶ ». Ce n'est pas exagéré, la JCR a en effet une place prépondérante dans le milieu étudiant toulousain et arrive à dégager des orientations nationales et locales claires pour l'ensemble de la jeunesse. Surestimant certainement leur force, ses militants conviennent qu'ils contrôlent « beaucoup plus le mouvement par une

⁸² BALDUCCI Roberta, *Mai 68 sur Toulouse, op. cit.*, p. 64.

⁸³ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 390.

⁸⁴ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 320.

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ Cf. Document 8C, annexe 1 : Anthony, *Le mouvement de la jeunesse rouge et nos tâches*, 1969, Toulouse, p. 3.

présence militante dans tous les CA, par le fait que "rien ne se faisait sans nous" plutôt que par une politique organisationnelle systématique⁸⁷ ». Ce que la JCR critique dans son document interne, c'est son incapacité à impulser suffisamment des initiatives propres pour organiser et recruter les étudiants. La JCR maintient les formes du mouvement de mai-juin 1968 à travers les comités d'actions, bien après la lutte. Ces comités ne font plus que « vivoter » et disparaissent progressivement, laissant des étudiants sans perspective politique. La JCR apporte un début de réponse en créant des cercles rouges après sa dissolution par le gouvernement.

1.4. Le mouvement social de mai-juin 1968 comme tremplin pour l'implantation du PCI et de la JCR.

Après la dissolution du PCI et de la JCR le 12 juin 1968, ces organisations accusent bien le coup. La JCR passe de trois cent cinquante militants en avril 1968 à mille en juin 1968. Il en est de même à Toulouse où le nombre de militants passe d'une trentaine à plus d'une centaine. La grande majorité des nouveaux militants sont des étudiants, même si un début d'implantation dans le milieu ouvrier par le biais de quelques recrues commence à émerger⁸⁸. La répression gouvernementale, après la dissolution de onze organisations d'extrême-gauche, s'accroît sur des militants. Alain Krivine est arrêté le 10 juillet 1968 près de la Gare Saint-Lazare après une période de semi-clandestinité. La police l'interroge sur le « complot international de 68 » sans grande conviction, et finit par l'inculper pour « reconstitution de Ligue dissoute ». Après une campagne de solidarité et en vue de son service militaire, Alain Krivine est libéré. Le procès n'a pas lieu car il bénéficie, un an après, de l'amnistie accordée par le nouveau président Georges Pompidou⁸⁹. Cette répression entraîne la nécessité de remettre en place une organisation pour tous les militants et les sympathisants de la JCR. Les anciens dirigeants du PCI et de la JCR ne chôment pas pendant les congés d'été et préparent pour la rentrée la sortie d'un organe pour se regrouper sans reconstituer immédiatement une organisation. Le but des dirigeants est de créer à terme une nouvelle organisation permettant de fusionner le PCI et la JCR. C'est ainsi que sort le premier numéro du journal d'action communiste *Rouge*, bimensuel, le 18 septembre 1968. Les militants se regroupent autour de

⁸⁷ Cf. Document 8D, annexe 1 : Anthony, *Le mouvement de la jeunesse rouge...*, op. cit., p. 4.

⁸⁸ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 53.

⁸⁹ KRIVINE A., *Ça te passera...*, op. cit., p. 137-138.

ce journal et du *Bulletin des diffuseurs* qui fait office de bulletin intérieur pour une organisation. Ce même bulletin explique que *Rouge* se vend chaque quinzaine à quinze mille exemplaires. Ce nombre est certainement exagéré, mais dénote un engouement autour des membres de l'ex-JCR⁹⁰. Des cercles rouges regroupent les militants et sympathisants recrutés pendant mai-juin 1968 et après, et des cercles noirs organisent les militants de la JCR et du PCI d'avant mai-juin 1968. L'augmentation numérique de la JCR et du PCI, et plus tard autour du journal *Rouge*, est bien une conséquence du mouvement social et de l'importance de ces groupes dans celui-ci. Mais l'augmentation n'est pas uniquement numérique, elle est aussi qualitative. Cette lutte fait émerger une nouvelle génération de militants, de « cadres révolutionnaires », et d'orateurs. La chape de plomb du gaullisme a explosé, et les militants s'en donnent à cœur joie dans les joutes oratoires des Assemblées Générales, et les polémiques politiques envers les autres organisations. Les militants regroupés autour de *Rouge* débattent en interne de l'adhésion ou non à la Quatrième Internationale, de la forme d'organisation et des perspectives à adopter⁹¹. Ces débats peuvent tourner à la polémique, mais restent dans la droite ligne du mouvement de mai-juin 1968. Bernard Chamayou décrit cette période pleine de passions et d'enthousiasme dans un contexte très particulier :

« Les débats étaient vifs et animés parce qu'on sortait de ce mouvement de mai 1968, mais pas sectaires. Les débats étaient portés par ce mouvement, et nous étions tous enthousiastes. C'était une politisation intense, nous apprenions en un mois ce que d'autres générations ont mis des années à comprendre. En six mois, on a engrangé, appris, et compris, ou peut-être pas ça dépendait, beaucoup de choses. Les débats étaient vifs, passionnés, incisifs, sans concession. Il y a une différence entre mener ce genre de débats dans une période de montée des luttes, et faire de même dans une période de reflux. Tout le monde était porté en avant, c'était l'émergence d'une nouvelle organisation qui n'avait plus rien à voir ni avec la JCR ni avec le PCI en termes de nombre, de tâches ou de situations. On était peut-être trop naïfs de croire à l'imminence d'une crise révolutionnaire. Mais en tout cas, même si c'était en partie une illusion, nous avons tiré des leçons justes du mouvement de 1968 »⁹²

Bilan d'étape :

À travers cette partie, nous pouvons voir l'émergence de cette nouvelle gauche anticapitaliste et antistalinienne. La guerre d'Algérie dans les mouvements anti-impérialistes

⁹⁰ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 54.

⁹¹ KRIVINE A., *Ça te passera...*, op. cit., p. 135.

⁹² Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 322.

au début des années 1960 donne une place de choix aux petites organisations comme le PCI. En étant organisées à travers le PCF et la CGT, elles profitent de l'inaction du mouvement ouvrier pour mettre en place des actions de solidarité. Outre le contexte international, le PCI passe d'une organisation pratiquant l'entrisme à l'intérieur du PCF, de la JC et de l'UEC, à un groupe extérieur influençant progressivement la JCR. Cette dernière, après son exclusion de l'UEC, est impliquée dans des actions de solidarité en faveur du peuple Vietnamien, à travers le Comité Vietnam National. Le but du PCI est de passer le flambeau trotskiste à une nouvelle génération de militants. Le mouvement social de mai-juin 1968 accélère ce processus, la JCR jouant à Toulouse un rôle prédominant et formateur pour ses militants. Ses membres prennent appui sur leur majorité à l'intérieur de l'UNEF, et vis-à-vis des autres groupes d'extrême-gauche en terme numérique, pour mener sur leur ligne le mouvement de mai-juin 1968 à Toulouse. Mais cela ne permet pas une convergence effective entre les étudiants et les ouvriers, le PCF et la CGT ayant la même attitude d'hostilité qu'à Paris. Des jonctions ont tout de même lieu grâce à la CFDT et au PSU : délégations d'ouvriers à la faculté de Lettres, actions et manifestations communes, meetings communs. Grâce à mai-juin 1968, le PCI et la JCR s'implantent durablement dans le milieu étudiant, malgré les dissolutions, et forment ses orateurs et ses militants pour les années qui suivent.

2. La « transcroissance organisationnelle » d'une organisation léniniste.

2.1. Le concept de la « transcroissance organisationnelle ».

Les cercles rouges et les cercles noirs, regroupant les militants et les sympathisants des organisations dissoutes JCR et PCI, sont dans l'optique de créer une nouvelle organisation. La Ligue communiste naît à l'issue du congrès fondateur du 5 au 8 avril 1969 à Mannheim en Allemagne. La localisation du congrès est hors de la France pour des raisons de sécurité vis-à-vis du gouvernement⁹³. Les dirigeants de cette nouvelle organisation développent un concept théorique afin que la Ligue communiste effectue sa percée politique et établisse un rapport de force durable dans la vie politique française. Le concept de « transcroissance organisationnelle » est important et revient à de nombreuses reprises dans les documents internes de la Ligue communiste. Le but est de transformer une petite organisation

⁹³ Se référer à la chronologie, annexe 5 p. 448.

essentiellement étudiante en un petit parti ouvrier marxiste. Le mouvement ouvrier est encore dominé par le Parti communiste. La Ligue communiste tente d'en être une alternative grâce à la construction d'un rapport de force politique à Toulouse : « Il est évident que face à la nécessité sans cesse répétée de construire la Ligue comme force politique face au PC et non comme simple addition de militants autour des boîtes, le type de rapport de force central que nous avons pu entretenir l'an passé avec le PC est un acquis extrêmement important⁹⁴ ». Pour la SFQI, « construire une organisation alternative au PC, c'est se poser ces problèmes et pas uniquement le rapport de zone d'influence qu'on peut développer comme l'an passé à coups d'initiatives centrales⁹⁵ ». Le constat de la Ligue communiste est sans équivoque concernant les perspectives politiques pour devenir cette alternative : « L'immense force du PC, c'est sa présence organisationnelle au travers de toutes les activités de la classe ouvrière, ce qui fait notre force, c'est le vide qu'a laissé Mai à gauche du PC⁹⁶ ». Nous avons déjà évoqué le soulèvement de la chape de plomb par le mouvement social de mai-juin 1968. La Ligue essaie donc de combler ce vide à la gauche du PCF et d'organiser la population, notamment les ouvriers et la jeunesse, sur ses bases. La « transcroissance organisationnelle » est cet outil :

« C'est un terme trotskiste quand Trotski parle de transcroissance de la révolution. Il a toujours été contre l'étapisme. On a juste déplacé ce terme provenant du concept de révolution permanente à un niveau organisationnel. On a greffé ce terme sur un schéma léniniste. Transcroître, ça voulait dire deux choses. D'une part en quantité, car on était de dix à vingt fois plus nombreux qu'avant mai 1968. Et de l'autre un objectif de construction d'un petit parti ouvrier sur des bases marxistes révolutionnaires. Ça supposait une réforme des mœurs organisationnelles que j'ai signalée précédemment : des réunions cadrées dans le temps, donner des rendez-vous et y être, limiter les interventions, limiter les rapports introductifs pour faire en sorte que la parole circule, structurer des bureaux de comités pour que les réunions soient préparées, suivre les contacts entre deux réunions. C'était toute une série de mesures pour essayer de rompre avec le spontanéisme de mai 1968, qui a été très efficace et magnifique à vivre pendant des semaines, mais qui s'est révélé contre-productif si on voulait construire une véritable organisation. »⁹⁷

Les propos de Bernard Chamayou montrent les « fondements trotskistes » de l'organisation, qui n'est plus théoriquement la même que la JCR. La fusion du PCI et de la JCR porte ses fruits pour les dirigeants trotskistes ayant voulu passer le flambeau à une nouvelle génération

⁹⁴ Cf. Document 9D, annexe 1 : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès...*, *op. cit.*, p. 5.

⁹⁵ Cf. Document 9E, annexe 1 : *Ibid.*, p. 6.

⁹⁶ Cf. Document 9D, annexe 1 : *Ibid.*, p. 5.

⁹⁷ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 325.

de militants. L'utilisation de ce concept rend originale la position de la Ligue communiste. Pour ses militants, la Ligue ne doit pas se comporter comme Lutte ouvrière ou les maoïstes d'*Humanité Rouge* dans la perspective de construction d'un parti ouvrier. En effet, dans ces organisations « chaque sympathisant doit perdre son être de classe petit-bourgeois par une conversion personnelle avant de rentrer dans le parti prolétarien⁹⁸ ». Comme l'explique Bernard Chamayou précédemment, la « transcroissance organisationnelle » implique « l'arrachement aux déterminations du mouvement étudiant » pour produire des « militants débarrassés des tares politiques petites-bourgeoises ; non par conversion individuelle au style de vie prolétarien⁹⁹ ». À travers ces documents, nous voyons, du point de vue de la Ligue communiste, les clivages opposants les groupes d'extrême-gauche. La mise en pratique de la « transcroissance organisationnelle » a des implications politiques de différents ordres pour la Ligue communiste. La première d'entre elles est la lutte contre le « spontanéisme » issu du mouvement étudiant, et la nécessité de se détacher des pratiques de ce milieu. Le débat est posé tel quel dans l'organisation. Sa direction reconnaît cet état de fait et propose de lutter contre en structurant « l'organisation au moyen du centralisme démocratique. Cela autour de trois axes : construire des directions ; construire des cellules et des bureaux de cellule ; organiser la vie politique¹⁰⁰ ». Ce schéma de direction est foncièrement propre au léninisme, dont se revendiquent les trotskistes de la Ligue communiste. Pour eux, une organisation doit avoir des directions intermédiaires au niveau des sections de base, et une direction centralisatrice au niveau de la ville. Le but étant d'être efficace et d'homogénéiser le parti et ses lignes politiques :

« C'est vrai qu'il existait des pratiques militantes un peu spontanées, voire spontanéistes, des réunions qui commençaient en retard et finissaient vers deux heures ou trois heures du matin. Mais aussi avec des interventions qui étaient très longues, vu que mai 1968 a permis de former des orateurs. Mais ces pratiques étaient vraies pour tout le monde. À partir du moment où je n'étais plus étudiant, mais professeur, comme une grande partie du noyau toulousain, ce n'était plus possible de faire d'aussi longues réunions en commençant le travail à huit heures du matin. Alors oui il y a eu une réforme des mœurs internes de l'organisation en termes de rigueur et d'efficacité. »¹⁰¹

⁹⁸ Cf. Document 17B, annexe 1 : Direction de la Ligue communiste Toulouse, *Rapport d'organisation*, Janvier 1970, Toulouse, p. 2.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ Cf. Document 17A, annexe 1 : *Ibid.*, p. 1.

¹⁰¹ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 324-325.

Outre les changements internes dans la Ligue communiste, les pratiques externes subissent aussi des modifications. La Ligue communiste, en tant que future alternative au PCF, veut organiser les masses. C'est la conséquence de la « transcroissance organisationnelle ». De nouveaux axes stratégiques sont ainsi mis en avant pour finaliser la percée politique : « fraction syndicale, Mouvement Rouge de la Jeunesse¹⁰² ». Le travail syndical dans les entreprises prend une place particulière au fil des années, sans pour autant abandonner la jeunesse scolarisée. C'est par ce double mouvement de construction - travail ouvrier et jeune - que la Ligue communiste compte aboutir en externe à la « transcroissance organisationnelle » et à l'élaboration d'un parti ouvrier sur des bases marxistes.

2.2. Les multiples appartenances et les formes d'organisations de base.

La fin des années 1960 est particulière pour les organisations à gauche du PCF. Les délimitations organisationnelles sont beaucoup plus floues et poreuses qu'actuellement ou au début des années 1970. Il n'est pas rare de voir des militants appartenir à plusieurs organisations. Rien n'est encore délimité, et des recompositions à large échelle sont en cours. Le cas du militant Bernard Cholet est typique de cette période. Il est adhérent à la Ligue communiste en 1969, après avoir été en contact et sympathisant de plusieurs organisations. Bernard Cholet est d'abord sympathisant de Lutte ouvrière, puis du PSU et enfin de la JCR, parfois des trois en même temps :

« C'était un militant qui me faisait la formation. Quand il y a eu la dissolution en juin des groupes d'extrême-gauche, le mot d'ordre de Lutte Ouvrière était de tous se réfugier au PSU. J'y suis donc allé et ça a duré de juin à septembre-octobre, jusqu'au moment où tous les groupes se sont reconstitués. »¹⁰³

Ces propos montrent de plus la porosité du PSU, qui est une des forces les plus importantes à gauche du PCF. Le PSU est fondé sur l'idée autogestionnaire, balançant constamment entre les idées proprement révolutionnaires et la volonté de réformer le système par le biais des institutions. Le PSU, bien plus massif que la JCR et les autres groupes d'extrême-gauche, est l'objet d'une politique spécifique de la part de certaines organisations :

« Au mois d'octobre j'avais participé à une réunion à Grenoble du PSU. Car avec LO on était

¹⁰² Cf. Document 12A, annexe 1 : Direction de la Ligue communiste, *Éléments d'analyse pour la construction régionale de la Ligue*, 1969, Toulouse, p. 1.

¹⁰³ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 376.

toujours au PSU, et à cette réunion, il y avait des copains de la Ligue qui "faisaient leur marché". Les frontières entre organisations étaient floues. Moi j'étais au comité rouge, mais encore au PSU. »¹⁰⁴

Nous avons pu voir qu'à la constitution de la JCR en 1966, des éléments du PSU et de son organisation de jeunesse ESU scissionnent et rejoignent la JCR. La Ligue communiste, profitant de la déliquescence progressive du PSU après le mouvement de mai-juin 1968, continue ce travail de sape interne en menant une politique unitaire offensive¹⁰⁵. L'objectif est de faire basculer des pans de l'organisation vers la Ligue communiste. Le même travail est fait avec le PCF, sans trop de succès.

Outre les multiples appartenances, les formes d'organisation à la base de la JCR, de la Ligue communiste, puis de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), sont très diverses. Après la dissolution de la JCR et du PCI, leurs militants trouvent une nouvelle structuration pour donner naissance à la Ligue communiste. Ce sont les cercles rouges et les cercles noirs qui se regroupent autour du journal *Rouge* dont le premier numéro paraît le 18 septembre 1968.

« Il y avait des comités plus restreints composés de militants déjà engagés à la JCR et au PCI, et ceux qui s'étaient radicalisés pendant le mouvement appartenaient à un comité rouge. C'étaient des structures plus larges et d'accueil, avec des stages de formation. Tout allait basculer et fusionner dans la Ligue communiste. Ce n'était pas des structures concurrentes ou pour organiser la jeunesse, mais des espaces plus larges d'intégration. Je pense que c'était une bonne chose. D'abord des structures d'intégration dans des temps assez limités, de façon à homogénéiser politiquement les gens au travers de débats démocratiques et d'un congrès fondateur. [...] Les cercles noirs c'était les gens qui étaient déjà au PCI et à la JCR avant le mouvement. »¹⁰⁶

Comités ou cercles ? Les deux termes sont utilisés et ne sont pas réellement formalisés. Les documents internes ont tendance à privilégier le terme cercle rouge et cercle noir. Bernard Chamayou décrit les multiples processus d'intégration pour un nouveau militant. Les cercles noirs regroupent les anciens militants de la JCR et du PCI avant le mouvement social de mai-juin 1968. Les cercles rouges structurent les militants de la JCR et leurs sympathisants après le démarrage de la lutte de 1968. Des militants des cercles noirs sont aussi à l'intérieur des

¹⁰⁴ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 378.

¹⁰⁵ Marie-François Pirot (dir.), « Des militants du PSU rejoignent la Ligue communiste – Pourquoi ? », *Lettre d'information supplément n° 30*, 1972, Paris, 12 p., ADHG, 95J 72.

¹⁰⁶ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 321-322.

cercles rouges sans que les militants le sachent formellement :

« Il y avait des militants des cercles noirs, c'est-à-dire des militants "sûrs", dans les cercles rouges, mais tu ne le savais pas. À Rangueil on avait un groupe comité rouge. On faisait les réunions chez un copain qui était un vieux de la Quatrième Internationale, Gaston. Il me disait de préparer mon intervention pour une AG afin d'appeler à la grève. Gaston était l'élément référent du comité de Rangueil ; il avait déjà gagné des copains qui étaient pour certains au PCI. On se côtoyait en réunion de comité rouge sans savoir qui était noir. »¹⁰⁷

Ce « secret », très relatif, autour de l'appartenance aux structures noires a des objectifs précis : mieux assurer la sécurité des cadres de l'organisation vis-à-vis de la police et du gouvernement, favoriser la formation d'une future direction politique. Bien sûr, les cercles rouges sont, comme l'a précisé Bernard Chamayou, des structures d'accueil dans le but d'homogénéiser l'organisation à l'issue d'un mouvement idéologiquement très varié. Le projet initial des dirigeants de la JCR et du PCI est que les cercles rouges s'organisent autour des cercles noirs¹⁰⁸. L'organisation aurait dû se transformer progressivement et les cercles rouges jouer un rôle d'accueil et de formation. La réalité toulousaine diffère. Les cercles rouges débordent largement les cercles noirs avec « des cercles rouges de 10 à 15 personnes [...] souvent animés par 1 ou 2 militants noirs¹⁰⁹ ». La réalité des cercles noirs devient de plus en plus diffuse et sporadique. La Ligue communiste résume la situation des cercles noirs en trois périodes : la mise en place des cercles rouges, leur étiolement ou disparition, et leur réapparition comme lieu de discussion lors du congrès de fondation de la Ligue communiste¹¹⁰. L'organisation constate, à posteriori, que les cadres politiques animant les cercles rouges ne sont pas toujours des militants des cercles noirs, rendant les cercles rouges de plus en plus autonomes politiquement :

« Donc on était au comité rouge sans savoir qui était noir, et un jour il a fallu décider qui était secrétaire. Pour moi secrétaire c'était quelqu'un qui prenait des notes... Je me suis donc proposé, et un autre pour les finances. Les camarades du cercle noir étaient gênés, car ils laissaient prendre des tâches à des gens qui n'étaient pas formés ; ils n'étaient plus maîtres du fonctionnement. »¹¹¹

Des problèmes de mise en place des instances de directions se posent à cause de ce

¹⁰⁷ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 378.

¹⁰⁸ Cf. Document 4B, annexe 1 : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969*, Juin 1969, Toulouse, p. 18.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 378.

débordement, les cercles noirs ne jouant plus leur rôle prédéfini¹¹². La future Ligue communiste est victime de son succès, et les cercles rouges deviennent la base réelle de l'organisation. Un comité de coordination des cercles rouges se réunit toutes les semaines. Les cercles rouges se coordonnent par des réunions hebdomadaires et regroupent les principaux animateurs du mouvement de mai-juin 1968 à Toulouse¹¹³.

Après la fondation de la Ligue communiste en 1969, les structures sont réorganisées. Les instances de base sont appelées des cellules, qu'elles soient étudiantes, lycéennes, enseignantes, ou ouvrières, selon le secteur. Ces structures peuvent être géographiques ou spécifiques à un lieu d'intervention, l'organisation privilégiant cette dernière option¹¹⁴. Ces cellules sont couplées avec des comités rouges, issus des cercles rouges d'avant la fondation de la Ligue communiste. De nombreux débats ont lieu pour déterminer le rôle précis de ces comités rouges :

« Le débat était sur le fait de transformer les comités rouges en quelque chose de plus large. »¹¹⁵

Un rapport de la direction de la Ligue communiste en 1970 explique que ces comités rouges sont des structures larges pour la mise en place du « Mouvement Rouge de la Jeunesse » (mouvement social de la jeunesse structuré et pérenne). Mais la création des comités rouges suppose des cellules étudiantes et lycéennes capables de porter ce projet et d'animer les comités¹¹⁶. Ces comités rouges perdurent sur les facultés et les lycées, mais sont vite absorbés par les groupes Taupe rouge dans les entreprises :

« Dans le milieu salarié, les comités rouges sont devenus rapidement des groupes Taupes. »¹¹⁷

Ces structures élaborent, avec les militants et les sympathisants de la Ligue communiste, la « feuille de boîte » devant être diffusée à l'entrée du lieu de travail. La situation est différente en 1973, lorsque la Ligue est dissoute le 27 juin après l'attaque contre le meeting du mouvement fasciste Ordre nouveau. Pour éviter d'être accusés de reconstitution de ligue dissoute, les militants se réunissent en « clubs » au lieu des cellules, le comité central est

¹¹² Cf. Document 4C, annexe 1 : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969, op. cit.*, p. 19.

¹¹³ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 430.

¹¹⁴ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 326.

¹¹⁵ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 379.

¹¹⁶ Cf. Document 17C, annexe 1 : Direction de la Ligue communiste Toulouse, *Rapport d'organisation, op. cit.*, p. 3.

¹¹⁷ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 351.

renommé « Colloque » et les bulletins intérieurs paraissent sous le titre de *Centre de recherche socialiste*¹¹⁸. Cette dissolution n'a pas les mêmes conséquences que celle de 1968 car ce n'est pas une rupture organisationnelle. *Rouge* continue à paraître et la dissolution n'est pas utilisée pour créer une organisation véritablement différente de la précédente.

2.3. La formation des militants et les instances internes au-delà des structures de base.

La formation des militants a toujours eu une place centrale dans ce courant politique. La Ligue communiste et ses différents avatars ne dérogent pas à la règle. La JCR puis la Ligue communiste s'engagent à assurer cette formation aux militants et sympathisants. Le but est de rompre avec le stalinisme caractérisé par le suivisme des militants envers leur direction. Pour cela, la base doit être dotée d'un capital politique et culturel suffisant afin d'avoir un esprit critique au sein de l'organisation comme à l'extérieur¹¹⁹. Plusieurs sortes de formations existent : les écoles élémentaires organisées par les sections locales et qui se déroulent tout le long de l'année, les stages nationaux d'été réservés aux militants et sympathisants, l'école nationale des cadres destinée aux militants ayant des responsabilités politiques. La Ligue communiste est membre de la Quatrième Internationale ; elle suit donc les stages internationaux et l'école de cadres internationale¹²⁰. La section toulousaine prend à cœur la formation à travers des cycles, et participe activement aux stages nationaux¹²¹. Les cellules, qu'elles soient géographiques ou d'intervention, mettent en place des formations découpées en deux temps. Le premier est un rapport d'actualité sur les différents événements significatifs survenus dans la semaine. Le deuxième temps inclut une discussion sur un article de *Rouge* en complément du rapport d'actualité, les deux pouvant porter sur des sujets différents¹²². Une école de formation centrale au niveau de la ville de Toulouse est également mise en place. Cette école s'adresse à tous les sympathisants et militants de la ville et assure la formation communiste de base¹²³. En plus de cette école centrale, la résolution votée en 1970 par la

¹¹⁸ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 145.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 257.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 258-259.

¹²¹ Cf. Document 6A, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 4, octobre-novembre 1969, Toulouse, p. 2.

¹²² Cf. Document 18H, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, février 1970, Toulouse, p. 10.

¹²³ Cf. Document 18G, annexe 1 : *Ibid.*, p. 9.

commission formation demande à ce qu'une formation technique (utilisation de la ronéotypeuse et mise en page de documents internes et externes) et une école de formation de cadres régionale soient mises en place¹²⁴. Des stages régionaux sont donc organisés tous les ans pendant l'été au château de Bruguières :

« Pendant l'été il y avait la mise en place de stages régionaux. [...] On les a faits jusqu'en 1977-1978. On les faisait au château de Bruguières entre autres. C'était à destination des militants et des sympathisants, avec des programmes assez classiques comme le système capitaliste, la révolution russe, la révolution cubaine, le féminisme, pas trop l'écologie. La formation était considérée comme indispensable pour que les militants soient indépendants dans les débats et possèdent les outils de base. »¹²⁵

La formation militante est un élément central dans la Ligue communiste, reprenant le principe des stages d'été de la JCR. Des bilans internes sont faits et peuvent apparaître comme négatifs pour certains. La direction se juge elle-même sévèrement en faisant le bilan du stage régional de 1969 : « On a essayé de justifier la nécessité du travail régional plutôt que d'envisager sa mise en place et son développement. La direction ne se trouvait pas "un pas en avant" des militants mais trois pas en arrière ». Elle considère que le stage régional n'a été qu'une accumulation de généralités et de banalités¹²⁶.

Au-delà des formations, la structuration de la Ligue communiste à Toulouse est relativement ordinaire pour une organisation se revendiquant du léninisme. Les cellules élisent des bureaux de cellules qui doivent organiser et animer politiquement l'instance de base. La direction réfute le fait que les bureaux soient de simples courroies de transmission entre la direction et les cellules¹²⁷. Les congrès, qu'ils soient régionaux ou uniquement toulousains selon la période, sont organisés par la direction et ont lieu régulièrement. Un congrès se déroule de façon classique pour un groupe léniniste : un bureau de congrès élu, une commission de candidatures pour la future direction, une représentation proportionnelle des tendances, et une commission de contrôle pour éviter tout dysfonctionnement lors des votes¹²⁸. Le militant Gilles Da-Ré revient sur cette organisation en apportant quelques précisions :

« Il y avait un congrès de la Ligue qui était précédé de la publication de textes de bilans et

¹²⁴ Cf. Document 18H, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, février 1970, Toulouse, p. 10.

¹²⁵ Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 375.

¹²⁶ Cf. Document 12F, annexe 1 : Direction de la Ligue communiste, *Éléments d'analyse...*, *op. cit.*, p. 8.

¹²⁷ Cf. Document 17A, annexe 1 : Direction de la Ligue communiste Toulouse, *Rapport d'organisation*, *op. cit.*, p. 1.

¹²⁸ Cf. Document 12A, annexe 1 : Direction de la Ligue communiste, *Éléments d'analyse...*, *op. cit.*, p. 1.

d'orientations, et chaque instance de l'organisation était amenée à écrire. Un temps lors des réunions de cellule était consacré au débat du congrès. Parallèlement à ça, il y avait possibilité de s'organiser en tendance. »¹²⁹

Une direction élue à la proportionnelle des tendances sort de ce congrès. Cette instance doit alors animer et tracer des perspectives politiques pour l'organisation dans son ensemble, tout en tranchant les décisions qui semblent s'imposer. La question d'une structuration de la Ligue communiste au niveau régional émerge après l'échec d'une première tentative au congrès de juin 1969. Des documents internes stipulent cette volonté par la mise en place d'une direction fédérale composée de la direction toulousaine et des bureaux de villes de Tarbes et de Pau. Les autres groupes régionaux seraient représentés par des observateurs¹³⁰. Bien qu'il y ait des avancées sur la structuration, le bulletin intérieur local de février 1970 constate que le réseau régional est encore faible. Il réaffirme la volonté de convoquer des réunions régionales régulières, en présence des représentants des groupes régionaux, qui fixeraient des échéances politiques¹³¹. Lucien Sanchez, parti dans le Tarn en 1971 en tant que professeur de mathématiques, souligne la continuité du problème de structuration régionale et l'extension de la Ligue communiste :

« On a mis en place progressivement des réunions régionales qui avaient lieu le samedi. Dans ces réunions régionales, il y avait des copains de Gaillac, de Montauban, de Tarbes, d'Agen avec Daniel Laplace (qui a construit la section dans le Lot-et-Garonne et qui venait à Toulouse, même si la ville était administrativement rattachée à Bordeaux). On se retrouvait à Toulouse dans cette coordination régionale, suivie par le secrétariat de la direction toulousaine en charge de ce travail, avec des copains de l'Ariège et du Lot. [...] C'était plutôt la retransmission des débats nationaux [...]. Il y avait une information de l'activité dans les villes et la mise en place d'initiatives régionales. Par exemple en 1975, avec une manifestation à Castres contre les manœuvres militaires franco-espagnoles à l'époque de Franco. C'était une manifestation importante où Toulouse a bien été impliquée. »¹³²

Des commissions thématiques existent à Toulouse. Le travail d'entreprises est géré par une commission ouvrière, ou un secrétariat ouvrier. Mais des commissions (« commission internationaliste » et « commission quartiers ») sont présentes afin de déployer l'organisation en direction de divers secteurs. Elles ont plus ou moins de difficultés à subsister, et leur

¹²⁹ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 355.

¹³⁰ Cf. Document 12E, annexe 1 : Direction de la Ligue communiste, *Éléments d'analyse...*, *op. cit.*, p. 7.

¹³¹ Cf. Document 18F, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, *op. cit.*, p. 8.

¹³² Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 374-375.

efficacité est remise en cause. La « commission quartiers » n'arrive pas à organiser le travail de décompte des contacts ni leur mise en valeur, et ce à cause des faibles perspectives politiques offertes par les comités de quartiers¹³³. Il en est de même pour la commission internationaliste qui n'arrive pas à se réunir régulièrement, et n'organise pas efficacement cette activité en traçant des perspectives politiques¹³⁴.

2.4. Une organisation au fonctionnement léniniste et hiérarchisé.

La Ligue communiste a une théorie d'organisation fortement marquée par le léninisme. Son fonctionnement et sa pratique s'en revendiquent. L'élément principal est le centralisme démocratique. Les rapports entre les militants et les instances de direction sont mis au centre du jeu politique de l'organisation. L'affirmation du léninisme se fait dès le début de la dissolution en juin 1968, dans les cercles rouges et noirs. Les militants qui ont créé la Ligue communiste considèrent que la « bataille sur la théorie léniniste de l'organisation » menée dans le mouvement et les cercles rouges est gagnée¹³⁵. Le système d'organisation mis en place a pour but de remplir les tâches politiques, tout en permettant des bilans sur les évolutions du groupe politique¹³⁶. Mais se revendiquer léniniste n'a pas qu'une utilité interne ; les militants considèrent que sans cette théorie « il n'est pas possible de penser correctement la structuration d'un mouvement de masse » ni les formes de structuration au travers desquelles doit passer leur « travail de masse¹³⁷ ». Pour les trotskistes, le léninisme et son corollaire le centralisme démocratique sont des outils indispensables pour combattre les dérives bureaucratiques et le stalinisme :

« C'était un fonctionnement léniniste et démocratique, avec des directions élues, des congrès réguliers, et toujours le droit de tendance avec des débats de tendances pouvant exprimer leur point de vue dans les bulletins intérieurs ou dans des déclarations. Le léninisme contrairement à ce qu'on croit c'est aussi un moyen de lutter contre la bureaucratisation, et non pas de l'imposer. Par contre, il y avait des domaines réservés avec des tâches spécifiques nationalement et internationalement, nationalement avec les comités de soldats et

¹³³ Cf. Document 4D, annexe 1 : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969*, *op. cit.*, p. 20.

¹³⁴ Cf. Document 18I, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge n° 7*, *op. cit.*, p. 11.

¹³⁵ Cf. Document 17A, annexe 1 : Direction de la Ligue communiste Toulouse, *Rapport d'organisation*, *op. cit.*, p. 1.

¹³⁶ Cf. Document 17C, annexe 1 : *Ibid.*, p. 3.

¹³⁷ Cf. Document 17B, annexe 1 : *Ibid.*, p. 2.

internationalement avec les actions en Espagne ou tous les pays victimes de dictatures. »¹³⁸

Le rôle de la direction est central dans la Ligue communiste. Elle dirige l'activité de l'ensemble des cellules et se réunit régulièrement avec les secrétaires des bureaux de cellules pour « prendre des décisions, transmettre des informations, organiser des campagnes¹³⁹ ». Dans la droite ligne du centralisme démocratique, la direction doit rendre des comptes de toutes ses activités par le biais de circulaires détaillées. À cet arsenal s'ajoute un bulletin intérieur régulier contenant les échanges d'expériences entre cellules et les débats politiques en cours. Cette codification interne n'empêche pas que la Ligue communiste se distingue de ses homologues d'extrême-gauche, notamment Lutte ouvrière et les maoïstes. En effet, il n'y a pas de code vestimentaire en vue de s'implanter parmi les travailleurs. Au contraire, à la Ligue « prévaut plutôt la variété, sur cette question ; les militant(e)s se distinguent peu de leurs jeunes contemporain(e)s¹⁴⁰ ». Selon Gilles Da-Ré, le rôle de la direction tend à s'amoinrir au fil des années à cause de l'impact du travail syndical :

« Au début, on est dans le cadre d'un fonctionnement léniniste, mais très partagé. Il ne serait pas venu à l'esprit d'une cellule de remettre en cause ce fonctionnement. Les tracts et les interventions étaient lus et relus par la direction, avant ou après la diffusion. Les choses étaient clairement codifiées, mais aussi admises. Ça a commencé à bouger de par l'impact du travail syndical, notamment à la SNCF et aux PTT avec la reconnaissance par les travailleurs de militants de la Ligue syndiqués à la CGT et à la CFDT. Des batailles étaient menées sans forcément l'aval de la direction de la Ligue. L'écriture des feuilles de boîtes est devenue un peu plus autonome, sans pour autant qu'elles soient indépendantes de ce que racontait la direction. Je pense que dans notre façon de voir les choses à l'époque, on était convaincu que la ligne était juste sans se poser la question de savoir s'il fallait écrire une ligne différente. Les choses ont évolué un peu plus tard dans les années 1980. »¹⁴¹

Le léninisme et le centralisme démocratique sont admis et partagés par l'ensemble des militants de l'organisation. Des problèmes peuvent tout de même se poser.

Bien qu'en théorie il doit y avoir des allers-retours constants entre la base et le sommet, la hiérarchisation structurelle du léninisme a certaines dérives à la Ligue communiste. La section de Toulouse n'est pas la plus concernée, semble-t-il (et quoi qu'il en soit, nous n'avons pas de sources ni de témoignages à ce propos), mais des exemples régionaux existent et ont

¹³⁸ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 324.

¹³⁹ Cf. Document 15D, annexe 1 : Ligue communiste, *Rapport de direction et résolutions*, 1969, Toulouse, p. 8.

¹⁴⁰ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 318.

¹⁴¹ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 356.

sûrement une réalité militante dans toutes les sections. Plusieurs militants dénoncent pêle-mêle, que cela soit à Besançon, Marseille ou Montpellier, les attitudes de suffisance dans les rapports entre cadres et militants. Mais aussi des rapports qui « n'ont souvent rien à envier aux rapports hiérarchiques bourgeois [...]. La prise de parole est moyen d'affirmation, de domination sur les autres camarades¹⁴² ». Ces attitudes sont le propre d'un militantisme militarisé et professionnalisé¹⁴³. La Ligue prenant peu à peu conscience de ces problèmes au fil des démissions, et même parfois des suicides, reconnaît qu'elle continue à diviser sujet public et sujet privé. Certains de ses membres reconnaissent qu'il est temps « d'inventer la nouvelle formule du militant révolutionnaire¹⁴⁴ ».

Bilan d'étape :

La Ligue communiste a donc des évolutions mouvementées. L'organisation met au centre de ses théories le concept de « transcroissance organisationnelle ». Reprenant ainsi le concept trotskiste de transcroissance de la révolution, elle fait d'une pierre deux coups. Elle affirme son héritage trotskiste, tout en se donnant les moyens de s'implanter durablement comme une force alternative au PCF. Le but est de lutter contre le spontanéisme interne et externe, issu du mouvement étudiant, tout en s'arrachant de celui-ci pour se tourner vers les entreprises. Les structures sont alors transitoires et tout développement du parti doit être sanctionné par des bilans collectifs. Les formes d'organisations de base se multiplient. Deux périodes peuvent être mises en avant. Après la dissolution de la JCR, les cercles rouges et les cercles noirs se structurent avec différents problèmes de débordement des cercles noirs par les cercles rouges. Cette première période rend complexe toute structuration, car les appartenances et les frontières entre les organisations à gauche du PCF sont encore poreuses. Après la fondation de la Ligue communiste, des cellules de secteurs géographiques ou d'interventions sont mises en place, couplées avec des comités rouges qui sont des structures d'accueil pour les sympathisants et les contacts. En dehors de la base, la « transcroissance organisationnelle » s'applique aussi aux autres instances comme les directions de villes, de région ou de cellules. Nous pouvons constater que pour la région, des problèmes de structurations ont subsisté au fil des années, comme au niveau des commissions thématiques. Des congrès tirent aussi les bilans et tracent des perspectives de façon démocratique, c'est-à-

¹⁴² SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 324.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 317.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 328.

dire en appliquant les statuts. Pour s'assurer que les militants s'emparent de leur organisation, la formation devient un élément central et se déploie à tous les niveaux du groupe politique. Les formations sont de différentes sortes et s'adaptent aux militants à qui elles s'adressent. Il y a ainsi des écoles de cadres, des stages régionaux, des stages nationaux et des formations élémentaires dans les cellules. La Ligue communiste a un fonctionnement léniniste et possède une démocratie interne basée sur le centralisme démocratique, admis et partagé par tous les militants. La direction est élue et doit rendre des comptes par le biais de différents outils, tout en étant l'instance dirigeant l'activité de l'ensemble des cellules. Cette hiérarchisation léniniste peut parfois subir des dérives, avec un rapport dégradé et méprisant des cadres envers les militants. Ces rapports sont peu à peu remis en cause par des dirigeants. Cette « transcroissance organisationnelle » permet d'implanter la Ligue communiste sur une surface géographique plus grande, et met le milieu étudiant au centre du déploiement.

3. L'implantation géographique toulousaine et les connexions avec le milieu étudiant.

3.1. La surface militante dans les quartiers et le milieu scolaire.

La section française de la Quatrième Internationale est essentiellement implantée dans la jeunesse scolarisée et le milieu enseignant. C'est à partir de cette base que la JCR, la Ligue communiste et par la suite la Ligue communiste révolutionnaire se développent. Le secteur étudiant est le plus massif, la Ligue communiste capitalisant sa place lors du mouvement de mai-juin 1968. Fin 1969, un bulletin intérieur comptabilise quatre-vingt-un militants dans les cellules étudiantes : dix-neuf dans la cellule Histoire-Géographie, douze en Philosophie, quinze en Sciences, dix-sept en Médecine, et dix-huit dans la cellule enseignante, qui est considérée comme une cellule étudiante¹⁴⁵. En prenant en compte la structuration de la Ligue communiste, il faut rajouter à ces cellules les nombreux comités rouges qui servent de structures d'accueil pour les sympathisants. Peu de chiffres existent, mais nous pouvons déduire que la surface militante de la Ligue dans les facultés est relativement massive, en comparaison des trente militants de la JCR que comptait la ville avant mai-juin 1968¹⁴⁶. Après l'euphorie de mai-juin 1968 et sa période immédiate, les étudiants se stabilisent et sont trente-

¹⁴⁵ Cf. Document 7D, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 5, décembre 1969, Toulouse, p. 8.

¹⁴⁶ BALDUCCI Roberta, *Mai 68 sur Toulouse*, *op. cit.*, p. 27.

huit à Toulouse en 1972¹⁴⁷. Dans l'ensemble, la Ligue communiste se développe et diversifie son implantation :

« Quand on s'est développé, on avait une cellule par composante à la faculté de Lettres, une cellule à la faculté de Sciences, des cellules géographiques et aussi de boîtes. »¹⁴⁸

Le travail enseignant est marqué par une problématique principale : sa marginalité au sein de l'organisation et vis-à-vis du milieu enseignant toulousain. Plus de la moitié de ses membres ont une intervention régionale et non toulousaine. La réunion régionale, en principe mensuelle et qui s'ajoute à la réunion de cellule hebdomadaire, ne voit que les militants de Tarbes s'ajoutant à ceux de Toulouse¹⁴⁹. Lucien Sanchez, militant enseignant, revient sur cette période :

« J'étais dans la cellule enseignante de la Ligue, d'une vingtaine de membres. Mais il n'y avait quasiment pas d'enseignants qui étaient en poste à Toulouse. Il y avait soit des stagiaires du Centre pédagogique régional comme moi ou Bernard Chamayou, et des camarades nommés dans les villes environnantes. On faisait une réunion toutes les semaines dans des salles à la faculté de Rangueil ou à la faculté de Lettres. »¹⁵⁰

La cellule enseignante est donc faible. La plupart de ses membres ne sont pas des titulaires toulousains, et les militants du Centre pédagogique régional partent de Toulouse à court ou moyen terme. Cela a été le cas pour Bernard Chamayou et Lucien Sanchez. Il y a un problème de pérennité de l'intervention enseignante à Toulouse. Des solutions sont envisagées par la Ligue communiste pour corriger ces défauts. La constitution d'une commission enseignante chargée de l'intervention dans le milieu est prônée, avec la mise en place d'une réunion régionale mensuelle¹⁵¹. La finalité est la disparition de la cellule enseignante pour un fonctionnement plus simple et adapté aux évolutions de l'organisation. La cellule enseignante doit avoir le rôle d'une direction de secteur de manière transitoire en construisant les structures qui la remplaceront¹⁵². En effet, la cellule enseignante a souvent aidé l'organisation dans des endroits où il n'y a pas de cellule de la Ligue communiste. Elle joue le rôle de

¹⁴⁷ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 183.

¹⁴⁸ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 391.

¹⁴⁹ Cf. Document 24I, annexe 1 : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou le Bulletin Enseignant de préparation au Congrès*, 1970, Toulouse, p. 12.

¹⁵⁰ Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 372.

¹⁵¹ Cf. Document 24I, annexe 1 : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou...*, op. cit., p. 12.

¹⁵² Cf. Document 24G, annexe 1 : *Ibid.*, p. 10.

soutien organisationnel plutôt que d'une cellule avec un minimum d'unité géographique¹⁵³. La disparition de la cellule enseignante au profit d'une commission coïncide avec le militantisme syndical à l'intérieur de la FEN et de sa tendance École émancipée. Ce syndicalisme devient une priorité pour les militants enseignants¹⁵⁴.

La Ligue communiste est au contraire marquée par un dynamisme au niveau des lycées, et plus spécifiquement des lycéens. D'abord très réduit en nombre (de trois à cinq militants dans un cercle rouge lycéen peu après mai-juin 1968), il se transforme en cercle rouge ouvert aux sympathisants. Ces cercles rouges ouverts préfigurent la mise en place des comités rouges. Ces derniers sont issus directement de la campagne présidentielle d'Alain Krivine en 1969 et regroupent tous les militants proches de l'organisation. Après la fondation de la Ligue communiste, une cellule (en complément des comités rouges lycéens) permet aux adhérents du parti de prendre leurs distances du mouvement lycéen et « d'avoir un lieu où penser et organiser le travail sur les lycées¹⁵⁵ ». Cette cellule joue en fait le rôle d'une direction de secteur et de centralisation de l'activité. Nous ne connaissons pas le nombre de militants dans chaque comité rouge lycéen, mais la création du journal des comités rouges *La Jeune Garde* indique que son comité de rédaction est composé d'un militant par lycée. En 1969, des comités rouges existent à Berthelot, Fermat, Saint-Sernin, Déodat, Fonvielle et Raymond Naves¹⁵⁶. La naissance du journal *La Jeune Garde* marque pour la Ligue communiste la fin des débats sur la recomposition du mouvement lycéen. C'est dorénavant aux comités rouges (issus de la campagne Krivine) d'organiser le milieu, de reconstruire le mouvement sous la direction de la Ligue¹⁵⁷. Ce journal devient central dans l'implantation de la Ligue communiste au niveau des lycées. Il est rédigé par les comités rouges, sous le contrôle de la cellule lycéenne qui écrit l'éditorial, tout en laissant « le maximum d'initiatives aux comités rouges¹⁵⁸ ». Les militants s'approprient ce journal en organisant des diffusions massives devant le lycée. À Berthelot, où le comité rouge regroupe vingt personnes, ces

¹⁵³ Cf. Document 24D, annexe 1 : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou...*, *op. cit.*, p. 7.

¹⁵⁴ Cf. Document 24F, annexe 1 : *Ibid.*, p. 9.

¹⁵⁵ Cf. Document 11A, annexe 1 : Dauriac, *Bilan du travail lycéen et construction du Mouvement de la jeunesse rouge*, 1969, Toulouse, p. 1.

¹⁵⁶ Cf. Document 13A, annexe 1 : Garrin et Kemal, *Texte sur le journal lycéen « La Jeune Garde »*, 1969, Toulouse, p. 1.

¹⁵⁷ Cf. Document 11A, annexe 1 : Dauriac, *Bilan du travail lycéen...*, *op. cit.*, p. 1.

¹⁵⁸ Cf. Document 13A, annexe 1 : Garrin et Kemal, *Texte sur le journal...*, *op. cit.*, p. 1.

diffusions permettent de mobiliser son milieu et de récolter un peu d'argent¹⁵⁹. Mais ces comités sont aussi utilisés pour mener un travail d'agitation sur les lycées, favorisant un climat « rouge », où les surveillants et les professeurs réfléchissent à deux fois avant de punir des élèves ou de faire un cours jugé réactionnaire¹⁶⁰.

La Ligue communiste essaie aussi de s'implanter dans les Collèges d'Enseignement technique (CET), dans lesquels les jeunes auraient une « conscience pré-ouvrière larvée ». Une cellule de la Ligue composée de trois ou quatre étudiants et des membres des CET supervise et organise le travail sur ce secteur. Cette cellule contrôle le cercle rouge chargé de rédiger le journal *L'Apprenti Enchaîné* et de former des militants en vue d'en faire des observateurs de la Ligue communiste¹⁶¹. Enfin, des groupes Apprenti Enchaîné s'occupent de diffuser le journal, discutent de ses articles et en rédigent également¹⁶². La jeunesse ouvrière dans les quartiers est une des priorités pour l'organisation. Elle considère que c'est « un seuil décisif à franchir » pour être cette alternative au PCF. C'est par le renforcement des comités rouges de facultés, de lycées et de CET, que la Ligue souhaite entamer un « travail d'agitation dans les quartiers vers les jeunes¹⁶³ ». Par une anecdote, Claude Begué illustre ce début d'implantation dans le quartier populaire et ouvrier de Bagatelle :

« Je ne me rappelle plus exactement pourquoi je me suis mise à militer à Bagatelle, sûrement parce qu'une copine devait y habiter. On a tellement affiché que maintenant j'en ai horreur. En plus j'étais avec des copains et copines qui continuaient le collage jusqu'à la dernière affiche. »¹⁶⁴

3.2. Les statuts et les représentations militantes.

Plusieurs statuts militants existent à l'intérieur de la Ligue communiste et ses différents avatars. Nous avons vu précédemment qu'il existe de multiples structures de base. Certaines, comme les comités rouges, sont vouées aux sympathisants et aux contacts. Elles sont plus souples et permettent de donner une activité aux personnes qui veulent s'investir dans le militantisme. Deux périodes sur les façons de recruter existent dans ce courant politique. La

¹⁵⁹ Cf. Document 13B, annexe 1 : Garrin et Kemal, *Texte sur le journal...*, *op. cit.*, p. 2.

¹⁶⁰ Cf. Document 11B, annexe 1 : Dauriac, *Bilan du travail lycéen...*, *op. cit.*, p. 2.

¹⁶¹ Cf. Document 15A, annexe 1 : Ligue communiste, *Rapport de direction...*, *op. cit.*, p. 3.

¹⁶² Cf. Document 15B, annexe 1 : *Ibid.*, p. 4.

¹⁶³ Cf. Document 9H, annexe 1 : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès...*, *op. cit.*, p. 9.

¹⁶⁴ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 391.

première est celle d'avant mai-juin 1968, où rentrer à la JCR n'est pas compliqué car les frontières entre les organisations politiques à la gauche du PCF sont encore poreuses. La deuxième se situe après la dissolution et l'afflux constant de sympathisants vis-à-vis de l'ex-JCR, où des « antichambres » se sont créées. Ce déploiement de structures fait partie de la stratégie de « transcroissance organisationnelle ». Il en est de même en interne où le nouveau militant doit passer une série d'étapes avant d'être un membre du groupe politique aux mêmes droits que les autres. Ainsi, le nouveau militant voulant adhérer doit formuler une demande officielle argumentée sur les raisons de son engagement. Si cette demande est acceptée, le stagiaire est affecté à une cellule adaptée à son travail ou ses études. Statutairement, le stage dure dix-huit mois, mais cela arrive uniquement quand le militant pose un problème d'assiduité ou possède des positions politiques à l'opposé de l'organisation. Généralement, la cellule titularise le stagiaire après quelques semaines ou mois d'observation. Elle est ratifiée par la direction de ville¹⁶⁵. La Ligue communiste utilise cette méthode car les nouveaux militants n'ont pas, selon elle, assez de discernement politique ni de formation pour voter librement et avec un esprit critique¹⁶⁶. Ce concept renvoie au principe de démocratie interne et à la lutte contre la bureaucratie. En effet, le stagiaire ou observateur, selon les documents, peut uniquement voter de façon indicative lors des congrès ou au sein de toute autre instance. Ils sont comptabilisés et discernés des votes des membres titulaires¹⁶⁷. Le processus de formation théorique et pratique reste dans tous les cas au centre des politiques d'intégration des nouveaux militants :

« On ne rentrait pas à la Ligue comme ça ; c'était une période complètement différente. Une fois qu'une personne était repérée sur un lieu de travail, elle était immédiatement associée à quelqu'un pour discuter et se former théoriquement en lisant tel ou tel bouquin. Moi j'étais suivi par un vieux militant de la Ligue qui travaillait aux chèques postaux, et qui a quitté l'organisation dans les années 1980. Une fois que la Ligue avait cerné qui était qui, il y avait un autre processus de formation avec des personnes différentes de la Ligue. [...] Sur l'adhésion en elle-même à la Ligue, on était un peu privilégié car nous étions la première vague d'adhérents qui sortaient du cadre universitaire. On adhérait vite ; le temps de la formation pour moi a duré en gros un an. Après il y a tout ce qui concerne le statut de stagiaire, et le droit de vote, où ça passait extrêmement vite. »¹⁶⁸

¹⁶⁵ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 320.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 321.

¹⁶⁷ Cf. Document 18D, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, *op. cit.*, p. 5.

¹⁶⁸ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 350.

Un stagiaire ne devient pas forcément titulaire, et peut même redevenir un simple sympathisant. Cette pratique est très rare comme le déplore Antoine Artous en 1974 dans un texte du bureau politique ; le contexte étant les titularisations de stagiaires de façon précipitée¹⁶⁹. Il en est de même au niveau des exclusions, dont on ne retrouve aucune trace à Toulouse. La Ligue n'est pas une adepte de l'exclusion, même au niveau national. Soit les militants démissionnent de leur plein gré, soit des scissions organisées et groupées ont lieu. Cependant, une exclusion peut sûrement avoir lieu sans qu'elle soit officialisée. Une démission peut être la conséquence de pressions exercées en interne. Si cela a certainement existé à Toulouse, comme dans toute autre organisation et d'autres villes, il n'y a pas de sources disponibles localement.

Les représentations militantes de la Ligue communiste sont à son image : jeunes et en développement. L'idéal politique de la Ligue communiste est théoriquement porté sur l'égalité. Même si les militants savent qu'il est impossible de construire en plein capitalisme une organisation à l'image qu'ils se font du communisme, ils tendent vers des pratiques égalitaires. L'avis d'un militant titulaire vaut celui d'un membre de la direction, et les deux peuvent coller ou diffuser un tract ensemble¹⁷⁰. La réalité est différente comme nous avons pu le constater dans la partie sur la hiérarchisation, mais théoriquement c'est ce genre de comportements et de pratiques qui sont prônés. Par contre, la représentation politique en public est assumée par la direction élue en congrès¹⁷¹. Des figures militantes émergent grâce à leur implantation. C'est le cas, malgré eux, des militants Jacques Giron, interne dans les hôpitaux, Gilbert Dufourcq, étudiant en Sciences, et Gilles Marquet, enseignant en Sciences économiques. Le 1er janvier 1972, ces trois militants sont arrêtés et emprisonnés en Espagne pour « propagande marxiste illégale », à la suite d'une action de solidarité initiée par la Ligue communiste. L'organisation organise immédiatement le soutien en initiant de façon unitaire des « comités pour la libération des trois toulousains ». Cette mobilisation participe à leur libération, le 5 février 1972, en échange d'une caution de douze mille francs¹⁷². D'autres militants sont ainsi mis en avant, comme Antoine Artous, dit « Tony », ou encore Pierre Cours-Salies qui rejoint la JCR

¹⁶⁹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 321.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 317.

¹⁷¹ Section toulousaine de la Ligue communiste, *Lettre unitaire contre l'emprisonnement de trois militants de la Ligue communiste*, 7 janvier 1972, Toulouse, 1 p., ADGH, 95J 20.

¹⁷² Ligue communiste, « Les 3 anti-franquistes toulousains libérés », *Taupe rouge*, supplément à Rouge n° 143, 10 février 1972, Toulouse, 2 p., ADGH, 95J 20.

au cours de mai-juin 1968¹⁷³. Ils sont connus pour leur rôle pendant cette lutte comme chefs de file du mouvement étudiant :

« Antoine Artous était un peu notre chef de file à la faculté de Lettres. On avait aussi des camarades comme Pierre Cours-Sallies qui était proche de la JCR. »¹⁷⁴

Deux autres figures militantes émergent par leur implication dans la construction de la Ligue communiste à Toulouse jusqu'en 1976. Bernard Chamayou, dit « Noé », écrit de nombreux textes au poste de direction et au comité central de la Ligue de 1972 à 1976¹⁷⁵. Il est central dans la construction régionale de la tendance École émancipée au sein de la FEN¹⁷⁶. Mais aussi Gilles Da-Ré qui s'implique dans le milieu syndical à travers la Ligue dans la CFDT PTT, où il est à la pointe de plusieurs mouvements¹⁷⁷. Il devient un syndicaliste reconnu.

3.3. Le milieu étudiant comme base centrale de la SFQI.

Le courant français de la Quatrième Internationale a toujours eu une implantation étudiante forte. Le mouvement de mai-juin 1968 a permis à l'ex-JCR, devenu Ligue communiste puis Ligue communiste révolutionnaire en 1973, de s'implanter durablement dans le paysage politique français. Passant de trois cent cinquante militants en avril 1968 à mille en juin 1968, la Ligue communiste totalise deux mille huit cent vingt-quatre membres en 1971 et environ trois mille huit cents en 1976¹⁷⁸. Les étudiants représentent une part de l'organisation plus ou moins importante selon les périodes. En mai 1968, la JCR est composée à 90 % d'étudiants et de lycéens ; ce pourcentage tombe à 43 % en 1971¹⁷⁹. En 1973, la proportion d'étudiants et d'enseignants est de 50 % des effectifs de l'organisation¹⁸⁰. Enfin en 1976, la Ligue communiste révolutionnaire totalise mille étudiants et lycéens sur trois mille huit cents membres¹⁸¹. De 1968 à 1976, la proportion d'étudiants est donc toujours très importante. Ce courant politique a compris l'importance de la jeunesse étudiante pour son propre

¹⁷³ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 394.

¹⁷⁴ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 390.

¹⁷⁵ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 329.

¹⁷⁶ Cf. Document 24H, annexe 1 : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou...*, *op. cit.*, p. 11.

¹⁷⁷ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 357-358.

¹⁷⁸ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, *op. cit.*, p. 785.

¹⁷⁹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 183.

¹⁸⁰ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, *op. cit.*, p. 785.

¹⁸¹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 183.

développement. Après 1968 et l'effondrement progressif des courants maoïstes, la LC/LCR structure et domine la gauche révolutionnaire qui elle-même impulse les grandes mobilisations des années 1970¹⁸². À Toulouse, lors de la rentrée 1968, les étudiants de la Ligue sont les principaux protagonistes des nouvelles manifestations aboutissant aux interruptions de cours de deux professeurs¹⁸³. Ces actions radicales montrent la capacité d'organisation de la Ligue communiste. Elle conteste l'utilité d'un syndicalisme étudiant face à un milieu étudiant politisé que le parti révolutionnaire peut organiser. L'aboutissement de cette orientation est l'éphémère Fédération nationale des comités de lutte en 1972 où la Ligue se retrouve seule. Malgré cette orientation, la Ligue a toujours refusé de « faire rejoindre des manifs étudiantes dures par quelques travailleurs »¹⁸⁴ comme le préconisent les courants maoïstes et ceux considérés à la gauche de la Ligue communiste. L'organisation explique que le mouvement de masse étudiant doit rejoindre le mouvement de masse ouvrier, tout en radicalisant progressivement ses mots d'ordre. Le but n'est pas de se marginaliser, mais de concurrencer directement à une large échelle les partis non révolutionnaires. La Ligue théorise deux façons de se battre contre le réformisme : « Ne pas ignorer son importance, son influence et se colleter avec lui sur le terrain pour essayer de faire reculer son influence. Ou bien, de fait, malgré les déclarations, vouloir le combattre en... l'ignorant, en niant son influence de masse, en le contournant sans voir qu'en même temps on contourne... la masse des travailleurs qu'ils organisent au jour le jour¹⁸⁵ ». La conclusion de cette orientation est que la Ligue change de position vis-à-vis des syndicats étudiants. En 1976, elle reprend le chemin du syndicalisme à travers le Mouvement d'action syndical (MAS) qui est une émanation de la CFDT¹⁸⁶.

Cette base centrale qu'est le milieu étudiant sera largement utilisée par le courant LC/LCR. La direction de la Ligue, consciente que la majorité de ses membres sont dans la jeunesse scolarisée et notamment étudiante, entame un « désenclavement » de l'organisation en se tournant vers les quartiers et les entreprises. Elle se repose sur le mouvement étudiant

¹⁸² ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 447-448.

¹⁸³ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 184.

¹⁸⁴ Secteur étudiant de la Ligue communiste, *Un premier bilan des mobilisations*, 1976, Toulouse, p. 13, ADHG, 95J 55.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 14-15, ADHG, 95J 55.

¹⁸⁶ Ligue communiste révolutionnaire, *Problèmes du mouvement étudiant*, supplément à Rouge n° 209, 1975, p. 35, ADHG, 95J 55.

pour construire le parti et met au centre le poids politique et militant du secteur étudiant de son organisation¹⁸⁷. Le mouvement étudiant est alors organisé par la Ligue pour « lui faire prendre en charge certaines initiatives sur la ville pour maintenir ce rapport de force central »¹⁸⁸. Mais il n'est pas considéré comme apte pour s'implanter hors des facultés, et pour se comporter en organisation politique : ce n'est pas son but. Il s'agit plutôt de le rendre capable « d'initiative politique tactique », considérée importante à cette période (grève d'avant Noël, boycott, ou organisation de manifestations)¹⁸⁹. La Ligue communiste met donc en avant à la faculté ses cercles rouges, et plus tard ses comités rouges, pour organiser les franges les plus « conscientisées et avancées » des comités d'actions¹⁹⁰. Le groupe politique organise ses multiples structures étudiantes dans le but d'intervenir dans les quartiers, les lycées et les entreprises. En 1969, chaque cercle rouge se voit attribuer un secteur spécifique en plus de son propre milieu¹⁹¹. Les liens entre les étudiants et les autres secteurs continuent de s'accroître, avec des jumelages entre les cellules étudiantes et ouvrières :

« Il y avait des cellules étudiantes qui étaient chargées de diffuser tel ou tel document. [...] Dans ces cellules se regroupaient des étudiants, des contacts de l'entreprise, et des militants ouvriers si on en avait. La cellule ONIA était dans ce cas par exemple. »¹⁹²

Mais cette implication étudiante dans les entreprises ne se fait pas de façon aléatoire. Tous les étudiants ne sont pas investis dans ce secteur car les pratiques du militant pour un travail ouvrier doivent être prises en compte¹⁹³. Comme l'indique Gilles Da-Ré, les critères pour ce genre de militantisme sont drastiques :

« Les étudiants avaient un sens de la responsabilité politique élevé, et devaient savoir répondre aux questions qu'on leur posait lorsqu'ils diffusaient un tract. Personne n'allait distribuer sans comprendre ce qu'il y avait à l'intérieur. Au fil du temps c'est devenu compliqué, car ça demandait un temps fou. On faisait une réunion pour décider de l'écriture, puis des tâches matérielles, et une autre réunion pour que les étudiants expliquent le contenu. »¹⁹⁴

¹⁸⁷ Cf. Document 4C, annexe 1 : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969, op. cit.*, p. 19.

¹⁸⁸ Cf. Document 9C, annexe 1 : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès...*, *op. cit.*, p. 4.

¹⁸⁹ Cf. Document 4D, annexe 1 : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969, op. cit.*, p. 20.

¹⁹⁰ Cf. Document 14, annexe 1 : Ligue communiste, *Rapport étudiant*, 1969, Toulouse, p. 2.

¹⁹¹ Cf. Document 4F, annexe 1 : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969, op. cit.*, p. 22.

¹⁹² Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 372.

¹⁹³ Cf. Document 14, annexe 1 : Ligue communiste, *Rapport étudiant, op. cit.*, p. 2.

¹⁹⁴ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 351.

L'un des objectifs, en plus d'essayer de s'implanter durablement hors de la jeunesse scolarisée, est d'homogénéiser l'organisation. Depuis mai-juin 1968, les traditions et expériences militantes se confrontent entre générations et milieux sociaux. Le rythme et les mœurs militants ne sont pas les mêmes entre un vieux militant ouvrier du PCI et un jeune étudiant de la JCR. Il ne faut pas que les « déviations universitaires », comprendre « petite-bourgeoise », empêchent l'organisation de s'implanter dans le milieu ouvrier¹⁹⁵. Bernard Chamayou avance une explication supplémentaire sur l'homogénéisation du parti :

« Ce qui se passait quand on s'engageait dans un parti comme la Ligue, c'est qu'on ne se pensait plus étudiant ou salarié. En plus, beaucoup d'étudiants qui étaient en fin d'études sont devenus professeurs dans l'année qui a suivi. [...] L'organisation avait pour but d'homogénéiser politiquement ses membres au-delà des différences sociales. On retrouvait ces différences dans le type d'investissement et le rapport à la syndicalisation, les quelques travailleurs de la Ligue se réunissaient en commun. Il y avait bien des comités étudiants, mais on essayait de surmonter ça en retrouvant le mélange que mai 68 avait réussi en partie. »¹⁹⁶

Ce serait aussi l'envie de retrouver dans une certaine mesure la mixité sociale de mai-juin 1968, où une partie significative de la population est dans la rue. Mais cette aide étudiante pour s'implanter dans le milieu ouvrier n'empêche pas la Ligue de continuer son travail d'agitation et de structuration dans les facultés.

3.4. Le Mouvement Rouge de la Jeunesse (MRJ) comme force de frappe.

Le reflux de mai-juin 1968 donne lieu à des débats dans le courant français de la Quatrième Internationale. Quels sont les moyens pour organiser la jeunesse dans son ensemble ? Comment reconstruire le mouvement étudiant, dorénavant « cartellisé » entre les différents groupes politiques et sans perspective politique immédiate ? La première des réponses des militants de *Rouge* est « l'UNEF des Comités d'actions ». C'est une fusion entre les comités de lutte maintenus, issus de mai-juin 1968, et l'UNEF, qui regroupe à l'époque toutes les tendances de l'extrême-gauche. Cette perspective échoue en décembre 1968 au congrès de l'UNEF. Les militants de *Rouge* accusent la direction du PSU de « jouer l'équilibre

¹⁹⁵ Cf. Document 17C, annexe 1 : Direction de la Ligue communiste Toulouse, *Rapport d'organisation*, *op. cit.*, p. 3.

¹⁹⁶ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 324.

entre réformistes et les comités d'actions¹⁹⁷ ». Passant d'une orientation où le mouvement étudiant doit perdurer de façon unitaire au sein d'une structure, les militants de la Ligue substituent une autre ligne : la construction d'un Mouvement Rouge de la Jeunesse (MRJ), directement sous sa direction¹⁹⁸. Le MRJ devient une perspective stratégique autour duquel s'organise le travail des militants de la Ligue communiste à destination de la jeunesse. À Toulouse, la Ligue communiste pense que son poids politique, sa force de frappe militante et le développement de son travail envers la jeunesse sont suffisants pour commencer à développer des structures transitoires. Ces structures doivent donner naissance au MRJ à plus long terme¹⁹⁹. La Ligue communiste, dans ses textes, est très claire : « La construction de comités rouges dans la jeunesse (facultés, lycées, CET) n'est pas la construction d'un mouvement rouge de la jeunesse scolarisée après l'éclatement des CA, CAL, CAET "unitaires", mais une médiation nécessaire qui doit permettre d'étendre notre intervention sur toute la jeunesse dans la perspective de création du MRJ²⁰⁰ ». En effet, le but du MRJ n'est pas seulement d'organiser les facultés, les lycées et les CET, mais aussi toute la jeunesse non scolarisée des quartiers, la jeunesse ouvrière. Afin d'envisager le MRJ « autrement que comme un gadget », la première étape est la reconstruction du mouvement de la jeunesse scolarisée et particulièrement du mouvement étudiant²⁰¹. La Ligue communiste estime que c'est une de ses seules bases de masses pouvant mener des luttes avec un certain impact. De plus, le mouvement étudiant peut être une force de frappe militante en direction de la jeunesse non scolarisée. Les comités rouges se fixent une perspective stratégique à long terme. L'organisation insiste en interne pour affirmer que les comités rouges « ne sont plus les anciens cercles rouges qui étaient surtout des instruments pour "décanter" des militants et non un instrument d'organisation d'une partie importante du mouvement²⁰² ». Le MRJ a une double fonction pour la Ligue communiste. La première est la construction d'une organisation de jeunesse²⁰³ reprenant en partie la JCR comme l'indique Bernard Chamayou :

« Ça reprenait la JCR autrement. C'était les prémisses d'une organisation de jeunesse, mais je

¹⁹⁷ Ligue communiste révolutionnaire, *Problèmes du...*, *op. cit.*, p. 29, ADHG, 95J 55.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 30, ADHG, 95J 55.

¹⁹⁹ Cf. Document 18B, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, *op. cit.*, p. 2.

²⁰⁰ *Ibid.*

²⁰¹ Cf. Document 8F, annexe 1 : Anthony, *Le mouvement de la jeunesse rouge et nos tâches*, *op. cit.*, p. 9.

²⁰² Cf. Document 8E, annexe 1 : *Ibid.*, p. 6.

²⁰³ Cf. Document 18B, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, *op. cit.*, p. 2.

n'ai pas le souvenir que ça ait très bien marché. Ça revient sur le débat d'avant : si on considère que l'organisation doit s'implanter dans les entreprises, il faut bien une structure adaptée aux lieux d'intervention de la jeunesse. »²⁰⁴

La deuxième est d'analyser le MRJ comme une pièce centrale et décisive pour entretenir et développer le rapport de force avec le PCF, en le concrétisant par une organisation de jeunesse de masse²⁰⁵. Ce rapport de force est voulu pour casser l'emprise du stalinisme sur le mouvement ouvrier. Le mouvement étudiant est par ailleurs considéré comme son maillon le plus faible au vu de la présence grandissante des groupes d'extrême-gauche. Néanmoins, la Ligue communiste constate en 1969-1970 une offensive du PCF dans l'enseignement, au travers de ses relais organisationnels que sont l'UNEF-Renouveau, l'Union Nationale des Comités d'Actions Lycéens (UNCAL), le SNES et le SNESup. Son but serait d'entreprendre une « collaboration à la mise en place de la loi Faure »²⁰⁶ (dispositif visant à privatiser l'université). Au niveau des facultés, l'organisation révolutionnaire, en mettant en lien le MRJ et la reconstruction du mouvement étudiant, veut prendre au piège le PCF dans son propre réformisme et la « collaboration de classes qu'il pratique de façon continue à l'université »²⁰⁷. La Ligue communiste théorise « l'Université Rouge » comme ligne politique, avant de construire le MRJ. Cette ligne se découpe en trois axes : la « perversion » politique que l'université peut produire, l'organisation autonome du mouvement étudiant et le soutien aux luttes ouvrières. Selon elle, cette ligne la démarque des « réformistes et des ouvriéristes »²⁰⁸. Après l'échec de « l'Université Rouge », le redémarrage du travail étudiant par le biais du MRJ suppose la prise en compte que le mouvement étudiant oscille systématiquement « entre réformisme et révolutionnarisme »²⁰⁹. La mise en avant des comités rouges en vue de construire à long terme le MRJ est aussi appliquée dans les lycées. La Ligue communiste est majoritaire au sein du bureau national des Comités d'Action Lycéens et proclame en 1969 : « Les CAL sont morts, vive les comités rouges ! »²¹⁰.

Il est facile de constater après coup que ces orientations ont échoué. Tout au long des années 1970, les mouvements lycéens et étudiants se sont mobilisés, avec une participation

²⁰⁴ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 326.

²⁰⁵ Cf. Document 9E, annexe 1 : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès...*, *op. cit.*, p. 6.

²⁰⁶ Cf. Document 18C, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, *op. cit.*, p. 3.

²⁰⁷ *Ibid.*

²⁰⁸ Cf. Document 8B, annexe 1 : Anthony, *Le mouvement de la jeunesse rouge et nos tâches*, *op. cit.*, p. 2.

²⁰⁹ Ligue communiste révolutionnaire, *Problèmes du...*, *op. cit.*, p. 30, ADHG, 95J 55.

²¹⁰ *Ibid.*

déterminante de la Ligue communiste²¹¹. D'abord en février 1971 avec une mobilisation pour la libération de Gilles Guiot, lycéen participant à une manifestation du Secours Rouge. Puis en novembre-décembre 1971 contre la circulaire Guichard qui déployait une batterie de mesures répressives dans les lycées. Il en est de même en 1973 contre la loi Debré sur les « lycées-casernes »²¹². Dans le milieu étudiant, la lutte se transforme en grève générale des universités en 1976 contre la loi Alice Saunier-Séité, qui instaure la réforme du second cycle universitaire et impose de fait la sélection étudiante²¹³. La Ligue communiste, tout en participant à ces mobilisations, tire les conséquences théoriques de ses anciennes positions. Lors de la rentrée universitaire de 1975 et pendant un an, des débats s'engagent. Le secteur étudiant de la Ligue communiste critique, dans une brochure interne, le MRJ et son aspect théorique de « second souffle » du mouvement ne nécessitant plus d'organisation unitaire de masse. Le MRJ est décrit comme une organisation ayant une « vision réductrice et instrumentaliste du mouvement étudiant », ceci étant dû à une mauvaise compréhension de la période politique après mai-juin 1968. Le secteur étudiant écrit qu'à « l'échec du projet de l'UNEF des CA, nous substituâmes notre propre mouvement de la jeunesse (MRJ) réduisant les batailles pour l'unité à leurs possibilités de réalisation immédiate [...] proposant comme seule structure au mouvement... les comités rouges ! » Il ajoute que le mouvement étudiant en général ne doit pas être confondu avec le dépérissement d'un certain mouvement étudiant réunissant les « gauchistes » de mai-juin 1968, notamment le courant maoïste-spontanéiste²¹⁴. Le mouvement étudiant de 1976 accélère cette nouvelle orientation, et les militants de la LCR adhèrent en novembre 1976 au Mouvement d'Action Syndicale (MAS), né en avril 1976 avec le soutien du PSU et de la CFDT. Cette orientation est officialisée au deuxième congrès de la LCR en janvier 1977, dont une des motions annonce la « bataille pour un syndicat unitaire qui regroupe tous les courants se réclamant de la classe ouvrière²¹⁵ ».

Bilan d'étape :

L'implantation géographique de *Rouge* puis du courant LC/LCR à Toulouse est essentiellement étudiante au sortir de mai-juin 1968. Ils sont quatre-vingt-un étudiants en

²¹¹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 108.

²¹² Ligue communiste, *Le mouvement des lycéens*, document rouge n° 13, sans date, Paris, p. 3, ADHG, 95J 55.

²¹³ Ligue communiste révolutionnaire, *Problèmes du...*, *op. cit.*, p. 32, ADHG, 95J 55.

²¹⁴ *Ibid.*

²¹⁵ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 185.

1969, sans compter les contacts et les proches qui sont organisés dans les comités rouges. Les lycéens de la Ligue sont très peu nombreux au début, mais une ascension numérique se met en place avec un peu moins d'une dizaine de comités rouges dans les lycées toulousains. Ces comités rouges se structurent et publient un journal lycéen : *La Jeune Garde*. L'implantation dans les Collèges d'Enseignement Technique et les quartiers de la jeunesse ouvrière est beaucoup plus problématique. Des tentatives ont tout de même lieu à Bagatelle et dans certains CET où des comités rouges existent et qui publient *l'Apprenti Enchaîné*. Au niveau enseignant, la cellule sert plus de point d'appui pour une construction régionale de la Ligue communiste qu'une cellule travaillant dans le milieu enseignant. Cette orientation change avec le remplacement progressif de la cellule par une commission enseignante, et une priorité mise sur le syndicalisme au sein de la FEN. Les statuts au sein de la Ligue sont typiques de sa structuration léniniste. Rentrer à la Ligue communiste conduit à passer par plusieurs statuts : de stagiaire ou observateur pendant quelques mois à titulaire après l'aval de la cellule. Ce fonctionnement est mis en place pour donner le temps aux nouveaux militants de se former, de comprendre les enjeux internes, et ainsi de ne pas voter sans discernement ni esprit critique. La représentation militante publique est assumée par la direction élue. Mais des militants émergent publiquement et deviennent centraux grâce à leur rôle syndical et politique lors de conflits sociaux. Les connexions avec le milieu étudiant restent une constante dans la Ligue communiste. Une grande partie de son effectif est étudiante ou lycéenne. Par la suite, l'organisation théorise, entre autres, le « Mouvement Rouge de la Jeunesse » pour s'arracher du milieu étudiant et s'implanter dans la classe ouvrière. Ce MRJ doit être à terme une organisation de jeunesse, et rallier à lui le mouvement étudiant. La ligne stipule qu'il n'y a pas plus de structures unitaires de masse depuis mai-juin 1968, et qu'il faut donc reconstruire le mouvement étudiant sous la coupe des comités rouges comme structures transitoires au MRJ. Cette ligne est également appliquée dans les lycées avec les CAL. La LCR opère un tournant en 1975-1976 face à l'échec de sa stratégie et retourne progressivement au syndicalisme étudiant via le MAS.

4. Le travail ouvrier et les difficultés pour s'imposer en tant qu'organisation révolutionnaire.

4.1. La structuration du travail ouvrier au sein de la SFQI.

La problématique de l'organisation des travailleurs relève d'un élément central pour le courant de la SFQI. Comment changer la société sans la classe ouvrière qui est au centre du système de production capitaliste ? Pour un parti se revendiquant de la révolution bolchevique de 1917, c'est inconcevable. La Ligue communiste estime donc que l'implantation dans les entreprises est décisive pour le travail ouvrier, mais aussi pour l'ensemble de l'organisation. Il faut arriver à passer d'une influence à l'organisation des travailleurs²¹⁶. Plusieurs formes de structuration sont essayées à Toulouse, avec pour chacune des résultats très variés. Après mai-juin 1968, à l'initiative de la JCR, se crée une commission ouvrière centrale regroupant des sympathisants et des militants en rupture avec la CGT ou syndiqués à la CFDT et au PSU, rencontrés pendant les opérations « Fac ouverte ». Elle regroupe entre trente et cinquante participants et n'a aucune existence pratique, car elle se transforme en une sorte de centre de réflexion marxiste entre les différents groupes d'extrême-gauche. C'est à la rentrée 1968 que commence à émerger un travail ouvrier des militants de *Rouge* avec la création du « cercle rouge travailleurs » composé de treize militants. Ce cercle rouge met premièrement en place une intervention dans Sud-Aviation, puis dans d'autres entreprises de la ville par le biais de la vente régulière de *Rouge* et la distribution de tracts²¹⁷. Les « cercles rouges étudiants » aident ce « cercle rouge ouvrier » en développant une activité dans les quartiers et les entreprises, sans coordination ni réelle discussion. Pour remédier à ce problème, les militants instaurent une direction de secteur nommée « commission centrale du secteur ouvrier et quartiers ». Elle est composée d'un délégué par « cercle rouge étudiant » et des membres du « cercle rouge travailleurs ». Cette direction se charge de tirer les bilans, tracer les perspectives de construction et élaborer les tracts²¹⁸. Le bilan obtenu n'est pas à la hauteur des enjeux pour la Ligue communiste. La direction de ville propose une réorganisation en profondeur du travail ouvrier. Elle considère toujours que le travail ouvrier est le secteur prioritaire de l'organisation, en concluant que la direction de secteur ne peut revenir qu'à la direction de ville elle-même.

²¹⁶ Cf. Document 9F, annexe 1 : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès...*, *op. cit.*, p. 7.

²¹⁷ Cf. Document 10B, annexe 1 : Cercle Rouge Ouvrier, *Bilan du travail ouvrier sur Toulouse*, 1969, p. 3.

²¹⁸ Cf. Document 10C, annexe 1 : *Ibid.*, p. 4.

Des membres au sein de la direction de ville sont plus spécialement responsables de ce travail que d'autres. C'est le cas par exemple de Claude Begué²¹⁹ et Bernard Cholet²²⁰, en direction de ville et à la commission ouvrière. Le cercle rouge ouvrier toujours actif est transformé en une école de formation de base, regroupant les contacts dispersés non intégrés de façon suivie à un travail de branche²²¹. Les cellules ouvrières de la Ligue communiste sont maintenant au nombre de deux : une dans la branche aéronautique à laquelle sont adjoints deux étudiants, une autre dans le bâtiment avec un membre de la direction et un cadre étudiant. Le reste du travail ouvrier se pose dans le cadre du jumelage des cellules étudiantes. Ce principe consiste en la spécialisation de deux ou trois militants dans la cellule étudiante. Ces nombres réduits de militants sont responsables de l'intervention directe dans l'entreprise qui leur a été proposée par la direction de ville. Le secteur Lettres I est jumelé avec le bâtiment, Lettres 2 avec la SNCF, Sciences avec Air France et l'Office National Industriel de l'Azote (ONIA devenu AZF en 1983)²²². Ce débat sur le jumelage des cellules étudiantes avec des cellules ouvrières est un débat national. Il renvoie à la Dialectique des Secteurs d'Intervention que la Ligue communiste a théorisée et sur laquelle Bernard Chamayou revient de façon critique :

« Est-ce qu'on "re-spécialise" des secteurs d'intervention ? C'était la Dialectique des Secteurs d'Intervention, c'est à dire utiliser la force de frappe politique constituée par la jeunesse radicalisée des étudiants pour s'implanter dans les entreprises. Mais ça, on a bien vu que dans les années suivant mai 68 ça ne servait plus à rien. Il ne faut pas avoir une vision naïve de la classe ouvrière où il suffit d'apporter la bonne parole. Le risque dans ce débat c'était de le faire trop tôt, au risque de déporter la force de frappe de la jeunesse. Personne n'était contre les cellules d'entreprises ; le problème était de savoir comment on les construisait et comment on gérait ce qui restait de cette Dialectique des Secteurs d'Intervention. Il ne fallait pas s'enterrer à la porte des boîtes, au risque de disparaître sur les autres secteurs. »²²³

La Ligue, pour proposer ce jumelage des cellules étudiantes et ainsi utiliser cette force de frappe, s'appuie sur des exemples concrets et les revendique. L'expérience de Gilles Da-Ré est marquante. C'est un jeune ouvrier radicalisé à la Ligue qui côtoie dans son secteur toute une série de camarades :

« Nous aux PTT on était cet exemple sur lequel la direction de la Ligue s'appuyait. C'était

²¹⁹ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 392.

²²⁰ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 385.

²²¹ Cf. Document 6E, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge n° 4*, octobre-novembre 1969, Toulouse, p. 14.

²²² Cf. Document 6D, annexe 1 : *Ibid.*, p. 13.

²²³ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 325.

une jeunesse qui sortait des facultés, un peu radicalisée tout de suite, et qui se retrouvait en entreprise. »²²⁴

L'ONIA illustre pendant plusieurs années ce jumelage entre cellules étudiantes et ouvrières.

D'après Gilles Da-Ré, c'est là que ce fonctionnement a été poussé le plus loin :

« Il y a eu des cellules, comme l'ONIA, avec des contacts à l'intérieur et des camarades dans les boîtes de sous-traitance. C'est là que le travail a été poussé le plus loin, avec un fonctionnement de la cellule de boîte bien accrochée à la cellule étudiante. Mais ça marche dans une période de poussée révolutionnaire. »²²⁵

Outre les structures, la Ligue communiste ne s'implante pas dans telle ou telle usine de façon aléatoire. Une réflexion est systématiquement engagée en amont et aval. En effet, un travail d'analyse est entrepris pour chaque branche professionnelle avec l'aide de l'organisation nationale. Le but est de réaliser des tracts conjoncturels à partir du dossier réalisé²²⁶. La direction de ville considère qu'un travail spécifique envers une usine dépend de trois éléments : l'importance politique de l'entreprise, les possibilités et les rythmes d'implantation et les priorités de tel secteur pour le développement de l'organisation²²⁷. Bernard Cholet, dans ses propos, signale l'important travail de préparation avant une intervention en entreprise, la précipitation n'étant pas de mise :

« Quand je rentre à l'ONIA, je préviens les copains et demande ce que je dois faire, avec en tête une intervention militante. On a cherché un peu, mais on n'y connaissait aucun militant. Un camarade connaissait un copain à Portet qui n'était pas militant, mais qui voulait bien nous voir concernant cette question. J'ai pris des contacts sur la boîte pendant les deux mois que j'ai passés à l'usine. En revenant, j'ai proposé une intervention sur l'entreprise. Il y a eu un débat, et une partie de la cellule de Rangueil s'est transformée en cellule ONIA. »²²⁸

Quand une intervention est actée, une intervention jumelée étudiants-ouvriers a lieu. Elle peut aussi être seulement ouvrière, bien que cela soit rare au vu de la composition de la Ligue communiste. Une feuille d'entreprise est introduite progressivement pour militer de façon spécifique. Ce sont les numéros de *Taupe rouge* qui deviennent ces feuilles d'agitation. Les « comités rouges ouvriers » existent encore et deviennent rapidement des groupes Taupe rouge. Ils ont la même fonction que les comités rouges, et sont centrés sur l'élaboration des

²²⁴ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 352.

²²⁵ *Ibid.*, annexe 4 p. 356.

²²⁶ Cf. Document 7C, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge n° 5*, *op. cit.*, p. 7.

²²⁷ Cf. Document 17D, annexe 1 : Direction de la Ligue communiste Toulouse, *Rapport d'organisation*, *op. cit.*, p. 4.

²²⁸ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 380.

feuilles d'entreprises. Ces groupes Taupe rouge revêtent une importance primordiale pour la Ligue communiste, car ils constituent sa base ouvrière comme l'illustre Claude Begué :

« On avait à l'époque un cercle de sympathisants autour du groupe Taupe rouge, en plus de la section de la Ligue. À l'intérieur de ce groupe Taupe rouge un gars est devenu plus tard secrétaire de la section CGT (il est mort l'année dernière, je crois). Ce groupe Taupe rouge regroupait des gens du secteur social, mais surtout de l'hôpital. On a recruté des gens à la CGT, mais aussi à la CFDT. »²²⁹

Ces groupes existent dans chaque entreprise où la Ligue communiste s'implante. D'abord sous la responsabilité de la direction de ville en 1969 et élaborés de façon centrale au niveau de Toulouse, ils se maintiennent au fil des réorganisations internes et se diversifient pour être des feuilles de branche professionnelle ou d'usine en particulier²³⁰. Les groupes Taupe rouge fonctionnent comme des structures organisatrices par secteur, et les tracts *Taupe rouge* comprennent des explications politiques générales ainsi que des échos de l'entreprise concernée, grâce à l'ancrage de militants²³¹. L'écriture de ces *Taupe rouge* est jumelée, à l'image de l'organisation. Des étudiants participent à l'écriture de ces feuilles, avec les militants de l'entreprise et avec d'autres contacts quand il y en a. Les feuilles uniquement écrites par les militants de l'entreprise sont très rares²³². À Toulouse, le secteur santé-social y arrive grâce à l'implantation des militants de la Ligue communiste et l'arrivée d'étudiants en médecine :

« Oui on l'écrivait nous-mêmes, on avait des copines infirmières et des militants de la Ligue. On le diffusait après à la sortie et ça ne posait aucun problème. Des camarades le diffusaient aussi à l'intérieur des hôpitaux. Il n'y avait pas Ranguel à l'époque. Tout était centré à Purpan et Lagrave. C'était plus facile. On finissait *la Taupe*, on le diffusait et on allait bosser. Il y avait un véritable impact ; c'était connu ; on a eu des cercles de la Taupe où il y avait des dizaines et dizaines de gens. On avait en plus une influence dans la CGT. »²³³

Le travail ouvrier est donc structuré autour des groupes Taupe Rouge, et le courant LC/LCR essaie de les coordonner entre eux à plusieurs reprises. C'est le cas du 1er au 3 juin 1975 où une conférence nationale des groupes Taupe rouge a lieu à Paris. Cette conférence vise à débiter une structuration des groupes au niveau national par le biais de débats communs ou de

²²⁹ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 391.

²³⁰ Cf. Document 6D, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge n° 4*, op. cit., p. 13.

²³¹ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 323.

²³² *Ibid.*

²³³ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 392.

commissions (CGT, CFDT, femmes ou immigrés)²³⁴. Cette volonté de coordonner ces groupes se manifeste aussi à Toulouse par un bulletin des groupes Taupe rouge²³⁵. Des groupements régionaux peuvent exister, nous en retrouvons une trace avec une conférence des groupes Taupe de la région Bordeaux-Toulouse. Le journal *Rouge* explique que cent cinquante militants ouvriers de Toulouse, Bordeaux, Agen, Fumel, Albi-Castres, Tarbes, Villeneuve, Périgueux et Bayonne se sont retrouvés les 21 et 22 juin 1975 à Toulouse²³⁶, dans des débats communs sur la situation politique et au sein des commissions syndicales. La Ligue communiste a par ailleurs lié son travail ouvrier avec le syndicalisme :

« Cette commission ouvrière s'est modifiée au fur et à mesure des nouvelles intégrations, et a perdu de son poids au profit d'une organisation en "fractions syndicales" comme l'appelaient nos ennemis de l'époque. »²³⁷

Les militants doivent se syndiquer et être reconnus parmi les travailleurs pour mener, à terme, les luttes en tant qu'organisation révolutionnaire²³⁸.

4.2. La mobilité géographique des militants.

Le développement territorial est inégal pour la SFQI. En mars 1968, la JCR existe uniquement à Toulouse et à Carcassonne dans le Sud-Ouest. En 1972, la Ligue communiste est au contraire implantée dans toutes les villes de moyenne et de grande importance du Sud-Ouest²³⁹. Cet accroissement organisationnel a plusieurs facteurs. Le mouvement de mai-juin 1968 permet bien sûr à ce courant politique d'augmenter numériquement en renforçant les groupes déjà existants. Mais c'est la campagne présidentielle de 1969 avec le candidat Alain Krivine qui étend la surface géographique de la Ligue communiste. À cette occasion des comités rouges se constituent dans des villes comme Tarbes, Auch et Muret²⁴⁰. Prenant en compte que la plupart de ses membres sont des jeunes ou des enseignants, la Ligue

²³⁴ Front communiste révolutionnaire, *Conférence nationale des groupes Taupe rouge*, 1er 2 et 3 juin 1974, Paris, p. 2, ADHG, 95J 20.

²³⁵ Groupes Taupe Rouge, *Bulletin des G.T.R*, 28 mai 1974, Toulouse, 4 p., ADHG, 95J 20.

²³⁶ Henri Weber (dir.), « Conférences des groupes taupe de la région Bordeaux-Toulouse », *Rouge*, n° 307, 4 juillet 1975, p. 13, ADHG, 57J 1.

²³⁷ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 354.

²³⁸ Cf. Document 6B, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge n° 4*, *op. cit.*, p. 8.

²³⁹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 133-134.

²⁴⁰ Cf. Document 24C, annexe 1 : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou...*, *op. cit.*, p. 6.

communiste s'appuie sur le secteur enseignant pour s'étendre régionalement. Les développements sont inégaux mais très diversifiés. Tarbes et Pau ont des cellules de la Ligue stabilisées où des problèmes plus globaux de construction militante se posent. Des cellules jeunes, notamment lycéennes, existent dans certaines villes comme Montauban²⁴¹ ou Villeneuve sur Lot²⁴². La Ligue communiste décide alors d'accompagner concrètement ces actions par une aide pratique et théorique. D'autres endroits comme Albi, Castres, Muret et Auch doivent être repensés en termes d'intervention militante, car la section toulousaine se réorganise²⁴³. Étant donné la place importante des enseignants, la construction régionale passe en partie par les affectations qu'obtiennent ces étudiants diplômés. La Ligue communiste y voit un problème, car l'implantation dans d'autres villes est ainsi soumise au bon vouloir de l'éducation nationale²⁴⁴. Lucien Sanchez est un exemple de ces affectations :

« En 1970, j'ai adhéré à la Ligue à Toulouse et intégré le Centre pédagogique régional, qui consiste en une année de stage. J'ai eu ma nomination pour un poste en Charente à la fin de cette année. Comme il n'y avait rien là-bas à part quelques contacts, j'ai été rattaché à la cellule enseignante de Bordeaux. »²⁴⁵

Il est par la suite envoyé dans le Tarn en septembre 1971²⁴⁶. De façon récurrente, volontaire et concertée avec la direction de la ville, des militants enseignants sont envoyés construire, ou aider à construire, des sections dans les villes avoisinantes. C'est le cas de Daniel Laplace à Agen, Bernard Chamayou à Tarbes et Pierre Cours-Salies à Pau²⁴⁷. Le choix de la ville est tout aussi important. Tarbes, par exemple, est la principale ville ouvrière et métallurgique de la région hormis Toulouse. C'est aussi un bastion du PCF qui y gère la municipalité²⁴⁸. La Ligue communiste de Toulouse décide de renforcer la section existante après un meeting réussi de trois cents personnes lors de la campagne présidentielle²⁴⁹. À son congrès local de 1970, l'organisation toulousaine vote l'envoi de onze adhérents actifs pour militer à Tarbes durablement :

²⁴¹ Cf. Document 12D, annexe 1 : Direction de la Ligue communiste, *Éléments d'analyse...*, *op. cit.*, p. 5.

²⁴² Cf. Document 18F, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, *op. cit.*, p. 8.

²⁴³ Cf. Document 12D, annexe 1 : Direction de la Ligue communiste, *Éléments d'analyse...*, *op. cit.*, p. 5.

²⁴⁴ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 132.

²⁴⁵ Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 371-372.

²⁴⁶ *Ibid.*, annexe 4 p. 374.

²⁴⁷ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 303.

²⁴⁸ Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 373.

²⁴⁹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 132.

« Il y a eu un congrès local à Toulouse auquel j'ai assisté en mars-avril 1970, je crois. Il a été décidé d'investir massivement Tarbes, alors que nous n'avions pas grand monde là-bas. On a voté l'affectation de onze militants étudiants toulousains pour intervenir à Tarbes. Je crois me rappeler avoir passé une nuit là-bas avec ma "deux chevaux" pour distribuer des tracts dans les boîtes aux lettres, et assister au meeting avec Alain Krivine dont la présence correspondait à cette volonté politique d'implantation. Après ces onze camarades, il se trouve que Cham a été nommé à Tarbes dans la foulée. Il a donc participé à cette construction. »²⁵⁰

Bernard Chamayou, alors à la direction de ville de Toulouse et nouvellement enseignant, fait partie de ces militants qui ont choisi leur affectation en fonction d'une implantation particulière. Il est détaché à Tarbes pour renforcer, en tant que cadre militant, le noyau des onze toulousains :

« [...] quand j'ai formulé mes vœux en 1969 j'étais donc professeur et j'avais mis Tarbes en premier. J'ai eu la chance et peut-être le mérite de ne pas quitter l'académie. C'était dans un choix concerté avec l'organisation que j'ai mis Tarbes et Midi-Pyrénées en premier. [...] Quand je suis arrivé à Tarbes, il y avait déjà un noyau qui était là. J'y étais pour le renforcer. On est arrivé à la rentrée de 1970. À Tarbes nous étions dorénavant plus d'une vingtaine. Ça ne paraît rien, mais pour une ville comme ça c'était beaucoup à l'époque. »²⁵¹

C'est le seul envoi « massif » et durable de militants dans une ville en particulier. La plupart du temps l'aide est ponctuelle²⁵² et les délégations de militants sont beaucoup plus limitées en nombre.

La mutation géographique peut d'ailleurs provoquer des problèmes avec les militants locaux. Carcassonne en est un exemple, avec une majorité favorable à un travail ouvrier classique, et une minorité venue de Toulouse. Pour tenter de résoudre cette crise en 1971-1972, le comité central de la Ligue nomme une commission composée de dirigeants nationaux, dont Daniel Bensaïd. Cette commission conclut en faveur de la minorité et accuse la majorité locale de « déviation ouvrière-syndicaliste ». Cette dernière se défend en « regrettant », avec ironie, d'élaborer sur le long terme un travail de masse dans la classe ouvrière. Cette crise provoque une scission avec la majorité locale, qui continue de diffuser *Rouge* et milite dans un groupe communiste révolutionnaire nouvellement créé²⁵³. Le contexte politique interne de la Ligue communiste est l'imminence de la révolution après mai-juin 1968, théorisé par le

²⁵⁰ Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 373.

²⁵¹ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 326.

²⁵² Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 373.

²⁵³ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 132.

« second souffle » ; d'où les conclusions de la commission²⁵⁴. Des problèmes d'un autre type se sont également posés après l'envoi de militants toulousains à Tarbes. Le militantisme y est effréné et les conflits éclatent devant le peu de résultats militants :

« Le débat portait avec des militants que l'on pouvait apparenter comme "ouvriériste", qui fonctionnaient sur le volontarisme avec une accumulation de tâches. Il fallait tout couvrir, y compris Pau, toutes les usines de Tarbes. On n'en faisait jamais assez et ça créait des tensions. [...] Nous avons seulement un contact ouvrier à Alstom, un militant à la SNCF, et la majorité était enseignante. [...] Au bout d'un an et demi de *Taupes rouges* distribuées à 6 h du matin, il y a eu une usure et ça s'est traduit en termes politiques qui allaient sortir au niveau national deux ans après. On était sur un schéma d'imminence de la révolution et de crise presque définitive du stalinisme. Ces deux hypothèses étaient fausses même si elles nous emportaient. »²⁵⁵

Bernard Chamayou résume les difficultés qui se posent un peu partout dans les sections de la Ligue communiste. Les constats théoriques, l'imminence de la révolution et la crise définitive des organisations de masses, sont faux, et les pratiques qui en découlent, l'activisme et la construction de structures séparées, le sont tout autant. Contrairement à Carcassonne, une solution est trouvée :

« Ça a fini par une résolution majoritaire au congrès qui séparait les deux villes Tarbes et Pau. Ça permettait de régler les incompatibilités d'humeur, car dans une petite ville avec un petit groupe ça devient vite invivable. »²⁵⁶

En plus du travail de construction régional et ouvrier, d'autres thématiques impliquant des déplacements géographiques existent : le travail antimilitariste et la formation de comités de soldats. La Ligue communiste renoue avec ses origines en menant un travail anti-impérialiste et antimilitariste à partir de 1970. Il culmine en 1974 avec un *Appel des Cent*, regroupant cent soldats, dont de nombreux membres de la Ligue communiste. Cet appel revendique de nouveaux droits comme l'augmentation de la solde au niveau du SMIC, la suppression des brimades ou encore la suppression des tribunaux militaires²⁵⁷. Bernard Cholet, militant à Motorola en 1973 après avoir travaillé à l'ONIA, illustre la mobilité géographique concernant le travail antimilitariste. Contrairement à l'éducation nationale, le lieu d'établissement ne peut pas être choisi :

²⁵⁴ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 135.

²⁵⁵ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 326-327.

²⁵⁶ *Ibid.*, annexe 4 p. 327.

²⁵⁷ KRIVINE A., *Ça te ...*, op. cit., p. 115.

« J'ai suivi le travail antimilitariste vers fin 1973 début 1974 [...] avant de partir moi-même à l'armée en Allemagne, à Landau, à partir d'avril 1974, où j'ai appris la mort de Pompidou et de nouvelles élections. Après, je suis revenu à Toulouse à la fin de mon service pour m'occuper du 1er mai 1975, avec un cortège de bidasses dont certains avaient le visage masqué et d'autres non. »²⁵⁸

4.3. La nécessité de s'imposer en tant que groupe politique dans la rue et au travail.

Le courant de la SFQI a une histoire conflictuelle avec le mouvement communiste traditionnel, en général qualifié de stalinien par les organisations trotskistes. Pour la Ligue communiste, le PCF est « amené à jouer le rôle du parti social-démocrate failli et cherche à faire alliance avec l'aile gauche de la bourgeoisie²⁵⁹ ». Nous pouvons voir par cette caractérisation que la Ligue communiste considère toujours le PCF comme faisant partie du mouvement ouvrier, et non comme étant l'aile gauche de la bourgeoisie. La CGT est analysée comme le relais syndical du PCF qui y développe « une véritable fraction syndicale » où tout est verrouillé²⁶⁰. Cette définition n'est pas propre aux militants de la SFQI, mais partagée par de nombreux participants au mouvement étudiant de mai-juin 1968. Devant les attaques répétées des dirigeants du PCF contre les dirigeants étudiants, l'espoir que certains jeunes plaçaient en lui pour mener à bien leur action révolutionnaire disparaît. D'autres considèrent, dès le départ, la CGT et le PCF comme des entraves à leurs actions²⁶¹. Le PCF et ses relais sont marginalisés dans le mouvement étudiant, y compris à Toulouse :

« On tenait la faculté ; le PCF était complètement marginalisé et hors circuit. Ils nous considéraient comme des provocateurs, etc. Ils sont revenus un peu plus tard, mais en 1968 si un étudiant avait le malheur de dire qu'il était au PCF, il se faisait huer. »²⁶²

À l'occasion de mai-juin 1968 et de la remise en cause de l'hégémonie de la CGT et du PCF, le courant de la SFQI en profite pour établir un rapport de force. Les années suivantes, la préoccupation principale de la Ligue communiste à Toulouse est d'élargir et de pérenniser ce

²⁵⁸ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 383.

²⁵⁹ Cf. Document 24A, annexe 1 : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou...*, *op. cit.*, p. 3.

²⁶⁰ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 355.

²⁶¹ TOURAINE A., *Le mouvement de mai ou Le communisme utopique*, Paris, Librairie générale française, 1998, p. 201.

²⁶² Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 390.

rapport de force avec le PCF²⁶³. Dans sa volonté de s'ancrer durablement dans le milieu ouvrier, la Ligue communiste procède d'abord à une analyse des organisations présentes et plus précisément de la CGT et du PCF. Les mots ne sont pas tendres : le PCF de la Haute-Garonne est qualifié en 1969 de « débile » et de « léthargique²⁶⁴ ». La CGT est considérée comme fortement majoritaire dans les grandes industries toulousaines avec cinquante mille membres dans la région²⁶⁵. L'accroissement numérique et l'influence grandissante de la Ligue communiste à Toulouse provoquent de nombreux heurts avec ces deux organisations sur le terrain politique. L'organisation trotskiste doit s'imposer pour exister. Concernant la CGT, plusieurs événements montrent les relations tendues entre les « gauchistes » et le syndicat majoritaire, même quand des membres de la Ligue communiste sont syndiqués à la CGT. Durant la période de mobilisation des soldats contre leurs conditions de vie durant leur service, deux militants de la Ligue communiste sont emprisonnés. L'un d'eux est au centre PTT de Toulouse et syndiqué à la CGT. La mobilisation s'étend à l'ensemble du centre de tri « avec une CGT folle de rage d'être obligée de défendre l'un de ses adhérents²⁶⁶ ». Les discussions lors de réunions entre les différentes directions syndicales de la ville peuvent aussi tourner autour des militants de la Ligue communiste, dénotant la peur du débordement de la mobilisation par l'extrême-gauche. En 1974, au cours de la grève des postiers à Toulouse, Gilles Da-Ré fait une intervention applaudie lors d'une assemblée générale entre cinq cents et six cents personnes, appelant à la grève générale dans la fonction publique :

« Par la suite, il y a eu une réunion entre la CGT PTT et la CFDT PTT. La CGT demanda à la CFDT de contenir ses gauchistes, ce à quoi la CFDT répondit qu'ils avaient autant de gauchistes de la Ligue que la CGT. »²⁶⁷

La situation est tout aussi tendue, voire plus, avec le PCF qui voit son hégémonie menacée, ou partiellement menacée, dans les entreprises. Le Parti Communiste n'hésite pas à utiliser la diffamation pour contrer les « gauchistes ». À l'élection présidentielle de 1969 où Alain Krivine est candidat, le militant toulousain Bernard Cholet est à la recherche des cent signatures pour que la Ligue communiste puisse se présenter :

« Un député UDR venait rencontrer les étudiants et un ami m'a demandé pourquoi je ne lui demandais pas une signature. Devant l'amphi, alors qu'il se réclamait de la démocratie, je lui

²⁶³ Cf. Document 9B, annexe 1 : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès...*, *op. cit.*, p. 3.

²⁶⁴ Cf. Document 10A, annexe 1 : Cercle Rouge Ouvrier, *Bilan...*, *op. cit.*, p. 2.

²⁶⁵ *Ibid.*

²⁶⁶ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 354.

²⁶⁷ *Ibid.*, annexe 4 p. 356-357.

ai demandé s'il voulait bien nous donner une signature. Ce qu'il a accepté. Ça nous a valu énormément de problèmes avec le PCF, qui racontait clairement qu'on était soutenu par l'UDR. »²⁶⁸

Ce genre de provocations peut parfois être réciproque. La Ligue communiste n'hésite pas à diffuser des tracts intitulés « Tiens voilà le PCF, on va bientôt voter » pour dénoncer son électoralisme²⁶⁹. Mais au-delà de ces attitudes, le rapport de force se crée sur le terrain. Lors d'une grève à Sud-Aviation en 1969, la Ligue communiste se félicite des heurts avec le PCF au comité de soutien. Cette politique lui aurait permis d'apparaître « comme une organisation sachant tirer des leçons des luttes, sachant proposer des formes d'action et les réaliser, même à une échelle réduite²⁷⁰ ». Plus concrètement, il en est de même pendant la grève de Motorola en 1974 où Claude Begué estime que « les plus mal accueillis c'était les mecs du PCF, alors que nous, nous étions bien reçus²⁷¹ ». Cette différence s'explique par la nature de la grève de Motorola, où une majorité de femmes portent des revendications féministes en lien avec le comité femmes du quartier de Bellefontaine. Des militantes de la Ligue communiste sont présentes dans ce comité²⁷².

Mais le rapport de force entre le PCF, la CGT et le courant de la SFQI peut aussi s'exprimer de façon physique dans un climat d'extrême tension. Ainsi le sentiment de clandestinité quand on appartient à la Ligue communiste dans une entreprise est prégnant :

« Si on était syndicaliste CGT à l'aérospatiale ou cheminot, on ne traînait pas jour et nuit au local de la Ligue. Il n'y avait pas que les flics qui le surveillaient. »²⁷³

Gilles Da-Ré sous-entend que le PCF surveillait aussi le local de la Ligue communiste pour débusquer ses militants. Que ce sous-entendu soit fondé ou non, la violence physique est bien réelle. Dans des secteurs où le PCF est implanté, ses militants n'hésitent pas à empêcher physiquement la Ligue communiste de distribuer des tracts. Gilles Da-Ré nous explique ainsi la situation dans le secteur des PTT :

« Il fallait aussi faire en sorte qu'il n'y ait pas de "cassage de gueule" comme le Parti communiste savait le faire. Au Bureau-gare, des militants syndiqués non membres de la

²⁶⁸ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 379.

²⁶⁹ *Ibid.*, annexe 4 p. 383.

²⁷⁰ Cf. Document 9G, annexe 1 : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès...*, *op. cit.*, p. 8.

²⁷¹ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 395.

²⁷² *Ibid.*, annexe 4 p. 394.

²⁷³ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 351.

Ligue faisaient en sorte que ça n'arrive pas et restaient près de nous lors des diffusions. »²⁷⁴

Cette aide de militants, non membres de la Ligue, est symptomatique d'une hégémonie du PCF qui se fissure à la suite de mai-juin 1968. Le groupe trotskiste doit s'imposer et se faire respecter au travail pour pouvoir être présent parmi les travailleurs. L'exemple de l'ONIA est typique de cette violence entre les deux partis politiques

« L'ONIA était tenu par le PCF ; il fallait qu'on y gagne notre place. Car en plus d'intervenir dans la boîte, il fallait au préalable que le PC t'accepte. C'est aussi pour ça qu'on distribuait à 4h du matin, car c'était le moment où le PCF n'avait pas les moyens de trop te bousculer. [...] On venait devant la boîte de plus en plus souvent. Là on a eu des accrochages violents avec le PCF. En particulier avec un tract sur la mort de Pierre Overney, qu'on présente souvent comme la fin du gauchisme et plus précisément du courant maoïste. On a distribué ce tract sur la boîte, où on a repris une formulation douteuse de Marchais sur Overney. Là j'ai volé ! Je distribuais et je me suis retrouvé en l'air. »²⁷⁵

Ces violences physiques ont le plus souvent lieu dans la rue lors des manifestations. Les organisations « gauchistes » sont systématiquement recluses à la fin des défilés, séparées des travailleurs et des organisations syndicales par un « cordon sanitaire ». Toulouse n'échappe pas à cette règle :

« Le 1er mai 1972, je crois, on avait aussi réussi à foutre en l'air le cordon sanitaire de la CGT, car on était remisé au fin fond. Je m'en souviens, car au moment de la bagarre j'avais cassé la hampe de mon drapeau sur la tête d'un responsable de l'UD CGT, de la CII. On avait été surpris tous les deux, car on se connaissait bien. Il fallait s'imposer pour pouvoir faire la manifestation. On a du mal à imaginer cette période incroyable où on était considéré par le PCF et la CGT comme des parias, avec qui il ne fallait pas se mélanger. »²⁷⁶

Cette situation montre le sectarisme de l'époque où deux militants qui se connaissent bien peuvent en venir aux mains pour une question de rapport de force. Le PCF, aidé de son relais CGT, essaie de maintenir physiquement son monopole politique dans les entreprises et dans la rue lors des manifestations ouvrières. La Ligue communiste n'est pas en reste avec son service d'ordre hérité de mai-juin 1968. Elle impose sa présence dans les cortèges. Ces témoignages contrastent avec la situation de 1969 où la Ligue communiste déclare que les « bureaucrates malgré les menaces écrites et circonstanciés sont incapables de réunir dans leur propre rang (Parti), et encore moins par la CGT, un service d'ordre pour nous virer²⁷⁷ ». Nous pouvons en

²⁷⁴ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 351.

²⁷⁵ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 380-381.

²⁷⁶ *Ibid.*, annexe 4 p. 385-386.

²⁷⁷ Cf. Document 10A, annexe 1 : Cercle Rouge Ouvrier, *Bilan...*, *op. cit.*, p. 2.

conclure que la Ligue communiste sous-estime en interne la capacité de ces organisations au sortir de mai-juin 1968 et aux prémices de son implantation ouvrière.

4.4. Premiers éléments de bilan de l'implantation ouvrière à Toulouse et dans le département.

La situation économique de l'agglomération toulousaine à la fin des années 1960 est marquée par une montée très progressive du chômage de masse. Ce phénomène est nouveau dans une période où le plein emploi demeure la règle²⁷⁸. La crise de l'industrie métallurgique et chimique en est à ses débuts malgré l'apparition des entreprises de nouvelles technologies telles que Motorola. Les années 1960 et 1970 sont aussi annonciatrices de la fin des petites industries toulousaines telle que celle du textile²⁷⁹. L'activité aéronautique s'installe autour d'Airbus, qui existait déjà sous le nom de SNIAS. Cette entreprise prend toute sa place dans les décennies suivantes en devenant un des principaux fournisseurs d'emplois du bassin industriel²⁸⁰. Dans ce contexte, au sortir de mai-juin 1968, le courant de la SFQI tente de s'implanter parmi les travailleurs toulousains. Les bilans sont très contrastés dans les années 1970. Directement après le mouvement de 1968, trois centres d'implantation accaparent les forces de la Ligue communiste : la SNCF, les PTT et l'Aérospatiale. Les forces dans ces foyers ouvriers sont encore minimales :

« Après 1968, il y a trois grands points d'implantation que l'on découvrait au fur et à mesure. [...] À Sud-Aviation, nous avons un militant, Paul, qui était la traduction vivante de la justesse de la ligne à l'époque et de la possibilité de gagner des pans de la classe ouvrière. Ensuite il y avait les cheminots, avec Joe qui sortait d'une école d'apprentis de la SNCF et qui a été recruté relativement tôt. [...] Puis il y avait nous, les PTT, qui venions en bonne partie du milieu étudiant, même si ce n'était pas mon cas personnel. [...] Il y avait aussi une implantation à l'ONIA, devenu AZF, et dans des entreprises textiles. Mais le noyau c'était SNCF, Aérospatiale et PTT. »²⁸¹

Malgré le nombre limité de militants, la Ligue communiste, dans ses documents internes,

²⁷⁸ JUILLIET Clair et LLOPART Michael, *Chronique économique et sociale de la Haute-Garonne 1967-1978 à partir des éditions de la Dépêche du Midi*, Toulouse, Mémoire de Master 2, Université de Toulouse II, 2010, 4 t., p. 93.

²⁷⁹ *Ibid.*, p. 253.

²⁸⁰ *Ibid.*, p. 205.

²⁸¹ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 351.

analyse les avantages et les faiblesses de chaque secteur où une implantation est possible. L'aéronautique est considérée comme un secteur clé de la région. Le bâtiment a des problèmes d'éparpillement des salariés ; l'usine Job, où le PCF est très fort sur une tradition « stalinienne », est en contradiction avec la « social-démocratisation » du parti communiste²⁸² ; l'ONIA est en crise en tant que branche de la chimie ; la SNCF est caractérisée comme un secteur clé à l'instar de l'aéronautique et la cartoucherie n'a pas eu de résultat militant malgré une intervention depuis un an²⁸³. Nous pouvons remarquer qu'en recoupant les entretiens oraux et les documents internes, la Ligue communiste intervient sur de nombreux secteurs. Le groupe trotskiste essaie aussi de s'ancrer dans le secteur santé. L'objectif est réussi grâce à la venue d'étudiants en médecine militants à la Ligue²⁸⁴. Lucien Sanchez revient sur l'activité de l'organisation dans les PTT avant 1971, mais aussi dans les autres secteurs :

« En 1970 c'était pareil que les autres secteurs, notre implantation "massive" est venue après. Pareil pour le secteur santé. Alors qu'à la SNCF, à l'ONIA, à Sud-Aviation ça n'a jamais dépassé deux militants. »²⁸⁵

Il est donc vérifié que la Ligue communiste a une faiblesse ouvrière avant 1971, malgré le fait que des noyaux militants commencent à se former dans une série de secteurs comme la SNCF, les PTT, l'ONIA, l'aérospatiale, le textile-habillement et la santé. Après cette date, la Ligue communiste se structure avec l'apparition des groupes Taupe rouge et un travail d'entreprise bien plus conséquent :

« Des camarades étaient présents dans les PTT, Sud-Aviation, la SNCF, l'ONIA. [...] On a fait en plus le choix d'aller dans les nouvelles boîtes comme Motorola, avec une sorte de nouveau prolétariat. Ils étaient moins marqués par le PCF. »²⁸⁶

Claude Begué montre que la Ligue communiste ne se borne pas aux industries et entreprises traditionnelles, dominées par l'influence du PCF et de la CGT. Elle se tourne vers les nouvelles industries technologiques qui sont en plein essor à Toulouse dans les années 1970. Motorola est un exemple qui fonctionne pour la Ligue communiste, en alliant les thématiques féministes et les luttes économiques²⁸⁷. Peu de chiffres existent sur son nombre de militants dans les différents secteurs ouvriers, sans compter l'absence de conservation des multiples

²⁸² Cf. Document 6C, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge n° 4, op. cit.*, p. 12.

²⁸³ Cf. Document 6D, annexe 1 : *Ibid.*, p. 13.

²⁸⁴ Cf. Document 7A, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge n° 5, op. cit.*, p. 1.

²⁸⁵ Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 372.

²⁸⁶ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 392.

²⁸⁷ *Ibid.*, annexe 4 p. 395.

numéros de *Taupe rouge*. Mais nous pouvons constater que la Ligue essaie d'être le relais des nombreuses luttes de la période par le biais de *Rouge* ou du supplément *Taupe rouge*, que ce soit dans la santé²⁸⁸, dans le domaine du livre²⁸⁹, dans l'aérospatiale²⁹⁰, à ITT Canon Electric²⁹¹, à la CII²⁹² ou encore à la Comurhex²⁹³. En plus de relayer les échos de ces différents secteurs, l'organisation arrive à investir durablement la santé²⁹⁴, la SNCF²⁹⁵ et notamment les PTT²⁹⁶. Dans l'aérospatiale, la Ligue communiste semble avoir une cellule mais avec un nombre de militants limité²⁹⁷. Lucien Sanchez résume bien le bilan de ces tentatives d'implantation :

« Dans une série de secteurs, on avait quand même une implantation qui tenait la route : la santé, la SNCF et les PTT. On a essayé de s'implanter dans la métallurgie, mais la crise après 1975 a tout foutu en l'air. »²⁹⁸

Effectivement, la crise irréversible de l'industrie chimique et métallurgique aura raison des tentatives de la Ligue communiste à l'ONIA et dans les industries métallurgiques à Toulouse.

Bilan d'étape :

Le travail ouvrier de la Ligue communiste a des formes originales. Sa structuration se base sur la constitution de comités rouges, qui deviennent rapidement des groupes *Taupe rouge*. Ces groupes rassemblent des militants de l'organisation et les contacts ouvriers de l'entreprise où ils sont constitués. Des cellules de la Ligue communiste et la commission

²⁸⁸ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Toulouse : hôpital purpan », *Rouge*, n° 128, 16 octobre 1971, p. 6.

²⁸⁹ Henri Weber (dir.), « Somi Toulouse : un test pour le livre », *Rouge*, n° 290, 7 mars 1975, p. 8.

²⁹⁰ Henri Weber (dir.), *Taupe Rouge S.N.I.A.S.*, avril 1974, Toulouse, 2 p.

²⁹¹ Henri Weber (dir.), « Toulouse : itt canon electric », *Rouge*, n° 223, 5 octobre 1973, p. 8.

²⁹² Henri Weber (dir.), « CII Toulouse », *Rouge*, n° 291, 14 mars 1975, p. 16.

²⁹³ *Taupe rouge*, « Solidarité avec les travailleurs de la Comurhex ! », supplément à *Rouge* n° 178, 7 novembre 1972, Toulouse, 2 p.

²⁹⁴ Cf. Document 7B, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge n° 5*, op. cit., p. 3. Les *Taupe rouge Santé* n'ont pas été conservées mais ce document montre un nombre de militants conséquent pour les années à venir, en plus des différents entretiens qui reviennent sur l'implantation durable de l'organisation dans ce secteur.

²⁹⁵ Alain Bobbio (dir.), *Les effectifs dégringolent... les patrons aussi !*, *Taupe Rouge SNCF*, sans date, Toulouse, 20 p. La situation des archives est la même que dans le secteur santé, il y en a très peu. Mais les entretiens décrivent l'implantation comme durable.

²⁹⁶ *Taupe Rouge PTT*, Charles Michaloux (dir.), du n° 2 au n° 50, de 1970 à 1972, Toulouse.

²⁹⁷ Cellule S.N.I.A.S Toulouse, *La taupe rouge S.N.I.A.S.*, 22 février 1972, Toulouse, 2 p.

²⁹⁸ Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 372.

ouvrière, devenant progressivement une instance de coordination entre les militants impliqués dans des syndicats différents, se mettent en place. Les groupes *Taupe rouge* sont jumelés avec les cellules étudiantes, en plus d'un travail de fond et d'analyse sur chaque entreprise. Les groupes *Taupe rouge* peuvent être coordonnés au niveau de la ville, de la région et même nationalement. La structuration de la Ligue communiste et son implantation ouvrière sont dépendantes des militants qui s'y trouvent. La section toulousaine se sert de la mobilité des étudiants, devenus enseignants, pour s'installer dans la région comme à Agen, Pau ou Tarbes. Cette dernière ville est une cible privilégiée pour la section toulousaine, car c'est un bastion du PCF en plus d'être une ville industrielle. Le congrès régional de la Ligue communiste décide l'envoi de onze militants pour y renforcer un petit noyau d'adhérents, et quelques mois plus tard Bernard Chamayou s'y adjoint. Ce genre de délégation de militants toulousains pour construire des sections dans la région peut parfois poser des complications, comme à Carcassonne ou à Tarbes. Le problème n'est pas tellement les incompatibilités d'humeur, mais des répercussions locales d'un débat qui devient national deux ans plus tard. Les sections se construisent sur un activisme effréné dans la perspective de l'imminence d'une révolution et la crise définitive des organisations de masse. Ces hypothèses politiques sont fausses et causent des problèmes au niveau local dans la pratique militante courante. Malgré ces fausses perspectives, la Ligue communiste continue son implantation dans la classe ouvrière toulousaine. Pour cela, elle doit faire face au monopole du PCF et à son relais CGT. Les relations sont conflictuelles avec ces organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. La Ligue communiste doit s'imposer en tant que groupe politique à la sortie des entreprises et dans les manifestations. La CGT, et le PCF en particulier, utilisent la violence physique et verbale pour empêcher ce groupe trotskiste de mettre à mal leur hégémonie. En définitive, la Ligue communiste réussit à s'ancrer de façon durable et influente dans les secteurs de la santé, de la SNCF et des PTT. D'autres tentatives sont réalisées à l'ONIA et dans l'aérospatiale avec des succès limités. La crise métallurgique et chimique n'aide pas à la pérennisation de la Ligue communiste dans ces secteurs. Pour autant, l'organisation ne néglige pas les nouvelles industries technologiques telles que Motorola, et se fait le relais des luttes dans l'agglomération toulousaine par le biais des *Taupe rouge* et de *Rouge*.

5. La presse et les moyens du mouvement.

5.1. Un journal à destination de la population : *Rouge*.

Le journal politique est un élément central pour toute organisation se revendiquant du léninisme. En effet, Lénine écrit en 1902 dans son traité politique *Que faire ?* qu'une organisation doit être centralisée et constituée de « révolutionnaires de profession », regroupés autour d'un journal servant « d'organisateur collectif ». La SFQI adhère à cette théorie, notamment en ce qui concerne l'importance d'un journal. Le PCI est rejoint en 1956 par des militants s'organisant au sein du PCF et de l'UEC autour du journal *La Voix communiste*²⁹⁹ (qui disparaît peu avant mai-juin 1968) et publie ensemble *La Vérité des travailleurs*, organe officiel du PCI³⁰⁰. Il en est de même avec la JCR, autour du journal *Avant-Garde Jeunesse*³⁰¹, après son exclusion de l'UEC. Lors de la dissolution de ces deux organisations en juin 1968, les militants se regroupent dans les cercles rouges et noirs autour d'un nouveau journal, *Rouge*, dont le premier numéro paraît le 18 septembre 1968³⁰². Ce journal est utilisé comme un moyen d'action militant direct envers la population. La Ligue communiste en fait un de ses outils privilégiés de propagande. Elle traduit sa zone d'influence politique par la vente de « canards », sans illusion sur le fait que cette zone d'influence n'est pas synonyme de la construction d'un parti révolutionnaire³⁰³. La vente de *Rouge* fait l'objet d'une analyse interne de l'organisation. La Ligue communiste utilise au début son journal pour s'implanter dans les entreprises. Chaque vente est centralisée par la direction pour en tirer des bilans. Ainsi des ventes du numéro 6 au 11 de *Rouge* ont été effectuées à Sud-Aviation, Breguet et à l'ONIA. La Ligue communiste constate dans ces usines une baisse progressive, passant de quarante-trois numéros vendus maximum à quatre pour le numéro 11 de *Rouge*. Elle conclut que des feuilles d'entreprise sur les problèmes locaux doivent être diffusées, en plus du journal³⁰⁴. *Rouge* n'est pas uniquement vendu sur les entreprises, mais aussi dans les quartiers par des comités rouges étudiants³⁰⁵. Les cellules de la Ligue effectuent également ces ventes,

²⁹⁹ EROUVILLE Daniel, *Qui sont les trotskistes ?*, op. cit., p. 72.

³⁰⁰ KRIVINE A., *Ça te ...*, op. cit., p. 80.

³⁰¹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 47.

³⁰² Se référer à la chronologie, annexe 5 p. 448.

³⁰³ Cf. Document 9B, annexe 1 : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès...*, op. cit., p. 3.

³⁰⁴ Cf. Document 10C, annexe 1 : Cercle Rouge Ouvrier, *Bilan...*, op. cit., p. 4.

³⁰⁵ *Ibid.*

comme le précise Lucien Sanchez :

« De plus la cellule avait pris en charge le travail à Muret. Je me rappelle avoir fait des affichages et du porte-à-porte à Muret pour vendre *Rouge*. »³⁰⁶

Le porte-à-porte est jugé nécessaire pour prendre des contacts et permettre des discussions plus poussées³⁰⁷. Les ventes de *Rouge* augmentent considérablement grâce à la participation de la Ligue communiste aux différentes élections présidentielles. La publicité que procure l'élection de 1969 à l'organisation lui permet de toucher un public beaucoup plus large :

« Après c'était une campagne de distribution de tracts ; trois semaines de dingue, dans lesquelles tous les gens autour de nous participaient. Sur la ville, la Ligue c'était 200 militants ; on vendait 700 journaux de *Rouge*. »³⁰⁸

Outre un moyen d'action militant, *Rouge* constitue un outil pour se regrouper lorsque l'organisation politique est dissoute par le gouvernement. L'apparition du journal au sortir de mai-juin 1968 lui permet ainsi de se structurer. Il en est de même après la dissolution de 1973 afin de continuer l'activité politique :

« La consigne nationale, c'était qu'il fallait continuer à vendre *Rouge*, donc nous apparaissions publiquement pour le vendre. »³⁰⁹

Le journal prend tout son sens d'organisateur collectif dans son contenu. Il est le relais des luttes où des correspondants de *Rouge* existent, que cela soit sur le plan national ou international. C'est donc un moyen, minime et parmi d'autres, pour les mobilisations de populariser leurs luttes. De plus, la Ligue communiste montre de cette manière son implantation croissante dans la société française. Des articles de correspondants locaux sont réalisés sur les luttes en cours³¹⁰, et parfois même des entretiens journalistiques de figures de proue du mouvement social :

« Il y a eu une grève de femmes à Motorola où je militais. Du coup, on y distribuait la feuille de boîte qui était bien reçue. Nous avons des contacts avec les filles, entre autres sur l'aspect lutte des femmes. C'était l'époque de *Rouge quotidien*, avec des gens qui étaient venus pour faire des interviews. »³¹¹

Le journal est également un moyen de débats entre les organisations de gauche. C'est le cas

³⁰⁶ Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 372.

³⁰⁷ Cf. Document 4G, annexe 1 : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969, op. cit.*, p. 23.

³⁰⁸ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 380.

³⁰⁹ Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 374.

³¹⁰ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Toulouse : premières mobilisations étudiantes de masse », *Rouge*, n° 91, 7 décembre 1970, p. 13.

³¹¹ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 394.

notamment du PSU, sur ses alliances électorales et ses rapports avec l'Union de la Gauche, par le biais d'une lettre ouverte de la Ligue³¹² et la réponse du PSU³¹³. Mais l'activité interne de la Ligue communiste occupe une place centrale dans le journal avec les multiples résolutions adoptées par les instances de direction³¹⁴.

L'histoire de *Rouge* est variée sur sa forme, et soumise aux aléas de la situation financière de l'organisation. À sa création, le 18 septembre 1968, le journal paraît toutes les deux semaines jusqu'au 1er mai 1969. Face à la situation financière confortable du quinzomadaire, la Ligue communiste décide de le rendre hebdomadaire³¹⁵. La spécificité de *Rouge*, comparé aux journaux d'autres organisations d'extrême-gauche, est d'être sorti à deux reprises de façon quotidienne. La première est un test pour l'organisation qui rend *Rouge* quotidien du 22 avril au 20 mai 1974 pendant l'élection présidentielle³¹⁶. La Ligue communiste utilise alors le journal pour appuyer la candidature d'Alain Krivine. *Rouge* redevient quotidien sur une période beaucoup plus longue : du 15 mars 1976 au 3 février 1979³¹⁷. Cette décision est prise lors du comité central des 10 et 11 mai 1975. La direction juge la situation politique porteuse pour la Ligue communiste ; la combativité ouvrière issue de mai-juin 1968 ne serait pas finie comme le démontre la lutte de Lip. Afin de financer ce projet colossal pour une petite organisation, elle lance une souscription financière à la suite du comité central. L'objectif est de réunir deux millions de francs d'ici le 31 décembre 1975 ; il est atteint. Mais devant le gouffre financier que représente *Rouge quotidien*, deux souscriptions supplémentaires doivent être lancées : une première en mars 1976 de cinq cent mille francs et une deuxième en mai 1977 d'un million cinq cent mille francs³¹⁸. Les ventes ne dépassent jamais les dix mille journaux, creusant parfois le déficit lors des vacances. La direction met fin à l'expérience le 3 février 1979. Malgré l'échec des ventes, la Ligue communiste en ressort grandie avec des compétences en tant qu'école de journalisme, et des infrastructures techniques³¹⁹. Nous pouvons constater qu'une série de journalistes des décennies suivantes, notamment du *Monde*, sont passés par l'expérience *Rouge quotidien* :

³¹² Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Lettre ouverte au p.s.u. », *Rouge*, n° 18, 8 mai 1969, p. 4.

³¹³ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Alerte aux militants du p.s.u. », *Rouge*, n° 19, 14 mai 1969, p. 6.

³¹⁴ Henri Weber (dir.), « Résolution du C.C. », *Rouge*, n° 288, 21 février 1975, p. 15.

³¹⁵ Se référer à la chronologie, annexe 5 p. 448.

³¹⁶ *Ibid.*

³¹⁷ *Ibid.*

³¹⁸ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 231.

³¹⁹ *Ibid.*, p. 234.

Georges Marion, Jean-Paul Besset qui a été le correspondant du *Monde* à Toulouse, Serge Bolloch qui est à la rubrique Aujourd'hui, Sylvia Zappi à la rubrique Société ou Paulo Antonio Paranagua à la rubrique International³²⁰. Sans compter la présence de Edwy Plenel, ancien journaliste du *Monde*³²¹ dorénavant directeur de *Mediapart*.

5.2. Un système de presse développé.

La Ligue communiste possède un système de presse diversifié interne et externe à l'organisation. L'infrastructure du groupe trotskiste prend tout son essor à partir de *Rouge quotidien*, avec l'achat d'une rotative d'occasion en Écosse pour sept cent cinquante mille francs et l'obtention d'un local à Montreuil pour le matériel³²². Les militants n'ont cependant pas attendu la rotative pour produire une grande quantité de documents :

« Il faut voir ce que publiait la Ligue à l'époque, une quantité de documents colossale. Ce qui a été publié en 4-5 ans est incomparable. »³²³

Force est de constater que cette quantité « incomparable » de documents, notamment à Toulouse, n'a pas été correctement conservée. Néanmoins, nous pouvons distinguer divers types de documents : ceux internes à l'organisation, ceux à destination du public, et des brochures de formations à visée interne et externe de la Ligue communiste. Les documents internes regroupent essentiellement les bulletins intérieurs locaux de la direction de ville. À Toulouse, ces bulletins se dénomment *Flo rouge* et contiennent les résolutions et directives adoptées en réunion. Ils sont distribués aux bureaux de cellules qui doivent les transmettre aux militants de la Ligue communiste³²⁴. Ce même système de diffusion des décisions est utilisé au niveau national par le biais des *Bulletins intérieurs*³²⁵. Il existe par ailleurs des bulletins de débats par branche professionnelle, par exemple le secteur de l'éducation nationale édite *L'Aigle Rouge*³²⁶. Lors de la préparation de congrès locaux ou à l'issue d'échéances, des rapports sont écrits par les secteurs concernés³²⁷. Il est aussi possible à la cellule de proposer

³²⁰ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 339.

³²¹ *Ibid.*, p. 339.

³²² *Ibid.*, p. 233.

³²³ Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 373.

³²⁴ Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, février 1970, Toulouse, 14 p.

³²⁵ Cf. Document 8A, annexe 1 : Anthony, *Le mouvement de la jeunesse rouge et nos tâches*, *op. cit.*, p. 1.

³²⁶ Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou le Bulletin Enseignant de préparation au Congrès*, 1970, Toulouse, 12 p.

³²⁷ Ligue communiste, *Rapport étudiant*, 1969, Toulouse, 2 p.

au vote une motion particulière que la direction doit prendre en compte³²⁸. La formation est un élément central de la Ligue communiste. En conséquence, il existe de nombreuses brochures destinées à expliquer les réformes en cours, comme la réforme universitaire Soisson³²⁹. Ces brochures peuvent aussi être une analyse des mouvements passés, par exemple la lutte universitaire de 1976³³⁰, ou des pistes de débats internes sur un sujet particulier³³¹. Bien sûr, l'élément central de la presse de la Ligue communiste reste son journal *Rouge*. Il arrive que des suppléments au journal soient envoyés aux militants. Ils traitent d'un secteur particulier en lutte³³² ou analysent une situation internationale précise³³³. Ces suppléments peuvent être des brochures complètes concernant les problèmes que se pose la Ligue communiste dans un secteur spécifique³³⁴. La force de la section toulousaine est d'avoir favorisé l'émergence de deux journaux, tenus par les comités rouges. *La Jeune Garde*³³⁵ s'adresse aux lycéens et traite sur une dizaine de pages les problèmes en lien avec ce milieu : les réformes en cours, les répressions et les appels à la mobilisation. Le deuxième journal est *L'Apprenti Enchaîné* à destination des Collèges d'Enseignement Technique, les ancêtres des lycées professionnels actuels. Ce journal a un « rôle d'agitation, de propagande et d'information³³⁶ », mais il est rédigé en commun avec des étudiants de la Ligue communiste à cause de la faiblesse d'implantation dans ce secteur.

³²⁸ Cf. Document 18J, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, *op. cit.*, p. 14.

³²⁹ Henri Weber (dir.), « main basse sur l'université ou qu'est-ce que la réforme Soisson ? », *Brochure des cercles étudiants de la Ligue communiste révolutionnaire*, avril 1975, Paris, 22 p.

³³⁰ Secteur étudiant de la Ligue communiste, *Un premier bilan des mobilisations*, 1976, Toulouse, 19 p.

³³¹ Jimenez et Gilles Da-Ré, *Débats, Rapports syndicats-partis*, sans date, Toulouse, 4 p.

³³² Taupe rouge, « Solidarité avec les travailleurs de la Comurhex ! », supplément à *Rouge* n° 178, 7 novembre 1972, Toulouse, 2 p.

³³³ Charles Michaloux (dir.), « Taupe spéciale indochine », *Taupe Rouge*, supplément à *Rouge* n° 130, 2 février 1971, Toulouse, 2 p.

³³⁴ Ligue communiste révolutionnaire, *Problèmes du mouvement étudiant*, supplément à *Rouge* n° 209, 1976, 47 p.

³³⁵ Cercles rouges lycéens Ligue Communiste, *La jeune garde*, supplément à *Rouge* n° 197, 1973, Toulouse, 12 p.

³³⁶ Cf. Document 15A, annexe 1 : Ligue communiste, *Rapport de direction...*, *op. cit.*, p. 3.

5.3. Des moyens limités à Toulouse et la question du temps de militantisme.

Le courant de la SFQI n'est pas une organisation financièrement pourvue. C'est un problème constant pour la Ligue. Le recours aux souscriptions est une solution largement utilisée pour pallier les déficits financiers. Afin de présenter Alain Krivine à l'élection présidentielle de 1974, une campagne est lancée et rassemble 181 747 francs (cent quatre-vingt-un mille sept cent quarante-sept), dont 80 782 francs (quatre-vingt mille sept cent quatre-vingt-deux) collectés à Paris³³⁷. À Toulouse, les moyens de l'organisation sont bien plus limités. La Ligue regroupe sur la décennie 1970 un peu plus d'une centaine de militants. Le groupe est essentiellement financé par les cotisations de ses adhérents dont une partie revient à l'organisation nationale. Dans ces conditions, le matériel ne peut qu'être précaire et soumis à la générosité de ses militants. Contrairement à de nombreux autres groupes d'extrême-gauche, la Ligue possède le minimum pour un parti politique qui souhaite devenir une alternative au PCF :

« On avait des réunions au local qui était rue de la Chaîne. Le local c'était chez des copains qui avaient aménagé une salle de réunion, avec le matériel pour sortir des tracts. C'est un local qu'on a gardé très longtemps. »³³⁸

L'obtention de ce local se fait donc grâce aux possibilités matérielles des militants. Il est situé aux abords du lycée Saint-Sernin et de l'université toulousaine dans le centre-ville, avant que celle-ci soit découpée en trois facultés distinctes et géographiquement dispersées. Ce local est stratégique vis-à-vis de leur base militante principale : étudiante et lycéenne. Le matériel pour imprimer des tracts est aussi une base de travail pour le fonctionnement interne, où les textes foisonnent, et pour l'expression publique alimentée par des brochures et de nombreux et divers imprimés. L'opération d'impression est bien plus compliquée qu'aujourd'hui avec les photocopieuses. La Ligue communiste de Toulouse possède une ronéotypeuse, aussi appelée duplicateur à alcool. Cet appareil fait l'objet d'une attention particulière, avec une formation technique dispensée aux militants pour apprendre la « délicate manipulation de la Ronéo³³⁹ ». En effet, elle est fragile et nécessite un travail laborieux pour sortir des tracts à plusieurs milliers d'exemplaires. Cette machine utilise des stencils (des feuilles imperméables perforées laissant passer l'encre), sur lesquels doit être frappé le texte. Ensuite, le stencil est ronéotypé

³³⁷ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 229.

³³⁸ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 389.

³³⁹ Cf. Document 18H, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, *op. cit.*, p. 10.

au nombre d'exemplaires voulus, puis les feuilles imprimées sont assemblées et agrafées manuellement³⁴⁰.

Les moyens limités s'appliquent aussi aux militants eux-mêmes. L'essentiel de l'activité de la Ligue communiste est le fait de bénévoles prenant sur leur temps libre en dehors du travail. Au niveau national, la mise en place d'un « appareil de permanents » devient nécessaire pour gérer les activités de la Ligue communiste. Grâce aux multiples souscriptions financières, l'organisation peut payer ses permanents de façon modeste et égalitaire : mille deux cents francs par mois en 1974, correspondant au salaire d'un ouvrier qualifié. Les dépenses salariales passent de 27 000 francs (vingt-sept mille) en septembre 1972 à 47 000 francs (quarante-sept mille) en mai 1974, ce qui montre l'augmentation progressive des permanents³⁴¹. Ils sont de deux catégories : technique et politique. Les permanents techniques s'occupent des tâches matérielles comme la confection du journal. Les permanents politiques se chargent de l'application au jour le jour des mandats politiques adoptés. Ils peuvent être à temps complets, mais certains sont des demi-permanents voir des quarts. Le pic numérique est atteint, d'après Gérard Filoche, en 1976 avec cent-vingt-cinq permanents lors de la période *Rouge quotidien*. L'essentiel de cette infrastructure se situe à Paris, mais de grandes villes comme Rouen ou Lyon paient localement des permanents³⁴². C'est également le cas à Toulouse, Antoine Artous assure un permanentat politique, de fait, après mai-juin 1968, ses revenus provenant d'une bourse d'agrégation et de sa famille. C'est vers 1971 qu'il devient un permanent payé par l'organisation nationale³⁴³. Toutefois, l'activité de la Ligue communiste est en grande partie assurée par des bénévoles, épaulée par des membres du comité central comme Antoine Artous³⁴⁴. Dans son rapport, la cellule médecine prend en compte ce bénévolat qui peut parfois nuire à la réalisation du travail professionnel du militant. Elle intègre alors cette donnée pour tirer ses bilans, sans stigmatiser le militant qui n'a pas eu le temps d'organiser des réunions à cause de son retard professionnel³⁴⁵.

³⁴⁰ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, *op. cit.*, p. 42.

³⁴¹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 229.

³⁴² *Ibid.*, p. 230.

³⁴³ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 396.

³⁴⁴ Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 375.

³⁴⁵ Cf. Document 7A, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge n° 5*, *op. cit.*, p. 1.

Bilan d'étape :

La presse joue un rôle central dans la Ligue communiste. *Rouge* permet à l'organisation de mettre en application un principe léniniste de base concernant le journal comme « organisateur collectif ». Il est vendu à la porte des entreprises, avant d'être couplé d'un tract sur des problèmes plus locaux. Il en est de même dans les quartiers ouvriers où le porte-à-porte assure des discussions plus approfondies et de meilleures ventes du journal. De plus, *Rouge* permet au courant de la SFQI de se restructurer après les deux dissolutions de 1968 et 1973. C'est aussi un organe de débats entre les organisations de gauche et d'extrême-gauche, et un vecteur public des décisions prises en interne par la Ligue communiste. Son histoire est originale, car c'est le seul hebdomadaire d'extrême-gauche qui est paru quotidiennement à deux reprises : du 22 avril au 20 mai 1974 et du 15 mars 1976 au 3 février 1979. Cette expérience a servi à former une série de futurs journalistes professionnels. Pour sortir ce *Rouge quotidien*, la Ligue communiste achète une rotative d'occasion et se dote d'une infrastructure technique qui n'a pas d'égale parmi les petites organisations d'extrême-gauche françaises. La presse de l'organisation est foisonnante, qu'elle soit à usage interne ou externe. Nous pouvons trouver des *Bulletins Intérieurs*, regroupant les directives nationales et la retranscription de certains débats, les *Flo Rouge*, comprenant les directives locales, ou des bulletins de branches spécialisés telle que l'éducation nationale par exemple. La Ligue communiste édite aussi des brochures de formation sur des réformes en cours ou des pistes de débats concernant certains mouvements sociaux. La section de Toulouse arrive à éditer deux journaux locaux : *La Jeune Garde* pour les lycéens et *L'Apprenti Enchaîné* pour les CET. Ce qui rend possible ces éditions est la possession d'un local, rue de la Chaîne, et d'une ronéotypeuse qui nécessite une formation technique précise. L'infrastructure de la Ligue communiste de Toulouse est précaire car le local et le matériel sont installés chez des militants. La décennie 1970 voit l'organisation trotskiste s'agrandir, rendant nécessaire la mise en place d'un « appareil de permanents » techniques et politiques. Son évolution est constante et atteint son point culminant en 1976 avec cent-vingt-cinq permanents. À l'instar de Rouen ou Lyon, Toulouse a un permanent local. Au-delà de ce dernier, tout est fait bénévolement par les militants en dehors de leur période d'étude ou de travail. Ce bénévolat pose d'ailleurs parfois problème pour accomplir ses tâches professionnelles.

Conclusion partielle

Nous avons pu voir à travers la première partie de ce mémoire que le courant de la SFQI évolue vraiment dans l'adversité au début des années 1960. Son entrisme au sein du PCF et la faiblesse numérique du PCI et de la JCR ne lui permettent pas de jouer un rôle majeur, notamment à cause, entre autres choses, de la puissance du stalinisme à la française, de ses intimidations et des formes de répression politique qu'il met en œuvre. Malgré tout, les initiatives de solidarité internationale et contre la guerre et l'impérialisme touchent une partie importante de la jeunesse. Leur rôle majoritaire au sein de plusieurs sections de l'UNEF, et dans l'UEC avant leur exclusion en 1966, est de nature à élargir leur audience et à organiser des actions politiques en suivant leur propre ligne. La JCR montre tout son potentiel lors du mouvement de mai-juin 1968 avec lequel elle est en phase. Majoritaire au sein du mouvement à Toulouse, elle peut développer sa stratégie et tenter des jonctions avec les travailleurs. La JCR arrive, avec d'autres forces, à organiser la mobilisation étudiante à travers le Mouvement du 25 avril, à l'instar du Mouvement du 22 mars à Nanterre. Comme dans toute la France, les liens entre étudiants et travailleurs ont lieu, mais sont limités à cause de l'hostilité et du poids encore conséquent de la CGT et du PCF chez les travailleurs. Le milieu étudiant parvient à soulever cette chape de plomb mais n'est pas, dans cette période, en mesure de casser l'hégémonie du PCF dans les entreprises. La JCR ressort revigorée numériquement et politiquement du mouvement de mai-juin 1968, avec une base militante essentiellement étudiante et implantée dans la jeunesse en général. La fusion en cours avec le PCI, petit et vieux groupe trotskiste, les amène vers la reproduction du schéma léniniste d'organisation et la reprise progressive des thèses politiques trotskistes. Les groupes d'extrême-gauche se tournent essentiellement vers les entreprises après mai-juin 1968. La JCR, devenue Ligue communiste en 1969 et Ligue communiste révolutionnaire en 1974, n'échappe pas à cette règle. Le but est de contester le PCF et de devenir une force alternative crédible pour les travailleurs. La Ligue communiste se sert de sa base jeune pour s'implanter dans les usines, par le biais des jumelages de comités étudiants et d'entreprises. Le travail ouvrier est une préoccupation principale. Elle développe des groupes *Taupe rouge* dans les entreprises où des militants existent, et qui peuvent parfois se coordonner régionalement et nationalement. Ces groupes publient la feuille *Taupe rouge* parlant spécifiquement des problèmes traversant le lieu de travail. Une commission ouvrière supervise ce travail ouvrier. Elle subit d'ailleurs des évolutions internes tout au long des années 1970, devenant progressivement un lieu de

coordination entre les militants de la Ligue communiste de différents syndicats. Des bilans positifs existent dans les secteurs de la santé, des PTT et de la SNCF. Des tentatives d'implantation durable ont aussi été réalisées à l'ONIA, dans l'aérospatiale et dans les nouvelles industries technologiques telles que Motorola. La Ligue communiste théorise son passage de petite organisation « trotsko-guévariste », essentiellement étudiante, à un petit parti ouvrier sur des bases marxistes par la « transcroissance organisationnelle ». Cette transcroissance lui permet de justifier le caractère provisoire et transitoire de ses structures internes et de lutter contre le spontanéisme à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation. Ce spontanéisme serait issu du mouvement étudiant et poserait de nombreux problèmes de discipline organisationnelle (les retards, les discussions sans décisions...) ainsi que des difficultés d'orientation (privilégier les actions étudiantes minoritaires coupées des masses...). La Ligue communiste explique qu'elle doit lutter contre ce spontanéisme si elle veut s'arracher du milieu étudiant et se tourner résolument vers les entreprises. L'implantation de l'organisation, que ce soit dans la jeunesse ou dans le milieu salarial, est faite dans le but de cliver le mouvement social sur ses bases politiques. C'est dans ce sens que se créent les comités rouges étudiants ou lycéens et les groupes Taupe rouge. La Ligue communiste décrète la mort des organisations de masses, notamment étudiantes, et l'imminence révolutionnaire dont mai-juin 1968 serait le premier acte. Ses structures doivent permettre à la jeunesse et aux travailleurs de s'organiser sur des bases révolutionnaires. Tout le travail de la Ligue au début des années 1970 se fait sur l'élan révolutionnaire de mai-juin 1968. Ces orientations fonctionnent en période de montée sociale : la Ligue communiste recrute et arrive à s'implanter durablement. Mais en période de reflux des luttes et du climat social, ces orientations tendent à crisper les lignes politiques et se heurtent à la réalité du terrain qui n'est plus propice aux aspirations révolutionnaires. Les organisations traditionnelles ne sont pas mortes, comme le prouve l'Union de la Gauche, et la révolution n'est pas si imminente. Malgré ces hypothèses qui se sont avérées erronées, la Ligue communiste fait partie des organisations d'extrême-gauche ayant le plus profité des « années 1968 », tant numériquement que politiquement. Les moyens matériels limités de ce courant ne l'ont pas empêché d'être un élément central des mobilisations des années 1970. À Toulouse, la section possède un local et une ronéotypeuse prêtés par des militants, tous bénévoles excepté un permanent local payé à partir de 1971, et se trouve donc dans une situation relativement précaire. Nationalement, la situation est plus avantageuse avec l'achat d'une rotative en 1975 pour imprimer le quotidien *Rouge* et l'embauche d'une équipe de permanents. La mise en place de cette infrastructure politique et technique permet à ce courant de prendre son essor. La Ligue communiste ne

subit pas directement la crise définitive du courant maoïste : sa presse est foisonnante, les débats nombreux, et l'implantation en progression même si un *turn-over* impressionnant des militants perdure.

La Ligue communiste se singularise par sa jeunesse militante et son développement conséquent au sortir de 1968. Nous devons dans cette première partie poser les cadres organisationnels de ce courant politique et comprendre ses priorités d'implantation. À partir de cette compréhension, nous pourrons commencer à étudier les multiples lignes politiques qui se sont exprimées au sein de la Ligue communiste, et plus particulièrement à Toulouse.

DEUXIEME PARTIE

Les orientations stratégiques de la SFQI à Toulouse : une organisation en phase avec son époque ?

La complexité de l'époque a traversé la SFQI, que cela soit à Toulouse ou en France. Cette deuxième partie a plusieurs axes de recherche : les rapports entre les lignes politiques divergentes qui s'expriment en interne, et leurs liens avec l'actualité politique, économique et sociale de l'époque, les différentes lignes politiques majeures qui ont consolidé les militants de cette organisation autour de tactiques et de stratégies communes, l'investissement syndical, sa politique unitaire et le rapport aux élections. L'importance donnée à la politique unitaire, l'investissement syndical, et la présentation de candidats aux élections renforcent-ils l'implantation de cette organisation dans le paysage politique français et toulousain ? Quels sont les débats dans la SFQI et leurs impacts dans les rapports militants quotidiens ? De quelle manière les militants de la Ligue se structurent-ils et s'investissent-ils dans les syndicats ? Les thèmes de mobilisation majeurs de cette époque ont-ils une influence sur ce groupe politique ? Ces différentes problématiques nous permettent d'interroger les relations et les débats de la SFQI vis-à-vis des autres organisations, du mouvement social et des populations « dominées ».



Photographie tirée de *Rouge*, n° 146, 26 février 1972, p. 14.

1. L'actualité, les débats et les divergences internes.

1.1. L'actualité politique et quelques grands événements de l'époque.

Dans le but de mieux comprendre les débats du mouvement social et de la Ligue de 1968 à 1976, nous sommes obligés de revenir sur une série d'évènements marquants de cette époque. Bien sûr, il n'est pas question de faire une chronologie complète de toute l'actualité, mais de revenir sur ce qui a impacté et provoqué le débat dans le mouvement ouvrier et à l'intérieur de la SFQI. De grands évènements politiques sont marquants en 1968. En premier lieu, le « Printemps de Prague » dans la République socialiste tchécoslovaque qui débute en janvier 1968, avec le remplacement d'Antonin Novotny par Alexander Dubcek, et atteint son point culminant en mars 1968 avec l'accession de Ludvik Svoboda à la présidence de la République. Svoboda et Dubcek vont mener une réforme des libertés publiques dans ce que l'on appelle le « socialisme à visage humain ». Cette tentative de changement intérieur n'est pas acceptée par l'URSS qui envahit le pays, dans le cadre du pacte de Varsovie, et met fin à ce soulèvement³⁴⁶. Il y a également deux faits qui marquent durablement cette période, et ce juste avant l'explosion sociale que représente mai-juin 1968. D'une part, l'assassinat de Martin Luther King aux États-Unis le 4 avril 1968, provoquant émeutes dans de nombreuses villes américaines³⁴⁷. De l'autre, l'attentat contre Rudi Dutschke le 11 avril 1968. Celui-ci est alors le dirigeant du SDS, un syndicat allemand, de plus en plus critique et creuset de la gauche extra-parlementaire, lié au parti socialiste allemand³⁴⁸. Toujours sur le plan international, nous sommes encore en pleine guerre du Vietnam contre laquelle l'opposition est grandissante. Cette guerre ne cessera que le 27 janvier 1973 avec la signature des accords de Paris prévoyant un cessez-le-feu et le retrait des forces américaines. Les Khmers rouges prennent Pnom-Penh le 17 avril 1975 et remportent la victoire face au Vietnam du Sud le 30 avril avec la capitulation de Saïgon qu'ils renomment Ho-Chi Minh Ville³⁴⁹. Mai-juin 1968 arrive en France et dans le monde au milieu, entre autres, de cette situation internationale explosive. La multiplication des grèves ouvrières, avec occupations d'usines, donne du poids à la lutte étudiante portée par un fort sentiment internationaliste et de convergence des luttes.

³⁴⁶ WINOCK Michel, *Chronique des années soixante*, Paris, Editions du Seuil, 1987, p. 248-251.

³⁴⁷ *Ibid.*, p. 225.

³⁴⁸ ZANCARINI-FOURNEL Michelle, ARTIERES Philippe (dir.), *68, une histoire collective (1962-1981)*, Paris, Editions La Découverte, 2008, p. 801.

³⁴⁹ *Ibid.*, p. 802.

Les étudiants, représentés en grande partie par le Mouvement du 22 mars à Paris et le Mouvement du 25 avril à Toulouse, sont ainsi suivis dans la grève par les syndicats de salariés qui proclament la grève générale le 13 mai 1968 après la répression des étudiants lors de la « nuit des barricades » à Paris les 10 et 11 mai³⁵⁰. Les mois de mai et de juin seront marqués par une intensification des occupations d'usines et des grèves ouvrières, et la pérennité d'un mouvement étudiant touchant toutes les villes universitaires. Ce mouvement de masse paralysant alors l'ensemble du pays. Il provoquera trois morts, le 7 juin avec le lycéen Gilles Tautin qui meurt noyé en étant poursuivi par des gardes mobiles intervenant à l'usine Renault-Flins, et le 11 juin avec deux ouvriers tués par des CRS devant l'usine Peugeot de Sochaux-Montbéliard³⁵¹. Plusieurs tournants de cette mobilisation ont lieu. Le premier est la signature des accords de Grenelle, les 25 et 26 mai, par le gouvernement et les syndicats. Ces accords prévoient une augmentation de 35 % du SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) et de 10 % en moyenne des salaires réels, ainsi que la création de la section syndicale d'entreprise. Les accords de Grenelle sont rejetés par la base des syndicats et ne permettent pas, dans un premier temps, de mettre fin au mouvement de mai-juin 1968³⁵². Le deuxième tournant, lié au premier, est le discours de Charles de Gaulle le 30 mai, après sa disparition temporaire, qui annonce la dissolution de l'Assemblée nationale. Le jour même, une grande manifestation de soutien au gouvernement a lieu sur les Champs-Élysées³⁵³. Les élections se déroulent les 23 et 30 juin. Elles marquent la victoire de l'UDR (Union pour la Défense de la République) avec 59% des voix. Le 16 juin, la police évacue la Sorbonne et la reprise du travail est votée à Renault-Billancourt, mettant fin à deux mois de mobilisation³⁵⁴.

Mais le mouvement de mai-juin 1968 est le début d'une séquence de luttes traversant toute la décennie 1970. Le mouvement féministe s'organise avec la naissance du Mouvement de Libération des Femmes en octobre 1970, l'année suivante est publié le *Manifeste des 343*³⁵⁵. Ce texte demande la légalisation de l'avortement pour toutes les femmes. Le MLF porte une critique radicale sur le système capitaliste et ce qu'il nomme le patriarcat. Les

³⁵⁰ ZANCARINI-FOURNEL Michelle, ARTIERES Philippe (dir.), 68, *une histoire...*, op. cit., p. 791.

³⁵¹ *Ibid.*, p. 792.

³⁵² ARTOUS Antoine, BENSARD Daniel, COURS-SALIES Pierre, DEBOURDEAU Jean-Pierre, KERGOAT Jacques, SITEL Francis (dir.), *Retours sur mai*, Montreuil, La Brèche, 1988, p. 213.

³⁵³ *Ibid.*

³⁵⁴ ZANCARINI-FOURNEL Michelle, ARTIERES Philippe (dir.), 68, *une histoire...*, op. cit., p. 792.

³⁵⁵ *Ibid.*, p. 542.

femmes s'organisent de façon autonome et luttent pour que les droits des femmes soient respectés et pour en gagner de nouveaux. La mobilisation pour l'Interruption Volontaire de Grossesse s'accélère avec la création du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) le 5 avril 1973³⁵⁶. C'est cette mobilisation de longue haleine des féministes, par le biais de manifestations et la création de lieux autonomes des hommes, qui pousse le gouvernement à adopter en décembre 1974 une loi sur la contraception qui supprime les limitations en vigueur. La lutte féministe obtient également le 17 janvier 1975 la loi Veil, autorisant l'IVG pour cinq ans (la loi sera définitive en 1979)³⁵⁷. D'autres secteurs se mobilisent dans les années 1970, notamment identifiables par deux conflits se déroulant sur la même période. Ils ont l'originalité de faire l'objet d'un soutien national et d'être solidaires entre eux par la présence de délégations lors de leurs manifestations respectives. Le premier est le mouvement écologiste qui prend forme les 25 et 26 août 1973, avec une grande manifestation sur le plateau du Larzac pour protester contre l'extension du camp militaire à proximité³⁵⁸. Cette mobilisation marque le début symbolique des luttes écologistes en France et entraînera plusieurs combats contre l'extension de camps militaires sur des terrains agricoles (par exemple à Châteaulin dans le Finistère ou à Canjuers dans le Var)³⁵⁹. Le deuxième est la lutte contre la fermeture de l'usine Lip. Après des mois de combats, les ouvriers décident les 18 et 19 juin 1973 de reprendre en main leur entreprise en produisant et en vendant eux-mêmes leur production. La grève de Lip entraîne l'éclosion d'une vingtaine de conflits marqués par les mêmes modalités de grève entre 1973 et 1977³⁶⁰. Un autre conflit non traditionnel est celui de la mobilisation des soldats qui prend de l'ampleur avec la publication de *l'Appel des Cent* lors de la campagne présidentielle en 1974. Quelques mois après cet appel, qui dénonce les conditions du service militaire, les brimades et demande des aménagements, une manifestation de soldats a lieu à Draguignan le 10 septembre 1974³⁶¹. Un des noyaux de la contestation lors de mai-juin 1968 n'est pas en reste. Les lycéens se mobilisent en mars 1973 contre la loi Debré qui supprime les sursis au service militaire. C'est la première fois depuis mai-juin 1968 que la jeunesse descend massivement dans la rue, et

³⁵⁶ ZANCARINI-FOURNEL Michelle, ARTIERES Philippe (dir.), *68, une histoire...*, op. cit., p. 542.

³⁵⁷ *Ibid.*, p. 795.

³⁵⁸ *Ibid.*, p. 488.

³⁵⁹ *Ibid.*, p. 489.

³⁶⁰ *Ibid.*, p. 489.

³⁶¹ *Ibid.*, p. 575.

plus spécifiquement les lycéens qui demeurent la composante principale de cette mobilisation³⁶². Les étudiants et les lycéens défilèrent de nouveau en masse le 15 avril 1976 lors d'une longue lutte contre la loi Haby (sur la professionnalisation du lycée) et la loi initiée par Jean-Pierre Soisson (sur la professionnalisation et la sélection à l'université)³⁶³.

Outre la succession des luttes décrites précédemment, mai-juin 1968 a également causé d'autres effets. Charles de Gaulle remet en jeu son mandat à travers l'organisation d'un référendum populaire en avril 1969. En plus d'engager son poste, ce vote propose également la création de régions et la rénovation du Sénat. De Gaulle est poussé à ce référendum par une situation toujours aussi explosive dans le pays et une légitimité de moins en moins forte malgré le retournement de situation politique, à la faveur de l'essoufflement des grèves, dont il a été le maître d'œuvre en mai-juin 1968³⁶⁴. Il perd ce référendum à 53,17% et démissionne, il est remplacé par l'élection à la présidence de Georges Pompidou le 15 juin 1969 (il était le premier ministre de Charles de Gaulle de 1962 jusqu'en 1968)³⁶⁵. Les mandats de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou ont été marqués par la mise en place de multiples répressions. Le 12 juin 1968, le gouvernement décrète la dissolution des principales organisations d'extrême-gauche ayant participé à la mobilisation, la plupart se reformant quelques mois plus tard³⁶⁶. Le 30 avril 1970, la « loi anticasseurs » est adoptée, elle engage la responsabilité collective des organisateurs dans les manifestations. Cette loi a pour but de contrôler les mouvements et de faire adopter une attitude policière aux organisations du mouvement social³⁶⁷. C'est le 25 février 1972 que la répression monte à son comble avec l'assassinat de Pierre Overney, un militant maoïste, par un vigile de l'usine Renault. Cet événement entraîne une manifestation de 200 000 personnes qui assistent à ses obsèques³⁶⁸. C'est un tournant dans la situation politique de l'extrême-gauche avec la fin de nombreux groupes maoïstes et une crise dans l'extrême-gauche sur les stratégies à adopter pour lutter face à l'État. Le dernier événement marquant la fin de ce « gauchisme » est l'affrontement violent le 21 juin 1973 des militants de la Ligue communiste et du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de

³⁶² ZANCARINI-FOURNEL Michelle, ARTIERES Philippe (dir.), *68, une histoire...*, *op. cit.*, p. 794.

³⁶³ *Ibid.*, p. 796.

³⁶⁴ WINOCK Michel, *Chronique des...*, *op. cit.*, p. 260.

³⁶⁵ *Ibid.*, p. 261.

³⁶⁶ KRIVINE A., *Ça te passera...*, *op. cit.*, p. 111.

³⁶⁷ ZANCARINI-FOURNEL Michelle, ARTIERES Philippe (dir.), *68, une histoire...*, *op. cit.*, p. 793.

³⁶⁸ *Ibid.*, p. 794.

France contre les CRS et les militants d'Ordre nouveau organisant un meeting raciste. Le gouvernement ordonne la dissolution d'Ordre nouveau et de la Ligue communiste, ainsi que l'arrestation de plusieurs de ses dirigeants³⁶⁹. L'attaque de ce meeting fasciste en plein cœur de Paris symbolise la fin d'une période ouverte par mai-juin 1968 dominée par les groupes d'extrême-gauche, leur activisme et les actions « coups de poing », pour ouvrir celle qui commence avec Lip, le Larzac, les nouveaux mouvements sociaux et la confrontation sur l'Union de la gauche.

L'Union de la gauche est un des éléments structurants de la période, obligeant les groupes d'extrême-gauche à se positionner vis-à-vis d'elle. Cette union, faisant suite à mai-juin 1968, tente de récupérer ses idées et de proposer un débouché politique aux luttes. La force du Parti socialiste est d'avoir proposé systématiquement cette issue pour ne pas laisser le champ libre à la gauche radicale³⁷⁰. Mais pour opérer cette union avec le PCF et les radicaux de gauche, la SFIO doit procéder à une mue politique. Du 11 au 13 juillet 1969 se déroule le congrès d'Issy-les-Moulineaux où la SFIO devient le PS. La mue sera complète au congrès d'Epinay du 11 au 13 juin 1971 avec l'accession de François Mitterrand au poste de premier secrétaire du PS³⁷¹. Après des mois de discussions, le programme commun de gouvernement entre le PS et le PCF, auquel se rallient les radicaux de gauche, est signé le 27 juin 1972. Sur le fond, le programme commun possède de nombreuses réformes réelles, dont des nationalisations. Alain Krivine l'analyse à posteriori, malgré la critique très sévère de la Ligue communiste à l'époque, comme positive car, selon lui, l'application de l'ensemble du programme commun aurait conduit obligatoirement à une épreuve de force contre le patronat³⁷². Ce programme a également comme condition le désistement systématique au second tour pour le parti arrivé en tête au premier. Cette clause sert, en définitive, plus le PS que le PCF. Le PS est bien plus laxiste à accorder des investitures et peut donc facilement se retrouver en tête au premier tour³⁷³. Mais l'accord unitaire va au-delà du programme en lui-même. Il provoque une dynamique dans tout le champ politique de la gauche, pour atteindre les syndicalistes, les associatifs et toute une frange militante qui partagent l'espoir de l'arrivée

³⁶⁹ KRIVINE A., *Ça te passera...*, *op. cit.*, p. 140.

³⁷⁰ *Ibid.*, p. 185.

³⁷¹ ZANCARINI-FOURNEL Michelle, ARTIERES Philippe (dir.), *68, une histoire...*, *op. cit.*, p. 794.

³⁷² KRIVINE A., *Ça te passera...*, *op. cit.*, p. 186.

³⁷³ RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline, *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 155.

de la gauche au pouvoir. Les orientations majoritaires au sein du PSU et de la CFDT apporteront leur soutien au programme commun. Le 19 mai 1974, cette union arrive même au score de 49,1%, face à Valérie Giscard d'Estaing qui devient président avec 50,8% des voix. Le PS arrive tout au long des années 1970, et au fil des victoires électorales locales grâce à l'Union de la gauche, à inverser le rapport de force au sein de la gauche en prenant l'ascendant sur le PCF³⁷⁴. Face à ce rapport de force défavorable au PCF, et à une base toujours très réticente à travailler avec « l'ennemi socialiste », la direction du PS rompt avec le programme commun en septembre 1977. La conséquence directe de cette rupture est l'échec de la gauche aux législatives de 1978³⁷⁵.

Les années 1960 et les années 1970 sont des périodes de grands bouleversements économiques et industriels, mais aussi mondiaux. Tout au long des années 1960, le premier élément marquant est la disparition progressive des mines de charbon au profit du pétrole qui devient la principale source d'énergie. Dans cette décennie, il y a également l'urbanisation galopante du pays, recouvrant 7% du territoire en 1954 à 14% en 1975. Plus de 500 000 nouveaux logements sont construits par an³⁷⁶. En parallèle à ce phénomène d'urbanisation se déclenche le premier choc pétrolier le 16 octobre 1973. L'OPEP augmente le prix du pétrole brut de 70%. Ce choc pétrolier rend visible une crise économique existant depuis des années, c'est le signe d'une mutation industrielle profonde et d'une crise de l'emploi³⁷⁷. En 1974, le premier ministre Jacques Chirac lance une lutte contre l'inflation, en conséquence au choc pétrolier, en instaurant un plan de rigueur budgétaire³⁷⁸. Sa politique n'arrive pas à lutter contre l'inflation et fait monter le chômage à un million de personnes le 17 novembre 1975. Le 22 septembre 1976, le nouveau premier ministre et ministre de l'économie Raymond Barre (depuis le 25 août suite à la démission de Jacques Chirac) met en place trois plans rigoureux d'austérité pour lutter contre l'inflation. Malgré cela, elle reste forte et le chômage continue d'augmenter³⁷⁹. Au-delà de cette crise économique, des événements marquent durablement le monde et les mouvements sociaux. Le 11 septembre 1973, un coup d'État au Chili contre le

³⁷⁴ RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline, *Les partis à..., op. cit.*, p. 26-27.

³⁷⁵ KRIVINE A., *Ça te passera..., op. cit.*, p. 187.

³⁷⁶ WINOCK Michel, *Chronique..., op. cit.*, p. 121.

³⁷⁷ ZANCARINI-FOURNEL Michelle, ARTIERES Philippe (dir.), *68, une histoire..., op. cit.*, p. 795.

³⁷⁸ MARGAIRAZ Michel, TARTAKOWSKY Danielle, *1968 entre libération et libéralisation. La grande bifurcation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 87.

³⁷⁹ *Ibid.*, p. 89.

nouveau président socialiste Salvador Allende porte au pouvoir le militaire Augusto Pinochet soutenu par les États-Unis. Le nouveau régime instaure une dictature militaire appliquant une politique économique néo-libérale³⁸⁰. Cet évènement signe la reprise de contrôle des États-Unis sur une partie de l'Amérique du Sud marquée par les mouvements marxistes et l'influence cubaine. Cette reprise en main ne sera pas contrariée, ou seulement un court laps de temps, par la démission du président américain Richard Nixon le 8 août 1974 suite au *Watergate*. Cette affaire révèle la mise sur écoute du siège politique du Parti démocrate et a un retentissement international sur le mépris du gouvernement américain pour les libertés fondamentales³⁸¹. En Europe, la « révolution des œillets » éclate en avril 1974 au Portugal contre le régime dictatorial de Salazar. L'année suivante, la mort du dictateur Franco en Espagne ouvre la voie vers une monarchie constitutionnelle³⁸².

1.2. Les répercussions de l'actualité politique dans la SFQI et le fonctionnement des débats.

La SFQI est traversée par les débats de l'actualité politique française et internationale. Cette organisation fait état publiquement de ses positions dans son matériel. La situation internationale est un sujet central dans la propagande de la SFQI :

« Toutefois, il y avait un suivi politique très détaillé sur l'évolution de la guerre au Vietnam, l'Amérique latine (avec une forte connaissance des mouvements de guérilla) et de la Palestine. »³⁸³

Il n'est pas rare de lire des *Taupe rouge* sur la situation au Vietnam, au Cambodge et au Laos pendant la guerre que les États-Unis ont continué de mener après mai-juin 1968³⁸⁴. Bien entendu, la période des années 1970 est propice à la dénonciation de l'impérialisme américain. La Ligue ne s'en prive pas et en fait une de ses cibles privilégiées en l'attaquant sur les guerres qu'il mène, notamment au Vietnam, mais relaie également les positions du mouvement antiguerre qui se développe à l'intérieur des États-Unis³⁸⁵. Ce pays n'est pas le

³⁸⁰ ZANCARINI-FOURNEL Michelle, ARTIERES Philippe (dir.), *68, une histoire...*, op. cit., p. 802.

³⁸¹ *Ibid.*

³⁸² *Ibid.*

³⁸³ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 401.

³⁸⁴ Cf. Document 67C, annexe 2 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Bulletin ouvrier de la Ligue communiste », *La taupe rouge*, supplément à Rouge n° 62, 4 mai 1970, Toulouse, p. 4.

³⁸⁵ Cf. Documents 69C et 69D, annexe 2 : Comité rouge de Ranguel et cellule sciences de la Ligue communiste,

seul à subir les foudres de la SFQI, c'est également le cas des pays d'Amérique du Sud aux régimes autoritaires. Ainsi dans une *Taupe rouge* de Toulouse en 1969, le gouvernement bolivien est dénoncé pour les arrestations et les tortures de militants d'extrême-gauche³⁸⁶. La critique de l'URSS, la lutte contre le stalinisme et le soutien aux « luttes anti-bureaucratiques » ne sont pas en reste. En août 1968, Alain Krivine prend position contre l'intervention de l'Union soviétique en Tchécoslovaquie. La Ligue s'insurge contre la réapparition de l'antisémitisme lors du procès de Leningrad en 1970, et attire l'attention de ses sympathisants sur les livres de Soljenitsyne et d'autres écrivains soviétiques ostracisés ayant un « point de vue de gauche³⁸⁷ ». Le 27 janvier 1970, une manifestation en soutien à Piotr Uhl, jeune révolutionnaire tchécoslovaque condamné après le « Printemps de Prague » pour « complot trotskyste », est organisée devant le consulat de Tchécoslovaquie et réunit un millier de personnes. La SFQI affirme ainsi sa filiation idéologique avec le trotskisme, considérant l'URSS, et tous les pays qui y sont liés, comme des « États ouvriers dégénérés » et « bureaucratisés³⁸⁸ ». La proximité de Toulouse avec l'État espagnol en fait un lieu privilégié dans le développement d'une campagne de solidarité, notamment en 1972 à l'occasion de la campagne de libération de militants de la Ligue emprisonnés dans les prisons de Franco³⁸⁹, mais aussi pour relayer des mobilisations s'y déroulant³⁹⁰. Néanmoins, les débats sur la situation internationale n'occulent pas les problématiques françaises, bien plus présentes après mai-juin 1968. Les deux sont menés de front :

« Après 1968, les débats se sont beaucoup plus centrés sur l'évolution de la situation française, européenne (avec à Toulouse, un suivi plus précis de l'Espagne), mais toujours avec le maintien d'une dimension internationale. »³⁹¹

En effet, dans sa propagande politique cette organisation prend à bras le corps les événements français. C'est le cas lors de la signature du programme commun de gouvernement en 1972 entre le PCF et le PS. La Ligue donne sa position, par le biais d'une *Taupe rouge SNCF*

Le catalyseur, n° 6, 3 juin 1970, Toulouse, p. 5-6.

³⁸⁶ Cf. Document 59C, annexe 2 : La Taupe rouge, *Bulletin ouvrier des cellules de la Ligue communiste (Toulouse)*, n° 5, 9 décembre 1969, Toulouse, p. 8.

³⁸⁷ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 60-61.

³⁸⁸ *Ibid.*

³⁸⁹ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Arrachons nos camarades aux prisons franquistes », *Rouge*, n° 141, 22 janvier 1972, p. 3.

³⁹⁰ Henri Weber (dir.), « Aux cotés de l'Espagne en lutte », *Rouge*, n° 239, 25 janvier 1974, p. 14.

³⁹¹ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 401.

distribuée à Toulouse, sur cette Union de la gauche qui se forme. Elle est sévère et typique d'une position révolutionnaire : l'accord entre le PS et le PCF ne remettra pas en cause le capitalisme sans une mobilisation des travailleurs eux-mêmes. François Mitterrand « utilise le PCF comme marchepied pour les élections de 1976 », et le PCF n'est qu'un gestionnaire du capitalisme un peu plus démocratique³⁹². Par ailleurs, cette *Taupe rouge SNCF* s'étend uniquement sur ce sujet et montre ainsi que les bulletins d'entreprises laissent une large place aux sujets d'actualités politiques. L'entretien de Bernard Chamayou prouve l'importance du débat sur l'Union de la gauche au sein de cette organisation :

« Il y avait aussi un débat qui montait sur l'attitude et les pratiques à avoir envers le PCF et la gauche en général. »³⁹³

Un autre exemple du traitement de l'actualité française par la Ligue est le soutien aux mobilisations qui ont lieu dans le pays. C'est le cas de deux luttes emblématiques. La lutte des Lip est ainsi mise en avant dans les tracts de l'organisation, elle est exemplaire car les ouvriers de Lip « refusent toute solution de compromis » et « préfèrent occuper l'usine pour ne pas laisser les mains libres au patron ». Au-delà de la radicalité de ce mouvement, la Ligue insiste sur la volonté des employés d'axer l'essentiel de leurs activités dans la popularisation de cette lutte « avec le soutien de toutes les organisations ouvrières sans exclusive³⁹⁴ ». L'autre mobilisation emblématique est celle du plateau du Larzac, la SFQI reproduit dans une de ses *Taupe rouge* la déclaration du « collectif des 103 paysans » touchés par l'extension du camp militaire. La reproduction de ce texte n'est pas surprenante au vu de son contenu qui explique que leur « lutte rejoint celle de tous les travailleurs pris dans l'engrenage d'un système basé sur le seul profit³⁹⁵ ».

Mais la SFQI ne se contente pas de faire état de ses positions dans son matériel. C'est le fruit de débats en son sein. Les cellules sont les instances de base où les débats ont lieu entre les militants et servent de lieux pour se former politiquement :

« Le fonctionnement de la cellule est organisé de façon très simple en définitive, en première partie le débat sur la situation politique qui pouvait être national comme international. Ce débat servait de formation, par exemple sur l'échelle mobile des salaires lorsque la question

³⁹² Cf. Document 79A, annexe 2 : *Taupe rouge SNCF, L'accord PCF-PS pour quoi faire ?*, n° 80, supplément à Rouge n° 165, 8 juillet 1972, Toulouse, p. 1.

³⁹³ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 330.

³⁹⁴ Cf. Document 85B, annexe 2 : *Taupe rouge, Le combat continue...*, supplément à Rouge n° 216, 10 août 1973, Paris, p. 4.

³⁹⁵ Cf. Document 85A, annexe 2 : *Ibid.*, p. 3.

s'est posée dans les syndicats. »³⁹⁶

Ces débats sont introduits par la présentation d'un rapport d'actualité sur la situation nationale ou internationale. C'est le bureau élu de la cellule qui organise le débat et son rapport d'actualité, il peut demander à un militant spécialisé sur une question de préparer ce rapport :

« Chaque cellule est dotée d'un bureau qui [...] préparait les rapports d'actualité. Ce n'était pas forcément un membre du bureau qui préparait un rapport ; ils demandaient à un camarade branché sur tel ou tel sujet de faire un rapport, par exemple sur l'Amérique latine ou autre. »³⁹⁷

Le sujet du débat peut être choisi par la cellule elle-même ou être impulsé par la direction de la ville dans le but que toutes les cellules débattent d'un même sujet. Cette dernière possibilité est le résultat de réunions hebdomadaires des bureaux de cellules de la ville.

« À Toulouse (comme ailleurs), ces débats étaient soit choisis par les cellules, soit un peu plus impulsés par la direction. Par exemple, il y avait chaque semaine des réunions avec les secrétaires de cellules et des rapports. »³⁹⁸

Pour appuyer ce que dit Antoine Artous, des circulaires de la direction toulousaine exclusivement destinées aux bureaux de cellules existent. Ces circulaires sont courtes et donnent les directives que doivent appliquer les bureaux, l'état des lieux de la répartition des tâches, et les points à discuter dans les cellules. Par exemple, dans la circulaire du 4 octobre 1971 les bureaux ont pour directive de « discuter à fond » la presse de l'organisation et de trouver des camarades pour « la commission de ville presse » venant d'être mise en place. Un autre exemple est sur l'aménagement du nouveau local de la Ligue avec une date de rendez-vous et un responsable pour s'en occuper, les bureaux doivent chercher deux volontaires par cellule³⁹⁹. Bien entendu, des circulaires à destination de tous les militants de l'organisation sont écrites. Elles sont plus détaillées en expliquant le contexte politique. Ces circulaires peuvent d'ailleurs comporter la retranscription de débats et le résultat des votes dans la direction de ville. C'est le cas de celle du 7 février 1972, un débat s'enclenche sur une initiative du Front de Solidarité Indochine portée par un militant de la direction. Anthony et Kemal sont contre le calendrier proposé en raison « de multiplication des tâches, de

³⁹⁶ Entretien avec Gilles Daré, annexe 4 p. 358.

³⁹⁷ *Ibid.*, annexe 4 p. 358-359.

³⁹⁸ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 401.

³⁹⁹ Cf. Document 27, annexe 1 : Direction de ville, *Circulaire hebdomadaire de réu de DV*, 4 octobre 1971, Toulouse, p. 1.

répartition des forces, d'absence de travail préalable et suivi sur l'Indochine, de faible sensibilisation du milieu, de la faiblesse des initiatives du PC dans ce domaine ». Un vote positif « pour la tenue des 6h au Palais des Sports et investissement massif de l'organisation » a lieu et se retrouve mis à l'écrit dans la circulaire⁴⁰⁰. Outre les circulaires, les militants de l'organisation sont libres d'écrire des textes destinés à être diffusés à l'intérieur du groupe politique. Le 11 juin 1969, un texte signé par Buscas, Danilov et Valles exprime leurs désaccords sur le déroulement du congrès de ville de l'organisation ayant eu lieu quelques jours plus tôt. Dès le préambule, le ton est donné en expliquant que « ce texte n'a pas pour but de remettre en cause les décisions politiques du congrès, mais de poser le problème des méthodes qui peuvent amener à une bureaucratisation de l'organisation⁴⁰¹ ». Des débats entre les militants, par textes interposés, peuvent également se dérouler. Le texte écrit par Lanceau et Lautrec le 15 mai 1973⁴⁰² et la réponse d'Anthony et Kerzanet⁴⁰³, un mois plus tard, sont des exemples significatifs. Dans le cas présent, le thème du débat est l'orientation de l'organisation dans le mouvement social, notamment étudiant, et l'attitude de la direction toulousaine de la Ligue communiste pour construire le groupe politique. Concernant les débats lors des congrès de ville, des bulletins à destination des militants sont mis en page et regroupent les résolutions et motions adoptées avec les résultats exacts des votes⁴⁰⁴. De plus, ces bulletins peuvent comporter des remarques de la direction sur la tenue du congrès et les problèmes qui ont pu émerger (comme le manque de préparation du congrès⁴⁰⁵).

1.3. Les différentes tendances politiques à l'intérieur de la JCR/LC/LCR.

C'est lors des congrès locaux, préparant parfois les congrès nationaux, que les tendances politiques à l'intérieur de l'organisation s'expriment et proposent des orientations différentes. Le premier congrès national est celui du 5 au 8 avril 1969, il marque la création de

⁴⁰⁰ Cf. Document 37A, annexe 1 : Direction de ville, *Compte-rendu DV*, 7 février 1972, Toulouse, p. 1.

⁴⁰¹ Cf. Document 3, annexe 1 : Buscas, Danilov, Valles, *Texte de Buscas, Danilov, Valles sur le déroulement du congrès de ville des 7 et 8 juin 1969*, 11 juin 1969, Toulouse, p. 1.

⁴⁰² Cf. Document 46A, annexe 1 : Lanceau et Lautrec, *L'organisation toulousaine n'a visiblement pas trouvé sa voie*, 15 mai 1973, Toulouse, p. 1.

⁴⁰³ Cf. Document 47, annexe 1 : Anthony et Kerzanet, *Réponse au texte de Lanceau et Lautrec sur l'organisation toulousaine*, 11 juin 1973, Toulouse, p. 1.

⁴⁰⁴ Cf. Document 18A, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, février 1970, Toulouse, p. 1.

⁴⁰⁵ Cf. Document 15E, annexe 1 : Ligue communiste, *Rapport de direction et résolutions*, 1969, Toulouse, p. 10.

la Ligue communiste ainsi que la fusion de la JCR et du PCI. Cette fondation est le résultat de nombreux mois de débats où les militants se sont regroupés autour du journal *Rouge* après la dissolution de la JCR en juin 1968. Sur la base de six textes préparatoires au congrès⁴⁰⁶, trois débats principaux ressortent : le type d'organisation, l'internationalisme, et la façon de s'implanter dans les entreprises. À Toulouse comme à Paris, trois tendances existent :

« Il y a eu la préparation du congrès de fondation. Là, en gros, il y a eu trois tendances comme à Paris. La tendance majoritaire avec Krivine, Bensaïd et Frank qui était pour l'adhésion à la Quatrième internationale et un parti de type léniniste. La tendance de Johsua et d'Henri Maler qui va donner Révolution! et la troisième que l'on peut caractériser comme mouvementisme avec Glucksman par exemple. La troisième tendance n'a eu aucun délégué toulousain, la deuxième a fait 5 voix avec un délégué qui était Perral. »⁴⁰⁷

Nous pouvons dès à présent remarquer que la tendance autour de Daniel Bensaïd est largement majoritaire à Toulouse, Marc Perral changeant même d'avis pendant le congrès national pour voter la position de la tendance majoritaire⁴⁰⁸. La proximité personnelle et idéologique de Daniel Bensaïd, lui-même toulousain et revenant régulièrement dans la région, avec les dirigeants locaux a dû jouer sur le score. Comme le laisse entendre Jacques Serieys et l'explique plus précisément Bernard Chamayou, la forme du parti provoque les premiers désaccords entre deux tendances :

« Lors de la constitution, au premier congrès, il y a eu des débats de tendances. Notamment la tendance "R" qui s'appelait Révolution!, et qui était plutôt fédéraliste. Elle voulait fédérer ce qui restait du mouvement de 1968, et ne pas découper une organisation qui avait la structure d'un parti politique en regroupant les gens d'accord avec le marxisme révolutionnaire d'obédience trotskiste. [...] Les "centralisateurs" ont été majoritaires par rapport aux fédéralistes. C'est un terme un peu réducteur, car le but était de centraliser un parti pour en faire un outil qui agit. Le fond politique était que mai 1968 était une répétition générale ; on s'attendait que la première arrive assez vite. Donc on pensait qu'il fallait délimiter et construire un outil qui ait les fonctions classiques d'un petit parti. »⁴⁰⁹

Avec la fondation de la Ligue communiste, le léninisme comme mode de fonctionnement est avalisé. Pour la majorité des militants, il est nécessaire de créer un parti aux délimitations

⁴⁰⁶ Cf. Document 1B, annexe 1 : Cercles Rouge, *Bulletin des diffuseurs de Rouge*, n° 2, décembre 1968, Paris, p. 32.

⁴⁰⁷ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 433.

⁴⁰⁸ *Ibid.*

⁴⁰⁹ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 322.

strictes pour mener la révolution. Ils « opposent un violent retour à Lénine⁴¹⁰ » et ce « à contre-courant de la totalité des forces d'extrême-gauche⁴¹¹ » en étant un petit parti qui revient aux fondamentaux et se rattache à l'héritage d'une culture politique trotskiste. Concernant l'internationalisme, l'ensemble du parti est en accord sur la stratégie mondiale de la révolution qui s'oppose au « socialisme dans un seul pays » de Staline. Le désaccord porte sur l'adhésion à la Quatrième Internationale dont le PCI était la section française, mais pas la JCR. Jacques Serieys nous apporte un éclairage intéressant sur la position de Daniel Bensaïd et de la section toulousaine à propos de cette question :

« Daniel Bensaïd, et la majorité de la section toulousaine était sur cette position, était défavorable à l'adhésion. Pour moi, Daniel Bensaïd était contre au moins jusqu'à fin février 1969. Grosso modo on pensait qu'il fallait profiter de cette nouvelle génération pour repenser les fondements du communisme révolutionnaire. Le projet était plus vaste que de simplement adhérer à la Quatrième Internationale, faire une sorte de conférence internationale qui permette d'ouvrir comme on l'avait fait en France avec la JCR. La JCR avait en effet un poids en Europe qui lui permettait de convoquer cette conférence dans une optique d'ouverture. Artous aussi était sur cette position-là. Mais Bensaïd a changé de position début mars il me semble, peut-être même plus tard. »⁴¹²

Cette position de refus d'adhérer à la Quatrième Internationale fait écho aux bulletins préparatoires du congrès. Selon ce texte, la Ligue doit définir « une tactique de construction de l'Internationale Révolutionnaire de masse⁴¹³ » et poser « le problème du statut d'observateur à la IVème Internationale et d'une façon générale, les rapports de notre courant avec les divers courants internationaux⁴¹⁴ ». Le projet initial laisse effectivement la possibilité d'un projet plus vaste qu'une adhésion à la Quatrième Internationale. Peu de sources en notre possession parlent de cette problématique, mais nous supposons que le poids du PCI pour ne pas rompre avec l'héritage trotskiste préservé par la Quatrième Internationale a certainement été déterminant. Le troisième débat principal de ce congrès de fondation porte sur la façon de s'implanter dans les entreprises par le biais de la « Dialectique des secteurs d'intervention ». En plus de faire partie d'un des six textes soumis au vote au congrès⁴¹⁵, la question de

⁴¹⁰ Antoine Artous et Daniel Bensaïd, « *Que faire ?* » (1903) et la création de la Ligue communiste (1969), Critique communiste n° 6, mars 1976, Paris, p. 3.

⁴¹¹ *Ibid.*, p. 6.

⁴¹² Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 432.

⁴¹³ Cf. Document 1A, annexe 1 : Cercles Rouge, *Bulletin des diffuseurs de Rouge*, n° 2, *op. cit.*, p. 18.

⁴¹⁴ *Ibid.*

⁴¹⁵ Cf. Document 1B, annexe 1 : *Ibid.*, p. 32.

l'implantation en entreprise s'est posée plus largement. Selon la Ligue, le but de cette dialectique est de partir des secteurs périphériques de la classe ouvrière, comme les enseignants et les étudiants, en s'en servant de force de frappe pour mener un travail de fond dans les entreprises et recruter des ouvriers. À Toulouse, un travail important dans les quartiers populaires est priorisé par une série de militants⁴¹⁶. Ce n'est pas la position d'Antoine Artous, dirigeant toulousain :

« Moi j'étais réticent, j'insistais sur la priorité au travail vers les entreprises et à la construction de l'organisation, il me semblait que l'on n'avait pas assez de poids institutionnels pour stabiliser réellement un recrutement sur les quartiers. »⁴¹⁷

Sa réticence de l'époque renvoie à cette dialectique où la priorité est mise sur le travail en entreprise et à l'affirmation de la Ligue communiste, position défendue par la majorité de la direction nationale et locale⁴¹⁸. Dans l'ensemble, les débats toulousains ont été assez calmes lors de la fondation de la Ligue communiste. D'après Jacques Serieys, les tensions dans l'organisation viendront entre avril et juin 1969 :

« [...] il y a eu un gros débat entre le congrès national d'avril et le congrès régional de juin 1969. Il fallait sortir de l'organisation étudiante avec ses rythmes de réunions et ses pratiques délétères. »⁴¹⁹

Ce débat percute celui de la « transcroissance organisationnelle » développée par la Ligue communiste, où l'abandon des pratiques du milieu étudiant est nécessaire pour devenir une organisation révolutionnaire à vocation de masse, quitte à mettre de côté des cadres militants. Le texte de Buscas, Danilov et Valles, écrit peu après le congrès régional de fondation de la Ligue communiste dénonce ce « fonctionnement familial et folklorique de l'ex-JCR » qui existe encore⁴²⁰.

Le deuxième congrès de la Ligue communiste, du 29 au 31 mai 1971, est moins connu mais a une place importante nationalement. Ce congrès met véritablement en place le principe de « transcroissance organisationnelle » et va surtout commencer à élaborer un programme complet de la Ligue communiste⁴²¹. Ce manifeste, *Ce que veut la Ligue communiste*, sera publié entre les 29 et 30 janvier 1972 et marque le début d'une campagne de popularisation

⁴¹⁶ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 401.

⁴¹⁷ *Ibid.*, annexe 4 p. 402.

⁴¹⁸ Antoine Artous et Daniel Bensaïd, « *Que faire ?* » (1903) et..., *op. cit.*, p. 7.

⁴¹⁹ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 433.

⁴²⁰ Cf. Document 3, annexe 1 : Buscas, Danilov, Valles, *Texte de Buscas...*, *op. cit.*, p. 1.

⁴²¹ Se référer à la chronologie, annexe 5 p. 452.

des propositions de la Ligue communiste. Ce livre est, entre autres, une réponse à la montée de l'Union de la gauche (même si elle n'est pas actée, les militants en voient les prémisses) ainsi qu'une synthèse de l'activité militante de l'organisation. À Toulouse, la direction lance cette campagne de présentation du programme de la SFQI par le biais d'une série de rencontres les 8 et 9 mars 1972⁴²². Le 8 mars, deux rencontres sont appelées : une à la faculté de l'Arsenal qui rassemble quatre-vingt personnes et une autre à l'université de Rangueil avec quarante participants. Le 9 mars, c'est à la faculté du Mirail qu'un « mini-meeting » de cent-vingt participants a lieu. D'autres sont organisées avec les lycéens, les étudiants en Droit et en Sciences économiques, et autour des groupes Taupes SNCF, PTT et Sud-Aviation⁴²³. La phase finale de cette campagne est la journée du 21 mars avec deux « meetings » sur le thème de la violence en présence d'Alain Krivine et de Daniel Bensaïd (l'un à l'Arsenal devant deux-cent-cinquante personnes et l'autre à la faculté du Mirail devant trois-cent-cinquante participants). Cette journée se conclut par un troisième « meeting », avec Alain Krivine et Daniel Bensaïd, au Palais des Sports devant deux-mille personnes⁴²⁴. Au-delà du programme de la Ligue que met en place le congrès national de 1971, des débats ont lieu au congrès local de février-mars 1970. Cette période a une importance pour l'organisation toulousaine, car elle est le fruit de longues discussions concernant la structuration et l'expansion de la Ligue communiste sur la ville et la région (par l'envoi de onze militants toulousains à Tarbes⁴²⁵). Même s'il n'y a pas de tendances spécifiques à ce congrès local, les débats battent leur plein :

« [...] il n'y a pas eu de tendances spécifiques (même s'il y a eu pas mal de débats sur la construction de la ville) lors des congrès toulousains. »⁴²⁶

Les votes se font quasiment à l'unanimité (trente-trois militants et seize stagiaires) sur des résolutions traitant du Mouvement Rouge de la Jeunesse, le travail enseignant, la réorganisation du secteur ouvrier, la construction régionale et la formation des militants⁴²⁷. Des motions de cellules critiquant l'attitude de la direction locale et « l'état actuel de l'organisation, tant sur son fonctionnement interne, que sur son apparition extérieure au travers des différentes campagnes »⁴²⁸ sont aussi votées à l'unanimité. Un texte publié le 18

⁴²² Cf. Document 38, annexe 1 : Direction de ville, *Compte-rendu de la DV*, 14 février 1972, Toulouse, p. 2.

⁴²³ Se référer à la chronologie, annexe 5 p. 454.

⁴²⁴ *Ibid.*

⁴²⁵ *Ibid.*, annexe 5 p. 450.

⁴²⁶ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 401.

⁴²⁷ Cf. Document 18A, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, février 1970, Toulouse, p. 1.

⁴²⁸ Cf. Document 19A, annexe 1 : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 1, mai 1970, Toulouse, p. 1.

avril 1970 reproche à la direction locale de ne pas avoir répondu par écrit aux critiques formulées par ces motions, alors que des dirigeants avaient reconnu verbalement leur justesse politique lors du congrès local⁴²⁹. La réponse ne tarde pas et sera publiée le 11 mai 1970 dans le même bulletin intérieur que le texte précédent. C'est Bernard Chamayou qui répond au nom de la direction, il reconnaît que « des carences graves se manifestent »⁴³⁰ et qu'il faut renforcer le « centralisme démocratique »⁴³¹ en construisant « une équipe politique⁴³² ». Ce militant explique également les carences, en référence à la transcroissance organisationnelle, par un contexte de passage « d'un état de l'organisation à un autre⁴³³ ».

Les congrès nationaux suivants du 6 au 10 décembre 1972 et celui du 19 au 22 décembre 1974 ont une certaine continuité dans les débats. Ils traitent tous les deux de la stratégie d'implantation dans le mouvement social et de la question du front unique. Les débats pour le troisième congrès national de 1972 s'engagent par la parution du *Bulletin intérieur 30* écrit par Jebracq (Daniel Bensaïd), Anthony (Antoine Artous), Stéphane (Paul Alliès) et Arthur (Armand Creus) le 21 juin 1972 :

« [...] ce texte tente de systématiser une réponse sur le fait que nous n'aurions pas le temps de recomposer un nouveau mouvement ouvrier reconstruit sous sa forme classique (justement parce que "l'Histoire nous mord la nuque") ; d'autant qu'il faut remettre en cause une vision présentée comme classique, selon laquelle l'affrontement physique avec la bourgeoisie viendrait seulement à la fin du processus révolutionnaire (sur la base d'un double pouvoir des soviets très développés comme dans la révolution russe d'octobre 1917). On sent dans notre texte l'influence de la tradition "guévariste". Il découle deux points importants de cette approche. Tout d'abord, une vision ne remettant pas en cause la bataille pour l'unité d'action avec les réformistes, mais insistant sur une dynamique de débordement. Ensuite, l'insistance de construire un service d'ordre, et plus généralement un système d'organisation, capable d'être prêt à des affrontements partiels. »⁴³⁴

Ces deux positions, insistant sur la construction d'un service d'ordre prêt à l'affrontement et un front unique qui base sa dynamique sur le débordement par la gauche des réformistes, sont loin d'être consensuelles dans l'organisation. Le BI 30 sort dans un contexte où la Ligue communiste analyse majoritairement la période comme pré-révolutionnaire, mai-juin 1968

⁴²⁹ Cf. Document 19A, annexe 1 : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 1, *op. cit.*, p. 1.

⁴³⁰ Cf. Document 19C, annexe 1 : *Ibid.*, p. 12.

⁴³¹ Cf. Document 19D, annexe 1 : *Ibid.*, p. 14.

⁴³² Cf. Document 19B, annexe 1 : *Ibid.*, p. 11.

⁴³³ *Ibid.*

⁴³⁴ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 411.

étant une répétition générale à l'image de 1905 par rapport à 1917 en Russie :

« On avait une organisation qui était tendue vers l'idée d'une répétition générale, et que des courants critiques à l'intérieur du PCF allaient sortir. Ça ne s'est pas produit, mai 1968 n'a pas été une répétition générale et il n'y a pas eu de postérité malheureusement. »⁴³⁵

Le *Bulletin intérieur 33* répondra en partie au texte de Daniel Bensaïd et d'Antoine Artous. Jacques Serieys, à la direction de ville de Toulouse pendant cette période, revient plus précisément sur le contenu de ce bulletin intérieur :

« J'ai exprimé mon désaccord envers ce texte qui avait été fait en vue du congrès à venir. Moi je me suis retrouvé à ce congrès sur la tendance de Filoche. J'ai donc monté cette tendance à Toulouse, d'à peu près une quarantaine de personnes. C'était plutôt des gens issus de familles PC comme Serge Pey par exemple. [...] le BI 33 appelait à voter PC et non PS donc ce n'était pas étonnant qu'ils se retrouvent sur cette position. Fondamentalement dans ce courant, il y avait des gens qui sentaient que l'on avait besoin de s'ancrer dans un travail de masse profond et d'avoir une orientation liée au travail de masse, plutôt que des opérations spéciales et des manifestations à répétition trois fois par semaine. Moi je pense que le travail de masse était le thème central de ce groupe-là. »⁴³⁶

Nous voyons que la position du BI 33 est plus ancrée dans le travail de masse traditionnel favorisant l'implantation à long terme, tout en appelant à voter PCF lors des échéances électorales car il serait le seul représentant concret de la classe ouvrière. Gérard Filoche dénonce le « cours militariste⁴³⁷ » du BI 30, et s'insurge contre le désintérêt et le contournement de la classe ouvrière si cette stratégie est adoptée⁴³⁸. Le dernier texte est le *Bulletin intérieur 34* signé, entre autres, par Janette Habel, Pierre Rousset et André Grimaldi :

« Il y avait une bonne partie des toulousains et de la région qui étaient sur le *Bulletin Intérieur 34* (celui de Filoche était le *Bulletin Intérieur 33*) regroupant entre autres Janette Habel, Pierre Rousset et André Grimaldi (dit Radot). C'était en fait toute la direction ouvrière et une partie de la direction internationale, en gros ils étaient sur une position intermédiaire. [...] Je reconnais que les camarades du Bulletin Intérieur 34 apportaient quelques éléments de réponse sur l'Union de la gauche. Par exemple la perspective de fusion avec le PSU. Car même si ça ne marchait pas, ça nous donnait une place politique qui était défendable. C'était une vision de la prolétarianisation mais qui était assez fine. »⁴³⁹

Ce texte est le résultat d'une position intermédiaire entre le BI 30 et le BI 33. Il tente de

⁴³⁵ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 334.

⁴³⁶ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 434-435.

⁴³⁷ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 235.

⁴³⁸ *Ibid.*

⁴³⁹ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 434-435.

« concilier les deux points de vue » et donne des éléments de réponse vis-à-vis de l'Union de la gauche en proposant une stratégie avec le PSU. La direction nationale de la Ligue (le Bureau politique) établit un compromis, « ni BI 30 ni BI 33 », pour arriver à une synthèse. Selon Gérard Filoche, la Ligue communiste a fonctionné en menant parfois une « campagne politique centrale de masse » et à d'autres moments des « actions minoritaires exemplaires et violentes⁴⁴⁰ ». Lors du congrès national, le débat dominant reste l'attitude à avoir envers l'Union de la gauche qui aboutit à une alliance entre les membres signataires du BI 30 et du BI 34 :

« De toute façon au congrès le BI 30 et 34 se sont retrouvés sur une position majoritaire commune, alors que Filoche a maintenu son texte. »⁴⁴¹

La majorité de la Ligue communiste tranche à la fin de son troisième congrès « à une faible majorité »⁴⁴² pour un vote de l'Union de la gauche. À Toulouse, nous avons peu d'informations sur les rapports de force entre les différentes sensibilités. Selon Antoine Artous :

« À Toulouse, le *Bulletin Intérieur 30* a eu bien sûr un certain écho, mais des membres de la direction ont fait référence aux critiques de Janette, Radot et Pierre. »⁴⁴³

Un des membres de la direction que ce militant évoque est, entre autres, « Lanceau (Jacques Giron), à ce moment-là membre du comité central avec Tony »⁴⁴⁴ qui se retrouve sur la position du *Bulletin Intérieur 34*. Jacques Serieys, partisan du *Bulletin Intérieur 33*, dit monter une tendance à Toulouse d'une « quarantaine de personnes »⁴⁴⁵.

Le congrès national du 19 au 22 décembre 1974 crée la Ligue communiste révolutionnaire. Il intervient pour remplacer le Front communiste révolutionnaire créé après la dissolution de la Ligue communiste par le gouvernement le 28 juin 1973. Ce congrès met un terme à six mois de débats entre quatre tendances : la tendance 1 (T1) autour de Gérard Filoche, la tendance 2 (T2) avec Daniel Bensaïd, Alain Krivine et Janette Habel, la tendance 3 (T3) menée par Michel Lequenne et Catherine Samary, la tendance 4 (T4) autour de Denis Collin et Jacques Cotta. Les débats de ce congrès sont, au fond, les mêmes que le congrès précédent. Quelle forme de front unique ? Quel positionnement pour s'implanter parmi les

⁴⁴⁰ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 208.

⁴⁴¹ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 434.

⁴⁴² FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 222.

⁴⁴³ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 412.

⁴⁴⁴ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 434.

⁴⁴⁵ *Ibid.*

masses ? La T1 continue de penser qu'un travail dans les masses est indispensable, qu'il faut « unifier les mouvements, pas les cliver » et « associer les réformistes, pas les exclure » pour « influencer leurs militants et leurs électeurs⁴⁴⁶ » :

« Entre la T1 et la T2, c'était essentiellement la compréhension du front unique. [...] La formule la plus concentrée qu'on peut retrouver dans les textes c'est "initiative, unité, débordement". C'est-à-dire une prise d'initiative, proposition d'unité et par la suite le débordement politique. Mais de plus en plus la prise d'initiative et le débordement étaient limités. Je pense que pour les camarades autour de Matti c'était cette idée-là sur laquelle il fallait beaucoup plus insister. Il fallait avoir une attitude beaucoup plus systématique vis-à-vis de la social-démocratie et du PCF. »⁴⁴⁷

Le courant de Gérard Filoche (dit Matti) essaie donc de se passer de « l'avant-garde ouvrière large » théorisée par la majorité de la Ligue. À Toulouse, la T1 est très peu représentée, voire inexistante :

« Je ne me souviens pas de l'existence à Toulouse d'un groupe sur cette position, moi j'en suis parti car avec Filoche il y avait de toute évidence des lambertistes qui n'étaient vraiment pas ma tasse de thé... »⁴⁴⁸

Jacques Serieys, qui est le chef de file toulousain du BI 33 au congrès de 1972, a en effet rejoint la majorité et la T2⁴⁴⁹ :

« La T2 c'était la majorité avec Krivine, Bensaid et Habel. La plupart des Toulousains étaient sur cette position. À Toulouse on a beaucoup évolué de façon homogène, car il faut dire qu'en 1972-1973-1974 il y a eu une sorte de réorientation vers un travail de masse. Cette réorientation venait à l'origine d'un texte de Trottard (dit Kerzanet), [...] il était tellement cohérent contre tout ce qui pouvait faire croire, par exemple, que l'avant-garde ouvrière large à Toulouse venait aux manifestations... J'ai profité du créneau pour lancer la bataille sur une réorientation pour tout le secteur jeune [...]. On a commencé un boulot que je caractérise comme beaucoup plus ancré sur le travail de masse, en milieu lycéen, étudiant et dans les CET. À Toulouse on a été sur une orientation majoritaire, mais une majorité locale car il y avait plusieurs sensibilités dans la majorité. Nous avons même fait évoluer la majorité nationale sur nos positions en ce qui concerne le travail jeune. »⁴⁵⁰

Cette réorientation vers le travail de masse, tout en ayant une grande majorité locale hétérogène se réclamant néanmoins de la T2, ne laisse pas beaucoup de place à une T1

⁴⁴⁶ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 290.

⁴⁴⁷ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 333.

⁴⁴⁸ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 438.

⁴⁴⁹ *Ibid.*

⁴⁵⁰ *Ibid.*, annexe 4 p. 438-439.

toulousaine. La T2 nationale, elle, continue de penser à la construction d'un pôle révolutionnaire délimité avec une conception du front unique spécifique :

« Dans la majorité de la Ligue, l'idée était que nous étions encore dans l'émergence et la construction d'un mouvement relativement autonome d'un pôle révolutionnaire. Un courant marxiste révolutionnaire. Les tâches unitaires étaient résumées par "initiative, unité, débordement", qui étaient un peu gauchistes. »⁴⁵¹

La T3 prône une orientation misant sur les « avant-gardes larges », étudiantes ou féministes par exemple, et pas spécifiquement sur les luttes ouvrières. Cette tendance a eu un certain succès et suscite de nombreux ralliements dans les secteurs jeunes, étudiants et femmes⁴⁵² :

« [...] on considérait que le nouveau prolétariat des petites boîtes pouvait s'organiser sur des questions autres que strictement syndicales. C'est ce qu'on a fait en partie avec le MLAC et les filles de Motorola. Il y avait les tenants de cette ligne-là, et la majorité qui se centrait sur le travail dans les grosses entreprises, considérant les organisations syndicales comme incontournables, etc. ... C'est respectivement la différence entre la T3 et la majorité de la Ligue. Gilles Da-Ré ou Jacques Giron étaient à la T3 par exemple. »⁴⁵³

Cette tendance a donc une vision plus « sociétale » que les deux premières tendances, tout en poussant à la construction de structures intermédiaires entre le parti et les masses sur ces questions afin de rallier les « avant-gardes larges⁴⁵⁴ ». À Toulouse, le débat tourne donc essentiellement entre une T2 très majoritaire et la T3⁴⁵⁵. Les résultats toulousains de la T3 ne sont pas clairs, aucun document en notre possession n'en faisant mention. Selon les personnes, la T3 fait entre 15%⁴⁵⁶ jusqu'à un tiers des voix⁴⁵⁷. Une dernière tendance nationale créée au dernier moment, non présente à Toulouse, existe sous le nom de T4. Elle reproche à la majorité nationale et internationale ses positions « guérilléristes ». Les dirigeants de cette tendance sont accusés d'être des infiltrés de l'OCI lambertiste et la rejoindront après le congrès de la LCR⁴⁵⁸. Nationalement, les résultats sont de 18% des votes à la T1, 59% à la T2, 19% à la T3 et 3% à la T4⁴⁵⁹.

⁴⁵¹ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 333.

⁴⁵² SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 236.

⁴⁵³ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 394.

⁴⁵⁴ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 333.

⁴⁵⁵ *Ibid.*, annexe 4 p. 335.

⁴⁵⁶ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 439.

⁴⁵⁷ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 336.

⁴⁵⁸ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, *op. cit.*, p. 290.

⁴⁵⁹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 235.

À Toulouse, la T3 est en partie représentée par Jacques Giron et Gilles Da-Ré même si ce dernier considère faire « partie de la majorité, mais avec une préférence relativement prononcée vers les courants de gauche⁴⁶⁰ ». Peu après le congrès national de 1974, un affrontement politique se produit dans la section toulousaine entre la majorité locale et ce courant proche de la T3. Le débat porte, une fois de plus, sur « l'organisation de la Ligue et des cellules »⁴⁶¹ mais également sur l'appartenance syndicale. Les militants proches de la T3 considèrent que le poids syndical dans la CFDT est important et donne de nouvelles possibilités à l'organisation politique.

« On considérait que l'ancienne majorité avait fait son temps. Elle était droitère dans le sens où on a mis du temps à comprendre la dialectique du travail syndical avec le poids que l'on avait dans la CFDT, les difficultés inhérentes dans la CGT avec le poids des staliniens. C'est ce qu'on a mis en avant pendant le congrès de 1975 avec un long débat sur la question syndicale. J'avais moi-même fait un rapport sur notre travail dans la CFDT en montrant toutes les possibilités qui nous étaient offertes. »⁴⁶²

Les mots sont durs mais pleins de sens. Cette confrontation est en partie une « conséquence de la grève des PTT et des banques »⁴⁶³ ayant eu lieu quelques mois plus tôt et où les militants de la CFDT ont eu une influence importante. Dans leur analyse, certains secteurs du mouvement ouvrier ne peuvent plus être ignorés :

« [...] des secteurs, qui n'étaient pas exactement le cœur de la classe ouvrière comme l'ONIA ou Sud-Aviation, tenus par des sections CFDT bien à gauche qui se posaient les problématiques de grève générale. »⁴⁶⁴

La bataille qu'ils mènent à l'intérieur de la LCR leur permet au final de se retrouver « avec une opposition relativement forte à l'intérieur de la direction en lien avec des camarades de l'hôpital⁴⁶⁵ », Gilles Da-Ré entrant à la direction de ville de l'organisation sur cette base politique. Une des lignes défendues par ce courant, qui est de « regrouper plusieurs interventions dans une même cellule/section⁴⁶⁶ », s'est imposée par la suite au fil des arrivées et des départs de militants.

Nous pouvons constater la grande hétérogénéité des situations locales ou nationales en

⁴⁶⁰ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 359.

⁴⁶¹ *Ibid.*

⁴⁶² *Ibid.*, annexe 4 p. 360.

⁴⁶³ *Ibid.*, annexe 4 p. 355.

⁴⁶⁴ *Ibid.*

⁴⁶⁵ *Ibid.*, annexe 4 p. 359.

⁴⁶⁶ *Ibid.*, annexe 4 p. 356.

termes de tendances et de débats entre courants politiques à l'intérieur de la SFQI. Lors des différents congrès locaux ou nationaux, une certaine continuité s'installe dans les choix des tendances. Nous retrouvons les mêmes personnes à leurs têtes⁴⁶⁷, même si des changements d'orientation peuvent tout de même se produire. Sur le fond politique, Bernard Chamayou nous explique la persistance de grandes options :

« [...] je crois que les tendances reproduisent globalement trois ou quatre grandes options. C'est à dire quelle l'attitude à avoir par rapport aux partis réformistes et du stalinisme, l'attitude vis-à-vis des directions syndicales et des luttes, l'attitude envers les composantes de ce qu'on a appelé plus tard la gauche de la gauche. Le quatrième serait le maintien ou non d'un courant marxiste révolutionnaire. »⁴⁶⁸

Bien entendu, les débats ne se limitent pas à ces lignes et peuvent par exemple, comme nous l'avons vu, porter sur les conceptions de construction de l'organisation et des instances à la base. Mais il nous paraît nécessaire d'insister sur le fait qu'il n'y a pas de tendance formelle et qu'elles se confrontent sur des problèmes tactiques réels.

1.4. Le fonctionnement et les rapports quotidiens des tendances, ainsi que les relations entre les militants de la SFQI.

Nous voyons que les tendances et sensibilités politiques à l'intérieur de l'organisation revêtent une grande importance. Dès la fondation de la SFQI, les tendances politiques se forment et proposent des orientations différentes. L'organisation applique ce droit de tendance pour permettre un débat libre et une prise de décisions où chaque militant peut se prononcer sur l'orientation d'une tendance politique. L'orientation qui engrange le plus de voix au congrès est la tendance majoritaire, et c'est sa stratégie qui doit être appliquée par l'ensemble de l'organisation. Cette méthode du centralisme démocratique est prégnante dans le fonctionnement de cette organisation.

« On se réclamait du centralisme démocratique ; mais cela n'avait rien à voir avec le PCF. Une fois une orientation votée dans un congrès (ou une cellule), tout le monde devait l'appliquer. Mais, ce centralisme était réellement démocratique. D'abord, parce que les débats étaient très larges et les directions de la Ligue ne ressemblaient en rien à celle de l'OCI, d'*Humanité Rouge*, de LO, etc. (sans parler du PCF et du PS, voire du PSU). Ensuite parce qu'il y avait une codification très méticuleuse du débat démocratique. Ainsi, le droit de

⁴⁶⁷ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 335.

⁴⁶⁸ *Ibid.*

tendance visait à permettre à des militants critiques de ne pas se retrouver atomisés face à une direction, ou obligés d'être majoritaires dans leur cellule pour pouvoir s'exprimer dans toute l'organisation. Une tendance (avec un nombre de signataires obligé mais pas très gros) avait droit de se réunir, de faire circuler des informations dans toutes les villes ; et cela avec un budget alloué par l'organisation. Et lors d'un congrès, la direction sortante n'existait plus, le congrès élisait un bureau de congrès, et chacune des tendances avait droit à un temps de parole égal. Les élections aux directions se faisaient sur la base de la proportionnelle des votes des congrès. »⁴⁶⁹

D'après ce témoignage, le droit de tendance est donc un moyen de faire valoir son point de vue et de permettre d'exister réellement face à une orientation majoritaire qui a les moyens de sa politique. Lors des congrès, les différentes tendances se retrouvent ainsi à égalité dans leur expression politique. Néanmoins, certaines règles sont nécessaires. Antoine Artous le dit clairement, un nombre minimum de signataires est obligatoire (trente membres nationalement⁴⁷⁰) pour avoir le droit d'exister. À Toulouse, et ce fonctionnement devait sans doute être identique dans toutes les sections de la SFQI, il faut un document écrit se déclarant en tendance pour bénéficier des droits prévus⁴⁷¹. Le centralisme démocratique implique également que les décisions prises collectivement, après un temps de débat démocratique, soient appliquées par l'ensemble de l'organisation malgré les désaccords. Concernant l'application de la décision majoritaire par toutes les tendances politiques, Bernard Chamayou se rappelle que c'était en partie le cas :

« Oui, autant que je m'en souviene. Ça ne posait pas trop de problèmes. Après, il ne faut pas être hypocrite, on applique mieux une orientation quand on la partage... Donc il y a la revanche de la réalité si je puis dire... Mais en tout cas il n'y a pas de dissidence. »⁴⁷²

Bien entendu, les désaccords ne s'effacent pas. Et comme le rappelle Bernard Chamayou, il serait illusoire de penser que tout le monde applique l'orientation majoritaire avec la même envie. D'après les sources en notre possession et les entretiens réalisés, nous n'avons pas constaté à Toulouse de stratégie publique différente provenant de courants organisés de la Ligue. En outre, le droit de tendance aboutit à une confrontation entre les courants pour obtenir une majorité de postes à la direction de la ville. S'appuyant sur différents débats, les membres d'une tendance essaient de « manœuvrer » pour rallier à eux d'autres militants :

⁴⁶⁹ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 402.

⁴⁷⁰ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 234.

⁴⁷¹ Cf. Document 39, annexe 1 : Buscas, *Déclaration tendance « bolchévique-léniniste »*, 15 novembre 1972, Toulouse, p. 1.

⁴⁷² Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 336.

« C'est un débat dont la portée avait pour but, en réalité, de découper à l'intérieur de la Ligue un courant politique donnant accès à une majorité des postes de direction. C'est une bataille que j'ai menée avec Jacques Giron, vu qu'on était sur la même tendance. »⁴⁷³

Le débat dont parle Gilles Da-Ré porte sur la structuration toulousaine de la Ligue communiste en 1975, notamment l'intérêt d'avoir des cellules intervenant spécifiquement sur des entreprises ou aux nombreuses interventions politiques. Les multiples tendances sont représentées dans les instances de direction à la proportionnelle des voix exprimées lors des congrès locaux ou nationaux⁴⁷⁴. Même s'il y a une unité dans l'action, les débats ne s'arrêtent pas en dehors des congrès et les tendances continuent à avoir un poids dans les prises de décision avec leur représentation proportionnelle dans les instances. De nombreuses négociations entre tendances politiques internes, aboutissant ou non à des compromis, peuvent se produire sur « des problèmes directionnels ou concernant des motions⁴⁷⁵ ».

Les rapports entre les militants peuvent parfois être durs quand des désaccords s'expriment. La rudesse de ces relations permet toutefois un débat riche en arguments politiques :

« Les débats étaient assez durs, surtout entre les "leaders", ça faisait un peu le combat des chefs parfois. Les débats étaient durs entre Daniel Bensaid, Gérard Filoche, Michel Lequenne. Malgré tout, les débats étaient sur la base d'une politisation. Ils permettaient de s'enrichir et de "monter" politiquement, ils étaient porteurs. C'était une garantie que l'on pouvait continuer ensemble dans la même organisation. »⁴⁷⁶

Ce sont effectivement les dirigeants de l'organisation, porteurs d'une orientation et ayant un bagage théorique et social suffisant, qui se confrontent et concrétisent ainsi les tensions. Mais ces débats ne peuvent pas être analysés correctement sans prendre en compte leur contexte. Au sortir de mai-juin 1968, la Ligue se lance dans « la construction d'un vrai petit parti à partir de rien » menant forcément à des « cristallisations autour d'individus⁴⁷⁷ ». La situation des débats n'est donc pas la même quand il est porté par un grand mouvement social :

« Il y a une différence entre mener ce genre de débats dans une période de montée des luttes, et faire de même dans une période de reflux. Tout le monde était porté en avant, c'était l'émergence d'une nouvelle organisation qui n'avait plus rien à voir ni avec la JCR ni le PCI

⁴⁷³ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 355.

⁴⁷⁴ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 394.

⁴⁷⁵ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 336.

⁴⁷⁶ *Ibid.*, annexe 4 p. 335-336.

⁴⁷⁷ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 403.

en terme de nombre, de tâches ou de situations. »⁴⁷⁸

Dès la fondation de la Ligue communiste, des textes sans concession sont écrits. Ils critiquent l'inertie organisationnelle et attaquent nommément des dirigeants locaux comme Antoine Artous, par exemple, à qui Trividic reproche de « faire croire » que la Taupe centrale est un « simple problème technique qu'il suffit de régler à la prochaine réu de secrétaires dans la rubrique divers⁴⁷⁹ ». Un autre exemple de ces attaques est le reproche fait par la cellule étudiante du Mirail à Jacques Serieys de ne pas avoir « assumé son rôle de cadre du secteur étudiant dans la cellule »⁴⁸⁰ à cause de ses absences répétées. Les critiques violentes peuvent également s'adresser à l'ensemble d'une structure. Ainsi, la cellule Philosophie fait voter une motion dénonçant la « bureaucratisation possible »⁴⁸¹ de la direction toulousaine car elle n'appliquerait pas toutes ses tâches politiques. Ces exemples ne sont pas exhaustifs et dénotent une ambiance où les désaccords sont exprimés clairement et de façon incisive, et ce dès 1969 :

« Il fallait sortir de l'organisation étudiante avec ses rythmes de réunions et ses pratiques délétères. J'en ai d'ailleurs pris plein la gueule à ce moment-là, et je n'ai pas été élu en direction toulousaine, car j'étais considéré comme typique de cette dérive étudiante. »⁴⁸²

Néanmoins, durant cette période, les débats peuvent être rudes, avec une animosité entre des personnes, mais n'empêchent pas de militer ensemble une fois les discussions politiques terminées⁴⁸³. Ces rapports deviennent plus difficiles au fur et à mesure que la situation politique se dégrade. Lorsque la séquence ouverte par mai-juin 1968 s'arrête aux alentours de 1973, et à cause d'un « piétinement politique »⁴⁸⁴ de l'organisation, les débats deviennent de plus en plus violents. Ce changement de période est illustré par les problèmes qui surviennent à Tarbes entre les militants de la Ligue, dont certains viennent de Toulouse :

« Le débat portait avec des militants que l'on pouvait apparenter comme "ouvriériste", qui fonctionnaient sur le volontarisme avec une accumulation de tâches. Il fallait tout couvrir, y compris Pau, toutes les usines de Tarbes. On n'en faisait jamais assez et ça créait des

⁴⁷⁸ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 322.

⁴⁷⁹ Cf. Document 20, annexe 1 : Trividic, *Sur le problème des apparitions centrales de l'organisation*, 20 octobre 1970, Toulouse, p. 1.

⁴⁸⁰ Cf. Document 41, annexe 1 : Cellule Mirail, *Rapport cellule Mirail*, 1972, Toulouse, p. 4.

⁴⁸¹ Cf. Document 5, annexe 1 : Cellule Philosophie, *Motion de la cellule Philo*, septembre 1969, Toulouse, p. 1.

⁴⁸² Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 433.

⁴⁸³ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 360-361.

⁴⁸⁴ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 403.

tensions. »⁴⁸⁵

Nous pouvons constater que l'activisme à outrance commence à être mis en débat au sein de l'organisation dans une période où l'écume de mai-juin 1968 disparaît. Ces tensions dans la section tarbaise finissent par des insultes en forme d'arguments comme « petits-bourgeois radicalisés » ou « étudiants demeurés »⁴⁸⁶ contre les militants qui refusent ce volontarisme en ligne politique principale. Cet épisode aboutira à la répartition en deux de la section, entre Tarbes et Pau⁴⁸⁷. L'accentuation des débats entre les tendances politiques, dans une situation globale remettant en cause définitivement l'imminence de la révolution, n'arrange rien à la violence des propos. En effet, la première véritable confrontation entre des tendances organisées se produit à la fondation de la LCR en 1974. Nationalement, la situation est assez délétère, même si à Toulouse les débats ne prennent pas la même ampleur vu la réorientation de la majorité locale sur un travail de masse. Gérard Filoche, tenant d'une des tendances minoritaires (T1), regrette les « rumeurs », les « petites histoires », les « plaisanteries »⁴⁸⁸ sur lui et les autres dans le but de discréditer les idées politiques. Michel Lequenne, un autre dirigeant d'une tendance minoritaire (T3), en fera même un de ses axes dans son orientation pour en finir avec des « méthodes de débat violentes, une certaine conception de la hiérarchie, un individualisme persistant »⁴⁸⁹.

Au-delà des tendances et de la fin de la vague mai-juin 1968, le féminisme fait son irruption sur la scène politique. La tension est à son comble en 1974-1975 avec les remises en cause que les militantes féministes de la Ligue imposent⁴⁹⁰. En effet, les attitudes sexistes dans l'organisation, comme dans tous les groupes de gauche, ne sont pas rares :

« On était une organisation sexiste. Avec pas loin du droit de cuissage des chefs sur les nouvelles militantes. Particulièrement dans le secteur étudiant, même si ça devait être un peu partout. Le mouvement des femmes ça a été un coup de tonnerre là-dedans. Ça a remis en cause plein de choses. Je me souviens d'un congrès où quand des femmes parlaient, elles se prenaient des petites réflexions et des sifflements. »⁴⁹¹

Des remises en cause personnelles de militants ont donc lieu avec l'adoption, au premier

⁴⁸⁵ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 326.

⁴⁸⁶ *Ibid.*, annexe 4 p. 327.

⁴⁸⁷ *Ibid.*

⁴⁸⁸ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, *op. cit.*, p. 289.

⁴⁸⁹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 237.

⁴⁹⁰ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 403.

⁴⁹¹ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 393.

congrès de la LCR en 1974, de la possibilité de se réunir entre femmes en non-mixité dans les « commissions Sand » (du pseudonyme d'une militante rouennaise ayant défendu cette proposition au congrès). Ces groupes permettent de lutter contre le sexisme à l'intérieur de la Ligue en donnant un espace de réflexion et d'actions exclusivement entre femmes :

« Après il y a eu une période de tension dans la Ligue en 1974-1975 avant l'arrivée des commissions Sand, et qui était un peu générale dans la société. Au nom de la libération sexuelle, tout le monde couchait avec tout le monde, et par exemple certains n'aimaient pas que leur copine aille coucher avec qui elle veut. C'était une période un peu compliquée et génératrice de tensions. Les commissions Sand dans la Ligue sont arrivées, portées par les camarades femmes, et une série de choses ont été remises dans le bon sens. »⁴⁹²

La situation semble s'être inversée dans la Ligue où les femmes ne sont plus des « individus de seconde zone »⁴⁹³ et où le sexisme est bien moins toléré.

Bilan d'étape :

En premier lieu, nous avons pu voir à travers cette partie l'ébullition de la situation mondiale. De grands événements se déroulent tout au long des décennies 1960 et 1970. Du printemps de Prague à la guerre du Vietnam, en passant par le premier choc pétrolier et le scandale américain du *Watergate*, ces événements ont une influence considérable sur la situation française et mondiale. La succession de luttes d'ampleur dans les années 1960, au milieu d'un contexte explosif, aboutit au mouvement social de mai-juin 1968. Mais cette vague de fond ne s'arrête pas en 1968. Elle continue tout au long des années 1970 avec l'émergence de grèves ouvrières, du mouvement féministe, de l'écologisme, mais aussi les luttes étudiantes et lycéennes, dans un contexte économique où le chômage commence à prendre du poids avec une inflation et une urbanisation galopantes. En France, Charles de Gaulle se retire de la vie politique après l'échec de son référendum en 1969. L'Union de la gauche devient déterminante dans la vie politique au vu des succès électoraux, le PS prenant progressivement l'ascendant sur le PCF. Tous ces événements ont une répercussion à l'intérieur de la SFQI qui débat de ces sujets. Du soutien aux luttes anti-impérialistes, en dénonçant les Etats-Unis mais également l'URSS, à la solidarité avec les résistants antifranquistes où la section toulousaine a un rôle de premier plan, la Ligue dans son expression publique et dans ses débats internes ne ménage aucun sujet. Bien entendu sa

⁴⁹² Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 361.

⁴⁹³ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 325-326.

propagande politique traite aussi de sujets français comme le soutien aux luttes ouvrières (par exemple la grève de Lip) ou la critique du programme commun PS-PCF. Sur le fonctionnement des débats à l'intérieur de la SFQI, ils se déroulent dans les cellules de l'organisation avec un rapport sur un sujet particulier. Le contenu du débat est organisé par les bureaux de cellules élus. Mais les débats peuvent être également impulsés par la direction de ville. Des textes, diffusés dans l'organisation, peuvent être écrits par n'importe quel militant sur des problèmes spécifiques. Des désaccords s'expriment dans certains comptes-rendus de la direction de ville, montrant ainsi la vivacité des débats qui peuvent exister. Les tendances politiques à l'intérieur de la SFQI ont une place centrale. Au fil des congrès locaux et nationaux, des divergences s'expriment à travers ces tendances et sensibilités internes. Le congrès de fondation de la Ligue communiste en 1969 a surtout développé le type d'organisation voulu et l'adhésion à la Quatrième Internationale, la section toulousaine étant très majoritairement sur la position de Daniel Bensaïd. Le congrès national de 1971 lance le projet du manifeste de la Ligue communiste, la sortie de ce programme (début 1972) engage l'organisation dans une série de rencontres et meetings à Toulouse. Cette année est également l'occasion de préciser le contour organisationnel dont souhaite se doter la Ligue communiste toulousaine, avec des critiques virulentes contre la direction de ville au congrès local. Les débats commencent à s'exacerber en vue du congrès national de fin 1972, la parution des BI 30, 33 et 34 entraîne de profondes discussions au sein de la SFQI, dans un contexte où la Ligue considère que mai-juin 1968 est une répétition générale pour une révolution imminente. Les débats portent sur la structure de l'organisation et du service d'ordre, mais aussi particulièrement sur le front unique envers l'Union de la gauche, et les stratégies pour s'implanter durablement dans le mouvement social. Le congrès national aboutit à une alliance entre le BI 30 et 34 contre le BI 33. À Toulouse, nous avons peu de sources sur la représentativité des tendances, les débats sont les mêmes avec un BI 33 assez fort en terme de voix, et un nombre inconnu pour les partisans du BI 30 et 34 (ils ne sont pas minoritaires, c'est tout ce que nous savons). Le dernier congrès étudié est celui de 1974 marqué par la création de la LCR au bout de six mois d'intenses débats entre la T1, la T2, la T3 et la T4. La conception du front unique et une stratégie d'implantation de masse sont en discussion. La T1 veut se passer du concept d'avant-garde ouvrière large qui n'aurait pas fait ses preuves. La T3 est à l'inverse partisane d'élargir ces avant-gardes aux mouvements féministes et écologistes. La T2, la tendance majoritaire, reste braquée sur cette théorie d'avant-garde ouvrière large et de « découpage » dans le mouvement social d'un pôle révolutionnaire. À Toulouse, la situation est particulière avec une réorientation progressive de la majorité locale sur un travail

d'implantation de masse. Cette nouvelle majorité locale, s'alliant avec les tenants du BI 33 au congrès précédent (nationalement le BI 33 donne la T1 au congrès de 1974), se réclame de la T2 et se retrouve en position de force vis-à-vis d'une T3 locale faisant de 15% à 33% des voix selon les sources. Nous pouvons voir qu'il y a une continuité des personnes à la tête des tendances. Elles débattent de plusieurs options stratégiques au fil des congrès : l'attitude envers les « réformistes » et les autres courants politiques, les stratégies vis-à-vis des luttes, des directions syndicales et du mouvement social, la construction de l'organisation. Toutes les tendances ont un fonctionnement propre et sont représentées proportionnellement en termes de voix dans les structures de direction de l'organisation. Il arrive qu'elles négocient entre elles sur des motions ou des résolutions particulières. Concernant les relations au sein de la SFQI, les rapports peuvent être durs mais doivent être resitués dans le contexte de mai-juin 1968 où il faut créer un parti à partir de rien pour une révolution imminente. La dureté des débats n'a pas le même impact dans une période politique offensive que dans un moment où la vague de fond de mai-juin 1968 est en train de retomber. C'est le cas lors des années suivantes, où les débats peuvent être violents et sont accentués par la bataille des tendances qui figent les positions. Mais l'irruption du féminisme a des répercussions au sein de la Ligue avec la remise en cause du sexisme et de la violence interne de l'organisation. En 1974, les féministes mettent en place des réunions non mixtes pour les femmes de la SFQI.

2. L'investissement syndical et le courant LC/LCR.

2.1. L'implication dans différents syndicats.

Les militants de la SFQI ont systématiquement lié leur militantisme à un investissement parmi les « masses ». Cette ligne les amène à militer dans les syndicats de travailleurs et à y construire une opposition aux directions syndicales majoritaires. La CGT et la CFDT sont les deux syndicats à investir⁴⁹⁴. Dans l'enseignement, il existe la FEN où militent tous les enseignants de la Ligue⁴⁹⁵. Néanmoins, entre la CGT et la CFDT le cœur de l'organisation balance en faveur de la CGT. L'explication pour ce choix prioritaire est donnée par Antoine Artous :

« L'orientation nationale était de prioriser l'intervention dans la CGT, afin de ne pas contourner le poids déterminant qu'elle avait dans la classe ouvrière (avec le PCF) ;

⁴⁹⁴ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 154.

⁴⁹⁵ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 336.

notamment industrielle. [...] À Toulouse, nous nous situons dans ce cadre général, mais avec pas mal de souplesse pour saisir la place occupée par la CFDT et les opportunités d'y être présents. »⁴⁹⁶

Une série de militants est effectivement présente dans la CFDT à Toulouse, même si la priorité reste toujours la CGT. La souplesse de la direction de ville l'amène à ne pas accentuer la division syndicale en créant « ex nihilo une structure CGT »⁴⁹⁷ si la CFDT est majoritaire dans une entreprise. Pour les militants de la Ligue ayant choisi de se syndiquer à la CFDT, c'est un véritable choix politique :

« Mais pour une série d'entre nous, aller à la CGT était impensable. On les voyait sur le terrain ; ce n'était pas des gens démocratiques ; ils fonctionnaient en petits groupes fermés.

Ils avaient un langage radical, mais on les voyait souvent chez le patron. »⁴⁹⁸

L'impact de mai-juin 1968 rend difficile de militer dans une CGT aux forts relents sectaires et staliniens, alors que la CFDT s'avère à ses débuts plus ouverte aux « gauchistes ». Ce choix syndical se fait également, selon Gilles Da-Ré, contre l'ambiance politique générale de la majorité de la Ligue pour qui « la classe ouvrière c'était le PCF et la CGT » et qui « a mis du temps pour comprendre la fonction de la CFDT dans la recomposition du mouvement ouvrier⁴⁹⁹ ». Cette dernière affirmation, concernant la compréhension de la majorité locale de la Ligue sur la fonction de la CFDT, est à prendre avec précaution au vu des propos de militants de la Ligue syndiqués à la CGT toulousaine. En effet, dans un texte écrit après 1974 et qui trace les grandes lignes de l'intervention dans la CGT locale, Picquet explique que « la CFDT n'a réussi nulle part, dans aucune entreprise ou secteur, à capitaliser à son profit l'audience nationale du syndicat. [...] la CFDT reste incapable d'offrir un cadre de recomposition du mouvement ouvrier local face à la CGT⁵⁰⁰ ». La direction locale de la Ligue, même si elle agit avec plus de souplesse et prend en compte le travail des militants syndiqués à la CFDT, reste sur une ligne traditionnelle en donnant la priorité au travail syndical dans la CGT. La confrontation de ces deux lignes perdurera au sein de la Ligue tout au long des années 1970.

En ce qui concerne l'implication de militants de la Ligue dans la CGT toulousaine, elle concerne une série de secteurs que nous avons développés dans notre première partie du

⁴⁹⁶ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 406.

⁴⁹⁷ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 336.

⁴⁹⁸ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 353.

⁴⁹⁹ *Ibid.*

⁵⁰⁰ Cf. Document 56A, annexe 1 : Picquet, *Nos tâches aujourd'hui dans la CGT*, sans date, Toulouse, p 2.

mémoire : la santé, les PTT, l'ONIA, Sud-Aviation et des entreprises non traditionnelles pour le bassin industriel et qui sont en pleine expansion comme Motorola ou le Bâtiment. L'investissement de militants de la Ligue dans la CGT est compliqué au vu du stalinisme entretenu par le PCF. Avant tout, les militants de la Ligue doivent réussir à s'imposer dans l'entreprise face à une CGT qui n'hésite pas à les empêcher de diffuser leur matériel :

« Ce n'était pas simple. Il fallait par exemple s'imposer à la SNCF, car on se faisait jeter systématiquement par le PCF. Car avant toute implantation sur un secteur, il fallait réussir à s'imposer, le PCF ne faisait pas de cadeaux. »⁵⁰¹

Malgré quelques réussites pour s'imposer, la présence réelle dans la CGT est faible et se fait au début de façon clandestine⁵⁰². Dans les débuts de la SFQI, l'implication syndicale par le biais de la CGT est quasiment inexistante. C'est au fil des années, notamment après 1970, qu'un embryon d'implantation voit le jour. Le bilan est rude après 1974, l'élargissement de la zone d'influence syndicale dans la CGT reste « extrêmement faible » et la Ligue communiste ne dispose toujours pas d'une « assise de masse qui [...] permette d'établir au sein du syndicat un rapport de forces concret et non une audience diffuse⁵⁰³ ». Néanmoins, cette faiblesse ne rend pas pour autant cette implantation inexistante. Les militants de la Ligue communiste se confrontent à la direction de la CGT et au sectarisme de nombre de ses adhérents. Il y a deux niveaux de confrontation : publique et en interne dans la CGT. Publiquement, la SFQI n'hésite pas à « jouer des coudes » pour s'imposer dans les manifestations où la CGT lui interdit de venir⁵⁰⁴. Elle s'efforce aussi de polémiquer avec la CGT pour convaincre les travailleurs influencés par elle. Ainsi, un tract diffusé sur les entreprises toulousaines regrette que le récent congrès de la CGT n'ait pas fait un « bilan précis des grèves dures, tournantes, des journées d'action de ces derniers mois afin de donner des perspectives claires⁵⁰⁵ ». C'est un des axes majeurs de la Ligue contre la CGT, son attentisme. La Ligue a aussi plusieurs buts dans les syndicats, notamment à la CGT : en faire des « organisations de lutte⁵⁰⁶ », mettre la « démocratie dans nos syndicats », favoriser la lutte pour l'auto-organisation par le biais d'un « comité de grève » élu⁵⁰⁷. Les attaques directes

⁵⁰¹ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 385.

⁵⁰² Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 354.

⁵⁰³ Cf. Document 54A, annexe 1 : Ligue communiste, *Notre intervention dans la CGT*, sans date, Toulouse, p. 1.

⁵⁰⁴ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 385.

⁵⁰⁵ Cf. Document 59A, annexe 2 : La Taup rouge, *Bulletin ouvrier des cellules...*, *op. cit.*, p. 1.

⁵⁰⁶ *Ibid.*

⁵⁰⁷ Cf. Document 59B, annexe 2 : *Ibid.*, p. 2.

contre la CGT ne sont pas rares, même si à la différence d'autres groupes d'extrême-gauche la Ligue considère les syndicats comme une « conquête de la classe ouvrière » et que les révolutionnaires doivent y devenir les « militants les plus actifs⁵⁰⁸ ». La confrontation se fait également à l'intérieur du syndicat. La Ligue communiste met un point d'honneur à analyser la « fraction PC » à l'intérieur de la CGT, ses manœuvres, ses stratégies pour se renouveler mais également l'évolution de la CGT Haute-Garonne par le biais de tableaux statistiques⁵⁰⁹. Cette précision dans l'analyse leur permet de se fixer des objectifs et des stratégies d'implantation. Les militants de la Ligue doivent faire face à deux possibilités oscillant entre « aspiration vers le haut, des propositions de responsabilités et l'isolement, le barrage, voire l'exclusion⁵¹⁰ ». À Toulouse, des postes dans l'appareil de la CGT sont effectivement donnés : Claude Begué dans le secteur santé-social est secrétaire de la section CGT⁵¹¹, José Chidlovsky « s'est retrouvé à la commission exécutive de la CGT par le biais de la commission jeunes de la CGT qu'il animait⁵¹² », un militant de l'ONIA est reconnu comme un « dirigeant naturel de la classe dans le secteur décisif de l'entreprise et dispose d'une audience indiscutable, quasi intouchable⁵¹³ ». Le but de la CGT en laissant cette marge de manœuvre, ce dont la Ligue est tout à fait consciente, est expliqué par Gilles Da-Ré :

« Mais quand les staliniens savaient que telle personne était à la Ligue, ils l'intégraient dans l'appareil et quand le camarade était fatigué il s'en allait. Les staliniens avaient une capacité à casser mentalement les gens. »⁵¹⁴

José Chidlovsky est un exemple typique de cette stratégie car il « avait en face de lui une commission exécutive composée à 75 % de staliniens qui bloquaient tout ce qu'il pouvait proposer. Il n'a jamais pu vraiment gagner qui que ce soit à ses idées⁵¹⁵ ». Cette pratique de la CGT se fait vis-à-vis de l'ensemble des révolutionnaires. Alain Rumeau, militant PCF et responsable CGT à Breguet, nous raconte l'attitude de ses camarades :

« J'en ai connu un à Lutte Ouvrière, dans un bureau de l'entreprise. On lui a dit que ce n'était pas compliqué, vu qu'il était syndiqué il allait ramasser le pognon des copains pour les

⁵⁰⁸ Cf. Document 59A, annexe 2 : La Taube rouge, *Bulletin ouvrier des cellules...*, *op. cit.*, p. 1.

⁵⁰⁹ Silone, *Rapport CGT*, 1972, Toulouse, 25 p.

⁵¹⁰ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 157.

⁵¹¹ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 391.

⁵¹² Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 361.

⁵¹³ Cf. Document 54B, annexe 1 : Ligue communiste, *Notre intervention dans la CGT*, *op. cit.*, p. 4.

⁵¹⁴ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 361.

⁵¹⁵ *Ibid.*

cotisations syndicales. Il a hésité un moment... Car il faut être plus courageux d'aller voir les camarades pour leur faire payer le timbre (et recevoir ainsi l'information syndicale) que de gueuler devant la porte de l'usine. Là, en étant collecteur, c'est le chef de service qui va te voir. »⁵¹⁶

C'est une façon de mettre la pression sur ce militant qui doit s'afficher publiquement envers la direction de l'entreprise, mais qui se retrouve aussi en porte à faux par rapport à ses camarades syndiqués pour le paiement de leur cotisation. L'autre but essentiel de la CGT, en laissant cette marge de manœuvre, est de renouveler son appareil en nommant des « militants combattifs » pour remplacer « des cadres usés et discrédités⁵¹⁷ ». La seconde attitude de la CGT contre les militants révolutionnaires (le barrage voire l'exclusion) existe également à Toulouse. Nous n'avons pas d'information sur d'éventuelles exclusions, peut-être à cause de la faiblesse d'implantation structurée dans la CGT. Mais l'isolement ou le barrage politique se pratiquent régulièrement. Dans les manifestations, le service d'ordre de la CGT empêche régulièrement la Ligue communiste d'être en contact avec la majeure partie des manifestants⁵¹⁸. Ce syndicat, avec le PCF, opère de la même manière devant des entreprises en empêchant la diffusion du matériel de la Ligue communiste :

« [...] c'était à l'usine de Job où on avait un copain. [...] Le camarade en question se réclamait de la Ligue, et il a dû faire croire aux responsables de la CGT qu'il était ceinture noire de judo pour avoir le calme. Au moment de distribuer, ils sont arrivés pour nous faire partir en arrachant les tracts, etc. »⁵¹⁹

Le but des militants de la Ligue, outre s'implanter dans toute une série d'entreprises, était de comprendre dans la CGT ce que « faisaient les “stals” et leurs failles à l'intérieur »⁵²⁰ pour ainsi développer des orientations alternatives efficaces.

L'investissement de militants de la SFQI dans la CFDT toulousaine est bien réel et rencontre certains succès, malgré la faiblesse relative de ce syndicat sur la ville. La CFDT a eu une attitude positive envers le mouvement de mai-juin 1968 et manifeste une ouverture dans sa structuration, ses débats, et sur la participation des travailleurs dans les modalités d'actions syndicales. Ce positionnement entraîne une vague d'adhésions, en particulier chez

⁵¹⁶ Entretien avec Alain Rumeau, annexe 4 p. 425.

⁵¹⁷ Cf. Document 56B, annexe 1 : Picquet, *Nos tâches aujourd'hui...*, *op. cit.*, p. 3.

⁵¹⁸ Cf. Document 67A, annexe 2 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Bulletin ouvrier... », *op. cit.*, p. 1.

⁵¹⁹ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 385.

⁵²⁰ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 355.

les jeunes⁵²¹. Il en est de même à Toulouse où des militants de la Ligue, rebutés par un travail dans une CGT « stalinisée », préfèrent se syndiquer à la CFDT qui a été « très ouverte au mouvement étudiant, notamment au Mouvement du 25 avril⁵²² ». En effet, des implantations conséquentes ont lieu :

« La CFDT était une très petite organisation comparée à la CGT. On a une implantation qui tient la route dans les PTT, la santé, les banques ; on a un camarade dans le commerce qui se retrouve dans le bureau de l'UD CFDT. »⁵²³

Au niveau de la santé, ce sont les militants du secteur et de l'école d'infirmières qui sont à la CFDT⁵²⁴. En dépit de ce poids grandissant dans la CFDT, la Ligue communiste n'a pas d'illusion sur sa direction syndicale. Comme pour la CGT, des tracts sont distribués et attaquent la direction de la CFDT qui aurait des « positions ambiguës, opportunistes et réformistes⁵²⁵ ». À l'intérieur de la Ligue communiste, des textes et des rapports décrivent un syndicat pétri de « centrisme par leur volonté de concilier et réconcilier, [et de] gauchisme parce qu'elle table sur l'expérience spontanée du mouvement des masses, le tout glissant vers le bonapartisme de généraux sans troupes⁵²⁶ ». Malgré cette allusion à Michel Rocard, les relations sont cordiales jusqu'en 1973-1974 entre la Ligue communiste et la direction locale de la CFDT. Cette dernière laisse la SFQI créer des sections syndicales :

« Par la suite, l'UD CFDT acceptait d'avoir des rapports avec la Ligue et que des militants connus comme en étant membres fassent du travail syndical en son sein, voire se lancent dans la création de sections CFDT. [...] Dans les PTT et la santé (à un moment aussi dans le commerce, mais de façon plus fugace), il me semble que la CFDT voyait plutôt d'un bon œil les militants de la Ligue construisant des sections. »⁵²⁷

Les militants de la Ligue communiste arrivent à avoir un vrai poids dans la CFDT. Ils débattent de façon permanente avec la partie de ce syndicat qui n'est pas à la Ligue et dans les secteurs industriels où ils ne sont pas présents⁵²⁸. Malgré ce climat cordial, la CFDT est dès le début traversée par des courants multiples dont certains sont clairement opposés à la Ligue :

⁵²¹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 158.

⁵²² Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 405.

⁵²³ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 362.

⁵²⁴ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 392.

⁵²⁵ Cf. Document 67B, annexe 2 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Bulletin ouvrier... », *op. cit.*, p. 3.

⁵²⁶ Cf. Document 36A, annexe 1 : Darthez, *Sur notre travail dans le CFDT et la tendance*, 29 janvier 1972, Toulouse, p. 3.

⁵²⁷ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 405.

⁵²⁸ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 362.

« Il y avait des fédérations qui étaient à la gauche de la CFDT ; comme la CFDT PTT à son congrès national de 1971, qui a demandé à ses adhérents de faire de la politique en rejoignant en priorité les organisations d'extrême-gauche. [...] Il y avait donc d'un côté PTT, Santé, Cuir-textile, Services qui étaient clairement à gauche. Et de l'autre des grosses fédérations comme la Chimie, la Métallurgie, la SNCF, qui étaient avant l'heure sur des positions socialistes. »⁵²⁹

Les relations vont commencer à se tendre lors du « recentrage » de la CFDT vers des positions proches du PS, en 1973-1974. La signature du programme commun et la formation de l'Union de la gauche vont polariser la CFDT et la faire évoluer par le biais de deux événements : l'élection présidentielle de 1974 avec François Mitterrand qui tente de faire de la CFDT au PS, ce que la CGT est au PCF, et les comités de soldats. En Haute-Garonne, le tournant dans les relations est brusque. Elles s'arrêtent à cause d'une grève de soutien à deux soldats de la Ligue communiste, emprisonnés en raison de leur activité syndicale :

« Nous avons appelé le commandant de la base et l'avons menacé de déclencher une grève au centre du tri s'il ne libérait pas nos camarades. [...] Les gars ont donc été relâchés. La conséquence de cette affaire à Toulouse est la mise en place d'une chape de plomb dans les relations entre la Ligue et l'UD CFDT. Les relations étaient tendues et donc finies ; nous étions combattus avec des arguments bureaucratiques et non politiques comme auparavant. »⁵³⁰

Bien sûr, la direction de la CFDT utilise cette grève comme un prétexte pour passer à un stade supérieur d'opposition à la Ligue communiste. Cette opposition se remarque encore plus lors des congrès nationaux, par exemple celui de 1973 où Edmond Maire amalgame comme un courant antisyndical la Ligue communiste avec les mao-spontanéistes. En 1976 lors du congrès national de la CFDT, avec une Ligue communiste passant de 20 à 60-65 délégués, Edmond Maire égratigne les « coucous de l'extrême-gauche incapables de traduire une théorie politique en pratique de masse⁵³¹ ». Cette opposition grandissante de la direction contre la Ligue communiste n'est pas étonnante au vu du poids progressif qui est pris par cette organisation politique. En effet, les militants de la Ligue communiste ne ménagent pas leur effort pour s'implanter durablement dans ce syndicat, ils font des « opérations de tendance » comme la « parution dans les BI de l'UD », des « prises de position de sections de base », « la

⁵²⁹ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 353.

⁵³⁰ *Ibid.*, annexe 4 p. 354.

⁵³¹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 160.

participation aux commissions de l'UD » et « des polémiques internes »⁵³² pour s'élargir et recruter. Lors des congrès nationaux et départementaux, la Ligue communiste assume publiquement son opposition en appelant à voter pour leur « motion d'orientation, une plateforme pour le congrès où ils avancent des propositions d'actions concrètes⁵³³ ». Leur stratégie de recrutement est également liée à leur activisme pendant les grèves. Après celle des PTT en 1974, la mise en place d'un groupe Taupe élargi rassemble une grande partie de l'appareil CFDT PTT de Toulouse⁵³⁴. Les militants de la Ligue remarquent que la prise de responsabilité est très rapide dans la CFDT, contrairement à la CGT où plusieurs militants sont restés clandestins. Le poids de l'organisation dans la CFDT pose une série de problèmes :

« Par exemple à la CFDT lors du congrès départemental de 1971, notre problème était de savoir sur quelle orientation on allait avoir un camarade dans le bureau de l'UD. »⁵³⁵

Un militant de la Ligue travaillant dans le commerce est finalement élu dans le bureau de l'UD⁵³⁶. D'autres militants ont des responsabilités locales à la CFDT. C'est le cas dans le secteur santé-social⁵³⁷, mais également aux PTT avec Gilles Da-Ré qui est au conseil départemental et au bureau de la CFDT-PTT dans les années 1970⁵³⁸.

Le dernier syndicat où des militants de la Ligue communiste se trouvent est la Fédération de l'Éducation nationale (FEN). Ce syndicat est particulier car c'est le seul qui reconnaît le droit de tendance tout en étant une fédération ne couvrant que l'enseignement (syndicats dans le premier degré, second degré et supérieur). Les militants de la Ligue communiste agissent à partir de 1969 dans la tendance École Émancipée de la FEN :

« Et bien dans la tendance École Émancipée, on est rentrés en 1969. [...] C'était une tendance, car il y avait un droit de tendance dans la FEN. C'était la seule centrale syndicale où il y avait ce droit, pour des raisons historiques car la FEN était restée autonome lors de la scission CGT-CGTU avec pour mandat d'œuvrer à la réunification syndicale. Pour garantir la cohabitation des différents courants, le droit de tendance a été mis en place et codifié. Il s'est bien sûr bureaucratisé par la suite, mais il était quand même codifié. »⁵³⁹

La tendance École Émancipée est une structure de consensus entre des courants

⁵³² Cf. Document 36C, annexe 1 : Darthez, *Sur notre travail dans le CFDT...*, *op. cit.*, p. 5.

⁵³³ Cf. Document 67B, annexe 2 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Bulletin ouvrier... », *op. cit.*, p. 3.

⁵³⁴ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 358.

⁵³⁵ *Ibid.*, annexe 4 p. 355.

⁵³⁶ *Ibid.*, annexe 4 p. 362.

⁵³⁷ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 392.

⁵³⁸ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 349.

⁵³⁹ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 336-337.

révolutionnaires⁵⁴⁰, comme les anarchistes ou des militants de la Libre Pensée⁵⁴¹. La structuration de l'École Émancipée est particulière. Elle refuse la division selon l'appartenance corporative et tente de surmonter les catégories. Elle est organisée en groupes départementaux mélangeant les enseignants du primaire, du secondaire ou du supérieur. Bien entendu, il existe en plus des commissions techniques pour préparer et affiner l'intervention spécifique⁵⁴². La Ligue communiste a une constance dans sa ligne politique envers l'École Émancipée à ses congrès de 1969, 1972 et 1977. Elle juge nécessaire le travail syndical dans la FEN à travers l'École Émancipée car ses « références générales correspondent largement à notre projet⁵⁴³ ». La particularité de l'École Émancipée est d'autant plus grande lorsqu'elle décide d'ouvrir ses groupes départementaux aux non-syndiqués de la FEN, à des militants membres de la tendance révolutionnaire du Syndicat National de l'Enseignement Technique et Professionnel lié à la CGT, ou au Syndicat Général de l'Éducation Nationale de la CFDT. Des militants de la Ligue choisissent d'adhérer à ces deux derniers syndicats en raison de leur lien interprofessionnel⁵⁴⁴. Le poids de la tendance École Émancipée dans la FEN n'est pas négligeable, elle fait entre 8 et 12 % des voix au niveau national⁵⁴⁵. Le score étant à peu près le même en Midi-Pyrénées avec une quarantaine-cinquantaine de participants aux réunions régionales de la tendance⁵⁴⁶. La Ligue joue un rôle de premier plan lors de ces réunions, les deux tiers sont dans ce groupe politique⁵⁴⁷. Le courant LC/LCR est également à l'initiative de quatre groupes départementaux de l'École Émancipée : les Hautes-Pyrénées, le Tarn, le Gers et le Lot⁵⁴⁸. Ce poids grandissant de la Ligue communiste dans l'École Émancipée n'est pas étonnant, beaucoup de militants ayant participé à mai-juin 1968 travaillent dans l'enseignement à la fin de leurs études⁵⁴⁹. Mais l'École Émancipée n'est pas le seul courant existant dans la FEN, deux autres tendances sont combattues :

« Il y avait deux grands courants. "Unité, Indépendance et Démocratie" qui était le courant

⁵⁴⁰ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 337.

⁵⁴¹ *Ibid.*, annexe 4 p. 338.

⁵⁴² *Ibid.*, annexe 4 p. 337.

⁵⁴³ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 168.

⁵⁴⁴ *Ibid.*

⁵⁴⁵ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 337.

⁵⁴⁶ *Ibid.*

⁵⁴⁷ *Ibid.*, annexe 4 p. 338.

⁵⁴⁸ Cf. Document 24F, annexe 1 : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou...*, *op. cit.*, p. 9.

⁵⁴⁹ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 404.

dirigeant lié à la social-démocratie, et “Unité et Action” qui était le courant lié au PCF. Des tensions très fortes entre ces deux courants avaient lieu. “Unité et Action” prenait du poids dans l'appareil en dirigeant le syndicat du second degré et du supérieur, et “Unité, Indépendance et Démocratie” dirigeait le syndicat des instituteurs. C'était en quelque sorte une machine bicéphale du coup. Nous on arrivait en tant que troisième courant, on avait une double bagarre syndicale à mener contre deux courants réformistes avec chacun leur type de bureaucratie. »⁵⁵⁰

En effet, la tendance « Unité et Action » liée au PCF gagne du terrain dans la FEN par le contrôle du SNES, SNEP et SNESup. La Ligue communiste constate que les militants d'« Unité et Action » remplacent progressivement, en s'appuyant sur une base militante réelle, la tendance liée à la social-démocratie. Mais la Ligue communiste analyse cette prise de contrôle comme un espace qui se libère pour les tendances « gauchistes », car ce qu'« Unité et Action » gagne sur sa droite, elle le perdrait sur sa gauche⁵⁵¹. La stratégie de la SFQI dans l'enseignement est la « construction d'un mouvement de masse enseignant »⁵⁵² combinée à un travail syndical. Les enseignants de la Ligue jugent que des perspectives syndicales se dégagent en étant « contre la participation sous toutes ses formes, contre l'illusion pédagogique, contre tous les replâtrages⁵⁵³ ». Ils sont pour incorporer des « perspectives révolutionnaires » à chaque mot d'ordre défendant des acquis sociaux⁵⁵⁴. L'organisation estime que les enseignants attendent des révolutionnaires un « renouveau du syndicalisme que les directions réformistes et staliniennes ne peuvent leur offrir⁵⁵⁵ ». C'est en ce sens que le refus de la participation est primordial. Par « participation », la Ligue entend la cogestion du syndicat dans ses structures de direction où l'École Émancipée est représentée en toute indépendance au prorata des voix obtenues⁵⁵⁶. Ces positionnements généraux et l'influence de l'organisation politique permettent à ses militants de prendre des postes à responsabilité dans l'animation de la tendance⁵⁵⁷.

⁵⁵⁰ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 338.

⁵⁵¹ Cf. Document 24B, annexe 1 : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou...*, *op. cit.*, p. 5.

⁵⁵² Cf. Document 18E, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, février 1970, Toulouse, p. 6.

⁵⁵³ Cf. Document 2A, annexe 1 : Ligue communiste, *Bulletin des enseignants*, avril 1969, Toulouse, p. 3.

⁵⁵⁴ Cf. Document 2B, annexe 1 : *Ibid.*, p. 4.

⁵⁵⁵ Cf. Document 2A, annexe 1 : *Ibid.*, p. 3.

⁵⁵⁶ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 338.

⁵⁵⁷ Entretien avec Lucien Sanchez, annexe 4 p. 374.

2.2. La structuration des militants syndiqués de la SFQI.

L'intervention des militants de la Ligue au sein des syndicats ne se fait pas de façon dispersée, sans aucune coordination. Nous avons vu dans notre première partie du mémoire les différentes façons par lesquelles cette organisation s'implante dans les entreprises. Les groupes Taupe rouge ou les cellules mixtes étudiants-salariés en sont les moyens principaux. Néanmoins, la structuration des militants syndicaux au sein du courant LC/LCR est différente, même si elle recoupe en partie les groupes Taupe rouge (ces derniers évoquent également la question syndicale mais se centrent spécifiquement sur une entreprise). Dans la Ligue communiste, il existe une commission ouvrière chargée d'élaborer entièrement le travail ouvrier dans une organisation qui n'est pas encore durablement implantée dans les entreprises. Cette commission s'est modifiée et a perdu de son influence au profit d'une structuration en fractions syndicales :

« Une fois que le tournant syndical a été pris, non seulement théoriquement mais aussi dans les faits pendant l'hiver 69-70, on a organisé des fractions syndicales. Des militants de la Ligue, au-delà de telle ou telle cellule, se réunissaient en fraction CGT, CFDT, École Émancipée, pour préparer l'intervention dans la structure syndicale. »⁵⁵⁸

L'émergence des fractions syndicales de ville pendant l'hiver 1969-1970 ne fait pas disparaître la commission ouvrière. Elle continue d'exister et a pour but la centralisation et l'élaboration du travail ouvrier, notamment en contrôlant le travail des fractions syndicales⁵⁵⁹. Cette commission ouvrière se voit progressivement supplantée par les commissions syndicales FEN, CGT et CFDT qui coordonnent le travail dans les trois syndicats⁵⁶⁰. Néanmoins, même dans ce cas, la commission ouvrière continue d'avoir une utilité :

« Il y avait de temps à autre un outil plus petit, faisant office de commission ouvrière, composée des trois affiliations syndicales et qui était chargée d'élaborer une ligne globale sur la ville. »⁵⁶¹

Pour Gilles Da-Ré, la faiblesse progressive de la commission ouvrière au profit de commissions syndicales est logique. En effet, l'implantation de la SFQI ne peut plus être gérée par une seule commission dont les appartenances syndicales sont différentes :

« Nous devons prendre le temps de discuter pour chaque syndicat des batailles à mener, par

⁵⁵⁸ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 339.

⁵⁵⁹ Cf. Document 32A, annexe 1 : Direction ouvrière, *Circulaire de DO*, 22 décembre 1971, Toulouse, p. 1.

⁵⁶⁰ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 405.

⁵⁶¹ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 354.

exemple le droit à l'avortement. Dans la santé cette bataille était importante. Dans la commission ouvrière, c'était compliqué d'avoir ce genre de discussions, car on ne menait pas de la même façon les batailles dans la CGT que dans la CFDT. »⁵⁶²

Les rythmes ne sont pas les mêmes à la CGT, à la FEN ou à la CFDT. Un développement rapide dans la CFDT est permis alors que la clandestinité est de mise à la CGT. Les commissions syndicales ont tout de même des réunions rapides de leurs bureaux respectifs⁵⁶³. Les fractions syndicales, elles, continuent de se réunir pour élaborer une ligne politique « bétonnée » dans un contexte où c'est « ligne contre ligne »⁵⁶⁴ contre les « bureaucraties syndicales ». Le travail en fraction syndicale, regroupant l'ensemble des militants d'un syndicat sur la ville, est crucial pour la SFQI. Ces fractions sont couplées avec des fractions « élargies » regroupant les syndicalistes sympathisants de la Ligue⁵⁶⁵. Ces fractions « élargies » peuvent être intersyndicales et regrouper l'ensemble des syndicalistes sympathisants, quelle que soit leur appartenance⁵⁶⁶.

La fraction CGT est considérée comme un « facteur décisif et indispensable de progression de notre travail⁵⁶⁷ ». Plusieurs tâches lui incombent : l'échange des pratiques syndicales dans l'animation des sections, la préparation détaillée et les bilans des congrès syndicaux, la prise en charge des tâches de soutien aux luttes en cours⁵⁶⁸. Elle doit aussi faire « une analyse détaillée de la CGT sur la ville », c'est-à-dire l'état actuel des sections et des rapports de force à l'intérieur de la CGT. Elle élabore également une « démarche programmatique au travers d'une plate-forme de mots d'ordre répondant aux nécessités de la période actuelle pour la classe ouvrière⁵⁶⁹ ». Bien entendu cette politique dans la CGT est particulière, c'est une fraction « clandestine » :

« Dans la CFDT [...] les militants Ligue étaient connus comme tels. Ici la question se déplace. Il s'agit de savoir s'il est légitime que des militants de la Ligue assument la ligne politique de leur organisation, tout en respectant très fermement l'autonomie organisationnelle du syndicat et une conception fédéraliste du syndicalisme. C'était la ligne

⁵⁶² Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 362.

⁵⁶³ *Ibid.*, annexe 4 p. 362-363.

⁵⁶⁴ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 340.

⁵⁶⁵ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 405.

⁵⁶⁶ Cf. Document 32B, annexe 1 : Direction ouvrière, *Circulaire de DO*, 22 décembre 1971, Toulouse, p. 2.

⁵⁶⁷ Cf. Document 56C, annexe 1 : Picquet, *Nos tâches aujourd'hui...*, *op. cit.*, p. 7.

⁵⁶⁸ *Ibid.*

⁵⁶⁹ *Ibid.*

de la Ligue. »⁵⁷⁰

Il y a donc une certaine souplesse dans le centralisme démocratique qu'impose la Ligue à ses militants syndiqués à la CGT. La politique de fraction dans la CGT, fût-elle clandestine, amène la Ligue communiste à choisir ses batailles « en fonction des bagarres concrètes objectivement nécessaires et assumables dans la pratique⁵⁷¹ ». En effet, l'objectif de l'organisation politique dans la CGT, à travers sa fraction, est double : « faire apparaître une autre logique que la logique réformiste », « faire apparaître une opposition syndicale lutte de classe et en son sein un noyau regroupé autour d'un projet révolutionnaire⁵⁷² ». Mais la Ligue n'est pas naïve sur ses capacités, qu'elle juge mince, à regrouper ce « pôle révolutionnaire dans la CGT⁵⁷³ », tout en craignant de tomber dans une attitude qui ne serait pas comprise par la masse des syndiqués.

La fraction CFDT est d'un tout autre calibre, bien que la taille de la CGT de Toulouse soit incomparable à celle de la CFDT représentant une « espèce d'aiguillon [qui n'a] pas du tout le même poids⁵⁷⁴ ». La fraction syndicale CFDT n'est pas clandestine car la plupart des militants de la Ligue sont connus comme tels dans le syndicat. Les militants de la SFQI peuvent développer leur orientation librement, ou presque, dans celui-ci. Leur fraction consiste « à construire des points d'appui dans les sections de base et gagner quelques cadres » pour consolider le « rapport de force face aux réformistes⁵⁷⁵ ». Comme pour la CGT, il existe une fraction syndicale « élargie » de la CFDT. Cette instance, qui regroupe les sympathisants de la Ligue communiste syndiqués à la CFDT, a plusieurs objectifs comme préparer les congrès en se répartissant « entre les diverses commissions au congrès » ou suivre et élaborer le travail des militants dans leurs syndicats respectifs⁵⁷⁶. En effet, les fractions « élargies » ne sont pas de simples chambres d'enregistrement des décisions prises dans les instances de la Ligue, elles peuvent être parfois des lieux d'élaboration collective⁵⁷⁷. Des dirigeants du groupe politique constatent un manque de participation des militants à cette fraction « élargie » CFDT. Pour remédier à cela, la Ligue communiste décide que la fraction

⁵⁷⁰ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 406.

⁵⁷¹ Cf. Document 54D, annexe 1 : Ligue communiste, *Notre intervention dans la CGT*, *op. cit.*, p. 9.

⁵⁷² Cf. Document 54C, annexe 1 : *Ibid.*, p. 8.

⁵⁷³ Cf. Document 54D, annexe 1 : *Ibid.*, p. 9.

⁵⁷⁴ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 355.

⁵⁷⁵ Cf. Document 36B, annexe 1 : Darthez, *Sur notre travail dans le CFDT...*, *op. cit.*, p. 4.

⁵⁷⁶ Cf. Document 29, annexe 1 : Direction ouvrière, *Compte-rendu réunion D.O.*, 9 novembre 1971, Toulouse, p. 1.

⁵⁷⁷ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 406.

« élargie » se réunira désormais tous les quinze jours⁵⁷⁸. Elle demande que toutes les cellules de la ville aient un débat sur le travail ouvrier en général et la CFDT en particulier, de recenser les « militants et sympathisants membres de la CFDT pour cette fraction » et de désigner un militant pour représenter les cellules qui n'ont pas de syndiqués à la CFDT⁵⁷⁹. Avec l'influence grandissante de la SFQI dans la CFDT, un débat émerge à partir de décembre 1971. Trividic propose de créer une « tendance lutte de classe » qui agirait dans la CFDT. Elle serait permanente et publique, s'exprimerait dans les BI de l'UD CFDT, organiserait des réunions au local syndical, provoquerait des débats internes et participerait aux commissions du syndicat⁵⁸⁰. La construction de cette tendance pourrait s'appuyer sur un « courant large syndical » qui existe dans la CFDT depuis le dernier congrès de l'UD. Ce « courant » est composé de militants et sympathisants du PSU⁵⁸¹. De plus, ce serait une « tendance intersyndicale autoproclamée » dotée d'une plate-forme⁵⁸². Outre le fait d'élargir l'audience syndicale des oppositionnels, le but est de faire « progresser ce noyau » et de créer « une dynamique de rupture » pour que les militants membres du PSU rompent avec leur organisation politique⁵⁸³. La position de Trividic n'est pas partagée par Darthez, ni par les autres membres de la direction de ville comme Antoine Artous ou Bertin. Darthez considère que la « tendance lutte de classe » est un « projet substitutiste » car il se passe d'une « avant-garde LC organisée et y substitue un vague courant syndicaliste révolutionnaire⁵⁸⁴ ». Les conditions politiques ne seraient pas assez mûres pour l'émergence de cette tendance syndicale, il manquerait une compréhension du stalinisme dans le mouvement ouvrier, de la nouvelle tactique des luttes et d'une alternative révolutionnaire minimale⁵⁸⁵. Pour Darthez, cette tendance ne peut qu'être un projet à « plus ou moins long terme et non une nécessité immédiate »⁵⁸⁶. Il propose comme alternative la mise en place de « cahiers lutte de classe »⁵⁸⁷.

⁵⁷⁸ Cf. Document 44A, annexe 1 : Darthez et Garai, *Une fois de plus sur la fraction élargie CFDT*, 16 janvier 1973, Toulouse, p. 2.

⁵⁷⁹ Cf. Document 44B, annexe 1 : *Ibid.*, p. 3.

⁵⁸⁰ Cf. Document 35A, annexe 1 : Direction de ville, *Compte-rendu de DV*, 23 janvier 1972, Toulouse, p. 1.

⁵⁸¹ *Ibid.*

⁵⁸² *Ibid.*

⁵⁸³ *Ibid.*

⁵⁸⁴ *Ibid.*

⁵⁸⁵ *Ibid.*

⁵⁸⁶ *Ibid.*

⁵⁸⁷ *Ibid.*

Darthez développe son point de vue dans un texte écrit le 29 janvier 1972. Pour renforcer le « rapport de force face au réformisme », « accélérer la maturation de l'avant-garde ouvrière » et préparer le « dégagement de notre courant politique dans les syndicats », il faut renforcer le poids politique de la Ligue communiste par le biais des « apparitions publiques, l'implantation ouvrière, la structuration de fraction », développer « intensément » la propagande en direction de « l'avant-garde large », poursuivre les « opérations de tendance » et mener « la bataille contre le PSU⁵⁸⁸ ».

La fraction de la FEN est tout aussi particulière, la Ligue communiste intervient dans la tendance École Émancipée. Au début de la participation de la SFQI à la FEN, une bataille est menée dans l'École Émancipée contre l'OCI :

« À partir de là, nous sommes rentrés en opposition envers l'OCI qui a quitté École Émancipée pour créer leur courant Front Unique Ouvrier à l'intérieur de la FEN. Ce courant a pour base la ligne politique de l'OCI pendant mai 1968 où ils sont passés complètement à côté. [...] L'OCI a été poussé en dehors d'École Émancipée, car il y avait un débat de fond au sein de la tendance sur la question d'être des accompagnateurs de gauche de la bureaucratie de la FEN, ou être en opposition claire à cette bureaucratie. »⁵⁸⁹

Pour la Ligue communiste, l'OCI a une « politique de front unique très opportuniste avec la direction de la FEN⁵⁹⁰ ». Une fois que « l'opposition claire » aux bureaucraties syndicales de la FEN est tranchée dans l'École Émancipée, la Ligue développe cette tendance. La question du travail en fraction au sein de cette tendance se pose. Deux positions s'opposent dans la SFQI. La première est la création d'une fraction syndicale dans l'École Émancipée pour coordonner les militants enseignants sur une ligne et des mots d'ordre, et permettre la « centralisation de l'information⁵⁹¹ ». La deuxième position est celle de la commission enseignante nationale qui refuse cette fraction car elle serait « mal vue par les camarades de l'École Émancipée » et théorise cette dernière comme une « tendance Rouge en puissance dans la FEN », rendant inutile une structuration autonome de la Ligue en son sein⁵⁹². C'est la première position qui sera majoritaire nationalement fin 1970, même si des oppositions continuent d'exister⁵⁹³. Au congrès local de février 1970, la Ligue communiste décide de

⁵⁸⁸ Cf. Document 36C, annexe 1 : Darthez, *Sur notre travail dans le CFDT...*, *op. cit.*, p. 5.

⁵⁸⁹ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 336-337.

⁵⁹⁰ *Ibid.*, annexe 4 p. 329.

⁵⁹¹ Cf. Document 24E, annexe 1 : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou...*, *op. cit.*, p. 8.

⁵⁹² *Ibid.*

⁵⁹³ *Ibid.*

« s'organiser en fraction régionale »⁵⁹⁴ au sein de l'École Émancipée, et prend donc les devants de l'organisation nationale où cette question n'est pas encore tranchée. Cette orientation aura des conséquences parfois négatives au sein de l'École Émancipée :

« Dans l'École Émancipée ça se savait, les tensions étaient très vives... On nous disait que ce n'était pas démocratique, vous arrivez avec une orientation déjà décidée entre vous. Ce n'était pas faux. C'était une nécessité à ce moment-là, après nous avons eu des débats sur l'indépendance syndicale comme valeur que nous partageons et que l'on doit respecter. Nous ne pouvons pas à la fois reprocher à la social-démocratie et au PCF de se servir du syndicat comme courroie de transmission de leur orientation, et faire la même chose en s'autolégitimant, car nous au moins on est des révolutionnaires. »⁵⁹⁵

La fraction École Émancipée de la SFQI discute des « orientations tactiques » qui se construisent sur la base d'un consensus dans des débats de la tendance⁵⁹⁶. Dans l'École Émancipée, les militants de la Ligue communiste « peuvent avoir des points de vue différents » sans que cela soit contradictoire avec le travail en fraction⁵⁹⁷.

Un infléchissement de la tactique des fractions syndicales s'opère aux alentours de 1974, lors du congrès constitutif de la LCR. La section toulousaine décide de mettre en place des commissions à la place des fractions syndicales :

« C'était plutôt sous forme de commissions, c'était plus *soft*. Il y a bien plus de respect des structures syndicales, on se coordonnait dans une commission mais sans tout préparer. On débattait de l'évolution du syndicalisme. [...] Évidemment les militants de la Ligue ne défendaient pas des choses contradictoires, mais on était beaucoup plus attentifs des enrichissements que l'on pouvait recevoir de l'extérieur. »⁵⁹⁸

Ce « respect » de l'indépendance des syndicats est plus prégnant mais ne revient pas à une dissolution des instances de coordination dans LCR. Le but est d'éviter de « doubler les structures syndicales par des structures politico-syndicales⁵⁹⁹ ». Cet infléchissement a plusieurs raisons. Le changement de période est palpable par les militants qui commencent à comprendre que la révolution ne sera pas imminente⁶⁰⁰. La fraction a fait son temps comme structure de formation syndicale pour les militants de la Ligue dont la plupart n'avaient jamais

⁵⁹⁴ Cf. Document 18E, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, février 1970, Toulouse, p. 6.

⁵⁹⁵ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 339.

⁵⁹⁶ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 407.

⁵⁹⁷ *Ibid.*

⁵⁹⁸ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 339-340.

⁵⁹⁹ *Ibid.*, annexe 4 p. 329.

⁶⁰⁰ *Ibid.*, annexe 4 p. 340.

pratiqué le syndicalisme salarié⁶⁰¹. Enfin, Bernard Chamayou considère qu'une règle de base a été sous-estimée :

« [...] on doit être intransigeants sur le respect de l'indépendance des structures du mouvement de masse. Nous ne sommes pas là pour les manipuler ni pour les noyauter, encore moins pour faire de l'entrisme. Nous sommes là pour construire avec ceux qui y sont, sur des bases claires et connues de tous, ces organisations-là. »⁶⁰²

2.3. Les pratiques politiques des syndiqués du courant LC/LCR envers les travailleurs en lutte.

Lorsqu'une grève se déclenche, le courant politique LC/LCR a plusieurs attitudes. La première d'entre elles est de faire en sorte que cette lutte soit reconnue. Pour populariser une grève à son niveau, la Ligue n'hésite pas à utiliser son journal *Rouge* pour écrire des articles sur le mouvement en cours. Prenons comme exemple la grève des salariés de Hachette à Toulouse qui a eu lieu en décembre 1971. En plus d'un article « élogieux » pour les grévistes dans son journal *Rouge*⁶⁰³, la Ligue désigne des personnes qui sont chargées de suivre cette lutte et de faire des retours pour l'ensemble de l'organisation⁶⁰⁴. Elle lance également un « Comité Universitaire de Soutien » qui est une structure large regroupant la SFQI, le Secours Rouge et le PSU⁶⁰⁵. La direction de ville note que l'organisation a réalisé des collectes et que des « contacts intéressants sont pris avec le comité de grève et l'UD-CFDT⁶⁰⁶ ». Pour accentuer cette popularisation, la Ligue se donne comme perspectives de mettre toutes ses forces sur les facultés et de collecter de l'argent dans les cités ouvrières avec des « bons » signés par la CFDT⁶⁰⁷. Une autre attitude de la SFQI porte sur les revendications. Pour ne pas sombrer dans le formalisme, elle adapte ses revendications selon la grève⁶⁰⁸. À la SOCATA, une filiale de Sud-Aviation, le patronat souhaite ouvrir des instances paritaires de débats. La Ligue y oppose les mots d'ordre suivants : « droit de veto des travailleurs sur les

⁶⁰¹ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 340.

⁶⁰² *Ibid.*

⁶⁰³ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Toulouse : solidarité avec les grévistes d'Hachette », *Rouge*, n° 136, 11 décembre 1971, p. 12.

⁶⁰⁴ Cf. Document 31, annexe 1 : Direction de ville, *Réu de DV*, 7 décembre 1971, Toulouse, p. 2.

⁶⁰⁵ *Ibid.*

⁶⁰⁶ *Ibid.*

⁶⁰⁷ *Ibid.*

⁶⁰⁸ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 338-339.

licenciements », « droit de veto des travailleurs sur les cadences », ouverture des « livres de compte⁶⁰⁹ ». Aux Entreprises Générales de France (EGF), la direction patronale veut imposer un contrat de participation dont une clause limite le droit de grève. La SFQI s'oppose à la signature de ce contrat et prône l'échelle mobile des salaires « basée sur l'indice ouvrier⁶¹⁰ ». Un dernier exemple de la diversité des mots d'ordre que peut avancer ce mouvement politique se situe dans l'enseignement, où une lutte s'engage autour des auxiliaires de plus en plus nombreux :

« La bataille essentielle que l'on menait c'était pour leur titularisation, contre l'auxiliariat et la précarité. »⁶¹¹

La Ligue communiste porte aussi des mots d'ordre concernant les modalités de la grève. Sur cette question, il y a peu de variations selon les entreprises et les secteurs ouvriers. La première idée principale est la grève générale de type « reconductible⁶¹² », Gilles Da-Ré explique l'intérêt de cette position :

« On prônait la grève générale comme outil révolutionnaire pour combattre ce gouvernement. [...] L'idée que l'on pouvait, à partir de secteurs économiques décisifs (lors d'une grève des PTT, ça se sentait), mener une bataille pour la grève générale était importante. »⁶¹³

Outre l'extension de la grève, la ligne nationale martèle la nécessité de « l'organisation démocratique en AG souveraine et à l'élection d'un comité de grève⁶¹⁴ ». L'Assemblée générale souveraine est donc au cœur des modalités prônées par ce courant politique, car c'est l'auto-organisation des travailleurs en lutte qui est essentielle :

« [...] C'était par exemple la systématisation de la pratique des assemblées générales ou élire des commissions d'assemblées générales pour travailler spécifiquement sur tel ou tel dossier. L'essentiel était de donner cet infléchissement à une grève pour qu'elle soit la mieux auto-organisée possible. »⁶¹⁵

Dans un tract à destination des travailleurs du bâtiment, l'organisation rappelle que seul « un rapport de force » favorable aux ouvriers peut faire gagner un mouvement. Elle revient sur

⁶⁰⁹ Cf. Document 58, annexe 2 : La Taupe rouge, *Bulletin des comités rouge ouvriers du Sud-Ouest*, n° 2, juillet 1969, Toulouse, p. 6.

⁶¹⁰ Cf. Document 77A, annexe 2 : Charles Michaloux (dir.), « A propos d'une grève : la RATP », *Taupe rouge SNCF n° 55*, supplément à Rouge n° 132, 22 novembre 1971, Toulouse, p. 2.

⁶¹¹ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 339.

⁶¹² *Ibid.*, annexe 4 p. 338.

⁶¹³ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 363-364.

⁶¹⁴ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 407.

⁶¹⁵ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 341.

des méthodes de lutte que la CGT oublierait volontairement : « quand on décide une grève départementale on la prépare : tracts, affiches, sur tous les chantiers à partir des entreprises bien organisées, mais coordonné par l'U.S.B », des équipes d'ouvriers qui partent sur les chantiers persuader ceux qui ne font pas grève de débrayer, organisation de « meeting à la Bourse et manifestation en ville et devant la Chambre patronale avec occupation s'il le faut⁶¹⁶ ».

En termes de pratique, les militants de la Ligue communiste investis dans une grève suivent en grande partie ces lignes politiques. C'est le cas lors de la grève à Motorola en 1974 où le mouvement de Lip est pris en modèle, avec des militants extérieurs à l'usine qui peuvent lutter en compagnie des salariés :

« Motorola c'est une histoire extraordinaire quand même avec cette grève d'entrée, et qui correspondait à Lip. Les copains proposaient que toutes les négociations soient enregistrées et présentées au personnel. [...] Ça a été un moment très fort, on passait notre temps entre l'usine et le Mirail car c'était là que l'on tenait les AG. On était directement avec le personnel, car il n'y avait pas de différence entre les militants et compagnie... »⁶¹⁷

Cette immersion et ce « mélange » entre personnes et lieux géographiques rendent inédite cette lutte. Les grandes grèves des PTT en 1974 sont plus classiques mais tout aussi intéressantes pour appréhender le rôle des militants grévistes de la Ligue. La cellule PTT est une des mieux implantées grâce au fort travail syndical dans la CFDT et la CGT. La SFQI a donc un rôle non négligeable dans cette grève :

« On a organisé avec la CGT et la CFDT le conflit, dans une ambiance plutôt sereine. Les problèmes n'étaient pas sur les modalités de la grève ; à part des débats sur l'occupation ou non du centre de tri. Nous, on était pour occuper car il y avait un symbole dans cette action. Des AG avaient lieu tous les matins à la Bourse du Travail, organisées par la CGT et la CFDT, où tous les salariés avaient le droit à la parole. »⁶¹⁸

Outre les désaccords sur l'occupation du centre de tri, les véritables divergences portent sur l'extension de la grève que les directions syndicales refusent. Cette extension de la grève est portée par ces militants devant la longueur du mouvement et le peu de débouchés immédiats si la lutte reste isolée :

« On a provoqué des remous à l'intérieur de la CGT et de la CFDT, en disant clairement qu'à

⁶¹⁶ Cf. Document 64, annexe 2 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Bulletin du bâtiment de la Ligue communiste », *L'Étincelle* n° 3, supplément à Rouge n° 54, 5 mars 1970, Toulouse, p. 2.

⁶¹⁷ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 382.

⁶¹⁸ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 357.

38 jours de grève la seule solution pour continuer était d'étendre le conflit, et non d'empêcher les gens de rentrer dans l'entreprise. [...] On a donc posé la question de la grève générale au moins dans la fonction publique, pour obliger le gouvernement à céder ou à céder sa place. J'ai fait une intervention dans ce sens-là, très applaudie, à une AG rassemblant 500-600 personnes à la Bourse du Travail. »⁶¹⁹

La bonne réception de l'intervention de Gilles Da-Ré à cette Assemblée générale montre bien les potentialités et la radicalité des grévistes. De plus, la Ligue a pu intervenir dans toutes les Assemblées générales des centres de tri tout au long du conflit (Bureau-Gare, Chèques postaux recette principale, Saint Cyprien, Minimes et les Assemblées générales centrales à la Bourse du travail⁶²⁰). C'est cette possibilité de mettre en œuvre leurs axes de bataille qui a pu, par exemple, aboutir à ce que la CGT recule sur le fait d'annuler les Assemblées générales quotidiennes au profit d'une seule Assemblée générale tous les trois jours :

« Au Bureau-gare où nous avons mené la bataille contre ça, la CGT a été mise en minorité et a dû accepter les AG quotidiennes. Cela signifie que l'immense majorité des adhérents CGT nous a suivis sur cette bataille démocratique. »⁶²¹

Ces interventions dans les grèves, et dans le syndicalisme en général, ne sont pas du goût de la CGT et du PCF, mais aussi parfois de la CFDT (notamment au moment de son « recentrage »). L'affaire de Vernon est symptomatique de cette hostilité. Trois militants de la CGT de Vernon sont inculpés pour avoir collé des affiches du comité pour la libération des soldats emprisonnés. Gilbert Hernot, militant chevronné du PCF, quitte ce dernier en l'accusant de ne pas avoir voulu défendre ces membres de la CGT. Il rejoint la Ligue peu après⁶²². La même hostilité se produit à la CFDT pendant la campagne politique des comités de soldats :

« L'UD CFDT de Gironde a été mise sous tutelle à cause de son soutien total aux comités de soldats, et de sa trop grande proximité avec l'extrême-gauche et la Ligue. »⁶²³

Cette hostilité de la CGT est palpable. Par exemple pendant la grève de Motorola, après une proposition de militants de la SFQI d'enregistrer les négociations pour les présenter au personnel, comme à Lip, la CGT s'offusque et ne comprend pas ce manque de confiance envers les représentants syndicaux⁶²⁴. Lors des grèves aux PTT en 1974, la CGT veut imposer,

⁶¹⁹ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 357.

⁶²⁰ Antoine Artous, Bernard Chamayou, Gilles Da-Ré, *Echanges d'emails*, 17 décembre 2013 au 19 décembre 2013, p. 3.

⁶²¹ *Ibid.*

⁶²² SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 156.

⁶²³ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 353-354.

⁶²⁴ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 382.

en plus des Assemblées générales centrales tous les trois jours, le fait de ne pas discuter collectivement des modalités de la lutte :

« La CGT, effrayée par cette forme de démocratie directe, a imposé que ces débats sur la conduite de la lutte soient de la seule responsabilité des responsables syndicaux. Cela convenait à FO mais pas à la CFDT. Dans un deuxième temps, elle a tenté d'annuler les AG de centres au profit des AG centrales espacées tous les trois jours ! »⁶²⁵

Un autre exemple de l'hostilité persistante de cette centrale est l'exclusion de militants PCF hors de la CGT à Clermont-Ferrand. Ils sont accusés d'avoir fait de la « politique dans le syndicat », la véritable raison est leur ligne révolutionnaire proche de l'extrême-gauche⁶²⁶. Mais la Ligue communiste gêne également les tendances majoritaires de la FEN où ses positions sont combattues. Un des débats porte sur la titularisation des auxiliaires dans l'enseignement. Bernard Chamayou revient sur cette confrontation :

« Ils négociaient l'intégration des auxiliaires au compte-goutte, mais ils étaient prisonniers d'une forme de corporatisme. Si tu défends les concours de la fonction publique, dans leur esprit, tu as du mal à titulariser des gens qui n'ont pas de concours. L'argument que l'on nous opposait c'était qu'on bradait le statut et la valeur du concours. Nous on répondait que l'auxiliariat n'était pas un problème technique, mais un problème social, ils sont corvéables à merci. Il faut remettre les compteurs à zéro en titularisant tout le monde, et on ouvre les postes à concours après. »⁶²⁷

Au-delà de l'hostilité des centrales syndicales aux propositions de la Ligue communiste, des désaccords sur les modalités de lutte surgissent dans l'organisation politique :

« La direction de la Ligue nous demandait de mener la bataille sur l'auto-organisation ; on a refusé de le faire. Nous ne savions pas comment mener cette question et quels arguments développer envers les salariés pour se réunir en dehors des AG matinales. »⁶²⁸

En effet, la direction toulousaine de la Ligue communiste applique l'orientation nationale en poussant au maximum l'auto-organisation des luttes. Le but est que Gilles Da-Ré défende des orientations plus « politiques » (comme le comité de grève) pour qu'il ne se cantonne pas au statut d'un syndicaliste combatif. Antoine Artous estime dorénavant que ce n'était pas adapté :

« [...] c'était un peu trop pensé en fonction de nos pratiques étudiantes dans lesquelles le comité de grève était entré dans les mœurs. Mais dans cette grève des PTT, le besoin d'un comité de grève ne peut se faire sentir que si l'intersyndicale qui organise l'AG déconne trop.

⁶²⁵ Antoine Artous, Bernard Chamayou, Gilles Da-Ré, *Echanges d'emails...*, *op. cit.*, p. 3.

⁶²⁶ Cf. Document 77B, annexe 2 : Charles Michaloux (dir.), « A propos d'une grève : la RATP »..., *op. cit.*, p. 4.

⁶²⁷ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 339.

⁶²⁸ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 357.

Passer le statut de Gilles d'un syndicaliste combatif à un militant plus politique, sur des axes qui ne sont pas immédiatement fonctionnels, n'était pas adapté. »⁶²⁹

La question du comité de grève n'est plus centrale dans cette lutte où les droits démocratiques sont relativement respectés. De plus, l'intersyndicale qui continue de contrôler les Assemblées générales, ne signe aucun accord et organise concrètement la grève. L'orientation des militants grévistes se dirige plutôt vers l'extension de la grève que la CFDT et la CGT refusent :

« Dans ces conditions nous ne voulions pas affronter les “stals” sur la question du comité de grève tant qu'il y avait un lieu de débat, même s'il n'était que formellement démocratique, car au final c'est bien les appareils syndicaux qui gardaient la main. De plus, nous étions convaincus que la suite du mouvement, et une victoire possible, n'était pas liée à l'éclosion d'un comité de grève mais à l'extension du mouvement dans la fonction publique. »⁶³⁰

Cette position des militants grévistes de la Ligue, à rebours des orientations données par la direction locale, montre une souplesse qui indique une « forme d'indépendance » des syndiqués dans la mise en application de la ligne de l'organisation⁶³¹. Cette souplesse est confirmée par Bernard Chamayou :

« Après des camarades pouvaient penser que ce n'était pas possible de prôner l'auto-organisation sur leur lieu de travail. On ne prônait pas l'auto-organisation au risque de diviser et casser une grève, parfois c'était à un degré propagandiste. »⁶³²

Néanmoins ces désaccords, et ces débats, n'affectent pas durablement les relations entre la cellule PTT et la direction de ville, Antoine Artous⁶³³ et Gilles Da-Ré⁶³⁴ confirment ce point.

Bilan d'étape :

Nous avons pu voir que la SFQI participe durablement aux activités de trois syndicats : la CGT, la CFDT et la FEN. La ligne nationale est de prioriser le travail dans la CGT pour ne pas passer à côté de la grande majorité des travailleurs qui s'y syndiquent. Néanmoins l'investissement dans la CFDT est permis et pris en compte. Localement, la même ligne est appliquée avec un fort contingent de militants de la Ligue qui se syndiquent à la CFDT, peu enclin à travailler dans un syndicat « stalinien » où la clandestinité est de mise pour les

⁶²⁹ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 407-408.

⁶³⁰ Antoine Artous, Bernard Chamayou, Gilles Da-Ré, *Echanges d'emails...*, op. cit., p. 3.

⁶³¹ *Ibid.*

⁶³² Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 341.

⁶³³ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 407.

⁶³⁴ Antoine Artous, Bernard Chamayou, Gilles Da-Ré, *Echanges d'emails...*, op. cit., p. 3.

oppositionnels à la direction du syndicat. La question du choix syndical rebondit tout au long des années 1970 dans le courant LC/LCR. À la CGT, les militants de l'organisation politique doivent s'imposer pour ne serait-ce qu'avoir le droit d'exister. Bien que la zone d'influence dans la CGT soit extrêmement faible, elle n'est pas inexistante, avec une bonne influence dans le secteur de la santé par exemple. La Ligue communiste se confronte à la direction de la CGT à l'extérieur et à l'intérieur du syndicat. Publiquement, elle s'impose dans les manifestations ou devant les entreprises contre le service d'ordre du PCF et de la CGT, ou diffuse des tracts dénonçant l'attitude conciliatrice de la CGT avec le patronat. La SFQI critique aussi dans son matériel le manque de démocratie syndicale et le refus de l'auto-organisation des travailleurs par la CGT. À l'intérieur du syndicat, la Ligue s'efforce d'analyser les évolutions et les orientations de la « fraction PCF ». Elle met également en place des statistiques sur les développements de la CGT en Haute-Garonne. Cette précision lui permet de se fixer des objectifs d'implantation. La CGT a deux attitudes : l'aspiration par le haut en donnant des responsabilités ou le barrage et l'isolement politique. Ces deux attitudes ont existé à Toulouse. D'un côté, des militants de la Ligue ont des postes à responsabilité (Claude Begué ou José Chidlovsky) en toute connaissance de cause sur leurs faibles marges de manœuvre. De l'autre, la CGT et le PCF empêchent la SFQI de se joindre aux manifestations ou de diffuser du matériel devant les entreprises. À la CFDT, le schéma est différent vu le rapport de proximité de ce syndicat avec mai-juin 1968 et les idées autogestionnaires. La Ligue est bien présente dans la CFDT toulousaine, principalement par le biais des PTT et chez les infirmières. Bien qu'il n'y ait aucune illusion sur la direction de la CFDT que le courant LC/LCR n'hésite pas à critiquer, les relations sont cordiales au début. En effet, le syndicat voit d'un bon œil l'activisme des militants de ce groupe politique dans la création de nouvelles sections. Les relations vont commencer à se tendre lors du « recentrage » de la CFDT à partir de 1973-1974. En Haute-Garonne, c'est le soutien aux comités de soldats, à travers certains syndicats CFDT où la Ligue est influente, qui va mettre une chape de plomb dans les relations. Dans tous les congrès syndicaux, la SFQI prépare minutieusement son courant oppositionnel à l'intérieur de la CFDT par des tribunes, des motions et des résolutions divergentes à celles de la direction. La prise de responsabilité est bien plus rapide qu'à la CGT, la plus notable est la présence dans le bureau de l'UD CFDT d'un militant travaillant dans le commerce. Concernant la FEN, la Ligue communiste est impliquée dans la tendance École Émancipée. C'est une tendance dans la FEN, seul syndicat à en reconnaître le droit, qui regroupe les courants révolutionnaires. Elle refuse la division en catégories sectorielles (primaire, secondaire et supérieur) dans sa structuration interne et

ouvre ses portes aux militants révolutionnaires des autres syndicats de l'enseignement. La Ligue joue un rôle de premier plan dans cette tendance et se confronte aux autres regroupements de la FEN : « Unité et action » liée au PCF et la tendance majoritaire liée à la SFIO/PS. École Émancipée, par le biais du rôle central de la SFQI qui y a des postes à responsabilité, est en opposition claire à ces deux types de « bureaucraties ».

Le courant LC/LCR adopte de multiples structurations pour ses militants syndiqués. Une commission ouvrière gère, au début, les différentes implantations en entreprise. Mais avec le développement de l'organisation, elle est très vite remplacée par des commissions syndicales de ville CFDT, CGT et FEN chargées de coordonner le travail dans chaque syndicat. Ces commissions prennent le dessus sur la commission ouvrière de ville qui continue, parfois, de se réunir avec des représentants de chaque syndicat et sert à élaborer une ligne intersyndicale plus globale. En parallèle à ces commissions, il existe les fractions syndicales de ville dont le but est d'élaborer une ligne politique « bétonnée » contre les « bureaucraties syndicales », afin d'agir efficacement dans le syndicat. Elles peuvent être clandestines, comme à la CGT, ou encore plus ou moins assumées à la CFDT selon les périodes. En plus des fractions, il existe les fractions « élargies ». Elles ont la même fonction que les fractions mais elles regroupent les sympathisants syndiqués de la Ligue, avec un peu plus d'autonomie dans l'élaboration politique. Des débats se posent sur la fraction de la CFDT, au vu du poids grandissant de la SFQI en son sein. En effet, la question d'une tendance syndicale « lutte de classes » large au lieu d'une fraction syndicale plus délimitée est posée dans le but de gagner l'UD CFDT. Dans la FEN, la problématique est différente avec l'existence d'une tendance « lutte de classe » comme École Émancipée. Après avoir mené une première bataille victorieuse au sein de l'École Émancipée contre l'OCI qui refuse de se positionner contre les bureaucraties « staliniennes » et « réformistes », la Ligue débat sur sa structuration au sein de la tendance. Elle choisit, après des positions divergentes, de créer une fraction syndicale au sein de l'École Émancipée dans le but de coordonner les militants de la SFQI. La Haute-Garonne sera précurseur de ce positionnement en tranchant, avant l'organisation nationale, en faveur d'une fraction syndicale régionale. Avec le retournement de la période politique et la fin des illusions sur une révolution imminente, la ligne politique des fractions syndicales va fléchir à partir de 1974. Elles seront progressivement remplacées par des commissions syndicales où tout n'est pas élaboré ni tranché. La période ne s'y prête plus et la fraction n'est plus adaptée comme lieu de formation syndicale pour des militants. De plus, il y a une prise en compte des organisations de masse dans leur indépendance structurelle. Il ne s'agit donc plus de doubler les organisations syndicales par des instances

politico-syndicales.

Les pratiques des militants de la Ligue communiste envers les travailleurs en lutte sont variées. Les mots d'ordre sur les revendications s'adaptent au milieu pour ne pas tomber dans le formalisme. Bien sûr, ces revendications essaient toujours d'être « un pas devant les masses ». Sur les modalités de grève, la SFQI tente systématiquement de promouvoir l'auto-organisation par le biais d'un comité de grève élu et des Assemblées générales. La stratégie d'une grève doit toujours tendre vers l'extension du conflit pour aboutir à une grève générale reconductible. L'organisation politique essaie systématiquement de populariser les grèves de sa ville. Elle écrit des articles pour le journal *Rouge*, organise des collectes et des meetings de soutien ou lance des collectifs unitaires pour faire connaître le mouvement social en cours. En termes de pratique syndicale, la Ligue communiste essaie d'appliquer ses lignes politiques. Elle promeut donc l'auto-organisation, en s'appuyant sur les conflits qu'elle juge « exemplaires » comme Lip, et l'extension du conflit. Ses militants sont investis dans les grèves quand elles se déclenchent. Deux exemples frappants sont les mouvements sociaux à Motorola et aux PTT en 1974. Cet investissement dans les grèves n'est pas du goût de la CGT et de la CFDT. Les orientations de la SFQI sont combattues frontalement, que cela soit aux PTT sur l'extension du conflit, à Motorola où la transparence syndicale est proposée lors des négociations, ou encore à la FEN quand la proposition de titulariser les auxiliaires est portée par l'École Émancipée. Enfin, des débats entre la direction de ville et des militants grévistes de l'organisation ont lieu, notamment sur la pertinence de revendiquer un comité de grève pendant la lutte des PTT en 1974. Les militants grévistes de la SFQI pousseront plutôt à l'extension du conflit dans la fonction publique au lieu d'un comité de grève. Les orientations dépendent du contexte politique et du niveau de « trahison syndicale ». Lors de cette grève où la parole est libre dans les Assemblées générales, les positions de la Ligue communiste n'auraient pas été comprises largement. Les désaccords entre la cellule PTT et la direction de ville ne sont pas durables. Ils dénotent une autonomie grandissante des syndicalistes de la Ligue sur l'adaptation dans l'entreprise des lignes politiques formulées.

3. Les thèmes majeurs de mobilisation.

3.1. La Dialectique des Secteurs d'Intervention (DSI) et l'Avant-Garde Ouvrière Large (AGOL).

Deux théories, liées dans la pratique, sont fondamentales dans la Ligue communiste. La première d'entre elles est la Dialectique des Secteurs d'Intervention (DSI), dont le concept

a fait l'objet d'un texte à la fondation de la Ligue communiste en 1969⁶³⁵ (*La dialectique unifiant les secteurs d'intervention de la « Ligue »*). La deuxième est l'Avant-Garde Ouvrière Large (AGOL), théorisée peu après la fondation de la LC par le militant André Grimaldi (dit Radot) qui est confronté au travail ouvrier dans l'organisation⁶³⁶. Concernant la DSI, le contexte de sa création est important. Au sortir de mai-juin 1968, la « jeunesse étudiante est une plaque sensible » sur laquelle la SFQI a une influence loin d'être négligeable. La DSI est une tactique de construction du parti dans la classe ouvrière qui s'appuie sur la force de frappe politique représentée par cette jeunesse⁶³⁷. En fait, c'est une stratégie de contournement, l'organisation part de la périphérie de la population (les étudiants et les enseignants) pour aller vers le centre⁶³⁸ (les ouvriers). Pour la Ligue communiste, cette jeunesse étudiante est une force pour « les apparitions centrales [de l'organisation] dans l'espoir de gagner des cadres ouvriers⁶³⁹ ». La DSI est également une tactique qui tient compte de l'état du stalinisme et de sa crise, « des rythmes de radicalisation inégaux suivant les milieux et de leurs jeux dans l'établissement central d'un rapport de force avec les stals, conditions de dégagement du parti⁶⁴⁰ ». Le but de la SFQI n'est pas de faire du « bouton de veste »⁶⁴¹ en recrutant un par un des ouvriers, à l'instar de Lutte ouvrière. L'outil politique qu'est cette jeunesse doit permettre de mieux appréhender le militantisme dans la classe ouvrière :

« Il faut comprendre le travail ouvrier, comprendre qu'il y a des différenciations au sein de la classe ouvrière, et avoir un outil politique qui permet de peser et s'adresser directement en politisant les rapports sociaux de classe et en donnant (fonction classique d'un parti révolutionnaire) un éclairage général sur les évolutions des rapports de force entre les classes, les recompositions politiques, le débouché de luttes, etc. »⁶⁴²

Une autre application concrète de la DSI est de « cristalliser » l'organisation dans des initiatives permettant des contacts plus directs avec le mouvement ouvrier, par exemple « la création d'un comité de soutien à une grève »⁶⁴³. En effet, vu la force de frappe de la jeunesse

⁶³⁵ Cf. Document 1B, annexe 1 : Cercles Rouge, *Bulletin des diffuseurs de Rouge*, n° 2, *op. cit.*, p. 32.

⁶³⁶ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 331.

⁶³⁷ *Ibid.*, annexe 4 p. 325.

⁶³⁸ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 103.

⁶³⁹ Cf. Document 40C, annexe 1 : Antoni, *Texte de la Direction de ville*, 1972, Toulouse, p. 12.

⁶⁴⁰ *Ibid.*

⁶⁴¹ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 331.

⁶⁴² *Ibid.*, annexe 4 p. 332.

⁶⁴³ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 409.

sur laquelle s'appuie la SFQI, il est aisé de prendre cette initiative et de mobiliser des militants pour animer et appliquer les actions de ce comité de grève. À Toulouse, la DSI a des implications directes sur la structuration de l'organisation. Assez rapidement, la Ligue communiste s'oriente vers des cellules étudiantes jumelées à des interventions en entreprise. Ces nouvelles cellules sont chargées de militer spécifiquement sur une branche grâce à deux ou trois militants spécialisés sur la question⁶⁴⁴. Dès 1969, ce jumelage et ce renforcement par des étudiants sont mis en place dans le but, à terme, de créer de nouvelles cellules ouvrières. La cellule étudiante jumelée doit aider le comité rouge, la cellule ouvrière ou le groupe Taupe rouge, dans le « travail sur le quartier correspondant », ainsi que « lui apporter de toute manière un soutien politique régulier (réunions communes) » en diffusant « les tracts de l'organisation » et la vente de « *Rouge* dans les entreprises importantes de la branche⁶⁴⁵ ». Enfin, la cellule jumelée doit aider dans « le travail de diffusion de la *Taupe rouge* ou de ses tracts (soutien matériel) ou l'assume seule si aucun camarade ouvrier ne peut apparaître⁶⁴⁶ ». Néanmoins cette structuration locale fait débat dans l'organisation dès décembre 1969. Les divergences ne portent pas sur la création de nouvelles cellules ouvrières ou le renforcement du travail ouvrier par des étudiants. Le désaccord concerne le rythme de construction du militantisme dans la classe ouvrière. Ainsi, Kacem et Morgan proposent d'accélérer le rythme, au vu des forces actuelles dans le milieu étudiant, en créant quatre cellules immédiatement (Sud-Aviation, Job, Bâtiment et ONIA) et une autre à terme pour la SNCF⁶⁴⁷. La direction de la Ligue communiste répond que leur proposition est abstraite et formelle. Cette dernière ne considère pas « l'état concret de développement de l'organisation sur Toulouse et les moyens à employer pour la stabiliser » et n'analyse pas « la spécificité des différentes boîtes pour voir quel style de travail est adapté, quel rythme d'implantation on peut y escompter⁶⁴⁸ ». La deuxième théorie est l'Avant-Garde Ouvrière Large. Elle découle de la DSI, car elle en constitue la cible. L'AGOL n'est pas compliquée à comprendre :

« L'idée de "l'avant-garde ouvrière large" n'est pas très compliquée dans ce qu'elle décrit : l'existence après 1968 d'une frange de militants ouvriers, pas seulement combattifs mais disons en gros révolutionnaires au sens très général du terme, qui s'était notamment confrontée à la politique du PCF en 1968 et qui ne rejoignait pas pour autant l'extrême

⁶⁴⁴ Cf. Document 6D, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge n° 4*, *op. cit.*, p. 13.

⁶⁴⁵ Cf. Document 15C, annexe 1 : Ligue communiste, *Rapport de direction...*, *op. cit.*, p. 6.

⁶⁴⁶ *Ibid.*

⁶⁴⁷ Cf. Document 7D, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge n° 5*, décembre 1969, Toulouse, p. 8.

⁶⁴⁸ Cf. Document 17E, annexe 1 : Direction de la Ligue communiste Toulouse, *Rapport d'organisation*, *op. cit.*, p. 5.

gauche. »⁶⁴⁹

Cette « couche » de salariés est donc en « rupture partielle avec le stalinisme et les réformistes » car elle a acquis une part d'autonomie dans les luttes. La Ligue communiste considère ces travailleurs comme leurs interlocuteurs et leur base sociale privilégiés⁶⁵⁰. Les comités d'action apparus en 1968 dans certaines entreprises, et dans plusieurs quartiers, donnent un poids à cette théorie. Le premier débat se fait sur la volonté, ou non, de rendre pérenne ces comités d'actions qui regrouperaient une partie de l'AGOL :

« C'est plutôt au niveau organisationnel que se cristallisent ces choses, notamment avec des "comités d'action" apparus en 1968 dans certaines entreprises. Ces comités étaient en fait très hétérogènes, parfois de masse dans des quartiers, souvent très minoritaires dans les usines ; ou "minorisés" à cause de la politique que leur faisaient assumer les maoïstes. [...] Certains courants, présents aussi au sein de la jeune Ligue, voulaient stabiliser après 1968 des structures comme des comités de lutte ou des comités d'action pour regrouper ces militants. »⁶⁵¹

Mais l'orientation majoritaire de la Ligue communiste décide d'utiliser la DSI à partir de ses propres forces afin de toucher l'ensemble de l'AGOL⁶⁵². À Toulouse, des comités d'action animés par le PSU existent dans quelques quartiers, mais aucun dans les entreprises. Certains ouvriers radicalisés, parfois jeunes, sont polarisés par le Mouvement du 25 avril en venant à la faculté de Lettres, mais ils se détachent de leurs entreprises occupées⁶⁵³. Néanmoins, le recrutement de la SFQI au sortir de mai-juin 1968, parmi l'AGOL, se résume à quelques travailleurs :

« Outre le militant ouvrier de Sud-aviation (Paul), la JCR avait été rejointe par un cadre important de la JC toulousaine (Guy Fresche qui avait fait une école à Moscou), deux apprentis ou ex-apprentis (un à la SNCF et un autre dans le bâtiment venu de Rouen). »⁶⁵⁴

La Ligue considère qu'il y a donc une stratégie à développer pour recruter dans l'AGOL car ces quelques militants, dorénavant membres de la Ligue, donnent du poids à ce concept.

Ces deux théories fondatrices ne sont pas immuables et vont subir plusieurs évolutions, avant d'être abandonnées (ce sera le cas pour la DSI au congrès de 1974⁶⁵⁵). Concernant la

⁶⁴⁹ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 408.

⁶⁵⁰ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 330.

⁶⁵¹ Entretien avec Antoine -Artous, annexe 4 p. 408.

⁶⁵² SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 103.

⁶⁵³ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 409.

⁶⁵⁴ *Ibid.*

⁶⁵⁵ Cf. Document 90C, annexe 3 : H. Le Toquin (dir.), « Programme : le débat est ouvert. Correspondances avec

DSI, les premières remises en cause apparaissent en vue du congrès de 1972 avec les militants regroupés autour du *Bulletin Intérieur* 33. En effet, cette tendance porte, comme nous l'avons déjà vu, la volonté d'un travail de masse à long terme, à l'opposé d'une implantation extérieure par le biais d'étudiants. Les membres de la majorité de la Ligue apportent eux-mêmes des critiques, même si l'heure n'est pas à la remise en cause complète de cette théorie. Antoine Artous écrit, peu avant ce congrès, qu'il n'est plus possible de faire appel aux exemples d'après mai-juin 1968 pour illustrer la DSI car la « phase de développement de l'orga est différente » et « le mouvement étudiant ne joue plus le même rôle par rapport aux luttes ouvrières qui occupent le devant de la scène⁶⁵⁶ ». La SFQI ne peut plus faire « d'apparition centrale spectaculaire appuyée sur le mouvement étudiant », elle doit prendre en compte que les luttes ouvrières ont « pris le relai politique du mouvement étudiant dans le développement d'un rapport de force avec l'État et les stals ». Les conséquences de ces propos résultent en l'articulation différente des secteurs d'intervention et des campagnes de la Ligue⁶⁵⁷. Dietzgen semble développer les propos d'Antoine Artous dans un texte de 1973. Il s'intéresse plus précisément à la « dialectique luttes significatives-intervention sur les bastions » et, au sein même de ces bastions, à la « dialectique périphérie-centre de la classe ouvrière⁶⁵⁸ ». En fait, pour Dietzgen, les luttes ouvrières en cours sont un point d'appui grâce auxquelles l'organisation peut intervenir dans les grands centres ouvriers. De plus, dans ces « bastions », il faut reproduire le schéma de la DSI (c'est-à-dire aller de la périphérie étudiante vers le centre ouvrier) mais à une échelle plus précise. Selon ce militant, la Ligue communiste doit s'appuyer sur « la jeunesse ouvrière et sur une série de "cadres ou militants intermédiaires" (CFDT notamment, mais aussi CGT) » pour construire des réseaux dans les entreprises⁶⁵⁹. La jeunesse étudiante, remplacée par la jeunesse ouvrière, n'est donc plus centrale dans le travail ouvrier, même si en 1973 les cellules étudiantes sont toujours sollicitées pour distribuer dans des entreprises spécifiques⁶⁶⁰. Bernard Chamayou revient sur les risques que pouvaient avoir la DSI et l'abandon progressif des étudiants comme force de

la LCR, le PSU pour quoi faire ? », *Courrier du PSU*, n° 3, juin-juillet 1975, Paris, p. 18.

⁶⁵⁶ Cf. Document 40B, annexe 1 : Antoni, *Texte de la Direction de ville, op. cit.*, p. 11.

⁶⁵⁷ Cf. Document 40C, annexe 1 : *Ibid.*, p. 12.

⁶⁵⁸ Cf. Document 48B, annexe 1 : Dietzgen, *Encore une fois... Construire la Ligue pour construire le parti !*, 1973, Toulouse, p. 15.

⁶⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁶⁰ *Ibid.*

frappe militante :

« [...] utiliser la force de frappe politique constituée par la jeunesse radicalisée des étudiants pour s'implanter dans les entreprises. Mais ça, on a bien vu que dans les années suivant mai 68 ça ne servait plus à rien. Il ne faut pas avoir une vision naïve de la classe ouvrière où il suffit d'apporter la bonne parole. Le risque dans ce débat c'était de le faire trop tôt, au risque de déporter la force de frappe de la jeunesse. [...] Il ne fallait pas s'enterrer à la porte des boîtes, au risque de disparaître sur les autres secteurs. »⁶⁶¹

Même si la SFQI a axé son militantisme prioritairement vers les entreprises, en utilisant les étudiants et avec un échec relatif, elle n'a pas pour autant abandonné les autres terrains de lutte. Une autre raison qui explique l'échec de la tactique de la DSI est que les militants, comme le dit Gilles Da-Ré, « ont préféré faire autre chose de leur vie que d'aller usiner des pièces d'avions⁶⁶² ». Selon cette même personne, le relatif échec d'implantation s'explique par l'absence d'un « noyau extrêmement important⁶⁶³ », mais aussi d'une stratégie à long terme que la SFQI n'a pas su appliquer. Contrairement au PCF qui a pris le temps de construire, à la périphérie de leur parti, toute une série « d'organisations satellites qui proposaient par exemple de la culture ou des colonies de vacances⁶⁶⁴ ». Concernant l'AGOL, sa remise en cause est arrivée entre 1972 et 1974. Ce concept est traversé de débats au sein de l'organisation. À Toulouse, les militants proches de la Tendance 3 au congrès de 1974 portent l'orientation d'Avant-Garde Large (AGL) contre l'AGOL. Gilles Da-Ré est proche de cette tendance et considère que cette AGL existait bien :

« Je crois que ça existait. [...] Pendant la grève des PTT, on a fait fonctionner une structure large qui est allée jusqu'à quarante personnes avec des gens du CERES, des cadres syndicaux de la CFDT, des militants de la CGT. Cette structure, officiellement Taupe rouge, mais en fait bien plus large, constituait cette avant-garde large. [...] Cette avant-garde ce n'était pas forcément des jeunes comme nous, mais des personnes de quarante ans qui étaient plutôt étonnées et intéressées par ce qu'on leur racontait. »⁶⁶⁵

Jacques Giron, dit Lanceau, est proche de la même tendance. Sa position se ressent dans le texte qu'il écrit en mai 1973. Il explique que « le problème de la création et de l'implantation des lieux autonomes de radicalisation est essentiel⁶⁶⁶ », reprenant ainsi l'orientation de la

⁶⁶¹ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 325.

⁶⁶² Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 364.

⁶⁶³ *Ibid.*

⁶⁶⁴ *Ibid.*, annexe 4 p. 365.

⁶⁶⁵ *Ibid.*, annexe 4 p. 364.

⁶⁶⁶ Cf. Document 46B, annexe 1 : Lanceau et Lautrec, *L'organisation toulousaine n'a visiblement...*, *op. cit.*, p. 3.

Tendance 3 sur la création de comités multiples aux problèmes spécifiques (et non uniquement la problématique ouvrière). Pour Bernard Chamayou, l'un des biais de l'AGOL est d'avoir théorisé une « couche homogène », à partir de l'expérience concrète de ces travailleurs en « rupture partielle avec les bureaucraties syndicales⁶⁶⁷ ». Il est intéressant de voir la SFQI théoriser ce à quoi elle se confronte sur le terrain, mais aussi ses erreurs :

« Autant c'était juste de ne pas s'adresser de façon indifférenciée à la classe ouvrière, de voir qu'il y avait des stratifications, autant cette orientation vers l'AGOL a pâti d'une théorisation beaucoup trop rigoureuse qui lui faisait rater son objet. Ce n'était pas des couches détachées et détachables, mais des ruptures empiriques dans le cours de la lutte des classes qui avait aussi des théorisations politiques que le PSU a su capter un moment. Ces travailleurs n'étaient pas des couches vierges ayant apparu après mai 1968, elles étaient poreuses aux influences politiques et aux éléments de recomposition. »⁶⁶⁸

Comme le montrent les propos de Bernard Chamayou ou l'exemple de Gilles Da-Ré, sur le groupe Taupe rouge d'une quarantaine de personnes n'adhérant pas à la Ligue communiste⁶⁶⁹, l'organisation politique n'arrive pas à capter des pans significatifs de cette AGOL ou AGL.

3.2. L'imminence de la révolution ou « l'Histoire nous mord la nuque ».

Le mouvement social de mai-juin 1968 constitue une des plus grandes grèves françaises. Cette vague de fond a un impact mondial, et touche autant la jeunesse que les travailleurs. Ernest Mandel, théoricien membre de la Quatrième Internationale, analyse une Europe pouvant être traversée par « des situations analogues à celles de 1936. La crise belge de 1960-1961 l'atteste, de même que la crise grecque de 1965⁶⁷⁰ ». L'hypothèse stratégique de la JCR reprend cette analyse, et rajoute qu'en mai-juin 1968 « l'auto-organisation ne se développe pas jusqu'au point de faire apparaître des éléments, même partiels, de double pouvoir⁶⁷¹ ». L'inexistence de la JCR, et des autres groupes d'extrême-gauche, dans les entreprises ne favorisent pas l'existence « d'expériences de contrôle ouvrier⁶⁷² ». La JCR ne

⁶⁶⁷ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 331.

⁶⁶⁸ *Ibid.*, annexe 4 p. 330.

⁶⁶⁹ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 364.

⁶⁷⁰ ARTOUS Antoine, BENSALID Daniel, COURS-SALIES Pierre, DEBOURDEAU Jean-Pierre, KERGOAT Jacques, SITEL Francis (dir.), *Retours sur mai*, Montreuil, La Brèche, 1988, p. 176.

⁶⁷¹ *Ibid.*

⁶⁷² *Ibid.*

peut que proclamer son schéma stratégique en revendiquant un pouvoir qui doit être « l'émanation des comités de grève et des comités d'action des travailleurs et des étudiants », et non de nouvelles combinaisons parlementaires⁶⁷³. Cette démarche transitoire s'oppose aux courants maoïstes qui se contentent d'un appel à la lutte pour des « revendications immédiates » et de mots d'ordre sur la dictature du prolétariat⁶⁷⁴. Elle s'oppose également au PSU dont la tactique s'articule « autour de prises de pouvoir partielles – "pouvoir ouvrier, pouvoir étudiant, pouvoir paysan" - sans que la question de la lutte pour le pouvoir central soit clairement désignée⁶⁷⁵ ». Le même schéma stratégique est réaffirmé en juillet 1968, Daniel Bensaïd et Henri Weber (tous les deux dirigeants de la JCR qui vient d'être dissoute par le gouvernement) publient *Mai 68 : une répétition générale*. Ce livre cite Trotsky sur la question des embryons de double pouvoir que l'avant-garde révolutionnaire doit développer et organiser dans la perspective d'une « grève insurrectionnelle⁶⁷⁶ ». Le but est de transformer les « grèves paralysantes » en « grève active », avec ses propres transports et sa propre économie, tandis que le pouvoir en place s'affaiblit, « paralysé par cette société qui se constitue pour le détruire⁶⁷⁷ ». Dans ce texte primordial pour comprendre « l'ambiance » politique dans la SFQI, Daniel Bensaïd et Henri Weber continuent leur analyse en reprenant Lénine sur le caractère révolutionnaire d'une situation. Les conditions sont les suivantes : « ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant ; ceux d'en bas ne veulent plus vivre comme avant ; ceux du milieu penchent du côté du prolétariat ; il existe une force organisée capable de dénouer la crise dans le sens d'une révolution⁶⁷⁸ ». Les deux auteurs estiment que la seule condition non réalisée pendant mai-juin 1968 était la présence de cette force révolutionnaire capable d'avoir un impact suffisant⁶⁷⁹. Pour Bensaïd et Weber, la faible implantation des groupes révolutionnaires est « le talon d'Achille du puissant mouvement de mai, alors qu'objectivement tout était possible⁶⁸⁰ ». Le titre de ce livre fait référence à une formule employée par Lénine, dans la *Maladie infantile du communisme*, pour caractériser la

⁶⁷³ ARTOUS Antoine, BENSALD Daniel, COURS-SALIES Pierre, DEBOURDEAU Jean-Pierre, KERGOAT Jacques, SITEL Francis (dir.), *Retours sur mai*, Montreuil, La Brèche, 1988, p. 177.

⁶⁷⁴ *Ibid.*

⁶⁷⁵ *Ibid.*

⁶⁷⁶ *Ibid.*, p. 178.

⁶⁷⁷ *Ibid.*

⁶⁷⁸ *Ibid.*

⁶⁷⁹ *Ibid.*

⁶⁸⁰ *Ibid.*

révolution russe de 1905. Pour lui, c'est une répétition, car, en 1917, la crise est simplement plus profonde avec des soviets développés de façon importante et « un parti révolutionnaire implanté, capable de balayer les réformistes, pour prendre la tête de la mobilisation des masses et la mener à la victoire⁶⁸¹ ». Mai-juin 1968 est donc le « 1905 » de la future révolution. Les militants de la SFQI doivent donc construire, « à marche forcée si nécessaire », le parti révolutionnaire⁶⁸². La plupart des militants du courant LC/LCR croient donc à cette révolution imminente, lisant largement ce livre de Daniel Bensaïd et d'Henri Weber⁶⁸³. C'est dans ce contexte qu'arrive la formule « l'Histoire nous mord la nuque ». Cette expression, initialement lancée par Daniel Bensaïd lors du deuxième congrès de la Ligue communiste, en 1971, est la continuité du livre *Mai 68 : une répétition* générale et de la brochure *Le Deuxième souffle ?*. Elle est également reprise et détaillée par le biais du *Bulletin Intérieur 30*, en vue du troisième congrès de la Ligue communiste en 1972⁶⁸⁴. Daniel Bensaïd se défend d'avoir formulé une « expression concentrée de l'impatience petite-bourgeoise » ou du « catastrophisme révolutionnaire prompt à prédire la crise qui vient⁶⁸⁵ ». Antoine Artous, corédacteur du BI 30, revient sur l'idée générale de ce texte et l'influence qu'a l'idée de l'imminence révolutionnaire :

« Par contre, ce texte tente de systématiser une réponse sur le fait que nous n'aurions pas le temps de recomposer un nouveau mouvement ouvrier reconstruit sous sa forme classique (justement parce que "l'Histoire nous mord la nuque") ; d'autant qu'il faut remettre en cause une vision présentée comme classique, selon laquelle l'affrontement physique avec la bourgeoisie viendrait seulement à la fin du processus révolutionnaire (sur la base d'un double pouvoir des soviets très développés comme dans la révolution russe d'octobre 1917). »⁶⁸⁶

L'Histoire met la pression sur l'organisation pour agir et l'aiguillonne⁶⁸⁷. Le BI 30 et la formule générale de Daniel Bensaïd expriment, au fond, un schéma d'imminence de la

⁶⁸¹ ARTOUS Antoine, BENSALD Daniel, COURS-SALIES Pierre, DEBOURDEAU Jean-Pierre, KERGOAT Jacques, SITEL Francis (dir.), *Retours sur mai*, Montreuil, La Brèche, 1988, p. 179.

⁶⁸² *Ibid.*

⁶⁸³ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 365.

⁶⁸⁴ Anthony, Arthur, Jebracq, Stéphane, *Bulletin intérieur n° 30 - Le problème du pouvoir se pose, posons-nous le !*, 21 juin 1972, Montpellier, p. 1.

⁶⁸⁵ *Ibid.*

⁶⁸⁶ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 411.

⁶⁸⁷ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 341.

révolution et de crise presque définitive du stalinisme⁶⁸⁸. Plusieurs exemples montrent que cette analyse est prégnante dans l'organisation, notamment à Toulouse. Une résolution politique estime que le PC local s'enfoncé dans un « isolement sectaire qui vise à resserrer les rangs autour de la lutte anti-gauchiste »⁶⁸⁹. Une circulaire sur le « Travail PCF » indique que le PC toulousain est « fragile » et « peu militant », c'est une fédération « en perte de vitesse » qui « se traduit par une lente érosion »⁶⁹⁰. Concernant l'imminence révolutionnaire, elle transparait dans différents textes. En effet, lors d'un débat sur la construction d'une tendance intersyndicale de masse, un militant de la direction de ville estime qu'ils n'ont « pas les forces – subjectives ni objectives ; "l'histoire nous mord la nuque" – pour construire » une telle tendance⁶⁹¹. Cette théorisation du manque de temps, pour élaborer des structures à long terme, ressort dans une analyse sur la construction régionale de la SFQI. Ce texte explique que les facteurs entourant l'organisation sont « globalement favorables », que la tâche essentielle dans ce contexte est « la construction interne de la Ligue » et qu'il y a l'« urgence d'un seuil stratégique à franchir »⁶⁹². Ces éléments reprennent la nécessaire construction du parti révolutionnaire dans un contexte de crise et d'urgence pour l'organisation. Dans le BI 30, Antoine Artous et Daniel Bensaïd reviennent également sur la répétition générale que serait mai-juin 1968. Ils expliquent que cette expression peut être « largement trompeuse » si elle est prise à la légère⁶⁹³. Elle pourrait faire croire qu'il suffit de « grossir un peu et d'attendre la nouvelle vague des masses pour venir à bout de la bourgeoisie »⁶⁹⁴. Or, les auteurs du BI 30 estiment que la répression étatique est grande et qu'il n'y a pas de « distinction absolue entre une période de légalité et une période de clandestinité »⁶⁹⁵. Il faut donc adapter la SFQI en suivant ces principes.

Il y a plusieurs conséquences organisationnelles sur la réaffirmation de la violence révolutionnaire, du manque de temps et de la crise définitive du stalinisme. Concernant la violence révolutionnaire, la conséquence logique est la construction d'un service d'ordre

⁶⁸⁸ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 327.

⁶⁸⁹ Cf. Document 43, annexe 1 : Ligue communiste, *Projet de résolution*, 1972, Toulouse, p. 1.

⁶⁹⁰ Cf. Document 25A, annexe 1 : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 2, 23 juin 1971, Toulouse, p. 2.

⁶⁹¹ Cf. Document 35B, annexe 1 : Direction de ville, *Compte-rendu de DV*, 23 janvier 1972, Toulouse, p. 2.

⁶⁹² Cf. Document 12C, annexe 1 : Direction de la Ligue communiste, *Éléments d'analyse pour la construction régionale de la Ligue*, 1969, Toulouse, p. 3.

⁶⁹³ Anthony, Arthur, Jebracq, Stéphane, *Bulletin intérieur n° 30...*, *op. cit.*, p. 2.

⁶⁹⁴ *Ibid.*

⁶⁹⁵ *Ibid.*

capable d'affrontements partiels avec l'appareil d'État⁶⁹⁶. Cette orientation aboutit à mettre en place des « annexes antifascistes », des « services d'investigation » et des « collectes de renseignements » pour le compte du service d'ordre de la Ligue communiste⁶⁹⁷. Pour les militants, les actions antifascistes sont les « mythes » et les « grandes légendes » de l'organisation, doublés d'une fascination pour la « dernière bataille rangée devant le Palais des sports⁶⁹⁸ ». En effet, le service d'ordre est mobilisé contre l'Ordre nouveau, le principal groupe d'extrême-droite, pour organiser des « contre-manifestations radicales⁶⁹⁹ ». « Casqué », le service d'ordre de la Ligue provoque un « affrontement spectaculaire » avec des « jets de cocktails Molotov » en 1973⁷⁰⁰. Localement, la même violence révolutionnaire est réaffirmée lorsque la Ligue explique la nécessité « de faire mordre la poussière au PC dès ses premières tentatives d'affrontement avec nous⁷⁰¹ ». La théorisation du manque du temps a aussi des conséquences au niveau syndical :

« On était aussi dans "l'Histoire nous mord la nuque", on n'a pas le temps. Comment détacher des pans entiers des travailleurs influencés par le PCF et son relais syndical de la CGT ? On avait donc des interventions syndicales où on cherchait à couper et à cliver. »⁷⁰²

Ce sectarisme syndical fait écho à la constitution de « Fronts rouges ». Ces fronts ont pour but d'être « des organisations de masse ni indépendantes ni unitaires, des "fronts de masse du parti" » qui sont « lancés par nous, animés par nous, contrôlés par nous, et nous drainerons directement derrière nous de larges franges de militants concernés⁷⁰³ ». À Toulouse, cette orientation se manifeste, par exemple, dans le Front Solidarité Indochine (FSI). Cette structure est considérée comme une « organisation de masse [...] décisive pour renforcer notre image de "mini-parti" sur la ville », entrant ainsi en résonance avec la constitution de ces « Fronts rouges » qui permettraient de recruter largement⁷⁰⁴. Un compte-rendu de la direction de ville de la Ligue communiste montre le contrôle politique du FSI. En effet, la SFQI décide de

⁶⁹⁶ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 411.

⁶⁹⁷ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 207.

⁶⁹⁸ *Ibid.*, p. 205.

⁶⁹⁹ KRIVINE A., *Ça te passera...*, op. cit., p. 140.

⁷⁰⁰ *Ibid.*, p. 141.

⁷⁰¹ Cf. Document 42, annexe 1 : Ligue communiste, *La période politique et nos tâches*, 1972, Toulouse, p. 1.

⁷⁰² Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 393.

⁷⁰³ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 213.

⁷⁰⁴ Cf. Document 43, annexe 1 : Ligue communiste, *Projet de résolution*, 1972, Toulouse, p. 1.

participer à une manifestation de solidarité avec l'Indochine uniquement en tant que FSI⁷⁰⁵. De plus, la préparation des initiatives de cette structure est réalisée en réunion de direction de la Ligue⁷⁰⁶. La position des « Fronts rouges » est appliquée dans la jeunesse étudiante et lycéenne avec la constitution du Mouvement Rouge de la Jeunesse, la proclamation de la mort des Comités d'Action Lycéens⁷⁰⁷ et la fin du syndicalisme étudiant⁷⁰⁸. À la place, la Ligue propose les comités rouges pour ceux qui veulent militer. Ces positionnements dans la jeunesse seront développés plus spécifiquement dans la brochure *Le Deuxième souffle ?* écrite en 1969 par Daniel Bensaïd et Camille Scalabrino. C'est au deuxième congrès de la LCR en 1977 qu'une évolution théorique s'opère dans ces domaines :

« Ce congrès a acté le fait que nous avons le temps. Nous devons être plus attentifs à la recomposition du mouvement ouvrier. Avoir du temps n'a pas le même impact sur la manière de militer, nous ne croyons plus à l'imminence d'une révolution. C'est avoir le temps pour l'implantation syndicale et le travail de masse. Nous avons du temps pour la construction et l'élaboration d'une organisation révolutionnaire. Comme le dit Daniel dans un de ses derniers ouvrages, c'était "la lente impatience" et non plus "l'Histoire qui nous mord la nuque". C'est ce qui résume le mieux la ligne politique adoptée après le congrès de 1977. »⁷⁰⁹

Ces changements d'orientation sont déjà en germe dans le texte d'Antoine Artous et de Daniel Bensaïd écrit en 1976 et intitulé « *Que faire ?* » (1903) et la création de la Ligue communiste (1969). Dans cette contribution, les auteurs expliquent que l'organisation peut maintenant « s'appuyer sur déjà plus de huit années d'expérience et de bilan⁷¹⁰ ». Les termes du débat ont changé depuis mai-juin 1968, il s'agit maintenant de « s'appuyer sur les besoins concrets de l'avant-garde ouvrière pour discuter du type d'organisation nécessaire⁷¹¹ ». Cette démarche est mise en opposition à celle de l'immédiat post-1968, où c'est par le détour « d'un débat théorique général sur les conditions de la révolution prolétarienne qu'était traitée la question du parti⁷¹² ». En plus d'avoir le temps pour construire l'organisation, et ainsi ne plus croire à l'imminence de la révolution, l'hypothèse de l'effondrement du stalinisme ne s'est pas

⁷⁰⁵ Cf. Document 37B, annexe 1 : Direction de ville, *Compte-rendu DV*, 7 février 1972, Toulouse, p. 2.

⁷⁰⁶ *Ibid.*

⁷⁰⁷ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 177.

⁷⁰⁸ *Ibid.*, p. 170.

⁷⁰⁹ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 342.

⁷¹⁰ Antoine Artous et Daniel Bensaïd, « *Que faire ?* » (1903) et la création de la Ligue communiste (1969), *Critique communiste* n° 6, mars 1976, Paris, p. 13.

⁷¹¹ *Ibid.*

⁷¹² *Ibid.*

vérifiée. Le programme commun de gouvernement entre le PS et le PCF satisfait les militants du Parti communiste, et permet une réelle dynamique⁷¹³. Des militants, comme Gilles Da-Ré, regrettent la première orientation prise par la Ligue communiste :

« Le temps qu'a mis le PCF à se construire sur ces boîtes-là montre qu'il faut être patient. [...] Ils ont su construire à la périphérie du parti et du syndicat une série d'organisations satellites qui proposaient par exemple de la culture ou des colonies de vacances. Des choses que nous étions incapables de faire parce que nous n'avions pas le temps ni les moyens. On n'avait pas cette idée-là, on pensait que la révolution arrivait même si fin 1972 plus grand monde n'y croyait. »⁷¹⁴

Aurait-il été possible de réaliser ces structures si la SFQI avait pris le temps pour le faire ? C'est une autre question. Pour Bernard Chamayou, et ce malgré l'erreur de ces théories, Daniel Bensaïd a le mérite d'avoir eu « une pensée stratégique sur l'organisation du parti », d'avoir lutté « contre les renoncements » et pour le maintien « d'un noyau marxiste révolutionnaire⁷¹⁵ ». La conséquence directe du congrès de 1977, après l'abandon de ces théories, est la « détente » du « système d'organisation »⁷¹⁶ car le temps ne manque plus :

« C'est avoir le temps pour l'implantation syndicale et le travail de masse. Nous avons du temps pour la construction et l'élaboration d'une organisation révolutionnaire. »⁷¹⁷

3.3. *Le Deuxième souffle ? et les mobilisations de la jeunesse scolarisée et ouvrière.*

Nous avons pu voir au début de cette partie l'importance donnée à la jeunesse par la JCR et le courant LC/LCR. La place de cette organisation politique est centrale dans le mouvement étudiant pendant mai-juin 1968, mais également lors des années qui suivent. En 1969, Daniel Bensaïd et Camille Scalabrino publient une brochure intitulée *Le Deuxième souffle ?*. Elle traite spécifiquement du mouvement étudiant :

« En gros, elle expliquait trois choses. D'abord que le mouvement étudiant avait eu un rôle "d'avant-garde tactique" permettant de stimuler à travers les barricades, etc. Ensuite, mai 1968 avait fait apparaître les limites du mouvement étudiant dans ce rôle d'avant-garde qu'il ne pouvait pas remplir de toute façon ; il avait d'ailleurs éclaté. Donc il fallait construire une

⁷¹³ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 327.

⁷¹⁴ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 364-365.

⁷¹⁵ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 341.

⁷¹⁶ *Ibid.*, annexe 4 p. 342.

⁷¹⁷ *Ibid.*

organisation révolutionnaire capable d'apporter des réponses stratégiques et, ce faisant, de donner un second souffle au mouvement étudiant en le reconstruisant directement sous la direction du futur parti. »⁷¹⁸

En plus des trois éléments expliqués par Antoine Artous, cette brochure est aussi une violente polémique contre les maoïstes et les anarchistes. En effet, ce texte critique les « actions répétitives, provocatrices, gauchistes au vrai sens du terme »⁷¹⁹ que peuvent avoir ces deux courants. Le maoïsme est assimilé à un « populisme obtus »⁷²⁰ qui croit que la « bourgeoisie agonise lentement mais sûrement⁷²¹ ». Les militants maoïstes nient « l'organisation d'avant-garde, qui les menace comme leur propre négation⁷²² », et ne font que participer à la « dispersion horizontale de l'agitation étudiante »⁷²³ en relayant « populisme et spontanéisme⁷²⁴ ». L'anarchisme est également décrié, accusé de « nier purement et simplement » le mouvement étudiant à cause de son incapacité à « surmonter politiquement la contradiction »⁷²⁵ de celui-ci. Pour les anarchistes, le mouvement étudiant serait « petit-bourgeois » et les militants de ce courant idéologique y interviennent pour « radicaliser grâce au problème de la violence cette petite-bourgeoisie estudiantine toujours teintée d'humanisme apitoyé, et que la vue du sang et des coups révolte⁷²⁶ ». Selon les auteurs de la brochure, les anarchistes considèrent « vain de chercher à l'organiser » vu son statut social⁷²⁷. Sur la nature du mouvement étudiant, Daniel Bensaïd et Camille Scalabrino expliquent qu'il se balance « entre réformisme (UNEF Renouveau) et révolutionnarisme (toutes les formes d'anarcho-maoïsme et de mao-spontanéisme) » et que ce balancement « ne peut être brisé que par l'intervention martelée de l'organisation révolutionnaire⁷²⁸ ». Un autre élément central de ce texte est l'abandon du syndicalisme étudiant, car ce milieu ne serait pas « syndicalisable sur la base d'intérêts communs ». Un syndicat étudiant de masse ne pourrait exister que

⁷¹⁸ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 409-410.

⁷¹⁹ Daniel Bensaïd et Camille Scalabrino, *Le Deuxième souffle ?*, Cahiers Rouge n° 12, 1969, Paris, p. 25.

⁷²⁰ *Ibid.*, p. 14.

⁷²¹ *Ibid.*, p. 24.

⁷²² *Ibid.*, p. 19.

⁷²³ *Ibid.*, p. 21.

⁷²⁴ *Ibid.*, p. 15.

⁷²⁵ *Ibid.*

⁷²⁶ *Ibid.*

⁷²⁷ *Ibid.*

⁷²⁸ *Ibid.*, p. 21.

« politiquement subordonné à l'avant-garde révolutionnaire⁷²⁹ ». Cette ligne politique s'appuie sur l'échec, après mai-juin 1968, d'unifier le mouvement étudiant :

« Le mouvement étudiant est encore plus éclaté selon les différents courants politiques après l'échec de la construction d'une UNEF des CA (comités d'action) au congrès de Marseille de l'UNEF fin 1968 (le PSU s'étant accroché à l'appareil), pour laquelle les militants de *Rouge* se battaient... »⁷³⁰

À la rentrée universitaire 1968-1969, les militants de *Rouge* luttent pour cette UNEF des CA (qui sera un échec après le refus de ce syndicat au congrès de décembre 1968) et pour l'Université rouge. Cette dernière a « pour objectif tactique d'endiguer la dégradation du rapport de force et de permettre à l'avant-garde de reprendre son souffle pour de nouveaux affrontements⁷³¹ ». L'Université rouge est un « axe de lutte à monnayer en mots d'ordre tactiques selon les périodes⁷³² », l'objectif étant de relier les revendications universitaires avec celles des travailleurs pour permettre l'extension du front des luttes. L'échec de cet « axe de lutte » est d'avoir « surestimé la virulence des idéologies étudiantes teintées de désespoir après Mai 68, et de définir en conséquence une tactique au-dessus des moyens organisationnels ». À la place de ces deux théories, les auteurs de cette brochure considèrent que le mouvement étudiant doit être reconstruit directement « sous l'impulsion de l'avant-garde », donc de la Ligue communiste. Cette reconstruction passe « dans des structures organisationnelles d'abord conjoncturelles et de plus en plus partie prenante de la constitution d'un mouvement de la jeunesse⁷³³ ». Bien que *Le Deuxième souffle ?* n'ait jamais représenté la ligne officielle de la Ligue communiste, ce texte a eu une certaine influence à Toulouse et dans le secteur étudiant parisien⁷³⁴. Concrètement, la section toulousaine met en application cette ligne politique :

« Certaines villes, comme Toulouse ou Paris, ont proposé les comités rouges comme structuration permanente plus large (au-delà des sympathisants de la Ligue) pour remplacer les comités d'action ; tout en défendant, bien sûr, des structures unitaires lors des mobilisations (assemblées générales et comités de grève). La section de Rouen (notamment Gérard Filoche) n'était pas d'accord avec ce type d'orientation, ni des dirigeants nationaux

⁷²⁹ Daniel Bensaïd et Camille Scalabrino, *Le Deuxième souffle ?*, *op. cit.*, p. 28.

⁷³⁰ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 410.

⁷³¹ Daniel Bensaïd et Camille Scalabrino, *Le Deuxième souffle ?*, *op. cit.*, p. 25.

⁷³² *Ibid.*

⁷³³ *Ibid.*, p. 31.

⁷³⁴ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 409.

comme Henri Weber. »⁷³⁵

Malgré ces désaccords, la Ligue communiste théorise les aspects pratiques de cette brochure dans l'Organisation Rouge de la Jeunesse (ORJ) et le Mouvement Rouge de la Jeunesse (MRJ). Le MRJ se situe dans la même lignée que les théories expliquées dans *Le Deuxième souffle ?*, à l'exception qu'il intègre cette fois-ci l'ensemble de la jeunesse, scolarisée ou non⁷³⁶. À Toulouse, cette ligne est donc expérimentée par le biais des comités rouges comme structuration permanente plus large afin de remplacer les comités d'action existants⁷³⁷. À partir de 1970-1971, ce projet est l'objet de contestations à l'intérieur de l'organisation :

« J'étais contre cette perspective d'un Mouvement Rouge de la Jeunesse qui impliquait une pratique politique manipulatrice des mobilisations (un comité rouge à la place d'un comité de lutte ou de grève), avec l'éloignement de tout travail de masse et syndical dans la jeunesse... »⁷³⁸

Le propos de Jacques Serieys fait écho à l'opposition de Gérard Filoche et de Henri Weber au projet du MRJ. Au-delà de ces divergences, la ligne toulousaine sur le MRJ va évoluer différemment de l'orientation nationale. Tout en gardant les « formules générales⁷³⁹ », le MRJ a pour but organisationnel la construction d'une ORJ. Cette ORJ serait une organisation de jeunesse révolutionnaire « indépendante organisationnellement mais dépendante politiquement »⁷⁴⁰ de la Ligue communiste. L'autonomisation et la coordination des comités rouges sont une « médiation tactique » dans la construction de cette ORJ⁷⁴¹. À Toulouse, après avoir expérimenté la ligne politique du MRJ, le congrès de ville de février-mars 1970 décide de sa réévaluation locale. En effet, les cellules lycéennes « mirent du temps (au moins un trimestre) à se remettre de leur éclatement issu de la période MRJ », et ce « en y perdant du terrain⁷⁴² ». Pour le militant Paul Dubois, l'organisation s'était « surestimée » dans ses capacités politiques⁷⁴³. Cette réévaluation, lors du congrès local de Toulouse, a décidé de

⁷³⁵ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 410.

⁷³⁶ *Ibid.*, annexe 4 p. 410.

⁷³⁷ Cf. Document 8E, annexe 1 : Anthony, *Le mouvement de la jeunesse rouge et nos tâches*, 1969, Toulouse, p. 6.

⁷³⁸ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 437-438.

⁷³⁹ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 410.

⁷⁴⁰ Cf. Document 33, annexe 1 : Kemal, *Rapport secteur lycéen*, 1971, Toulouse, p. 2.

⁷⁴¹ *Ibid.*

⁷⁴² Cf. Document 25B, annexe 1 : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 2, *op.cit.*, p. 5.

⁷⁴³ Cf. Document 21B, annexe 1 : Dubois, *Pour un débat politique de fond sur le travail jeune et la réévaluation du projet MRJ*, 21 octobre 1970, Toulouse, p. 5.

repousser « à court terme » la création du MRJ⁷⁴⁴, tout en coordonnant au niveau de la ville et de la région les comités rouges lycéens⁷⁴⁵. Par la suite, plusieurs positions se dégagent en vue du congrès national de mai 1971. En effet, le MRJ et son but organisationnel comme ORJ étaient uniquement repoussés à « court terme », sans toutefois être abandonnés définitivement. C'est ce débat qui se pose de nouveau localement et nationalement avec deux positions qui se confrontent. D'un côté, Dubois et Méta insistent « sur la nécessité de construire l'ORJ et de définir des médiations tactiques : la fédé des comités rouges lycéens avec plateforme, autonome organisationnellement de la Ligue⁷⁴⁶ », et ce en accord avec la position nationale de Ballanda. De l'autre, Kemal, Kerzanet et Anthony (avec Daniel Bensaïd en appui national) considèrent qu'il ne faut pas parler de médiations tactiques vers l'ORJ et qu'il faut « abandonner la perspective ORJ pour la reprendre plus tard lorsque la Ligue aura résolu ses problèmes actuels de mutation⁷⁴⁷ ». Cette deuxième position assure que la fédération des comités rouges ne doit pas être une étape vers l'ORJ, mais « une coordination des comités rouges lycéens pour le travail dans le mouvement de masse⁷⁴⁸ ». Les problèmes de mutation dont parle cette position se réfèrent à la transcroissance organisationnelle et à son implantation, jugée vitale, dans le milieu ouvrier. Antoine Artous (dit Anthony) estime que l'organisation « n'en avait pas la force et allait, d'une part, dégarnir ses capacités militantes, et d'autre part, créer une organisation qui serait une organisation croupion ou alors complètement "incontrôlable"⁷⁴⁹ ». Finalement, aucune ligne n'est tranchée, une réunion doit décider dans trois mois⁷⁵⁰. Elle aboutira au refus de l'ORJ dans l'immédiat⁷⁵¹. À Toulouse, la position d'Antoine Artous est appliquée et aboutit à cette structuration :

« À Toulouse mais aussi dans de nombreuses villes de la région, nous avons développé très fortement des comités rouges lycéens avec une presse spécifique (*La Jeune Garde*). Nous avons aussi construit une fédération de ces comités avec des stages régionaux. »⁷⁵²

⁷⁴⁴ Cf. Document 21A, annexe 1 : Dubois, *Pour un débat politique de fond...*, *op. cit.*, p. 1.

⁷⁴⁵ Cf. Document 18D, annexe 1 : Ligue communiste, *Flo rouge* n° 7, *op. cit.*, p. 5.

⁷⁴⁶ Cf. Document 25C, annexe 1 : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 2, *op. cit.*, p. 6.

⁷⁴⁷ Cf. Document 25D, annexe 1 : *Ibid.*, p. 7.

⁷⁴⁸ *Ibid.*

⁷⁴⁹ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 411.

⁷⁵⁰ Cf. Document 25E, annexe 1 : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 2, *op. cit.*, p. 8.

⁷⁵¹ Cf. Document 52D, annexe 1 : Ligue communiste révolutionnaire, *Centre de recherches socialistes*, n° 40, janvier 1976, Paris, p. 13.

⁷⁵² Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 410.

Nous pouvons constater la finesse des analyses dans la construction de l'organisation, tant dans les médiations tactiques que les perspectives organisationnelles, comme l'ORJ à travers la stratégie du MRJ. Même si ces deux derniers concepts sont abandonnés dans l'immédiat, le projet d'ORJ aboutira de fait au retour au syndicalisme étudiant à partir de 1975⁷⁵³ et à la création des JCR (organisation de jeunesse de la LCR) en 1979⁷⁵⁴. Nous devons noter qu'à partir du deuxième congrès de 1971 jusqu'au « tournant étudiant » de 1975 lors du stage « jeune » du 6 au 13 juillet⁷⁵⁵, la Ligue a développé la ligne de la Fédération Nationale des Comités de Lutte (FNCL) dans les universités. Cette FNCL a vocation à être une organisation unitaire reprenant, de l'aveu même des initiateurs qui en font la critique, « l'ensemble de nos positions politiques sur la lutte à l'Université⁷⁵⁶ ». La section toulousaine applique cette orientation d'une FNCL « tous azimuts » qui centralise « à marche forcée » les comités de lutte « autour de la Ligue », et fait apparaître cette structure comme un « pseudopode » de l'organisation⁷⁵⁷. La section toulousaine, qui applique la tactique des « fronts », a donc voulu créer un « cadre de travail de masse » oscillant entre un « substitut de parti révolutionnaire (dynamique centriste) et le substitut à un réel travail de masse (cours sectaire)⁷⁵⁸ ». Cette ligne est abandonnée quand l'organisation reprend pas à pas le syndicalisme étudiant comme cadre de travail dans ce milieu.

Néanmoins, ces débats n'empêchent pas l'organisation de s'implanter dans trois secteurs de la jeunesse : les lycées, les facultés et les CET. Nous ne reviendrons pas sur la surface militante de l'organisation dans ces trois secteurs, ces éléments ont été traités dans la première partie de notre mémoire⁷⁵⁹. Dans le milieu étudiant, outre sa force de frappe considérable, la LC/LCR de Toulouse joue sur deux tableaux. D'une part, la jeunesse étudiante est utilisée pour le travail ouvrier, de l'autre elle continue de militer sur les facultés. Les années 1970 sont marquées par la fin du « gauchisme flamboyant », il existe un tassement d'un certain type de l'activité étudiante⁷⁶⁰. En effet, les étudiants de la SFQI modifient progressivement leurs revendications :

⁷⁵³ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 410.

⁷⁵⁴ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 343.

⁷⁵⁵ Cf. Document 52E, annexe 1 : Ligue communiste révolutionnaire, *Centre de recherches...*, *op. cit.*, p. 43.

⁷⁵⁶ Cf. Document 52B, annexe 1 : *Ibid.*, p. 9.

⁷⁵⁷ Cf. Document 52C, annexe 1 : *Ibid.*, p. 11.

⁷⁵⁸ *Ibid.*

⁷⁵⁹ Se référer à la partie de notre étude « La surface militante dans les quartiers et le milieu scolaire », p. 102.

⁷⁶⁰ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 413.

« D'abord sur les revendications à l'université, y compris des propositions de transformations structurelles. On ne se contentait plus de dénoncer "l'école des flics et des patrons", selon un mot d'ordre classique post 1968. »⁷⁶¹

Les projets d'Université rouge ou de MRJ vont dans ce sens en proposant une structuration différente pour la faculté. Les mots d'ordre sont toujours contre la commercialisation ou la sélection à l'université, mais peuvent également porter sur des sujets plus concrets. Par exemple, le comité rouge de Rangueil et la cellule sciences de la Ligue communiste publient un journal intitulé *Le catalyseur*. Dans celui-ci, un article revendique, entre autres, un « ordinateur plus puissant à la rentrée prochaine ⁷⁶² ». Malgré la fin progressive du « gauchisme flamboyant » issu de mai-juin 1968 et représenté par les courants maoïstes, les étudiants de la Ligue communiste continuent leurs activités. L'élément le plus marquant est la mobilisation lycéenne et étudiante de 1973. Bien que cette lutte soit menée principalement par les lycéens, où la Ligue communiste est en première ligne avec son porte-parole Michel Field⁷⁶³, elle a également une composante étudiante qui lutte contre le Diplôme d'Études Universitaires Générales (DEUG). Ce DEUG instaure, selon la Ligue, une « rentabilisation de l'université adaptée aux besoins du pouvoir » et « un enseignement d'élite ⁷⁶⁴ ». La mobilisation de 1976, contre la réforme de Jean-Pierre Soisson et Alice Saunier-Séité, montre une fois de plus la place centrale de la Ligue communiste dans le mouvement étudiant :

« En 1976 se développe une très forte dynamique de grève générale de l'université contre un projet de réforme, avec une coordination nationale des comités de grèves dans laquelle la Ligue est majoritaire. »⁷⁶⁵

En termes de structuration, les cellules étudiantes sont coordonnées par une commission étudiante au niveau de la ville. Cette dernière est désignée par la direction de ville après des propositions de membres par les cellules étudiantes. Elle prend en charge « l'ensemble des problèmes du secteur » et fonctionne comme une « direction de secteur ⁷⁶⁶ ». Une direction étudiante est nommée par la direction de ville et doit suivre le travail étudiant dans son

⁷⁶¹ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 410.

⁷⁶² Cf. Document 69A, annexe 2 : Comité rouge de Rangueil et cellule sciences de la Ligue communiste, *Le catalyseur*, n° 6, 3 juin 1970, Toulouse, p. 2.

⁷⁶³ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 128.

⁷⁶⁴ Cf. Document 84, annexe 2 : Taupe rouge, *La jeunesse en lutte*, mars 1973, Toulouse, p. 1.

⁷⁶⁵ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 413.

⁷⁶⁶ Cf. Document 26, annexe 1 : Direction de ville, *Circulaire de DV : résolution organisationnelle sur l'intervention dans la jeunesse scolarisée*, 3 octobre 1971, Toulouse, p. 1.

ensemble, néanmoins la répartition des tâches se fait au niveau de la commission étudiante⁷⁶⁷. Au niveau lycéen, les militants de la SFQI s'organisent dans des comités rouges qui diffusent *La Jeune Garde*. Ce journal existe pour coordonner le travail de tous les comités rouges lycéens du Sud-Ouest⁷⁶⁸. Néanmoins, cela n'empêche pas des comités rouges lycéens de créer leur propre journal, comme celui de Déodat avec *La Rectifieuse*⁷⁶⁹. Les activités des comités rouges lycéens sont multiples, allant du soutien aux militants de Vernon⁷⁷⁰, jusqu'à la lutte anti-impérialiste par le biais d'actions de soutien au peuple vietnamien⁷⁷¹, ou encore contre la répression policière dans les lycées⁷⁷². En effet, la dimension répressive dans les lycées est un des principaux axes de lutte à partir de 1970. Selon les militants lycéens, le gouvernement fait tout pour que le niveau de contestation dans les facultés et les lycées retombe à celui du début des années 1960⁷⁷³. Cette situation explosive dans les lycées aboutit à la grande mobilisation de la jeunesse en 1973, où les lycéens constituent le gros des troupes. Ils se mobilisent contre la loi Debré. Elle supprime les sursis militaires avec une obligation d'effectuer son service entre 18 et 21 ans⁷⁷⁴. Le dernier pan de l'activité jeune se polarise autour des CET. Ces centres d'enseignement professionnel constituent la manne de futurs jeunes travailleurs. La Ligue communiste pense pouvoir s'y implanter en regroupant des comités rouges autour du journal *l'Apprenti Enchaîné*. Les CET ne sont pas en reste au niveau des luttes, avec une « rentrée combative » en 1969. Les CET de Colomiers et de Françoise se mobilisent « contre l'austérité⁷⁷⁵ ». Mais les mouvements dans ces centres peuvent porter sur « les stages non payés », le « problème des débouchés, du chômage⁷⁷⁶ ». Une autre revendication essentielle de ces luttes s'axe sur la répression et la « discipline de fer par une administration tatillonne

⁷⁶⁷ Cf. Document 26, annexe 1 : Direction de ville, *Circulaire de DV : résolution...*, *op. cit.*, Toulouse, p. 1.

⁷⁶⁸ Cf. Document 61, annexe 2 : Comités rouge lycéens du Sud-Ouest, *La Jeune Garde*, n° 1, 1969, Toulouse, p. 2.

⁷⁶⁹ Cf. Document 65, annexe 2 : Comité rouge Déodat, *La Rectifieuse*, mars 1970, Toulouse, p. 1.

⁷⁷⁰ Cf. Document 66, annexe 2 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), *La Jeune garde journal des comités rouge lycéens du Sud-Ouest*, n° 5, supplément à Rouge n° 60, avril 1970, Toulouse, p. 5.

⁷⁷¹ Cf. Document 60B, annexe 2 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), *La Jeune garde journal des comités rouge lycéens du Sud-Ouest*, n° 3, supplément à Rouge, décembre 1969, Toulouse, p. 11.

⁷⁷² Cf. Document 68, annexe 2 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), *La Jeune garde journal des comités rouge lycéens du Sud-Ouest*, n° 6, supplément à Rouge n° 63, mai 1970, Toulouse, p. 4.

⁷⁷³ Cf. Document 63, annexe 2 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), *La Jeune garde journal des comités rouge lycéens du Sud-Ouest*, n° 4, supplément à Rouge n° 51, février 1970, Toulouse, p. 7.

⁷⁷⁴ Cf. Document 84, annexe 2 : Taupe rouge, *La jeunesse en lutte*, mars 1973, Toulouse, p. 1.

⁷⁷⁵ Cf. Document 16A, annexe 1 : Triton, *Rapport d'activité C.E.T.*, 1969, Toulouse, p. 2.

⁷⁷⁶ Cf. Document 16C, annexe 1 : *Ibid.*, p. 7.

(entrée et sortie à la sirène, et en rang, règlement absurde, ...) ⁷⁷⁷ ». Une mobilisation de grande ampleur a lieu dans les CET en 1973, sur les mêmes mots d'ordre antimilitaristes que les lycées et les facultés ⁷⁷⁸. Concernant la structuration des CET, des groupes Apprenti Enchaîné tentent de se monter. Mais la particularité est la coordination entre les CET :

« À Toulouse, il était bien développé. [...] La CGT avait lancé un syndicat pour les apprentis des CET (la Coordination Permanente des CET), à Toulouse c'était une coquille vide. C'est nous qui l'avons construit, en jouant du rapport de force avec la CGT départementale. C'était important, car c'était les apprentis eux-mêmes qui devaient prendre en charge cette construction (même s'il y avait bien sûr des appuis extérieurs) et avoir les rapports avec l'UD CGT, etc. » ⁷⁷⁹

Cette coordination des différents CET permet de mener à bien cette rentrée combative de 1969 dont nous parlions précédemment ⁷⁸⁰. Au-delà des mobilisations, une autre caractéristique de la SFQI toulousaine sur le travail dans les CET est de considérer comme « pré-ouvrière » ⁷⁸¹ cette jeunesse. L'organisation locale l'analyse comme ayant des « intérêts directement communs à la jeunesse (discipline, répression sexuelle et familiale, ressenti plus violemment que dans les lycées », mais également directement concerné par l'exploitation salariale, au vu de leur condition sociale « de fils d'ouvriers ⁷⁸² ». Pour la section toulousaine, cette caractérisation n'est pas partagée par la direction jeune nationale qui a tendance « à tenir des discours généraux sur la jeunesse [...], sans suffisamment distinguer lycées et CET ⁷⁸³ ». Sans compter que la section n'hésite pas à demander un « travail d'élaboration nationale un peu plus sérieux que celui qui existe actuellement ⁷⁸⁴ ». Il est à noter une tentative d'implantation dans les FPA (Formation Professionnelle pour Adultes) toulousaines ⁷⁸⁵ autour d'un journal intitulé la *FPA Enchaînée* ⁷⁸⁶.

⁷⁷⁷ Cf. Document 57, annexe 2 : Ligue communiste, *L'Apprenti Enchaîné*, mars 1969, Toulouse, p. 1.

⁷⁷⁸ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 441.

⁷⁷⁹ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 403.

⁷⁸⁰ Cf. Document 16A, annexe 1 : Triton, *Rapport d'activité...*, *op. cit.*, p. 2.

⁷⁸¹ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 410.

⁷⁸² Cf. Document 16B, annexe 1 : Triton, *Rapport d'activité...*, *op. cit.*, p. 6.

⁷⁸³ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 410-411.

⁷⁸⁴ Cf. Document 16C, annexe 1 : Triton, *Rapport d'activité...*, *op. cit.*, p. 7.

⁷⁸⁵ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 403.

⁷⁸⁶ Cf. Document 86, annexe 2 : Ligue communiste, *F.P.A Enchaîné*, sans date, Toulouse, p. 1.

3.4. L'apparition des « nouveaux » mouvements sociaux.

Au-delà des interventions « traditionnelles » de la SFQI dans les entreprises, contre l'extrême-droite, dans la solidarité internationale ou encore dans la jeunesse, l'organisation est à un tournant en ce qui concerne les « nouveaux » mouvements sociaux. Le renforcement numérique du courant LC/LCR, ainsi qu'un système de presse consolidé, expliquent en partie cette implication. Une des campagnes majeures de la SFQI est son travail antimilitariste. Même si ce type d'opposition à l'armée n'est pas en soi un « nouveau » mouvement social, l'expérience reste originale. La Ligue communiste encourage ses militants à effectuer leur service militaire, contre une armée de métier et pour y répandre les idées antimilitaristes⁷⁸⁷. Toute décision de se faire « réformer » doit être approuvée par les instances de direction du parti⁷⁸⁸. Des contestations au sein de l'armée apparaissent pendant la deuxième moitié des années 1960, la Ligue communiste commence à développer dès 1970 une « campagne armée⁷⁸⁹ ». Elle veut imposer des « droits démocratiques » dans ce secteur et s'y implanter pour avoir un point d'appui décisif pendant la révolution⁷⁹⁰. Mais c'est à la fin de l'année 1972 que ce travail antimilitariste prend de l'ampleur, avec la constitution d'une Commission Nationale Armée qui centralise les activités⁷⁹¹. Au niveau civil, l'onde de choc de mai-juin 1968 va atteindre l'armée en 1973. Au mois de mars de cette année, le ministre de la Défense Michel Debré fait voter une loi supprimant les sursis militaires pour les étudiants. Cette loi entraîne une incorporation plus rapide et bouleverse les plans personnels de ces jeunes qui ont goûté à l'effervescence et à la liberté de mai-juin 1968⁷⁹². Une mobilisation étudiante, mais surtout lycéenne, s'amorce et répand un « esprit antimilitariste » malgré l'échec sur ses revendications centrales⁷⁹³. Dans ce contexte propice, la Ligue communiste crée le 1^{er} octobre 1972 un « Front rouge » dans l'armée. Il porte le nom de Front des Soldats, Marins et Aviateurs Révolutionnaires (FSMAR)⁷⁹⁴. Le premier but de ce FSMAR est d'encadrer les militants et sympathisants de l'organisation faisant leur service ou leur carrière militaire.

⁷⁸⁷ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 278.

⁷⁸⁸ *Ibid.*, p. 279.

⁷⁸⁹ Cf. Document 23, annexe 1 : Lanceaux, *La campagne armée à Toulouse*, 1970, Toulouse, 5 p.

⁷⁹⁰ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 190.

⁷⁹¹ *Ibid.*, p. 191.

⁷⁹² ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 223.

⁷⁹³ *Ibid.*

⁷⁹⁴ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 192.

L'autre objectif est d'œuvrer à la création de comités de soldats considérés comme des structures larges pour la défense des droits démocratiques⁷⁹⁵. C'est en décembre 1973 que les premiers comités de soldat sont formés à Reims et à Mourmelon⁷⁹⁶. Un coup d'accélérateur est enfoncé au moment de la campagne présidentielle de 1974, lorsque le candidat de la Ligue communiste, Alain Krivine, encourage à la télévision les « soldats, marins, aviateurs » à constituer des comités de soldats pour défendre leurs droits⁷⁹⁷. Un cortège du FSMAR, regroupant des soldats aux visages cachés, défile pour le 1^{er} mai, le lendemain de cette intervention télévisuelle. Mais c'est entre les deux tours de l'élection présidentielle que la campagne antimilitariste de la Ligue prend une tournure spectaculaire. *Rouge* publie *l'Appel des Cent* le 16 mai 1974. Ce texte formule plusieurs demandes : le libre choix de l'âge (entre 18 et 25 ans) et du lieu d'incorporation, l'augmentation de la solde au niveau du salaire minimum, le droit pour les engagés de résilier leur contrat, la suppression des brimades, le droit à des permissions hebdomadaires, la liberté d'information et d'expression dans les casernes, la dissolution de la police militaire et la suppression des tribunaux militaires⁷⁹⁸. Cette pétition est signée par cent soldats, marins et aviateurs (en France et dans les casernes établies en Allemagne), dont le caporal Jean-Philippe Ternon, militant de la Ligue, membre de son comité central et stationné à la base aérienne de Franczal à Toulouse⁷⁹⁹. Cet appel est un succès médiatique, dépassant largement l'organisation et se retrouve même dans les colonnes de *l'Humanité*. Il atteint deux-milles signatures le 15 août 1974⁸⁰⁰. La première réaction de la hiérarchie militaire est la répression en cherchant des meneurs. Jean-Philippe Ternon est rétrogradé, emprisonné pour trente jours et muté à Périgueux. La répression entraîne un élan de solidarité dans la gauche politique et syndicale⁸⁰¹. Valérie Giscard d'Estaing, récemment élu président de la République, est obligé de prendre en compte ce « mouvement d'opinion ». Il annonce dix mesures le 28 août, parmi lesquelles l'autorisation de journaux comme *l'Humanité* dans les casernes⁸⁰². Mais ces propositions n'arrêtent pas le mouvement de contestation. Gérard Filoche comptabilise entre cent et deux-cents comités de soldats, souvent

⁷⁹⁵ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 192.

⁷⁹⁶ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, *op. cit.*, p. 224.

⁷⁹⁷ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 193.

⁷⁹⁸ KRIVINE A., *Ça te passera...*, *op. cit.*, p. 115.

⁷⁹⁹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 194.

⁸⁰⁰ *Ibid.*

⁸⁰¹ *Ibid.*

⁸⁰² *Ibid.*

éphémères⁸⁰³. L'épicentre du mouvement se déplace à Draguignan, lors d'une manifestation impulsée par le comité de soldats. Fait inédit, cette manifestation, contre les injustices et le racisme, défile dans le centre-ville et regroupe deux-cents soldats (soit le quart des effectifs de la caserne⁸⁰⁴). La riposte hiérarchique est immédiate avec l'arrestation de trois « meneurs », Serge Ravet, Alex Taurus et Robert Pelletier. Ce dernier est un signataire de *l'Appel des Cent* et milite à la Ligue communiste. Ils seront jugés l'année suivante et soutenus par l'ensemble de la gauche politique et syndicale, y compris par le PCF. Alex Taurus est acquitté, Serge Ravet et Robert Pelletier sont condamnés à un an de prison dont huit mois avec sursis (ils seront libérés trois jours plus tard⁸⁰⁵). Nous pouvons donc voir l'implication centrale des militants de la SFQI, à travers Robert Pelletier ou Jean-Philippe Ternon par exemple, dans le mouvement antimilitariste qui continuera tout au long des années 1970. Une autre illustration de ce travail est le militant toulousain Bernard Cholet qui participe à l'organisation des soldats français en Allemagne, grâce à l'aide d'un soldat américain proche de la Quatrième Internationale :

« On a sorti la première feuille au mois d'août 1974 ; il y avait des copains de la Quatrième Internationale sur place qui se chargeaient de la distribution. Le copain américain avait trouvé un GI pour être directeur de publication. On a donc sorti une feuille officielle en Allemagne avec un directeur de publication antimilitariste américain [...]. Quand la première feuille est sortie, le colonel m'a appelé en me disant que j'étais le seul fiché du régiment, et que mon organisation appelait au travail antimilitariste. [...] On a tout de même poursuivi le travail et organisé tous les régiments qu'on a pu en Allemagne, à travers le copain américain. [...] Le colonel était fou de rage. Ils ont donc attaqué la feuille *Les boeufs voient rouge* [...]. Quand le procès contre la feuille de caserne est venu, le journal était accusé d'utiliser un directeur de publication qui n'existait pas. Le copain américain directeur de publication est venu et a soutenu son existence réelle ! [...] Une fois, on a réuni tous les comités de soldats en Allemagne. [...] »⁸⁰⁶

Dans cette organisation, un débat s'engage sur la nécessité ou non de sections syndicales dans les casernes. La Commission Nationale Armée de la Ligue communiste est plutôt contre à l'automne 1974, dans la lignée des « Fronts rouges », mais se ravise en appelant à la constitution de syndicats de classe en janvier 1975. Ce changement de position fait écho à la

⁸⁰³ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 281.

⁸⁰⁴ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 225.

⁸⁰⁵ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 195.

⁸⁰⁶ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 384.

CFDT qui appelle « à l'organisation au plus vite de syndicats au sein de l'institution militaire », lors de son congrès en janvier 1975⁸⁰⁷. C'est en novembre 1975 que les comités de soldats de Chaumont et de Besançon se transforment en sections syndicales, avec l'appui de l'union locale de la CFDT⁸⁰⁸. Le gouvernement ne laisse rien passer et décide d'en finir avec ce puissant mouvement de contestation, en arrêtant des dizaines de soldats et en perquisitionnant des sièges syndicaux et politiques (notamment le PSU et la LCR). Mais cette répression n'arrête pas cette lutte. Elle s'essoufflera progressivement avec l'arrivée du PS au pouvoir⁸⁰⁹. À Toulouse, le courant LC/LCR essaie en 1970, sans succès, de lancer une « campagne armée » contre la répression des soldats⁸¹⁰. La SFQI toulousaine n'hésite pas, également, à dénoncer les sanctions dans ses journaux⁸¹¹. Il faut attendre un contexte national particulier, rendu propice par la mobilisation lycéenne et étudiante de 1973, pour qu'un réel travail antimilitariste s'amorce. C'est Bernard Cholet qui le suit à partir de cette date :

« J'ai suivi le travail antimilitariste vers fin 1973 début 1974. On avait des copains au régiment de "para" de Toulouse, aux casernes de Niel et de Franczal. On y a lancé une feuille de caserne. C'était tout un cinéma, c'était clandestin. J'ai suivi cette intervention avant de partir moi-même à l'armée en Allemagne, à Landau, à partir d'avril 1974, où j'ai appris la mort de Pompidou et de nouvelles élections. Après, je suis revenu à Toulouse à la fin de mon service pour m'occuper du 1er mai 1975, avec un cortège de bidasses dont certains avaient le visage masqué et d'autres non. »⁸¹²

Ces soldats dans la manifestation du 1^{er} mai font écho à tous les cortèges organisés en France⁸¹³. Des « feuilles de casernes » sont réalisées à Franczal, mais aussi à Niel⁸¹⁴ et à Balma⁸¹⁵. Des actions se multiplient également dans la région. À Tarbes, Bernard Chamayou est condamné après un déploiement d'une banderole contre l'armée :

« Une manœuvre devait simuler comment mater une guerre civile, avec un grand rassemblement au stade de Tarbes. Nous avons préparé une banderole "roulée" avec des

⁸⁰⁷ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 195.

⁸⁰⁸ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 227.

⁸⁰⁹ *Ibid.*

⁸¹⁰ Cf. Document 23, annexe 1 : Lanceaux, *La campagne armée...*, op. cit., p. 1.

⁸¹¹ Cf. Document 62, annexe 2 : Ligue communiste, *L'Apprenti Enchaîné*, n° 3 nouvelle série, janvier 1970, Toulouse, p. 5.

⁸¹² Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 383.

⁸¹³ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 226.

⁸¹⁴ Un groupe de soldats du 9° RCP, *Quoi de vrai au 9 ?*, sans date, Toulouse, 2 p.

⁸¹⁵ Bulletin du comité de soldats du 45° RGA de Balma, *Le ballon se soulève !*, n° 1, avril 1975, Toulouse, 4 p.

camarades spécialistes qui venaient de Paris. Sur la banderole était écrit : "Non à l'armée ! Milice du capital et de la guerre civile". [...] Une plainte pour injure à l'armée a été déposée. Il y a eu un procès avec la mise en place de comités de soutien, où même le PCF participait. On a eu au final une amende avec sursis. C'était en 1974-1975, on était encore sur une lancée un peu "gaucho". »⁸¹⁶

Le courant LC/LCR est donc très présent dans ces initiatives antimilitaristes. D'autres thèmes, issus du « nouveau » mouvement social, mobilisent l'organisation.

Le mouvement écologiste apparaît au début des années 1970. Au départ, il est éloigné de la culture des organisations de gauche et d'extrême-gauche⁸¹⁷. Concernant la Ligue communiste, la compréhension théorique de la question environnementale ne ressort pas dans le manifeste de l'organisation en 1972. Elle défend même « le développement gigantesque des forces productives en général, de l'automatisation et de l'énergie nucléaire en particulier ». C'est en 1978 avec le texte *Oui, le socialisme* que la SFQI se positionne contre le nucléaire et pour la prise en compte de la dimension écologique des luttes⁸¹⁸. Les catastrophes naturelles comme les marées noires⁸¹⁹, ainsi que le choc pétrolier de 1973 avec l'intensification de l'utilisation du nucléaire⁸²⁰, vont aider à une jonction. La LCR voit progressivement avec sympathie le mouvement écologiste et engage parfois ses militants sur ce nouveau terrain de lutte. L'organisation dénonce les différentes formes du gaspillage capitaliste, dans un contexte où le pétrole se raréfie avec le choc économique⁸²¹. La SFQI souligne également les catastrophes naturelles, notamment la pollution à la dioxine dont est victime Seveso, dans la région de Milan en juillet 1976⁸²². En France, ce sont les pollutions pétrolières qui provoquent la colère de l'organisation. Les sections bretonnes « participent à la mobilisation, refusant le bénévolat et l'appel à l'unité nationale contre la catastrophe ». Le courant LC/LCR, face aux marées noires, revendique la « nationalisation des compagnies pétrolières sous contrôle ouvrier⁸²³ ». L'organisation relaie régulièrement les positions des Amis de la Terre. Cette association est créée aux États-Unis en 1964, et sa branche française en 1971 par le navigateur

⁸¹⁶ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 328.

⁸¹⁷ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 312.

⁸¹⁸ *Ibid.*, p. 313.

⁸¹⁹ *Ibid.*, p. 305.

⁸²⁰ *Ibid.*, p. 306.

⁸²¹ Henri Weber (dir.), « Un autre monde », *Rouge*, n° 236, 4 janvier 1974, p. 11.

⁸²² SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 224.

⁸²³ *Ibid.*

et journaliste Alain Hervé. Cette structure milite pour « une civilisation qui reconnaît que la source de notre énergie et le modèle de notre équilibre se trouvent dans la nature dont nous sommes issus et à laquelle nous appartiendrons toujours ». Les militants de cette association sont sensibles à la « culture libertaire et autogestionnaire florissante⁸²⁴ ». *Rouge* ouvre ses colonnes à ses communiqués. Par exemple, le 10 juin 1972, les Amis de la Terre appellent la population à une manifestation « à pied, en bateau, à vélo » le long des berges parisiennes contre « le projet d'autoroute rive-gauche⁸²⁵ ». L'autre problématique prégnante de la période est le nucléaire. La LCR change de position sur cette question et se dote en 1975 d'une commission nationale nucléaire. L'organisation a le souci de s'appuyer sur un panel d'experts pour gagner en légitimité dans sa critique, et opposer des arguments scientifiques à une gauche plutôt favorable à la question⁸²⁶. Cette évolution des positions de la SFQI est démontrée par la place grandissante des articles écologistes dans *Rouge*. Entre l'entretien d'un animateur des Amis de la Terre, disant que l'écologie est « une donnée de base que doit intégrer le mouvement ouvrier⁸²⁷ », et un article critiquant l'expansion touristique en montagne⁸²⁸, la LCR évolue. Une lutte sociale va bouleverser le champ politique de la gauche. Le mouvement paysan sur le plateau du Larzac s'oppose à l'extension du camp militaire et débute en mai 1971 avec un premier rassemblement sur le plateau. À Pâques 1972, cent-trois paysans s'engagent à ne pas vendre leur terre et, outre des actions coups de poing, deux grands rassemblements géants sont organisés en 1973 (80 000 personnes) et en 1974 (100 000 personnes⁸²⁹). La dimension antimilitariste de cette lutte joue dans l'extension et la solidarité politique. L'ensemble de la gauche politique et syndicale soutient ce mouvement, la Ligue communiste publie dans ses colonnes l'appel des cent-trois paysans⁸³⁰. En maintenant la pression militante tout au long des années 1970, et à cause de l'impopularité du projet, il sera abandonné lors de l'arrivée du PS au gouvernement en 1981⁸³¹. Cette lutte emblématique montre également les limites de la SFQI sur les questions écologiques. L'angle d'attaque de

⁸²⁴ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 308-309.

⁸²⁵ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « à pied, en bateau, à vélo », *Rouge*, n° 161, 10 juin 1972, p. 11.

⁸²⁶ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 225.

⁸²⁷ Henri Weber (dir.), « Réinventer l'avenir », *Rouge*, n° 297, 25 avril 1975, p. 23-24.

⁸²⁸ Daniel Bensaïd (dir.), « Halte à la destruction, halte à la privatisation de la montagne », *Rouge quotidien*, n° 19, 16 mai 1974, p. 8.

⁸²⁹ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 601.

⁸³⁰ Cf. Document 85A, annexe 2 : Taupes rouges, *Le combat continue...*, op. cit., p. 3.

⁸³¹ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 601.

l'organisation se centre contre « la militarisation des sols »⁸³² et insiste sur le caractère « antimilitariste »⁸³³ de la lutte. Malgré une prise en compte théorique progressive des questions environnementales, le courant LC/LCR reste critique en expliquant que la « faiblesse essentielle du mouvement écologique est son extériorité à la classe ouvrière » et que la priorité reste la lutte dans l'entreprise⁸³⁴. La présence de la LCR dans les mobilisations écologistes se fera plus importante dans les années 1980 avec une véritable prise de conscience du problème⁸³⁵. La section toulousaine, elle, ne se sent pas concernée par l'écologisme et se trouve donc être typique des limites de l'organisation sur la question⁸³⁶.

Les années 1970 sont également le renouveau des luttes féministes. Le mouvement féministe est issu de mai-juin 1968 mais n'a pas pu s'y exprimer. La chape de plomb du PCF sur le mouvement social, en défense de la « morale prolétarienne et de l'unité de la classe ouvrière », touche également les organisations d'extrême-gauche⁸³⁷. Malgré une réelle participation des femmes en mai-juin 1968, où elles sont nombreuses à animer les comités d'action dans les universités, les lycées et les quartiers, leur parole n'est pas répercutée publiquement⁸³⁸. En effet, la lutte étudiante est contrôlée par un cartel d'organisations dont les représentants sont exclusivement des hommes. La monopolisation de la vie politique par les hommes n'est pas remise en cause⁸³⁹. Le Mouvement de Libération des Femmes naît en octobre 1970, lors d'une Assemblée générale aux Beaux-Arts de Paris⁸⁴⁰. Quatre idées sont au cœur du MLF. La première est de « disposer librement de leur corps », c'est à la base des luttes en faveur de l'IVG, pour la contraception, contre le viol et les violences faites aux femmes. La deuxième idée est que « le privé est politique », le but est de désenclaver les situations privées « étouffantes » dans lesquelles se trouvent les femmes. La troisième idée est une analyse de « la société comme patriarcale » avant même d'être capitaliste, cette orientation rend essentielle les contradictions de sexe qui ne sont plus secondaires en terme d'oppression. La dernière idée est la prise en charge par les femmes de leurs propres luttes au

⁸³² Henri Weber (dir.), « L'enjeu de la militarisation des sols », *Rouge*, n° 293, 28 mars 1975, p. 9.

⁸³³ Henri Weber (dir.), « Larzac, deux pas en avant, un pas en arrière », *Rouge*, n° 263, 30 août 1974, p. 15.

⁸³⁴ Henri Weber (dir.), « Réinventer l'avenir », *Rouge*, n° 297, 25 avril 1975, p. 24.

⁸³⁵ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 344.

⁸³⁶ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 414.

⁸³⁷ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 362.

⁸³⁸ *Ibid.*

⁸³⁹ *Ibid.*, p. 363.

⁸⁴⁰ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 197.

moyen d'un « mouvement de femmes autonome », et ce « sans attendre une révolution hypothétique⁸⁴¹ ». Le MLF est à l'initiative du *Manifeste des 343*, un texte signé par des femmes revendiquant avoir avorté. Au niveau de la Ligue communiste, c'est l'hésitation qui prime face au surgissement du féminisme. Malgré la mise en avant dans *Rouge*, le 8 mars 1971, de revendications comme « l'avortement libre et gratuit, des crèches gratuites, et l'exigence d'un salaire égal à celui de l'homme pour un travail analogue⁸⁴² », la Ligue communiste critique sévèrement le MLF. Ce mouvement rassemblerait « essentiellement des petites-bourgeoises⁸⁴³ », la SFQI s'arc-boutant sur la ligne « ni chauvinisme ni féminisme⁸⁴⁴ ». Lors d'une manifestation du MLF le 20 novembre 1971, l'article de *Rouge* rendant compte de l'initiative regrette le « sectarisme outrancier du MLF⁸⁴⁵ ». Mais la Ligue communiste va rapidement évoluer sur cette question. Dès le numéro suivant de *Rouge*, deux militants de la Ligue se disent « choqués par le caractère sectaire et la légèreté de l'article » traitant de la manifestation du MLF. Les deux auteurs appellent l'organisation à plus de modestie et à faire un bilan de « l'absence de la Ligue communiste » à cette initiative⁸⁴⁶. En 1972, un stage de la commission femmes nationale montre que seuls Paris, Rouen, Toulouse, Rennes, Dijon et Grenoble ont réellement entamé un travail militant sur cette question⁸⁴⁷. C'est en 1973 qu'un tournant s'opère dans la SFQI. Inaugurée par le *Manifeste des 343* et prolongée, le 5 février 1973, par le *Manifeste des 331* (texte signé par des médecins « s'accusant » d'avoir pratiqué l'IVG⁸⁴⁸), la lutte pour la contraception et l'avortement prend une autre échelle avec la création du Mouvement pour la Libération de l'Avortement et de la Contraception (MLAC) en avril 1973⁸⁴⁹. Cette structure, qui devient un véritable mouvement de masse par sa mixité en termes d'origine sociale et militante, revendique deux actes illégaux : l'avortement en France et le soutien financier aux départs à l'étranger pour pratiquer l'IVG⁸⁵⁰. Les médecins et militantes de la Ligue communiste sont largement impliqués dans le MLAC. L'organisation

⁸⁴¹ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 364.

⁸⁴² SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 199.

⁸⁴³ *Ibid.*, p. 198.

⁸⁴⁴ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « La libération de la femme », *Rouge*, n° 107, 29 mars 1971, p. 9.

⁸⁴⁵ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 198.

⁸⁴⁶ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « à propos de l'article de marthe robichon », *Rouge*, n° 135, 4 décembre 1971, p. 3.

⁸⁴⁷ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 198.

⁸⁴⁸ *Ibid.*, p. 200.

⁸⁴⁹ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 174.

⁸⁵⁰ *Ibid.*, p. 147.

toulousaine participe de plain-pied à cette activité militante :

« À Toulouse il y a eu un développement important du MLAC, notamment à travers des avortements illégaux pratiqués par des médecins de la Ligue ; comme Giron. »⁸⁵¹

Un groupe du MLAC d'une quarantaine de personnes, animé par la SFQI, existe également à Bellefontaine en lien avec les travailleuses de l'usine Motorola⁸⁵². La lutte engagée par le MLAC aboutit à la loi Veil qui légalise l'Interruption Volontaire de Grossesse en janvier 1975. Mais pour le mouvement féministe, cette loi ne va pas assez loin. Elle instaure une clause de conscience pour les médecins désireux de ne pas pratiquer l'IVG, ne concerne pas les mineures et ne prévoit pas le remboursement par la sécurité sociale. Même si le mouvement continue dans les années qui suivent, le vote de cette loi entraîne une mise en sommeil progressive du MLAC⁸⁵³. Parallèlement à cette lutte pour l'avortement et la contraception, les militantes de la Ligue commencent à s'investir dans le MLF en y incarnant un « féminisme lutte des classes⁸⁵⁴ ». Pour y aboutir, les militantes de la SFQI proposent de créer des groupes femmes sur ces positions :

« En son sein des groupes femmes (donc non mixtes) se structurent, c'est dans le développement de ces groupes que vont s'investir progressivement les militantes de la Ligue. Dans ces groupes (et plus généralement dans le mouvement féministe) ces militantes construisent avec d'autres, notamment parmi des groupes de quartier, une "tendance lutte de classes" qui va publier *Les Pétroleuses* (en référence à la Commune de Paris) suite à une rencontre nationale à Bièvres en juin 1974. »⁸⁵⁵

Le journal *Les Pétroleuses* sort son numéro zéro le 8 mars 1974⁸⁵⁶. Au congrès constitutif de la LCR, en décembre 1974, l'organisation se donne comme objectif d'amplifier la création de groupes femmes dans les quartiers et les entreprises⁸⁵⁷. À Toulouse, la LCR applique cette ligne et ses militantes s'évertuent à étendre ces groupes :

« Il y avait des groupes femmes entreprises, en santé, dans le secteur social, à Motorola, dans le textile, dans les collectivités territoriales. »⁸⁵⁸

⁸⁵¹ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 414.

⁸⁵² Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 394.

⁸⁵³ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 201.

⁸⁵⁴ *Ibid.*, p. 199.

⁸⁵⁵ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 414.

⁸⁵⁶ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 199.

⁸⁵⁷ *Ibid.*, p. 204.

⁸⁵⁸ Entretien avec Claude Begué, annexe 4 p. 394-395.

Il existe aussi un groupe au Mirail dont les militantes de la LCR sont à l'origine⁸⁵⁹. En tant que « tendance lutte des classes du mouvement de libération des femmes⁸⁶⁰ », les groupes autour du journal *Les Pétroleuses* sont très critiques envers les autres tendances du MLF. Les tendances « Psychanalyse et politique » et « féminisme révolutionnaire » du MLF ont pour objectif de faire sortir les femmes des organisations politiques et syndicales, pour qu'elles rejoignent uniquement le MLF⁸⁶¹. Des articles de *Rouge* signés par des militantes féministes de l'organisation critiquent, entre autres, la tendance « féminisme révolutionnaire » du MLF. Cette tendance est accusée de ne pas répondre à deux questions principales : « pourquoi les femmes sont-elles opprimées ? » et « comment les femmes détruiront-elles l'oppression dont elles sont victimes ?⁸⁶² ». La tendance « féminisme lutte des classes » propose de combiner « la lutte contre le système qui unit les femmes et les hommes dans les organisations syndicales et politiques, avec la lutte des femmes organisées entre elles pour imposer la destruction de l'ordre patriarcal ». Le fond du problème pour ce courant du MLF est que « la révolution socialiste est pour les femmes une condition nécessaire, mais non suffisante » sans la destruction du patriarcat⁸⁶³. Les débats entre les tendances du MLF sont à couteaux tirés à Paris, même si, par exemple, à Tarbes les rapports sont moins houleux⁸⁶⁴. Le congrès de décembre 1974 acte définitivement l'évolution de la SFQI avec, entre autres, la constitution des groupes Sand pour lutter contre le sexisme interne :

« Ces réunions s'appelaient les groupes Sand, du nom d'une camarade de Rouen qui avait porté ces amendements au congrès de la Ligue. Ces amendements permettaient de se réunir uniquement entre femmes, car la frontière de l'organisation n'est pas la frontière du sexisme. Le but était de permettre l'auto-organisation ponctuelle, mais régulière, des femmes dans l'organisation pour traiter les questions de sexisme en positif. »⁸⁶⁵

Nous pouvons voir cette évolution dans la ligne politique par le biais de *Rouge* qui fait un panorama complet des manifestations du 8 mars 1975 en France⁸⁶⁶. Ou même lorsque le journal explique que « le point de vue défendu par nos camarades dans le mouvement des

⁸⁵⁹ Groupe femmes du Mirail, *Les Femmes prennent la parole*, sans date, Toulouse, 4 p.

⁸⁶⁰ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 199.

⁸⁶¹ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 369.

⁸⁶² Henri Weber (dir.), « Oser lutter comme des femmes », *Rouge*, n° 229, 16 novembre 1973, p. 11.

⁸⁶³ *Ibid.*

⁸⁶⁴ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 343.

⁸⁶⁵ *Ibid.*, annexe 4 p. 344.

⁸⁶⁶ Henri Weber (dir.), « Dans la rue le 8 mars », *Rouge*, n° 291, 14 mars 1975, p. 8.

femmes n'aura aucune crédibilité si nous ne montrons pas, dans nos rangs, dans notre intervention, dans tous les secteurs [...] que la lutte des révolutionnaires contre l'oppression des femmes est une réalité⁸⁶⁷ ». Le courant LC/LCR a une attention particulière envers les femmes dans les entreprises. Son journal quotidien n'hésite pas à réaliser des entretiens avec des « opératrices » en grève de l'usine Motorola à Toulouse⁸⁶⁸. Ses militants sont également pour la création de commissions syndicales femmes dans la CGT et la CFDT⁸⁶⁹, notamment à la mairie de Toulouse où une de ces instances se constitue⁸⁷⁰. De plus, suite au travail de la commission femmes à l'intérieur de la Ligue, des batailles sont portées par des hommes dans les syndicats⁸⁷¹. C'est le cas dans la CFDT PTT de Toulouse, où Gilles Da-Ré et ses camarades se confrontent syndicalement pour la reconnaissance du droit à l'avortement⁸⁷². Nous avons peu de sources en notre possession sur le mouvement féministe toulousain. Mais ce milieu crée une Maison des femmes en 1976, rue des Couteliers dans le quartier d'Esquirol. Cette structure se veut un « lieu de rendez-vous pour les femmes, un lieu pour échanger leurs idées, un lieu de liberté et de revendications pour les femmes⁸⁷³ ». Suite aux divergences dans le MLF, les militantes membres ou proches de la LCR créent le Centre des femmes, rue Borios dans le quartier Les Chalets près de la gare Matabiau⁸⁷⁴.

Le mouvement homosexuel et lesbien connaît un développement analogue au féminisme. En premier lieu, il se structure autour du Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR) qui est fondé début 1971, principalement autour d'hommes homosexuels⁸⁷⁵. Le mouvement lesbien se structure dans le MLF, mais également dans le FHAR⁸⁷⁶. La première manifestation publique homosexuelle se fait lors du 1^{er} mai 1972 au

⁸⁶⁷ Henri Weber (dir.), « A nouveau à propos du 8 mars, quel soutien ? », *Rouge*, n° 294, 4 avril 1975, p. 12.

⁸⁶⁸ Henri Weber (dir.), « Opératrice dans une usine pilote », *Rouge quotidien*, n° 243, 24 avril 1974, p. 5.

⁸⁶⁹ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 414.

⁸⁷⁰ *Ibid.*

⁸⁷¹ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 366.

⁸⁷² *Ibid.*

⁸⁷³ Charlotte Agnès, *Sur la Lune Rousse*, 17 décembre 2012, Toulouse. [Consulté le 3 mars 2015]. Disponible à l'adresse : <https://charlotteagnes2.wordpress.com/2012/12/17/la-lune-rousse/>

⁸⁷⁴ Elie Brugarolas, *Entretien d'Irène Corradin*, 20 mars 2010, Toulouse. [Consulté le 3 mars 2015]. Disponible à l'adresse : <http://itineraires-militants-68.fr/category/irene-corradin/>

⁸⁷⁵ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 418.

⁸⁷⁶ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 414.

grand dam des organisations politiques et syndicales de gauche⁸⁷⁷. La Ligue communiste, à l'instar des autres organisations d'extrême-gauche, est très critique, à la limite de l'homophobie. Dans un article de *Rouge* revenant sur le FHAR à la manifestation du 1^{er} mai 1972, l'organisation dit lutter contre « la répression sexuelle sous toutes ses formes » et qu'elle n'a « aucune hostilité de principe contre la lutte que mènent les homosexuels contre l'ostracisme dont les entoure la société bourgeoise⁸⁷⁸ ». Néanmoins, la Ligue communiste juge que « défiler en travesti » et se comporter en « grandes folles » ne fait que « ridiculiser et déconsidère leur cause », tout en montrant à quel point ils sont eux-mêmes « victimes de l'oppression sexuelle bourgeoise ». L'article se termine par la menace que « l'extrême-gauche révolutionnaire ne laissera pas dénaturer ses manifestations, même par le FHAR⁸⁷⁹ ». Une longue réponse de militants du FHAR est publiée le 27 mai 1972. Elle s'insurge contre *Rouge* ayant le même « langage » que Pompidou ou les « bourgeois libéraux⁸⁸⁰ ». La rédaction du journal se défend de caractériser « a priori l'homosexualité comme un vice, une déviation, un simple produit de la décadence bourgeoise », mais estime que le FHAR ne tient « aucun compte de la façon dont l'opinion publique en général et la classe ouvrière en particulier » les perçoivent⁸⁸¹. L'organisation prend très peu en compte la question de l'homosexualité, voir la rejette, et ce malgré la présence de membres de la Ligue communiste dans le FHAR⁸⁸². Le courrier des lecteurs de *Rouge* est un bon indicateur de l'évolution du parti sur cette question. En 1974, des lecteurs demandent une prise de position claire sur l'homosexualité. *Rouge* leur répond qu'ils ont toujours condamné la répression contre les homosexuels. Mais au-delà de « cette position démocratique », la SFQI n'a pas de ligne arrêtée sur l'analyse de l'homosexualité « comme une forme de pathologie de la sexualité » liée au capitalisme, ou l'idée que « la sexualité, libérée des contraintes de la reproduction, s'épanouira sous les formes les plus variées⁸⁸³ ». Les mêmes critiques sur une organisation « qui n'est pas très claire sur la question des homosexuels », malgré le fait que « pas mal de ses militants ont des tendances homosexuelles plus ou moins importantes », sont émises en 1976 par des

⁸⁷⁷ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 211.

⁸⁷⁸ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « à propos du fhar », *Rouge*, n° 156, 6 mai 1972, p. 5.

⁸⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁸⁰ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « encore une fois à propos du fhar », *Rouge*, n° 159, 27 mai 1972, p. 6.

⁸⁸¹ *Ibid.*

⁸⁸² Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 344.

⁸⁸³ Daniel Bensaïd (dir.), « ouvriers et homosexuels », *Rouge quotidien*, n° 15, 11 mai 1974, p. 2.

sympathisants⁸⁸⁴. Néanmoins, le courant LC/LCR évolue progressivement. Un nombre important de ses militants sont partie prenante du Groupe de Libération Homosexuelle-Politique et Quotidien (GLH-PQ), né le 14 décembre 1975 d'une scission du GLH⁸⁸⁵. Le GLH-PQ affirme son ancrage révolutionnaire et « marxisant », à l'opposé du GHL qui se dit « communautaire et réformiste⁸⁸⁶ ». De plus, ce groupe est invité à tenir un stand lors de la fête de la LCR⁸⁸⁷, et *Rouge* relate dans ses colonnes les initiatives de sensibilisation menées par le GHL-PQ⁸⁸⁸. À l'intérieur de l'organisation, une réelle évolution a lieu lors du congrès de 1977 avec la mise en place d'une commission nationale homosexualité⁸⁸⁹. À Toulouse, nous n'avons aucune source sur la question. Mais d'après le témoignage d'Antoine Artous, l'homosexualité n'est apparemment pas très bien acceptée⁸⁹⁰. La situation locale est donc la même qu'au niveau national où les homosexuels doivent « combattre les préjugés et les comportements qui engendrent l'oppression des homosexuels dans nos rangs⁸⁹¹ ». Signe de cette peur, un militant du comité central attendra cinq ans avant d'annoncer son homosexualité à ses camarades⁸⁹².

Bilan d'étape :

Deux théories concernant la pratique du courant LC/LCR sont primordiales. La première est la Dialectique des Secteurs d'Intervention. Nous pouvons résumer ce concept en l'utilisation des forces militantes dans la jeunesse et l'enseignement pour arriver à s'implanter parmi la classe ouvrière. Pour cette organisation, il faut partir de la périphérie du mouvement ouvrier pour aller vers le centre. La DSI est également un moyen d'instaurer un rapport de force avec les réformistes, et plus particulièrement le PCF. Les conséquences organisationnelles sont multiples. Par exemple, des cellules étudiantes sont jumelées avec des cellules ouvrières pour les aider à intervenir sur leur entreprise. Les étudiants sont aussi utilisés pour produire un travail ouvrier sur des entreprises spécifiques, où aucun militant

⁸⁸⁴ Henri Weber (dir.), « Des dossiers sur la sexualité », *Rouge*, n° 332, 23 janvier 1976, p. 2.

⁸⁸⁵ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 419.

⁸⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁸⁷ *Ibid.*, p. 424.

⁸⁸⁸ Henri Weber (dir.), « Débat sur l'homosexualité au lycée de Sarcelles », *Rouge*, n° 337, 5 mars 1976, p. 13.

⁸⁸⁹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 212.

⁸⁹⁰ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 415.

⁸⁹¹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 212.

⁸⁹² *Ibid.*

ouvrier de l'organisation n'est présent. Le but est d'aboutir à la création de nouvelles cellules ouvrières. Des débats s'engagent à Toulouse sur le rythme de construction des cellules jumelées et sur la création de nouvelles cellules ouvrières. Nous pouvons constater, au final, que la DSI est un échec relatif. Les raisons sont doubles : il est difficile de s'implanter dans une entreprise sans un noyau militant extrêmement important à l'intérieur, et la Ligue communiste n'a pas réfléchi à une stratégie à long terme pour un travail « de masse » conséquent. La deuxième théorie primordiale est l'Avant-Garde Ouvrière Large. Elle est liée à la DSI car sa cible est l'AGOL. Ce concept explique qu'une couche de travailleurs a été radicalisée par mai-juin 1968, et qu'elle est en rupture partielle avec le réformisme et le stalinisme. La SFQI doit donc s'adresser en priorité à ces travailleurs. Un premier débat émerge avec les comités d'action issus de mai-juin 1968, notamment sur sa propension à regrouper une partie de cette AGOL. La Ligue communiste décide majoritairement d'utiliser la DSI à partir de ses propres forces pour toucher une plus grande partie de l'AGOL dans les entreprises. Ces deux théories ne sont pas immuables et évoluent. À Toulouse, concernant la DSI, la Ligue communiste explique que le rôle des luttes ouvrières a supplanté celui des luttes étudiantes au début des années 1970. La jeunesse ouvrière est dorénavant considérée comme le point d'appui que doit utiliser la DSI. La jeunesse étudiante n'est donc plus centrale pour l'implantation ouvrière, car il ne suffit pas d'apporter la bonne parole à partir de l'extérieur de l'usine et de ce milieu. Sur l'AGOL, elle évolue et se trouve être remise en cause entre 1972 et 1974. De grands débats ont lieu sur la caractérisation de cette avant-garde. Est-elle une Avant-Garde Large regroupant bien plus que le secteur ouvrier ? Ou uniquement une Avant-Garde Ouvrière Large ? La plupart des personnes interrogées considèrent que le principal problème de l'AGOL est sa théorisation bien trop rigoureuse, malgré la bonne volonté de définir précisément les différentes couches des travailleurs.

Tout au long de la période que nous étudions, d'autres concepts vont modeler l'organisation. À travers *Mai 68 : une répétition générale* écrit par Daniel Bensaïd et Henri Weber, la SFQI analyse avec précision le mouvement de mai-juin 1968. Elle explique que l'auto-organisation ouvrière n'a pas été assez profonde, et revendique le pouvoir central comme émanation des comités de grève étudiants et des travailleurs. Mai-juin 1968 a été une répétition générale de la révolution, où le double pouvoir, « les comités de grève contre l'État capitaliste », n'a pas été assez présent. La Ligue communiste doit le développer en période de grève et mener à une grève insurrectionnelle. Pour l'organisation, la société est dans un contexte où les dominants ne peuvent plus gouverner comme avant et les dominés ne veulent plus vivre comme par le passé. Le seul problème serait la faible implantation de la Ligue

communiste dans le milieu ouvrier pour arriver à dénouer cette crise politique en révolution. En étant une répétition générale, mai-juin 1968 a pour conséquence la construction du parti révolutionnaire. C'est dans ce contexte, où le courant LC/LCR croit à une révolution imminente, qu'apparaît la formule « l'Histoire nous mord la nuque ». Elle est prononcée par Daniel Bensaïd lors du deuxième congrès de la Ligue communiste en 1971. Cette formule est de nouveau utilisée et développée dans le *Bulletin Intérieur 30* en vue du troisième congrès de 1972. Cette formule et le BI 30 sont dans la continuité du livre écrit juste après mai-juin 1968⁸⁹³. Trois idées sont décrites : l'imminence de la révolution, la crise définitive du stalinisme, et la réaffirmation de la violence révolutionnaire face à un État de plus en plus répressif. Cette ligne est appliquée à Toulouse, notamment avec la caractérisation du PCF qui est considéré comme faible. Ces théories ont plusieurs conséquences organisationnelles. La réaffirmation de la violence aboutit à la construction d'un service d'ordre capable d'affrontements partiels. Par exemple, il est utilisé à Toulouse pour des actions coups de poing et la protection de l'organisation face au PCF. L'imminence de la révolution, et le manque de temps qui en résulte, pousse à la constitution de « Fronts rouges » dans le but de cliver et de détacher l'avant-garde (pour qu'elle rejoigne les fronts rouges dans un contexte de crise du stalinisme). L'exemple typique de cette orientation est le clivage systématique dans les syndicats et l'animation du Front Solidarité Indochine par la section toulousaine de la Ligue communiste. Le « Front rouge » est également appliqué dans la jeunesse, avec le Mouvement Rouge de la Jeunesse, la proclamation de la mort du syndicalisme étudiant et des comités d'action lycéens. C'est seulement en 1977 qu'une évolution théorique est actée, elle est déjà en germe en 1974. Les militants peuvent tous constater que la révolution n'est pas arrivée, le stalinisme ne s'est pas effondré et le programme commun PS-PCF satisfait la plupart de ses adhérents.

La jeunesse scolarisée et ouvrière est une des préoccupations majeures de la SFQI. Daniel Bensaïd et Camille Scalabrino écrivent en 1969 une brochure intitulée *Le Deuxième souffle ?*. Ce texte analyse le mouvement étudiant comme une avant-garde tactique ayant eu le rôle de stimuler le mouvement ouvrier en mai-juin 1968. Mais selon les auteurs, ce rôle n'est plus d'actualité dorénavant car le mouvement étudiant est éclaté. La solution est la construction d'une organisation révolutionnaire capable d'apporter un second souffle au mouvement étudiant, et ce en le restructurant sous la direction du parti révolutionnaire. La brochure est également une sévère critique du maoïsme, assimilé à un « populisme obtus », et

⁸⁹³ Daniel Bensaïd et Henri Weber, *Mai 68 : une répétition générale*, Paris, Éditions Maspéro, 1968, 230 p.

de l'anarchisme, accusé de nier le mouvement étudiant. Ce dernier balancerait entre « réformisme » et « révolutionnarisme ». La ligne, développée par Daniel Bensaïd et Camille Scalabrino, s'appuie sur l'échec de l'UNEF des Comités d'Action et de l'Université rouge, défendus par l'organisation au sortir de mai-juin 1968. L'Université rouge était un axe de lutte pour relier les revendications universitaires à celles des travailleurs. *Le Deuxième souffle ?* fait émerger, par la suite, les concepts d'Organisation Rouge de la Jeunesse et du Mouvement Rouge de la Jeunesse. Le MRJ a pour but de regrouper l'ensemble de la jeunesse, et non pas spécifiquement les étudiants. Dans la pratique, à Toulouse et nationalement, les comités rouges sont présentés comme des remplaçants des comités d'action, mais sous la coupe du parti révolutionnaire. Les premières contestations à l'intérieur de la Ligue contre le MRJ proviennent de la tendance autour de Gérard Filoche, et localement autour de Jacques Serieys. En mars 1970, il y a une réévaluation locale du MRJ qui est repoussé à court terme en tant que projet. Le débat sur le refus, ou non, de l'ORJ revient au niveau local et national, en vue du deuxième congrès national de la Ligue communiste en 1971. Le refus de l'ORJ sera acté et la section toulousaine aura majoritairement été porteuse de cette orientation. Jusqu'au « tournant étudiant » et le retour au syndicalisme universitaire en 1975, la Ligue, nationalement et localement, essaie de construire la Fédération Nationale des Comités de Lutte. La FNCL est une tentative de « Front rouge » autour du parti révolutionnaire. Trois secteurs de la jeunesse intéressent le courant LC/LCR. Le premier est le milieu étudiant avec ses deux mobilisations majeures en 1973 (contre le sursis militaire et le DEUG) et en 1976 (contre la professionnalisation et la sélection dans les facultés). Dans ces deux luttes, la Ligue est très présente. Le deuxième secteur est le milieu lycéen. Ses militants se structurent à Toulouse dans des comités rouges autour du journal *La Jeune Garde*. Leurs interventions sont multiples mais ils axent essentiellement leur lutte contre les dimensions répressives du lycée. Ce bouillonnement aboutit à la mobilisation de 1973 contre le sursis militaire, où les lycéens constituent l'essentiel des manifestants. Le dernier lieu d'intervention est le Collège d'Enseignement Technique. La Ligue communiste essaie de s'y implanter par le biais de *l'Apprenti Enchaîné*. Ces jeunes se mobilisent contre l'austérité et la répression. Ils participent à la lutte de 1973 sur des mots d'ordre antimilitaristes. À Toulouse, l'organisation construit la Coordination Permanente des CET, lancée originellement par la CGT. La section locale caractérise les lycéens des CET comme une « jeunesse pré-ouvrière », car elle est concernée par les problématiques lycéennes mais aussi par l'exploitation salariale. Pour la SFQI toulousaine, la direction nationale jeune ne prendrait pas suffisamment le temps de distinguer lycées et CET. Il est à noter une tentative locale de s'implanter dans les Formations

Professionnelles pour Adultes, à travers la *FPA Enchaîné*.

La Ligue communiste se renforce numériquement et fait face à de nouvelles problématiques qui émergent. Ce sont les « nouveaux » mouvements sociaux. Le travail antimilitariste, même s'il n'est pas nouveau, intervient dans un contexte où le service militaire est de rigueur. Les idées antimilitaristes s'étendent avec le mouvement lycéen et étudiant de 1973 contre le sursis militaire. La Ligue communiste construit le Front des Soldats, Marins et Aviateurs Révolutionnaires à la fin de l'année 1972, un « Front rouge » pour les militaires révolutionnaires. Le coup d'accélérateur a lieu lors de la campagne présidentielle de 1974, où Alain Krivine appelle, à la télévision, les soldats à rejoindre les comités de soldats qui commencent à se former dans les casernes. *L'Appel des Cent*, un manifeste signé par des soldats pour leurs droits démocratiques, est initié par la Ligue communiste entre les deux tours de l'élection. Cet appel entame un long mouvement dans l'armée. Les comités de soldats commencent à se former dans les casernes françaises (qu'elles soient en Allemagne ou en France). Un évènement spectaculaire se produit avec la manifestation de soldats à Draguignan, le 10 septembre 1974, menée par des militants de la Ligue communiste. Malgré les différentes répressions, le mouvement des soldats continue tout au long des années 1970. Le courant LC/LCR est largement impliqué dans cette lutte dès le départ. Un débat s'amorce sur la nécessité de transformer les comités de soldats en sections syndicales. Après une hostilité, la LCR défend la formation de syndicats protégés par les UD de la CFDT. À Toulouse, ce travail antimilitariste est important au travers des bulletins de casernes à Niel, à Franczal ou encore à Balma. Les militants de la Ligue sont à l'initiative de ces bulletins et essaient de structurer les comités de soldats qui existent. L'écologie est plus directement en lien avec le « nouveau » mouvement social. La SFQI n'est pas à l'initiative, contrairement à l'armée, de cette lutte. Néanmoins, des liens se développent avec l'association « Les Amis de la Terre ». *Rouge* publie ses communiqués, voir des tribunes. Sur le nucléaire, le courant LC/LCR évolue tout au long des années 1970, passant d'une défense du nucléaire vers l'hostilité à son égard. Elle se dote d'une commission nationale nucléaire en 1975. Les changements de position progressifs de l'organisation se répercutent sur la couverture du mouvement du Larzac. Cette lutte est contre l'extension du camp militaire sur le plateau et porte diverses revendications écologiques. La SFQI se centre dans la défense de ce mouvement par le biais de ses mots d'ordre antimilitaristes. La réelle prise en compte des problématiques écologistes ne se fera que dans les années 1980. Un autre mouvement émergent est le féminisme, avec la constitution du Mouvement de Libération des Femmes en octobre 1970. Le MLF revendique la libre disposition du corps des femmes par elles-mêmes,

un mouvement autonome des femmes et la lutte contre les violences faites aux femmes dans le cadre privé et public. Le MLF analyse la société comme patriarcale, avant d'être une société où les classes sociales s'affrontent. La Ligue communiste rejette en premier lieu le féminisme, puis l'accepte très progressivement grâce aux militantes de la Ligue dans les commissions femmes de l'organisation. Concernant l'avortement et la contraception, le *Manifeste des 343* est prolongé le 5 février 1973 par le *Manifeste des 331* (un texte signé par des médecins s'accusant d'avoir pratiqué l'avortement). C'est le début des comités du Mouvement de Libération pour l'Avortement et la Contraception. Les médecins de la Ligue communiste y sont impliqués, notamment à Toulouse par le biais de Jacques Giron. Les militantes de la SFQI commencent à s'investir dans le MLF à partir de 1974, avec la création de groupes femmes dans les quartiers. Ces groupes, animés par les femmes de la Ligue, se coordonnent en juin 1974 et commencent à publier *Les Pétroleuses*. Elles se revendiquent de la tendance féministe lutte des classes dans le MLF et polémiquent durement contre les autres tendances du mouvement. L'évolution sur ce sujet est flagrante lors du congrès constitutif de la LCR, fin 1974. La lutte autonome des femmes est avalisée et des « groupes Sand » non mixtes sont créés à l'intérieur de l'organisation. Ces groupes doivent lutter, avec succès, contre le sexisme interne. *Rouge* est maintenant favorable au MLF et à sa tendance lutte des classes. Le journal publie des articles sur des femmes en lutte dans les entreprises, comme Motorola à Toulouse. Localement, nous avons peu de sources en notre possession mais il a bien existé des groupes femmes au Mirail et à Bellefontaine, animés par des militantes de la Ligue. De plus, le mouvement féministe toulousain crée une Maison des Femmes en 1976. Les militantes de la LCR, suite à des divergences liées aux débats entre les différentes tendances qui ont cours dans le MLF, créent un Centre des femmes aux alentours de 1976 près de la gare Matabiau. Enfin, concernant le mouvement homosexuel et lesbien, il est concomitant au mouvement féministe. Les homosexuels s'organisent au sein du Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire, fondé début 1971. Les lesbiennes sont dans le FHAR et dans le MLF. La première action d'envergure du FHAR est la participation au 1^{er} mai 1972. L'ensemble de la gauche politique et syndicale a une réaction hostile. La Ligue communiste juge sévèrement ce mouvement. La question est très peu prise en compte dans l'organisation tout au long des années 1970, malgré la présence de militants de la SFQI au sein du FHAR. Après la dissolution du FHAR, le Groupe de Libération Homosexuelle-Politique et Quotidien naît en 1975 d'une scission du Groupe de Libération Homosexuelle, qui se définit comme « communautaire et réformiste ». Le GLH-PQ se définit comme révolutionnaire et des militants de la LCR y interviennent. Ce groupe est invité à la fête de l'organisation politique

et les colonnes de *Rouge* lui sont ouvertes. L'acceptation de la question homosexuelle se précise en 1977 avec la création d'une commission nationale homosexualité, dans un contexte où la situation des homosexuels dans la LCR est pesante. Localement, nous n'avons pas d'informations, ce qui montre bien le manque de prise en compte de cette problématique.

4. Le front unique et la recomposition du mouvement ouvrier.

4.1. Le front unique avec les « réformistes » et l'Union de la gauche.

Au sortir de mai-juin 1968, le courant LC/LCR occupe une place locale et nationale non négligeable dans l'extrême-gauche française. Se revendiquant du trotskisme, la tactique du front unique est considérée comme un « acquis primordial⁸⁹⁴ ». Le but du front unique, quand il se réalise, est d'unir toutes les organisations du mouvement ouvrier sur des revendications communes, « tout en permettant à chaque organisation d'avoir son propre point de vue⁸⁹⁵ ». Le front unique serait le seul moyen pour « faire avancer la lutte des classes ». Ce n'est pas un « moyen tactique de jouer “la mouche de coche” vis-à-vis des stals ou de gagner des militants⁸⁹⁶ ». Après mai-juin 1968, la SFQI met en pratique le front unique ouvrier par la formule « initiative-unité d'action-débordement ». Pour illustrer ce principe, Antoine Artous revient sur les barricades étudiantes de mai-juin 1968 :

« Nous, nous disions que justement avec ces barricades, en prenant l'initiative, on avait poussé les partis ouvriers et les syndicats à une grosse manifestation qui avait débouché sur la grève générale. C'était un peu cela notre schéma et nous parlions alors, juste après mai 1968, d'une tactique d'initiative-unité-débordement. C'est un peu cette logique que systématisait le *Bulletin Intérieur* 30. »⁸⁹⁷

Le BI 30 décrit plus amplement cette formule du front unique. La Ligue communiste se situe dans une « dialectique entre unité d'action et débordement⁸⁹⁸ ». Tout d'abord, l'organisation estime qu'elle ne peut pas s'en remettre au « schéma rassurant d'une grève générale insurrectionnelle », mais qu'elle doit prendre en compte ses propres responsabilités « en matière de préparation et d'initiatives⁸⁹⁹ ». Ce sont ces initiatives qui imposent « l'unité

⁸⁹⁴ Cf. Document 22F, annexe 1 : Anthony, *Nos rapports unitaires : premier bilan*, 1970, Toulouse, p. 7.

⁸⁹⁵ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 367.

⁸⁹⁶ Cf. Document 22F, annexe 1 : Anthony, *Nos rapports unitaires...*, *op. cit.*, p. 7.

⁸⁹⁷ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 412-413.

⁸⁹⁸ Anthony, Arthur, Jebracq, Stéphane, *Bulletin intérieur n° 30...*, *op. cit.*, p. 5.

⁸⁹⁹ *Ibid.*, p. 4.

d'action » des organisations « réformistes⁹⁰⁰ ». Le débordement doit permettre d'aller au-delà des revendications initiales, « à travers des mouvements d'auto-organisation qui laisseraient sur le côté les directions réformistes⁹⁰¹ ». Mais le front unique dépend aussi du contexte dans lequel il a lieu. En effet, même si la Ligue reste très petite face au PCF⁹⁰², l'extrême-gauche révolutionnaire devient une « force non négligeable » et peut proposer au PCF et à la CGT une politique unitaire « qui soit crédible aux yeux des travailleurs⁹⁰³ ». Cette tactique du front unique, basée sur la formule « initiative-unité d'action-débordement », se différencie de l'OCI (l'autre groupe trotskiste principal avec Lutte ouvrière). En effet, pour la Ligue communiste, l'OCI est un contre-exemple en termes de pratique du front unique :

« Juste avant 1968, nous critiquions fortement (et à juste titre) l'OCI, bien implanté sur les facs, pour leur politique "incantatoire" de front unique. Par exemple, elle consistait à appeler les syndicats ouvriers à l'unité sur une manifestation centrale de la jeunesse (en faisant signer des pétitions et organiser des campagnes, etc.) mais sans prendre la moindre initiative. L'OCI avait même appelé à quitter les barricades. »⁹⁰⁴

Pour d'autres militants, comme Bernard Chamayou, le front unique théorisé par Trotsky devient une « grande caricature » quand elle est portée par l'OCI⁹⁰⁵. Aucun courant dans la SFQI ne défend leur orientation unitaire consistant à « du parasitisme des appareils syndicaux sur une ligne à peine un peu plus à gauche pour ne pas risquer la rupture⁹⁰⁶ ». Leur manque de « prise d'initiative menant à la rupture à plus ou moins long terme » est également relevé par la Ligue communiste⁹⁰⁷. De plus, selon Daniel Bensaïd, l'OCI (et son organisation de jeunesse l'AJS) met « en avant le front unique, mais comme elle ne peut prétendre y jouer directement un rôle, le mot d'ordre devient seulement propagandiste⁹⁰⁸ ». Concernant la pratique unitaire de la Ligue, elle rencontre quelques succès malgré le refus systématique de la CGT et du PCF de signer des initiatives en commun⁹⁰⁹. La place prise par la SFQI toulousaine, grâce à la tactique du front unique, lui permet de participer au 1^{er} mai 1972 dans

⁹⁰⁰ Anthony, Arthur, Jebracq, Stéphane, *Bulletin intérieur n° 30...*, *op. cit.*, p. 5.

⁹⁰¹ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 413.

⁹⁰² Anthony, Arthur, Jebracq, Stéphane, *Bulletin intérieur n° 30...*, *op. cit.*, p. 4.

⁹⁰³ Cf. Document 22E, annexe 1 : Anthony, *Nos rapports unitaires...*, *op. cit.*, p. 6.

⁹⁰⁴ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 412.

⁹⁰⁵ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 345.

⁹⁰⁶ *Ibid.*

⁹⁰⁷ *Ibid.*, annexe 4 p. 345.

⁹⁰⁸ Anthony, Arthur, Jebracq, Stéphane, *Bulletin intérieur n° 30...*, *op. cit.*, p. 4.

⁹⁰⁹ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 367.

la manifestation de la CGT et dans celle des révolutionnaires⁹¹⁰. La tactique de débordement, après l'unité d'action, est expérimentée avec succès le 4 juin 1972 lors d'une manifestation toulousaine de la fonction publique. Dans cette mobilisation, les revendications vont au-delà de la plate-forme rédigée par l'intersyndicale⁹¹¹. À Tarbes, l'unité d'action réussit à se concrétiser lors d'une initiative de la Ligue communiste. À l'occasion d'un procès pour injures à l'armée contre deux militants de la SFQI, une campagne et des rencontres unitaires sont organisées avec toutes les forces de la gauche. Cette politique aboutit à un meeting commun regroupant toutes les composantes de la gauche tarbaise, dont le PCF, avec Alain Krivine pour la Ligue communiste⁹¹². Mais au-delà de ces quelques exemples, la tactique unitaire du courant LC/LCR s'avère limitée avec l'avènement de l'Union de la gauche :

« [...] malheureusement nos marges d'initiative se sont réduites, l'unité était difficile et le débordement encore plus. C'était quand même un schéma du front unique dont le mérite était de penser stratégiquement le rôle d'une organisation révolutionnaire. »⁹¹³

En effet, le front unique pratiqué par la Ligue communiste lui permet, tout de même, de se positionner comme force principale dans l'extrême-gauche toulousaine.

L'Union de la gauche bouleverse la gauche syndicale et politique. La SFQI prend conscience assez tard de cette donnée dans sa politique unitaire. François Mitterrand, à la tête du Parti Socialiste, et Georges Marchais, ayant pris en main la direction du PCF, signent le 27 juin 1972 un programme commun de gouvernement, après de longs mois de tractations. Ils sont rejoints peu après par le Mouvement des Radicaux de gauche⁹¹⁴. L'unité électorale entre ces trois forces est donc de rigueur pendant une grande partie des années 1970. Cette unité des partis majoritaires dans la gauche entre en résonance avec l'unité d'action CGT-CFDT signée le 1^{er} décembre 1970⁹¹⁵. Deux jours après la signature du programme commun, la Ligue communiste publie *Quand ils seront ministres...* qui est une « condamnation catégorique » de l'alliance PCF-PS⁹¹⁶. Cette brochure dénonce pêle-mêle la limitation de « l'impact de leur accord sur le terrain des luttes »⁹¹⁷ et un simple programme « de gestion du capitalisme⁹¹⁸ ». Il

⁹¹⁰ Anthony, Arthur, Jebracq, Stéphane, *Bulletin intérieur n° 30...*, *op. cit.*, p. 5.

⁹¹¹ *Ibid.*, p. 7.

⁹¹² Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 345.

⁹¹³ *Ibid.*, annexe 4 p. 344.

⁹¹⁴ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, *op. cit.*, p. 216.

⁹¹⁵ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, *op. cit.*, p. 842.

⁹¹⁶ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, *op. cit.*, p. 217.

⁹¹⁷ *Ibid.*

en est de même à Toulouse, où une *Taupe rouge SNCF* explique que cet accord n'aura pas d'impact, car « changer les ministres n'enlève pas les usines aux patrons et l'armée à la bourgeoisie » et qu'ils ne feront rien d'autre que « gérer le capitalisme »⁹¹⁹. Cette position de « donneur de leçon » s'explique par la jeunesse des membres de la Ligue communiste et leur vision d'organisations traditionnelles usées et dépassées, dont mai-juin 1968 avait sonné le glas⁹²⁰. Toutefois, des débats s'engagent dans l'organisation pour caractériser politiquement le PS et la nature de son alliance avec le PCF. Du stage d'été de la Ligue communiste à Bièvres en 1972 jusqu'au troisième congrès national en décembre 1972, la SFQI se divise sur cette question⁹²¹. La première position est, selon Jacques Serieys, sectaire envers l'Union de la gauche :

« Une était sur le refus total de l'Union de la gauche, c'était une position que j'estime plus proche du bordiguisme que du trotskisme. Ce groupe-là, autant que je m'en souviens, a quitté très vite la Ligue pour fonder la Ligue spartakiste. »⁹²²

Cette position veut s'abstenir envers tous les partis de gauche, PCF compris, car « on ne vote pas, par principe, pour des réformistes qui trahissent » dans la logique du slogan « élection-trahison ». Cette tendance est très minoritaire⁹²³. La deuxième position est celle de la majorité de l'organisation :

« La deuxième position, qui était majoritaire, était celle du congrès avec une alliance entre le BI 30 et le BI 34. Leur position paraissait homogène mais était hétérogène. Ils disaient qu'on allait voter l'Union de la gauche aux prochaines élections, même si on sait que là-dedans le PS et les radicaux sont des partis bourgeois. Mais on vote pour eux car si l'Union de la gauche l'emporte aux législatives de 1973, ça relance la situation politique et les possibilités de mobilisation. La position de la majorité c'était à peu près ça, avec des positions plus à gauche de Bensaïd mais en gros c'est ça. »⁹²⁴

Malgré le caractère « bourgeois » du PS et l'alliance contre-nature avec le PCF de nature « ouvrière », l'important pour la majorité de la Ligue reste la « dynamique de classe » que le vote PCF-PS entraînerait, et non la nature des partis. La dynamique étant que le « petit » PS

⁹¹⁸ KRIVINE A., *Ça te passera...*, op. cit., p. 186.

⁹¹⁹ Cf. Document 79B, annexe 2 : *Taupe rouge SNCF, L'accord PCF-PS pour quoi faire ?*, op. cit., p. 2.

⁹²⁰ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 217.

⁹²¹ *Ibid.*, p. 218.

⁹²² Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 435.

⁹²³ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 218-219.

⁹²⁴ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 435-436.

se subordonnerait au « gros » PCF⁹²⁵. Cette position se retrouve dans le BI 30 où le vote PCF-PS est rendu possible, malgré le nouveau caractère « bourgeois » du PS depuis l'accession à sa tête de François Mitterrand, car « nous nous déterminons en fonction du sens que prend le vote pour les travailleurs⁹²⁶ ». Un autre militant du bureau politique, Yves Salesse, va plus loin en appelant à voter pour le PS et le PCF, mais également pour les radicaux de gauche. Malgré son indiscutable caractère « bourgeois », cette petite composante de l'Union de la gauche serait aussi entraînée par la « dynamique de classe » du PCF⁹²⁷. Gérard Filoche défend une autre orientation :

« Celle de Filoche était de dire que l'Union de la gauche va nous mener dans une impasse et que c'est pour cette raison que nous votons pour le seul parti ouvrier qui est le PC. »⁹²⁸

En effet, il considère que le PS est de nature « bourgeoise » et, donc, qu'aucun vote ne peut aller vers lui. La Ligue aurait dû, selon lui, défendre un « vote de classe » et appeler à voter uniquement pour le PCF⁹²⁹. D'anciens militants du PCI vont à rebours de l'ambiance politique du congrès en expliquant la nature « ouvrière » du PS :

« Il y avait l'orientation d'anciens du PCI (Frank, Lequenne et d'autres) qui considérait que le PS était un parti ouvrier comme le PC, et pour cette raison il fallait voter Union de la gauche (les radicaux ne représentant pas grand-chose). »⁹³⁰

Le vote pour l'Union de la gauche ne serait donc pas une dynamique, mais un « vote de classe, PCF et PS » dans lequel les radicaux de gauche ne représentent rien en termes de poids politique et numérique⁹³¹. Une dernière position, minoritaire, consiste à intégrer l'Union de la gauche. Elle est défendue à Toulouse par Jacques Serieys et ses camarades du BI 33 :

« Après il y avait la position consistant à devenir une composante de l'Union de la gauche car ça nous mettra en bonne place pour les déborder quand les problèmes arriveront. Celle-là était minoritaire et j'en étais plutôt proche. À Toulouse, les gens qui étaient sur ma tendance *Bulletin Intérieur 33* au dernier congrès étaient aussi sur cette position-là. »⁹³²

Cette orientation reprend la logique unitaire « initiative-unité d'action-débordement », mais appliqué sur le terrain électoral. À Toulouse, dès 1970, Antoine Artous et la majorité de la

⁹²⁵ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 219.

⁹²⁶ Anthony, Arthur, Jebracq, Stéphane, *Bulletin intérieur n° 30...*, op. cit., p. 5.

⁹²⁷ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 219.

⁹²⁸ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 436.

⁹²⁹ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 222.

⁹³⁰ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 436.

⁹³¹ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 220.

⁹³² Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 436.

section expliquent que la SFIO, devenue PS, s'est transformée en « parti bourgeois classique qui n'organise même plus une partie de la classe ouvrière⁹³³ ». Au final, le congrès national tranche à une « faible majorité » que la Ligue communiste appellera à voter pour l'Union de la gauche, malgré le caractère « bourgeois » du PS⁹³⁴. La place que prend progressivement l'Union de la gauche est déterminante. En effet, la nouvelle période est « structurée politiquement par l'Union de la gauche⁹³⁵ ». Pour Jacques Serieys, la situation est totalement modifiée :

« Mais je sentais bien que pour quiconque avait une famille militante de gauche la question centrale allait être la renaissance de l'Union de la gauche qui se préparait dès 1970-1971. Cette nouvelle donnée modifiait tout et on ne réglerait rien par les opérations spéciales. L'essentiel était une réponse politique par rapport à l'Union de la gauche et un choix à faire. »⁹³⁶

Il faut comprendre que le projet de l'Union de la gauche est d'offrir une réponse politique et une issue électorale au mouvement de mai-juin 1968⁹³⁷. Pour réussir à être cette réponse, elle se veut une « alternative démocratique » doublée d'un « projet à prétention de transformation sociale en profondeur⁹³⁸ ». L'Union de la gauche représente, pour la majorité des couches populaires, un « espoir » de chasser la droite, en donnant « une chance aux partis de gauche si longtemps écartés du pouvoir⁹³⁹ ». De plus, le programme commun est utilisé par les militants du PCF pour offrir une solution électorale à certaines revendications. C'est le cas d'Alain Rumeau dans son entreprise aéronautique toulousaine, où lui et ses camarades du PCF et de la CGT défendent la nationalisation de l'entreprise par le biais du programme commun⁹⁴⁰. Durant cette période de montée de l'Union de la gauche, la Ligue communiste et l'extrême-gauche en général se retrouvent isolées. Les critiques formulées contre le programme commun sont « peu audibles » et ne touchent qu'une « minorité » déjà convaincue⁹⁴¹. À Toulouse, la situation a peu changé avant ou après l'Union de la gauche, le sectarisme du PCF

⁹³³ Cf. Document 22F, annexe 1 : Anthony, *Nos rapports unitaires...*, *op. cit.*, p. 7.

⁹³⁴ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, *op. cit.*, p. 222.

⁹³⁵ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 413.

⁹³⁶ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 435.

⁹³⁷ ARTOUS Antoine, BENSARD Daniel, COURS-SALIES Pierre, DEBOURDEAU Jean-Pierre, KERGOAT Jacques, SITEL Francis (dir.), *Retours sur mai*, Montreuil, La Brèche, 1988, p. 25.

⁹³⁸ *Ibid.*

⁹³⁹ KRIVINE A., *Ça te passera...*, *op. cit.*, p. 187.

⁹⁴⁰ Entretien avec Alain Rumeau, annexe 4 p. 427.

⁹⁴¹ KRIVINE A., *Ça te passera...*, *op. cit.*, p. 187.

est toujours aussi grand :

« En pratique, la tactique politique concrète était la même avant ou après la signature de l'Union de la gauche. On se battait pour l'unité d'action de l'ensemble des partis "ouvriers" autour d'axes précis (revendications, lutte contre tels aspects de la politique, etc.). De toute façon le PCF refusait de nous rencontrer. Et il refusait notre présence dans les tracts, initiatives unitaires, etc. »⁹⁴²

Cet isolement et la prise en compte progressive du poids politique de l'Union de la gauche oblige le courant LC/LCR à faire évoluer sa tactique du front unique. Il ne s'agit plus de réagir en fonction de l'Union de la gauche mais de formuler également des perspectives gouvernementales :

« Dès le premier congrès de la LCR, nous avons commencé à discuter d'une politique de front unique qui repositionnait fortement le profil de la Ligue. Il s'agissait alors de définir une politique de front unique, y compris en terme de perspectives gouvernementales, qui prennent comme point de départ l'existence du PCF et du PS tout en se démarquant de l'Union de la gauche. »⁹⁴³

Le repositionnement, dont parle Antoine Artous, s'effectue au premier congrès de la LCR en décembre 1974. L'organisation estime qu'il faut poser le problème du gouvernement. Elle explique que le rapport de force actuel « entre les réformistes et les révolutionnaires » ne permet pas d'exprimer une formule gouvernementale « donnant tout le pouvoir aux conseils ouvriers ». Le congrès de la LCR décide de mettre en avant une « formule de propagande générale ("gouvernement des organisations ouvrières") sans en préciser davantage la formule arithmétique, tout en plaçant simultanément le PC et le PS devant leurs responsabilités⁹⁴⁴ ». Cette première perspective gouvernementale répond aux interrogations qu'Antoine Artous se posait dans les « formules de pouvoir » dont la Ligue communiste devait se doter⁹⁴⁵.

Ces positionnements de la SFQI ne l'empêchent pas, bien au contraire, de « polémiquer » publiquement avec le PCF et ses militants. C'est même une de ses priorités. Trividic explique dans une circulaire sur le « travail PCF » qu'un bulletin de discussion *La Vérité* vient d'être lancé par la section toulousaine. Ce bulletin doit mettre en avant les analyses sur la « crise du stalinisme », pointer les « erreurs du PC » et expliquer les

⁹⁴² Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 415.

⁹⁴³ *Ibid.*, annexe 4 p. 413.

⁹⁴⁴ Cf. Document 90A, annexe 3 : H. Le Toquin (dir.), « Programme : le débat est ouvert... », *op. cit.*, Paris, p. 14.

⁹⁴⁵ Cf. Document 22F, annexe 1 : Anthony, *Nos rapports unitaires...*, *op. cit.*, p. 7.

campagnes de la Ligue⁹⁴⁶. Le but est de mettre un « doigt sur un problème brûlant susceptible d'ébranler les militants » du PCF. La « commission PCF » doit alors « établir rapidement la liste des contacts PCF » pour les faire discuter à l'intérieur de leur parti et les organiser par des « écoles de formations centrales » ou des « cercles de discussion⁹⁴⁷ ». Cette circulaire note que la Ligue communiste doit se former sur le PCF par le biais d'écoles de formation et de brochures spécifiques⁹⁴⁸. Cette préoccupation de pousser les militants à débattre autour du programme et des positions du PCF est constante. Ainsi, pendant toute une semaine, en novembre 1971, les militants toulousains débattent de « l'unité de la gauche » et du « programme du PCF⁹⁴⁹ ». La SFQI « polémique » avec les composantes de l'Union de la gauche à travers son matériel politique. Une *Taupe rouge* de la ville rose dénonce les hésitations de l'Union de la gauche devant le « chantage au désordre de Pompidou » ou lui reproche « d'attendre les prochaines élections⁹⁵⁰ ». Dans une autre *Taupe rouge* locale, le PS et le PCF sont vilipendés pour leur respect de la constitution de la Ve république et leur participation aux élections, sans « s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs⁹⁵¹ ». Il arrive parfois que les tracts, distribués par la section toulousaine, interpellent directement les militants du PCF. Un de ces tracts revient sur une grève dans l'usine toulousaine Ruggieri. Après avoir dénoncé la pression de militants du PCF ayant abouti à la reprise d'un des trois ateliers en grève, une série de questions est posée à l'ensemble des membres de ce parti⁹⁵². En effet, la Ligue communiste demande aux à ces militants : « Pourquoi, dès le début, le PCF s'est complètement désintéressé de cette grève [...] ? » ou « Pourquoi un de ses dirigeants, responsable UD-CGT Chimie, est-il allé négocier seul avec le patron, refusant non seulement la présence des membres du comité de grève mais aussi les délégués CGT de l'usine ?⁹⁵³ ».

⁹⁴⁶ Cf. Document 25A, annexe 1 : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 2, *op.cit.*, p. 2.

⁹⁴⁷ *Ibid.*

⁹⁴⁸ *Ibid.*

⁹⁴⁹ Cf. Document 28, annexe 1 : Ligue communiste, *Réunion de Direction de ville*, 8 novembre 1971, Toulouse, p. 1.

⁹⁵⁰ Cf. Document 82A, annexe 2 : Ligue communiste, *Après le premier tour*, mars 1973, Toulouse, p. 1.

⁹⁵¹ Cf. Document 81, annexe 2 : *Taupe rouge*, *Le président Pompidou et les élections*, supplément à Rouge n° 186, 6 janvier 1973, Toulouse, p. 2.

⁹⁵² Cf. Document 83B, annexe 2 : *Taupe rouge*, *Il faut que ça change !*, *op. cit.*, p. 2.

⁹⁵³ *Ibid.*

4.2. Les relations avec la gauche autogestionnaire et les groupes « révolutionnaires ».

Comme l'explique Bernard Chamayou, il nous faut tout d'abord distinguer le front unique, dont le but est d'avoir une politique unitaire avec les partis « réformistes », et l'unité d'action vis-à-vis des groupes « révolutionnaires » :

« Le front unique ça s'adresse essentiellement aux réformistes. Après il y a des unités d'action avec les groupes "révolutionnaires", mais c'est à distinguer du front unique en tant que tel. »⁹⁵⁴

À Toulouse, selon Antoine Artous, cette politique unitaire s'appuie sur la construction d'un axe regroupant la Ligue communiste et le PSU. L'objectif de s'unir pour peser face au PCF est clairement affiché⁹⁵⁵. Cette idée entre en résonance avec un texte faisant le bilan des premiers rapports unitaires de la Ligue communiste en 1970. L'organisation y appelle à la construction d'un « pôle politique à gauche du PC » qui permettrait d'être crédible « aux yeux des travailleurs ». Ce pôle pourrait mener une « agitation sporadique » et commencer à « organiser des luttes⁹⁵⁶ ». Ce texte insiste également sur un axe unitaire comprenant Lutte ouvrière avec la Ligue communiste et le PSU. Si cette unité se réalise, les trois organisations seraient capables de faire face à un PCF « qui est loin de resplendir de vigueur » à Toulouse⁹⁵⁷. Un autre objectif de cet axe politique serait de contribuer à « remodeler l'extrême-gauche » autour d'un pôle isolant l'OCI, et son organisation de jeunesse l'AJS, mais « surtout les divers courants chinois⁹⁵⁸ » (c'est un autre nom pour désigner les groupes maoïstes). La Ligue communiste émet quelques réserves sur ce pôle politique en appelant à « ne pas surestimer pour l'instant les possibilités unitaires⁹⁵⁹ ». La SFQI considère que ses « initiatives tactiques » doivent organiser cette unité PSU-Ligue-LO⁹⁶⁰. C'est-à-dire que les actions unitaires se font à partir des propositions de la Ligue communiste. Malgré cet axe regroupant trois organisations principales, l'organisation communiste ouvre la porte à son « élargissement », notamment en direction de l'AJS, des comités d'action de l'UNEF et à *Humanité Rouge*. La seule condition

⁹⁵⁴ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 345.

⁹⁵⁵ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 415.

⁹⁵⁶ Cf. Document 22A, annexe 1 : Anthony, *Nos rapports unitaires...*, *op. cit.*, p. 2.

⁹⁵⁷ *Ibid.*

⁹⁵⁸ *Ibid.*

⁹⁵⁹ *Ibid.*

⁹⁶⁰ Cf. Document 22G, annexe 1 : *Ibid.*, p. 8.

pour l'élargissement étant d'établir à chaque fois des « clivages politiques » avec les maoïstes⁹⁶¹ au sein des réunions unitaires, car le but est tout de même d'isoler ces groupes et les « lambertistes » de l'OCI et de l'AJS. La SFQI a conscience de ses propres faiblesses dans ce travail unitaire. Elle explique qu'il faut renforcer l'organisation dans le milieu ouvrier et réussir à tirer profit des « initiatives centrales pour franchir un pas⁹⁶² ». Ce serait la seule condition pour « imposer aux autres groupes politiques une pratique régulière d'unité d'action sur les boîtes⁹⁶³ ». En effet, la Ligue communiste ne veut pas se contenter de « tracts communs ou de rencontres sans grandes conséquences pratiques⁹⁶⁴ ».

Les rapports du courant LC/LCR envers les autres groupes d'extrême-gauche sont variés. Concernant les anarchistes, l'unité d'action se réalise essentiellement pendant mai-juin 1968 à travers le Mouvement du 25 avril. Par la suite, les relations se sont tendues :

« Avec les anarchistes, [...] nous réalisons l'unité d'action avec des jeunes de la CNT dans le cadre du Mouvement du 25 avril. Par la suite, des noyaux très radicaux sont apparus parmi eux, dont certains seront le creuset d'Action directe. Les rapports n'étaient pas bons, voire très tendus physiquement dans des manifestations où ils cassaient des vitrines, etc. »⁹⁶⁵

La Ligue communiste a pris l'habitude d'utiliser son service d'ordre pour éviter tout « dérapage » non prévu collectivement lors des manifestations⁹⁶⁶. Les rapports aux maoïstes sont différents car ils tentent d'empiéter sur les sphères d'influence de la Ligue. Antoine Artous nous présente les deux courants maoïstes existants à Toulouse et leurs deux phases politiques :

« À Toulouse, les maoïstes étaient représentés par deux courants. L'un très “mao-stalinien”, l'*Humanité rouge*, présent un peu à Ranguel et très anti-trotskiste. Nous n'avions pas (ou peu) de rapport avec eux. Les maoïstes de la Cause du peuple-Gauche prolétarienne n'étaient pas issus de l'expérience de mai 1968 à Toulouse mais avaient débarqué à la fin de cette année, de Paris entre autres. Dans une première phase, ils étaient pas mal “excités” et “fouteurs de merde”. Dans leur seconde phase (décrite par eux comme “démocratique”), nous avons eu quelques rapports ; de toute façon ils étaient très marginaux. »⁹⁶⁷

Les jugements de la SFQI envers les courants maoïstes sont sévères. Ils sont accusés de

⁹⁶¹ Cf. Document 22G, annexe 1 : Anthony, *Nos rapports unitaires...*, *op. cit.*, p. 8.

⁹⁶² Cf. Document 22C, annexe 1 : *Ibid.*, p. 4.

⁹⁶³ *Ibid.*

⁹⁶⁴ *Ibid.*

⁹⁶⁵ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 416.

⁹⁶⁶ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 441.

⁹⁶⁷ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 415-416.

« confondre violence révolutionnaire et putschisme ». L'organisation prend soin de se distinguer publiquement des « violences des anarcho-maoïstes » à l'université⁹⁶⁸. Il faut discerner deux qualifications parmi les maoïstes, les « maos-spontanéistes » de la Gauche Prolétarienne et les « staliniens » d'*Humanité rouge*⁹⁶⁹. Les actions des maoïstes entraînent certaines mesures répressives de la part du gouvernement. Par exemple, en novembre 1970, les maoïstes veulent interdire, « par un commando⁹⁷⁰ », le cours d'un professeur d'extrême-droite à la faculté de l'Arsenal. Ils se heurtent à des « fascistes armés » et provoquent l'entrée des CRS dans l'université « à coup de grenades⁹⁷¹ ». La réponse étudiante est immédiate contre la violence policière, mais les cinq cents CRS finissent par arrêter quatre-vingts étudiants (seize sont inculpés), dont des militants de la Ligue communiste⁹⁷², après avoir donné l'assaut dans la cité universitaire. Le lendemain, la Ligue communiste, à travers le Secours Rouge, appelle à un meeting et à une manifestation de mille-cinq-cents étudiants. Nous pouvons voir que la Ligue est solidaire contre la répression et tente d'y apporter une « riposte de masse⁹⁷³ ». Pour autant, elle ne cache pas ses critiques en déplorant que les maoïstes soient « tombés dans le piège tendu par le pouvoir aux militants révolutionnaires »⁹⁷⁴. La SFQI explique que « la seule façon de s'opposer à “la réaction”, c'est l'action de masse ». Elle regrette également que *La Dépêche du Midi* ne fasse pas de différence entre les étudiants défendant leur campus et la liberté d'expression, et les « agitateurs maoïstes⁹⁷⁵ ». Cette solidarité contre la répression se produit également lors de la dissolution de la Gauche Prolétarienne, le 27 mai 1970. La Ligue explique que c'est « l'ensemble du mouvement ouvrier et révolutionnaire qui est visé ». Elle appelle à « organiser la riposte en conséquence » et que « les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière réalisent un vaste front de lutte contre la répression⁹⁷⁶ ». Les désaccords profonds entre la SFQI et ces courants se

⁹⁶⁸ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 93.

⁹⁶⁹ *Ibid.*

⁹⁷⁰ Cf. Document 70, annexe 2 : Charles Michaloux (dir.), *Taupe rouge*, supplément à Rouge n° 90, 30 novembre 1970, Toulouse, p. 1.

⁹⁷¹ *Ibid.*

⁹⁷² Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 440.

⁹⁷³ Cf. Document 70, annexe 2 : Charles Michaloux (dir.), *Taupe rouge*, supplément à Rouge n° 90, op. cit., p. 1.

⁹⁷⁴ *Ibid.*

⁹⁷⁵ *Ibid.*

⁹⁷⁶ Cf. Document 69B, annexe 2 : Comité rouge de Rangueil et cellule sciences de la Ligue communiste, *Le catalyseur*, op. cit., p. 4.

traduisent aussi par l'analyse de leur implantation. Pour l'organisation, *Humanité rouge* « se casse la gueule sur les facs »⁹⁷⁷ en 1970. Il en est de même pour les autres groupes maoïstes qui ont échoué à s'implanter, la « base spontex » n'existant plus à l'Arsenal cette année-là⁹⁷⁸. Mais cela n'empêche pas la Ligue communiste d'organiser des actions unitaires avec des groupes maoïstes. C'est le cas à Paris avec le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (PCMLF) et d'autres groupes révolutionnaires⁹⁷⁹. Ces deux groupes, bien que l'opération soit dominée « numériquement » et « militairement » par la Ligue communiste⁹⁸⁰, veulent interdire par la force un meeting d'Ordre nouveau le 21 juin 1973. Cette action aboutit à la dissolution de la Ligue communiste le 28 juin 1973⁹⁸¹.

Parmi les grands partis politiques de gauche, outre le PCF et la SFIO/PS, il existe le PSU envers lequel le courant LC/LCR a une politique spécifique. À Toulouse, la Ligue constate en 1970 que le PSU possède un « poids politique » et une « zone d'influence » disproportionnés à sa « réalité organisationnelle ». Une orientation unitaire spécifique envers le PSU est essentielle car cette organisation est une « force de gauche officiellement reconnue par les stals⁹⁸² ». La Ligue communiste caractérise le PSU comme « centriste », c'est-à-dire une organisation qui « hésite entre réforme ou révolution⁹⁸³ ». Dès 1971, la section toulousaine engage cette ligne unitaire en proposant des « contacts politiques individuels et à la base avec les contacts PSU et les groupes d'entreprises⁹⁸⁴ ». En effet, le PSU a d'importants relais dans la CFDT⁹⁸⁵ et la direction de ville de la Ligue communiste souhaite rencontrer la direction toulousaine du PSU pour engager un débat sur la tendance syndicale dans la CFDT. Elle aimerait également parvenir à un travail commun dans les entreprises, dans le travail étudiant ou encore sur le FSI⁹⁸⁶. Néanmoins, les premiers bilans de cette ligne unitaire dans les entreprises sont plutôt négatifs. Le travail commun est impossible à Sud-Aviation où les « militants et responsables CFDT » ne sont pas contrôlés par le PSU. Le groupe entreprise

⁹⁷⁷ Cf. Document 22A, annexe 1 : Anthony, *Nos rapports unitaires...*, *op. cit.*, p. 2.

⁹⁷⁸ Cf. Document 55, annexe 1 : Ligue communiste, *Sur révolution*, sans date, Toulouse, p. 1.

⁹⁷⁹ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, *op. cit.*, p. 849.

⁹⁸⁰ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, *op. cit.*, p. 245.

⁹⁸¹ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, *op. cit.*, p. 849.

⁹⁸² Cf. Document 22A, annexe 1 : Anthony, *Nos rapports unitaires...*, *op. cit.*, p. 2.

⁹⁸³ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 346.

⁹⁸⁴ Cf. Document 32B, annexe 1 : Direction ouvrière, *Circulaire de DO*, 22 décembre 1971, Toulouse, p. 2.

⁹⁸⁵ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 346.

⁹⁸⁶ Cf. Document 32B, annexe 1 : Direction ouvrière, *Circulaire de DO*, 22 décembre 1971, Toulouse, p. 2.

PSU de l'ONIA est « très réticent pour faire des alliances » avec la Ligue. Seul le groupe Air-France est favorable au travail unitaire et a même participé à la « campagne sur l'armée et les trois de Vernon⁹⁸⁷ ». Malgré ce premier bilan, la SFQI trace comme perspective des « rencontres régulières avec la direction sectorielle du travail ouvrier du PSU » et un « essai systématique de travail en commun sur les boîtes⁹⁸⁸ ». Dans le milieu étudiant, les difficultés existent mais sont différentes. La Ligue communiste y est bien plus forte que dans les entreprises. Le travail unitaire est compliqué par les projets similaires des comités d'action de l'UNEF tenus par le PSU et les comités rouges de la Ligue. Les deux étant voués à être des organisations de masse. La SFQI n'accepte pas de les mettre au même niveau⁹⁸⁹. De plus, après le lancement de « comités de luttes unitaires pour organiser une mobilisation autour des échéances des trois de Vernon et du 1^{er} mai », les étudiants du PSU sont réticents à ces structures car ils veulent « à tout prix préserver l'apparition du signe UNEF⁹⁹⁰ ». Malgré toutes ces difficultés, le PSU et la Ligue communiste organisent un cortège unitaire pour le 1^{er} mai 1971. En commun avec les comités de lutte étudiants et le Front socialiste, les deux organisations revendiquent un 1^{er} mai « de lutte », « contre la répression » et « l'embrigadement de la jeunesse⁹⁹¹ ». Une *Taupe rouge* en fera le bilan pour dire que le « cortège révolutionnaire » regroupait un tiers des deux mille manifestants⁹⁹². Cette unité a également lieu à Paris pour ce 1^{er} mai, avec un cortège regroupant le PSU, la Ligue communiste, Lutte ouvrière, des sections de la CFDT et la section FO Chimie⁹⁹³. En 1972, la Ligue communiste décide d'accentuer cette campagne « décisive » et « spécifique » avec le PSU⁹⁹⁴. Elle fait ce choix dans une période où le PSU est en crise nationalement, mais aussi localement avec la « faiblesse de son secteur étudiant » et « l'échec de la structuration des groupes d'entreprises⁹⁹⁵ ». Cette politique d'alliance devient donc assez systématique avec le

⁹⁸⁷ Cf. Document 22B, annexe 1 : Anthony, *Nos rapports unitaires...*, *op. cit.*, p. 3.

⁹⁸⁸ *Ibid.*

⁹⁸⁹ Cf. Document 22D, annexe 1 : *Ibid.*, p. 5.

⁹⁹⁰ *Ibid.*

⁹⁹¹ Cf. Document 78, annexe 2 : Ligue communiste-Front socialiste-Comités de luttes étudiants, *Pour un 1^{er} mai de lutte pour les revendications ouvrières*, 1971, Toulouse, p. 1.

⁹⁹² Cf. Document 67A, annexe 2 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Bulletin ouvrier de la Ligue communiste », *op. cit.*, p. 1.

⁹⁹³ Cf. Document 74, annexe 2 : Ligue communiste, *Taupe rouge APC*, 6 mai 1971, Toulouse, p. 3.

⁹⁹⁴ Cf. Document 42, annexe 1 : Ligue communiste, *La période politique...*, *op. cit.*, p. 1.

⁹⁹⁵ *Ibid.*

PSU toulousain⁹⁹⁶. La fusion entre la Ligue communiste et le PSU est même mise à l'ordre du jour par l'organisation trotskiste. C'est le sens du *Bulletin Intérieur 34* (il sera majoritaire en s'alliant avec le BI 30), en vue du troisième congrès national de 1972, où la perspective de fusion avec le PSU est posée. Elle permettrait ainsi une place politique défendable pour la SFQI⁹⁹⁷. Cette orientation se heurte nationalement à plusieurs contraintes, notamment la prise en main de la direction nationale du PSU par Michel Rocard lors de leur congrès de 1971⁹⁹⁸. Malgré « l'amplitude du centrisme du PSU », la SFQI toulousaine estime que le PSU local a « fait le choix de l'unité d'action avec les révolutionnaires » en 1972⁹⁹⁹. Un exemple concret est la mise en place d'une campagne sur les immigrés, par le biais d'un tract unitaire comprenant le PSU et la Ligue communiste¹⁰⁰⁰. Mais les hésitations et tergiversations du PSU, entre l'Union de la gauche et l'extrême-gauche, ressurgissent en pleine campagne électorale des législatives de 1973. La section toulousaine de la Ligue communiste déplore dans une lettre ouverte que le PSU ait refusé un débat contradictoire public sur le « socialisme et l'autogestion¹⁰⁰¹ ». Par la suite, la SFQI sous-entend que la ligne politique défendue par Michel Rocard a eu un impact local, consistant en une « prise de recul par rapport à l'extrême-gauche¹⁰⁰² ». Une seconde étape dans le travail unitaire avec le PSU surgit lorsque Michel Rocard et son équipe rejoignent le PS en octobre 1974¹⁰⁰³, accompagnés de deux tiers des militants¹⁰⁰⁴. La Ligue communiste essaie de profiter de la situation, à travers une circulaire nationale, pour « réaffirmer nos positions et relever publiquement les positions les plus erronées du PSU¹⁰⁰⁵ ». Le but est de jouer avec les contradictions d'une organisation en crise. De plus, la SFQI explique qu'elle doit renforcer sa « politique unitaire en soulignant tout ce qui est positif dans les prises de position du PSU... Et en tirant les conclusions pratiques », comme l'élaboration d'un journal commun ou des coordinations entre les deux

⁹⁹⁶ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 400.

⁹⁹⁷ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 435.

⁹⁹⁸ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 100.

⁹⁹⁹ Cf. Document 40A, annexe 1 : Antoni, *Texte de la Direction de ville*, op. cit., p. 7.

¹⁰⁰⁰ Cf. Document 37B, annexe 1 : Direction de ville, *Compte-rendu DV*, 7 février 1972, Toulouse, p. 2.

¹⁰⁰¹ Cf. Document 88A, annexe 3 : Section toulousaine de la Ligue communiste, *Lettre ouverte aux militants du PSU*, 20 février 1973, Toulouse, p. 1.

¹⁰⁰² Cf. Document 88B, annexe 3 : *Ibid.*, p. 2.

¹⁰⁰³ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 853.

¹⁰⁰⁴ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 101.

¹⁰⁰⁵ Cf. Document 51, annexe 1 : Garcin, *circulaire PSU n° 2*, 1975, Paris, p. 2.

organisations¹⁰⁰⁶. Nationalement, des discussions écrites ont lieu entre les deux directions. Dans une réponse à une lettre de la LCR, le bureau national du PSU rejette l'idée d'une « éventuelle fusion » à cause de divergences profondes en termes de pratiques et de positions politiques¹⁰⁰⁷. Le PSU ne se revendique pas léniniste et rejette clairement la « théorie du rôle dirigeant du Parti », développé dans *Que faire ?* de Lénine¹⁰⁰⁸. Contrairement à la LCR, le PSU considère que qualifier l'Union de la gauche comme un « projet de collaboration de classe » consiste à simplifier le problème¹⁰⁰⁹. Pour cette organisation, ce programme est « réformiste » mais a deux logiques différentes selon le PS et le PCF. Selon le PSU, l'application du programme commun est suffisante pour le PS. Concernant le PCF, le but serait de s'emparer de « l'ensemble de l'appareil d'État et de la machine économique pour asseoir sa domination sur l'ensemble de la société¹⁰¹⁰ ». Le PSU s'insurge également contre la qualification de « centriste » que lui donne la LCR. Pour le bureau national, c'est une terminologie « malsaine et typiquement sectaire¹⁰¹¹ ». Néanmoins, même si la réponse du bureau national du PSU est cinglante, elle ouvre la porte à de prochaines discussions et permet de « créer des conditions favorables à des actions communes¹⁰¹² ». Ce débat national apparaît dans un contexte où des rencontres ont lieu entre les deux organisations. C'est par exemple le cas entre les commissions femmes de la LCR et du PSU. Dans une lettre adressée aux militantes du PSU lors de leurs assises nationales femmes en 1975, la commission nationale femmes de la LCR leur propose de construire en commun la composante « lutte de classe » du Mouvement de Libération des Femmes¹⁰¹³. Trois axes sont mis en avant pour cette construction commune : l'animation des commissions syndicales femmes, une campagne sur l'emploi des femmes, une coordination dans les divers secteurs d'intervention des deux organisations¹⁰¹⁴.

Bien que moins important dans la durée, l'autre travail unitaire concerne Lutte

¹⁰⁰⁶ Cf. Document 51, annexe 1 : Garcin, *circulaire PSU n° 2*, 1975, Paris, p. 2.

¹⁰⁰⁷ Cf. Document 90D, annexe 3 : H. Le Toquin (dir.), « Programme : le débat est ouvert... », *op. cit.*, p. 20.

¹⁰⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁰⁹ Cf. Document 90E, annexe 3 : *Ibid.*, p. 23.

¹⁰¹⁰ *Ibid.*

¹⁰¹¹ Cf. Document 90D, annexe 3 : *Ibid.*, p. 21.

¹⁰¹² Cf. Document 90F, annexe 3 : *Ibid.*, p. 24.

¹⁰¹³ Cf. Document 89A, annexe 3 : Commission nationale femmes de la LCR, *Lettre adressée aux camarades du PSU à l'occasion de leurs Assises Nationales Femmes*, 20 mai 1975, Paris, p. 2.

¹⁰¹⁴ Cf. Document 89B, annexe 3 : *Ibid.*, p. 6.

ouvrière. Après que LO ait appelé à voter pour Alain Krivine à l'élection présidentielle de 1969, des rapprochements ont lieu¹⁰¹⁵. Un protocole d'accord entre la Ligue communiste et Lutte ouvrière est publié le 4 janvier 1971¹⁰¹⁶. Les divergences profondes entre les deux organisations sont déclarées « résorbables dans le cadre d'une organisation commune¹⁰¹⁷ ». Lutte ouvrière accepte deux conditions sur lesquelles la Ligue n'est pas prête à transiger : l'adhésion à la Quatrième Internationale et l'adoption du centralisme démocratique avec des tendances¹⁰¹⁸. À Toulouse, cette perspective de fusion aboutit à l'élaboration de deux tracts en commun à l'ONIA. Le premier en solidarité à un atelier en grève de l'usine et appelant à « unifier les principales revendications » de tous les ateliers¹⁰¹⁹. Le deuxième réagit à une explosion d'un tube de synthèse dans un atelier ayant provoqué un mort¹⁰²⁰. Mais cette élaboration unitaire a également lieu dans les PTT par le biais d'un tract dénonçant le manque d'effectifs¹⁰²¹. Un document interne sur les rapports unitaires indique que la section toulousaine de la Ligue communiste s'engage à « sortir, quand c'est possible, une feuille commune "Taupé rouge-LO" à propos d'un évènement¹⁰²² ». Dès le début, des désaccords s'expriment entre les deux organisations sur la « nature de l'intervention ouvrière ». En effet, la Ligue communiste considère qu'il faut une « dialectique dans le travail ouvrier entre les apparitions centrales de l'organisation [...] et le travail d'implantation régulier sur les boîtes¹⁰²³ ». De plus, c'est la nature même des « feuilles de boîte » qui divergent entre les deux organisations. La Ligue communiste accuse Lutte ouvrière de refuser « d'avancer une plate-forme de mots d'ordre sous prétexte que nous ne pouvions pas les assumer réellement dans les boîtes ». Les militants de la SFQI déplorent que Lutte ouvrière ait appuyé, sans succès, pour que le tract commun du 1^{er} mai ne soit qu'un « simple catalogue des raisons qui

¹⁰¹⁵ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 95.

¹⁰¹⁶ *Ibid.*

¹⁰¹⁷ *Ibid.*

¹⁰¹⁸ *Ibid.*

¹⁰¹⁹ Cf. Document 75B, annexe 2 : Lutte ouvrière-Taupé rouge, *Les camarades de I ont raison ! Le patron doit céder !*, 13 mai 1971, Toulouse, p. 2.

¹⁰²⁰ Lutte ouvrière-Taupé rouge, *Capital assassin !*, 4 juin 1971, Toulouse, 1 p.

¹⁰²¹ Lutte ouvrière-Cellule PTT de la Ligue communiste, *Effectifs insuffisants aux PTT... Et pourtant on licencie !*, 1970, Toulouse, 1 p.

¹⁰²² Cf. Document 22C, annexe 1 : Anthony, *Nos rapports unitaires...*, op. cit., p. 4.

¹⁰²³ *Ibid.*

pousseraient les travailleurs à être mécontents¹⁰²⁴ ». Dans le cadre de cette possible fusion, une circulaire toulousaine concernant Lutte ouvrière est élaborée. Ce document a pour but de rendre compte des différentes réunions ayant eu lieu à l'ONIA, à Purpan, à la SNCF, à Sud-Aviation, aux PTT et dans le quartier de Pampus. Les rencontres sont organisées dans ces secteurs et regroupent un à trois militants par organisation. Lutte ouvrière indique clairement que, dans ces réunions, la Ligue communiste aura uniquement affaire « à des militants responsables » de LO. Même si la volonté d'appliquer l'accord unitaire est écrite¹⁰²⁵, le bilan global de ces premières rencontres est assez négatif. À Purpan, le militant de LO présent à la réunion tente, selon la Ligue communiste, de les « utiliser pour obtenir des informations, se former sur le syndicat et être introduit auprès de nos contacts¹⁰²⁶ ». À la SNCF, le militant de Lutte ouvrière est connu pour être « un des plus sectaires » et reproche à la SFQI « d'appeler au renforcement des syndicats, mot d'ordre faux dans la période¹⁰²⁷ ». De plus, la Ligue communiste explique que son but à Toulouse est de démontrer publiquement la faible implantation de Lutte ouvrière dans les entreprises, et les « grosses » erreurs politiques dans leur intervention¹⁰²⁸. Les critiques sont donc cinglantes, la Ligue estime qu'elle doit « préparer toute l'organisation à une polémique qui dans tous les cas de figure ne manquera pas d'être violente (rupture, scission, unification)¹⁰²⁹ ». Une autre circulaire va dans le même sens, mais elle précise que ces rencontres de base ont, au moins, permis « de se faire une idée assez exacte dès à présent de l'implantation ouvrière de LO à Toulouse ». Selon la Ligue communiste, Lutte ouvrière n'aurait donc « aucun sympathisant proche » à Purpan, à Bréguet, à la SNCF et à l'ONIA¹⁰³⁰. La perspective de fusion nationale entre les deux organisations s'avère être un échec, les raisons principales seraient le militantisme syndical de Lutte ouvrière dans Force ouvrière¹⁰³¹, le manque de démocratie interne dans Lutte ouvrière et le refus par LO d'animer des cadres unitaires¹⁰³².

Les relations du courant LC/LCR avec les autres groupes trotskistes sont tout aussi

¹⁰²⁴ Cf. Document 22C, annexe 1 : Anthony, *Nos rapports unitaires...*, *op. cit.*, p. 4.

¹⁰²⁵ Cf. Document 34B, annexe 1 : Kerza, *Circulaire L.O.*, 1971, Toulouse, p. 2.

¹⁰²⁶ Cf. Document 34A, annexe 1 : *Ibid.*, p. 1.

¹⁰²⁷ *Ibid.*

¹⁰²⁸ Cf. Document 34B, annexe 1 : *Ibid.*, p. 2.

¹⁰²⁹ *Ibid.*

¹⁰³⁰ Cf. Document 30, annexe 1 : Kerza, *Lutte Ouvrière*, novembre 1971, Toulouse, p. 1.

¹⁰³¹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 95.

¹⁰³² FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, *op. cit.*, p. 298.

compliquées. Révolution! provient d'une scission de la Ligue communiste en 1971. Quand ce groupe essaie de se développer à Toulouse, la section locale de la SFQI émet un rapport sur cette organisation. Nous apprenons que Révolution! est constitué de « cinq à six militants », essentiellement issus de Carcassonne¹⁰³³. Les jugements sont immédiatement très durs, sûrement relatifs au fait que c'est une scission. Ce groupe n'aurait pas « d'insertion précise dans un milieu » ni un « réseau d'implantation dans les facs et les lycées ». Ce sont, pour une grande majorité d'entre eux, d'anciens militants de la Ligue communiste qui en sont partis « sans mener une bataille politique sérieuse¹⁰³⁴ ». Mais la SFQI prend le « problème » au sérieux et explique qu'il ne faut pas « sous-estimer le phénomène » pour trois raisons¹⁰³⁵. La première est l'existence de toute une série d'individus gravitant autour de la Ligue mais qui restent critiques envers l'organisation. Elle craint que Révolution! réussisse à les recruter¹⁰³⁶. La deuxième raison est le développement de ce groupe comme « parasite politique de nos activités ». Le PSU pourrait effectivement s'intéresser à ce groupe pour lui « permettre de jouer à la bascule » envers la Ligue communiste sur les universités¹⁰³⁷. La dernière raison est une inquiétude sur la formation des militants de l'organisation. Le débat politique, lors de la scission de Révolution!, n'a pas été véritablement mené dans la section locale de la Ligue communiste qui a toujours été dans la tendance majoritaire. En conséquence, la SFQI estime que les débats avec Révolution! « ne sont pas historiquement dépassés » et qu'il faut les reprendre, notamment sur la nature de la révolution chinoise et sur l'URSS¹⁰³⁸. L'autre groupe trotskiste est l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, l'organisation de jeunesse de l'Organisation Communiste Internationaliste. Ce courant, avec celui de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste, sont les trois principaux groupes trotskistes en France. Néanmoins, à Toulouse la situation est quelque peu différente. D'après Antoine Artous, ils sont absents de la ville¹⁰³⁹. Mais un document de 1970, également écrit par Antoine Artous, note toutefois que la Ligue communiste a « trop oublié d'établir quand c'était possible une politique unitaire avec l'AJS ». Ce serait une « force réduite » localement¹⁰⁴⁰. Cette politique n'a pas dû se

¹⁰³³ Cf. Document 55, annexe 1 : Ligue communiste, *Sur révolution, op. cit.*, p. 1.

¹⁰³⁴ *Ibid.*

¹⁰³⁵ *Ibid.*

¹⁰³⁶ *Ibid.*

¹⁰³⁷ *Ibid.*

¹⁰³⁸ *Ibid.*

¹⁰³⁹ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 416.

¹⁰⁴⁰ Cf. Document 22G, annexe 1 : Anthony, *Nos rapports unitaires...*, *op. cit.*, p. 8.

concrétiser, car nous n'avons pas en notre possession de documents unitaires avec ce courant trotskiste.

4.3. Les recompositions du mouvement ouvrier et de la SFQI.

Le courant LC/LCR est attentif aux multiples recompositions traversant le mouvement social et ses organisations. Elle tente d'influencer les lignes politiques des partis de gauche, à la hauteur de ses moyens. Néanmoins, la SFQI elle-même est sujette à des recompositions. À la fondation de la Ligue communiste en 1969, la principale tendance minoritaire reste dans l'organisation. Ces militants ont refusé l'adhésion à la Quatrième Internationale et se regroupent autour de Henri Maler (Rivière) et Isaac Johsua (Créach)¹⁰⁴¹. Au fil des années, les divergences se creusent avec la majorité de la Ligue communiste. Ils critiquent la réduction de l'internationalisme à l'appartenance à une internationale¹⁰⁴². Ils font également une distinction entre l'URSS et les pays de l'Est, où « la bureaucratie a pris le pouvoir comme classe dominante et spécifique », et la Chine, dans laquelle « les choses ne sont pas jouées ». Cette tendance veut apporter un soutien concret à la révolution chinoise¹⁰⁴³. Un autre désaccord porte sur le rôle des comités d'action, issus de mai-juin 1968, dans la construction du parti. Pour les minoritaires, la Ligue doit s'appuyer sur ces « structures autonomes de la classe¹⁰⁴⁴ ». Mais en 1971, une scission intervient après le deuxième congrès de la Ligue communiste¹⁰⁴⁵. Elle donne naissance à Révolution!. La majorité de la Ligue communiste les exclut pour « indiscipline », le prétexte est l'organisation d'un stage entre un groupe marseillais de la Ligue (animé par Samuel Joshua) et les maoïstes de La Voie communiste¹⁰⁴⁶. Gérard Filoche donne une autre raison. Pour lui, ils sont exclus lorsque des militants découvrent des documents après une réunion de cette tendance minoritaire. Ce matériel prouverait qu'ils tentaient de « faire une fraction¹⁰⁴⁷ ». Après leur départ, Révolution! connaît un vrai succès à Marseille et à Caen, allant jusqu'à 800 membres au niveau national en 1975¹⁰⁴⁸. C'est alors

¹⁰⁴¹ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 792.

¹⁰⁴² *Ibid.*

¹⁰⁴³ *Ibid.*, p. 793.

¹⁰⁴⁴ Antoine Artous et Daniel Bensaïd, « *Que faire ?* » (1903) et..., op. cit., p. 6.

¹⁰⁴⁵ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 241.

¹⁰⁴⁶ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 793.

¹⁰⁴⁷ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 186.

¹⁰⁴⁸ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 793.

qu'ils entreprennent un rapprochement avec la Gauche Ouvrière et Paysanne. Cette dernière est une organisation issue du PSU. Elle est créée en mai 1972, comme groupe existant à l'intérieur et à l'extérieur du PSU. À la fin de cette année, la direction nationale du PSU dissout sa fédération parisienne où la GOP est majoritaire¹⁰⁴⁹. Après de multiples péripéties organisationnelles, la GOP, dont le principal dirigeant est Alain Lipietz, devient complètement autonome et tient son congrès de fondation fin 1975¹⁰⁵⁰. Révolution! et la GOP actent leur fusion les 4 et 5 décembre 1975, donnant naissance à l'Organisation Communiste des Travailleurs. Elle regroupe environ 1400 militants et publie *L'Étincelle*¹⁰⁵¹. Un autre départ important de la LCR se déroule en 1977, plusieurs militants quittent l'organisation. Ils sont issus de la Tendances 3 lors du congrès de 1974¹⁰⁵². Ces membres fondent les Comités Communistes Autogestionnaires avec la majorité de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire qui vient de quitter le PSU¹⁰⁵³. En effet, après l'avoir intégré en 1975 suite au départ de Michel Rocard, l'AMR sort du PSU. Après les élections municipales de 1977, la majorité de ses militants considère que le PSU est de « plus en plus satellisé par l'Union de la gauche » et pose le problème de leur maintien dans cette organisation¹⁰⁵⁴. Au niveau de la Ligue, des dirigeants, comme François Morvan, expliquent leur départ par le manque de prise en compte des nouveaux mouvements sociaux tels que l'écologie ou le féminisme¹⁰⁵⁵. Ce serait une centaine de militants de la LCR qui rejoint les CCA, fondés les 7 et 8 mai 1977¹⁰⁵⁶. À Toulouse, d'après Jacques Serieys, les militants de la Tendances 3 de la LCR ne partent pas aux CCA¹⁰⁵⁷. Enfin, une autre scission intervient en 1974 lors du congrès fondateur de la LCR. Elle provient de la Tendances 4, animée par Jacques Cotta et Denis Collin¹⁰⁵⁸. Ces militants refusent les « positions guérilléristes » de la tendance majoritaire de la Quatrième Internationale. Ils sont très rapidement accusés d'être proches des « lambertistes » de

¹⁰⁴⁹ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 593.

¹⁰⁵⁰ *Ibid.*

¹⁰⁵¹ *Ibid.*, p. 793.

¹⁰⁵² Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 439.

¹⁰⁵³ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 793.

¹⁰⁵⁴ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 240.

¹⁰⁵⁵ *Ibid.*

¹⁰⁵⁶ *Ibid.*

¹⁰⁵⁷ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 439.

¹⁰⁵⁸ *Ibid.*

l'OCI¹⁰⁵⁹. D'après Gérard Filoche, une enquête du service d'ordre de la Ligue communiste prouve les liens de Jacques Cotta avec l'OCI. Un autre groupe de cette tendance à Auxerre est également incriminé¹⁰⁶⁰. La plupart des militants de cette tendance rejoignent l'OCI peu après le congrès national¹⁰⁶¹.

Au-delà des scissions, des courants et militants d'autres organisations intègrent la Ligue communiste. La plupart des intégrations issues d'autres groupes proviennent du PSU. Les militants de la Ligue exercent constamment un travail de conviction envers les membres des autres groupes politiques, comme le montre Gilles Da-Ré :

« J'ai été longtemps dans la cellule SNIAS pour essayer d'animer le travail CFDT dans l'entreprise. La cellule faisait des réunions ouvertes avec des gens de la CFDT [...]. J'allais discuter avec eux alors qu'ils étaient plus proches du PSU que de la Ligue, mais ils reconnaissaient que sur l'entreprise le PSU évoluait vers le PS. On en a gagné un sur les deux, ça ne fait pas des tonnes, mais quand même. »¹⁰⁶²

Des adhésions ont également lieu nationalement. En mai et en juin 1972, plus d'une centaine de militants de la tendance marxiste révolutionnaire du PSU rejoignent la Ligue¹⁰⁶³. Huit militants de Levallois-Perret quittent le PSU, dont quatre membres du bureau de section. En juin, Guy Rey, secrétaire de la section de Sedan, rejoint la SFQI. Il en sera de même pour trente-six autres militants, dix-sept de la région parisienne et dix-neuf de Rouen et de la Haute-Normandie¹⁰⁶⁴. Enfin, trente-quatre militants de premier plan dans le PSU décident de rejoindre le groupe trotskiste. Parmi eux, vingt-trois sont parisiens, dont Jacques Kergoat, Denis Berger, Francis Sittel et Jean-Claude Vessilier¹⁰⁶⁵, cinq sont militants du Puy-de-Dôme, trois des Vosges, dont le secrétaire fédéral, deux de l'Oise, et Maguy Guillen des Alpes-Maritimes qui est membre de la direction politique nationale du PSU et de sa commission nationale agricole¹⁰⁶⁶. Les raisons de ces adhésions à la SFQI sont multiples. Le groupe de trente-quatre militants, dont Jacques Kergoat et Jean-Claude Vessilier, s'explique dans une brochure diffusée en 1972. Ces personnes critiquent « l'incapacité du PSU à s'engager sur la

¹⁰⁵⁹ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 290.

¹⁰⁶⁰ *Ibid.*

¹⁰⁶¹ *Ibid.*, p. 291.

¹⁰⁶² Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 367-368.

¹⁰⁶³ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 590.

¹⁰⁶⁴ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 101.

¹⁰⁶⁵ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, op. cit., p. 590.

¹⁰⁶⁶ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 101.

voie de la construction du parti révolutionnaire¹⁰⁶⁷ ». Pour eux, c'est une illusion de croire en « la possibilité de construire un courant marxiste-révolutionnaire au PSU », car la démocratie à l'intérieur de l'organisation est « apparente » et ne permet pas de « réels débats¹⁰⁶⁸ ». Ces militants considèrent que la Ligue communiste est dorénavant une « organisation forte », disposant d'une « implantation nationale » et « qui s'est correctement arrachée du milieu universitaire où elle est née¹⁰⁶⁹ ». Ils sont attirés par le travail ouvrier conséquent que mène la SFQI, et notamment sa capacité à tendre vers « une pratique de plus en plus homogène de ses militants ouvriers à l'intérieur des organisations syndicales », tout en construisant « branche par branche » un secteur ouvrier dans leur groupe politique¹⁰⁷⁰. Par la suite, Jacques Kergoat et ses camarades insistent sur le fait que la Ligue communiste n'est pas le « parti révolutionnaire » de masse, mais qu'elle subordonne toutes ses actions pour cet objectif de construction¹⁰⁷¹. En effet, sa tactique consiste à lier « deux processus » entre eux : tenter de construire le « parti révolutionnaire » et participer à « la destruction de l'influence du stalinisme ». Pour cela, l'organisation se donne les « moyens d'affronter le PCF sur les principaux champs de son intervention politique », et participe ainsi à ses « actions centrales¹⁰⁷² ». Selon ces militants démissionnaires, la Ligue communiste est la « seule en mesure d'assumer les tâches d'affrontement central avec le stalinisme¹⁰⁷³ ». Mais les auteurs de cette brochure ne font pas de la SFQI un groupe « parfait », ils critiquent par exemple la carence sur une « série de terrains importants », comme « le mouvement des femmes¹⁰⁷⁴ ». Néanmoins, ils pensent que seule la Ligue est « capable de progresser qualitativement sur le chemin de la liaison avec les masses et de l'insertion dans la lutte des classes¹⁰⁷⁵ ». La brochure se conclut sur la conviction que « pour construire le parti révolutionnaire, il faut aujourd'hui construire la Ligue communiste¹⁰⁷⁶ ». Ces adhésions sont reçues positivement par

¹⁰⁶⁷ Cf. Document 87A, annexe 3 : Marie-François Pirot (dir.), « Des militants du PSU rejoignent la Ligue communiste – Pourquoi ? », *op. cit.*, p. 6.

¹⁰⁶⁸ *Ibid.*

¹⁰⁶⁹ Cf. Document 87A, annexe 3 : *Ibid.*, p. 7.

¹⁰⁷⁰ Cf. Document 87B, annexe 3 : *Ibid.*, p. 8.

¹⁰⁷¹ Cf. Document 87B, annexe 3 : *Ibid.*, p. 9.

¹⁰⁷² *Ibid.*

¹⁰⁷³ Cf. Document 87C, annexe 3 : *Ibid.*, p. 10.

¹⁰⁷⁴ *Ibid.*

¹⁰⁷⁵ *Ibid.*

¹⁰⁷⁶ Cf. Document 87C, annexe 3 : *Ibid.*, p. 11.

la SFQI, dont l'un des buts des discussions avec le PSU est « une recomposition, une tactique de construction par élargissement et par l'intégration de courants¹⁰⁷⁷ ». Mais Bernard Chamayou explique les limites dans ce cas précis :

« [...] ils étaient très petits, notamment le courant du camarade Kergoat. Des scissions de scissions ça ne fait pas une fusion en positif. »¹⁰⁷⁸

La construction du parti révolutionnaire est un thème qui revient souvent dans l'extrême-gauche. La Ligue communiste est un de ces éléments de recomposition pour le futur parti révolutionnaire de masse. La SFQI est claire sur le constat actuel, notamment à travers une discussion avec le PSU en 1975. Elle ne pense pas « pouvoir réaliser un regroupement de l'avant-garde large » à partir de ses propres forces. En conséquence, un « pôle politique crédible » doit exister pour que cette avant-garde puisse s'y référer¹⁰⁷⁹. De plus, elle rompt avec sa phase triomphaliste issue de mai-juin 1968, en expliquant qu'elle ne peut pas modifier, toute seule, « les rapports de force avec les réformistes¹⁰⁸⁰ ». Son projet de parti révolutionnaire reste un « parti d'avant-garde », mais où « règne la plus large démocratie, et dont le fonctionnement dans l'action est strictement centralisé¹⁰⁸¹ ». Bien que son schéma de construction soit classique comme parti léniniste, Bernard Chamayou affirme que le parti révolutionnaire « ne se construit pas par auto-renforcement linéaire » mais « par des éléments de recomposition¹⁰⁸² ». Ce point de vue est avalisé par une correspondance avec le PSU, où la Ligue communiste écrit, également, que ce parti révolutionnaire ne sera pas « le produit d'un grossissement progressif et linéaire » de l'organisation¹⁰⁸³. En effet, selon Antoine Artous, c'est au milieu des années 1970 que la SFQI se préoccupe « d'aller vers une force révolutionnaire plus large¹⁰⁸⁴ ». Même si, dès 1969, l'organisation explique que la Ligue communiste « n'est pas le parti révolutionnaire¹⁰⁸⁵ », elle ne pense pas immédiatement à la recomposition du mouvement ouvrier. En 1979, Antoine Artous et Daniel Bensaïd reviennent sur cette phase de leur organisation dans la brochure « *Que faire ?* » (1903) et la création de

¹⁰⁷⁷ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 346.

¹⁰⁷⁸ *Ibid.*

¹⁰⁷⁹ Cf. Document 90B, annexe 3 : H. Le Toquin (dir.), « Programme : le débat est ouvert... », *op. cit.*, p. 17.

¹⁰⁸⁰ *Ibid.*

¹⁰⁸¹ *Ibid.*

¹⁰⁸² Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 347.

¹⁰⁸³ Cf. Document 90C, annexe 3 : H. Le Toquin (dir.), « Programme : le débat est ouvert... », *op. cit.*, p. 18.

¹⁰⁸⁴ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 416.

¹⁰⁸⁵ Cf. Document 4E, annexe 1 : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969*, *op. cit.*, p. 21.

la Ligue communiste (1969). Pour eux, la Ligue n'était pas ce parti révolutionnaire et ne pouvait pas se construire « par simples agglutinations individuels de militants ouvriers » autour de la SFQI¹⁰⁸⁶. Mais, prioritairement, il leur « paraissait primordial [...] d'affirmer une force nationale à coup d'apparitions publiques » et d'instaurer un rapport de force avec le PCF « au niveau national¹⁰⁸⁷ ».

La recomposition des organisations du mouvement social au sens large est aussi une préoccupation de la SFQI. Daniel Bensaïd et Antoine Artous ne s'y trompent pas, en constatant dans leur brochure que c'est plusieurs années après mai-juin 1968 que « commencent à se faire jour des phénomènes de recomposition du mouvement ouvrier¹⁰⁸⁸ ». Pour les influencer, la Ligue se félicite publiquement des jonctions entre les militants de la CGT et du courant LC/LCR. Par exemple, lors du premier mai 1970 à Toulouse, des militants du service d'ordre de la CGT (habituellement très hostile aux trotskistes) chantent *l'Internationale* avec la Ligue communiste, le « cortège révolutionnaire » est attendu avant la prise de parole à la Bourse du travail, et un grand nombre de militants discutent avec la SFQI sur la place Saint Sernin¹⁰⁸⁹. Mais la Ligue communiste prend conscience à la fin des années 1970 que la recomposition du mouvement ouvrier « sera un travail de longue haleine¹⁰⁹⁰ ». Selon la SFQI, la raison principale de cette lenteur est que « la construction d'un parti prend plus de temps que prévu » et ce « en liaison intime avec les tendances et regroupements de gauche dans les syndicats et les partis ouvriers¹⁰⁹¹ ». Ce constat n'empêche pas la Ligue d'être, tout de même, le pôle majeur de l'extrême-gauche toulousaine. L'anecdote de Gilles Da-Ré est typique de cette attraction envers les militants radicaux :

« [...] à la fin de la grève des PTT, une militante de l'OCT est arrivée dans la ville et a pris contact avec l'OCT locale. Devant le fait que l'OCT était une partie de la Gauche Ouvrière et Paysanne, donc un peu “branque”, on a réussi à la gagner. Elle est venue à la Ligue très rapidement par désaccord avec ce que faisait l'OCT. Sur ce point on a porté un petit coup à

¹⁰⁸⁶ Antoine Artous et Daniel Bensaïd, « *Que faire ?* » (1903) et..., *op. cit.*, p. 4.

¹⁰⁸⁷ *Ibid.*, p. 5.

¹⁰⁸⁸ *Ibid.*, p. 4.

¹⁰⁸⁹ Cf. Document 67A, annexe 2 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Bulletin ouvrier de la Ligue communiste », *op. cit.*, p. 1.

¹⁰⁹⁰ ARTOUS Antoine, BENSAÏD Daniel, COURS-SALIES Pierre, DEBOURDEAU Jean-Pierre, KERGOAT Jacques, SITEL Francis (dir.), *Retours sur mai*, Montreuil, La Brèche, 1988, p. 198.

¹⁰⁹¹ *Ibid.*

l'OCT qui a vivoté pendant un moment. »¹⁰⁹²

Nous pouvons voir que l'organisation trotskiste essaie de recruter le vivier militant de l'extrême-gauche. Envers le PCF, la Ligue communiste de Toulouse joue également sur ces recompositions à gauche :

« Antoine Artous considérait qu'à partir du moment où le PSU était fort, que le PS se développait (particulièrement ses tendances "gauche"), on allait pouvoir isoler le PCF. »¹⁰⁹³

Même si les faits ont montré que la situation n'était pas aussi simple, nous devons constater que l'organisation essaie d'analyser précisément les autres groupes politiques et leurs évolutions. La direction de la Ligue communiste écrit des documents analysant les organisations de gauche :

« C'est aussi la période où la Ligue a armé les militants en sortant des brochures décrivant les autres organisations d'extrême gauche, y'en a eu une sur LO, une sur l'OCI, un peu plus tard sur l'OCT, et toute une série de brochures sur les courants centristes comme le PSU. »¹⁰⁹⁴

À Toulouse, le groupe trotskiste fait de même et décrit précisément le PCF, le PS, le PSU ou bien encore les maoïstes « spontex¹⁰⁹⁵ ». Des circulaires spécifiques sont même diffusées à propos des sections toulousaines de Lutte ouvrière¹⁰⁹⁶ et de Révolution!¹⁰⁹⁷. Les formations des militants de la Ligue communiste, au sein d'écoles ouvrières, prennent également en compte la nature et le rôle du PCF, les histoires et les programmes de la CGT et de la CFDT, ainsi que les façons d'y militer¹⁰⁹⁸.

Bilan d'étape :

La SFQI est issue du trotskisme et revendique le front unique ouvrier comme tactique unitaire. La section française l'adapte dans une formule générale : « initiative-unité d'action-débordement ». Le but est de prendre des initiatives politiques pour réussir à imposer l'unité d'action des organisations du mouvement social. Quand cette unité est réalisée, le débordement politique devient indispensable pour imposer les revendications radicales du

¹⁰⁹² Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 368.

¹⁰⁹³ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 436.

¹⁰⁹⁴ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 367.

¹⁰⁹⁵ Cf. Document 42, annexe 1 : Ligue communiste, *La période politique...*, *op. cit.*, p. 1.

¹⁰⁹⁶ Kerza, *Circulaire L.O.*, 1971, Toulouse, 2 p.

¹⁰⁹⁷ Ligue communiste, *Sur révolution*, sans date, Toulouse, 1 p.

¹⁰⁹⁸ Cf. Document 53, annexe 1 : Ligue communiste, *Ecole ouvrière*, sans date, Toulouse, p. 1.

mouvement. Ce débordement laisse ainsi de côté les organisations « réformistes » et les met en porte à faux envers le mouvement social. La Ligue communiste se différencie de l'OCI et de l'AJS sur sa tactique de front unique. Elle considère que ces organisations ne prennent pas d'initiatives politiques et « suivent » les appareils syndicaux sur une tonalité un peu plus radicale. La Ligue considère prendre à contre-pied cette vision du front unique. C'est le *Bulletin Intérieur 30* en vue du congrès de 1972 qui systématise la tactique unitaire basée sur « initiative-unité d'action-débordement ». Deux exemples locaux montrent les succès de cette tactique unitaire, et notamment la partie sur le débordement. Le premier est la participation de la SFQI au cortège de la CGT et à celui des révolutionnaires, lors de la manifestation du 1er mai 1972 à Toulouse. Le deuxième exemple est un meeting à Tarbes, pour deux condamnés antimilitaristes, avec la participation du PCF à la tribune. Mais cette tactique reste limitée à cause de l'avènement de l'Union de la gauche. De plus, le PCF toulousain reste très « sectaire » envers les militants d'extrême-gauche. La Ligue communiste est percutée par la montée de l'Union de la gauche. Cette dernière est née le 27 juin 1972 par l'accord sur un programme commun de gouvernement entre le PS et le PCF. Cette union devient une donnée structurante dans les années 1970. La première réaction de la Ligue communiste est de dénoncer cette unité comme un accord de gestion du capitalisme. Par la suite, des débats intenses ont lieu jusqu'au congrès national de 1972. Plusieurs positions se dégagent sur l'appel au vote pour l'Union de la gauche, ainsi que la nature du PCF et du PS. La première est que l'on ne vote pas pour les réformistes du PCF et du PS. La deuxième position est celle de la majorité de l'organisation : on doit voter pour l'Union de la gauche. L'important dans ce vote est la « dynamique de classe » qu'entraîne le vote PCF-PS. De plus, la majorité explique que le PS est « bourgeois », et que le PCF va réussir à dépasser le PS. La troisième position est celle de Gérard Filoche qui appelle à un « vote de classe » pour le PCF, mais pas pour le PS dont le caractère est « bourgeois ». La quatrième ligne politique est celle d'anciens du PCI, Michel Lequenne et Pierre Frank, qui appellent à un « vote de classe » pour le PCF et le PS. Pour eux, le PS est également de nature ouvrière. Enfin, une dernière position défendue à Toulouse par Jacques Serieys, est d'intégrer l'Union de la gauche pour l'influencer et la déborder politiquement le moment venu. Cette union a une influence considérable sur les militants du mouvement social et les travailleurs. Elle devient prépondérante et se trouve être le débouché politique de mai-juin 1968. La conséquence directe est l'isolement de l'extrême-gauche, à Toulouse et en France. La Ligue constate cet état de fait en évoluant sur sa tactique unitaire lors de son congrès de 1974. Elle prend comme point de départ l'existence et l'influence du PS et du PCF, puis propose des solutions gouvernementales. La SFQI

revendique un « gouvernement des organisations ouvrières ». Ce « flou » dans les composantes précises de ce gouvernement est volontaire pour placer le PS et le PCF devant leurs responsabilités. Tout au long de cette période politique, la Ligue continue de « polémiquer » publiquement avec le Parti communiste. Elle interpelle les militants du PCF, dans son matériel ou par une brochure spécifique, en dénonçant l'attitude de ses dirigeants lors de grèves, ou en expliquant les illusions du « réformisme ».

En ce qui concerne les relations avec le PSU et les groupes révolutionnaires, la Ligue a différentes attitudes. La section toulousaine estime qu'elle doit mener un axe politique comprenant la Ligue communiste, Lutte ouvrière et le PSU dans le but de peser suffisamment et faire face au PCF. De plus, la création de ce pôle crédible à la gauche du PCF permettrait d'isoler les « lambertistes » et les courants maoïstes en imposant un remodelage de l'extrême-gauche. Cet axe doit se faire à partir des initiatives politiques de la Ligue et peut s'élargir à toutes les autres organisations d'extrême-gauche de la ville. Concernant les relations avec les anarchistes et les maoïstes, elles sont compliquées. La JCR milite en commun avec les anarchistes dans le Mouvement du 25 avril pendant mai-juin 1968, mais les relations sont très distendues par la suite. Avec les maoïstes toulousains, les relations se bornent généralement à une solidarité contre leur répression. L'organisation critique publiquement leurs actions minoritaires qui « tombent dans les pièges du pouvoir ». La Ligue communiste leur oppose les actions de masse. Elle constate aussi que les maoïstes et les « spontex » ne sont pas arrivés à s'implanter durablement dans les facultés. Nationalement, la SFQI est solidaire de la Gauche prolétarienne qui vient d'être dissoute par le gouvernement. Une dernière action commune d'envergure avec les maoïstes est l'attaque du meeting parisien d'Ordre nouveau en 1973, et qui se solde par la dissolution de la Ligue communiste. Le courant LC/LCR entame des relations privilégiées avec le PSU. À Toulouse, elle l'analyse comme une organisation importante sur la ville et officiellement reconnue par le PCF. Un travail unitaire s'amorce dès 1970 dans les entreprises. Il est difficile à l'ONIA et à Sud-Aviation, car les militants refusent l'alliance avec la Ligue communiste. Par contre, les relations sont meilleures à Air-France. Néanmoins, des rencontres régulières ont lieu entre les directions sectorielles des deux organisations. Dans les facultés, le travail est également difficile car les étudiants du PSU restent attachés au sigle de l'UNEF et refusent les comités de lutte contrôlés par la Ligue communiste. Mais des actions communes ont tout de même lieu entre les deux organisations, notamment le 1^{er} mai 1971 à Paris et à Toulouse par le biais d'un cortège unitaire des révolutionnaires. En 1972, une campagne spécifique et systématique est menée par la SFQI envers le PSU. La majorité de l'organisation propose même une fusion avec le PSU. Mais

Michel Rocard rejette cette idée. À Toulouse, la section du PSU, bien qu'elle ait choisi un travail unitaire avec les révolutionnaires, hésite et symbolise les tergiversations du PSU et de la ligne politique de Rocard. Après le départ de ce dernier et de son équipe pour le PS en 1974, la Ligue se tourne à nouveau vers le PSU. Le travail unitaire avec cette organisation est privilégié, et ce en jouant sur ses contradictions politiques. Une discussion entre les deux directions nationales a lieu en 1975. Le PSU rejette à court terme l'offre de fusion avec la Ligue en expliquant que des désaccords existent sur la nature de l'Union de la gauche, sur le léninisme du futur parti révolutionnaire, et s'insurge contre le qualificatif de « centrisme » utilisé par la LCR pour décrire le PSU. Néanmoins, le bureau national du PSU ouvre la porte à de futures actions communes. La Ligue communiste entame également des discussions au plus haut niveau avec Lutte ouvrière en 1971, en vue d'une fusion. La section toulousaine entreprend un dialogue qui aboutit à des tracts communs sur l'ONIA et les PTT. En plus de ces « feuilles de boîtes » unitaires, des débats se déroulent dans les entreprises entre les militants de LO et de la Ligue. Des désaccords apparaissent sur la nature de l'intervention ouvrière et la dialectique entre les apparitions centrales de l'organisation et le travail d'implantation régulier sur les entreprises. De longs comptes-rendus des activités communes sont transmis à l'intérieur de la Ligue communiste et tirent un bilan assez mauvais. La SFQI toulousaine essaie de comprendre l'implantation ouvrière de LO, par le biais de ces rencontres. Concernant les autres groupes trotskistes, la Ligue communiste de la ville voit d'un mauvais œil la tentative d'implantation de Révolution! dans les universités. Elle pense que leur établissement politique est voué à l'échec, même si la Ligue considère que l'organisation doit être attentive aux évolutions de Révolution!. Pour l'AJS et l'OCI, leur implantation locale est faible et aucune tentative unitaire sérieuse n'est entreprise.

Le mouvement ouvrier est sujet à de multiples recompositions, la SFQI tout autant que les autres organisations. La première scission intervient en 1971 avec le départ de militants qui fondent Révolution!. Ces derniers quittent la Ligue communiste en raison de désaccords qui s'approfondissent depuis la fondation de l'organisation en 1969. Ils refusent l'adhésion à la Quatrième Internationale et ont priorisé l'intervention dans les comités d'action issus de mai-juin 1968. Révolution! fusionne avec la GOP, issue de la gauche du PSU, et fonde l'OCT en décembre 1976. Un autre départ intervient les 7 et 8 mai 1977, lors de la fondation des CCA. Ces comités réunissent la majorité de l'AMR qui a quitté le PSU et de nombreux militants de la Tendence 3 de la LCR. Aucun militant toulousain de la T3 ne rejoint les CCA. Les militants démissionnaires de la LCR dénoncent, entre autres, le manque de prise en compte des nouveaux mouvements sociaux. Le dernier départ d'importance s'opère après

le congrès de la LCR en 1974. La Tendance 4, qui refuse les positions « guérilléristes » de la Quatrième Internationale, rejoint l'OCI peu après le congrès. Mais la SFQI n'est pas sujette uniquement à des scissions et des départs. Toute une série de militants du PSU rejoint la Ligue en 1972. Les raisons sont multiples mais peuvent se résumer au refus du PSU à s'engager dans la construction du parti révolutionnaire de masse. Pour ces nouveaux adhérents de l'organisation trotskiste, la Ligue communiste a le mérite de s'être « arrachée » correctement du milieu universitaire et d'élaborer un travail ouvrier conséquent. Elle serait en mesure d'affronter le PCF sur ses champs d'intervention et de participer à l'affaiblissement du stalinisme. Pour ces démissionnaires du PSU, la SFQI n'est pas un outil « parfait », notamment par son manque de prise en compte du mouvement autonome des femmes, mais c'est la seule organisation capable de construire le parti révolutionnaire par le biais de ses initiatives. Cette question du futur parti révolutionnaire de masse traverse toute l'extrême-gauche, dont l'organisation que nous étudions. Une phase « triomphaliste » se produit au sortir de mai-juin 1968. La Ligue doit s'affirmer en tant que force nationale, et affronter le PCF par ses initiatives, même si elle considère ne pas être ce parti révolutionnaire de masse devant être construit. En 1975, la situation a changé, la LCR dit clairement qu'elle ne peut pas regrouper l'avant-garde large à partir de ses propres forces et ne pense pas pouvoir changer, seule, les rapports de force avec les « réformistes ». De plus, le courant LC/LCR a toujours affirmé depuis sa fondation que le parti révolutionnaire ne peut pas se construire par un grossissement linéaire et progressif de ses effectifs. Cette recomposition du mouvement ouvrier n'intervient que plusieurs années après mai-juin 1968 et la SFQI essaie d'y prendre part. Pour appuyer cette recomposition, elle marque positivement tous les événements de jonction entre les révolutionnaires et les militants de la CGT ou du PCF. Même si la Ligue est le pôle principal de l'extrême-gauche, elle continue localement d'analyser précisément toutes les autres organisations. Elle sort des brochures sur le PSU et le PS, ou bien encore les « maos-spontex ». Des circulaires à destination des militants détaillent les activités de Lutte ouvrière et de Révolution!. En complément, ses écoles de formation traitent du PCF, de la CGT et de la CFDT.

5. Les élections et le front unique.

5.1. Les positionnements politiques électoraux.

La SFQI n'a pas de positionnement systématique dans sa participation aux échéances électorales. Après mai-juin 1968, le mot d'ordre de la Ligue communiste est le boycott des différentes élections. Influencé par la dynamique du mouvement social, Daniel Bensaïd explique que le parti doit opposer « l'élection en assemblée générale sur nos propres débats et nos propres programmes, de nos propres délégués » aux « élections piège-à-cons¹⁰⁹⁹ ». Mais au fil du temps, l'organisation commence à murir sa participation électorale. Dans le *Bulletin Intérieur* 30 de 1972, l'évolution est notable en comparaison à 1968. Les auteurs décrivent une période politique où la victoire de la gauche sur le terrain électoral « rapprocherait les échéances d'affrontement¹¹⁰⁰ ». Par ailleurs, ils estiment que les « marges tactiques en matière électorale seront larges » pour les révolutionnaires, si leur présence sur le terrain de la lutte des classes est renforcée¹¹⁰¹. Le rôle et l'évolution de la tactique électorale sont évoqués par Antoine Artous :

« C'était simplement pour nous l'occasion d'avoir une tribune. Cela dit le ton a changé, notamment par rapport à la présidentielle de Krivine très virulente contre "la farce électorale" (sur la lancée de 1968). »¹¹⁰²

Ce changement de ton guidera l'intervention électorale de l'organisation dans les années 1970. La Ligue communiste ne veut pas tomber dans « l'électoralisme » des autres partis. Elle veut se servir des élections comme « tribune politique » à destination de la population qu'elle ne peut pas « toucher », au vu de sa faiblesse numérique :

« Notre compréhension tactique est classique envers les élections, on ne se fait pas d'illusions sur les institutions bourgeoises, mais nous pouvons les utiliser tactiquement comme une tribune après une grève générale comme mai 1968. Ça permet de décupler notre capacité à s'adresser à la population. [...] L'électoralisme ce n'est pas se présenter aux élections, mais penser que l'on transforme le monde par les élections. Mais ça on n'est jamais tombés là-dedans. »¹¹⁰³

En effet, la Ligue communiste se défend d'être « électoraliste ». Dans un article de *Rouge*,

¹⁰⁹⁹ Daniel Bensaïd et Camille Scalabrino, *Le Deuxième souffle ?*, op. cit., p. 26.

¹¹⁰⁰ Anthony, Arthur, Jebracq, Stéphane, *Bulletin intérieur n° 30...*, op. cit., p. 5.

¹¹⁰¹ *Ibid.*

¹¹⁰² Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 416.

¹¹⁰³ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 347.

Daniel Bensaïd récuse ce terme en expliquant qu'être « électoraliste ce n'est pas participer aux élections, mais croire à la prise du pouvoir par les élections¹¹⁰⁴ ». Il y dénonce tous « les ultra-gauchistes et les moralistes petits-bourgeois », dont « l'électoralisme » est de « prendre part aux élections¹¹⁰⁵ ». La Ligue communiste se présente pour « utiliser les campagnes électorales qui mobilisent radio et presse, alertent et polarisent l'opinion », tout en expliquant qu'il « faudra détruire l'État bourgeois par un violent affrontement de classe¹¹⁰⁶ ». La SFQI n'hésite pas à écrire de violentes tribunes contre le « crétinisme parlementaire » et ses deux faces¹¹⁰⁷. La première est celle mise en place par les organisations « électoralistes », comme le PCF. La Ligue communiste dénonce les positions du PCF en matière électorale qui « va jusqu'à annuler les manifestations du 1^{er} mai [1969] pour conserver à la campagne présidentielle l'ordre et la dignité nécessaires¹¹⁰⁸ ». La deuxième face du « crétinisme parlementaire » est celle du « gauchisme » qui « méprise et condamne sans appel toute utilisation des possibilités parlementaires¹¹⁰⁹ ». L'article de *Rouge* y voit un rejet des « luttes politiques de la classe ouvrière aux calendes de la crise révolutionnaire à venir », qui éclaterait « comme un coup de tonnerre dans le ciel serein de la politique réformiste¹¹¹⁰ ». Le but de la Ligue communiste est donc d'utiliser ces élections pour y faire de « l'agitation politique¹¹¹¹ ». L'évolution de sa tactique électorale pour obtenir des élus apparaît dans les années 1980 lors des élections aux conseils régionaux. Bernard Chamayou explique les limites de l'organisation dans les années 1960 et 1970 :

« Dans une campagne électorale, tu ne peux pas dire : “bonjour, je me présente, mais je ne veux pas être élu”... Ça supposerait une compréhension dialectique de ta politique trop haute dans la période, et totalement incompréhensible pour l'écrasante majorité de la population. On se présente pour avoir des élus et faire de la politique autrement, sans illusions dans la façon de changer le monde. »¹¹¹²

C'est l'utilisation strictement propagandiste des élections qui est progressivement remise en

¹¹⁰⁴ Charles Michaloux (dir.), « électoralisme, ultra-gauchisme et tactique révolutionnaire », *Rouge*, n° 80, 21 septembre 1970, p. 4.

¹¹⁰⁵ *Ibid.*

¹¹⁰⁶ Charles Michaloux (dir.), « électoralisme, ultra-gauchisme..., *op. cit.*, p. 4.

¹¹⁰⁷ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « les révolutionnaires et les élections », *Rouge*, n° 18, 8 mai 1969, p. 12.

¹¹⁰⁸ *Ibid.*

¹¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹¹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 112.

¹¹¹² Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 348.

cause dans la LCR. Mais ce changement d'orientation, comme l'explique Bernard Chamayou, évite toujours de tomber dans « l'électorisme¹¹¹³ ».

La SFQI doit faire face à une sorte de fronde dans le milieu d'extrême-gauche envers son tournant électoral. Le mouvement anarchiste et la plupart des courants « mao-spontanéistes » sont contre le fait de participer aux élections¹¹¹⁴. L'organisation doit donc continuellement lutter contre la pression exercée par ce milieu. Un exemple frappant de ces injonctions sont les positions de Daniel Cohn-Bendit. Un des dirigeants de mai-juin 1968 le plus médiatisé crie « à la trahison devant la candidature Krivine » à la présidentielle de juin 1969¹¹¹⁵. Mais devant la campagne irréprochable de l'organisation sur le contenu politique révolutionnaire, Daniel Cohn-Bendit se rabat « sur la question du retrait » de la candidature à la dernière minute¹¹¹⁶. La Ligue communiste reste ferme dans sa tactique et explique que le retrait est une « astuce non dénuée, en dernière analyse, d'électorisme¹¹¹⁷ ». En effet, cette tactique pourrait apparaître comme une peur de ne pas être « compétitif » en termes de résultats. De plus, un retrait signifierait un « appel implicite à rallier le candidat du PSU ou du PCF » et ne serait donc pas une « position politique significative¹¹¹⁸ ». La Ligue communiste est isolée dans l'extrême-gauche sur la participation électorale :

« La plupart des groupes d'extrême gauche ont continué à boycotter toutes les élections, la Ligue était une des rares organisations à se présenter. Même Lutte Ouvrière n'était pas d'accord pour se présenter juste après 1968. »¹¹¹⁹

Même si Lutte ouvrière se met à participer aux élections dans les années 1970, la Ligue communiste est la cible d'attaques virulentes en provenance de l'autre principal groupe trotskiste, l'OCI. En 1969, cette dernière dénonce le candidat Alain Krivine qui est « destiné à diviser les ouvriers “avancés” des ouvriers fidèles à leurs organisations et à leurs partis », ce serait une « candidature qui donne des armes à la bourgeoisie comme à l'appareil stalinien¹¹²⁰ ». L'OCI récidive en qualifiant de « crypto-staliniens propulsés par la

¹¹¹³ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 347.

¹¹¹⁴ Charles Michaloux (dir.), « électorisme, ultra-gauchisme..., *op. cit.*, p. 4.

¹¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹¹⁹ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 348.

¹¹²⁰ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 98.

bourgeoisie » les candidats de LO et de la Ligue aux législatives de 1973¹¹²¹. Bien entendu, ces attaques s'inscrivent dans une hostilité réciproque de ces deux organisations depuis plusieurs années. La défiance du milieu d'extrême-gauche s'illustre également dans le courrier des lecteurs de *Rouge* lors de l'élection présidentielle de 1974¹¹²². La demande de retirer la candidature à la dernière minute revient, ainsi que le risque de « desservir la gauche » et son candidat François Mitterrand. De nombreux lecteurs hésitent à voter Alain Krivine, à cause des voix manquantes qui pourraient porter préjudice à François Mitterrand pour l'accession au second tour¹¹²³.

5.2. Les élections présidentielles de 1969 et de 1974.

La SFQI a comme premier positionnement électoral le boycott. Aux législatives de juin 1968, après la dissolution de l'Assemblée nationale par Charles de Gaulle, l'organisation a un jugement sévère. Portée par le mouvement social de mai-juin 1968, elle dénonce le PCF et la Fédération de la gauche démocrate et socialiste pour ne pas avoir saisi l'occasion « d'asséner à la bourgeoisie un coup terrible¹¹²⁴ ». Pour la JCR, ils ont « échangé la massue de la grève générale contre le miroir aux alouettes des élections¹¹²⁵ ». La jeune organisation attaque en règle ces « hommes politiques » qui « comptent pour du beurre » dans une « période de lutte généralisée¹¹²⁶ ». Elle appelle au boycott de ces législatives qui ne seraient qu'un dérivatif gouvernemental à une situation explosive. Bernard Chamayou continue aujourd'hui à considérer cette position comme juste :

« La situation a très vite changé. “Élections, piège à cons” c'était notre position électorale en 1968. Elle était juste car il suffisait que de Gaulle propose des élections pour sortir du marasme de mai 1968 pour que tout le monde s'y engouffre avec l'illusion que la gauche allait en ressortir victorieuse. Et ça n'a pas été le cas, car le découpage électoral et le mode de représentation font qu'en termes d'élus la gauche est minoritaire, malgré un pourcentage honorable. »¹¹²⁷

¹¹²¹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 98.

¹¹²² Daniel Bensaïd (dir.), « Sur les élections », *Rouge quotidien*, n° 10, 5 mai 1974, p. 2.

¹¹²³ *Ibid*

¹¹²⁴ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 124.

¹¹²⁵ *Ibid.*, p. 124-125.

¹¹²⁶ *Ibid.*, p. 125.

¹¹²⁷ Entretien avec Bernard Chamayou, annexe 4 p. 347.

Cet appel au boycott est assumé dans le journal lycéen toulousain *La Jeune Garde*. Il revient sur les législatives de juin 1968 en expliquant que l'organisation n'a pas cédé à l'appel des urnes, contrairement au Parti communiste qui a couru vers ces élections¹¹²⁸. Une année plus tard, Charles de Gaulle, affaibli, relance son référendum avorté en mai 1968 sur l'avènement de la région et la réforme du Sénat. Le président met son mandat en jeu dans ce référendum et annonce quitter le pouvoir si le « non » l'emporte¹¹²⁹. Dans cette situation, la Ligue communiste, nouvellement constituée, reste sur sa ligne de boycott des élections. Pour l'organisation, ce référendum est « antidémocratique » et il faut continuer à ne pas participer à la « farce électorale¹¹³⁰ ». En effet, Alain Krivine rédige *La Farce électorale* en janvier 1969 où il écrit « qu'il n'y a rien à attendre des urnes¹¹³¹ ». Cette ligne politique sera appliquée lors de ce référendum. Le « non » l'emporte à 53 % des voix le 27 avril 1969, Charles de Gaulle démissionne le lendemain. Une élection présidentielle est convoquée pour le mois de juin¹¹³².

Les élections présidentielles de 1969 et 1974 sont des moments forts pour l'organisation. Tout en continuant à considérer les élections comme des farces, la Ligue communiste présente le « bidasse » Alain Krivine pour le premier tour du 1er juin 1969. L'idée de cette candidature émane de Michel Rotman du bureau politique de la SFQI¹¹³³. Le premier problème à régler est le service militaire qu'effectue Alain Krivine. La loi stipule que pour se présenter à cette élection il faut avoir « répondu à ses obligations militaires¹¹³⁴ ». Le candidat est justement en train d'y répondre, même s'il ne les a pas encore accomplies. Une « campagne d'opinion » et de « nombreux articles de presse » sont nécessaires pour que le ministre des Armées, Pierre Messmer, cède et signe un décret lui accordant une « permission exceptionnelle¹¹³⁵ ». La prochaine étape est la collecte d'une centaine de signatures d'élus pour pouvoir se présenter. Rares sont ceux qui se déclarent spontanément « parrains » d'Alain Krivine¹¹³⁶. Dix jours d'efforts intensifs dans les campagnes françaises sont nécessaires aux

¹¹²⁸ Cf. Document 60A, annexe 2 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), *La Jeune garde journal des comités rouge lycéens du Sud-Ouest*, n° 3, *op. cit.*, p. 2.

¹¹²⁹ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, *op. cit.*, p. 156.

¹¹³⁰ *Ibid.*, p. 156-157.

¹¹³¹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 111.

¹¹³² FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, *op. cit.*, p. 157.

¹¹³³ KRIVINE A., *Ça te passera...*, *op. cit.*, p. 178.

¹¹³⁴ *Ibid.*, p. 179.

¹¹³⁵ *Ibid.*

¹¹³⁶ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 112.

militants de la Ligue communiste. Le 21 mai, *Rouge* comptabilise deux-cent-trente-et-une signatures d'élus¹¹³⁷. La section toulousaine ne ménage pas ses efforts et collecte même une signature d'un député de droite :

« J'étais à l'INSA ; un député UDR venait rencontrer les étudiants et un ami m'a demandé pourquoi je ne lui demandais pas une signature. Devant l'amphi, alors qu'il se réclamait de la démocratie, je lui ai demandé s'il voulait bien nous donner une signature. Ce qu'il a accepté. Ça nous a valu énormément de problèmes avec le PCF, qui racontait clairement qu'on était soutenu par l'UDR. Notre cynisme bolchevique de l'époque m'a quand même fait aller chercher la signature à son bureau près de la halle aux grains. »¹¹³⁸

Cette signature est effectivement un point d'appui pour le PCF et l'AJS. Ils dénoncent « la compromission de Krivine » et voient dans ce soutien la volonté de la « bourgeoisie » de « diviser les rangs du mouvement ouvrier¹¹³⁹ ». Une fois la campagne présidentielle lancée, la Ligue communiste s'axe sur plusieurs points clés. Devant le consensus qui s'établit pendant la campagne pour « enterrer Mai » et ne pas raviver « la mémoire des travailleurs », un des buts de l'organisation est d'expliquer « le sens révolutionnaire des journées de Mai¹¹⁴⁰ ». Un autre objectif est de transformer cette candidature en « tribune de propagande » et un « lieu de préparation des luttes qui démarreront ensuite¹¹⁴¹ ». Afin de mener cette « campagne révolutionnaire », la Ligue communiste compte sur la création de comités rouges. Ces structures doivent être créées « partout » et seront « l'écho à la base » pour dire que « les élections ne régleront rien, que le véritable combat reprendra dans la rue¹¹⁴² ». L'axe d'intervention est clair, ces comités rouges doivent coller des affiches, distribuer des tracts, vendre *Rouge* et assurer la « permanence de l'intervention révolutionnaire parmi les travailleurs¹¹⁴³ ». La campagne surprend, la SFQI se sert des journaux pour développer son discours, mais également de la télévision, pour la première fois. Alain Krivine y intervient, « avec lunettes et cravate », pour diffuser le message révolutionnaire de l'organisation¹¹⁴⁴. Pendant un mois de campagne électorale, la Ligue communiste loue un petit avion permettant

¹¹³⁷ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 112.

¹¹³⁸ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 379-380.

¹¹³⁹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 112.

¹¹⁴⁰ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Transformons les élections bourgeoises en campagne révolutionnaire », *Rouge*, n° 19, 14 mai 1969, p. 2.

¹¹⁴¹ *Ibid.*

¹¹⁴² *Ibid.*

¹¹⁴³ *Ibid.*

¹¹⁴⁴ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 112-113.

les déplacements du candidat. C'est une dizaine de meetings, parfois réussis, qui sont tenus par Alain Krivine¹¹⁴⁵. Le point culminant de cette campagne est le meeting au Palais des Sports à Paris, le 28 mai¹¹⁴⁶. Le nombre de participants va de six-mille à dix-mille¹¹⁴⁷, dans un meeting spectaculaire « balayé par les spots de lumière »¹¹⁴⁸ et regroupant des « travailleurs et des étudiants¹¹⁴⁹ ». À Toulouse, la Ligue communiste est très impliquée :

« À Toulouse, nous nous sommes beaucoup investis dans cette première campagne qui a vraiment permis à la Ligue de faire une percée militante, et non pas électorale. Nous avons sillonné la région, rempli le Palais des Sports à Toulouse, etc. »¹¹⁵⁰

En effet, un meeting au Palais des Sports est organisé dans la ville rose le 27 mai. *Rouge* annonce cinq-mille participants composés d'universitaires et d'ouvriers¹¹⁵¹. Outre le candidat, Daniel Bensaïd et Tariq Ali (militant pakistanais étudiant en Angleterre) y prennent la parole¹¹⁵². En plus de ce meeting central, la section organise deux « meetings volants » à Sud-Aviation. Le 27 mai, cinq cents travailleurs écoutent Alain Krivine devant l'usine. Le lendemain, c'est quatre-cents ouvriers qui font de même « sous la pluie¹¹⁵³ ». L'activisme effréné de la campagne nationale se répercute localement :

« C'est une période où je n'ai jamais autant collé. On partait le soir à 21 h et on rentrait à 6 h du matin. [...] Après c'était une campagne de distribution de tracts ; trois semaines de dingue, dans lesquelles tous les gens autour de nous participaient [...]. Le souvenir de la campagne, c'est vraiment des nuits entières à coller. »¹¹⁵⁴

Même si les propos de ce militant, sur la durée des collages, sont à relativiser, son discours montre bien l'intense campagne dans laquelle est engagée la Ligue communiste de Toulouse. Comme l'explique Gilles Da-Ré, l'enthousiasme militant est réel, ainsi que l'impact sur la ville :

« Quand on a vu ce mec en bidasse développer ce genre de choses, c'était extraordinaire. [...] Même si les ventes de *Rouge* ont pu exploser à Toulouse, il faudrait vérifier, mais on a

¹¹⁴⁵ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 113.

¹¹⁴⁶ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « 30 jours de campagne révolutionnaire », *Rouge*, n° 22, 4 juin 1969, p. 6.

¹¹⁴⁷ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, *op. cit.*, p. 159.

¹¹⁴⁸ *Ibid.*

¹¹⁴⁹ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « 30 jours de campagne révolutionnaire », *op. cit.*, p. 6.

¹¹⁵⁰ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 416-417.

¹¹⁵¹ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « 30 jours de campagne révolutionnaire », *op. cit.*, p. 7.

¹¹⁵² *Ibid.*

¹¹⁵³ *Ibid.*

¹¹⁵⁴ Entretien avec Bernard Cholet, annexe 4 p. 380.

pu arriver à 1000 ventes sur la ville à certains moments après la campagne. »¹¹⁵⁵

La campagne présidentielle de la SFQI toulousaine ne se limite pas à sa ville. C'est Jacques Serieys qui est chargé de coordonner les activités pour la région Midi-Pyrénées, le Lot-et-Garonne et l'Aude¹¹⁵⁶. L'organisation répartit une ou deux équipes par département, et leur fournit une voiture et des tentes pour économiser de l'argent¹¹⁵⁷. Bien que les militants soient enthousiastes, cela n'empêche pas les critiques sur le déroulé de la campagne. Jacques Serieys estime que l'orientation défendue n'est pas la bonne :

« Je me rappelle de la venue de Bensaïd devant l'usine de Sud aviation où il avait fait une intervention avec plein de monde d'ailleurs... Il m'avait dit que tous nos "prolos" étaient d'accord, on allait faire plus de 5 %. Je lui ai répondu qu'avec l'orientation défendue, on part à 10 % et on finira à 0 %. Je le sentais comme ça à l'époque, notamment avec ce que me disaient des gens proches de nous dans l'Aveyron qui ont fini par ne pas voter pour Krivine alors qu'ils étaient motivés au début... »¹¹⁵⁸

Il n'est pas satisfait de la campagne « gauchiste » défendue par la Ligue communiste, caractérisée au meeting parisien par les appels à prendre les armes au prochain grand mouvement¹¹⁵⁹. Au niveau régional, la ligne nationale est appliquée :

« Il y a eu un décalage important entre la campagne que j'avais prévue au départ et le type de campagne qui a été menée à la télé. [...] Pour les gens, voter Krivine c'était voter ce qu'ils entendaient à la télé. [...] Cet écart s'est creusé quand lors d'une réunion de campagne régionale, on a voté à une grande majorité le fait d'appliquer la campagne nationale avec une sorte de trame pour les interventions aux meetings. »¹¹⁶⁰

Gérard Filoche critique également, a posteriori, les discours « propagandistes », sans poser « la question du gouvernement » ni proposer un « programme¹¹⁶¹ ». Les critiques de Jacques Serieys sont avalisées par le score de la Ligue communiste. Mais l'organisation se réjouit des 236 237 voix obtenues (soit 1,1 % des suffrages exprimés). Elle situe ses résultats par rapport au PCF qui a obtenu vingt fois plus de voix au niveau national¹¹⁶². Mais l'objectif est réussi pour la SFQI, elle est dorénavant connue en dehors des universités et commence à s'inscrire

¹¹⁵⁵ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 368-369.

¹¹⁵⁶ Entretien avec Jacques Serieys, annexe 4 p. 433.

¹¹⁵⁷ *Ibid.*, annexe 4 p. 433-434.

¹¹⁵⁸ *Ibid.*, annexe 4 p. 433.

¹¹⁵⁹ *Ibid.*, annexe 4 p. 434.

¹¹⁶⁰ *Ibid.*

¹¹⁶¹ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, *op. cit.*, p. 160.

¹¹⁶² SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 113.

dans le paysage politique¹¹⁶³. Pour ce groupe, les voix obtenues ont un sens. Elles « délimitent et situent le courant révolutionnaire adulte », et sont le « sommet de l'iceberg de Mai 68 ». Les moins de vingt-et-un ans, qui n'ont pas le droit de vote, en constituent la partie immergée¹¹⁶⁴. La Ligue communiste nous explique que ceux ayant voté Krivine « ont compris en Mai quel type de pouvoir réalisait la démocratie ouvrière et par quelles voies on peut y parvenir¹¹⁶⁵ ». C'est un véritable « potentiel révolutionnaire qui s'est manifesté pour la première fois¹¹⁶⁶ ». En termes de perspectives, la SFQI refuse de choisir entre Georges Pompidou et Alain Poher, préférant laisser le soin à la « bourgeoisie » de « sélectionner elle-même son meilleur poulain¹¹⁶⁷ ». L'autre but après les élections est de « structurer les camarades » dans les comités rouges, « recenser les résultats électoraux », « intervenir dans les quartiers, les banlieues, les villages, les entreprises où nous sommes apparus pour la première fois¹¹⁶⁸ ». La Ligue communiste espère transformer les électeurs de Krivine en révolutionnaires :

« À la sortie de la campagne de Krivine, l'un des mots d'ordre de *Rouge* est qu'il faut transformer les électeurs en lecteurs de *Rouge*. L'idée est qu'un électeur de Krivine avait voté de façon éclairée, ça n'a bien sûr pas marché. »¹¹⁶⁹

Mais la majorité de l'organisation opère en 1976 un retour critique sur cette période qu'elle qualifie de phase « triomphaliste ». Elle voit les erreurs d'appréciation dans la construction d'un « pôle révolutionnaire autour duquel s'agglutinaient » les électeurs d'Alain Krivine¹¹⁷⁰. Ce même constat est fait par Daniel Bensaïd et Antoine Artous en 1976 dans « *Que faire ?* » (1903) et la création de la Ligue communiste (1969)¹¹⁷¹. Pour les auteurs de la brochure, la « percée » d'Alain Krivine lors de la présidentielle de 1969 fait « déraiper » la SFQI sur son « appréciation des rapports de force au sein de l'extrême-gauche et du sens du vote

¹¹⁶³ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 113.

¹¹⁶⁴ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « "Civisme" et "sagesse" du corps électoral », *Rouge*, n° 22, 4 juin 1969, p. 3.

¹¹⁶⁵ *Ibid.*

¹¹⁶⁶ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Organiser les électeurs rouges en militants révolutionnaires », *Rouge*, n° 22, 4 juin 1969, p. 2.

¹¹⁶⁷ *Ibid.*

¹¹⁶⁸ *Ibid.*

¹¹⁶⁹ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 369.

¹¹⁷⁰ Cf. Document 52A, annexe 1 : Ligue communiste révolutionnaire, *Centre de recherches...*, *op. cit.*, p. 6.

¹¹⁷¹ Antoine Artous et Daniel Bensaïd, « *Que faire ?* » (1903) et..., *op. cit.*, p. 5.

Krivine¹¹⁷² ». Ils critiquent également le « triomphalisme » qui proclame la structuration de « tous ses électeurs dans les comités rouges¹¹⁷³ ». À Toulouse, le bilan tiré après la campagne est positif sur une série de points. La section locale constate tout d'abord que « la campagne Krivine » est « l'apparition nationale de la Ligue¹¹⁷⁴ ». C'est une « période faste pour le militantisme » avec un « changement de rythmes dans la vie de l'organisation¹¹⁷⁵ ». Comme nous l'avons vu précédemment, la campagne ne s'est pas limitée à Toulouse mais a eu une portée régionale. La section a donc constitué, en juillet 1969¹¹⁷⁶, des cellules de la Ligue à Tarbes, à Pau, à Montauban et à Albi¹¹⁷⁷. Seule la cellule de Tarbes a réussi sa « percée » et s'est maintenue¹¹⁷⁸. Cette « campagne révolutionnaire » permet à la section toulousaine de « liquider de nombreux restes de la période de groupe révolutionnaire à fonctionnement familial¹¹⁷⁹ ». Elle a également pu « apparaître politiquement dans de bonnes conditions hors du secteur étudiant¹¹⁸⁰ ».

À l'élection présidentielle de 1974, dont le premier tour est le 5 mai, le Front communiste révolutionnaire, nouvellement créé, veut se présenter. Tout d'abord, elle propose au PSU et à l'extrême-gauche de soutenir la candidature de Charles Piaget¹¹⁸¹. Ce militant est membre du bureau national du PSU et dirigeant syndical lors de la grève de Lip. Pour le FCR, il symbolise cette nouvelle avant-garde ouvrière¹¹⁸². Mais la majorité du Conseil national du PSU refuse cette option et appelle à voter pour François Mitterrand au premier tour¹¹⁸³. Après avoir pensé à un de ses militants ouvriers bretons, André Fichaut, le FCR présente finalement une nouvelle fois Alain Krivine¹¹⁸⁴. La recherche des cent signatures d'élus commence. Elle s'avère plus difficile qu'en 1969 car les « consignes de la gauche étaient davantage

¹¹⁷² Antoine Artous et Daniel Bensaïd, « *Que faire ?* » (1903) et..., *op. cit.*, p. 5.

¹¹⁷³ *Ibid.*

¹¹⁷⁴ Cf. Document 12B, annexe 1 : Direction de la Ligue communiste, *Éléments d'analyse...*, *op. cit.*, p. 2.

¹¹⁷⁵ *Ibid.*

¹¹⁷⁶ *Ibid.*

¹¹⁷⁷ Cf. Document 12C, annexe 1 : *Ibid.*, p. 3.

¹¹⁷⁸ *Ibid.*

¹¹⁷⁹ Cf. Document 4A, annexe 1 : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969*, *op. cit.*, p. 14.

¹¹⁸⁰ *Ibid.*

¹¹⁸¹ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 148.

¹¹⁸² *Ibid.*

¹¹⁸³ ARTOUS A., EPSZTAJN D., SILBERSTEIN P. (dir.), *La France des années 68*, *op. cit.*, p. 590.

¹¹⁸⁴ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 148.

écoutées », les maires sont donc plus méfiants¹¹⁸⁵. Mais la recherche est relativement rapide¹¹⁸⁶ et l'organisation recueille finalement trois-cents parrainages¹¹⁸⁷. Le FCR fait le choix d'axer sa campagne autour des « luttes ouvrières et populaires », en laissant la parole à leurs acteurs lors des passages radio et télévisés¹¹⁸⁸. Ainsi, Alain Krivine se fait remplacer par des « travailleurs », des « immigrés » ou des « femmes militantes » qui luttent¹¹⁸⁹. La SFQI veut mettre l'accent sur les mobilisations du MLAC, « les luttes ouvrières, le refus de la trêve électorale, l'anti-militarisme, l'auto-organisation et l'auto-défense des travailleurs¹¹⁹⁰ ». L'organisation veut également lutter contre « la personnalisation de la campagne » et modère les activités autour d'Alain Krivine¹¹⁹¹. Lors de cette présidentielle, le FCR attaque le programme commun et défend les comités de soldats¹¹⁹². Le but est d'exprimer, par le vote Alain Krivine au premier tour, la « défiance et la volonté des travailleurs face à l'Union de la gauche » dans le cas où elle gagnerait au second tour¹¹⁹³. La tournée de meetings avec Alain Krivine est bien plus modeste qu'en 1969¹¹⁹⁴ et *Rouge* devient quotidien le temps de l'élection, indices d'une campagne « dépersonnalisée ». Un meeting central toulousain est organisé le jeudi 25 avril et regroupe deux-mille-cinq-cents participants¹¹⁹⁵. Daniel Bensaïd y intervient pour définir « la politique des révolutionnaires face aux élections », et un militant du Front des Soldats, Marins et Aviateurs Révolutionnaires explique la situation dans les casernes toulousaines¹¹⁹⁶. La campagne électorale est tout aussi intensive qu'en 1969 mais les résultats ne sont pas au rendez-vous¹¹⁹⁷. Le FCR obtient 93 990 voix (soit 0,36 %) et Arlette Laguiller de Lutte ouvrière atteint 595 274 suffrages exprimés (soit 2,33 %)¹¹⁹⁸. Pour Gérard Filoche, c'est le résultat d'un « langage enflammé pour une catégorie gauchiste des

¹¹⁸⁵ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 270.

¹¹⁸⁶ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 148.

¹¹⁸⁷ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 270.

¹¹⁸⁸ Henri Weber (dir.), « Notre campagne », *Rouge*, n° 252, 26 avril 1974, p. 3.

¹¹⁸⁹ *Ibid.*

¹¹⁹⁰ *Ibid.*

¹¹⁹¹ *Ibid.*

¹¹⁹² KRIVINE A., *Ça te passera...*, op. cit., p. 186.

¹¹⁹³ Henri Weber (dir.), « Notre campagne », op. cit., p. 3.

¹¹⁹⁴ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 148.

¹¹⁹⁵ Daniel Bensaïd (dir.), « Meetings », *Rouge quotidien*, n° 6, 29 avril 1974, p. 4.

¹¹⁹⁶ *Ibid.*

¹¹⁹⁷ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, op. cit., p. 271.

¹¹⁹⁸ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 149.

étudiants », alors que Lutte ouvrière s'est adressée avec « des mots simples aux travailleurs¹¹⁹⁹ ». Pour la majorité du FCR, Lutte ouvrière a été « simpliste et démagogue » durant cette campagne¹²⁰⁰. *Rouge* donne d'autres raisons au score important d'Arlette Laguiller et tire un bilan de la campagne d'Alain Krivine. Pour le journal, le score de Lutte ouvrière est dû à « l'impact d'une candidature de femme travailleuse » et au contenu de la campagne d'Arlette Laguiller qui est plus « populaire » que « révolutionnaire¹²⁰¹ ». Mais le FCR constate que ce résultat « laisse entrevoir l'écho qu'aurait pu avoir une campagne unitaire de l'extrême-gauche autour d'une candidature Piaget¹²⁰² ». Concernant le faible score d'Alain Krivine, *Rouge* en explique la raison par la « dépersonnalisation délibérée » de la campagne et une « préparation aux tâches que mettait à l'ordre du jour l'élection de Mitterrand¹²⁰³ ». C'est en ce sens que le FCR appelle à voter François Mitterrand le 19 mai. Alain Krivine dans une interview explique que « pour des millions de travailleurs », voter Mitterrand a le sens « d'un vote de classe¹²⁰⁴ ». Son élection « illustrerait un changement déjà réel dans les rapports de force entre classes et pourrait être le point de départ d'un nouvel élan ». Le FCR n'a pas d'illusions sur l'Union de la gauche qui mènerait à « une impasse¹²⁰⁵ ». Mais cette position est tactique pour montrer à l'ensemble des travailleurs « la capitulation » de l'Union de la gauche une fois élue. L'objectif suivant est d'assurer la présence de la SFQI pour « passer la vitesse supérieure » et « fixer des objectifs autrement ambitieux¹²⁰⁶ ».

5.3. La lutte pour l'unité aux élections législatives et municipales.

La SFQI se présente, ou donne des consignes de vote, aux élections législatives et municipales. Sur ces échéances électorales, elle tente de réaliser l'unité des « révolutionnaires » dès que c'est possible. Les élections législatives des 4 et 11 mars 1973

¹¹⁹⁹ FILOCHE Gérard, *Mai 68 : histoire sans fin...*, *op. cit.*, p. 271.

¹²⁰⁰ *Ibid.*

¹²⁰¹ Daniel Bensaïd (dir.), « Arlette et Alain », *Rouge quotidien*, n° 11, 7 mai 1974, p. 3.

¹²⁰² *Ibid.*

¹²⁰³ *Ibid.*

¹²⁰⁴ Daniel Bensaïd (dir.), « Le FCR en campagne », *Rouge quotidien*, n° 1, 22 avril 1974, p. 5.

¹²⁰⁵ *Ibid.*

¹²⁰⁶ *Ibid.*

sont centrales pour l'organisation. *Rouge* demande à ses lecteurs, militants et sympathisants, de s'inscrire sur les listes électorales avant la fin de 1972¹²⁰⁷. La Ligue communiste tient des réunions avec l'OCI et Lutte ouvrière, bien en amont de ces élections, pour tenter de mener une campagne unitaire. Le but est de répartir les circonscriptions avec ces deux groupes politiques¹²⁰⁸. Malgré de multiples propositions, l'accord n'est pas possible avec l'OCI qui présente des candidats dans dix-neuf circonscriptions¹²⁰⁹. La Ligue et Lutte ouvrière se présentent dans deux-cent-soixante-deux circonscriptions sur quatre-cent-soixante-treize en France métropolitaine : cent-soixante-et-onze pour LO et quatre-vingt-onze pour la LC¹²¹⁰. Jean-Paul Salles, dans son livre, fait état d'une seule candidature mixte LO-LC à Elbeuf-Cléon¹²¹¹. Mais il en existe au moins une autre dans la quatrième circonscription de Toulouse où Jacques Giron, militant de la Ligue, est suppléant du candidat de Lutte ouvrière¹²¹². L'importance de cette campagne pour l'organisation est prouvée par les candidatures des principaux dirigeants de la LC. Alain Krivine se présente à Longjumeau-Savigny-sur-Orge qui est la plus grosse circonscription de France, Pierre Frank est à Gennevilliers, Gérard Filoche à Sotteville-lès-Rouen et Daniel Bensaïd à Toulouse¹²¹³. La place des femmes est très minoritaire, même si des dirigeantes historiques se présentent comme Janette Habel ou Dominique Mehl. Elles sont sept candidates au total. En général, le rôle des femmes est cantonné à la trésorerie¹²¹⁴. L'accord entre les deux organisations est également un appel à voter les uns pour les autres¹²¹⁵. Avant le premier tour, la Ligue communiste a déjà arrêté sa position électorale. Elle appelle à « voter pour les candidats d'Union de la gauche » au second tour, dans le but « d'assurer la défaite du bloc conservateur¹²¹⁶ ». Au premier tour, elle appelle, bien sûr, à voter pour la Ligue et Lutte ouvrière « partout où ils se présentent ». Dans les circonscriptions où ces deux organisations sont absentes, elle soutient les « candidats

¹²⁰⁷ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 114.

¹²⁰⁸ *Ibid.*

¹²⁰⁹ *Ibid.*

¹²¹⁰ *Ibid.*

¹²¹¹ *Ibid.*

¹²¹² Cf. Document 83A, annexe 2 : Taupe rouge, *Il faut que ça change !*, op. cit., p. 1.

¹²¹³ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, op. cit., p. 114.

¹²¹⁴ *Ibid.*

¹²¹⁵ Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 417.

¹²¹⁶ Henri Weber (dir.), « le 4 mars votez faites voter pour les candidats de la ligue communiste », *Rouge*, n° 193, 24 février 1973, p. 11.

d'extrême-gauche (PSU, OCI, Maos)¹²¹⁷ ». Le texte de l'accord entre la Ligue et LO annonce les axes de la campagne. Le document se centre sur la dénonciation du « parlementarisme bourgeois », des « gaullistes au pouvoir depuis 14 ans » et contre l'Union de la gauche qui ne s'en prend pas « au capitalisme lui-même¹²¹⁸ ». La priorité de la campagne est d'affirmer que seule « la lutte des classes » mettra « définitivement à bas le système capitaliste », et ce dans la perspective de « la révolution socialiste¹²¹⁹ ». Bien que ces deux organisations se soient réparties les circonscriptions, chacune d'entre elles peut développer une campagne spécifique pour soutenir ses propres candidats. La Ligue communiste choisit trois axes de bataille. Le premier est une « intense campagne de dénonciation anti-capitaliste », dont le but est de dénoncer la « gestion gaulliste » et les différentes « exploitations » et « oppressions » du système capitaliste¹²²⁰. Le deuxième axe est une « campagne de démystification du programme commun et de l'Union de la gauche », consistant à dénoncer « l'utopie réformiste¹²²¹ ». Le dernier est une « campagne pour récuser le “socialisme” bureaucratique », tel que promu par le PCF, et une défense de la « démocratie ouvrière¹²²² ». La Ligue communiste se donne les moyens de réussir ces législatives. Elle organise, fin 1972, un stage national de préparation pour les candidats et les suppléants¹²²³. Cette réunion regroupe cent-cinquante participants et cinq exercices y sont proposés. Les participants à ce stage sont soumis à rude épreuve : préparer et tenir un meeting devant une salle houleuse, « porter l'assaut » politique dans les meetings adverses et plus particulièrement ceux de l'Union de la gauche, rédiger des tracts et des communiqués, répondre aux « questions pièges » des journalistes » et travailler à des argumentaires « percutants » et « accessibles¹²²⁴ ».

La mobilisation toulousaine pour ces élections législatives est intense. En termes programmatique et unitaire, dans une lettre ouverte au PSU local, la Ligue communiste de Toulouse regrette les « trop grosses divergences » qui ont empêché de présenter des

¹²¹⁷ Henri Weber (dir.), « le 4 mars votez faites voter pour les candidats de la ligue communiste », *op. cit.*, p. 11.

¹²¹⁸ Henri Weber (dir.), « accords ligue communiste lutte ouvrière au premier tour », *Rouge*, n° 184, 16 décembre 1972, p. 11.

¹²¹⁹ *Ibid.*

¹²²⁰ Henri Weber (dir.), « la ligue communiste dans la bataille des législatives », *Rouge*, n° 186, 6 janvier 1973, p. 10.

¹²²¹ *Ibid.*

¹²²² *Ibid.*

¹²²³ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 114.

¹²²⁴ Henri Weber (dir.), « la ligue communiste dans la bataille des législatives », *op. cit.*, p. 11.

« candidats unitaires d'extrême-gauche sur la base d'une plate-forme commune ¹²²⁵ ». Néanmoins, elle estime que le PSU, la LC et LO ont comme point commun de présenter des candidats qui veulent « faire apparaître que l'alternative à la crise du système ne peut venir de “la gauche unie” et de ses impasses réformistes ¹²²⁶ ». Dans cette lettre ouverte, la Ligue énonce les axes locaux de sa campagne. Elle désire « développer au maximum les luttes » pendant ces élections, en soutenant les « insoumis et le dégagement d'un vaste mouvement anti-militariste », la mobilisation pour l'avortement et la grève de Ruggieri ¹²²⁷. Pour la SFQI, les élections continuent à être une « tribune pour dénoncer la pourriture du système capitaliste » et doivent être utilisées pour appeler la classe ouvrière à « continuer leur lutte ¹²²⁸ ». Une des premières initiatives « centrales » de la section toulousaine est un « meeting-débat » avec Daniel Bensaïd sur « les révolutionnaires et les élections », à la salle du Sénéchal, le 2 février ¹²²⁹. Nous pouvons remarquer qu'il n'y a pas de représentant de Lutte ouvrière à cette initiative. La raison est simple, chaque organisation développe sa campagne et ses initiatives spécifiques. C'est essentiellement un accord de répartition des circonscriptions. En effet, sur la Haute-Garonne la répartition est à l'avantage de Lutte ouvrière. Les troisième et quatrième circonscriptions, situées à Toulouse, ont un militant de LO pour candidat. La situation est identique dans la cinquième circonscription, à Muret, et la sixième circonscription, à Saint-Gaudens ¹²³⁰. Seules les première et deuxième circonscriptions, à Toulouse, ont comme candidat un militant de la Ligue ¹²³¹. C'est Daniel Bensaïd pour la première et Michel Pujol pour la deuxième, Jacques Giron est suppléant du candidat de LO dans la quatrième circonscription ¹²³². Des circulaires locales sont données aux militants pour tirer des bilans intermédiaires et organiser la suite de la campagne électorale. Ainsi, une circulaire de février 1973 explique que les initiatives de la Ligue sont mal préparées ¹²³³. En

¹²²⁵ Cf. Document 88A, annexe 3 : Section toulousaine de la Ligue communiste, *Lettre ouverte aux militants du PSU*, *op. cit.*, p. 1.

¹²²⁶ *Ibid.*

¹²²⁷ *Ibid.*

¹²²⁸ Cf. Document 80, annexe 2 : Taupe rouge, *A quoi servent les élections ?*, supplément à Rouge n° 185, 23 décembre 1972, Toulouse, p. 1.

¹²²⁹ *Ibid.*

¹²³⁰ Henri Weber (dir.), « Répartition des candidatures », *Rouge*, n° 184, 16 décembre 1972, p. 15.

¹²³¹ *Ibid.*

¹²³² Cf. Document 83A, annexe 2 : Taupe rouge, *Il faut que ça change !*, *op. cit.*, p. 1.

¹²³³ Cf. Document 45A, annexe 1 : Ligue communiste, *Circulaire sur la campagne*, février 1973, Toulouse, p. 1.

effet, toute une série de meetings a été « alignée » sans les « hiérarchiser » selon leur importance, la section toulousaine ne les ayant pas correctement préparés¹²³⁴. En plus de ce manque d'organisation des meetings, il est noté un « retard dans les tracts » et des *Taupes rouges* qui « arrivent toujours au dernier moment¹²³⁵ ». Cette impréparation se retrouve même dans les actions « coup de poing » de la Ligue. Alors qu'une « intervention spectaculaire » est prévue sur les grands magasins de la ville, elle se transforme en « simple vente massive » à cause de l'absence de banderole¹²³⁶. Pour remédier à ces dysfonctionnements, une réunion des bureaux de sections est convoquée pour, entre autres, planifier le meeting du vendredi 2 mars avec Alain Krivine. De plus, une équipe est mise en place pour mieux préparer les meetings de l'organisation et l'intervention polémique dans ceux du PCF et du PS¹²³⁷. Au-delà de cette équipe, des responsables sont nommés pour le « travail contact » dans la salle du meeting, ainsi que des personnes pour amener « la presse ». L'organisation explique que tout ce travail préparatoire aux meetings n'a pas été fait, s'appuyant sur l'exemple des réunions lycéennes qui se contentent de « faire venir des orateurs ». Au niveau du système de presse, la Ligue imprime deux *Taupes rouges* centrales à vingt-cinq-mille exemplaires, et quarante-mille tracts pour appeler au meeting du vendredi 2 mars avec Alain Krivine¹²³⁸. Des affiches sont également imprimées. Au plan national, trois lots d'affiches existent : une sur *Rouge*, une autre « de propagande générale », et une dernière pour les panneaux électoraux¹²³⁹. Localement, des affiches spécifiques sont « tirées » : une pour appeler au meeting du 2 mars et une autre « de propagande générale », à cinq-mille exemplaires chacune, et deux-mille bandeaux avec les noms des candidats¹²⁴⁰. Le tract pour le meeting du 2 mars est typique de la campagne menée à Toulouse. C'est un appel à voter pour la Ligue communiste et Lutte ouvrière, ou « pour les autres candidats d'extrême-gauche » si ces deux forces ne sont pas présentes¹²⁴¹. Mettre un bulletin révolutionnaire dans l'urne serait « la meilleure façon d'affirmer la volonté de battre l'UDR et son régime, sans compter sur les Mitterrand, Fabre,

¹²³⁴ Cf. Document 45A, annexe 1 : Ligue communiste, *Circulaire sur la campagne*, *op. cit.*, p. 1.

¹²³⁵ *Ibid.*

¹²³⁶ *Ibid.*

¹²³⁷ *Ibid.*

¹²³⁸ Cf. Document 45B, annexe 1 : *Ibid.*, p. 2.

¹²³⁹ *Ibid.*

¹²⁴⁰ *Ibid.*

¹²⁴¹ Cf. Document 83A, annexe 2 : *Taupe rouge, Il faut que ça change !*, *op. cit.*, p. 1.

Marchais pour mener la lutte jusqu'à la victoire du socialisme¹²⁴² ». De plus, le verso de ce tract fait un étalage de trois luttes importantes : la grève à l'usine de Ruggieri, la mobilisation en faveur de « la contraception et de l'avortement libres et gratuits », ainsi qu'un entrefilet sur la campagne contre « l'armée du Capital¹²⁴³ ». Une autre circulaire locale explique concrètement l'organisation de la campagne. La direction de la Ligue communiste répartit les forces du groupe politique dans chaque circonscription où elle a un candidat et un suppléant. Des cellules de la SFQI y sont attribuées. Dans la quatrième circonscription, ce sont les cellules du Mirail, de Motorola, de l'ONIA et de la Santé. Dans la deuxième, les cellules de la SNCF, enseignante, des PTT, du centre doivent y intervenir. Enfin, dans la première circonscription, seules les cellules Sud-Aviation et Droit y militent¹²⁴⁴. Dans chaque circonscription, un « collectif de direction » est mis en place¹²⁴⁵. La répartition est volontairement inégale car les objectifs sont différents selon les zones. Pour la première circonscription, l'investissement est faible car la Ligue y recherche une « simple présence politique », par le biais de Daniel Bensaïd qui doit servir de « haut-parleur » des idées défendues. Dans la quatrième circonscription, où Jacques Giron est suppléant du candidat LO, la Ligue veut entamer un « travail d'implantation » en impliquant la majorité de ses forces. L'objectif est le même dans la deuxième circonscription avec Michel Pujol, même s'il est « moins poussé¹²⁴⁶ ». Des cellules de la SFQI toulousaine ne sont pas attribuées spécifiquement à des zones. C'est le cas de la cellule lycée qui a « assez de travail sur les bahuts », et les cellules sciences et médecine qui sont « affectées à des tâches précises, sans pour autant être détachées sur une circonscription¹²⁴⁷ ». Les collectifs de direction par circonscription ont plusieurs tâches politiques. Elles doivent planifier « minutieusement les activités dans leur quartier », « suivre » les réunions du PCF et du PS, ainsi que mener des « études concrètes » de leur lieu de militantisme¹²⁴⁸. De plus, chaque direction de circonscription doit organiser une assemblée générale des différentes cellules qui y sont affectées. L'objectif est de donner aux militants « un planning minutieux¹²⁴⁹ ». Ces directions

¹²⁴² Cf. Document 83A, annexe 2 : Taupe rouge, *Il faut que ça change !*, op. cit., p. 1.

¹²⁴³ Cf. Document 83B, annexe 2 : *Ibid.*, p. 2.

¹²⁴⁴ Cf. Document 49, annexe 1 : Ligue communiste, *Circulaire sur les législatives*, 1973, Toulouse, p. 1.

¹²⁴⁵ *Ibid.*

¹²⁴⁶ *Ibid.*

¹²⁴⁷ *Ibid.*

¹²⁴⁸ *Ibid.*

¹²⁴⁹ *Ibid.*

organisent également, sur chaque circonscription, un stage de formation « d'agitateurs » pour polémiquer avec le PCF et le PS. Ces stages regroupent des personnes « nommées par les directions et proposées par les cellules¹²⁵⁰ ». La Ligue communiste de Toulouse ne se contente pas de sa ville lors de ces élections législatives. Elle envoie des militants dans les villes de Pau et d'Albi pour aider ces sections¹²⁵¹. Des circulaires plus spécifiques à une cellule, détachée sur une circonscription, sont également rédigées. Par exemple, la circulaire pour la cellule PTT, attribuée à la deuxième circonscription, donne une vision plus précise du travail de l'organisation pendant cette campagne¹²⁵². Elle trace un double objectif pour la cellule, un approfondissement « de l'implantation » et la création « d'embryons de débordement sur des axes significatifs » pour préparer les luttes¹²⁵³. Il existe quatre niveaux de campagne pour la cellule, les interventions centrales sur la ville, les « initiatives de circonscription », le militantisme dans les entreprises, « à différencier suivant les centres » PTT¹²⁵⁴. Différents thèmes d'interventions sont actés pour cette cellule. Ils concernent l'emploi et l'auxiliariat, les conditions de travail dont le matériel doit être différent selon les centres PTT, l'armée, le soutien à la révolution indochinoise, puis les femmes et la sexualité¹²⁵⁵. Des commissions sont mises en place dans la cellule pour réfléchir sur ces thèmes, et voir s'il est possible de concrétiser les sujets selon les centres de tri. Elles doivent écrire « leur grille d'intervention et leur prétention politique, sous forme de plan à donner au bureau qui coordonnera les diverses initiatives¹²⁵⁶ ». La répartition des tâches est encore plus précise en proposant des militants pour la presse, le « travail sur l'Indochine », l'armée, le « travail femme », la trésorerie, un responsable pour la *Taupe rouge*, des personnes chargées du suivi pour la circonscription, l'extension de l'implantation et un militant chargé du planning¹²⁵⁷. Le bureau de la cellule est proposé comme direction de campagne pour les PTT¹²⁵⁸. Une formation technique sur le tirage et la mise en page du matériel est également actée¹²⁵⁹.

¹²⁵⁰ Cf. Document 49, annexe 1 : Ligue communiste, *Circulaire sur les législatives*, *op. cit.*, p. 1

¹²⁵¹ *Ibid.*

¹²⁵² Cf. Document 50A, annexe 1 : Méta, *Intervention sur les législatives sur PTT*, 1973, Toulouse, p. 1.

¹²⁵³ *Ibid.*

¹²⁵⁴ *Ibid.*

¹²⁵⁵ *Ibid.*

¹²⁵⁶ *Ibid.*

¹²⁵⁷ Cf. Document 50B, annexe 1 : *Ibid.*, p. 2.

¹²⁵⁸ *Ibid.*

¹²⁵⁹ *Ibid.*

Les meetings à Toulouse sont nombreux. Le premier meeting de présentation des candidats, début février, regroupe quatre-cents personnes. Une réunion-débat de trois-cents sympathisants est organisée le 11 février sur les « comités de grève et la démocratie ouvrière » avec André Fichaut. Le 14 février, un meeting étudiant sur « le socialisme et l'Homme nouveau » est également appelé. Mais c'est le meeting du 2 mars qui est central, avec les candidats, le suppléant et Alain Krivine. Deux-mille-cinq-cents à trois-mille personnes assistent à cette initiative¹²⁶⁰. Malgré ces réunions réussies, les scores de LO et de la Ligue sont modestes. Daniel Bensaïd, dans la première circonscription, récolte 1,88 % (850 voix). Dans la deuxième zone électorale, Michel Pujol atteint 2,65 % (1404 voix). Dans le troisième district, où la Ligue n'est pas présente, Lutte ouvrière obtient 1,75 %. Enfin, pour le suppléant de la Ligue dans la quatrième circonscription, la liste récolte 2,96 % (2085 voix)¹²⁶¹. La section locale de la SFQI met également les scores du PSU dans le camp des « révolutionnaires », aux côtés de ceux de LO et de la Ligue¹²⁶². Nous pouvons donc voir que les forces prioritairement investies dans la deuxième et dans la quatrième circonscription ont payé. Néanmoins, ce « bon » score est à relativiser par l'absence de candidatures PSU dans ces zones¹²⁶³. Dans un tract, l'organisation explique que ces élections ont « montré l'existence [...] d'un courant révolutionnaire¹²⁶⁴ ». Elle se donne l'objectif immédiat de « préparer les luttes », tout en appelant à voter pour l'Union de la gauche au second tour, sans illusion et dans le but de « battre » la droite¹²⁶⁵. Dans un bilan interne, la Ligue toulousaine note que cette campagne législative « a été la préoccupation centrale de l'organisation pendant plusieurs semaines¹²⁶⁶ ». Elle doit permettre « d'avancer » dans la construction du groupe. Cette campagne confère aussi à la SFQI des « responsabilités accrues » en tant que « petit parti » ayant une « audience¹²⁶⁷ ». Au niveau national, les scores de la Ligue communiste et de LO totalisent 286 140 voix (soit 2,1 %) ¹²⁶⁸. Plus spécifiquement, la Ligue obtient 89 932 voix

¹²⁶⁰ Cf. Document 82B, annexe 2 : Ligue communiste, *Après le premier tour*, mars 1973, Toulouse, p. 2.

¹²⁶¹ *Ibid.*

¹²⁶² *Ibid.*

¹²⁶³ *Ibid.*

¹²⁶⁴ Cf. Document 82A, annexe 2 : *Ibid.*, p. 1.

¹²⁶⁵ *Ibid.*

¹²⁶⁶ Cf. Document 48A, annexe 1 : Dietzgen, *Encore une fois...*, *op. cit.*, p. 1.

¹²⁶⁷ *Ibid.*

¹²⁶⁸ Henri Weber (dir.), « A propos des 780 000 voix de l'extrême gauche », *Rouge*, n° 196, 16 mars 1973, p. 5.

(soit 1,8 %) alors que Lutte ouvrière recueille 196 208 voix (soit 2,3 %)¹²⁶⁹. Cette différence entre les scores des deux organisations est analysée de différentes manières par la Ligue communiste. D'une part, ce serait l'absence d'une campagne télévisée, alors qu'Arlette Laguiller en a mené une « très efficace¹²⁷⁰ ». De l'autre, il y aurait un « refus de personnalisation, allant jusqu'à ne pas afficher le nom du candidat¹²⁷¹ ». Malgré la faiblesse relative de ces résultats, la LC en tire un bilan positif. Elle insiste « sur l'expérience politique irremplaçable » de ces élections qui ont permis de discuter directement avec les militants des « partis ouvriers traditionnels¹²⁷² ». L'organisation se réjouit également des mauvais scores de l'OCI, « partout distancés par les candidats LO-LC », même si elle s'inquiète des scores « légèrement supérieurs » de LO¹²⁷³.

Outre les élections présidentielles et ces législatives de 1973, la Ligue n'hésite pas à se présenter, ou à prendre position, dans d'autres échéances. L'organisation tente d'être unitaire envers le PSU et LO à la plupart des échéances municipales ou dans les législatives partielles. L'unité est parfois réalisée avec certaines organisations. Aux élections législatives de Bordeaux en septembre 1970, une candidature commune de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste est présentée¹²⁷⁴. La suppléance du candidat LO est attribuée à Jean Métais de la Ligue¹²⁷⁵. L'organisation regrette que l'unité ne se soit pas faite avec le PSU. En effet, les négociations entre la Ligue, Lutte ouvrière et le PSU n'ont pas abouti¹²⁷⁶. Le point de rupture est arrivé lorsque le PSU a mis trois conditions à une candidature commune : le refus « des noyaux communistes dans les syndicats », le refus « du droit de tendance dans le futur parti révolutionnaire » et le « soutien inconditionnel au gouvernement royal d'union khmère¹²⁷⁷ ». La Ligue dénonce « l'ambiguïté » du PSU et ces conditions « farfelues¹²⁷⁸ ». Le résultat de la candidature LO-LC est de 0,63 % des voix. Le bilan tiré est assez négatif, notamment sur la façon de mener la campagne par Lutte ouvrière. LO serait « simpliste » et trop « économiste »,

¹²⁶⁹ Henri Weber (dir.), « A propos des 780 000 voix de l'extrême gauche », *op. cit.*, p. 5.

¹²⁷⁰ *Ibid.*

¹²⁷¹ *Ibid.*

¹²⁷² SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 115.

¹²⁷³ *Ibid.*, p. 116.

¹²⁷⁴ *Ibid.*, p. 95.

¹²⁷⁵ *Ibid.*, p. 113.

¹²⁷⁶ Charles Michaloux (dir.), « pourquoi une candidature trotskyste ? », *Rouge*, n° 78, 7 septembre 1970, p. 3.

¹²⁷⁷ *Ibid.*

¹²⁷⁸ *Ibid.*

par exemple elle refuse « d'inclure une rapide analyse de la période » sur les affiches¹²⁷⁹. Un front unique plus large est mis en place pour les élections législatives partielles du douzième arrondissement de Paris en juin 1970¹²⁸⁰. Le candidat PSU et le suppléant LO sont soutenus par une « Union des Forces Socialistes et Révolutionnaires ». Cette union est composée de Lutte ouvrière, de la Ligue communiste, du PSU, de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire et du Comité d'Initiative pour un Mouvement Révolutionnaire¹²⁸¹. Le but est de mener une « campagne agitative de masse », avec des tracts diffusés à vingt-cinq-mille exemplaires. Les thèmes abordés sont nombreux : les luttes « anti-impérialistes et antibureaucratiques », les luttes ouvrières, les problèmes de la santé, les travailleurs immigrés, le logement et les transports, la jeunesse et ses problèmes d'emploi, d'enseignement et son embrigadement, ainsi que la situation des petits commerçants¹²⁸². Le résultat de cette élection est jugé décevant, sans chiffre précis¹²⁸³. La Ligue communiste dénonce publiquement, et de façon systématique, le manque d'unité des organisations d'extrême-gauche lors des échéances électorales. Elle le fait à la législative partielle du 9 mai 1976 à Tours, où elle présente un militant de la LCR, Frédéric Castello, jeune ouvrier électricien. L'organisation regrette que son candidat subisse la concurrence de Lutte ouvrière et du PSU¹²⁸⁴. Sa position est encore plus sévère à la législative partielle du 14 novembre 1976 dans le cinquième arrondissement de Paris. Bien qu'elle présente Henri Weber, la LCR parle « d'attitude irresponsable » dans la division de l'extrême-gauche et les différents candidats de LO, du PSU et de l'OCI¹²⁸⁵. Lorsqu'elle n'est pas en mesure de présenter des candidats, la LCR n'a pas peur d'appeler à voter pour d'autres partis. Lors des cantonales de février 1976, elle appelle à voter pour le PSU, puis pour ceux du PS, du PCF ou des écologistes quand « ces derniers ont une position anticapitaliste¹²⁸⁶ ». Les échéances municipales sont tout aussi importantes pour l'organisation. Les élections municipales de 1971 font l'objet d'une résolution spécifique adoptée par le comité central de

¹²⁷⁹ Charles Michaloux (dir.), « bordeaux : bilan d'une campagne révolutionnaire », *Rouge*, n° 81, 28 septembre 1970, p. 3.

¹²⁸⁰ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 113.

¹²⁸¹ Jean-Pierre Beauvais (dir.), « élections partielles dans le XIIe arrondissement », *Rouge*, n° 65, 25 mai 1970, p. 3.

¹²⁸² *Ibid.*

¹²⁸³ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 113.

¹²⁸⁴ *Ibid.*, p. 149.

¹²⁸⁵ *Ibid.*

¹²⁸⁶ *Ibid.*

la Ligue¹²⁸⁷. La SFQI écrit qu'on « ne peut pas se désintéresser purement et simplement du sort des municipalités¹²⁸⁸ ». Elle ouvre également la possibilité d'accords unitaires, en particulier avec Lutte ouvrière. Mais elle énonce de nombreuses réserves sur les possibilités « organisationnelles » de mener localement une campagne électorale¹²⁸⁹. En effet, la Ligue ne se sent pas prête à affronter ce type d'échéances politiques très localisées¹²⁹⁰. Au final, la SFQI ne présente aucun candidat au premier tour et appelle à « voter pour le PCF au second tour, partout où se déroulerait une confrontation avec une liste bourgeoise¹²⁹¹ ». À Toulouse, la situation est particulière pour l'élection municipale de 1971. Au premier tour, le PCF, le PSU et la Convention des Institutions Républicaines s'allient pour présenter une liste commune. La Ligue dénonce cette unité sans fond politique à cause des « divergences exposées tout au long de l'année dans la presse respective du PC et du PSU¹²⁹² ». Au deuxième tour, le PCF « court au secours du malheureux Bazerque bien mal en point, pour barrer la route de la réaction » et se rallie donc au PS¹²⁹³. La Ligue toulousaine appelle à « voter blanc ou nul » au second tour¹²⁹⁴. La raison principale est que la liste menée par Louis Bazerque représente « la partie la plus droitère » du PS et se compose de « modérés », de « centristes », « d'apolitiques » et un « bon nombre de réactionnaires authentiques¹²⁹⁵ ». La section toulousaine profite de cette situation pour dénoncer l'Union de la gauche qui « ne sert en définitive que la bourgeoisie¹²⁹⁶ ». Les élections municipales de mars 1977 sont une échéance importante sur le plan unitaire. Même si elle dépasse le cadre temporel de notre étude, nous ne pouvons pas passer à côté de cet accord unitaire national entre différentes forces d'extrême-gauche. En janvier 1977, un accord est conclu entre LO, la LCR et l'OCT pour présenter des listes communes sous l'intitulé « Pour le socialisme, le pouvoir aux

¹²⁸⁷ Charles Michaloux (dir.), « les révolutionnaires et les municipales », *Rouge*, n° 97, 18 janvier 1971, p. 2.

¹²⁸⁸ *Ibid.*

¹²⁸⁹ *Ibid.*

¹²⁹⁰ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 113.

¹²⁹¹ Charles Michaloux (dir.), « Après le premier tour », *Rouge*, n° 106, 22 mars 1971, p. 2.

¹²⁹² Cf. Document 72, annexe 2 : Charles Michaloux (dir.), « Les municipales : quelle unité ? », *La taupe rouge aérospatiale*, supplément à Rouge n° 106, 22 mars 1971, Toulouse, p. 1.

¹²⁹³ *Ibid.*

¹²⁹⁴ Cf. Document 73, annexe 2 : Charles Michaloux (dir.), *Taupe rouge santé*, n° 24, supplément à Rouge n° 106, 22 mars 1971, Toulouse, p. 5.

¹²⁹⁵ *Ibid.*

¹²⁹⁶ *Ibid.*

travailleurs¹²⁹⁷ ». Trente-deux villes importantes sont couvertes et la campagne permet à la Ligue de s'intéresser « aux cadres de vie » des populations, rompant avec sa structure de « type centraliste¹²⁹⁸ ». Pour Gilles Da-Ré, cette élection est « le déclic unitaire¹²⁹⁹ ». Les résultats sont très encourageants dans les trente-deux villes où ces organisations se présentent, atteignant régulièrement les 10 % de voix¹³⁰⁰. Seules six villes avoisinent les 2 %¹³⁰¹. À Toulouse, la liste d'extrême-gauche fait 8,33 %¹³⁰². Le bureau politique se félicite de ces scores qui ont servi « à affirmer la présence des révolutionnaires » dans un accord unitaire¹³⁰³.

Bilan d'étape :

Les relations entre la SFQI et les élections sont complexes. Au fil de la période étudiée, la Ligue a constamment évolué. Après le mouvement social de 1968, *Rouge* adopte une ligne de boycott des élections aux législatives de juin 1968 et sur le référendum d'avril 1969, organisé par Charles de Gaulle. Néanmoins, l'élection présidentielle de juin 1969 est l'occasion pour la nouvelle Ligue communiste de participer à cette « farce électorale » en présentant le « bidasse » Alain Krivine. Peu à peu, l'organisation participe à la majorité des échéances électorales et les utilise comme une tribune pour ses idées. Lors de sa participation aux élections, la SFQI doit faire face à une défiance provenant du milieu d'extrême-gauche. Elle y répond politiquement en rejetant le « crétinisme parlementaire » et ses deux faces : ceux croyant au changement de la société par les urnes et ceux pour qui toute participation est de l'électorisme. La plupart des groupes d'extrême-gauche continuent de boycotter les élections. L'organisation doit, également, faire face à des attaques virulentes provenant de l'OCI. Cette pression de son milieu militant est prégnante lors des législatives de 1968 et au référendum de 1969, mais elle s'en détache progressivement. Au moment de ces deux élections, la Ligue affirme « élections-pièges à cons ». Elle dénonce le caractère antidémocratique du référendum de 1969, et la trahison des organisations de masse du mouvement ouvrier qui ont couru vers les élections législatives de 1968. Pour la SFQI, ces

¹²⁹⁷ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 149.

¹²⁹⁸ *Ibid.*, p. 151.

¹²⁹⁹ Entretien avec Gilles Da-Ré, annexe 4 p. 369.

¹³⁰⁰ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 151.

¹³⁰¹ *Ibid.*

¹³⁰² Entretien avec Antoine Artous, annexe 4 p. 417.

¹³⁰³ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire...*, *op. cit.*, p. 151.

partis ont capitulé en préférant les urnes plutôt que le mouvement de masse et la grève générale.

Les élections présidentielles de 1969 et de 1974 sont des échéances centrales pour la Ligue communiste. La présentation du « bidasse » Krivine en 1969 a pour objectif de diffuser largement les idées de la Ligue. Une mobilisation s'engage afin d'imposer, au ministre des Armées, une permission « exceptionnelle » pour le candidat. L'étape suivante est de récolter cent signatures d'élus dans le but de se présenter. La campagne électorale doit expliquer le sens de mai-juin 1968 et d'en être le porte-parole pour la nouvelle génération révoltée. C'est également une tribune pour les idées révolutionnaires et un lieu de préparation des luttes qui suivront l'élection. La SFQI profite de cette campagne pour favoriser la création de comités rouges. Ces structures doivent être l'écho à la base de cette « campagne révolutionnaire ». Du côté de la Ligue, la mobilisation bat son plein. Alain Krivine passe à la télévision pour la première fois et accorde des interviews dans plusieurs journaux. L'organisation loue un petit avion permettant au candidat de tenir de nombreux meetings dans toute la France. Le point culminant de cette campagne nationale est le meeting parisien, le 26 mai, qui regroupe de six-mille à dix-mille participants. La mobilisation est tout aussi intensive à Toulouse. Elle permet une « percée militante » de la section locale. Les membres de la Ligue font campagne de manière effrénée en collant des affiches et en diffusant des tracts. Les ventes du journal *Rouge* explosent et vont de sept-cents à mille exemplaires. L'échéance centrale est le meeting au Palais des sports de Toulouse, le 27 mai, avec Alain Krivine, Daniel Bensaïd et Tariq Ali. Il regroupe cinq-mille personnes composées d'universitaires et d'ouvriers. D'autres « mini-meetings » ont également lieu, les 27 et 28 mai, devant Sud-Aviation en présence d'Alain Krivine, cinq-cents et quatre-cents personnes sont respectivement présentes. Mais la campagne électorale ne se déroule pas uniquement à Toulouse. Jacques Serieys est chargé de constituer des équipes par département dans la région Midi-Pyrénées, le Lot-et-Garonne et l'Aude. Ce militant, ainsi que Gérard Filoche a posteriori, critique le discours très « gauchiste » des interventions dans les meetings. Pour eux, le discours est trop propagandiste, ne pose pas la question du gouvernement et ne présente pas de programme à la population. Le score final est de 1,1 % des suffrages exprimés. Pour la Ligue, c'est un bon résultat et montre la potentialité des révolutionnaires. Dorénavant, chaque électeur d'Alain Krivine doit être organisé dans les comités rouges et la Ligue ne se prononce pas pour les deux candidats restant en lice, Alain Poher ou Georges Pompidou. La majorité de l'organisation revient vers la fin de la décennie sur cette période « triomphaliste » dans la construction d'un pôle révolutionnaire autour des 236 237 électeurs de la Ligue. Selon la SFQI, cette campagne a

tout de même permis d'apparaître nationalement et en dehors des facultés. Elle provoque un changement de rythme dans le militantisme de la Ligue. Pour la section toulousaine, l'élection présidentielle de 1969 donne lieu à une construction régionale, avec la constitution rapide de cellules à Pau, à Albi, à Montauban, à Muret et à Tarbes. Seule cette dernière subsiste durablement après la campagne. En plus de l'apparition du parti en dehors du secteur étudiant, la « campagne révolutionnaire » liquide les restes du petit groupe à fonctionnement familial. Pour l'élection présidentielle de 1974, une tentative unitaire, autour de la candidature de Charles Piaget (membre du PSU et dirigeant de la lutte de Lip), échoue après le ralliement électoral de la majorité du PSU à François Mitterrand. Le Front communiste révolutionnaire, créé à l'occasion de cette campagne et destiné à remplacer la Ligue communiste dissoute, décide finalement de présenter Alain Krivine une nouvelle fois. La recherche des signatures est plus difficile car les maires sont plus méfiants. Le FCR fait le choix d'une campagne « dépersonnalisée » en laissant le temps de parole de son candidat à des acteurs d'autres luttes. Les deux axes centraux de la campagne sont les attaques contre le programme commun de l'Union de la gauche et la défense des comités de soldats. Pour le FCR, le but de cette élection est d'exprimer au premier tour la défiance des travailleurs envers l'Union de la gauche, et ce dans la perspective où elle gagnerait au second tour. Le nombre de meetings est plus modeste, même si *Rouge* devient quotidien durant la campagne. À Toulouse, un meeting central est organisé par le FCR, le jeudi 25 avril, avec deux-mille-cinq-cents participants. Le résultat est médiocre avec 0,36 %, alors que Lutte ouvrière et Arlette Laguiller font 2,3 %. Pour Gérard Filoche, ce score provient d'un discours enflammé s'adressant à une catégorie « gauchiste d'étudiants », tandis que Lutte ouvrière a su parler aux travailleurs à travers un langage simple. La SFQI analyse ce faible score par la volonté de « dépersonnaliser » la candidature d'Alain Krivine. En effet, pour l'organisation la priorité était la préparation aux tâches révolutionnaires si François Mitterrand était élu. C'est dans ce sens, et afin de battre le bloc conservateur, que le FCR appelle à voter pour l'Union de la gauche au second tour.

Les élections législatives et municipales sont aussi l'occasion pour la SFQI de se présenter ou de se positionner. Elle tente à toutes ces échéances de parvenir à des listes unitaires. Pour les législatives de mars 1973, la Ligue demande à ses militants de s'inscrire sur les listes électorales dès 1972. Après de longs mois de négociations entre la Ligue, LO et l'OCI, un protocole d'accord sur la répartition des circonscriptions est signé entre Lutte ouvrière et la Ligue. La plupart des dirigeants de la SFQI se présentent, notamment Daniel Bensaïd à Toulouse. Très peu de femmes sont candidates et elles s'occupent généralement de la trésorerie. Au premier tour, la LC appelle à voter pour ses candidats et ceux de LO, et pour

les autres candidats révolutionnaires (l'OCI, les maoïstes ou le PSU) partout ailleurs. Au second tour, elle appelle à voter pour l'Union de la gauche dans le but de défaire le « bloc conservateur ». Le texte de l'accord LO-LC se base sur une campagne contre le programme de l'Union de la gauche et le parlementarisme. Ce document affirme également que seules une révolution socialiste et la lutte des classes peuvent changer la société. En se basant sur le fond politique de cet accord, la Ligue développe ses trois axes de campagne : une intense campagne anticapitaliste, une démythification du programme commun de l'Union de la gauche, et une campagne pour la démocratie ouvrière. Fin 1972, la SFQI organise un stage national pour préparer les candidats et les suppléants à cette échéance électorale. À Toulouse, la Ligue regrette l'absence d'accord avec le PSU et explique que sa campagne unitaire a pour axe le développement des luttes au maximum. La section locale continue d'utiliser les élections pour en faire une tribune idéologique. Daniel Bensaïd est candidat dans la première circonscription, Michel Pujol est dans la deuxième et Jacques Giron est suppléant du candidat de Lutte ouvrière dans la quatrième circonscription. Tous les autres districts de la Haute-Garonne ont un candidat LO. Malgré un début de campagne où les initiatives sont mal préparées, la SFQI toulousaine met en place des équipes pour mieux organiser ses meetings et intervenir dans ceux du PS et du PCF. Deux *Taupe rouge* centrales, un tract pour appeler au meeting du 2 mars avec Alain Krivine, et de multiples lots d'affiches sont imprimés. Localement, le tract d'appel au meeting du 2 mars montre bien les axes de campagne engagés. Il met l'accent sur les luttes pour l'avortement et la contraception, le travail antimilitariste et la grève à Ruggieri. Des circulaires à destination des militants de la Ligue sont diffusées. L'une d'entre elles porte sur l'organisation de la campagne et répartit les forces selon les zones. Des cellules sont attribuées dans la première, la deuxième et la quatrième circonscription. Des collectifs de direction sont également détachés sur ces circonscriptions. L'objectif est différencié selon la zone. Par exemple, la Ligue opère un travail d'implantation dans la quatrième et la deuxième circonscription. La troisième zone électorale n'a besoin que d'une simple présence politique dont le candidat assure le rôle de « haut-parleur ». Les directions de circonscription sont chargées de suivre ce travail et les réunions du PCF et du PS. Une autre circulaire pour la cellule PTT montre l'existence de quatre niveaux politiques dans la campagne : les initiatives de ville, les échéances dans la circonscription, l'intervention dans l'entreprise, et le militantisme selon les centres de tri PTT. De nombreux meetings ont lieu à Toulouse, mais c'est celui du 2 mars avec Alain Krivine qui est central pour la LC. L'organisation parvient à regrouper deux-mille-cinq-cents personnes à cette initiative. Les scores sont modestes. Dans la première circonscription, Daniel Bensaïd récolte 1,88 % des

voix, 2,65 % pour la deuxième avec Michel Pujol et 2,96 % dans la quatrième circonscription avec le suppléant Jacques Giron. Ces résultats montrent que la priorité donnée aux forces de la section dans la deuxième et la quatrième circonscription a réussi, même si c'est à relativiser au vu de l'absence de candidature du PSU. Cette campagne a été une préoccupation centrale pour la section locale et constitue une expérience politique irremplaçable pour le futur. Nationalement, les scores sont tout aussi modestes mais le bureau politique en tire un bilan positif. La Ligue explique la faiblesse de ses scores, et ceux plus élevés de LO, par le refus de « personnaliser » ses candidats et de mener une campagne télévisée. Mais la lutte pour le front unique se mène également dans les autres élections. La Ligue tente d'être présente, ou d'avoir une position, sur les élections législatives partielles. À Bordeaux en 1970, un militant de la Ligue est suppléant d'un membre de LO. Elle regrette l'absence d'unité avec le PSU qui n'a pas voulu se joindre à cet accord. Le résultat est décevant et les critiques fusent contre LO. Cette organisation aurait mené une campagne trop « économiste » et démagogique. Dans la législative partielle du douzième arrondissement en 1970, la Ligue soutient le candidat du PSU et son suppléant de LO. Cet appui se fait dans le cadre d'une Union des Forces Socialistes et Révolutionnaires, composée de la Ligue, du PSU, de LO, de l'AMR et du CIMR. Le score, non précisé, n'est pas bon. La SFQI présente un candidat dans les législatives partielles à Tours et dans le cinquième arrondissement de Paris en 1976. Elle considère irresponsable de ne pas avoir trouvé un accord unitaire. Les échéances municipales sont tout aussi importantes pour la SFQI. Aux élections municipales de 1971, la Ligue décide de ne pas se présenter car elle ne se sent pas prête à affronter ce type d'échéances. De plus, aucun accord unitaire n'a été possible. Elle appelle à voter pour le PCF au premier tour, tout en demandant des garanties à ces candidats. À Toulouse, la situation est différente, la Ligue dénonce l'unité sans fond politique du PCF avec le PSU et la CIR. En effet, tout au long de l'année, le PSU et le PCF ont eu des positions divergentes sur la plupart des sujets. La section locale de la SFQI appelle à « voter blanc ou nul » lors du second tour. Selon la Ligue, Louis Bazerque représente l'aile droite du PS et n'est pas de gauche, malgré le ralliement « opportuniste » du PCF. Même si elles dépassent notre période étudiée dans ce mémoire, nous ne pouvons pas passer à côté du « déclic unitaire » des élections municipales de 1977. En décembre 1976, un accord national est conclu entre LO, la LCR et l'OCT pour se présenter dans trente-deux villes sous le slogan « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ». Les résultats sont bons, atteignant 10 % dans la majorité des villes où ces organisations se présentent. À Toulouse, la liste fait 8,33 % des voix. La LCR tire un bilan positif en expliquant que ces résultats affirment « la présence des révolutionnaires ». Nous

pouvons constater que l'unité électorale, et ses tentatives tout au long des années 1970, octroie finalement une dynamique permettant ces bons scores.

Conclusion générale

De 1968 à 1976, la SFQI a évolué sous les coups de la situation politique. Ce courant doit d'abord faire face à l'adversité dans les années 1960 au sein du PCF. Le stalinisme, ses répressions et ses intimidations ne permettent pas à ce courant de se développer. Mais ses initiatives de solidarité internationale et contre l'impérialisme touchent une partie importante de la jeunesse. C'est le rôle majoritaire de ce courant dans plusieurs sections de l'UNEF et dans l'UEC qui élargit son audience politique. Après son exclusion de l'UEC en 1966, la JCR développe ses propres lignes et se retrouve en phase avec le mouvement social de mai-juin 1968. L'organisation est majoritaire dans le mouvement étudiant toulousain et l'organise, avec d'autres forces, dans le Mouvement du 25 avril. Ce nom est choisi en corrélation avec le Mouvement du 22 mars de Nanterre. Malgré les efforts de la JCR, les liens entre les travailleurs et les étudiants sont limités, à l'instar de toute la France. Les raisons sont principalement dues à l'hostilité et au poids conséquent de la CGT et du PCF parmi les travailleurs. Cette hégémonie dans les entreprises n'est pas immédiatement menacée, mais la chape de plomb est soulevée grâce au mouvement étudiant. Au sortir de mai-juin 1968, la JCR a grandi numériquement et politiquement. Mais l'essentiel de ses effectifs est implanté dans la jeunesse. La fusion entre la JCR et le PCI fait adopter à la nouvelle organisation, la Ligue communiste fondée en 1969, un schéma d'organisation léniniste aux théories trotskistes. Comme la plupart des groupes d'extrême-gauche après mai-juin 1968, la Ligue communiste se tourne vers les entreprises. Le travail ouvrier devient une préoccupation principale, l'organisation développe des groupes Taupe rouge qui se coordonnent parfois régionalement et nationalement. Ces groupes publient des « feuilles » *Taupe rouge* dont l'objectif est de parler des problèmes spécifiques à l'entreprise où elles sont diffusées. Une commission ouvrière supervise ce travail à Toulouse et subit des évolutions tout au long des années 1970. Elle devient progressivement un lieu de coordination des militants de la Ligue syndiqués à la FEN, à la CGT et à la CFDT. L'organisation se sert de sa jeune base militante pour s'implanter parmi les salariés, et ce à travers le jumelage de cellules étudiantes et de cellules d'entreprise. Les bilans politiques sont positifs dans les secteurs de la santé, des PTT et de la SCNF. Des tentatives d'implantation ont également été réalisées à l'ONIA, dans l'aérospatiale et dans les nouvelles industries telles que Motorola. La théorie de la « transcroissance organisationnelle » est un élément central pour la Ligue. Grâce à ce concept, elle explique son passage de petite organisation étudiante « trotsko-guévariste » à un petit parti ouvrier sur des

bases marxistes. Cette transcroissance justifie le caractère transitoire de ses structures et sa lutte contre le spontanéisme à l'intérieur et à l'extérieur de la Ligue. Ce spontanéisme serait issu du mouvement étudiant et pose de nombreux problèmes de discipline organisationnelle, ainsi que des difficultés dans l'orientation politique qui privilégie des actions minoritaires. Pour s'arracher du milieu étudiant et se tourner résolument vers les entreprises, elle doit lutter contre le spontanéisme. Une orientation guide l'implantation de la Ligue ; c'est le clivage du mouvement social sur ses bases politiques. C'est en ce sens que se créent les comités rouges lycéens ou étudiants, ainsi que les groupes Taupe rouge. L'imminence révolutionnaire et ces structures doivent permettre aux travailleurs et à la jeunesse de s'organiser sur des bases anticapitalistes. L'orientation de la Ligue fonctionne dans une période de montée des mobilisations sociales, car elle arrive à recruter et à s'implanter durablement. Mais la période de reflux des luttes tend à crispier les lignes politiques de l'organisation qui se heurte à un terrain défavorable aux aspirations révolutionnaires. Malgré cela, la Ligue communiste, puis la Ligue communiste révolutionnaire en 1974, font partie des organisations ayant le plus profité politiquement et numériquement de mai-juin 1968. Ce courant est une force centrale dans les mobilisations des années 1970. À Toulouse, la situation matérielle est précaire mais la Ligue possède tout de même un local, une ronéotypeuse et un permanent officiellement payé en 1971. Nationalement, la situation est plus avantageuse avec une rotative achetée en 1975 pour imprimer le quotidien *Rouge* et une équipe complète de permanents politiques. Cette infrastructure permet à l'organisation de prendre son essor, tant à Toulouse qu'au niveau national. Malgré un *turn-over* de militants très important, la Ligue ne connaît pas la crise des groupes maoïstes. En effet, sa presse est foisonnante, ses débats sont nombreux même s'ils deviennent de plus en plus tendus et son implantation militante est en progrès.

Au-delà de ses cadres organisationnels et la compréhension de ses priorités d'implantation, notre mémoire s'intéresse aux multiples lignes politiques qui se sont exprimées au sein de la Ligue communiste. L'actualité politique nationale et mondiale se répercute sur la SFQI. Du printemps de Prague à la guerre du Vietnam, en passant par le premier choc pétrolier et le scandale américain du Watergate, ces événements ont une influence sur la situation politique. De plus, la succession des luttes d'ampleur dans les années 1960 aboutit au mouvement social de mai-juin 1968. Malgré un contexte économique où le chômage progresse considérablement, doublé d'une inflation et une urbanisation galopantes, les luttes continuent dans les années 1970. La démission de Charles de Gaulle en 1969 et les succès électoraux de l'Union de la gauche entraînent des débats dans la Ligue. Elle critique le programme commun, dénonce l'impérialisme soviétique et américain, tout en

réaffirmant sa solidarité aux luttes ouvrières comme Lip. Généralement, les débats au sein de l'organisation ont lieu dans les cellules sur un sujet particulier. La démocratie interne est primordiale pour la Ligue, et n'importe quel militant peut diffuser son point de vue dans la section locale. C'est en ce sens que les tendances politiques à l'intérieur de la SFQI ont une place centrale. Chaque congrès devient un lieu de confrontation entre ces tendances. En 1969, à la fondation de la Ligue communiste, le groupe politique choisit majoritairement l'adhésion à la Quatrième Internationale et une structuration de type léniniste. L'orientation majoritaire se confronte à sa minorité qui refuse cette adhésion et préfère un fonctionnement moins « centralisateur ». La section toulousaine est très majoritairement sur la position de Daniel Bensaïd qui est favorable à l'adhésion à la Quatrième internationale. Le congrès national de 1971 lance le manifeste de la Ligue communiste qui engage la section toulousaine, début 1972, à organiser une série de meetings sur le sujet. En 1972, le congrès toulousain de la SFQI redéfinit les contours organisationnels de la section. Mais c'est en vue du congrès national de fin 1972 que les débats commencent à se durcir. La parution des BI 30, 33 et 34 entraîne de nombreux débats. La Ligue considère que mai-juin 1968 est une répétition générale avant une révolution imminente. Le renforcement de son service d'ordre, le front unique envers l'Union de la gauche et les stratégies d'implantation dans les mouvements sociaux sont discutés. Une alliance se forme entre le BI 30 et le BI 34 contre le BI 33. Pour ce congrès de 1972, le BI 30 et 34 sont majoritaires à Toulouse, face à un BI 33 assez fort en termes de voix. Pour le congrès national de 1974, six mois d'intenses débats entre la Tendances 1, la T2, la T3 et la T4 aboutissent à la fondation de la LCR. Les sujets de discussion sont sensiblement les mêmes et concernent le front unique, ainsi que la stratégie d'implantation de masse. C'est la Tendances 2 qui reste majoritaire en défendant le concept d'avant-garde ouvrière large et le « découpage » dans le mouvement social d'un pôle révolutionnaire. La situation toulousaine est particulière, avec une réorientation depuis plusieurs années développant l'implantation de masse. Cette nouvelle majorité locale, qui s'allie avec les anciens animateurs du BI 33, se réclame tout de même de la T2 nationale. Elle est en position dominante face à une T3 qui récolte de 15 % à 33 % des voix. Au fil des congrès, plusieurs débats stratégiques sont récurrents : l'attitude envers les « réformistes », les stratégies dans les luttes et vis-à-vis des directions syndicales, ainsi que la construction du parti. Les tendances ont un fonctionnement propre et sont représentées proportionnellement dans les structures de direction. Les rapports entre les militants peuvent être durs, mais ils sont à situer dans le contexte de mai-juin 1968 et la création d'un groupe politique « à partir de rien ». La teneur des débats est plus belliqueuse lors de la retombée sociale du mouvement.

Pour diffuser largement leurs idées et être au contact des travailleurs, les militants de la SFQI se syndiquent dans la CGT, la FEN et la CFDT. À Toulouse, une forte quantité de militants est à la CFDT, même si la majorité reste à la CGT. L'influence dans cette dernière n'est pas négligeable, notamment dans la santé. La Ligue communiste dénonce publiquement les attitudes de la CGT envers le patronat et son refus de la démocratie ouvrière. Le groupe trotskiste se préoccupe aussi d'analyser les évolutions de la « fraction PCF » à l'intérieur de la CGT, tout en étudiant les effectifs du syndicat dans la Haute-Garonne pour se fixer des objectifs d'implantation. Face à ces militants toulousains, la direction de la CGT choisit de leur donner des postes à responsabilité pour les « neutraliser », ou leur fait barrage en leur interdisant de militer ou de manifester. Dans la CFDT toulousaine, les militants de la SFQI sont essentiellement présents dans les PTT et parmi les infirmières. Après des relations cordiales avec la direction de la CFDT de Haute-Garonne, qui voit d'un bon œil les militants révolutionnaires pour créer des sections syndicales, les rapports se tendent lors du « recentrage » de la CFDT à partir de 1973-1974. Le soutien des comités de soldats par certains syndicats CFDT de la Haute-Garonne, où la Ligue est influente, instaure une chape de plomb. Dès le départ, la SFQI prépare minutieusement les congrès syndicaux en tentant de monter un courant oppositionnel à la direction de la CFDT. La prise de responsabilités des militants révolutionnaires est plus rapide qu'à la CGT. À la FEN, la Ligue toulousaine est impliquée dans la tendance École Émancipée avec de nombreux postes dirigeants. Elle y joue un rôle de premier plan et se confronte aux deux tendances « bureaucratiques » de la FEN qui sont liées au PS et au PCF. Pour permettre cet investissement syndical, la Ligue communiste possède en son sein des structures adaptées. Passant d'une commission ouvrière centrale à des commissions par syndicat au niveau de la ville, les instances évoluent. En parallèle à ces commissions syndicales, des fractions existent et servent à élaborer une ligne politique « bétonnée » contre les directions « bureaucratiques ». En plus de ces fractions, il en existe des « élargies » qui ont les mêmes fonctions mais sont ouvertes aux sympathisants de la Ligue. Des débats sur le rôle ou la nécessité de ces fractions se posent à la CFDT et à la FEN. Néanmoins, elles perdurent jusqu'à 1974 où il est acté que la période politique ne se prête plus à ce type de structuration et qu'il faut respecter l'indépendance des organisations de masse. Les fractions syndicales sont donc progressivement remplacées par les commissions syndicales où tout n'est plus élaboré ni tranché. Pendant les grèves, les militants de la Ligue restent sur le principe d'être « un pas devant les masses ». La SFQI revendique l'auto-organisation par le biais des comités de grève et des assemblées générales. Sa stratégie se base sur l'extension du conflit pour aboutir à une grève générale reconductible. L'investissement

des militants de la Ligue est notable dans les luttes de Motorola et des PTT en 1974, avec des désaccords sur la stratégie à suivre entre les militants des PTT et la direction locale de la Ligue. C'est dans ces mobilisations que les directions syndicales de la CGT, de la FEN ou de la CFDT s'opposent frontalement à ces militants révolutionnaires. Quand elle n'est pas impliquée directement dans le mouvement, les militants de la Ligue se chargent de populariser les grèves en écrivant des articles dans *Rouge*, en lançant des collectes d'argent, des meetings et des collectifs unitaires de soutien.

Tout au long de la période étudiée, la SFQI se mobilise sur différents thèmes et se base sur des théories pour se construire et comprendre la situation politique. La première théorie utilisée est la Dialectique des Secteurs d'Intervention. La DSI est l'implantation dans la classe ouvrière par le biais des forces militantes de la jeunesse. Le but est de partir de la périphérie du mouvement ouvrier vers le centre. À Toulouse, des cellules étudiantes sont jumelées avec des cellules ouvrières ou interviennent seules sur une entreprise spécifique. Des débats ont lieu sur le rythme de construction de ces cellules jumelées et la création de nouvelles cellules ouvrières. La DSI est un échec relatif, car il est impossible de s'implanter durablement de « l'extérieur », sans aucune stratégie à long terme. La deuxième théorie est l'Avant-Garde Ouvrière Large. L'AGOL est la cible politique prioritaire de la DSI et représente la couche des travailleurs radicalisés par mai-juin 1968. Mais ces deux théories évoluent avec une DSI qui se base, non plus sur la jeunesse étudiante, mais sur la jeunesse ouvrière. Concernant l'AGOL, un débat s'engage sur sa caractérisation qui ne serait pas spécifiquement ouvrière. Comme la DSI, l'AGOL est remise en cause entre 1972 et 1974 à cause de sa trop grande rigueur théorique. D'autres concepts modèlent l'organisation. Une idée s'impose dans ce groupe politique, dès la sortie de mai-juin 1968. Ce mouvement social n'est qu'une répétition générale pour la future révolution imminente. Le seul problème a été la faible implantation de la JCR dans les entreprises, et la construction du parti révolutionnaire est donc à l'ordre du jour. La formule « l'Histoire nous mord la nuque », prononcée par Daniel Bensaïd, résume bien la ligne politique de l'organisation qui est reprise dans le BI 30 en vue du congrès national de 1972. Trois idées sont réaffirmées : l'imminence de la révolution, la crise définitive du stalinisme et la réaffirmation de la violence révolutionnaire face à l'État. Ces idées ont des conséquences organisationnelles, comme la constitution d'un service d'ordre capable d'affrontements partiels. L'imminence révolutionnaire implique également la constitution de « Fronts rouges », par exemple le Front de Solidarité Indochine à Toulouse, dont le but est de cliver et de détacher l'avant-garde vers l'organisation, dans un contexte de crise du stalinisme. C'est en 1976 et en 1977 que l'évolution théorique est actée en remettant

en cause ces idées. La révolution n'est pas arrivée et le stalinisme ne s'est pas effondré. Sur son terrain de prédilection qu'est la jeunesse, la SFQI tente également de se structurer et de théoriser l'évolution de la situation politique. Daniel Bensaïd et Camille Scalabrino écrivent *Le Deuxième souffle ?* et expliquent l'éclatement du mouvement étudiant, ainsi que la mort de ses différentes organisations. Pour restructurer ce mouvement, il faut un parti révolutionnaire capable de lui redonner un second souffle. Cette théorie fait émerger les concepts d'Organisation Rouge de la Jeunesse et du Mouvement Rouge de la Jeunesse. À Toulouse, en 1970, le projet du MRJ est repoussé à court terme. Le refus d'une organisation spécifique de la jeunesse liée au parti révolutionnaire, l'ORJ, est acté en 1971. La section toulousaine a majoritairement été porteuse de ce refus. Elle tente tout de même, en suivant la ligne nationale, de constituer la Fédération Nationale des Comités de Lutte, sous la coupe de la Ligue communiste. Seuls le « tournant étudiant » et le retour au syndicalisme universitaire en 1975 mettent un coup d'arrêt à la constitution de ces « Fronts rouges ». La Ligue distingue trois sortes de jeunesse et participe à ses mobilisations. Le milieu lycéen et étudiant sont ses lieux d'implantation principaux. La SFQI participe aux mobilisations de 1973 et de 1976. À Toulouse, les lycéens de la Ligue structurent les comités rouges autour du journal lycéen *La Jeune Garde*. L'autre lieu d'intervention est le Collège d'Enseignement Technique. L'organisation essaie de s'y implanter par le biais du journal *l'Apprenti Enchaîné*. Les CET se mobilisent pendant le mouvement de 1973 et la section toulousaine construit la Coordination Permanente des CET. Cette structure est un exemple pour l'organisation nationale. De plus, la Ligue de Toulouse caractérise les lycéens des CET comme une « jeunesse pré-ouvrière », contrairement au national qui ne différencie pas assez les lycées et les CET. Outre les mobilisations de la jeunesse, les années 1970 font face à de nombreux types de mouvements sociaux auxquels la Ligue participe. Le travail antimilitariste prend de l'ampleur avec la mobilisation lycéenne de 1973 sur le sursis militaire. *L'Appel des Cent*, qui est un manifeste de soldats pour leurs droits démocratiques initié par la Ligue, lance un long mouvement dans l'armée. Des comités de soldats se forment et aboutissent à une manifestation de militaires à Draguignan le 10 septembre 1974. La Ligue est le fer de lance de cette lutte et diffuse à Toulouse des bulletins de caserne à Niel, à Franczal ou encore à Balma. Au niveau du mouvement écologiste, les positions sont tout d'abord « pro-nucléaire » dans la SFQI. Mais le groupe politique change progressivement et crée même une commission nationale nucléaire en 1975. L'organisation couvre, relaie et participe au mouvement écologiste du Larzac qui lutte contre l'extension du camp militaire sur le plateau. La Ligue s'implique dans ce mouvement par le biais des revendications antimilitaristes. La SFQI, dans son ensemble,

prend réellement en compte le mouvement écologiste et ses revendications spécifiques dans les années 1980. Une autre mobilisation à laquelle participe la Ligue communiste est le Mouvement de Libération des Femmes. Initialement hostile au féminisme, l'organisation l'accepte progressivement grâce à ses militantes dans les commissions femmes. La Ligue communiste est par contre rapidement investie dans la lutte pour l'avortement et la contraception. Les comités du Mouvement de Libération pour l'Avortement et la Contraception se développent, et les militants de la Ligue y sont largement impliqués. C'est à partir de 1974 que les femmes s'engagent réellement dans le MLF grâce à la création de groupes femmes dans les quartiers. Elles construisent la tendance féministe lutte des classes dans le MLF. L'évolution de la Ligue est flagrante et des « groupes Sand » non mixtes sont créés en son sein, lors du congrès constitutif de la LCR en 1974. Ces groupes luttent, avec succès, contre le sexisme à l'intérieur de l'organisation. À Toulouse, le mouvement féministe crée la Maison des Femmes en 1976. Les militantes de la LCR fondent un Centre des femmes aux alentours de 1976, près de la gare Matabiau, suite aux divergences entre les différentes tendances du MLF. Le dernier thème de mobilisation majeure est le mouvement homosexuel et lesbien qui est concomitant au féminisme. La Ligue communiste est hostile au Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire fondé en 1971, à l'instar de l'ensemble de la gauche politique et syndicale, et ce malgré la présence de militants de la SFQI au sein du FHAR. L'acceptation politique de l'homosexualité est très progressive au sein de la LCR. En 1975 se forme le Groupe de Libération Homosexuelle-Politique et Quotidien qui se définit comme révolutionnaire, et où de nombreux militants de la LCR interviennent. Mais le déclic se fait réellement en 1977, avec la création d'une commission nationale homosexualité. Tout au long des années 1970, à Toulouse et nationalement, la question de l'homosexualité reste très peu prise en compte.

La problématique qui reste centrale dans la SFQI est le front unique, ainsi que la construction du parti révolutionnaire en s'appuyant sur les recompositions du mouvement ouvrier. La Ligue adapte la politique du front unique dans une formule générale « initiative-unité d'action-débordement ». L'organisation doit prendre des initiatives politiques pour imposer l'unité d'action. Quand cette unité est réalisée, le débordement sur la gauche des « réformistes » doit se faire pour imposer les revendications radicales du mouvement social. C'est le *Bulletin Intérieur 30*, en vue du congrès de 1972, qui systématise cette orientation. Malgré des exemples réussis de débordement à Toulouse et à Tarbes, cette tactique reste limitée à cause de l'avènement de l'Union de la gauche. Cette union est une donnée structurante dans les années 1970. Après l'avoir dénoncée comme un simple accord de gestion

du capitalisme, la Ligue affine ses positions en vue du congrès de 1972. De multiples positions y sont défendues, avec des caractérisations sur la nature ouvrière ou bourgeoise du PS et du PCF. C'est le vote pour le PCF et le PS comme « dynamique de classe » qui est majoritaire. Pour la Ligue, les travailleurs votant pour cette union le font en toute sincérité et la majorité d'entre eux est encore influencée par ces partis. L'Union de la gauche devient le débouché politique de mai-juin 1968 pour la plupart des acteurs du mouvement social. La Ligue constate ce fait et son isolement. Elle évolue durant le congrès de 1974 en prenant comme point de départ l'influence du PS et du PCF, et propose une solution gouvernementale. La LCR revendique un « gouvernement des organisations ouvrières », plaçant le PS et le PCF devant ses responsabilités en cas de victoire. La Ligue polémique publiquement avec les militants du PCF par le biais de tracts et de brochures. Ses relations avec le PSU et les groupes révolutionnaires sont différentes. La SFQI toulousaine considère qu'un axe LO-Ligue-PSU doit être créé pour peser face au PCF. Il permettrait également de recomposer l'extrême-gauche autour de lui. Les relations sont plus difficiles avec les anarchistes et les maoïstes. Elles se bornent à une collaboration dans le Mouvement du 25 avril pendant mai-juin 1968. La solidarité est par contre de mise lors de la répression contre les groupes maoïstes et anarchistes, même si la Ligue condamne publiquement les actes minoritaires « coupés des masses ». C'est le cas lors de l'occupation de la cité universitaire de l'Arsenal par les maoïstes en 1970, et sa répression policière. À Toulouse, c'est avec le PSU et LO que le travail unitaire s'approfondit. Un travail commun difficile est entamé avec le PSU sur les entreprises. Il l'est tout autant sur les facultés, mais des actions communes ont tout de même lieu comme un cortège révolutionnaire unitaire le 1^{er} mai 1971. En 1972, la majorité de la Ligue propose de fusionner avec cette organisation, une invitation refusée par Michel Rocard. Bien que la section toulousaine du PSU ait choisi l'unité avec les révolutionnaires, elle continue de tergiverser. Suite au départ de Michel Rocard pour le PS, la Ligue se tourne à nouveau vers le PSU en 1974 et des discussions nationales sont amorcées. Mais la direction du PSU refuse à nouveau d'envisager une fusion à court terme, tout en ouvrant la porte à de futures actions communes. La Ligue communiste entame également des discussions avec LO en vue d'une fusion. À Toulouse, le bilan est assez mauvais, malgré des « feuilles de boîtes » communes aux PTT et à l'ONIA. Les pratiques concernant le travail ouvrier sont jugées trop différentes entre LO et la Ligue. Néanmoins, la SFQI toulousaine se sert des rencontres d'entreprise entre les militants pour connaître l'implantation ouvrière de LO. Concernant les autres groupes trotskistes tels que Révolution!, la Ligue est très sceptique sur sa tentative d'implantation même si elle considère qu'il faut rester vigilant. Pour l'AJS et l'OCI, aucune

initiative unitaire sérieuse n'est entamée au vu de leur faiblesse locale. Mais c'est la recomposition du mouvement ouvrier qui préoccupe le courant LC/LCR. L'organisation n'échappe pas à ces recompositions et subit trois scissions majeures de 1968 à 1977. En 1971, la minorité de la Ligue depuis sa fondation crée Révolution!, la Tendance 4 lors du congrès de la LCR en 1974 quitte l'organisation pour rejoindre en grande partie l'OCI, et de nombreux militants de la Tendance 3 fondent les CCA avec une autre minorité du PSU en 1977. Des militants rejoignent également la Ligue pendant cette période. En 1972, ce sont de nombreux militants et dirigeants de l'aile marxiste du PSU qui adhèrent à la Ligue. Ils considèrent que c'est devenu une organisation « sérieuse » au vu de son implantation et de sa volonté à construire le parti révolutionnaire. Cette question traverse d'ailleurs toute l'extrême-gauche. Après une phase « triomphaliste » au sortir de mai-juin 1968, la Ligue met à l'ordre du jour la construction de ce parti révolutionnaire dont elle considère n'être qu'une portion. Mais en 1975, la situation a changé et la LCR considère que le regroupement de l'avant-garde large ne peut se faire à partir de ses propres forces. Pour appuyer les recompositions, la Ligue continue d'analyser les autres forces politiques et syndicales en sortant des brochures ou des circulaires spécifiques. De plus, elle reconnaît positivement tous les événements de jonction entre les révolutionnaires et les militants de la CGT et du PCF.

L'apparition de la SFQI dans le paysage politique français se joue également au niveau des élections. À Toulouse ou dans le reste de la France, la Ligue tente l'unité avec les autres organisations ouvrières pour les échéances électorales. Tenant d'une ligne de boycott des élections législatives de 1968 et du référendum de 1969, la LC évolue en participant à la présidentielle de 1969 qu'elle considère comme une « farce électorale ». Constamment sous pression de son milieu d'extrême-gauche, elle dénonce cependant le « crétinisme parlementaire » et ses deux faces qui consistent à vouloir changer la société par les urnes ou à considérer toute participation aux élections comme de l'électorisme. C'est avec cette optique que la Ligue communiste présente le « bidasse » Alain Krivine à l'élection présidentielle de juin 1969. Après avoir levé les obstacles des cent signatures d'élus, une « campagne révolutionnaire » s'engage pour être le porte-parole des idées de la nouvelle génération de mai-juin 1968. Cette élection est une tribune pour les idées de la Ligue communiste. De nombreux meetings ont lieu et le point culminant est celui de Paris, le 26 mai, avec environ dix-mille participants. La mobilisation est tout aussi intense à Toulouse, où les ventes de *Rouge* explosent et dont l'échéance principale est le meeting du 27 mai qui regroupe cinq-mille personnes, avec Alain Krivine, Daniel Bensaïd et Tariq Ali. La campagne est également menée au niveau régional et permet la constitution de cellules à Pau, à Albi, à

Montauban, à Muret et à Tarbes (seule cette dernière a subsisté). Le score est de 1,1 % et la Ligue proclame que chaque électeur doit être organisé dans un comité rouge. Malgré le discours « gauchiste » et sa phase « triomphaliste », cette campagne réussit à faire apparaître nationalement l'organisation en dehors des facultés. Localement, elle sert à liquider les restes du « petit groupe à fonctionnement familial ». Pour l'élection présidentielle de 1974, après une tentative unitaire autour de Charles Piaget qui échoue, le FCR, nouvellement créé, présente Alain Krivine. Cette campagne dénonce les illusions du programme commun de l'Union de la gauche et soutient les comités de soldats. Elle est placée sous le signe de la « dépersonnalisation » d'Alain Krivine qui laisse sa place à des acteurs en lutte au moment de ses prises de parole à la télévision ou à la radio. Le discours est enflammé et s'adresse à une catégorie « gauchiste » d'étudiants. À Toulouse, un meeting est organisé le 25 avril et regroupe deux-mille-cinq-cents participants. Le score médiocre de 0,36 % est à comparer à celui d'Arlette Laguiller qui fait 2,3 % grâce à son langage simple. Le FCR appelle à voter, sans illusion, pour l'Union de la gauche au second tour. Les élections législatives de 1973 sont aussi l'occasion de se présenter pour la SFQI. Un accord unitaire de répartition des circonscriptions est passé entre LO et la Ligue. La plupart des dirigeants de la LC se présentent. Le but est de mener une intense campagne anticapitaliste, une « démystification » de l'Union de la gauche et pour la démocratie ouvrière, tout en soutenant les luttes locales. À Toulouse, Michel Pujol, Jacques Giron comme suppléant d'un candidat de LO et Daniel Bensaïd se présentent dans trois circonscriptions. Des directions politiques sont mises en place par circonscriptions, au niveau de la ville mais aussi par entreprises. Les circonscriptions sont différenciées dans l'investissement militant, certaines ont pour objectif une implantation politique après la campagne. Un meeting central est organisé le 2 mars avec Alain Krivine et regroupe deux-mille-cinq-cents personnes. Cette campagne électorale est une préoccupation centrale pour l'organisation et lui permet de constituer une expérience politique irremplaçable. Aux différentes élections législatives partielles, la Ligue essaie d'être unitaire, ou a minima d'avoir une position en ce sens. À Bordeaux, en 1970, un militant de la Ligue est suppléant d'un candidat de LO, tout en regrettant l'absence d'unité du PSU. Dans le douzième arrondissement de Paris, la SFQI soutient le candidat du PSU, dans le cadre d'un regroupement large de forces d'extrême-gauche. Par contre, la LCR présente son propre candidat à Tours et dans le cinquième arrondissement de Paris en 1976, en considérant toutefois « irresponsable » le manque d'unité. Les élections municipales sont tout aussi importantes dans le calendrier politique de l'organisation. En 1971, la Ligue toulousaine dénonce l'unité sans fond entre le PSU, le PCF et le CIR au premier tour, à cause des

divergences publiques qui les opposent. Au second tour, elle appelle à voter blanc ou nul, car le candidat du PS, soutenu par le PCF, représente son « aile droitère ». Aux élections municipales de 1977, c'est le « déclic unitaire » avec un accord entre LO, la Ligue et l'OCT. Les résultats sont bons, atteignant 10 % dans certaines villes. À Toulouse, le score est de 8,33 %. L'insistance de la SFQI pour des accords unitaires aux élections a finalement payé en 1977.

Notre mémoire a donc permis de répondre à une série de problématiques concernant la SFQI à Toulouse de 1968 à 1976. Bien sûr, des allers-retours entre le national, l'international et le local étaient nécessaires afin de mieux comprendre le choix des orientations stratégiques, son adéquation avec l'époque et ses spécificités en tant que jeune organisation en plein développement. Nous pouvons, tout de même, essayer de voir les différents apports supplémentaires qui peuvent être traités dans de futurs travaux de recherche. En premier lieu, il serait intéressant de continuer les entretiens de militants de la Ligue. En effet, nous n'avons pas fait le tour de la question, de nombreux militants pourraient apporter de nouveaux éclairages sur l'organisation toulousaine. Par exemple, c'est le cas de Daniel Laplace, Joël Trottard et Jacques Giron. Ces trois militants ont été en direction de ville de la Ligue et ont occupé une place centrale. Pierre Robin, animateur de la cellule SNCF jusqu'en 1975, serait également intéressant à rencontrer. Les entretiens déjà réalisés ont une faiblesse, ils concernent peu de femmes. Ce fait est en partie dû à la faible représentativité des femmes dans l'organisation, même si elles ont pourtant eu un rôle important à cette époque. Deux militantes de la Ligue, Monique-Lise Cohen et Cathy Granier, et une proche sympathisante, Irène Corradin, seraient actuellement disponibles pour un entretien. En outre, nous sommes certains qu'il peut être intéressant de retrouver des militants qui n'avaient pas de responsabilités directionnelles particulières, car les militants de la Ligue déjà interviewés ont tous des postes en ce sens. L'ampleur numérique de l'organisation toulousaine rend possible cette recherche. En effet, leur point de vue permettrait d'accroître la compréhension des activités et de l'ambiance du groupe politique. Mais pour approfondir notre travail de recherche, nous devrions ouvrir le panel d'entretiens à tout le spectre politique et syndical de gauche à Toulouse. Il est nécessaire, vu l'antagonisme avec la Ligue, de réaliser des interviews de militants du PCF et de la CGT, seul Alain Rumeau de l'usine Breguet a été interrogé. L'implication de la Ligue dans la CFDT de la Haute-Garonne est réelle, des entretiens de militants ou de dirigeants de la CFDT, non membres de l'organisation révolutionnaire, sont à faire. C'est également le cas pour l'UNEF, avec la centralité de ce groupe trotskiste dans les facultés toulousaines. Afin d'accentuer la recherche sur ses relations

envers les autres groupes politiques d'extrême-gauche, des militants et dirigeants des groupes maoïstes, anarchistes, de Lutte ouvrière et du PSU sont à trouver pour réaliser des entretiens. Même s'il est plus compliqué d'y accéder, le point de vue de l'État et de ses multiples services, notamment les fiches des Renseignements Généraux, permettraient d'avoir les chiffres « officiels » et les caractérisations des militants de la SFQI à Toulouse. Les archives déjà répertoriées ne sont pas exhaustives, de nouvelles sources écrites doivent certainement exister dans les différents centres d'archives départementales à Perpignan, à Agen et à Tarbes. Une série significative de militants de la Ligue vivent désormais dans ces villes. De plus, les centres d'archives parisiens, comme le Centre d'Études et de Recherches sur les Mouvements Trotskystes et Révolutionnaires Internationaux, doivent comporter des sources concernant la région toulousaine. Le plus probable est de trouver des archives dans les locaux du Nouveau Parti Anticapitaliste (issu de la LCR) à Paris et de sa librairie La Brèche. Du côté des sources privées, de nombreux militants en ont certainement encore chez eux. Nous savons que c'est le cas pour Pierre Robin ou Daniel Laplace. Nous n'avons pas répertorié toutes les sources de Jacques Serieys, car nous ne les avons pas jugées utiles pour la période, les thèmes ou la ville étudiés. Il reste donc beaucoup d'archives à trouver et qui permettraient, peut-être, des éclairages différents ou des apports supplémentaires. Nous n'avons pas fait tout ce travail de longue haleine pour plusieurs raisons. Le manque de temps, ce n'est pas une thèse, mais surtout la peur d'être « submergé » par la masse d'entretiens et de documents à traiter. Nous avons jugé suffisant l'état actuel de nos sources pour le travail à mener.

En plus du travail « pratique » qui reste à faire, de multiples thèmes et périodes historiques peuvent fournir des éléments de recherche suffisants dans le but d'étudier ce courant politique. Dans notre mémoire, nous avons exploré, de façon générale, les différents thèmes de mobilisation qui percutent la Ligue communiste. Chacun de ces sujets mériterait un travail de recherche spécifique. En effet, les militantes toulousaines de la SFQI ont un réel impact sur le mouvement féministe et sur leur organisation. Il en est de même pour la lutte contre l'extrême-droite, trop brièvement traitée, et la structuration locale qui en résulte en termes de service d'ordre et ses multiples instances. Des commissions « spéciales » existaient pour mener à bien des « actions coups de poing » contre l'extrême-droite, mais également sur d'autres problématiques. Concernant ce sujet, le problème est l'absence de sources écrites au vu des activités extra-légales qui en résultent. Il faudrait se tourner vers les entretiens oraux des membres de ces structures, s'ils acceptent d'en parler. La solidarité internationaliste mériterait aussi des approfondissements, notamment la collaboration avec les antifranquistes de l'État espagnol que la section toulousaine aide amplement. La difficulté est la même sur les

sources écrites, mais des militants toulousains devraient pouvoir apporter des éléments nouveaux. Malgré une recherche soutenue sur les rapports de force dans les différentes assemblées générales et congrès locaux, nous pensons qu'il est possible d'approfondir les recherches sur les tendances, les sensibilités et la kyrielle d'orientations. En effet, nous savons qu'il existait des réunions entre membres d'une même tendance, mais nous n'avons pas en notre possession d'entretiens oraux ou de documents sur le sujet. Un autre thème pouvant être abordé sont les raisons qui peuvent conduire un militant à quitter l'organisation. En effet, la Ligue dans son ensemble a subi de nombreux départs individuels tout au long des années 1970. Par exemple, Michel Pujol, candidat de la Ligue toulousaine aux élections législatives de 1973, quitte ce groupe en 1975. Dans la même lignée, quel est l'impact du militantisme sur ces personnes ? Quelles sont les conséquences de l'activisme dans les relations familiales et personnelles ? Est-ce qu'il y a une « désinsertion » sociale, ou non, des militants vis-à-vis de la population ?

La période que nous avons choisi de traiter va de 1968 à 1976. Elle correspond à un moment spécifique, de la naissance publique et du réel développement de l'organisation jusqu'à la fin d'une période historique marquée par le retour du chômage et de la crise économique. De plus, 1976 est centrale dans la SFQI car c'est le changement des théories fondatrices de l'organisation, notamment sur l'imminence de la révolution, la critique de sa phase « triomphaliste » et sa prise en compte réelle des nouveaux mouvements sociaux. Néanmoins, une recherche plus longue sur la durée aurait tout autant d'intérêt. La phase antérieure à mai-juin 1968 recèle d'événements. En effet, le PCI est impliqué dans le soutien au Front de Libération Nationale algérien. À Toulouse, son implantation est faible et de réels antagonismes apparaissent entre le PCI et la JCR avant mai-juin 1968. De plus, les tendances à l'intérieur de l'UEC, dont est issue la JCR, doivent être mieux analysées. Une recherche sur la période postérieure à 1976 serait également intéressante. Le deuxième congrès de la LCR a lieu en janvier 1977 et acte plusieurs changements entamés l'année précédente. La principale évolution concerne le retour au syndicalisme étudiant à travers le Mouvements d'Action Syndicale, qui fusionnera avec l'UNEF-Indépendante et Démocratique en 1980. Quel a donc été l'impact de ce changement sur les facultés toulousaines ? En outre, ce congrès entraîne de nouveaux débats, entre les tendances politiques internes, sur la recomposition du mouvement ouvrier et les formules gouvernementales. C'est également le début d'un rapprochement avec l'OCI, qui échoue en 1979. Ce revers aboutit à une scission de quatre-cents militants de la Ligue vers l'OCI. En allongeant la période étudiée, nous pourrions mieux appréhender l'attitude de la Ligue communiste, à Toulouse et en France, vis-à-vis de la victoire électorale

du PS en 1981. Nationalement, par exemple, la SFQI considère que c'est un « effet différé » de mai-juin 1968. Tous les éléments que nous venons d'énumérer montrent les possibilités de réaliser des mémoires ou des thèses sur le sujet. Nous nous sommes contentés de poser, modestement, une pierre pour de futures études sur ce courant politique dont l'influence a marqué Toulouse, et la France, dans « les années 1968 ».

ANNEXE N°1

DOCUMENTS INTERNES DE LA SFQI :

Les documents mentionnés ci-dessous sont tous disponibles sur la clé USB livrée avec ce mémoire, dans le dossier intitulé Annexe 1.

- Document 1A : Cercles Rouge, *Bulletin des diffuseurs de Rouge*, n° 2, décembre 1968, Paris, p. 18.
- Document 1B : Cercles Rouge, *Bulletin des diffuseurs de Rouge*, n° 2, décembre 1968, Paris, p. 32.
- Document 2A : Ligue communiste, *Bulletin des enseignants*, avril 1969, Toulouse, p. 3.
- Document 2B : Ligue communiste, *Bulletin des enseignants*, avril 1969, Toulouse, p. 4.
- Document 3 : Buscas, Danilov, Valles, *Texte de Buscas, Danilov, Valles sur le déroulement du congrès de ville des 7 et 8 juin 1969*, 11 juin 1969, Toulouse, p. 1.
- Document 4A : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969*, Juin 1969, Toulouse, p. 14.
- Document 4B : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969*, Juin 1969, Toulouse, p. 18.
- Document 4C : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969*, Juin 1969, Toulouse, p. 19.
- Document 4D : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969*, Juin 1969, Toulouse, p. 20.
- Document 4E : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969*, Juin 1969, Toulouse, p. 21.

- Document 4F : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969*, Juin 1969, Toulouse, p. 22.
- Document 4G : Ligue communiste, *Congrès régional de juin 1969*, Juin 1969, Toulouse, p. 23.
- Document 5 : Cellule Philosophie, *Motion de la cellule Philo*, septembre 1969, Toulouse, p. 1.
- Document 6A : Ligue communiste, *Flo rouge n° 4*, octobre-novembre 1969, Toulouse, p. 2.
- Document 6B : Ligue communiste, *Flo rouge n° 4*, octobre-novembre 1969, Toulouse, p. 8.
- Document 6C : Ligue communiste, *Flo rouge n° 4*, octobre-novembre 1969, Toulouse, p. 12.
- Document 6D : Ligue communiste, *Flo rouge n° 4*, octobre-novembre 1969, Toulouse, p. 13.
- Document 6E : Ligue communiste, *Flo rouge n° 4*, octobre-novembre 1969, Toulouse, p. 14.
- Document 7A : Ligue communiste, *Flo rouge n° 5*, décembre 1969, Toulouse, p. 1.
- Document 7B : Ligue communiste, *Flo rouge n° 5*, décembre 1969, Toulouse, p. 3.
- Document 7C : Ligue communiste, *Flo rouge n° 5*, décembre 1969, Toulouse, p. 7.
- Document 7D : Ligue communiste, *Flo rouge n° 5*, décembre 1969, Toulouse, p. 8.
- Document 8A : Anthony, *Le mouvement de la jeunesse rouge et nos tâches*, 1969, Toulouse, p. 1.
- Document 8B : Anthony, *Le mouvement de la jeunesse rouge et nos tâches*, 1969, Toulouse, p. 2.
- Document 8C : Anthony, *Le mouvement de la jeunesse rouge et nos tâches*, 1969, Toulouse, p. 3.
- Document 8D : Anthony, *Le mouvement de la jeunesse rouge et nos tâches*, 1969, Toulouse, p. 4.
- Document 8E : Anthony, *Le mouvement de la jeunesse rouge et nos tâches*, 1969, Toulouse, p. 6.
- Document 8F : Anthony, *Le mouvement de la jeunesse rouge et nos tâches*, 1969, Toulouse, p. 9.
- Document 9A : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès ? - La construction de l'organisation et la période politique*, 1969, Toulouse, p. 2.
- Document 9B : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès ? - La construction de l'organisation et la période politique*, 1969, Toulouse, p. 3.
- Document 9C : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès ? - La construction de l'organisation et la période politique*, 1969, Toulouse, p. 4.
- Document 9D : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès ? - La construction de l'organisation et la période politique*, 1969, Toulouse, p. 5.
- Document 9E : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès ? - La construction de l'organisation et la période politique*, 1969, Toulouse, p. 6.
- Document 9F : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès ? - La construction de l'organisation et la période politique*, 1969, Toulouse, p. 7.
- Document 9G : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès ? - La construction de l'organisation et la période politique*, 1969, Toulouse, p. 8.
- Document 9H : Anthony et Noé, *Pourquoi un congrès ? - La construction de l'organisation et la période politique*, 1969, Toulouse, p. 9.
- Document 10A : Cercle Rouge Ouvrier, *Bilan du travail ouvrier sur Toulouse*, 1969, p. 2.
- Document 10B : Cercle Rouge Ouvrier, *Bilan du travail ouvrier sur Toulouse*, 1969, p. 3.
- Document 10C : Cercle Rouge Ouvrier, *Bilan du travail ouvrier sur Toulouse*, 1969, p. 4.

- Document 11A : Dauriac, *Bilan du travail lycéen et construction du Mouvement de la jeunesse rouge*, 1969, Toulouse, p. 1.
- Document 11B : Dauriac, *Bilan du travail lycéen et construction du Mouvement de la jeunesse rouge*, 1969, Toulouse, p. 2.
- Document 12A : Direction de la Ligue communiste, *Éléments d'analyse pour la construction régionale de la Ligue*, 1969, Toulouse, p. 1.
- Document 12B : Direction de la Ligue communiste, *Éléments d'analyse pour la construction régionale de la Ligue*, 1969, Toulouse, p. 2.
- Document 12C : Direction de la Ligue communiste, *Éléments d'analyse pour la construction régionale de la Ligue*, 1969, Toulouse, p. 3.
- Document 12D : Direction de la Ligue communiste, *Éléments d'analyse pour la construction régionale de la Ligue*, 1969, Toulouse, p. 5.
- Document 12E : Direction de la Ligue communiste, *Éléments d'analyse pour la construction régionale de la Ligue*, 1969, Toulouse, p. 7.
- Document 12F : Direction de la Ligue communiste, *Éléments d'analyse pour la construction régionale de la Ligue*, 1969, Toulouse, p. 8.
- Document 13A : Garrin et Kemal, *Texte sur le journal lycéen « La Jeune Garde »*, 1969, Toulouse, p. 1.
- Document 13B : Garrin et Kemal, *Texte sur le journal lycéen « La Jeune Garde »*, 1969, Toulouse, p. 2.
- Document 14 : Ligue communiste, *Rapport étudiant*, 1969, Toulouse, p. 2.
- Document 15A : Ligue communiste, *Rapport de direction et résolutions*, 1969, Toulouse, p. 3.
- Document 15B : Ligue communiste, *Rapport de direction et résolutions*, 1969, Toulouse, p. 4.
- Document 15C : Ligue communiste, *Rapport de direction et résolutions*, 1969, Toulouse, p. 6.
- Document 15D : Ligue communiste, *Rapport de direction et résolutions*, 1969, Toulouse, p. 8.
- Document 15E : Ligue communiste, *Rapport de direction et résolutions*, 1969, Toulouse, p. 10.
- Document 16A : Triton, *Rapport d'activité C.E.T.*, 1969, Toulouse, p. 2.
- Document 16B : Triton, *Rapport d'activité C.E.T.*, 1969, Toulouse, p. 6.
- Document 16C : Triton, *Rapport d'activité C.E.T.*, 1969, Toulouse, p. 7.
- Document 17A : Direction de la Ligue communiste Toulouse, *Rapport d'organisation*, Janvier 1970, Toulouse, p. 1.
- Document 17B : Direction de la Ligue communiste Toulouse, *Rapport d'organisation*, Janvier 1970, Toulouse, p. 2.
- Document 17C : Direction de la Ligue communiste Toulouse, *Rapport d'organisation*, Janvier 1970, Toulouse, p. 3.
- Document 17D : Direction de la Ligue communiste Toulouse, *Rapport d'organisation*, Janvier 1970, Toulouse, p. 4.

- Document 17E : Direction de la Ligue communiste Toulouse, *Rapport d'organisation*, Janvier 1970, Toulouse, p. 5.
- Document 18A : Ligue communiste, *Flo rouge n° 7*, février 1970, Toulouse, p. 1.
- Document 18B : Ligue communiste, *Flo rouge n° 7*, février 1970, Toulouse, p. 2.
- Document 18C : Ligue communiste, *Flo rouge n° 7*, février 1970, Toulouse, p. 3.
- Document 18D : Ligue communiste, *Flo rouge n° 7*, février 1970, Toulouse, p. 5.
- Document 18E : Ligue communiste, *Flo rouge n° 7*, février 1970, Toulouse, p. 6.
- Document 18F : Ligue communiste, *Flo rouge n° 7*, février 1970, Toulouse, p. 8.
- Document 18G : Ligue communiste, *Flo rouge n° 7*, février 1970, Toulouse, p. 9.
- Document 18H : Ligue communiste, *Flo rouge n° 7*, février 1970, Toulouse, p. 10.
- Document 18I : Ligue communiste, *Flo rouge n° 7*, février 1970, Toulouse, p. 11.
- Document 18J : Ligue communiste, *Flo rouge n° 7*, février 1970, Toulouse, p. 14.
- Document 19A : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 1, mai 1970, Toulouse, p. 1.
- Document 19B : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 1, mai 1970, Toulouse, p. 11.
- Document 19C : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 1, mai 1970, Toulouse, p. 12.
- Document 19D : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 1, mai 1970, Toulouse, p. 14.
- Document 20 : Trividic, *Sur le problème des apparitions centrales de l'organisation*, 20 octobre 1970, Toulouse, p. 1.
- Document 21A : Dubois, *Pour un débat politique de fond sur le travail jeune et la réévaluation du projet MRJ*, 21 octobre 1970, Toulouse, p. 1.
- Document 21B : Dubois, *Pour un débat politique de fond sur le travail jeune et la réévaluation du projet MRJ*, 21 octobre 1970, Toulouse, p. 5.
- Document 22A : Anthony, *Nos rapports unitaires : premier bilan*, 1970, Toulouse, p. 2.
- Document 22B : Anthony, *Nos rapports unitaires : premier bilan*, 1970, Toulouse, p. 3.
- Document 22C : Anthony, *Nos rapports unitaires : premier bilan*, 1970, Toulouse, p. 4.
- Document 22D : Anthony, *Nos rapports unitaires : premier bilan*, 1970, Toulouse, p. 5.
- Document 22E : Anthony, *Nos rapports unitaires : premier bilan*, 1970, Toulouse, p. 6.
- Document 22F : Anthony, *Nos rapports unitaires : premier bilan*, 1970, Toulouse, p. 7.
- Document 22G : Anthony, *Nos rapports unitaires : premier bilan*, 1970, Toulouse, p. 8.
- Document 23 : Lanceaux, *La campagne armée à Toulouse*, 1970, Toulouse, p. 1.
- Document 24A : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou le Bulletin Enseignant de préparation au Congrès*, 1970, Toulouse, p. 3.
- Document 24B : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou le Bulletin Enseignant de préparation au Congrès*, 1970, Toulouse, p. 5.
- Document 24C : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou le Bulletin Enseignant de préparation au Congrès*, 1970, Toulouse, p. 6.

- Document 24D : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou le Bulletin Enseignant de préparation au Congrès*, 1970, Toulouse, p. 7.
- Document 24E : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou le Bulletin Enseignant de préparation au Congrès*, 1970, Toulouse, p. 8.
- Document 24F : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou le Bulletin Enseignant de préparation au Congrès*, 1970, Toulouse, p. 9.
- Document 24G : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou le Bulletin Enseignant de préparation au Congrès*, 1970, Toulouse, p. 10.
- Document 24H : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou le Bulletin Enseignant de préparation au Congrès*, 1970, Toulouse, p. 11.
- Document 24I : Ligue Communiste, *l'aigle rouge ou le Bulletin Enseignant de préparation au Congrès*, 1970, Toulouse, p. 12.
- Document 25A : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 2, 23 juin 1971, Toulouse, p. 2.
- Document 25B : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 2, 23 juin 1971, Toulouse, p. 5.
- Document 25C : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 2, 23 juin 1971, Toulouse, p. 6.
- Document 25D : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 2, 23 juin 1971, Toulouse, p. 7.
- Document 25E : Ligue communiste, *Bulletin intérieur*, n° 2, 23 juin 1971, Toulouse, p. 8.
- Document 26 : Direction de ville, *Circulaire de DV : résolution organisationnelle sur l'intervention dans la jeunesse scolarisée*, 3 octobre 1971, Toulouse, p. 1.
- Document 27 : Direction de ville, *Circulaire hebdomadaire de réu de DV*, 4 octobre 1971, Toulouse, p. 1.
- Document 28 : Ligue communiste, *Réunion de Direction de ville*, 8 novembre 1971, Toulouse, p. 1.
- Document 29 : Direction ouvrière, *Compte-rendu réunion D.O*, 9 novembre 1971, Toulouse, p. 1.
- Document 30 : Kerza, *Lutte Ouvrière*, novembre 1971, Toulouse, p. 1.
- Document 31 : Direction de ville, *Réu de DV*, 7 décembre 1971, Toulouse, p. 2.
- Document 32A : Direction ouvrière, *Circulaire de DO*, 22 décembre 1971, Toulouse, p. 1.
- Document 32B : Direction ouvrière, *Circulaire de DO*, 22 décembre 1971, Toulouse, p. 2.
- Document 33 : Kemal, *Rapport secteur lycéen*, 1971, Toulouse, p. 2.
- Document 34A : Kerza, *Circulaire L.O*, 1971, Toulouse, p. 1.
- Document 34B : Kerza, *Circulaire L.O*, 1971, Toulouse, p. 2.
- Document 35A : Direction de ville, *Compte-rendu de DV*, 23 janvier 1972, Toulouse, p. 1.
- Document 35B : Direction de ville, *Compte-rendu de DV*, 23 janvier 1972, Toulouse, p. 2.
- Document 36A : Darthez, *Sur notre travail dans le CFDT et la tendance*, 29 janvier 1972, Toulouse, p. 3.
- Document 36B : Darthez, *Sur notre travail dans le CFDT et la tendance*, 29 janvier 1972, Toulouse, p. 4.

- Document 36C : Darthez, *Sur notre travail dans le CFDT et la tendance*, 29 janvier 1972, Toulouse, p. 5.
- Document 37A : Direction de ville, *Compte-rendu DV*, 7 février 1972, Toulouse, p. 1.
- Document 37B : Direction de ville, *Compte-rendu DV*, 7 février 1972, Toulouse, p. 2.
- Document 38 : Direction de ville, *Compte-rendu de la DV*, 14 février 1972, Toulouse, p. 2.
- Document 39 : Buscas, *Déclaration tendance « bolchévique-léniniste »*, 15 novembre 1972, Toulouse, p. 1.
- Document 40A : Antoni, *Texte de la Direction de ville*, 1972, Toulouse, p. 7.
- Document 40B : Antoni, *Texte de la Direction de ville*, 1972, Toulouse, p. 11.
- Document 40C : Antoni, *Texte de la Direction de ville*, 1972, Toulouse, p. 12.
- Document 41 : Cellule Mirail, *Rapport cellule Mirail*, 1972, Toulouse, p. 4.
- Document 42 : Ligue communiste, *La période politique et nos tâches*, 1972, Toulouse, p. 1.
- Document 43 : Ligue communiste, *Projet de résolution*, 1972, Toulouse, p. 1.
- Document 44A : Darthez et Garai, *Une fois de plus sur la fraction élargie CFDT*, 16 janvier 1973, Toulouse, p. 2.
- Document 44B : Darthez et Garai, *Une fois de plus sur la fraction élargie CFDT*, 16 janvier 1973, Toulouse, p. 3.
- Document 45A : Ligue communiste, *Circulaire sur la campagne*, février 1973, Toulouse, p. 1.
- Document 45B : Ligue communiste, *Circulaire sur la campagne*, février 1973, Toulouse, p. 2.
- Document 46A : Lanceau et Lautrec, *L'organisation toulousaine n'a visiblement pas trouvé sa voie*, 15 mai 1973, Toulouse, p. 1.
- Document 46B : Lanceau et Lautrec, *L'organisation toulousaine n'a visiblement pas trouvé sa voie*, 15 mai 1973, Toulouse, p. 3.
- Document 47 : Anthony et Kerzanet, *Réponse au texte de Lanceau et Lautrec sur l'organisation toulousaine*, 11 juin 1973, Toulouse, p. 1.
- Document 48A : Dietzgen, *Encore une fois... Construire la Ligue pour construire le parti !*, 1973, Toulouse, p. 1.
- Document 48B : Dietzgen, *Encore une fois... Construire la Ligue pour construire le parti !*, 1973, Toulouse, p. 15.
- Document 49 : Ligue communiste, *Circulaire sur les législatives*, 1973, Toulouse, p. 1.
- Document 50A : Méta, *Intervention sur les législatives sur PTT*, 1973, Toulouse, p. 1.
- Document 50B : Méta, *Intervention sur les législatives sur PTT*, 1973, Toulouse, p. 2.
- Document 51 : Garcin, *circulaire PSU n° 2*, 1975, Paris, p. 2.
- Document 52A : Ligue communiste révolutionnaire, *Centre de recherches socialistes*, n° 40, janvier 1976, Paris, p. 5-6.
- Document 52B : Ligue communiste révolutionnaire, *Centre de recherches socialistes*, n° 40, janvier 1976, Paris, p. 9-10.

- Document 52C : Ligue communiste révolutionnaire, *Centre de recherches socialistes*, n° 40, janvier 1976, Paris, p. 11-12.
- Document 52D : Ligue communiste révolutionnaire, *Centre de recherches socialistes*, n° 40, janvier 1976, Paris, p. 13-14.
- Document 52E : Ligue communiste révolutionnaire, *Centre de recherches socialistes*, n° 40, janvier 1976, Paris, p. 43.
- Document 53 : Ligue communiste, *Ecole ouvrière*, sans date, Toulouse, p. 1.
- Document 54A : Ligue communiste, *Notre intervention dans la CGT*, sans date, Toulouse, p. 1.
- Document 54B : Ligue communiste, *Notre intervention dans la CGT*, sans date, Toulouse, p. 4.
- Document 54C : Ligue communiste, *Notre intervention dans la CGT*, sans date, Toulouse, p. 8.
- Document 54D : Ligue communiste, *Notre intervention dans la CGT*, sans date, Toulouse, p. 9.
- Document 55 : Ligue communiste, *Sur révolution*, sans date, Toulouse, p. 1.
- Document 56A : Picquet, *Nos tâches aujourd'hui dans la CGT*, sans date, Toulouse, p. 2.
- Document 56B : Picquet, *Nos tâches aujourd'hui dans la CGT*, sans date, Toulouse, p. 3.
- Document 56C : Picquet, *Nos tâches aujourd'hui dans la CGT*, sans date, Toulouse, p. 7.

ANNEXE N°2

TRACTS ET JOURNAUX :

Les documents mentionnés ci-dessous sont tous disponibles sur la clé USB livrée avec ce mémoire, dans le dossier intitulé Annexe 2.

- Document 57 : Ligue communiste, *L'Apprenti Enchaîné*, mars 1969, Toulouse, p. 1.
- Document 58 : La Taupe rouge, *Bulletin des comités rouge ouvriers du Sud-Ouest*, n° 2, juillet 1969, Toulouse, p. 6.
- Document 59A : La Taupe rouge, *Bulletin ouvrier des cellules de la Ligue communiste (Toulouse)*, n° 5, 9 décembre 1969, Toulouse, p. 1.
- Document 59B : La Taupe rouge, *Bulletin ouvrier des cellules de la Ligue communiste (Toulouse)*, n° 5, 9 décembre 1969, Toulouse, p. 2.
- Document 59C : La Taupe rouge, *Bulletin ouvrier des cellules de la Ligue communiste (Toulouse)*, n° 5, 9 décembre 1969, Toulouse, p. 8.
- Document 60A : Jean-Pierre Beauvais (dir.), *La Jeune garde journal des comités rouge lycéens du Sud-Ouest*, n° 3, supplément à Rouge, décembre 1969, Toulouse, p. 2.

- Document 60B : Jean-Pierre Beauvais (dir.), *La Jeune garde journal des comités rouge lycéens du Sud-Ouest*, n° 3, supplément à Rouge, décembre 1969, Toulouse, p. 11.
- Document 61 : Comités rouge lycéens du Sud-Ouest, *La Jeune Garde*, n° 1, 1969, Toulouse, p. 2.
- Document 62 : Ligue communiste, *L'Apprenti Enchaîné*, n° 3 nouvelle série, janvier 1970, Toulouse, p. 5.
- Document 63 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), *La Jeune garde journal des comités rouge lycéens du Sud-Ouest*, n° 4, supplément à Rouge n° 51, février 1970, Toulouse, p. 7.
- Document 64 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Bulletin du bâtiment de la Ligue communiste », *L'Étincelle* n° 3, supplément à Rouge n° 54, 5 mars 1970, Toulouse, p. 2.
- Document 65 : Comité rouge Déodat, *La Rectifieuse*, mars 1970, Toulouse, p. 1.
- Document 66 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), *La Jeune garde journal des comités rouge lycéens du Sud-Ouest*, n° 5, supplément à Rouge n° 60, avril 1970, Toulouse, p. 5.
- Document 67A : Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Bulletin ouvrier de la Ligue communiste », *La taupe rouge*, supplément à Rouge n° 62, 4 mai 1970, Toulouse, p. 1.
- Document 67B : Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Bulletin ouvrier de la Ligue communiste », *La taupe rouge*, supplément à Rouge n° 62, 4 mai 1970, Toulouse, p. 3.
- Document 67C : Jean-Pierre Beauvais (dir.), « Bulletin ouvrier de la Ligue communiste », *La taupe rouge*, supplément à Rouge n° 62, 4 mai 1970, Toulouse, p. 4.
- Document 68 : Jean-Pierre Beauvais (dir.), *La Jeune garde journal des comités rouge lycéens du Sud-Ouest*, n° 6, supplément à Rouge n° 63, mai 1970, Toulouse, p. 4.
- Document 69A : Comité rouge de Rangueil et cellule sciences de la Ligue communiste, *Le catalyseur*, n° 6, 3 juin 1970, Toulouse, p. 2.
- Document 69B : Comité rouge de Rangueil et cellule sciences de la Ligue communiste, *Le catalyseur*, n° 6, 3 juin 1970, Toulouse, p. 4.
- Document 69C : Comité rouge de Rangueil et cellule sciences de la Ligue communiste, *Le catalyseur*, n° 6, 3 juin 1970, Toulouse, p. 5.
- Document 69D : Comité rouge de Rangueil et cellule sciences de la Ligue communiste, *Le catalyseur*, n° 6, 3 juin 1970, Toulouse, p. 6.
- Document 70 : Charles Michaloux (dir.), *Taupe rouge*, supplément à Rouge n° 90, 30 novembre 1970, Toulouse, p. 1.
- Document 71 : Lutte ouvrière-Cellule PTT de la Ligue communiste, *Effectifs insuffisants aux PTT... Et pourtant on licencie !*, 1970, Toulouse, p. 1.
- Document 72 : Charles Michaloux (dir.), « Les municipales : quelle unité ? », *La taupe rouge aérospatiale*, supplément à Rouge n° 106, 22 mars 1971, Toulouse, p. 1.
- Document 73 : Charles Michaloux (dir.), *Taupe rouge santé*, n° 24, supplément à Rouge n° 106, 22 mars 1971, Toulouse, p. 5.
- Document 74 : Ligue communiste, *Taupe rouge APC*, 6 mai 1971, Toulouse, p. 3.

- Document 75A : Lutte ouvrière-Taupé rouge, *Les camarades de I ont raison ! Le patron doit céder !*, 13 mai 1971, Toulouse, p. 1.
- Document 75B : Lutte ouvrière-Taupé rouge, *Les camarades de I ont raison ! Le patron doit céder !*, 13 mai 1971, Toulouse, p. 2.
- Document 76 : Lutte ouvrière-Taupé rouge, *Capital assassin !*, 4 juin 1971, Toulouse, p. 1.
- Document 77A : Charles Michaloux (dir.), « A propos d'une grève : la RATP », *Taupé rouge SNCF n° 55*, supplément à Rouge n° 132, 22 novembre 1971, Toulouse, p. 2.
- Document 77B : Charles Michaloux (dir.), « A propos d'une grève : la RATP », *Taupé rouge SNCF n° 55*, supplément à Rouge n° 132, 22 novembre 1971, Toulouse, p. 4.
- Document 78 : Ligue communiste-Front socialiste-Comités de luttes étudiants, *Pour un 1^{er} mai de lutte pour les revendications ouvrières*, 1971, Toulouse, p. 1.
- Document 79A : Taupé rouge SNCF, *L'accord PCF-PS pour quoi faire ?*, n° 80, supplément à Rouge n° 165, 8 juillet 1972, Toulouse, p. 1.
- Document 79B : Taupé rouge SNCF, *L'accord PCF-PS pour quoi faire ?*, n° 80, supplément à Rouge n° 165, 8 juillet 1972, Toulouse, p. 2.
- Document 80 : Taupé rouge, *A quoi servent les élections ?*, supplément à Rouge n° 185, 23 décembre 1972, Toulouse, p. 1.
- Document 81 : Taupé rouge, *Le président Pompidou et les élections*, supplément à Rouge n° 186, 6 janvier 1973, Toulouse, p. 2.
- Document 82A : Ligue communiste, *Après le premier tour*, mars 1973, Toulouse, p. 1.
- Document 82B : Ligue communiste, *Après le premier tour*, mars 1973, Toulouse, p. 2.
- Document 83A : Taupé rouge, *Il faut que ça change !*, mars 1973, Toulouse, p. 1.
- Document 83B : Taupé rouge, *Il faut que ça change !*, mars 1973, Toulouse, p. 2.
- Document 84 : Taupé rouge, *La jeunesse en lutte*, mars 1973, Toulouse, p. 1.
- Document 85A : Taupé rouge, *Le combat continue...*, supplément à Rouge n° 216, 10 août 1973, Paris, p. 3.
- Document 85B : Taupé rouge, *Le combat continue...*, supplément à Rouge n° 216, 10 août 1973, Paris, p. 4.
- Document 86 : Ligue communiste, *F.P.A Enchaîné*, sans date, Toulouse, p. 1.

ANNEXE N°3

CORRESPONDANCES ENTRE LE PSU ET LA SFQI :

Les documents mentionnés ci-dessous sont tous disponibles sur la clé USB livrée avec ce mémoire, dans le dossier intitulé Annexe 3.

- Document 87A : Marie-François Pirot (dir.), « Des militants du PSU rejoignent la Ligue communiste – Pourquoi ? », *Lettre d'information supplément n° 30*, 1972, Paris, p. 6-7.
- Document 87B : Marie-François Pirot (dir.), « Des militants du PSU rejoignent la Ligue communiste – Pourquoi ? », *Lettre d'information supplément n° 30*, 1972, Paris, p. 8-9.
- Document 87C : Marie-François Pirot (dir.), « Des militants du PSU rejoignent la Ligue communiste – Pourquoi ? », *Lettre d'information supplément n° 30*, 1972, Paris, p. 10-11.
- Document 88A : Section toulousaine de la Ligue communiste, *Lettre ouverte aux militants du PSU*, 20 février 1973, Toulouse, p. 1.
- Document 88B : Section toulousaine de la Ligue communiste, *Lettre ouverte aux militants du PSU*, 20 février 1973, Toulouse, p. 2.

- Document 89A : Commission nationale femmes de la LCR, *Lettre adressée aux camarades du PSU à l'occasion de leurs Assises Nationales Femmes*, 20 mai 1975, Paris, p. 2-3.
- Document 89B : Commission nationale femmes de la LCR, *Lettre adressée aux camarades du PSU à l'occasion de leurs Assises Nationales Femmes*, 20 mai 1975, Paris, p. 6.
- Document 90A : H. Le Toquin (dir.), « Programme : le débat est ouvert. Correspondances avec la LCR, le PSU pour quoi faire ? », *Courrier du PSU*, n° 3, juin-juillet 1975, Paris, p. 14-15.
- Document 90B : H. Le Toquin (dir.), « Programme : le débat est ouvert. Correspondances avec la LCR, le PSU pour quoi faire ? », *Courrier du PSU*, n° 3, juin-juillet 1975, Paris, p. 16-17.
- Document 90C : H. Le Toquin (dir.), « Programme : le débat est ouvert. Correspondances avec la LCR, le PSU pour quoi faire ? », *Courrier du PSU*, n° 3, juin-juillet 1975, Paris, p. 18-19.
- Document 90D : H. Le Toquin (dir.), « Programme : le débat est ouvert. Correspondances avec la LCR, le PSU pour quoi faire ? », *Courrier du PSU*, n° 3, juin-juillet 1975, Paris, p. 20-21.
- Document 90E : H. Le Toquin (dir.), « Programme : le débat est ouvert. Correspondances avec la LCR, le PSU pour quoi faire ? », *Courrier du PSU*, n° 3, juin-juillet 1975, Paris, p. 22-23.
- Document 90F : H. Le Toquin (dir.), « Programme : le débat est ouvert. Correspondances avec la LCR, le PSU pour quoi faire ? », *Courrier du PSU*, n° 3, juin-juillet 1975, Paris, p. 24.

ANNEXE N°4

ENTRETIENS :

- Bernard Chamayou, p. 319 et p. 330.
- Gilles Da-Ré, p. 349 et p. 358.
- Lucien Sanchez, p. 370.
- Bernard Cholet, p. 376.
- Claude Begué, p. 387.
- Antoine Artous, p. 396.
- Alain Rumeau, p. 418.
- Jacques Serieys, p. 429.

Bernard Chamayou.

Réalisé en 1h07 le 2 octobre 2012, chez lui à Toulouse.

Bernard Chamayou, dit « Cham » ou plus rarement « Noé », est un militant de la JCR à partir de 1968, radicalisé pendant le mouvement, et syndiqué à l'UNEF. Il est membre du comité central de la Ligue de 1972 à 1976, de la direction de ville de Toulouse jusqu'à son départ pour Tarbes en 1970 où il est professeur de Lettres modernes et élu à la direction de ville de la LCR. Il revient à Toulouse en 1978. Pendant ces périodes, il est syndiqué et membre actif de la FEN dans la tendance École émancipée.

Peux-tu te présenter et nous dire tes actions lors de mai-juin 1968 à Toulouse ?

Je m'appelle Bernard Chamayou. En 68, j'étais étudiant à Toulouse, en fin d'études. Je passais le CAPES en « prépa » au lycée Fermat. En deuxième année, j'étais en classe avec Daniel Bensaïd et d'autres camarades qui étaient plus politisés que moi et faisaient partie d'un groupe oppositionnel dans l'UEC. Ils avaient des désaccords notamment sur les mots d'ordre par rapport à la guerre du Vietnam, sur l'université « critique », et des désaccords politiques globaux. Ils se sont fait virer de l'UEC, et ont créé en 1966 la JCR. Nous menions la même vie de bistrot. Nous étions la plupart à la faculté de Lettres Albert Lautmann. Nous nous retrouvions beaucoup au bar « Le Florida » qui n'était pas le bistro bourgeois d'aujourd'hui, mais le bistro d'extrême-gauche de Toulouse.

Je me suis radicalisé par ce biais-là, par un double mouvement de contestation interne à l'université (les notes, cours, certains profs, le côté arriéré de l'enseignement des lettres) et contre la guerre au Vietnam. En 1968, j'ai participé à tous les événements, j'ai eu un rôle actif de représentation des étudiants de Lettres à l'époque, j'étais aussi militant à l'UNEF. J'ai par la suite basculé de compagnon de route à militant. À partir de là, j'ai participé aux activités de la JCR et à tous les débats préparatoires à la constitution de la première Ligue communiste. C'était un engagement dans la durée, comme la plupart des gens de ma génération, puisque j'ai continué à militer dans la Ligue communiste révolutionnaire et aujourd'hui dans le NPA.

Mai-juin 1968 à Toulouse a été marqué par la création du Mouvement du 25 avril, quelle est sa chronologie et l'influence de la JCR sur cette structure ?

Quelques jours avant, Daniel Bensaïd revenait de Berlin et nous a fait un exposé sur

l'université critique et sur la guerre du Vietnam. On s'était réunis à une centaine dans l'amphi Marsan, je ne me rappelle pas si on avait demandé la permission. Les étudiants d'extrême-droite s'étaient rassemblés dans la cour de la faculté et ont canardé avec des pierres les vitres haut placées de l'amphi. Nous avons continué la réunion en bas de l'amphi pour éviter les vitres cassées et les pierres. Le président de la faculté a appelé les flics, et nous sommes sortis sous deux haies de policiers soi-disant pour nous protéger et éviter les affrontements entre les étudiants d'extrême-droite et d'extrême-gauche. On parle très peu de cette réunion, mais c'est le coup d'envoi du mouvement. L'attaque des « fachos » avait fait grand bruit dans le milieu toulousain, et les différents réseaux ont été mobilisés, notamment l'UNEF. À l'issue de cet événement, nous nous sommes réunis dans un bar, certainement le Florida je ne m'en souviens plus. C'est à partir de là que nous avons appelé à une Assemblée Générale le 25 avril au même endroit, qui cette fois était énorme. L'amphi était plein, ça débordait de partout. À l'image du Mouvement du 22 mars, avec un peu de retard, le mouvement étudiant toulousain a commencé à agir, à se structurer. Nous avons mis en place des commissions, des groupes élus par délégation pour représenter le mouvement et qui changeaient avec des rotations. Le Mouvement du 25 avril a commencé un processus d'occupation de la faculté et a appelé à des manifestations. La faculté de lettres était devenue la première grande base du mouvement avec toutes les solidarités ouvrières et la venue de syndicalistes radicaux. Tout était occupé, les cours s'étaient arrêtés. On avait quand même des réunions de concertation avec les profs et l'administration de la faculté, mais ils étaient obligés d'acter la situation et de faire avec.

La JCR était extrêmement influente parce que c'était le seul « grand » petit groupe structuré. Elle avait une espèce d'aura, car elle était à l'initiative de la réunion donnant naissance au Mouvement du 25 avril.

La JCR était donc à la pointe du mouvement étudiant à Toulouse ?

Oui, il y avait quelques courants prochinois, maoïstes, ainsi que beaucoup de libertaires. Le mouvement était assez composite et il n'y a pas eu de clash, il y avait un accord assez large. Les débats de fond sont arrivés sur le reflux comme toujours. Sur les taches, on a marché main dans la main. Pendant le mouvement, la JCR a continué à faire des réunions ouvertes, en organisant des stages. Le débat de fond est arrivé avec le reflux en septembre, octobre, novembre, ce qui a correspondu avec des débats nationaux. Les débats internes dans la JCR étaient sur le fait de découper ou non l'organisation, fallait-il garder une structure unitaire large qui était celle du mouvement ? Je faisais partie de ceux qui pensaient qu'il fallait découper l'organisation, de façon non sectaire tout en la gardant ouverte. L'histoire de la suite

nous a d'ailleurs donné raison : en période de reflux, il est impossible de garder une structure qui a servi aux grandes mobilisations. Des coordinations se sont maintenues, mais pour dégager un pôle organisé il ne faut pas être spontanéiste comme les « maos spontex ». De plus dans l'histoire de la JCR toulousaine, il y avait aussi des liens avec un petit groupe, le PCI, qui était la section française de la Quatrième Internationale.

Sur cette question-là en particulier, que représentait le PCI à Toulouse ?

Je n'ai jamais été au PCI. Mais dans les différentes structures comme l'UNEF, le Comité Vietnam, ou les initiatives comme les stages, il y avait un travail rapproché entre les membres sortis de l'UEC et le PCI. J'ai le souvenir d'une dizaine de membres du PCI à Toulouse. C'était un petit noyau, mais des gens en prise avec la réalité, dans le mouvement.

Ils étaient de la même génération que vous ?

Certains avaient une dizaine d'années supplémentaires, mais pas plus. Il n'y avait pas d'anciens militants ; j'ai connu Pierre Frank bien après. C'était des jeunes à Toulouse, les plus âgés ayant trente ans.

En mai-juin 1968, est-ce qu'il y avait des liens avec les entreprises en lutte ? Ou était-ce ponctuel et marginal ?

Comme je te l'ai dit, il y avait des syndicalistes radicalisés qui venaient à la faculté, mais aussi des délégations ou des coordinations syndicales en rupture avec leur direction qui venaient assister aux différents débats à l'université, aux meetings et aux manifs. Les liens se sont plutôt faits comme ça. Après il y avait aussi des camarades à la SNCF, les PTT, la santé, et l'aérospatiale où il y avait un contact qui est resté longtemps militant de la LCR.

Après la fusion du PCI et de la JCR, des structures nommées « comités rouges » ont vu le jour. Quelle était leur structuration ?

Il y avait des comités plus restreints composés de militants déjà engagés à la JCR et au PCI, et ceux qui s'étaient radicalisés pendant le mouvement appartenaient à un comité rouge. C'étaient des structures plus larges et d'accueil, avec des stages de formation. Tout allait basculer et fusionner dans la Ligue communiste. Ce n'était pas des structures concurrentes ou pour organiser la jeunesse, mais des espaces plus larges d'intégration. Je pense que c'était une bonne chose. D'abord des structures d'intégration dans des temps assez limités, de façon à homogénéiser politiquement les gens au travers de débats démocratiques et d'un congrès

fondateur.

Des documents montrent l'existence de cercles noirs ? Peux-tu en dire plus ?

Les cercles noirs c'était les gens qui étaient déjà au PCI et à la JCR avant le mouvement.

Quelles étaient les sensibilités internes qui s'exprimaient à l'époque ? Vous étiez tous d'accord ?

Lors de la constitution, au premier congrès, il y a eu des débats de tendances. Notamment la tendance « R » qui s'appelait « Révolution », et qui était plutôt fédéraliste. Elle voulait fédérer ce qui restait du mouvement de 1968, et ne pas découper une organisation qui avait la structure d'un parti politique en regroupant les gens d'accord avec le marxisme révolutionnaire d'obédience trotskiste. C'est le débat de savoir ce que l'on construit en période ponctuelle de reflux du mouvement. Cette tendance « R » a été minoritaire au congrès de fondation. Les « centralisateurs » ont été majoritaires par rapport aux fédéralistes. C'est un terme un peu réducteur, car le but était de centraliser un parti pour en faire un outil qui agit. Le fond politique était que mai 1968 était une répétition générale ; on s'attendait que la première arrive assez vite. Donc on pensait qu'il fallait délimiter et construire un outil qui ait les fonctions classiques d'un petit parti. À Toulouse, c'était la tendance autour de Daniel Bensaïd qui était largement majoritaire.

Et en interne, les rapports étaient assez houleux ou ça se passait bien ?

Les débats étaient vifs et animés parce qu'on sortait de ce mouvement de mai 1968, mais pas sectaires. Les débats étaient portés par ce mouvement, et nous étions tous enthousiastes. C'était une politisation intense, nous apprenions en un mois ce que d'autres générations ont mis des années à comprendre. En six mois, on a engrangé, appris, et compris, ou peut-être pas ça dépendait, beaucoup de choses. Les débats étaient vifs, passionnés, incisifs, sans concession. Il y a une différence entre mener ce genre de débats dans une période de montée des luttes, et faire de même dans une période de reflux. Tout le monde était porté en avant, c'était l'émergence d'une nouvelle organisation qui n'avait plus rien à voir ni avec la JCR ni avec le PCI en termes de nombre, de tâches ou de situations. On était peut-être trop naïfs de croire à l'imminence d'une crise révolutionnaire. Mais en tout cas, même si c'était en partie une illusion, nous avons tiré des leçons justes du mouvement de 1968.

Quelle a été l'implantation de la Ligue dans les facultés et les entreprises à Toulouse ? Y a-t-il eu une évolution quantitative et qualitative dans ces deux secteurs ?

Dans les facultés, c'était à la fois qualitatif et quantitatif, du point de vue de l'apparition publique, des réunions, des manifestations, ça changeait tout. L'implantation dans les entreprises a toujours été difficile, c'était marginal et minoritaire. C'était le débat de fond. Mai 1968 a ébranlé la place des partis traditionnels, en particulier le PCF, mais ne l'a pas complètement déstabilisé. Son influence dans les entreprises et les syndicats a pourtant été érodée par des travailleurs qui ont compris ce qu'était mai 1968, un mouvement de remise en cause et notamment l'absence de solution politique par le PCF. Mais la rupture n'a pas été suffisante pour qu'on puisse dégager une véritable aile ouvrière dans cette organisation révolutionnaire. Ça se comptait en termes d'individus, le milieu ouvrier de la Ligue, pas en termes de masse ni de pans entiers de la classe ouvrière. Ça n'a jamais été le cas.

Il y a quand même eu des tentatives d'organisation de la classe ouvrière à Toulouse, notamment avec les Taupes rouges ?

L'idée venait des camarades de Rouen ; c'était un bulletin à destination des entreprises intitulé « Taupe Rouge ». L'idée a plu et ça s'est généralisé. Il y a eu un essai d'implantation avec ce type de feuille. On faisait ça aussi à Tarbes. J'ai passé des années à les distribuer au moins tous les quinze jours sinon toutes les semaines. C'était un bulletin qu'on faisait nous-mêmes, à la ronéo. C'était à la fois un bulletin d'explication politique générale et en même temps des petits échos de boîte qu'on pouvait glaner soit à la sortie des boîtes, soit grâce aux camarades présents à l'intérieur. Mais voilà, l'implantation ouvrière de la Ligue était restreinte. Il y avait quelques petits bastions, mais ce n'est jamais allé très loin.

Qui écrivait ces Taupes rouges ? Des étudiants de la Ligue avec des ouvriers radicalisés de la boîte, ou c'était autre chose ?

Dans le meilleur des cas oui ! Mais les exemples étaient très très peu nombreux. À Tarbes, de ce que je connais précisément, c'était des militants qui l'écrivaient, mais de mon expérience personnelle je n'ai jamais assisté à l'écriture d'une *Taupe rouge* par des travailleurs de l'entreprise. C'était un gros problème ; c'était la surestimation par la Ligue du degré de rupture entre une série de cadres ouvriers et l'orientation de la CGT et du PCF.

Quels étaient les rapports de force internes dans la Ligue entre les étudiants et les travailleurs ? Est-ce qu'il y avait une influence de l'un sur l'autre ?

Ce qui se passait quand on s'engageait dans un parti comme la Ligue, c'est qu'on ne se pensait plus étudiant ou salarié. En plus, beaucoup d'étudiants qui étaient en fin d'études sont devenus professeurs dans l'année qui a suivi. À l'époque, les étudiants qui préparaient les concours sérieusement avaient 80 % de chance de l'avoir ; on n'est pas dans la situation que l'on connaît aujourd'hui. L'organisation avait pour but d'homogénéiser politiquement ses membres au-delà des différences sociales. On retrouvait ces différences dans le type d'investissement et le rapport à la syndicalisation, les quelques travailleurs de la Ligue se réunissaient en commun. Il y avait bien des comités étudiants, mais on essayait de surmonter ça en retrouvant le mélange que mai 68 avait réussi en partie.

Le fonctionnement de la Ligue était-il léniniste ou d'autres formes d'organisation étaient-elles envisagées pour les sections de base ?

Non ! C'était un fonctionnement léniniste et démocratique, avec des directions élues, des congrès réguliers, et toujours le droit de tendance avec des débats de tendances pouvant exprimer leur point de vue dans les bulletins intérieurs ou dans des déclarations. Le léninisme contrairement à ce qu'on croit c'est aussi un moyen de lutter contre la bureaucratiation, et non pas de l'imposer. Par contre, il y avait des domaines réservés avec des tâches spécifiques nationalement et internationalement, nationalement avec les comités de soldats et internationalement avec les actions en Espagne ou tous les pays victimes de dictatures.

Dans les documents du congrès fédéral de juin 1969, il est expliqué que les pratiques du secteur étudiant dans l'organisation devaient être remises en cause profondément (décalage horaire et décalage politique par rapport aux contacts ouvriers, etc.). Était-ce réel ou exagéré ?

Une organisation tend à homogénéiser politiquement et socialement ses membres. C'est vrai qu'il existait des pratiques militantes un peu spontanées, voire spontanéistes, des réunions qui commençaient en retard et finissaient vers deux heures ou trois heures du matin. Mais aussi avec des interventions qui étaient très longues, vu que mai 1968 a permis de former des orateurs. Mais ces pratiques étaient vraies pour tout le monde. À partir du moment où je n'étais plus étudiant, mais professeur, comme une grande partie du noyau toulousain, ce n'était plus possible de faire d'aussi longues réunions en commençant le travail à huit heures du matin. Alors oui il y a eu une réforme des mœurs internes de l'organisation en termes de

rigueur et d'efficacité.

Cela ne rejoint-il pas le concept de « transcroissance organisationnelle » qui revient souvent dans les documents internes ?

Oui. C'est un terme trotskiste quand Trotski parle de transcroissance de la révolution. Il a toujours été contre l'étapisme. On a juste déplacé ce terme provenant du concept de révolution permanente à un niveau organisationnel. On a greffé ce terme sur un schéma léniniste. Transcroître, ça voulait dire deux choses. D'une part en quantité, car on était de dix à vingt fois plus nombreux qu'avant mai 1968. Et de l'autre un objectif de construction d'un petit parti ouvrier sur des bases marxistes révolutionnaires. Ça supposait une réforme des mœurs organisationnelles que j'ai signalée précédemment : des réunions cadrées dans le temps, donner des rendez-vous et y être, limiter les interventions, limiter les rapports introductifs pour faire en sorte que la parole circule, structurer des bureaux de comités pour que les réunions soient préparées, suivre les contacts entre deux réunions. C'était toute une série de mesures pour essayer de rompre avec le spontanéisme de mai 1968, qui a été très efficace et magnifique à vivre pendant des semaines, mais qui s'est révélé contre-productif si on voulait construire une véritable organisation.

Il y a eu un débat dans la Ligue qui portait sur le jumelage de sections d'entreprises avec les sections étudiantes, peux-tu en dire plus ?

C'était un débat qui était aussi national. À partir de quel moment peut-on créer des cellules d'entreprise ? Faut-il faire des cellules d'entreprise qui ont pour fonction de défricher ? Dans le but d'être plus efficace en suivant très précisément ce qui s'y passe, et ainsi mettre en place des structures d'accueil ? C'était ça le débat. Est-ce qu'on « re-spécialise » des secteurs d'intervention ? C'était la Dialectique des Secteurs d'Intervention, c'est à dire utiliser la force de frappe politique constituée par la jeunesse radicalisée des étudiants pour s'implanter dans les entreprises. Mais ça, on a bien vu que dans les années suivant mai 68 ça ne servait plus à rien. Il ne faut pas avoir une vision naïve de la classe ouvrière où il suffit d'apporter la bonne parole. Le risque dans ce débat c'était de le faire trop tôt, au risque de déporter la force de frappe de la jeunesse. Personne n'était contre les cellules d'entreprises ; le problème était de savoir comment on les construisait et comment on gérait ce qui restait de cette Dialectique des Secteurs d'Intervention. Il ne fallait pas s'enterrer à la porte des boîtes, au risque de disparaître sur les autres secteurs.

Dans le fonctionnement interne, les cellules de base étaient-elles géographiques ou par secteur ?

C'était les deux, même si les secteurs d'intervention prédominaient.

Le Mouvement rouge de la jeunesse (MRJ) apparaît dans de nombreux documents. Était-ce lié à la Ligue ou c'était autre chose ?

Ça reprenait la JCR autrement. C'était les prémisses d'une organisation de jeunesse, mais je n'ai pas le souvenir que ça a très bien marché. Ça revient sur le débat d'avant : si on considère que l'organisation doit s'implanter dans les entreprises, il faut bien une structure adaptée aux lieux d'intervention de la jeunesse.

Il y avait une politique d'implantation dans toute la région par l'envoi de militants dans les villes où la Ligue n'était pas présente, et toi tu étais à Tarbes ?

Oui, quand j'ai formulé mes vœux en 1969 j'étais donc professeur et j'avais mis Tarbes en premier. J'ai eu la chance et peut-être le mérite de ne pas quitter l'académie. C'était dans un choix concerté avec l'organisation que j'ai mis Tarbes et Midi-Pyrénées en premier. Je n'étais pas le seul. Tous les étudiants en fin de parcours se sont retrouvés profs ; certains avaient le concours d'autres étaient auxiliaires. Quand je suis arrivé à Tarbes, il y avait déjà un noyau qui était là. J'y étais pour le renforcer. On est arrivé à la rentrée de 1970. À Tarbes, nous étions dorénavant plus d'une vingtaine. Ça ne paraît rien, mais pour une ville comme ça c'était beaucoup à l'époque. Tarbes avait été choisie, car c'était la principale ville ouvrière de la région, à part Toulouse.

Le livre de Jean-Paul Salles *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?* explique que des désaccords politiques, allant jusqu'à la rupture de l'organisation, ont eu lieu à Tarbes entre les militants étudiants envoyés par Toulouse, dont toi, et les militants « ouvriers » de la ville encartés à la Ligue. Quels étaient les désaccords ?

Le débat portait avec des militants que l'on pouvait apparenter comme « ouvriériste », qui fonctionnaient sur le volontarisme avec une accumulation de tâches. Il fallait tout couvrir, y compris Pau, toutes les usines de Tarbes. On n'en faisait jamais assez et ça créait des tensions. Ces divergences n'étaient pas avec des militants ouvriers, qui d'ailleurs ne l'étaient pas car ils étaient pour la plupart dans l'enseignement, et les militants venaient de Toulouse. Nous avions seulement un contact ouvrier à Alstom, un militant à la SNCF, et la majorité était

enseignante.

Le problème de fond c'était que la mairie de Tarbes était communiste, tenue par le PCF. Toutes les entreprises étaient verrouillées par un PCF bien stalinien qui refusait toute opposition. Au bout d'un an et demi de *Taupes rouges* distribuées à 6 h du matin, il y a eu une usure et ça s'est traduit en termes politiques qui allaient sortir au niveau national deux ans après. On était sur un schéma d'imminence de la révolution et de crise presque définitive du stalinisme. Ces deux hypothèses étaient fausses même si elles nous emportaient. Premièrement, mai 1968 a été un coup de tonnerre, une crise prérévolutionnaire, mais qui n'a pas été suffisant. Deuxièmement, le stalinisme ne s'est pas effondré, car le programme commun était porteur et satisfaisait largement ses militants.

Donc une double erreur a été faite et indépendamment des problèmes personnels qui ne sont jamais le fin mot de l'histoire, on n'arrive pas toujours à exprimer le débat politique en termes clairs. Nous avons dit qu'il fallait arrêter. Et au congrès de Tarbes où a été décidée la partition entre la ville de Pau et de Tarbes, il y avait Daniel Bensaïd qui a entendu le débat entre les deux tendances et qui était plutôt d'accord avec ce que nous racontions. Pour ces camarades-là, dont Pierre Cours-Salies alias *Dietzgen*, ça a été une première défaite politique. C'était une espèce de schéma de fuite en avant ouvriériste, où il nous a traités de petits bourgeois radicalisés, d'étudiants demeurés, mais ce n'était pas vraiment sérieux comme arguments. On était des militants, on retroussait les manches, on ne faisait pas que des discours.

D'ailleurs, je ne suis pas d'accord avec Jean-Paul Salles quand il dit que nous étions une génération sacrifiée. Non c'est une erreur complète de croire ça ! On ne se sacrifiait pas ! Nous étions dans l'enthousiasme des révolutionnaires. L'histoire de Tarbes a révélé que la période immédiate post-mai 1968 n'était pas une période révolutionnaire et qu'il fallait en tirer les conséquences tant du point de vue des perspectives que du point de vue de l'implantation, ou encore sur le mode de militantisme individuel et collectif. C'était ça le problème le plus intéressant, et là on pouvait le traiter politiquement.

Ok et ça a fini comment à Tarbes, suite à ce congrès local de 1971 ?

Ça a fini par une résolution majoritaire au congrès qui séparait les deux villes Tarbes et Pau. Ça permettait de régler les incompatibilités d'humeur, car dans une petite ville avec un petit groupe ça devient vite invivable. Ça l'était déjà avant que j'arrive, ce qui montre que ce n'est pas l'arrivée des Toulousains qui était la cause première des tensions. Simplement pendant un an, on a réfléchi ensemble en essayant de politiser les débats. Il fallait essayer de

voir où et pourquoi ça n'allait pas.

Après la dissolution de la Ligue en 1973, quelle a été la situation à Tarbes ?

On a continué et on a même fait quelques actions. Je me souviens qu'il y avait un viaduc. On est partis la nuit et on avait écrit dessus « Ligue communiste dissoute, Ligue communiste continue ». Pour le reste, on s'est borné aux consignes de sécurité ; on est restés tranquilles pendant quelque temps et quand l'organisation est réapparue avec un nouveau sigle, Front communiste révolutionnaire, on a repris nos activités. On était très « fliqués » à l'époque ! Moi j'avais quotidiennement les Renseignements généraux en bas de chez moi. Puis il y a eu cette histoire de procès où on a été inculpés par le ministre des armées.

Par rapport à quoi ?

Tarbes est aussi une grande ville militaire avec des organisations régulières de manœuvres. Une manœuvre devait simuler comment mater une guerre civile, avec un grand rassemblement au stade de Tarbes. Nous avons préparé une banderole « roulée » avec des camarades spécialistes qui venaient de Paris. Sur la banderole était écrit : « Non à l'armée ! Milice du capital et de la guerre civile ». Le principe c'était qu'elle devait être mise sur une charpente dans le stade, et quelqu'un devait tirer sur une ficelle pour la dérouler lors du rassemblement. Évidemment et malheureusement, il y avait des gardes toute la nuit qui ont fait des inspections et ont trouvé la banderole. Comme quelques jours avant un groupe de militants, dont moi, avions distribué des tracts contre ce rassemblement avec une banderole où il était écrit exactement la même chose, ils nous ont retrouvés. Une plainte pour injure à l'armée a été déposée. Il y a eu un procès avec la mise en place de comités de soutien, où même le PCF participait. On a eu au final une amende avec sursis. C'était en 1974-1975, on était encore sur une lancée un peu « gaucho ».

Sur un autre sujet, j'ai vu que tu étais impliqué dans la construction de la tendance École émancipée de la Fédération de l'Éducation Nationale (FEN) ? Quelle était l'organisation de la Ligue vis-à-vis de cette tendance ?

Lors d'une formation dans les cercles rouges sur le syndicalisme, en 1968-1969, nous avons compris que le léninisme c'était à la fois la séparation et l'organisation des militants révolutionnaires, mais que le corollaire c'était le travail de masse. Tout militant politique doit être aussi un militant associatif, syndical. Nous avons fait le choix de travailler dans les syndicats existants. Depuis 1968, la tendance École émancipée de la FEN s'était beaucoup

renforcée, avec les gens de l'OCI qui l'avaient quittée en passant complètement à côté de 1968. L'OCI avait une politique de front unique très opportuniste avec la direction de la FEN, proche de la SFIO de l'époque. Nous avions des réunions régionales comme tendance École émancipée de la FEN. Mais aussi un groupe de cette tendance à Tarbes où on travaillait en bonne intelligence avec les anarchistes et des militants de la libre pensée. Tous les enseignants de la Ligue à Tarbes étaient syndiqués à la FEN et à sa tendance École émancipée.

Au niveau de la Ligue elle-même, il y avait ce qu'on appelait des fractions syndicales. Ce n'était pas forcément une très bonne chose. Dans le travail de masse, il faut respecter l'indépendance organisationnelle des structures. Donc on n'a pas à doubler les structures syndicales par des structures politico-syndicales. Par contre aujourd'hui on a tordu le bâton dans l'autre sens. Je pense qu'il faut se coordonner pour discuter de l'intervention syndicale, mais c'est dans les structures qu'on élabore la pratique avec les autres militants, sinon c'est manipulateur pour employer un mot trop fort peut-être. Il faut trouver l'équilibre entre les deux. Pas des fractions qui imposent leur ligne, mais pas non plus une dilution aux stratégies majoritaires qui s'adaptent aux directions. Nous avions une intervention assez riche à Tarbes avec École émancipée, le Mouvement de Libération des femmes, le Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception, des comités Vietnam, des cercles jeunes, des groupes de lycéens. C'était vraiment l'intervention d'un petit parti, le plus ouvert et engagé possible.

Quels ont été tes mandats politiques au sein de la Ligue ?

J'ai été rattaché à la direction de la Ligue communiste les derniers mois où j'étais à Toulouse, ensuite je me suis retrouvé en direction de ville à Tarbes jusqu'en 1978. Je suis revenu à Toulouse et je me suis investi dans le travail syndical. J'ai été membre du comité central de 1972 à 1976, notamment dans un travail de liens avec les petites sections du Sud-Ouest comme Bayonne et Agen qui appréciaient fortement cette démarche.

Deuxième rencontre avec Bernard Chamayou.

Réalisé en 1h35 le 9 décembre 2013, chez lui à Toulouse.

Comment se déroulaient les débats à l'intérieur de la Ligue à Toulouse ? Est-ce qu'il y avait des structures spécifiques ? Et est-ce que l'actualité politique avait une influence dans les débats en interne ?

Le droit et l'existence des tendances étaient codifiés depuis longtemps. Ce n'était pas public par contre. Il y avait des réunions de tendance, des assemblées générales et des congrès réguliers. Il y avait des débats issus de la constitution de la Ligue communiste qui continuait. C'est-à-dire le débat d'une organisation révolutionnaire séparée ou une structure plus fédérative avec d'autres courants. Il y avait aussi un débat qui montait sur l'attitude et les pratiques à avoir envers le PCF et la gauche en général. Ce débat, particulièrement mené par Gérard Filoche, un groupe de Rouen et Michel Lequenne de la T3, est annonciateur de départs ultérieurs. Il y avait une orientation largement majoritaire conduite par Alain Krivine, Daniel Bensaïd, Henri Weber à l'époque, Janette Habel. Sur les débats nationaux ayant eu un impact local, il y en a eu plusieurs après la fin des illusions sur mai 1968 comme répétition générale. La théorisation la plus intéressante est l'Avant-Garde Ouvrière Large. C'est-à-dire une organisation marxiste révolutionnaire qui a un sens de la mesure en se liant de façon permanente au mouvement social et au travail syndical, et qui se donne comme cible à l'extérieur d'elle-même une « couche » de travailleurs en rupture partielle avec le stalinisme et les réformistes. Ces travailleurs ont acquis dans les luttes une part d'autonomie et doivent être nos interlocuteurs et notre base sociale privilégiés.

Là où le débat a un peu « foiré », c'est que nous avons oublié que cette l'Avant-Garde Ouvrière Large (dont l'acronyme est AGOL) était dotée d'une conscience hétérogène. Ce n'était pas un découpage au cordeau d'une couche de travailleurs dans la classe ouvrière française, c'était plutôt des ruptures empiriques, lors de luttes, avec des niveaux variables de consciences politiques de ruptures. Autant c'était juste de ne pas s'adresser de façon indifférenciée à la classe ouvrière, de voir qu'il y avait des stratifications, autant cette orientation vers l'AGOL a pâti d'une théorisation beaucoup trop rigoureuse qui lui faisait rater son objet. Ce n'était pas des couches détachées et détachables, mais des ruptures empiriques dans le cours de la lutte des classes qui avait aussi des théorisations politiques que le PSU a su capter un moment. Ces travailleurs n'étaient pas des couches vierges ayant apparu après mai 1968, elles étaient poreuses aux influences politiques et aux éléments de recomposition.

La théorie était donc bonne, mais la confrontation à la réalité l'a remise en cause ?

La théorie venait de la confrontation avec la réalité. Le camarade qui portait ça, le médecin André Grimaldi dit « Radot », était au contact du travail ouvrier. Donc cette théorie était un apport de l'expérience de la lutte. Cette couche de travailleurs en rupture partielle avec les bureaucraties syndicales nous faisait dire qu'il fallait théoriser cette partie des travailleurs, contrairement à Lutte ouvrière qui se contentait du bouton de veste. C'était intéressant, car la théorie venait d'une pratique. Mais en même temps, la théorisation ultérieure a oublié cet aspect de rupture empirique. Je caricature un peu, mais on a construit théoriquement une couche homogène. Mais du point de vue de l'histoire de la théorisation c'est intéressant, car ça signifiait que l'on avait une organisation qui était en prise sur les mouvements réels de la classe ouvrière.

Et quel était le rapport entre l'Avant-Garde Ouvrière Large et la théorie de la Dialectique des Secteurs d'Intervention ?

Alors la Dialectique des Secteurs d'Intervention, c'était une compréhension issue de mai 1968. C'était dans les textes de fondation de la Ligue communiste. Un s'appelait *la dialectique des secteurs d'intervention*, et un autre *dialectique de la révolution mondiale* pour justifier l'appartenance à la Quatrième Internationale. Cette première théorie était le fait de comprendre que mai 1968 avait révélé le rôle de la jeunesse étudiante comme plaque sensible. C'est-à-dire de révélateur de tension sociale et politique, ainsi que sa capacité de mobilisation. Son dynamisme politique avait réussi à dénouer la situation et à créer les conditions d'une grève générale. La Dialectique des Secteurs d'Intervention c'était comprendre que l'on ne construirait pas une organisation implantée dans la classe ouvrière par le bouton de veste. Nous devions au contraire jouer sur le champ politique en général avec cette mobilisation de la jeunesse, dont on pensait qu'elle se maintiendrait et reviendrait. Cette jeunesse permettait de créer des organisations politiques qui, grâce à leur force de frappe, pouvaient intervenir dans le cœur de la classe ouvrière. Ce n'était pas linéaire, mais une quête de développement inégal et combiné.

Je reprends une citation de Trotsky appliquée à autre chose : « Des degrés de rupture dans la société, la jeunesse pouvant jouer un rôle d'avant-garde de substitution et en même temps avoir un réel impact politique sur le champ politique général ». C'était comprendre qu'au-delà du rôle de la jeunesse, le début d'implantation dans la classe ouvrière d'un courant comme la Ligue communiste devait avoir une assise ouvrière plus large en différenciant des

niveaux d'intervention et d'interpellation, en fixant par exemple un travail régulier avec des ouvriers en rupture avec les bureaucraties syndicales (des oppositions à l'intérieur du syndicat ou promouvoir l'auto-organisation lors de luttes).

Du point de vue d'une compréhension générale, on est au cœur de la tactique : comment construit-on l'organisation révolutionnaire ? Comment intervient-on dans le champ politique général ? Comment construit-on une implantation ouvrière ? On ne s'implante pas en faisant un face à face permanent et propagandiste. Il faut comprendre le travail ouvrier, comprendre qu'il y a des différenciations au sein de la classe ouvrière, et avoir un outil politique qui permet de peser et s'adresser directement en politisant les rapports sociaux de classe et en donnant (fonction classique d'un parti révolutionnaire) un éclairage général sur les évolutions des rapports de force entre les classes, les recompositions politiques, le débouché de luttes, etc.

En termes de structuration, est-ce que les Assemblées générales se réunissaient de façon fixe ?

Non c'était selon les besoins. Elles étaient beaucoup plus nombreuses lors de la préparation des congrès. Ces Assemblées générales avaient plusieurs fonctions, elles permettaient un débat des différentes positions politiques, l'élection des délégués sur ces bases-là, mais aussi la délimitation des structures d'organisation. C'est à dire quelles sont les structures de base, la composition des directions, la réglementation des droits des tendances. C'était le fonctionnement de ce qu'on appelait le centralisme démocratique. C'est une définition d'une orientation nationale qui devenait l'orientation de toute l'organisation, en prenant en compte de façon démocratique l'avis des structures de base représentées en assemblées générales, ainsi que le fonctionnement démocratique des tendances. Ces courants avaient l'influence que les votes leur donnaient, et leur représentation élue de façon proportionnelle dans les directions.

Est-ce que tu te rappelles des tendances principales, même si elles ont changé au fil des congrès ?

Je me souviens de la tendance révolution, dite tendance R!, il y avait la T3, ainsi que celle de Gérard Filoche (dit Matti) qui était la T1, et la T2 représentait la majorité. La tendance R! n'existait plus à partir des débats qui ont eu lieu aux alentours de 1972. Au début des années 1970, Isaac Johsua avec la tendance R! scissionne et crée l'organisation Révolution.

Mais quelles sont les différences entre la T1, la T2 et la T3 ?

Entre la T1 et la T2, c'était essentiellement la compréhension du front unique. On vivait encore au début des années 1970 sur une compréhension tactique du front unique. La formule la plus concentrée qu'on peut retrouver dans les textes c'est « initiative, unité, débordement ». C'est-à-dire une prise d'initiative, proposition d'unité et par la suite le débordement politique. Mais de plus en plus, la prise d'initiative et le débordement étaient limités. Je pense que pour les camarades autour de Matti c'était cette idée-là sur laquelle il fallait beaucoup plus insister. Il fallait avoir une attitude beaucoup plus systématique vis-à-vis de la social-démocratie et du PCF.

Il faut se souvenir que les débats sur le front unique entre nous, ils étaient assez précis dans la mesure où il existait le courant lambertiste (l'OCI). Cette organisation avait une pratique très opportuniste du front unique. Leur tendance dans le syndicalisme s'appelait Front unique ouvrier. Pour eux, il faut coller aux basques des réformistes et s'adapter, ce qu'ils ont très bien fait au vu de leurs positions en 1968. Cette conception n'existait pas dans les débats internes de la Ligue communiste. C'était un débat beaucoup plus tactique et pragmatique. Dans la majorité de la Ligue, l'idée était que nous étions encore dans l'émergence et la construction d'un mouvement relativement autonome d'un pôle révolutionnaire. Un courant marxiste révolutionnaire. Les tâches unitaires étaient résumées par « initiative, unité, débordement », qui étaient un peu gauchistes. Mais il faut faire attention à ce genre de jugement, les possibilités et les tâches politiques à cette époque permettaient cette d'orientation.

La T1 et la T3 n'étaient pas d'accord avec la construction de ce pôle révolutionnaire ?

La T1 autour de Gérard Filoche, oui ils étaient plutôt contre comme je l'ai signifié précédemment. Je ne suis pas pour écrire l'histoire à rebours, et dire que c'est parce qu'il a eu cette position-là qu'ensuite il a fini au PS. Ce serait stupide et faux du point de vue de l'histoire, ce n'est pas linéaire, il y a toujours des choix et des aléas. Ça aurait pu finir autrement. Mais disons que l'évolution de son courant ne peut pas être complètement dissociable de leurs positions à l'époque, même si je n'introduis pas une linéarité complète. Par contre la T3 je ne me souviens plus exactement ce qu'ils expliquaient, il faudrait revoir les textes. Mais de ce que je me rappelle, c'était plutôt sur une fédération des courants et sur la tactique de construction, c'est-à-dire des éléments internes beaucoup plus fédéraux avec des courants extérieurs à la Ligue communiste. Ils disaient qu'on ne se construirait pas par autoaffirmation, il fallait trouver des médiations sur une conception plus fédéraliste. Ce qui en

soi n'est pas faux, sauf que les médiations n'étaient pas très nombreuses.

Il y a eu sans arrêt une compréhension et une réflexion sur la tactique de construction. Je parlais d'autoaffirmation, c'était une dominante à la sortie de mai 1968. Mais il y avait aussi une réflexion, assez fidèle à la ligne de la Quatrième internationale, sur la façon de regrouper les courants.

Et toi tu étais dans quelle tendance ?

Moi j'étais dans la majorité, donc la T2. Et après j'ai fait partie, mais c'est à la limite de ta période d'étude, d'un courant à la Ligue qui s'appelait simplement « les groupes de travail » (on a eu des délégués spécifiques sur cette plate-forme au congrès de 1977). L'aspect négatif du bilan que l'on peut faire n'était pas qu'une question d'organisation. C'est-à-dire une organisation peut-être trop fondée sur le centralisme, et un début d'inadéquation de la structure d'organisation des cellules avec la réalité d'implantation et l'évolution politique. Le but de ce groupe n'était pas de construire une tendance qui devait s'ajouter aux tendances existantes. C'était une espèce de brouillon organisationnel. On avait commencé à théoriser qu'un changement de période se préparait, même si on ne le théorisait pas aussi clairement. L'expérience est arrivée très vite.

En 1973 et le coup d'État de Pinochet au Chili, on s'aperçoit avec le recul que c'était un élément de la défaite politique au niveau mondial. Parce que le coup d'État de Pinochet ça n'a pas été que l'instauration d'une dictature sanglante, c'était aussi l'installation grandeur nature du néolibéralisme. L'influence des États-Unis n'a pas été que sur la tactique du coup d'État, mais aussi sur la réorganisation du marché intérieur selon les principes du néolibéralisme. Ça prouve bien que le néolibéralisme n'a pas toujours besoin de la démocratie et peut s'appuyer sur des formes dictatoriales. La situation a en effet été un peu différée, car en 1974 il y a eu la révolution des œillets au Portugal, il y a eu le Nicaragua. Mais on voit avec le recul que cette période a été le point de bascule, notamment en 1974-1975 et les chocs pétroliers. Je ne prétends pas que nous avons la vision claire de ça, par contre dans l'analyse critique du fonctionnement et des structures d'organisation de la Ligue communiste il y a cet enjeu-là qui est apparu. On avait une organisation qui était tendue vers l'idée d'une répétition générale, et que des courants critiques à l'intérieur du PCF allaient sortir. Ça ne s'est pas produit, mai 1968 n'a pas été une répétition générale et il n'y a pas eu de postérité malheureusement. Cinq-Sept ans après le changement de période a eu lieu, et on subit toujours ce qu'on appelle la défaite de l'alternative. Mais une défaite ne veut pas dire que toute alternative est invalidée, ça, je ne le crois pas. On subit toujours la défaite infligée par le

néolibéralisme à toutes les avant-gardes au milieu des années 1970.

En même temps, au-delà de la réforme interne de l'organisation et de la redéfinition des tâches politiques, nous n'étions plus dans la nécessité de tenir une cohorte extrêmement soudée dans l'hypothèse d'une révolution imminente. On pouvait se donner du temps, vérifier le degré d'erreur de certaines de nos hypothèses, et construire parallèlement une organisation révolutionnaire en s'appuyant sur de nouvelles données tout en ralentissant les rythmes. Au congrès de janvier 1977, ces prémisses étaient en germes car il y avait un malaise organisationnel. Je me souviens à Tarbes, on avait un rythme de sortir une *Taupe rouge* toutes les semaines en couvrant l'ensemble des entreprises à une quinzaine, construire des rapports de forces centraux avec des meetings. On attendait cette révolution, on attendait que ça arrive et on se préparait pour ça.

Au niveau local quelles étaient les tendances présentes ?

Il y avait surtout la majorité et la T3. On avait des structures et des congrès régionaux, je voyais les camarades toulousains à ces moments-là puisque j'étais à Tarbes dans les années 1970. De ce que j'ai vu, la T1 était peu représentée à Toulouse.

Est-ce qu'il y avait une continuité au fil des congrès, malgré des noms de tendance différents ?

Oui, il y avait une continuité des personnes et des grandes options des tendances. Les tendances ne peuvent pas exister sur du vide militant ou théorique. Quelles que soient les formes qu'elles prennent ou les théories qu'elles assument, je crois que les tendances reproduisent globalement trois ou quatre grandes options. C'est à dire quelle l'attitude à avoir par rapport aux partis réformistes et du stalinisme, l'attitude vis-à-vis des directions syndicales et des luttes, l'attitude envers les composantes de ce qu'on a appelé plus tard la gauche de la gauche. Le quatrième serait le maintien ou non d'un courant marxiste révolutionnaire. Ce qui est fort dans le jeu de nos tendances, c'est qu'elles achoppent sur des problèmes tactiques réels. Il n'y a jamais eu de tendance purement formelle.

Comme se déroulaient les débats, étaient-ils cordiaux ou non ? Quelle était l'ambiance dans l'organisation entre les personnes ?

Les débats étaient assez durs, surtout entre les « leaders », ça faisait un peu le combat des chefs parfois. Les débats étaient durs entre Daniel Bensaïd, Gérard Filoche, Michel Lequenne. Malgré tout, les débats étaient sur la base d'une politisation. Ils permettaient de

s'enrichir et de « monter » politiquement, ils étaient porteurs. C'était une garantie que l'on pouvait continuer ensemble dans la même organisation.

Est-ce qu'il y avait des négociations entre les différentes tendances ?

Oui, sur des problèmes directionnels ou concernant des motions. Les arguments restaient des arguments politiques. On avait un vrai débat d'orientation sur les questions clés que j'ai dit précédemment.

Est-ce que la majorité nationale était la majorité locale, à Toulouse et à Tarbes ?

Oui, assez nettement. Concernant la T3, elle était assez forte à Toulouse, je n'ai pas les chiffres en détail par contre. Mais je crois qu'ils devaient faire un bon tiers lors des votes. Ils se réclamaient de la construction et de la présence ouvrière. C'était un choix tactique et politique dans les débats de tendance, mais sur la base d'un travail réel.

Quand une décision est prise par la majorité, est-ce qu'elle est appliquée par toutes les tendances (même celles minoritaires) ?

Oui, autant que je m'en souviens. Ça ne posait pas trop de problèmes. Après, il ne faut pas être hypocrite, on applique mieux une orientation quand on la partage... Donc il y a la revanche de la réalité si je puis dire... Mais en tout cas, il n'y a pas de dissidence.

Quelle était l'appartenance syndicale des militants de la Ligue ?

Tous les militants enseignants étaient à la FEN, essentiellement dans le second degré. On était tous dans la tendance École Émancipée de la FEN. Après je pense que l'essentiel des autres camarades était à la CGT.

Une partie n'était pas à la CFDT ?

Oui, il y avait une petite proportion. Mais les recommandations et l'essentiel des militants étaient syndiqués à la CGT. Après c'était des mesures de bon sens, si dans telle ou telle entreprise c'est la CFDT qui est majoritaire on ne va pas s'amuser à diviser en créant ex nihilo une structure CGT.

Quel était le poids de la Ligue dans la FEN ?

Hé bien dans la tendance École Émancipée, on est rentrés en 1969. À partir de là, nous sommes rentrés en opposition envers l'OCI qui a quitté École Émancipée pour créer leur

courant Front Unique Ouvrier à l'intérieur de la FEN. Ce courant a pour base la ligne politique de l'OCI pendant mai 1968 où ils sont passés complètement à côté. C'était une tendance, car il y avait un droit de tendance dans la FEN. C'était la seule centrale syndicale où il y avait ce droit, pour des raisons historiques, car la FEN était restée autonome lors de la scission CGT-CGTU avec pour mandat d'œuvrer à la réunification syndicale. Pour garantir la cohabitation des différents courants, le droit de tendance a été mis en place et codifié. Il s'est bien sûr bureaucratisé par la suite, mais il était quand même codifié.

L'OCI a été poussé en dehors d'École Émancipée, car il y avait un débat de fond au sein de la tendance sur la question d'être des accompagnateurs de gauche de la bureaucratie de la FEN, ou être en opposition claire à cette bureaucratie. Tous les camarades, ex-étudiants car en 1970 ma génération était en fin d'année et beaucoup sont rentrés à l'éducation nationale, militaient à l'École Émancipée. Cette tendance était une structure de consensus entre courants révolutionnaires en particulier, comme les anarchistes qui y étaient.

Quel était le poids d'École Émancipée dans la FEN ? Quelles étaient ses possibilités de construction en tant que tendance ?

Du point de vue des votes, on devait faire entre 8 et 12 % au niveau national. En Midi-Pyrénées, c'était à peu près la même chose, peut-être un peu moins dans le SNI (le syndicat des instituteurs). Il y a eu une remontée d'École Émancipée, et ce n'est pas un hasard, après mai 1968.

Elle était structurée, et l'est toujours, en groupes départementaux. On appelait ça avant la fédération d'industries, c'était l'image d'un syndicalisme qui ne divisait pas les gens selon leur appartenance corporative. Dans les groupes d'École Émancipée, tous les enseignants, quel que soit leur niveau d'intervention, étaient ensemble. On ne divisait pas selon le primaire, secondaire ou supérieur. Après il y avait des commissions techniques pour préparer et affiner l'intervention, mais dans les instances de base nous étions tous ensemble. C'était pour surmonter les catégories et le corporatisme.

Quel était le nombre d'adhérents d'École Émancipée en Midi-Pyrénées ?

Quand on avait des régionales d'École Émancipée, ça a dû monter jusqu'à une quarantaine-cinquantaine de militants qui venaient régulièrement. On les faisait dans une salle de la faculté de Ranguel.

Et sur cette cinquantaine, combien étaient militants à la Ligue ?

Les deux tiers en gros.

En Midi-Pyrénées, la Ligue était donc en position de force dans l'École Émancipée...

Oui, ça dépend des départements. En Hautes-Pyrénées, il y a une histoire d'École Émancipée avec des anarchistes, des militants de la libre pensée. Quand je suis arrivé à Tarbes, c'est la libre pensée qui était majoritaire par exemple. C'est avec l'entrée de tous les soixante-huitards de la Ligue que les rapports de force dans École Émancipée ont changé. Mais tout ceci n'était pas une opération tactique, le but était de faire du syndicalisme. On a compris très tôt qu'il fallait une organisation politique révolutionnaire, mais aussi se lier de façon permanente au mouvement social et aux syndicalistes. On ne faisait pas une OPA sur École Émancipée pour recruter les meilleurs, on construisait patiemment une implantation syndicale

Comment se passait la confrontation interne avec la direction majoritaire de la FEN ?

Il y avait deux grands courants. « Unité, Indépendance et Démocratie » qui était le courant dirigeant lié à la social-démocratie, et « Unité et Action » qui était le courant lié au PCF. Des tensions très fortes entre ces deux courants avaient lieu. « Unité et Action » prenait du poids dans l'appareil en dirigeant le syndicat du second degré et du supérieur, et « Unité, Indépendance et Démocratie » dirigeait le syndicat des instituteurs. C'était en quelque sorte une machine bicéphale du coup.

Nous on arrivait en tant que troisième courant, on avait une double bagarre syndicale à mener contre deux courants réformistes avec chacun leur type de bureaucratie. Une bureaucratie de type social-démocratie et une autre de type stalinienne. On ne cogérait pas le syndicat dans ses structures de direction, on était représentés au prorata des élections en toute indépendance, nous n'étions pas dans les exécutifs. Cette position a changé plus tard, après l'éclatement de la FEN.

À quelle bataille interne as-tu participé et qui était mémorable ?

C'était le grand débat sur les types de grèves. C'est à dire des grèves de 24 h en 24 h, qui sont de moins en moins suivies, ou des processus de reconduction. Je caricature un peu les termes et les débats, mais en gros c'était ça. Dans l'issue de mai 1968, il faut retrouver un schéma gréviste de type reconductible et auto-organisé avec des comités de grève. C'était une bataille essentielle sur la forme des luttes. Bien évidemment, il y avait aussi des différences de

contenus, sinon ça aurait été très formel. La bataille essentielle que l'on menait c'était pour leur titularisation, contre l'auxiliariat et la précarité.

Les deux autres tendances étaient contre la titularisation des auxiliaires ?

Ils négociaient l'intégration des auxiliaires au compte-goutte, mais ils étaient prisonniers d'une forme de corporatisme. Si tu défends les concours de la fonction publique, dans leur esprit, tu as du mal à titulariser des gens qui n'ont pas de concours. L'argument que l'on nous opposait c'était qu'on bradait le statut et la valeur du concours. Nous on répondait que l'auxiliariat n'était pas un problème technique, mais un problème social, ils sont corvéables à merci. Il faut remettre les compteurs à zéro en titularisant tout le monde, et on ouvre les postes à concours après.

Quelle était la structuration des syndiqués à l'intérieur de la Ligue ? Et comment a-t-elle évolué ?

Une fois que le tournant syndical a été pris, non seulement théoriquement mais aussi dans les faits pendant l'hiver 69-70, on a organisé des fractions syndicales. Des militants de la Ligue, au-delà de telle ou telle cellule, se réunissaient en fraction CGT, CFDT, École Émancipée, pour préparer l'intervention dans la structure syndicale. Dans l'École Émancipée ça se savait, les tensions étaient très vives... On nous disait que ce n'était pas démocratique, vous arrivez avec une orientation déjà décidée entre vous. Ce n'était pas faux. C'était une nécessité à ce moment-là, après nous avons eu des débats sur l'indépendance syndicale comme valeur que nous partageons et que l'on doit respecter.

Nous ne pouvons pas à la fois reprocher à la social-démocratie et au PCF de se servir du syndicat comme courroie de transmission de leur orientation, et faire la même chose en s'auto-légitimant, car nous au moins on est des révolutionnaires. L'infléchissement qui a été apporté c'est de dire que ce sont les structures syndicales qui sont souveraines. On n'arrive pas en fraction politique dans les structures, c'est le débat politique général sur le syndicalisme qui doit apporter l'orientation. Après, chacun adapte et enrichit l'orientation syndicale par l'expérience de terrain.

Malgré cet infléchissement, des structures continuaient d'exister à l'intérieur de la Ligue ?

C'était plutôt sous forme de commissions, c'était plus *soft*. Il y a bien plus de respect des structures syndicales, on se coordonnait dans une commission mais sans tout préparer. On

débatteait de l'évolution du syndicalisme. Dans la FEN, cette coordination se faisait dans École Émancipée en préparant les listes des élus, préparer les motions des congrès et écrire des textes, mais dans un cadre syndical cette fois. Évidemment, les militants de la Ligue ne défendaient pas des choses contradictoires, mais on était beaucoup plus attentifs des enrichissements que l'on pouvait recevoir de l'extérieur.

De quand date cet infléchissement de la Ligue vis-à-vis des fractions syndicales ?

Je dirais après 1973.

Concernant les fractions syndicales, quelle est l'origine de cette position avant l'infléchissement ?

Je crois que c'était lié à notre construction, on était débutants. Moi j'étais à l'Unef, mais c'était plus une fédération de la gauche de la gauche de 1965 à 1968 qu'un véritable syndicat étudiant. Du coup, c'était la première fois que je pratiquais le syndicalisme, dans un cadre organisé et qui ne soit pas étudiant. J'étais loin d'être le seul parmi les militants de la Ligue, et c'était la même chose pour les camarades ouvriers. La fraction syndicale était du coup, aussi, un lieu de formation sur les façons de faire du syndicalisme. Deuxièmement, il y avait des enjeux politiques de tensions, dont je parlais tout à l'heure, qui faisait que dans la lutte contre les bureaucraties syndicales c'était ligne contre ligne. Il fallait arriver aguerris et en possession d'une ligne bétonnée. Troisièmement, ça s'explique par l'analyse générale du contexte, c'est-à-dire qu'il faut être très offensif et uni politiquement pour intervenir dans les syndicats car ça va péter très bientôt et pour ne pas se faire bouffer.

Il y a une cohérence politique dans tout ça, c'est ce qu'on a appelé par la suite « tendre ou détendre le système d'organisation » en se disant qu'on a plus de temps que prévu, permettant un militantisme différent. Après, il y a une règle de base que nous avons sous-estimée pour les raisons que je viens d'énoncer. Autant nous devons être dans le mouvement social et avoir une activité large, autant on doit être intransigeants sur le respect de l'indépendance des structures du mouvement de masse. Nous ne sommes pas là pour les manipuler ni pour les noyauter, encore moins pour faire de l'entrisme. Nous sommes là pour construire avec ceux qui y sont, sur des bases claires et connues de tous, ces organisations-là.

Plus spécifiquement, vu que tu étais membre de la majorité, est-ce que tu te rappelles des pratiques de la Ligue lors d'une grève ? Et surtout est-ce qu'il y avait des désaccords entre la direction de la Ligue et ses militants syndiqués ?

Non je ne pense pas qu'il y ait eu de réels désaccords, en tout cas je ne m'en souviens pas. Sur les pratiques, on poussait à l'auto-organisation et à l'extension des grèves. Après des camarades pouvaient penser que ce n'était pas possible de prôner l'auto-organisation sur leur lieu de travail. On ne prônait pas l'auto-organisation au risque de diviser et casser une grève, parfois c'était à un degré propagandiste. Après c'était au coup par coup pour savoir jusqu'où nous pouvions aller. C'était par exemple la systématisation de la pratique des assemblées générales ou élire des commissions d'assemblées générales pour travailler spécifiquement sur tel ou tel dossier. L'essentiel était de donner cet infléchissement à une grève pour qu'elle soit la mieux auto-organisée possible. Il y avait bien sûr des gradations...

À un niveau plus théorique, peux-tu nous en dire plus sur celles de Bensaid concernant le « second souffle » du mouvement de mai-juin 1968 et sur « L'Histoire nous mord la nuque » ?

Je défendais ces théories à l'époque et j'en suis devenu très critique. À l'époque, la théorie de « L'Histoire nous mord la nuque », c'était que l'Histoire nous pousse vers l'avant et nous presse à agir, elle nous aiguillonne en quelque sorte. Vous allez être broyés si je referme mes mâchoires. C'était à la fois une tension dans le présent et une tension dans l'avenir. En gros, en tant qu'organisation, nous avons des responsabilités énormes et il faut arriver à peser dans le champ politique de la lutte des classes. Mais à force de se le répéter, ça crée quotidiennement des tensions au niveau, notamment, du système d'organisation. En même temps, je crois que Daniel Bensaid a écrit ce texte-là au moment où ça commençait à tourner. Donc c'est un texte qui venait trop tôt ou trop tard. Trop tôt si on était dans l'hypothèse stratégique d'une reprise rapide de crise révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés (ce qui ne s'est pas produit). Trop tard, car c'était la phase du passé récent des années 1968.

Sur le « second souffle », eh bien oui il a fallu le trouver ce second souffle pour les mouvements sociaux, ainsi que pour l'organisation. Le grand mérite de Daniel est d'être un des rares à avoir eu une pensée stratégique sur l'organisation du parti, qu'il a eu jusqu'à la fin. Y compris par rapport au NPA. C'est un des seuls à avoir eu cette pensée-là, sur la construction d'un courant marxiste révolutionnaire en terme stratégique. Il faut comprendre qu'il se situait dans cette problématique-là. C'est-à-dire qu'il faut préserver, construire, rendre efficace et offensif un noyau marxiste révolutionnaire. Et ça, c'est quand même en lien avec la

construction de la Quatrième Internationale à la fin des années 1930, qui était en soi assez gonflée ! Les débats que j'ai eus avec lui, en 1975-1976-1977 c'était d'essayer de dire qu'on ne pouvait pas continuer dans cette hypothèse d'imminence de la révolution. Il fallait détendre le système d'organisation, on part d'une hypothèse qui ne se révèle pas juste. Ça peut paraître un peu prétentieux, mais ce n'est pas ça du tout, c'est juste des débats politiques avec du décalage. Je crois que les raisons de l'écriture de ces textes, c'était contre les renoncements et le maintien. Ça, c'était juste, mais peut-être fallait-il prendre en compte des éléments nouveaux qui nous sont apparus, à tous, petit à petit. Par exemple 1973 avec le Chili, comme je l'ai dit tout à l'heure.

Du coup, quelles sont les théories ayant remplacé celles-là ? Car le congrès de 1977 a pris en compte les critiques que tu énonces.

Nous avons toujours été amenés à jouer un rôle disproportionné par rapport à nos forces réelles. Ce congrès a acté le fait que nous avions le temps. Nous devons être plus attentifs à la recomposition du mouvement ouvrier. Avoir du temps n'a pas le même impact sur la manière de militer, nous ne croyons plus à l'imminence d'une révolution. C'est avoir le temps pour l'implantation syndicale et le travail de masse. Nous avons du temps pour la construction et l'élaboration d'une organisation révolutionnaire. Comme le dit Daniel dans un de ses derniers ouvrages, c'était « la lente impatience » et non plus « l'Histoire qui nous mord la nuque ». C'est ce qui résume le mieux la ligne politique adoptée après le congrès de 1977.

Peux-tu nous en dire plus sur le Mouvement Rouge de la Jeunesse qui était la ligne de la LCR à destination des lycéens, étudiants et jeunes travailleurs ? Est-ce qu'il n'y a pas une certaine contradiction entre la construction de ce mouvement, et le fait de partir de la faculté pour s'implanter parmi les travailleurs ?

Le Mouvement Rouge de la Jeunesse était un avatar de la Dialectique des Secteurs d'Intervention. C'est-à-dire la construction de cadres révolutionnaires issus du mouvement étudiant, qui étaient devenus des cadres révolutionnaires à part entière pouvant se tourner vers le travail syndical et le travail d'entreprise. Mais aussi maintenir une aile envers cette plaque sensible que la jeunesse étudiante représentait. Le but était d'arriver à desserrer l'étau et à jouer sur les deux tableaux.

Et comment expliques-tu la perte d'une grande partie de l'influence de la LCR dans les facultés dans les années 1970 ? Le congrès de 1977 n'a-t-il pas fait le bilan de cette

théorie du Mouvement Rouge de la Jeunesse en revenant vers le syndicalisme étudiant à travers le Mouvement d'Action Syndicale (MAS) ?

Je suivais ça de loin donc je ne pourrais pas te l'expliquer dans le détail, j'étais déjà professeur à l'époque. Ce que j'en comprends c'est la continuité d'un débat qui avait déjà émergé lors de la constitution de la Ligue communiste : faut-il organiser tout le mouvement social étudiant dans une seule organisation ou en découper une partie sur des bases marxistes révolutionnaires ? Le reflux après mai 1968 a été très rapide dans les facultés, il fallait sauver ce qui était organisé dans les universités. C'est là que la Ligue a proposé ce Mouvement Rouge de la Jeunesse afin de découper dans le milieu de la jeunesse les forces qui voulaient s'organiser sur des bases révolutionnaires. Ça n'a pas marché, c'est resté largement minoritaire, il me semble, mais ce Mouvement Rouge de la Jeunesse a préfiguré la création des Jeunesses communistes révolutionnaires (l'organisation de jeunesse de la LCR, fondée en 1979).

Concernant les nouveaux mouvements sociaux comme le féminisme, l'écologie et les LGBT, quelle a été l'évolution de la Ligue ?

Sur le féminisme, oui la Ligue a évolué... Le sexisme s'y exprimait, comme dans la quasi-totalité des organisations politiques de l'époque. Mais des camarades de la Ligue se sont investies dans le MLF, qui prenait d'ailleurs aussi en charge la question lesbienne de façon très conséquente à Tarbes. Il y avait 4 ou 5 camarades femmes de la LCR qui intervenaient dans le MLF de la ville. Des débats de fond (les cadres hétéronormés des organisations politiques, entre autres) avaient lieu entre les militantes de la LCR et le courant Psychanalyse et politique (majoritaire dans la section tarbaise du MLF). Contrairement à d'autres villes, comme à Paris par exemple où les débats étaient à couteaux tirés entre les militants de la LCR et ce courant, le MLF de Tarbes est resté très ouvert. Parallèlement, il y avait les luttes sur la contraception et l'avortement avec des structures de masses mixtes comme le MLAC. Cette organisation fonctionnait par des comités de ville avec des structures régionales et des assises nationales. À Tarbes, il y avait tous les courants de gauche y compris les féministes du MLF qui étaient dans le MLAC.

Mai 1968 n'a pas été très féministe dans son expression. Les « leaders » étaient masculins, mais il y a eu un effet retard de ce mouvement social. Car mai 1968 c'est aussi la genèse du MLF. Il y avait un courant féministe pendant cette lutte, qui était minoritaire dans son apparition et son expression, dont les effets ont été puissants concernant la lutte pour l'avortement, la contraception, la remise en cause du sexisme généralisé. C'est parce qu'il y a

eu le MLF que des camarades femmes de la Ligue ont mené la bataille à l'intérieur de l'organisation pour qu'il y ait dans les statuts la possibilité de se réunir en non-mixité. Ces réunions s'appelaient les groupes Sand, du nom d'une camarade de Rouen qui avait porté ces amendements au congrès de la Ligue. Ces amendements permettaient de se réunir uniquement entre femmes, car la frontière de l'organisation n'est pas la frontière du sexisme. Le but était de permettre l'auto-organisation ponctuelle, mais régulière, des femmes dans l'organisation pour traiter les questions de sexisme en positif. Ces débats-là ont donc été portés très tôt dans la Ligue. Ça ne s'est pas passé sans craquements ni conflits. Les raisons sont que c'est facile de ne pas se revendiquer féministes pour les hommes qui ne subissent pas l'oppression spécifique des femmes. Mais se dire féministe quand on est un homme est une tâche qui n'est jamais achevée, il n'est pas au-dessus des rapports de force.

Sur les questions LGBT, il y avait la revue *Masques* où des militants de la Ligue écrivaient. Il y avait aussi dans les années 1970 une commission homosexualité au niveau national. Des camarades, appartenant au bureau politique de la Ligue, étaient des militants proclamés du mouvement de libération des homosexuels. Dans le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), on retrouvait des membres de la Ligue. Malheureusement, nombre d'entre eux sont morts du SIDA peu de temps après, ce qui est un autre grave problème...

Par rapport à l'écologie, on a eu un gros retard. Il faudrait revoir les textes, mais en gros ça ne dépassait pas les critiques de Marx sur les relations des humains avec la nature. C'est plus dans les années 1980 que nous avons pris conscience de cette problématique, et nous n'étions pas moteurs de ce mouvement.

Je pense que la Ligue a été de plain-pied, assez vite, dans ces nouveaux mouvements sociaux, et ce malgré les désaccords. Nous avions des débats sur le féminisme radical ou le féminisme lutte des classes, qui sont des débats riches dans tous les cas. Ça n'empêchait pas dans les petites villes comme Tarbes qu'il y ait des réunions non mixtes des féministes, quel que soit leurs orientations et malgré les frictions.

Quelle était la conception du front unique à la LCR ?

Je ne trouve pas de meilleure formule qu'« initiative, unité, débordement ». Comme je te le disais, malheureusement nos marges d'initiatives se sont réduites, l'unité était difficile et le débordement encore plus. C'était quand même un schéma du front unique dont le mérite était de penser stratégiquement le rôle d'une organisation révolutionnaire. Il fallait se tourner vers les organisations réformistes pour leur proposer des initiatives. Vu la disproportion entre le PCF, la social-démocratie et les courants révolutionnaires, l'unité était une tactique de

guérilla unitaire. Trotsky distingue trois cas pour le front unique. SI les organisations révolutionnaires sont majoritaires, la question ne se pose pas. Quand le rapport de force est à 50-50, c'est là que le front unique prend tout son sens, la composante révolutionnaire propose le front unique aux réformistes. Le but, dans ce deuxième cas, est d'unifier la classe au travers d'alliances tactiques et de campagnes communes. Si l'avant-garde communiste est faible, le troisième cas s'applique (c'est le cas pour notre courant depuis les années 1970). Trotsky dit, dans ce troisième cas, que le front unique a moins d'importance. Il faut faire attention à ne pas caricaturer ses propos, il ne dit pas que le front unique n'a pas du tout d'importance...

Notre courant a gardé ces théories depuis mai 1968 en s'adressant aux courants réformistes pour leur proposer des campagnes, et aller plus loin (l'idée du débordement). La grande caricature du front unique de Trotsky et l'alliance d'appareils étaient portées par l'OCI de façon opportuniste. Personne dans la Ligue ne défendait l'orientation de l'OCI, car c'était du parasitisme des appareils syndicaux sur une ligne à peine un peu plus à gauche pour ne pas risquer la rupture. C'était de l'adaptation et de l'accompagnement, mais sans prise d'initiatives menant à la rupture à plus ou moins long terme. Nous on voulait se démarquer de ça en prenant justement des initiatives.

À Tarbes, par exemple, nous avons appliqué ce principe de front unique concernant le procès pour injures à l'armée contre deux camarades (dont moi). Nous avons organisé une campagne avec des rencontres unitaires de toutes les composantes de la gauche à Tarbes. On a même réussi à faire un meeting commun, avec Alain Krivine pour la Ligue, où toutes les composantes de la gauche ont été « obligées » de venir parler (y compris le PCF). Ça s'est bien sûr arrêté là, la phase de débordement n'est pas venue car cette initiative n'était pas propice à une campagne nationale durable, avec une auto-organisation et des comités. Néanmoins, nous avons cette compréhension-là du travail unitaire avec toutes les organisations de gauche. Ça a aussi irrigué notre militantisme syndical, car nous n'avons jamais créé de syndicats « rouges ».

Quelles étaient les relations de la Ligue avec les groupes qu'elle qualifiait de « gauchistes » (comme les maoïstes, les libertaires et parfois Lutte ouvrière) ?

Le front unique c'est un peu notre problème à nous. Les courants anarchistes et maoïstes ne se le posent pas. Le front unique ça s'adresse essentiellement aux réformistes. Après il y a des unités d'actions avec les groupes « révolutionnaires », mais c'est à distinguer du front unique en tant que tel.

Te rappelles-tu d'actions communes avec ces groupes ?

Non je ne m'en rappelle pas, même si je sais que ça a existé. Je pense qu'il y avait des cadres unitaires sur le plateau du Larzac, mais il faudrait vérifier. À Tarbes, on avait fait un car commun, avec le PSU aussi, pour la lutte LIP. Il y avait le PSU car dans le cadre de la recomposition, on s'adressait prioritairement à eux.

C'est justement ma question suivante, est-ce qu'il y avait des priorités d'interpellation vis-à-vis de certaines forces politiques ?

Oui bien sûr, des discussions en vue d'une fusion ont eu lieu avec Luttés ouvrière, ça n'a pas abouti pour des raisons dont je ne me souviens plus trop. Après le départ de Rocard du PSU, notre attention a été portée sur cette organisation. Le PSU était une organisation centriste, ce qui pour notre courant veut dire qu'elle hésitait entre réforme ou révolution, et avait d'importants relais dans la CFDT (la lutte LIP en est un exemple marquant).

Et quel était le but de ces discussions ?

Une recomposition, une tactique de construction par élargissement et par l'intégration de courants. On s'adressait aux groupes centristes selon trois critères : est-ce qu'ils évoluaient de la droite vers la gauche ou de la gauche vers la droite ? Quelle surface sociale représentent-ils et quelles activités sociales portent-ils ? Quel fonctionnement démocratique dans ces organisations ? Ce sont les trois critères pour savoir jusqu'où on va dans le rapprochement. À un moment, le PSU a quand même été un interlocuteur privilégié, mais ça n'a pas non plus abouti.

Dans cette optique de recomposition, il y a tout de même eu des courants du PSU qui sont rentrés à la Ligue ?

Oui, mais ils étaient très petits, notamment le courant du camarade Kergoat. Des scissions de scissions ça ne fait pas une fusion en positif.

Comment se considérait la Ligue lors de sa constitution ? L'optique était-elle de construire un outil pérenne (c'est-à-dire le futur parti révolutionnaire de masse) ou plutôt un outil temporaire qui permettrait de faire émerger un grand parti révolutionnaire par le biais de recompositions politiques ?

Je pense que la Ligue (des textes de François Sabado et de Daniel Bensaid le disent beaucoup plus tard) s'inscrivait dans la compréhension générale des courants de la Quatrième

Internationale. Cela veut dire qu'on ne se construit pas par auto-renforcement linéaire, il faut passer par des éléments de recomposition. Le PCI correspondait à une époque, la Ligue correspondait à une autre époque... Il y a toujours eu cette problématique-là. Cette question s'est toujours accompagnée de l'idée qu'il fallait un pôle de révolutionnaires, un pôle de marxistes révolutionnaires qui s'organise publiquement ou clandestinement.

Il faut toujours une continuité et ne pas se dissoudre complètement, sans préjuger de la capacité d'alliances, d'unité et de recompositions de ce pôle révolutionnaire dans un cadre unitaire qui peut devenir un cadre fusionnel. Après ça pose un problème tactique du mode de maintien de ce pôle, on a eu ce problème avec les camarades de la Gauche Anticapitaliste lors de leur sortie du Nouveau Parti Anticapitaliste (il y a maintenant une association française de la Quatrième Internationale, où les membres de différentes organisations cotisent directement).

Quelles sont les positions successives de la Ligue vis-à-vis des différentes élections politiques ?

La situation a très vite changé. « Élections, piège à cons » c'était notre position électorale en 1968. Elle était juste car il suffisait que de Gaulle propose des élections pour sortir du marasme de mai 1968 pour que tout le monde s'y engouffre avec l'illusion que la gauche allait en ressortir victorieuse. Et ça n'a pas été le cas, car le découpage électoral et le mode de représentation font qu'en termes d'élus la gauche est minoritaire, malgré un pourcentage honorable. Mais la gauche réformiste n'avait pas d'alternative, ils ne deviennent pas révolutionnaires comme ça parce qu'il y a une crise révolutionnaire. La gauche réformiste a été égale à elle-même.

Par la suite, de Gaulle a perdu son référendum en 1969, et la candidature du bidasse Krivine est arrivée très vite après. Notre compréhension tactique est classique envers les élections, on ne se fait pas d'illusions sur les institutions bourgeoises, mais nous pouvons les utiliser tactiquement comme une tribune après une grève générale comme mai 1968. Ça permet de décupler notre capacité à s'adresser à la population. Cette position n'a pas fait débat dans la Ligue, en tout cas pas que je sache. On ne l'a jamais remise en cause depuis. L'électorisme ce n'est pas se présenter aux élections, mais penser que l'on transforme le monde par les élections. Mais ça on n'est jamais tombés là-dedans.

Est-ce que le but était tout de même d'avoir des élus ?

Ben... Notre première élection était une campagne présidentielle, donc on ne se faisait

pas trop d'illusions (*rires*). Mais plus sérieusement, l'idée d'avoir des élus est arrivée assez vite. Et avoir des élus ce n'est pas faire alliance avec le diable. On a eu beaucoup plus tard des élus dans les conseils régionaux. Ça a son utilité, mais la condition c'est de ne pas croire que l'on peut changer le monde en ayant des élus.

Dans une campagne électorale, tu ne peux pas dire : « bonjour, je me présente, mais je ne veux pas être élu »... Ça supposerait une compréhension dialectique de ta politique trop haute dans la période, et totalement incompréhensible pour l'écrasante majorité de la population. On se présente pour avoir des élus et faire de la politique autrement, sans illusions dans la façon de changer le monde.

Cette position électorale était commune à tous les révolutionnaires ou la Ligue était isolée ?

La plupart des groupes d'extrême gauche ont continué à boycotter toutes les élections, la Ligue était une des rares organisations à se présenter. Même Lutte Ouvrière n'était pas d'accord pour se présenter juste après 1968.

En termes d'unité électorale, la Ligue cherchait-elle des alliances avec le PSU ou LO avant de se présenter ?

Je suis mal placé pour te répondre, car j'ai été candidat aux législatives de 1973, avec un autre copain, dans les deux circonscriptions de Tarbes. Il n'y avait pas de section LO dans la ville, seulement quelques militants isolés dans la région, donc on n'a pas fait de réunion unitaire pour ça. L'unité entre LO et la LCR lors des législatives de 1973 était un accord national, on a diffusé le matériel commun avec l'aide de quelques militants de LO de la région.

Avec le PSU, c'était différent. On n'a pas d'accords électoraux mais des actions larges et unitaires ont été faites à Tarbes : le car commun pour LIP (on était 40 dans le bus avec le PSU), des actions communes pour Secours rouge, ou encore un meeting commun de Krivine et Rocard (je ne me rappelle plus la date exacte ni pour quelle occasion). Il y avait une recherche d'unité d'action avec le PSU.

Gilles Da-Ré.

Réalisé en 57 minutes le 11 octobre 2012, au bar Shylock.

Gilles Da-Ré est militant de la Ligue à partir de 1971 jusqu'au début des années 1990, dans les PTT. Membre de la direction de ville à la LCR à partir de 1975-1976, il est un des fondateurs de SUD PTT et de Solidaires. Syndiqué à la CFDT PTT, membre du Conseil Départemental CFDT et du Bureau CFDT-PTT dans les années 1970.

Peux-tu te présenter de façon générale ?

Je m'appelle Gilles Da-Ré, j'ai commencé à travailler aux PTT en 1970-1971. Très rapidement, j'ai adhéré et milité à la CFDT. Je suis rentré à la Ligue au milieu de 1971, puis je suis parti au centre de tri en 1974 après un licenciement à l'interurbain ; puisqu'à l'époque le téléphone était manuel. Je suis resté à la Ligue jusqu'au tout début des années 1990, puis quelques mois sans appartenance politique. J'ai fait un petit passage au Parti socialiste pendant six mois et je suis revenu à la Ligue lors des élections régionales de 1998, puis au NPA, et aujourd'hui au Front de gauche. J'ai aussi participé à la création de SUD et de Solidaires dans les années 1990.

Où étais-tu lors de mai-juin 1968 ?

Moi j'habitais à la campagne, à 50 kilomètres de Toulouse. J'ai vécu mai 1968 de loin, on écoutait la radio, mais avec des oreilles de personnes sans vision politique. Des personnes impressionnées par les affrontements, la participation de la jeunesse, et l'ampleur des grèves qui ont commencé à toucher même les villages. À cela s'ajoutait la peur de manquer de tout alors qu'on vivait à la campagne. Cette peur a suscité notre curiosité pour voir ce qu'il se passait. Mais toute une génération de gens comme moi a vécu mai 1968 de façon différée, à partir du moment où ils ont trouvé un travail. Ça a été le cas pour moi en rentrant aux PTT.

Aux PTT, il y avait La Poste d'un côté et le téléphone de l'autre. Il y avait des centres où étaient les opérateurs dont la fonction essentielle était d'acheminer des communications. Pendant l'été pour permettre aux fonctionnaires de partir en congé, on embauchait des centaines et des centaines d'auxiliaires. L'embauche avait lieu au mois de mai pour dispenser une formation minimum. On s'est retrouvé à environ 150 jeunes, dont certains de la Ligue et de Lutte ouvrière qui avaient vécu de très près le mouvement de 1968.

Ton engagement dans la Ligue a été un cheminement intellectuel au contact des autres militants de cette organisation ?

Aux PTT, on a été en contact tout de suite avec les militants de la Ligue, dont un que j'ai trouvé sympathique et qui avait les mêmes préoccupations que la plupart des jeunes : la musique, les filles, etc. ... et en même temps, faire de la politique. On avait deux écoles face à nous. Celle de Lutte ouvrière qui était grosso modo la même qu'aujourd'hui dans sa rigidité, sans les questions de la vie quotidienne. Et celle de la Ligue qui était naturellement ouverte sur ces questions-là. Les PTT ont été « envahis » par un très gros contingent de jeunes, dont un paquet de la Ligue. On n'était pas loin d'une dizaine de militants à l'interurbain qui se trouvait rue Kennedy. En bas, il y avait la recette principale où se trouvait des militants de la Ligue et de Lutte ouvrière ; il y avait une implantation aux chèques postaux qui se trouvait rue Palabra, mais aussi au bureau gare. Il y avait une « force de frappe » non négligeable de militants, essentiellement auxiliaires. Ce statut était précaire, même si les postiers n'étaient pas corvéables à merci comme c'est le cas aujourd'hui. Il y avait un processus de licenciement qui les protégeait légèrement.

Quel est le processus d'intégration dans la Ligue ?

On ne rentrait pas à la Ligue comme ça ; c'était une période complètement différente. Une fois qu'une personne était repérée sur un lieu de travail, elle était immédiatement associée à quelqu'un pour discuter et se former théoriquement en lisant tel ou tel bouquin. Moi j'étais suivi par un vieux militant de la Ligue qui travaillait aux chèques postaux, et qui a quitté l'organisation dans les années 1980. Une fois que la Ligue avait cerné qui était qui, il y avait un autre processus de formation avec des personnes différentes de la Ligue. Donc on est arrivé très rapidement, fin 1971, à une dizaine de militants ; un autre travail politique s'est enclenché avec l'intégration dans un groupe Taupe. C'est-à-dire un endroit où il y avait une discussion sur le milieu, les problèmes syndicaux et les relations avec les autres organisations politiques. Il y avait toujours un rapport introductif sur la situation, des éléments pour comprendre les questions économiques ou internationales. Sur l'adhésion en elle-même à la Ligue, on était un peu privilégié car nous étions la première vague d'adhérents qui sortaient du cadre universitaire. On adhéra vite ; le temps de la formation pour moi a duré en gros un an. Après il y a tout ce qui concerne le statut de stagiaire, et le droit de vote, où ça passait extrêmement vite. On a donc eu une cellule PTT très rapidement avec des syndicalistes sur trois centres essentiellement : chèques postaux, recette principale, et interurbain.

Quelles étaient les structures pour les sympathisants ? Et quels liens existaient avec les étudiants de la Ligue ?

Dans le milieu salarié, les comités rouges sont devenus rapidement des groupes Taupes. C'était l'endroit où on écrivait la feuille. Le lien politique avec les étudiants de la Ligue se faisait à travers cette écriture. Chaque lieu d'intervention était associé à une cellule étudiante, qui était chargée de distribuer le tract. Ce n'était pas toujours facile dans certains endroits, notamment le centre de tri, avec les « stals » qui étaient violents et voyaient la Ligue comme un danger par rapport à leur hégémonie politique. Les étudiants avaient un sens de la responsabilité politique élevé, et devaient savoir répondre aux questions qu'on leur posait lorsqu'ils diffusaient un tract. Personne n'allait distribuer sans comprendre ce qu'il y avait à l'intérieur. Au fil du temps, c'est devenu compliqué, car ça demandait un temps fou. On faisait une réunion pour décider de l'écriture, puis des tâches matérielles, et une autre réunion pour que les étudiants expliquent le contenu. Il fallait aussi faire en sorte qu'il n'y ait pas de « cassage de gueule » comme le Parti communiste savait le faire. Au Bureau-gare, des militants syndiqués non membres de la Ligue faisaient en sorte que ça n'arrive pas et restaient près de nous lors des diffusions.

Où était implantée la Ligue, hormis les PTT ?

Après 1968, il y a trois grands points d'implantation que l'on découvrait au fur et à mesure. Si on était syndicaliste CGT à l'aérospatiale ou cheminot, on ne traînait pas jour et nuit au local de la Ligue. Il n'y avait pas que les flics qui le surveillaient.

À Sud-Aviation, nous avions un militant, Paul, qui était la traduction vivante de la justesse de la ligne à l'époque et de la possibilité de gagner des pans de la classe ouvrière. Ensuite, il y avait les cheminots, avec Joe qui sortait d'une école d'apprentis de la SNCF et qui a été recruté relativement tôt. On se syndiquait généralement à la CGT chez les cheminots et à l'aérospatiale. Puis il y avait nous, les PTT, qui venions en bonne partie du milieu étudiant, même si ce n'était pas mon cas personnel. Les militants venant du milieu universitaire avaient une autre culture dans les entreprises que des gens comme moi, Joe ou Paul. Il y avait aussi une implantation à l'ONIA, devenu AZF, et dans des entreprises textiles. Mais le noyau c'était SNCF, Aérospatiale et PTT.

Est-ce qu'il y a eu d'autres tentatives d'implantation à l'époque ? Quelle était la façon de la Ligue de s'implanter et la ligne spécifique qu'elle mettait en œuvre ?

Il y a eu plusieurs variantes sur ces affaires-là. L'idée de s'implanter dans la classe

ouvrière était une préoccupation de la plupart des organisations qui sont sorties revigorées de mai 1968, dont la Ligue et Lutte ouvrière à sa façon. Les « maos » n'avaient pas cette vision-là au départ ; ils l'ont traduite plus tard avec l'histoire des « établis hors sol ». Je pense que la Ligue a dû attendre plusieurs années pour avoir une vraie politique à ce niveau-là. Il y a eu toute une série de théories, comme la dialectique des secteurs d'intervention qui consistait à aller de la périphérie vers le centre. C'est-à-dire la jeunesse intellectuelle qui pourrait aller vers le cœur de la classe ouvrière. Nous aux PTT on était cet exemple sur lequel la direction de la Ligue s'appuyait. C'était une jeunesse qui sortait des facultés, un peu radicalisée tout de suite, et qui se retrouvait en entreprise. Une politique systématique d'implantation, je ne crois pas que ça ait existé. On pensait que des campagnes exemplaires avec la *Taupe rouge*, des apparitions massives sur les questions internationalistes comme l'Espagne ou le Vietnam, détacheraient des pans dans la classe ouvrière, et notamment dans ses organisations comme la CGT. Les choses se sont avérées beaucoup plus compliquées que ça. Les pans on les a attendus longtemps, ils ne sont même jamais venus. Donc il y a eu des rectifications au fur et à mesure.

Ça me fait penser à Hacuitex, où on avait une copine qui s'appelait Hortense. Il y a eu toute une série de grèves très dures dans le textile et le papier carton à Toulouse. Ces grèves étaient annonciatrices de la fin d'un cycle et de la présence de ces petites industries à Toulouse. Le patronat était dur. L'Union locale CFDT qui était très petite, et dirigée par des militants du PSU, avait demandé en sous-main l'aide du service d'ordre de la Ligue sur un piquet de grève massif. L'UL CFDT redoutait que le patron agresse les ouvrières de cette usine. Le service d'ordre de la Ligue était connu et reconnu comme très efficace, pouvant être utile l'essentiel du temps. Nous avons d'excellents rapports avec l'UL CFDT qui n'a jamais hésité à s'interposer entre nous et l'UD CGT pour garantir notre droit à manifester.

Quel était le rôle des militants de la Ligue à l'intérieur de la CFDT, et quelles étaient les relations entre les directions locales, départementales et nationales de la CFDT avec la Ligue ?

Jusqu'en 1974, tout se passe bien. À partir de là, c'est l'avènement de la deuxième gauche, en gros le départ de Rocard du PSU vers le PS qui a eu tout un tas de conséquences dans la CFDT. C'est-à-dire le ralliement d'une grande partie des cadres de la CFDT au Parti socialiste. Mais avant 1974, la CFDT c'est un enfant de mai 1968, un enfant qui a fini dans la grande délinquance. Nous aux PTT on a posé des problèmes à la direction de la Ligue de l'époque, on le saura plus tard. La direction de la Ligue était flanquée d'une commission

ouvrière qui avait une idée très précise de la classe ouvrière, avec des personnes qui ne travaillaient pas toutes par ailleurs. Pour ces camarades la classe ouvrière c'était le PCF et la CGT. Une partie de la direction de la Ligue a mis du temps pour comprendre la fonction de la CFDT dans la recomposition du mouvement ouvrier.

Pour en revenir aux PTT, l'idée de se syndiquer ne posait de problème à personne. Mais pour une série d'entre nous, aller à la CGT était impensable. On les voyait sur le terrain ; ce n'était pas des gens démocratiques ; ils fonctionnaient en petits groupes fermés. Ils avaient un langage radical, mais on les voyait souvent chez le patron. On a donc fait le choix de la CFDT, avec tous les jeunes auxiliaires qui étaient là. On s'est retrouvé avec une section de la CFDT à l'interurbain qui était supérieure à elle toute seule au poids de FO et de la CGT réunis. Mais en même temps cette section était essentiellement composée d'auxiliaires, l'essentiel des statutaires étant à FO ou à la CGT. Ça a donc posé des problèmes d'orientations à l'intérieur de la Ligue. Dans le secteur santé se posait le même problème avec une partie des camarades adhérant à la CFDT. Quand on a créé notre structure CFDT, elle était petite et il n'y avait pas de sélection comme à la CGT. Nous ne cachions pas notre appartenance politique. À l'époque, les relations de la Ligue avec le PSU et la CFDT étaient conviviales, et les dirigeants de la CFDT comprenaient au bout d'une demi-heure de discussion qui on était. Malgré cela, il y avait quand même des « droitiers » dans la CFDT, des gens qui ne voyaient pas d'un bon œil mai 1968 et encore moins les militants qui en étaient issus. Il y avait des fédérations qui étaient à la gauche de la CFDT ; comme la CFDT PTT à son congrès national de 1971, qui a demandé à ses adhérents de faire de la politique en rejoignant en priorité les organisations d'extrême-gauche. C'est une chose qu'on n'imagine plus aujourd'hui. Il y avait donc d'un côté PTT, Santé, Cuir-textile, Services qui étaient clairement à gauche. Et de l'autre des grosses fédérations comme la Chimie, la Métallurgie, la SNCF, qui étaient avant l'heure sur des positions socialistes.

Ok et donc à partir de 1974, il y a eu un recentrage de la CFDT ?

Oui, il y a eu deux grands événements. L'OPA politique avec Mitterrand et l'élection présidentielle de 1974, qui est un échec du point de vue de l'opération politique. C'est-à-dire faire de la CFDT au PS, ce que la CGT était au PCF ! La culture de la CFDT ne fonctionnait pas comme ça. N'en demeure pas moins que c'était la porte ouverte à ce qu'on a appelé le recentrage par le biais de réformes statutaires (enlever le plus de pouvoirs à la base).

Le deuxième événement c'est l'affaire des comités de soldats. L'UD CFDT de Gironde a été mise sous tutelle à cause de son soutien total aux comités de soldats, et de sa trop grande

proximité avec l'extrême-gauche et la Ligue. Dans la Haute-Garonne, le tournant a aussi été brusque car on avait deux camarades soldats, l'un à la CGT et l'autre à la CFDT. Ils étaient emprisonnés pour activité syndicale, dont l'un dans la région de Bordeaux dont on était sans nouvelles. On a donc fait quelque chose d'extraordinaire avec le secrétaire de section CFDT du centre de tri, qui était un socialiste de gauche membre du CERES (courant de gauche du PS). Nous avons appelé le commandant de la base et l'avons menacé de déclencher une grève au centre du tri s'il ne libérait pas nos camarades. Ça avait du sens, car on avait fait des Assemblées générales au Bureau-Gare où plus personne ne travaillait, avec une CGT folle de rage d'être obligée de défendre l'un de ses adhérents. Les gars ont donc été relâchés. La conséquence de cette affaire à Toulouse est la mise en place d'une chape de plomb dans les relations entre la Ligue et l'UD CFDT. Les relations étaient tendues et donc finies ; nous étions combattus avec des arguments bureaucratiques et non politiques comme auparavant.

Quelle était l'organisation des syndicalistes à l'intérieur de la Ligue ? De plus, tu nous parlais plus tôt de problèmes avec la direction de la Ligue concernant l'adhésion à la CFDT ?

La commission ouvrière de la Ligue, je l'ai découverte plus tard, et notamment avec des personnes que je n'avais pas l'habitude de voir. Ces personnes élaboraient toute une série de choses qui me passaient complètement au-dessus de la tête. Par exemple quand on parlait d'échelle mobile des salaires et d'échelle mobile du travail, ça supposait que j'en rediscute avec la personne qui me suivait car on n'en parlait jamais... Cette commission ouvrière s'est modifiée au fur et à mesure des nouvelles intégrations, et a perdu de son poids au profit d'une organisation en « fractions syndicales » comme l'appelaient nos ennemis de l'époque. C'est-à-dire qu'on regroupait des gens du même syndicat CFDT, CGT ou FEN dans une structure interne de la Ligue qui était chargée de discuter de l'orientation dans le travail syndical. Il y avait de temps à autre un outil plus petit, faisant office de commission ouvrière, composée des trois affiliations syndicales et qui était chargée d'élaborer une ligne globale sur la ville. Les choses étaient plus compliquées ; quand on n'avait pas d'implantation ouvrière, la commission ouvrière écrivait des tracts sur la ville, etc. Mais quand on a eu une implantation, le travail syndical a suivi un rythme qui n'était pas le même d'un syndicat à un autre. Dans la CFDT, on pouvait accéder à des responsabilités très vite, alors que dans la CGT des camarades sont restés clandestins pendant des années. Ça limite considérablement la possibilité du travail politique. De plus, une partie des militants CGT auraient préféré être à la CFDT, ne serait-ce que pour mettre en pratique leur savoir-faire. En même temps, le contenu de ces « fractions

syndicales » n'était pas le même. Par exemple à la CFDT lors du congrès départemental de 1971, notre problème était de savoir sur quelle orientation on allait avoir un camarade dans le bureau de l'UD. Il y a eu une bataille remarquable sur l'échelle mobile des salaires, mais sur laquelle on a été battu car cette notion était identifiée à la CGT et au PCF. Dans la CGT le débat était de comprendre ce que faisaient les « stals » et leurs failles à l'intérieur. Le PCF développait à la CGT une véritable fraction syndicale, tout était verrouillé. On pouvait bien sûr discuter de l'orientation globale de la CGT, mais notre marge de manœuvre à l'intérieur était très compliquée.

Donc plus on avançait plus les rythmes se sont écartés. Mais cet écart était en même temps ramené à une réalité qu'on ne perdait jamais de vue, c'était le rapport de force à Toulouse entre la CGT et la CFDT. L'une était une force énorme, incontournable, qui faisait en gros ce qu'elle voulait. L'autre était une espèce d'aiguillon qui était un mouvement dans lequel on pouvait discuter de tout, mais qui n'avait pas du tout le même poids.

Pour revenir plus spécifiquement sur la Ligue : comment fonctionnait l'organisation, notamment sa direction de ville et son mode d'élection ?

Il y avait un congrès de la Ligue qui était précédé de la publication de textes de bilans et d'orientations, et chaque instance de l'organisation était amenée à écrire. Un temps lors des réunions de cellule était consacré au débat du congrès. Parallèlement à ça, il y avait possibilité de s'organiser en tendance. Personnellement, j'étais plutôt organisé dans une tendance « à gauche », qui recoupait d'ailleurs essentiellement les orientations syndicales dans la CGT ou la CFDT. Il y en avait plusieurs. Je ne me rappelle plus des noms, mais on doit les retrouver dans les textes. Une bataille dont je me rappelle bien est celle du congrès de 1975-1976, date de mon entrée en direction de ville. Elle a porté sur l'orientation syndicale et sur la place de la CGT sur la ville. C'était une conséquence de la grève des PTT et des banques. Pour la première fois, on voyait des secteurs, qui n'étaient pas exactement le cœur de la classe ouvrière comme l'ONIA ou Sud-Aviation, tenus par des sections CFDT bien à gauche qui se posaient les problématiques de grève générale. On a eu du coup un débat sur l'organisation des cellules : fallait-il avoir des sections regroupant plusieurs interventions ou des cellules sur les entreprises ? C'est un débat dont la portée avait pour but, en réalité, de découper à l'intérieur de la Ligue un courant politique donnant accès à une majorité des postes de direction. C'est une bataille que j'ai menée avec Jacques Giron, vu qu'on était sur la même tendance. On a réussi en 1976 à avoir un poids dans la direction de la Ligue non négligeable, avec en plus une origine ouvrière. Forcément au fur et à mesure des arrivées et des départs,

l'idée de regrouper plusieurs interventions dans une même cellule/section s'est imposée par la force des choses.

Ce débat sur l'organisation des cellules avait déjà eu lieu au début des années 1970 et portait sur le jumelage de cellules d'entreprises avec les cellules étudiantes, peux-tu en dire plus ?

Ce débat a en effet été mis en pratique. Il y a eu des cellules, comme l'ONIA, avec des contacts à l'intérieur et des camarades dans les boîtes de sous-traitance. C'est là que le travail a été poussé le plus loin, avec un fonctionnement de la cellule de boîte bien accrochée à la cellule étudiante. Mais ça marche dans une période de poussée révolutionnaire. Très rapidement, il a fallu se dédoubler ; les étudiants avaient besoin de se voir entre eux. Tout s'est arrêté naturellement, car on avait épuisé le sujet et car il fallait passer à autre chose. Par contre pour illustrer le débat de 1976, on a eu une cellule commune PTT-SNCF parce qu'il n'y avait plus beaucoup de cheminots, et aux PTT on avait perdu beaucoup de monde dans les années 1980.

Comment fonctionnaient les cellules/sections de base ? Est-ce qu'il y avait une autonomie par rapport à la ligne définie par la direction ?

Au début, on est dans le cadre d'un fonctionnement léniniste, mais très partagé. Il ne serait pas venu à l'esprit d'une cellule de remettre en cause ce fonctionnement. Les tracts et les interventions étaient lus et relus par la direction, avant ou après la diffusion. Les choses étaient clairement codifiées, mais aussi admises. Ça a commencé à bouger de par l'impact du travail syndical, notamment à la SNCF et aux PTT avec la reconnaissance par les travailleurs de militants de la Ligue syndiqués à la CGT et à la CFDT. Des batailles étaient menées sans forcément l'aval de la direction de la Ligue. L'écriture des feuilles de boîtes est devenue un peu plus autonome, sans pour autant qu'elles soient indépendantes de ce que racontait la direction. Je pense que dans notre façon de voir les choses à l'époque, on était convaincu que la ligne était juste sans se poser la question de savoir s'il fallait écrire une ligne différente. Les choses ont évolué un peu plus tard dans les années 1980.

Peux-tu développer sur la grève des PTT de 1974 à Toulouse dont tu as fait partie ?

L'implantation de la Ligue dans les PTT a été modifiée ; l'interurbain en tant que tel n'existait plus. Le gouvernement de droite de l'époque faisait un choix décisif sur le téléphone, en passant d'un téléphone avec des opératrices à un téléphone automatique. Cela voulait dire

licenciements et reclassements de la quasi-totalité des auxiliaires, mais on n'était pas licencié comme les vacataires d'aujourd'hui. À l'interurbain s'organisait une grève des auxiliaires masculins sur la question des horaires. Les hommes travaillaient de 20h30 jusqu'à 6h du matin, les femmes travaillaient de 8h à 20h. Nous on avait des horaires extraordinairement dégueulasses, un jour ça a cassé et on s'est mis en grève. Une grève dans un endroit très compliqué, déclenchée par la CFDT et suivie à 100 %. C'est-à-dire une vingtaine de personnes. On savait qu'on allait se faire jeter, mais on s'en moquait ; retrouver du travail n'était pas compliqué à l'époque. Évidemment on a perdu ; on a tous été licenciés malgré une solidarité des travailleurs qui faisaient sauter le standard à des heures précises. La boîte qui n'avait pas l'habitude de licencier a fait une connerie administrative, et ça m'a permis d'être réembauché dans le centre de tri. On devait être au mois de mai dans un endroit où les « stals » étaient très forts ; un travail de nuit. C'était bien plus rude que le téléphone, mais il y avait une solidarité entre salariés. Au moindre problème, tout s'arrêtait et il y avait une AG.

La grève des PTT a démarré en octobre 1974. Très rapidement, on s'est retrouvé avec une section CFDT d'une centaine de personnes juste derrière la CGT. On a organisé avec la CGT et la CFDT le conflit, dans une ambiance plutôt sereine. Les problèmes n'étaient pas sur les modalités de la grève ; à part des débats sur l'occupation ou non du centre de tri. Nous, on était pour occuper car il y avait un symbole dans cette action. Des AG avaient lieu tous les matins à la Bourse du Travail, organisées par la CGT et la CFDT, où tous les salariés avaient le droit à la parole. La direction de la Ligue nous demandait de mener la bataille sur l'auto-organisation ; on a refusé de le faire. Nous ne savions pas comment mener cette question et quels arguments développer envers les salariés pour se réunir en dehors des AG matinales. Nous avons préféré mener la bataille sur l'extension du conflit par le biais de nos feuilles de boîte, et en interpellant les syndicats. On a provoqué des remous à l'intérieur de la CGT et de la CFDT, en disant clairement qu'à 38 jours de grève la seule solution pour continuer était d'étendre le conflit, et non d'empêcher les gens de rentrer dans l'entreprise. La CGT avait bien compris que cette question d'extension, au moins de la fonction publique, était posée depuis le début. Elle avait d'ailleurs organisé des « journées d'actions fonction publique » qui montrait réellement une potentialité, mais sans extension comme on le voulait. On a donc posé la question de la grève générale au moins dans la fonction publique, pour obliger le gouvernement à céder ou à céder sa place. J'ai fait une intervention dans ce sens-là, très applaudie, à une AG rassemblant 500-600 personnes à la Bourse du Travail. Cette affaire a fait du bruit. Les gens savaient que soit on démarrait soit on rentrait. Par la suite, il y a eu une réunion entre la CGT PTT et la CFDT PTT. La CGT demanda à la CFDT de contenir ses

gauchistes, ce à quoi la CFDT répondit qu'ils avaient autant de gauchistes de la Ligue que la CGT. Pendant et après la grève des PTT, on a organisé un groupe Taupe élargie avec une grande partie de l'appareil CFDT PTT. On avait même un gars qui était au PS et au CERES. Tout un travail s'est fait, mais on avait l'impression que la structure qu'on avait ne convenait pas à ce type de choses. Le gars du PS était d'accord pour discuter et faire des choses avec nous, rentrer à la Ligue ? Ça non ! On sentait bien que quelque chose n'allait pas ; on avait une capacité pour convaincre et faire avancer des gens. Mais en même temps, on avait un outil non adapté pour les intégrer réellement. On ne savait pas trop comment l'expliquer, ces débats-là reviendront dans les années 1980 où on ira plus loin dans la discussion.

Deuxième rencontre avec Gilles Da-Ré.

Réalisé en 1h34 le 26 novembre 2013, au bar l'Appartamento.

Comment se déroulaient les débats à l'intérieur de la Ligue ? Et est-ce que l'actualité générale avait une influence sur les débats ?

L'instance de base la plus importante à l'époque est la cellule, basée sur un travail en entreprise pour un meilleur travail syndical. L'idée de se regrouper au niveau d'un quartier est arrivée un peu plus tard. Au début des années 1970, il y a sept ou huit cellules d'entreprises, plus quelques cellules jeunes dans les facultés. Le fonctionnement de la cellule est organisé de façon très simple en définitive, en première partie le débat sur la situation politique qui pouvait être national comme international. Ce débat servait de formation, par exemple sur l'échelle mobile des salaires lorsque la question s'est posée dans les syndicats. La deuxième partie est essentiellement centrée sur l'écriture de *la Taupe Rouge*, l'activité syndicale, le point sur les contacts et les cotisations.

On avait donc des rapports d'actualité en permanence. Il y avait aussi cette volonté d'éduquer les militants sur des questions internationalistes, et non pas uniquement sur des affaires franco-françaises. Le souvenir que j'ai des Assemblées générales c'est surtout des temps consacrés à la préparation du congrès, national ou international, ou à des situations exceptionnelles. À côté de ça, il y avait des commissions ouvrières, puis syndicales CGT et CFDT.

Qui organisait ces débats en cellules ?

Chaque cellule est dotée d'un bureau qui n'avait pas de pouvoir au sens large, mais qui

gétait au jour le jour l'activité de la cellule, réglait les problèmes et préparait les rapports d'actualité. Ce n'était pas forcément un membre du bureau qui préparait un rapport ; ils demandaient à un camarade branché sur tel ou tel sujet de faire un rapport, par exemple sur l'Amérique latine ou autre. À l'époque, les cellules étaient petites, et donc chaque cellule comportait des professeurs ou des étudiants qui se coltinaient la majorité des rapports.

Est-ce que tu peux nous expliquer les différences fondamentales entre les différentes tendances de l'organisation, et s'il y a eu continuité des tendances à la JCR, la Ligue communiste et la LCR ?

Il y avait trois grands courants, ce qu'on appelait le courant droitier qui était incarné par Filoche à un moment donné, basé sur une orientation politique traditionnelle, un courant plus à gauche centré sur l'auto-organisation, une vision un peu gauchiste de la situation, et enfin ce qu'on appelait la « majo », pour majorité, qui était située entre ces deux grands courants. À l'intérieur de la majorité, il y avait des ailes qui pouvaient fluctuer vers le courant droitier ou le courant gauchiste. Ces termes de gauchiste et droitier avaient un sens politique à l'époque, ça n'a rien de péjoratif.

Moi je faisais partie de la majorité, mais avec une préférence relativement prononcée vers les courants de gauche. Par exemple lors de la grève des PTT, nous avons discuté de faire des feuilles d'entreprises communes avec l'Organisation Communiste des Travailleurs (OCT), dont une partie venait de la Ligue et une autre de la Gauche Ouvrière et Paysanne, un truc un peu gauchiste au final. Dans les cellules, les débats politiques, qu'ils soient nationaux ou internationaux, servaient à cristalliser les appartenances aux différents courants et tendances de l'organisation. Sur la plupart des débats on retrouvait ces clivages, mais sans que cela empêche le fonctionnement. Il y avait un temps pour le débat et un autre pour l'activité quotidienne des cellules.

Pour quelles raisons te considérais-tu à la gauche de la majorité de la Ligue ?

Je suis rentré à la direction de ville de la Ligue en 1975 avec Jacques Giron, dans une bataille portée contre la majorité locale sur une certaine conception de l'organisation. On était dans la majorité au niveau national, mais localement on s'est affrontés à Antoine Artous sur la vision du travail syndical, l'organisation de la Ligue et des cellules. Le débat a porté essentiellement sur ça, avec une proportionnalité des élus à la direction sur la base des courants. À l'issue de ce congrès de 1975, on s'est retrouvés avec une opposition relativement forte à l'intérieur de la direction en lien avec des camarades de l'hôpital.

On considérait que l'ancienne majorité avait fait son temps. Elle était droitère dans le sens où on a mis du temps à comprendre la dialectique du travail syndical avec le poids que l'on avait dans la CFDT, les difficultés inhérentes dans la CGT avec le poids des staliniens. C'est ce qu'on a mis en avant pendant le congrès de 1975 avec un long débat sur la question syndicale. J'avais moi-même fait un rapport sur notre travail dans la CFDT en montrant toutes les possibilités qui nous étaient offertes. Il y avait peut-être un non-dit derrière, qui était que quelques-uns d'entre nous pensaient que ça ne servait à rien d'investir la majorité des camarades à l'intérieur de la CGT. Là où il y avait une CFDT qui n'était pas trop droitère, il fallait s'y syndiquer.

L'entretien de Claude Begué montre qu'il y avait un désaccord avec votre courant sur la conception des comités à créer, ils seraient trop nombreux. Était-ce un réel désaccord ?

Quand on construisait un comité, et on n'en construisait pas pléthore, c'était un moyen de se différencier des réformistes. Nous montrions qu'on était capables d'aligner un nombre égal de manifestants que les réformistes, par exemple sur le Vietnam. Et en même temps, c'était un moyen pédagogique de mener les débats face aux autres courants de l'extrême gauche : les maoïstes et les libertaires. Je pense qu'à cette époque nous n'avions pas de vision mouvementiste, on ne créait pas un comité pour chaque mobilisation.

Par exemple sur le Chili, la révolution portugaise ou le garrotage de Puig Antich, nous n'avons pas construit de comité spécifique. Par contre, nous avons créé des mobilisations autour de ces questions. Par exemple, sur l'exécution de Puig Antich, nous avons refusé au centre de tri d'acheminer tout le courrier vers l'Espagne pendant 48 h. Aux chèques postaux, les filles ont refusé d'acheminer les mandats et au central téléphonique toutes les communications téléphoniques vers l'Espagne ont été coupées pendant 24 h. C'est nous qui avons mené cette bataille, nos propositions rentraient en résonance avec les employés.

Comment se déroulaient les débats ? Étaient-ils cordiaux entre les militants de différentes tendances ou non ?

Les débats pouvaient être durs, il y a des camarades qui ne faisaient pas dans la dentelle pendant les discussions et ça pouvait se traduire dans les relations quotidiennes. Il pouvait y avoir des animosités entre des personnes, mais le souvenir que j'en ai c'est qu'elles ne continuaient pas une fois le débat politique terminé. Après c'est comme partout, il y a des camarades qui ne savent pas faire la différence entre la fin d'un débat et les rapports quotidiens. Je n'ai pas le souvenir que ce genre de problèmes ait altéré le fonctionnement de

l'organisation.

Après il y a eu une période de tension dans la Ligue en 1974-1975 avant l'arrivée des commissions Sand, et qui était un peu générale dans la société. Au nom de la libération sexuelle, tout le monde couchait avec tout le monde, et par exemple certains n'aimaient pas que leur copine aille coucher avec qui elle veut. C'était une période un peu compliquée et génératrice de tensions. Les commissions Sand dans la Ligue sont arrivées, portées par les camarades femmes, et une série de choses ont été remises dans le bon sens.

Quel était le poids de la Ligue dans les syndicats toulousains ? Avait-elle une réelle influence ?

Il faut imaginer le poids de la CGT dans les années 1970, j'avais fait un bulletin intérieur du poids de la CGT, de la CFDT et de FO sur la ville, branche par branche. Il était très compliqué de prendre des responsabilités à l'intérieur de la CGT, ça arrivait, mais en cachant son appartenance politique. Des camarades de la CGT SNCF ont par exemple essayé. Aux PTT, on avait trois camarades à la CGT, un aux chèques postaux et deux à la recette principale. On avait un de ces copains à la recette principale qui s'appelait José Chidlovsky, il s'est retrouvé à la commission exécutive de la CGT par le biais de la commission jeunes de la CGT qu'il animait. À ce moment-là, il propose de créer un journal pour les jeunes de la CGT et rencontre un des staliniens de la commission exécutive, Michel Vayssiere. Il s'avère que cette personne était autrefois dans l'opposition à l'intérieur du PCF et conseille à José Chidlovsky de nommer le journal *La Voie de la RP*. C'était une référence au journal trotskiste *Voie communiste*. José a pu par la suite développer ses idées en prenant soin de ne pas jouer les gauchistes. Mais bon, il avait en face de lui une commission exécutive composée à 75 % de staliniens qui bloquaient tout ce qu'il pouvait proposer. Il n'a jamais pu vraiment gagner qui que ce soit à ses idées.

La plupart des camarades cachaient leur appartenance politique. Mais quand les staliniens savaient que telle personne était à la Ligue, ils l'intégraient dans l'appareil et quand le camarade était fatigué, il s'en allait. Les staliniens avaient une capacité à casser mentalement les gens. Avec la Dialectique des Secteurs d'Intervention, le but était de partir de la périphérie, comme le monde entier, pour aller au cœur et se confronter avec la CGT. La fin de nos théories sur l'imminence de la révolution après 1968 a fait échouer cette stratégie vis-à-vis de la CGT.

Et dans la CFDT, le poids était-il plus conséquent ?

La CFDT était une très petite organisation comparée à la CGT. On a une implantation qui tient la route dans les PTT, la santé, les banques ; on a un camarade dans le commerce qui se retrouve dans le bureau de l'UD CFDT. On a un vrai poids et nous sommes combattus par les droitiers, car il y en a déjà. Mais l'ambiance est au débat permanent avec la partie de la CFDT qui n'est pas à la Ligue, notamment à l'aérospatiale où la CFDT pèse relativement lourd dans les années 1970. Elle peut faire 20 % dans certaines élections, ce qui n'est pas négligeable.

C'est notre rayonnement qui fait que l'on arrive à discuter avec des secteurs où nous ne sommes pas présents. En 1972-1973, après que le syndicat FO Chimie et son dirigeant Maurice Labi ont rejoint la CFDT, Labi vient à Toulouse pendant son tour de France et passe au local de la Ligue. C'est une rencontre qui n'a servi à rien, mais c'est représentatif du poids que l'on avait. Nous avons donc un poids non négligeable dans la CFDT, ressenti comme bien au-delà de nos forces en réalité. Notre activisme donnait l'impression que l'on était vingt-cinq là où il n'y avait que trois camarades.

Quelle est l'évolution de la commission ouvrière de la Ligue ?

La commission ouvrière au départ est composée par des personnes qui encadraient le travail ouvrier. La première fois que j'y suis allé, les personnes parlaient de secteurs dans lesquels ils ne travaillaient pas, même s'ils en parlaient très bien. On avait l'impression qu'ils y étaient, car ils prenaient le temps de comprendre les choses, de lire les tracts syndicaux, de faire un travail de fourmi. Cette structure avait une fonction « indiscutable » tant que la Ligue ne s'était pas développée dans les entreprises, et que les militants ouvriers sur les entreprises ne s'étaient pas octroyé un minimum d'autonomie. Quand les militants se sont développés et avaient autour d'eux des contacts, les camarades ont adapté la vision centrale qu'avait la Ligue à Toulouse à leur capacité d'intervention dans l'entreprise et dans leur syndicat. Progressivement se crée un décalage entre ceux qui sont dans l'entreprise et ceux qui n'y sont pas, malgré le fait qu'ils aient correctement imaginé l'intervention que l'on devrait avoir.

Ce qui a pris le dessus à un moment donné, c'est les commissions syndicales par syndicat au niveau de la ville. Nous devons prendre le temps de discuter pour chaque syndicat des batailles à mener, par exemple le droit à l'avortement. Dans la santé, cette bataille était importante. Dans la commission ouvrière, c'était compliqué d'avoir ce genre de discussions, car on ne menait pas de la même façon les batailles dans la CGT que dans la CFDT. De temps à temps il y avait des réunions des deux bureaux des commissions CGT et

CFDT. Il y avait aussi la FEN, mais je ne me souviens plus très bien.

Au fur et à mesure, nous avons vu que notre théorie de la Dialectique des Secteurs d'Intervention ne marchait pas, on ne recrutait pas tant que ça, la commission ouvrière comme outil qui impulsait ne fonctionnait pas. La direction nationale a résolu le problème en éditant les cahiers de la Taupe. C'est-à-dire donner un outil national à l'ensemble des cellules ouvrières et commissions syndicales pour traiter les questions de fond et vulgariser les expériences ici et là.

Quelle était la nature des débats entre les deux bureaux des commissions CGT et CFDT ?

En dehors de grands problèmes généraux comme la crise au Chili, l'échelle mobile des salaires où nous traitions la chose de façon différente, je n'ai pas souvenir de débats marquants. Nos réunions de commissions étaient parfois en même temps le soir et nous nous réunissions à la suite avec les deux pour mettre les choses en commun. J'ai plutôt l'impression qu'au fur et à mesure de l'avancement de nos implantations, nous avons vérifié que les rythmes d'implantation dans la CGT n'étaient en rien comparables à ceux de la CFDT. Au congrès de la CFDT en 1977, je crois, se posait pour nous la question de prendre le pouvoir de la confédération. C'était une vision qui a été largement amplifiée et ne correspondant pas tout à fait à la réalité. On se retrouve dans une organisation où il y a cinq grosses fédérations, PTT, Santé, Hacuitex et deux autres, avec des courants comme le PSU et le CERES. La Ligue pouvait faire un bout de chemin avec ces courants, même s'ils se méfiaient de nous tout autant qu'Edmond Maire.

Ça c'était impensable dans la CGT. À ce congrès, on a d'ailleurs été traités de coucous, mais le développement des courants révolutionnaires dont on était le fer de lance à l'intérieur de la CFDT est allé cent fois plus vite que dans la CGT. Mais encore une fois, il faut ramener à l'échelle de ce qu'était la CFDT par rapport à la CGT.

Outre les désaccords lors de la grève de 1974 aux PTT dont vous m'aviez parlé lors du précédent entretien, est-ce qu'il y a eu d'autres désaccords sur les pratiques de grève entre la direction de la Ligue à Toulouse et les grévistes militants à la Ligue ?

Le problème qui s'est passé par la suite était de savoir ce que faisaient les militants de la Ligue dans d'autres secteurs lors de cette grève. On prônait la grève générale comme outil révolutionnaire pour combattre ce gouvernement. La porte du bureau-gare était sur les quais de la SNCF, nous avons donc posé le débat avec les camarades cheminots pour qu'ils mènent

la bataille de la grève générale dans les syndicats des cheminots. Ils ont été battus parce que les staliniens ne voulaient pas entendre parler d'une affaire comme ça, ils n'étaient pas sur une logique d'extension des conflits alors que pour le coup ils en avaient les moyens.

L'idée que l'on pouvait, à partir de secteurs économiques décisifs (lors d'une grève des PTT, ça se sentait), mener une bataille pour la grève générale était importante. Et la différence se voyait dans la CGT et la CFDT, on était plus libres à la CFDT pour mener cette bataille avec les résultats à la clé. En même temps ça posait des problèmes aux camarades de la CGT, car lorsqu'ils essayaient de déclencher une grève sur un autre secteur et qu'ils étaient battus ça laissait des traces.

Que retires-tu du principe théorique de la Dialectique des Secteurs d'Intervention et de l'Avant-Garde Ouvrière Large ? Est-ce que ces théories prônées par la Ligue ont fonctionné ou non ?

Je pense qu'avec un peu de recul, il y avait une Avant-Garde Large. La largeur je ne saurais pas la mesurer. Jusqu'à 1979, car c'est une date qui marque la fin des grèves dans le secteur industriel et de la sidérurgie, on a vu des travailleurs syndiqués ou non qui étaient en « rupture idéologique » avec les appareils. Je crois que ça existait. Là où on s'est trompés, c'était de croire que ces gens-là étaient disponibles pour construire un parti. Pendant la grève des PTT on a fait fonctionner une structure large qui est allée jusqu'à quarante personnes avec des gens du CERES, des cadres syndicaux de la CFDT, des militants de la CGT. Cette structure, officiellement Taupe rouge, mais en fait bien plus large, constituait cette Avant-Garde Large. Ils étaient conscients que pour s'en sortir il fallait la grève générale. Mais la plupart de ces personnes n'avaient aucune envie de rejoindre la Ligue. On leur avait bien sûr demandé, et la réponse était non. Cette avant-garde ce n'était pas forcément des jeunes comme nous, mais des personnes de quarante ans qui étaient plutôt étonnées et intéressées par ce qu'on leur racontait.

Sur la Dialectique des Secteurs d'Intervention, le bilan montre que l'idée d'aller du commerce vers la métallurgie est une idée qui ne marche pas. L'idée que l'on pourrait aller plus vite avec ce qu'on appelait les établis, les plans d'embauche en Lorraine, ne fonctionnait pas non plus. Plein de camarades ont préféré faire autre chose de leur vie que d'aller usiner des pièces d'avions, ce que je comprends tout à fait. La conclusion c'est que pour se développer dans une boîte comme l'aérospatiale ou au Mirail, il faut un noyau extrêmement important. Le temps qu'a mis le PCF à se construire sur ces boîtes-là montre qu'il faut être patient, en rajoutant les grèves de 1936 et de 1947 qui les ont aidés à s'implanter durablement

et massivement. Ils ont su construire à la périphérie du parti et du syndicat une série d'organisations satellites qui proposaient par exemple de la culture ou des colonies de vacances. Des choses que nous étions incapables de faire parce que nous n'avions pas le temps ni les moyens. On n'avait pas cette idée-là, on pensait que la révolution arrivait même si fin 1972 plus grand monde n'y croyait.

Que pensais-tu à l'époque des théories de Daniel Bensaïd sur « l'Histoire nous mord la nuque » et du « second souffle » ? Ces théories prônaient justement l'imminence de la révolution après mai-juin 1968, quel bilan peux-tu en tirer aujourd'hui ?

J'ai adhéré à la Ligue en 1971 et je l'ai fait, car je croyais qu'il y avait l'imminence de quelque chose. La révolution pour moi à l'époque c'était quelque chose qui me passait par-dessus la tête et floue. Moi ce que je croyais c'est que ça viendrait des boîtes dans lesquelles on bossait, je ne voyais pas comment il pouvait y avoir une reproduction identique de 1968 avec ce que Bensaïd appelait le second souffle. Je ne savais pas le théoriser, mais je ne le sentais pas. Après quand on voit des grèves ouvrières se développer relativement vite, notamment quand j'ai été immergé dans celle de 1974, tu crois que c'est possible. À ce moment-là, on a pu croire qu'il était encore possible de faire quelque chose comme mai 1968

Vous êtes portés par la vague de mai-juin 1968 ?

Oui tout à fait, il ne faut pas oublier le bouquin de Bensaïd et de Weber *Mai 1968 répétition générale* que l'on fait lire et dont on parle. On y croit. C'est vers fin 1972-fin 1973 qu'il y a une frange de militants qui se dit que c'est plus compliqué que ça... Et le courant droitier qui se développe dans la Ligue était sur ça en particulier, car ils ont une analyse de la situation politique moins exubérante que la gauche de la Ligue et moins ambivalente que celle de la « majo ». Ils sont plus sur l'idée du reflux et des limites qui sont posées

Concernant les nouveaux mouvements sociaux tels que le féminisme, l'écologie et le droit des lesbiennes-gay-bi-trans (LGBT), est-ce que tu y as participé ?

J'étais plutôt extérieur à tout ça parce que le travail syndical prenait l'essentiel de mon temps. La Ligue était à l'époque la plus ouverte des organisations aux luttes sur tous les terrains tels que le féminisme. L'écologie par contre franchement ce n'était pas une préoccupation de la Ligue ; il y avait la compréhension de ce qu'était le Larzac même si on n'y était pas réellement. On est dans la mobilisation, mais pas vraiment sur le plateau du Larzac en lui-même. Beaucoup de gens nous font remarquer qu'on n'a rien fait, mais qu'on est

là quand même. Le livre de Jean-Paul Salles dit qu'on était ouverts à tous ces mouvements, oui c'est vrai, mais on n'était pas là en permanence sur tous les terrains.

Sur les questions féministes, il y a eu toute une série de débats à l'intérieur de la Ligue et la mise en place de commissions non mixtes

Il y avait des problèmes de sexisme à l'intérieur de la Ligue ?

Oui, mais c'était général dans toute l'extrême gauche et au-delà. Des camarades faisaient des choses que l'on trouverait inimaginables à dire et faire dans notre milieu à l'heure actuelle. Je n'ai pas souvenir de ce que dit Claude Begué dans son entretien concernant les groupes femmes à Bellefontaine, je ne m'en souviens plus. Le souvenir le plus terrible que j'ai est sur la bataille dans la CFDT PTT concernant le droit à l'avortement. Nous le menions avec conviction, et nous avons eu en face de nous les filles des chèques postaux qui étaient des anciennes de la CFTC qui nous ont insultées avec une violence inouïe. C'était compliqué, car en plus nous étions des mecs à défendre la libre disposition de son corps face à des femmes... En même temps nous avons mené cette bataille, car nous étions réellement convaincus, et ça, c'est le résultat du travail de la commission femmes à l'intérieur de la Ligue qui a bien convaincu une partie de l'organisation si ce n'est toute.

Ces nouveaux mouvements sociaux étaient pris en compte par l'ensemble de l'organisation ou une tendance était plus à la pointe que d'autres ?

Ce que j'appelle le courant droitier n'était pas non plus hermétique, mais il mettait en avant des priorités. La « majo » était ouverte aux questions de la culture, des droits des homosexuels, le féminisme, un peu l'écologie. Peut-être que ça poussait un peu plus sur ces questions-là dans les courants gauches de la Ligue, mais je n'en suis pas convaincu, car je n'ai pas vu personnellement des clivages là-dessus. C'était de notoriété publique que la Ligue était plus ouverte que d'autres sur ces questions. On s'est un peu plus fermés et recentrés sur la construction du parti et la question syndicale au détriment des autres problématiques des années plus tard, vers la fin des années 1970 et début des années 1980.

Quelle était votre conception du front unique vis-à-vis des autres organisations ?

Notre conception du front unique ouvrier était quelque chose que l'on apprenait à tout le monde, on ne pouvait pas être militant et ne pas savoir ce que c'était. Après la plupart d'entre nous ne l'ont jamais rencontré, car le rapport de force tel qu'il était au sortir de mai 1968 le rendait impossible. La CGT, le PCF et le PS n'avaient absolument aucune volonté de

faire l'unité avec des organisations qu'ils ont honnies et contre lesquelles ils sortaient les manches de pioche à chaque manifestation. On expliquait que pour résoudre les problèmes, avancer, gagner sur les salaires, il fallait l'unité de toutes les organisations sur des revendications communes tout en permettant à chaque organisation d'avoir son propre point de vue. Ce sont des choses qui n'ont pas marché, ça n'a pas marché en Allemagne dans les années 1930 par exemple.

Je n'ai pas souvenir qu'au niveau local, la CGT et le PCF aient signé quelque chose en commun avec nous. Il y a eu des moments difficiles, par exemple lors de la dissolution de la Ligue en 1973. Il y a eu à Toulouse un meeting commun avec les militants de l'ex-Ligue, des gens du Parti socialiste, la CFDT probablement, la gauche de la gauche en tout cas, mais pas le PCF ni la CGT. On était donc dans un front unique partiel. L'idée d'une campagne prolongée unitaire sur des revendications est une chose qui ne s'est jamais faite, y compris avec les organisations d'extrême gauche.

Justement vu qu'il n'y avait pas la possibilité de réaliser le front unique avec le PCF et la CGT, quels ont été les rapports avec les autres organisations à la gauche du PCF ?

Hormis les facultés que je ne connais pas, les seules campagnes prolongées qui ont eu du sens politique et un impact sur la ville ont été avec le PSU. On faisait des choses sur tel point, des réunions et des tracts communs, des réunions de secteurs communes. Avec le PSU, on a fait des choses comme ça. Avec LO, non y'a rien eu de tel. C'est aussi la période où la Ligue a armé les militants en sortant des brochures décrivant les autres organisations d'extrême gauche, y'en a eu une sur LO, une sur l'OCI, un peu plus tard sur l'OCT, et toute une série de brochures sur les courants centristes comme le PSU. Avec le PSU, il y a une partie des militants qui ont rejoint la Ligue.

Est-ce qu'il y a eu justement une intervention précise vis-à-vis du PSU pour qu'une partie des militants rejoigne la Ligue ?

Oui, le PSU était une organisation où il y avait une multitude de courants, dont un qui était proche de la Ligue, comme un autre qui était proche de la Gauche Ouvrière et Paysanne, d'autres proches du PS. Les campagnes de front unique étaient doublées d'une activité précise. J'ai été longtemps dans la cellule SNIAS pour essayer d'animer le travail CFDT dans l'entreprise. La cellule faisait des réunions ouvertes avec des gens de la CFDT, alors que les camarades de la Ligue étaient plutôt à la CGT. J'allais discuter avec eux alors qu'ils étaient plus proches du PSU que de la Ligue, mais ils reconnaissaient que sur l'entreprise le PSU

évoluait vers le PS. On en a gagné un sur les deux, ça ne fait pas des tonnes, mais quand même. On a aussi discuté avec des camarades de la CGT d'Air France. On a essayé de convaincre les militants du PSU via le travail syndical et ouvrier. De toute façon, l'implantation de la Ligue n'existe plus sur l'aérospatial et se clôt avec le PSU fin 1975 début 1976. Les camarades sont fatigués et ont subi une défaite terrible en 1974.

À Toulouse, te rappelles-tu de différentes scissions de la SFQI ?

Là, je ne sais pas si des militants ont quitté la Ligue de Toulouse pour le groupe Révolution! (qui est devenu l'OCT par la suite). Par contre à Toulouse à la fin de la grève des PTT, une militante de l'OCT est arrivée dans la ville et a pris contact avec l'OCT locale. Devant le fait que l'OCT était une partie de la Gauche Ouvrière et Paysanne, donc un peu « branque », on a réussi à la gagner. Elle est venue à la Ligue très rapidement par désaccord avec ce que faisait l'OCT. Sur ce point, on a porté un petit coup à l'OCT qui a vivoté pendant un moment. Nationalement, une partie de l'OCT est revenue à la Ligue, à Toulouse je ne sais pas, car c'était vraiment très petit et ultra-gauche.

Vis-à-vis des courants maoïstes comme la Gauche prolétarienne et *Humanité rouge*, quels étaient vos rapports ?

Il n'y en avait pas beaucoup, je me rappelle de deux choses auxquelles on a participé un peu en tant que Ligue par le biais syndical. Il y a eu une mobilisation sur l'ONIA concernant l'ANPE, à une période où la CFDT tendance PSU était majoritaire. Les maos étaient dans ce comité de soutien en étant à fond sur les chômeurs. Il y a eu une vraie baston avec les flics, je ne me rappelle plus exactement comment ça a commencé, mais il y a eu de gros affrontements. C'est un des épisodes avec les maos à Toulouse. Je sais qu'ils ont eu une implantation à Bagatelle, mais je ne sais pas ce qu'ils y ont fait. Ils avaient aussi un mao qui était implanté dans la métallurgie, d'*Humanité Rouge*, dans une boîte qui s'appelait Babin dans la périphérie de Toulouse. Lors de la fermeture de la boîte, il y a eu une manifestation où ce mao était. Mais vraiment, c'est des petites choses dont je me rappelle.

Concernant la participation électorale, quel était votre but en tant qu'organisation ?

On peut revenir sur le petit livre de Krivine sur la farce électorale pour bien avoir en tête l'état d'esprit de la Ligue à cette époque. La campagne de Krivine en 1969 je l'ai suivie de loin. Quand on a vu ce mec en bidasse développer ce genre de choses, c'était extraordinaire. J'ai le souvenir que l'on était polarisé par les élections présidentielles, car c'était celles qui

pouvaient donner le plus d'impact à la Ligue. C'était une tribune politique comme l'explique encore aujourd'hui LO. À la sortie de la campagne de Krivine, l'un des mots d'ordre de *Rouge* est qu'il faut transformer les électeurs en lecteurs de *Rouge*. L'idée est qu'un électeur de Krivine avait voté de façon éclairée, ça n'a bien sûr pas marché. Même si les ventes de *Rouge* ont pu exploser à Toulouse, il faudrait vérifier, mais on a pu arriver à 1000 ventes sur la ville à certains moments après la campagne.

Dans les élections à Toulouse, est-ce qu'il y a eu des tentatives de faire des alliances avec le PSU ou LO ?

De 1968 à 1975, je n'ai pas souvenir d'alliance ici ni de rencontres avec le PSU sur ces questions-là. Le déclic unitaire se fait en 1977 avec des listes Ligue-OCT-LO, on voit qu'il y a des villes où on atteint 10 %. Mais avant à Toulouse je ne m'en souviens pas, il faudrait regarder les archives.

Lucien Sanchez.

Réalisé en 41 minutes le 15 octobre 2012, au local du NPA31.

Né en 1946, il est membre de l'UEC à partir de 1965-1966, à la faculté de Lettres. Il participe au mouvement de mai-juin 1968 à Toulouse, et adhère à la Ligue communiste en janvier 1970. Après une première nomination en tant que professeur de mathématiques en Charente, il part dans le Tarn en 1971. Il y devient le principal animateur de la tendance École émancipée de la FEN, tout en continuant à militer à la Ligue communiste.

Peux-tu te présenter de façon générale, notamment ton parcours professionnel et militant ?

Pour aller vite, je suis né en 1946 et j'ai fait une École Normale à Toulouse. Après une « prépa » à Montpellier, j'ai adhéré à l'Union des Étudiants Communistes en 1965-1966 lors de ma première année de faculté. Or c'est l'année où le secteur Sorbonne a été exclu. J'étais en contact avec des camarades qui ont créé la JCR. J'étais plutôt d'accord avec eux ; notamment à cause de la politique du PCF vis-à-vis de Mitterrand, mais aussi avec le socle fondateur de la JCR concernant le Che et la révolution cubaine. Je suis sorti de l'UEC en fin d'année, mais je n'ai pas adhéré à la JCR ; j'étais un compagnon de route. J'achetais leur presse parfois, « Avant-garde jeunesse », et j'assistais à des réunions, dont une où Alain Krivine est venu à Toulouse. J'avais la brochure du texte fondateur de la JCR. Concernant mai 1968, le problème pour moi c'est qu'en 1967 il y a eu un changement dans le système d'équivalence en mathématiques. J'ai donc passé le demi-certificat qui me manquait en février 1968, et j'étais en vacances la licence en poche. Je n'avais donc pas les conditions scolaires pour être en permanence sur le terrain, dans les amphis, et pour être au cœur de mai 1968. J'y étais, mais je n'étais pas en première ligne. Si j'avais été à la JCR j'aurais sans doute été beaucoup plus actif. En 1968-1969, c'est une année de transition et de changements dans ma vie personnelle. Une série de personnes, parfois pour des raisons de relation personnelle, s'est posé des questions à l'UEC. Certains camarades pensaient qu'il valait mieux adhérer au PCF, dans lequel je n'arrivais décidément pas à me retrouver. J'ai adhéré à la Ligue communiste en janvier 1970, dans laquelle j'ai milité sans interruption.

Quelle est ta vision personnelle de mai-juin 1968, et tes actions ?

Il y a eu des barricades à Toulouse, je n'y étais pas. Je n'ai pas fait non plus des occupations de nuit comme certains camarades. Sans intervenir, car je n'avais pas l'assurance à l'époque, j'ai fait essentiellement des AG à Rangueil et à la faculté de Lettres, puis les manifestations. La seule initiative dont je me rappelle, c'est quand je me suis manifesté dans un cours pour la grève et contre un prof.

Est-ce que tu te rappelles de l'ambiance générale de mai-juin 1968, et notamment ce qu'en pensait la population que tu côtoyais ?

Je rentrais tous les week-ends dans le Tarn ; mes parents regardaient ça avec de la sympathie. C'était des gens de gauche qui votaient PCF ; ce n'était pas des adhérents. C'est après, quand je me suis engagé politiquement, que mes parents ont eu des inquiétudes, surtout au moment de la dissolution de la Ligue communiste en 1973. Ils ont vu qu'il y avait des militants en prison, Krivine et Rousset notamment, et que l'on était une organisation interdite.

Après ta rupture avec l'UEC, quelles sont les raisons qui ne t'ont pas fait adhérer directement à la JCR ?

J'avais suffisamment de raisons de sortir de l'UEC, mais peut-être pas assez de convictions politiques pour adhérer à la JCR. Ce n'est pas pareil de quitter ou d'adhérer, surtout quand tu pars d'une organisation de dizaines de milliers de membres pour un parti de 300 membres nationalement. C'était un saut que je n'étais peut-être pas prêt à faire à l'époque, car ça voulait dire un engagement politique plus fort. Il y avait aussi le fait que j'avais contracté un contrat moral avec mes parents, en tant que fils d'ouvrier. Il consistait à assurer mon avenir professionnel et mes études, avant un éventuel engagement.

Comment étaient les rapports à l'intérieur de l'UEC avant l'exclusion ?

C'était tendu ! Je me rappelle d'une intervention du responsable PCF, présent pour contrôler l'organisation de jeunesse, au congrès préparatoire toulousain au congrès national. C'était une intervention très dure et qui chauffait. Le congrès national décida l'exclusion du secteur Sorbonne.

Où es-tu allé après ta licence ?

En 1970, j'ai adhéré à la Ligue à Toulouse et intégré le Centre pédagogique régional, qui consiste en une année de stage. J'ai eu ma nomination pour un poste en Charente à la fin

de cette année. Comme il n'y avait rien là-bas à part quelques contacts, j'ai été rattaché à la cellule enseignante de Bordeaux.

Quelles étaient ton action militante et tes responsabilités en 1970 à Toulouse ?

J'étais dans la cellule enseignante de la Ligue, d'une vingtaine de membres. Mais il n'y avait quasiment pas d'enseignants qui étaient en poste à Toulouse. Il y avait soit des stagiaires du Centre pédagogique régional comme moi ou Bernard Chamayou, et des camarades nommés dans les villes environnantes. On faisait une réunion toutes les semaines dans des salles à la faculté de Rangueil ou à la faculté de Lettres. À partir de ce moment-là démarrait mon expérience du syndicalisme étudiant. De plus, la cellule avait pris en charge le travail à Muret. Je me rappelle avoir fait des affichages et du porte-à-porte à Muret pour vendre *Rouge*. Il y avait une section bâtiment qui sortait une feuille, on se chargeait de sa distribution. Je ne me rappelle plus du nom de l'entreprise.

Quelle était l'organisation des cellules chargées d'intervenir dans les entreprises ?

Il y avait des cellules étudiantes qui étaient chargées de diffuser tel ou tel document. Mais il y avait aussi des cellules spécifiques sur une entreprise qui étaient constituées. Dans ces cellules se regroupaient des étudiants, des contacts de l'entreprise, et des militants ouvriers si on en avait. La cellule ONIA était dans ce cas par exemple. À Sud-Aviation, on avait un ou deux militants à l'intérieur, Paul et un autre camarade. À la SNCF, on avait aussi un militant à l'époque.

La présence des militants de la Ligue était plus forte aux PTT ?

En 1970, c'était pareil que les autres secteurs, notre implantation « massive » est venue après. Pareil pour le secteur santé. Alors qu'à la SNCF, à l'ONIA, à Sud-Aviation ça n'a jamais dépassé deux militants.

Et pourquoi cette volonté de s'implanter dans ce secteur ouvrier, avec le bilan que tu peux en tirer ?

Je pense que cette volonté de s'implanter dans la classe ouvrière, qui était nationale, a été limitée, mais réelle. Dans une série de secteurs, on avait quand même une implantation qui tenait la route : la santé, la SNCF et les PTT. On a essayé de s'implanter dans la métallurgie, mais la crise après 1975 a tout foutu en l'air. Je crois qu'on avait certaines implantations dans la métallurgie d'autres villes. On était très faibles dans la chimie par contre. Pour donner un

élément de comparaison, dans des secteurs comme la fonction publique on avait une implantation qui tenait, voire supérieur à Lutte Ouvrière. Mais par contre dans les secteurs industriels chimiques et métallurgiques, ils ont toujours été supérieurs à nous, et encore aujourd'hui.

Comment fonctionnait la Ligue en interne pour un nouvel adhérent ? Est-ce qu'il y avait des débats et une organisation démocratique ?

Des débats il y en avait beaucoup, notamment parce qu'on était portés par mai 1968. C'est une période qui correspondait à une montée révolutionnaire depuis 1960. On essayait de se revendiquer des meilleures traditions révolutionnaires, notamment celle de la révolution russe. Avec tout ce que ça veut dire en termes de références, de lectures, de compréhension de la réalité. Ça débattait énormément, avec aussi des polémiques envers d'autres groupes. Il y avait les maoïstes par exemple, sans parler du poids du PCF qui n'avait rien à voir avec ce qu'il est aujourd'hui. Il faut voir ce que publiait la Ligue à l'époque, une quantité de documents colossale. Ce qui a été publié en 4-5 ans est incomparable.

Et sur l'aspect tactique de construction de l'organisation, des faits t'ont-ils marqué ?

Moi ce qui m'a marqué, c'est que dans cette volonté d'implantation dans la classe ouvrière, mais aussi de suivre à la trace le PCF avec sa crise du stalinisme, il a fallu s'implanter dans le bastion ouvrier qu'était Tarbes. Le PCF avait la municipalité à l'époque, et une industrie métallurgique importante. Il y a eu un congrès local à Toulouse auquel j'ai assisté en mars-avril 1970, je crois. Il a été décidé d'investir massivement Tarbes, alors que nous n'avions pas grand monde là-bas. On a voté l'affectation de onze militants étudiants toulousains pour intervenir à Tarbes. Je crois me rappeler avoir passé une nuit là-bas avec ma « deux chevaux » pour distribuer des tracts dans les boîtes aux Lettres, et assister au meeting avec Alain Krivine dont la présence correspondait à cette volonté politique d'implantation. Après ces onze camarades, il se trouve que Cham a été nommé à Tarbes dans la foulée. Il a donc participé à cette construction. Malheureusement, il y a eu un conflit très dur à Tarbes avec Pierre-Cours Salies qui est à la Fédération pour une alternative sociale et écologique maintenant. Il était à l'époque professeur à Lescar, à côté de Tarbes.

Et c'était le seul envoi massif de militants sur une ville, dans la région ?

Oui le seul. Dans le Tarn, je demandais de temps à autre un peu d'aide, mais sans plus.

Quelle était ton activité syndicale dans le FEN ?

On avait fait le choix nationalement de construire la tendance d'origine syndicaliste révolutionnaire École émancipée dans la FEN. On intervenait en « fraction » plus ou moins souple dans ce cadre-là, qui était un cadre unitaire avec des courants « anars » et donc des côtés conflictuels permanents. Ce n'était pas simple et d'ailleurs ça n'a pas duré, avec au bout du compte la création de la FSU et une scission d'École émancipée de la part des « anars sectaires » (car il y reste des libertaires non sectaires). On militait dans ce cadre-là avec réunions, débats, tracts, etc. ...

Et tu as eu des responsabilités ?

À Toulouse non vu que je venais d'adhérer, mais dans le Tarn (où je suis allé en septembre 1971) j'étais le principal animateur pour le second degré d'École émancipée au niveau départemental.

Lors de la dissolution de la Ligue en 1973, que s'est-il passé dans le Tarn ? Était-ce au même niveau qu'à Paris ?

Non il ne s'est rien passé, d'une certaine manière. On a pris les précautions élémentaires en planquant le matériel et la ronéo chez un copain. On était une dizaine, ce n'était pas très compliqué de prendre les devants sur les lieux de réunions. La consigne nationale, c'était qu'il fallait continuer à vendre *Rouge*, donc nous apparaissions publiquement pour le vendre.

La structuration de la cellule du Tarn était-elle particulière ? Et quels liens étaient développés avec les autres villes de la région ?

On avait un trésorier, mais pas de bureau qui se réunissait à côté. On a mis en place progressivement des réunions régionales qui avaient lieu le samedi. Dans ces réunions régionales, il y avait des copains de Gaillac, de Montauban, de Tarbes, d'Agen avec Daniel Laplace (qui a construit la section dans le Lot-et-Garonne et qui venait à Toulouse, même si la ville était administrativement rattachée à Bordeaux). On se retrouvait à Toulouse dans cette coordination régionale, suivie par le secrétariat de la direction toulousaine en charge de ce travail, avec des copains de l'Ariège et du Lot. L'Aveyron était plutôt tournée du côté de Montpellier.

Et comment se déroulait cette coordination ?

C'était plutôt la retransmission des débats nationaux, car au comité central il n'y avait que des copains de Toulouse, et Bernard Chamayou un peu plus tard, le temps d'un mandat. Il y avait une information de l'activité dans les villes et la mise en place d'initiatives régionales. Par exemple en 1975, avec une manifestation à Castres contre les manœuvres militaires franco-espagnoles à l'époque de Franco. C'était une manifestation importante où Toulouse a bien été impliquée. Après il y a eu des rencontres ouvrières régionales à Toulouse qui parlaient des débats sur les luttes et l'implantation dans les entreprises. Pendant l'été il y avait la mise en place de stages régionaux.

Ces stages régionaux fonctionnaient ?

On les a faits jusqu'en 1977-1978. On les faisait au château de Bruguières entre autres. C'était à destination des militants et des sympathisants, avec des programmes assez classiques comme le système capitaliste, la révolution russe, la révolution cubaine, le féminisme, pas trop l'écologie. La formation était considérée comme indispensable pour que les militants soient indépendants dans les débats et possèdent les outils de base.

Concernant l'emprisonnement de Jacques Giron et de ses deux autres camarades, qu'avez-vous fait dans le Tarn ?

Oui je me rappelle que Tony (Antoine Artous), membre du comité central, était venu à Albi où se faisaient les réunions. On a fait plusieurs initiatives notamment interpeller les élus et des personnalités, distributions de tracts. En fait une petite campagne de solidarité. Ils sont restés quelques semaines en prison.

Bernard Cholet.

Réalisé en 1h22 le 9 novembre 2012, chez lui à Toulouse

Bernard Cholet, né en 1949, est rentré à la Ligue communiste en 1969 après avoir été, pendant une période, sympathisant de Lutte ouvrière et de la JCR. Étudiant de l'INSA, il abandonne pour militer en tant que travailleur à l'ONIA jusqu'en 1973. Il entame coup sur coup un travail aux chèques postaux, à Motorola, puis un poste à la SNCF en 1975, à Perpignan et Montpellier. Poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite. Il a toujours été syndiqué à la CGT après ses études. Comme mandat politique, il s'occupait à la direction de ville de Toulouse de la presse, du travail ouvrier par le biais de la commission ouvrière, et du travail antimilitariste.

Est-ce que tu peux te présenter rapidement ?

Eh bien, je suis Bernard Cholet, 63 ans. Au niveau politique avant 1968 j'étais en contact avec Lutte ouvrière. En 68, je me suis intéressé d'abord à la Ligue et j'étais en contact avec elle. J'y suis rentré en 1969. Depuis j'ai suivi, jusqu'à maintenant avec le NPA. Au niveau professionnel, j'étais étudiant de l'INSA en 68, viré après mai 68. J'ai travaillé à l'ONIA, aux chèques postaux, avant d'entrer à la SNCF où j'ai fait carrière dans la région de Montpellier. J'ai toujours été militant à la CGT, de l'ONIA jusqu'à la SNCF.

Pendant mai-juin 1968, tu étais en contact avec Lutte ouvrière ?

Oui je n'étais pas adhérent, car on n'y rentrait pas comme ça. C'était un militant qui me faisait la formation. Quand il y a eu la dissolution en juin des groupes d'extrême-gauche, le mot d'ordre de Lutte Ouvrière était de tous se réfugier au PSU. J'y suis donc allé et ça a duré de juin à septembre-octobre, jusqu'au moment où tous les groupes se sont reconstitués.

Et est-ce que tu as participé au mouvement de 1968 ?

Oui, à l'INSA c'était un très gros truc. C'était une des premières écoles qui est partie en grève. L'UNEF et l'UEC ont obtenu la reprise des cours ; c'était au tout début de mai 1968. Ça ne nous a pas empêchés de repartir en grève un peu plus tard. C'était des Assemblées générales énormes, avec tous les étudiants (à peu près 300 à 400 étudiants). C'était un truc gigantesque pour l'école. Il y avait des initiatives centrales, des visites sur les boîtes, une

politisation massive des étudiants avec certains qui rentraient chez les « maos » en plein mois de mai.

Est-ce qu'il y avait une coordination spéciale à Toulouse entre les facultés et les écoles ?

C'était la faculté de Lettres qui attirait tout. C'est là qu'on a connu les militants de la Quatrième Internationale et de la JCR. Il n'y avait pas de coordination formelle avec l'INSA. À l'école, les gens politisés étaient majoritairement à l'UEC. On était en opposition dans l'UNEF contre eux, car ils étaient contre le mouvement au départ. Quand c'est parti, ils ont suivi, mais pas avec beaucoup d'entrain. On a fait des élections à l'UNEF au mois d'octobre 1968 et on a été majoritaires avec les militants de mai 1968. À l'INSA c'était le premier gros mouvement ; il n'y avait pas de tradition de lutte car elle avait été créée 3-4 ans auparavant.

Et est-ce que tu as participé au Mouvement du 25 avril, qui était un peu le mouvement auto-organisé des étudiants en lutte ?

Moi j'étais derrière Pierre-Cours Salies qui était quelqu'un d'important, je l'ai bien vécu. Le Mouvement du 25 avril, à Rangueil, il y avait une coupure, car c'était la faculté de Lettres. Après on y passait notre temps à la faculté de Lettres. C'est là qu'on se rencontrait ; on y voyait des ouvriers, avec certains qui se faisaient passer pour des ouvriers. J'ai milité énormément à la faculté de Lettres avec des distributions de tracts et l'organisation des manifestations. Ce n'était pas un cadre « partidaire ».

Des liens avec les entreprises en lutte existaient-ils durant cette période ?

Dans le mouvement étudiant ce qui m'a marqué c'était une réunion publique où on est allés en tant que 25 avril. Cette réunion était organisée par la CGT, à la Halle aux grains. Ce qu'il faut savoir c'est que le 1er mai a été une réussite en termes de nombre, sans qu'on sache réellement pourquoi. Enfin bref, la réunion s'était mal passée car on voulait prendre la parole avec un refus net de la CGT. Il n'y a pas eu de cogne, mais c'était chaud. La CGT ne pensait pas que ça allait péter ; ils nous disaient qu'avec FO à Sud-Aviation, qui était la référence à l'époque, ce n'était pas possible. Ça ne pouvait pas partir. Nous on était persuadés qu'après le 25 avril c'était la révolution ; on était un peu déphasé vis-à-vis des gens. À cette réunion publique, ils nous trouvaient complètement lunaires. Je peux le comprendre. Même à l'INSA, quand j'ai appelé à la grève, les gens m'ont regardé d'un air bizarre, malgré que ce soit parti quand même. Il faut comprendre que l'encadrement du PCF et de la CGT était tout autre qu'aujourd'hui, même au niveau des jeunes dans l'UNEF et l'UEC.

Tout ceci ne nous posait pas de problèmes, car on était sûrs de nous. C'était dans un cadre européen et mondial ; c'était parti et rien ne nous arrêterait. Au niveau des contacts avec les boîtes, j'ai surtout travaillé dans les quartiers, en revenant un peu à L'INSA par rapport aux examens et à leurs modalités. L'INSA a d'ailleurs fait un système où à peu près tout le monde passait. À partir de là, beaucoup d'étudiants de l'INSA sont revenus dans leurs villes et leurs familles ; il restait les plus politisés. J'ai une partie de mes collègues qui sont rentrés à *l'Humanité rouge* avec une intervention dans les boîtes ; d'autres étaient à LO. Ceux qui avaient peu d'interventions dans les boîtes, c'était la JCR avec deux militants ouvriers, dont un militant dans le bâtiment et un autre à Sud-Aviation. C'était intéressant, mais quand même très limité.

Pourquoi es-tu rentré à la JCR et quelle était sa structuration ?

Tu ne rentrais pas à la JCR car c'était les cercles noirs ; moi j'ai intégré un cercle rouge. Il y avait une arrivée massive de gens. Ma raison pour les rejoindre est l'attitude dans le mouvement de masse. On militait avec des gens du PCF ; la vision de la JCR était totalement différente au niveau politique et des pratiques. C'est ce qui m'a le plus intéressé, au-delà des idées trotskistes.

Et quels étaient les liens entre les cercles rouges et les cercles noirs ?

Il y avait des militants des cercles noirs, c'est-à-dire des militants « sûrs », dans les cercles rouges, mais tu ne le savais pas. À Ranguel on avait un groupe comité rouge. On faisait les réunions chez un copain qui était un vieux de la Quatrième Internationale, Gaston. Il me disait de préparer mon intervention pour une AG afin d'appeler à la grève. Gaston était l'élément référent du comité de Ranguel ; il avait déjà gagné des copains qui étaient pour certains au PCI. On se côtoyait en réunion de comité rouge sans savoir qui était noir. Ça ne m'inquiétait pas du tout, car parallèlement au mois d'octobre j'avais participé à une réunion à Grenoble du PSU. Car avec LO on était toujours au PSU, et à cette réunion, il y avait des copains de la Ligue qui « faisaient leur marché ». Les frontières entre organisations étaient floues. Moi j'étais au comité rouge, mais encore au PSU. Il y avait des débats sur tout.

Donc on était au comité rouge sans savoir qui était noir, et un jour il a fallu décider qui était secrétaire. Pour moi secrétaire c'était quelqu'un qui prenait des notes... Je me suis donc proposé, et un autre pour les finances. Les camarades du cercle noir étaient gênés, car ils laissaient prendre des tâches à des gens qui n'étaient pas formés ; ils n'étaient plus maîtres du fonctionnement. Dans le même acabit, j'ai appris qu'il y avait eu un congrès de fondation de la

Ligue auquel on n'avait pas participé ; on l'a su après. Il avait eu lieu en Allemagne, car on était toujours interdit en France. Tout ce fonctionnement s'est décanté avec la création de la Ligue. Ça se voulait plus large et voué aux masses. La Ligue au départ était un groupuscule, les vieux de la vieille c'était une poignée. Quand la Ligue s'est construite, tu y rentrais ou pas, c'était plus clair.

Il n'y avait plus de comité rouge ?

Non ! Après, le débat était sur le fait de transformer les comités rouges en quelque chose de plus large. Il y a eu beaucoup de conflits sur ça, car à l'INSA on a décidé de quitter l'UNEF. Le syndicat étudiant c'était 100 cartes sur 400 étudiants donc ce n'était pas ridicule, comparé à la situation aujourd'hui.

On en a fait voir à la direction de l'INSA ; ils ont profité des vacances pour virer près d'un tiers des étudiants. J'étais considéré comme le mouton noir qu'il fallait vraiment éliminer. Quoique défendu par un mec du PS qui a proposé mon redoublement, car je n'étais pas allé en cours de l'année. Très rapidement de toute façon, le but n'était plus les facultés, mais les entreprises. J'ai quitté véritablement l'INSA fin 1969. L'ONIA embauchait des étudiants pendant l'été. Ce qui était assez curieux vu que c'était une boîte dangereuse ; on était bien sûr payés moins cher. Ils prenaient des étudiants dans la chimie et l'ingénierie. J'y ai été embauché en juillet 1969, après l'élection présidentielle qui était un moment dingue.

Et par rapport aux élections présidentielles, est-ce que tu y as participé et comment ça s'est passé ?

On a fait une réunion et l'idée de se présenter est arrivée très rapidement. On avait un slogan qui était : « Élections piège à cons ». La gauche avait été traumatisé par la défaite de juin 1968, alors que nous on en rigolait. C'était le fossé entre la gauche électoraliste et nous. Donc le débat s'est posé ; moi j'étais tout de suite pour. C'est une période où je n'ai jamais autant collé. On partait le soir à 21h et on rentrait à 6h du matin. Ça n'a rien à voir avec aujourd'hui. On avait fait un gros meeting sur la ville. Pour se présenter il fallait 100 signatures, ce qui était assez facile comparé aux 500 actuellement. J'étais à l'INSA ; un député UDR venait rencontrer les étudiants et un ami m'a demandé pourquoi je ne lui demandais pas une signature. Devant l'amphi, alors qu'il se réclamait de la démocratie, je lui ai demandé s'il voulait bien nous donner une signature. Ce qu'il a accepté. Ça nous a valu énormément de problèmes avec le PCF, qui racontait clairement qu'on était soutenu par l'UDR. Notre cynisme bolchevique de l'époque m'a quand même fait aller chercher la signature à son bureau près de

la halle aux grains ; je crois me souvenir que c'était la seule signature de député qu'on ait eue. Après c'était une campagne de distribution de tracts ; trois semaines de dingue, dans lesquelles tous les gens autour de nous participaient. Sur la ville, la Ligue c'était 200 militants ; on vendait 700 journaux de *Rouge*. C'était dingue, avec Krivine qui parlait de l'armement du prolétariat à la télévision. On était quand même sur une autre planète. Le souvenir de la campagne, c'est vraiment des nuits entières à coller. Après, on a rêvé de transformer les votants en militants, alors que ce n'était pas du tout la même chose. On a eu un très petit score, autour de 1 %, je crois, ce qui était quand même décevant au vu du militantisme déployé. Après, c'est compréhensible vu ce qu'on avait raconté. Ce sera même pire en 1974, avec une campagne encore plus délirante. Le 0,36 % de 1974 était tout à fait mérité.

Pour revenir sur l'implantation de la Ligue dans les entreprises. Est-ce que ton choix de travailler à l'ONIA était délibéré ou en concertation avec la Ligue ? Et quelle a été ton expérience à l'ONIA ?

Il y a plusieurs façons de voir les choses. Quand je rentre à l'ONIA, je préviens les copains et demande ce que je dois faire, avec en tête une intervention militante. On a cherché un peu, mais on n'y connaissait aucun militant. Un camarade connaissait un copain à Portet qui n'était pas militant, mais qui voulait bien nous voir concernant cette question. J'ai pris des contacts sur la boîte pendant les deux mois que j'ai passés à l'usine. En revenant, j'ai proposé une intervention sur l'entreprise. Il y a eu un débat, et une partie de la cellule de Ranguéil s'est transformée en cellule ONIA. C'était le début d'une intervention un peu dingue. D'abord on distribuait des tracts à 4h du matin car les ouvriers prenaient le travail sur trois-huit ; on distribuait aussi à midi. On a sorti la *Taupe Rouge*, ce n'était pas très heureux comme titre car la taupe n'est pas très appréciée, et c'était compliqué de faire le lien. On se retrouve début 1969, où j'étais stagiaire, avec la création de cette cellule en octobre 1969. Une partie de la cellule était composée des étudiants de Ranguéil. De la Ligue dans l'ONIA, j'étais tout seul. C'était ce qu'on appelait l'intervention à la porte des boîtes. L'usine c'était 2000 ouvriers ; quand il y avait des grèves, c'était énorme avec de grands piquets de grève. L'ONIA était tenu par le PCF ; il fallait qu'on y gagne notre place. Car en plus d'intervenir dans la boîte, il fallait au préalable que le PCF t'accepte. C'est aussi pour ça qu'on distribuait à 4h du matin, car c'était le moment où le PCF n'avait pas les moyens de trop te bousculer. On a eu aussi une intervention dans la SNCF avec un militant, une intervention plus vieille dans la santé avec plusieurs camarades, dans les PTT avec des camarades.

L'intervention dans l'ONIA résista jusqu'en 1973, je crois, avec distribution de la

feuille de boîte et avec une série de contacts, dont Jean-François Mignard. À la fin de mon contrat de stagiaire, j'étais réembauché, une fois deux mois, une autre fois six mois. Jusqu'au moment où ils m'ont foutu dehors à cause de la *Taupe rouge*. Tout l'encadrement parlait de cette feuille ; elle était à visée syndicale. On ne parlait pas de démolir le petit chef, ce qui était très à la mode à l'époque. C'était une feuille combative. C'est d'ailleurs ce que nous disait le responsable CGT de l'entreprise. D'ailleurs j'avais de très bons rapports avec la CGT ; ils savaient qui j'étais, c'est-à-dire un gauchiste pour eux. Mais le secrétaire du syndicat a toujours été très sympathique ; on discutait. Je crois qu'il avait la vision qu'on était des jeunes un peu fous, mais qu'on ferait de bons militants. Il se posait aussi toute une série de questions, notamment sur les pays de l'Est. Il faut savoir qu'une partie du personnel de l'ONIA est allée installer des usines d'engrais en URSS ; il nous racontait ce qui s'y passait. Ça valait son pesant de cacahuètes ; les gens étaient « bourrés comme des coins » à peu près tout le temps et les copains se demandaient comment la boîte ne pétait pas. Ils expliquaient aussi comment ça se passait à l'intérieur de la boîte : le syndicat et le parti dirigeaient tout ; c'était les maîtres absolus. Ça ne donnait plus envie du communisme.

On venait devant la boîte de plus en plus souvent. Là, on a eu des accrochages violents avec le PCF. En particulier avec un tract sur la mort de Pierre Overney, qu'on présente souvent comme la fin du gauchisme et plus précisément du courant maoïste. On a distribué ce tract sur la boîte, où on a repris une formulation douteuse de Marchais sur Overney. Là, j'ai volé ! Je distribuais et je me suis retrouvé en l'air. C'est les ouvriers qui rentraient qui nous ont ramassés. Ça a été un des trucs les plus violents sur la boîte. Il y a eu des accrochages verbaux auparavant, mais l'affaire d'Overney nous a remonté, car pour le PCF c'était quasiment un flic. La manifestation pour Overney à Paris était énorme, et le PCF n'y a pas participé. J'y étais avec Claude, car on était à une conférence nationale ouvrière. Le but à l'ONIA c'était de se faire respecter ; plus personne ne nous a emmerdés à la sortie des boîtes. *La Taupe* a eu un gros succès.

On avait bien senti qu'en période grève, tous les ateliers feraient grève à leur tour, une grève bouchon un peu. Quand tu bloquais un atelier, tu bloquais la totalité de la chaîne. Les grèves c'étaient sur des conditions de travail. Je travaillais dans un atelier où il y avait eu deux morts liés à une explosion d'hydrogène. C'était l'ambiance de la boîte. Il y a eu des débats dans la Ligue ; on était loin d'être écologistes à l'époque. On était même pour le nucléaire, mais cette usine était dangereuse pour la ville. En disant ça, tu étais en opposition totale avec les syndicats locaux. Il y avait la poudrerie, où on a gagné un copain dans une petite boîte à côté. Il y avait aussi un gaz qui sent le pain brûlé, très dangereux. De temps en temps, il y

avait des fuites dans la poudrerie, où la seule mesure de sécurité était de monter sur des échelles pour se prémunir de ce gaz. Mais les gens avaient connu les wagonnets poussant le charbon dans des conditions de travail épouvantables, et ça, on avait du mal à le comprendre. Pour eux les conditions de travail étaient extraordinaires. En plus de ça c'était le début des licenciements dans la chimie et l'engrais, il y a eu un très gros plan de licenciements dès 1969. On s'est retrouvé là-dedans avec une intervention là-dessus.

Parfois, j'étais minoritaire d'ailleurs dans les thématiques d'intervention. En 69-70 il y a eu une bagarre entre étudiants et policiers à Ranguel. Les copains voulaient faire un tract sur ça ; sur toutes les boîtes. Un écho sur une feuille pourquoi pas, mais là je pense que c'était deux mondes trop différents. Les travailleurs de l'ONIA ne trouvaient pas que c'était leur combat. Il peut y avoir une solidarité chez les travailleurs, mais ça ne peut pas aller plus loin dans le contexte de l'époque à l'ONIA. Notre ligne générale était considérée comme sympathique, combative ; on suivait bien les trucs, mais on apparaissait comme des zombies. On a donc parlé ensemble de notre intervention à l'ONIA qui ne voulait pas s'amplifier, malgré nos efforts. C'était le moment du débat sur « l'Histoire nous mord la nuque » initié par Daniel Bensaïd et Tony. On s'est dit que si on n'arrivait vraiment pas à accrocher, on devrait arrêter. En fait c'est un peu ce qui s'est passé même si ça a continué, car il y a eu deux camarades électriciens embauchés à l'ONIA.

J'étais le précurseur de l'intervention. Quand j'ai vraiment été interdit d'être réembauché, je me suis lancé dans Motorola. On a donc monté l'intervention sur l'entreprise avec de jeunes copains qui ont été embauchés. Motorola c'est l'usine actuelle de Freescale. L'entreprise s'est créée en 1973 ; c'était au moment où Bensaïd se présentait aux législatives au Mirail. Il y a eu une grève d'entrée, mais après les jeunes camarades n'ont plus voulu travailler dans ce genre de boîte. C'était le boulot « le plus con » qu'on puisse imaginer, car ils faisaient les vis et bossaient la nuit. Motorola c'est une histoire extraordinaire quand même avec cette grève d'entrée, et qui correspondait à Lip. Les copains proposaient que toutes les négociations soient enregistrées et présentées au personnel. Tu imagines la réaction de la CGT qui ne comprenait pas comment on ne pouvait pas avoir confiance aux représentants des ouvriers. Ça a été un moment très fort, on passait notre temps entre l'usine et le Mirail car c'était là que l'on tenait les AG. On était directement avec le personnel, car il n'y avait pas de différence entre les militants et compagnie...

Tu disais que parfois tu étais minoritaire. Quelles étaient les différentes lignes dans la Ligue ? Et notamment les différences d'appréciation sur l'intervention ouvrière, avec des cellules jumelées étudiants-personnels ?

Moi j'ai toujours pensé qu'on ne pouvait pas intervenir avec une cellule de faculté ; c'est particulier. Pour montrer que parfois on était quand même un peu dingue : on allait chercher un type de la boîte qui finissait à 4h du matin et on le ramenait chez lui pour discuter de ce qui se passait dans l'entreprise, s'il y allait avoir grève, savoir l'ambiance. On était des « professionnels ». Pour suivre le truc, on ne devait faire que ça. Le débat s'est vite réglé ; on a fait des cellules de boîtes, mais sur 10-15 personnes, il n'y avait qu'un ou deux militants dans l'usine. Ça a vite été un problème, car on tournait en rond au bout d'un moment. Il y a eu aussi un autre problème avec un afflux de militants à la faculté de Lettres ; on ne savait plus quoi en faire. On a donc envoyé une série de militants de la faculté dans les cellules dites ouvrières. On a vu arriver des gens de la faculté qui n'avaient jamais demandé à être là, c'était vers 1971-1972.

En quoi consistait ton syndicalisme à la CGT ?

À l'ONIA, j'étais un simple militant. Le secrétaire m'avait à la bonne. J'étais à l'aise, j'allais au local alors que les camarades de la CGT savaient que j'écrivais la *Taupe rouge*. Ce n'était pas le cas partout dans les autres boîtes. Je me souviens quand même d'un tract intitulé « Tiens voilà le PCF, on va bientôt voter », car c'est vrai qu'ils apparaissaient uniquement en période électorale. Ça les rendait fous de rage. Le député PCF de l'époque nous faisait une blague sur la *Taupe rouge* qui était un lapin vert.

Et après ton militantisme à Motorola, quelles ont été tes activités ?

J'ai suivi le travail antimilitariste vers fin 1973 début 1974. On avait des copains au régiment de « para » de Toulouse, aux casernes de Niel et de Franczal. On y a lancé une feuille de caserne. C'était tout un cinéma, c'était clandestin. J'ai suivi cette intervention avant de partir moi-même à l'armée en Allemagne, à Landau, à partir d'avril 1974, où j'ai appris la mort de Pompidou et de nouvelles élections. Après, je suis revenu à Toulouse à la fin de mon service pour m'occuper du 1er mai 1975, avec un cortège de bidasses dont certains avaient le visage masqué et d'autres non. C'était une ambiance assez délirante. Je suis rentré à la SNCF le 2 mai 1975.

Et le travail antimilitariste, tu en faisais dans ta caserne en Allemagne ?

Oui, c'est une histoire extraordinaire ! On a été mis en contact avec un responsable américain des déserteurs de l'armée américaine, qui lui-même était en contact avec des copains de la Ligue par l'intermédiaire de sa compagne (dont la fille était à la Ligue). Il nous trouvait très spéciaux, mais il nous a pris en charge pour ce qui est de l'intervention. On a sorti la première feuille au mois d'août 1974 ; il y avait des copains de la Quatrième Internationale sur place qui se chargeaient de la distribution. Le copain américain avait trouvé un GI pour être directeur de publication. On a donc sorti une feuille officielle en Allemagne avec un directeur de publication antimilitariste américain. C'était un truc qui avait de la gueule. Quand la première feuille est sortie, le colonel m'a appelé en me disant que j'étais le seul fiché du régiment, et que mon organisation appelait au travail antimilitariste. C'était clair d'entrée. On a tout de même poursuivi le travail et organisé tous les régiments qu'on a pu en Allemagne, à travers le copain américain. On a même fait un film, masqué, qui était passé sur La Deux. On l'a vendu en France et en Allemagne pour se faire de l'argent ; ça nous a permis de payer les tracts pendant un an. C'était la méthode américaine : chaque fois qu'on militait, il fallait gagner de l'argent avec ce qu'on faisait. Il y a même eu des manifestations à Landau, et deux autres villes allemandes. Les télés venaient à la sortie de la caserne grâce aux renseignements du copain américain. Le colonel était fou de rage. Ils ont donc attaqué la feuille *Les bœufs voient rouge*, en référence au fait que les régiments d'infanterie étaient traités de bœufs par l'encadrement. Quand le procès contre la feuille de caserne est venu, le journal était accusé d'utiliser un directeur de publication qui n'existait pas. Le copain américain directeur de publication est venu et a soutenu son existence réelle ! Ce journal était considéré en Allemagne comme tout à fait légal. Il était distribué en ville, donc la police militaire ne pouvait pas empêcher les camarades de le donner aux militaires qui sortaient le soir. On le faisait quand même parfois devant la caserne pour embêter le colonel. On a toujours eu ces liens avec les GI, les copains de la Quatrième Internationale, mais aussi des antimilitaristes allemands qui venaient distribuer. C'était vraiment une ambiance extraordinaire. Une fois, on a réuni tous les comités de soldats en Allemagne. Là le copain américain nous a dit qu'il fallait tous prendre des pseudos, et par la suite on a mis en place un système clandestin autour de la Ligue. Peu après, j'ai envoyé une lettre signée de mon pseudo Anatole à Paris décrivant la situation.

Les pseudos étaient utiles d'ailleurs, car des camarades sont passés devant la justice militaire à Paris à cause des manifestations. Ils cherchaient le « grand dirigeant » de l'antimilitarisme en Allemagne, le dénommé Anatole. Le procureur demandait à chaque fois

qui était cet Anatole. Ça voulait dire que la lettre envoyée à Paris avait été interceptée.

Les engagés en Allemagne étaient très en colère sur leurs conditions de vie ; ils se sont servis énormément de nous pour faire passer leur message. Certains venaient même me voir concernant leur fiche de paie, pour savoir s'il ne manquait rien. La hiérarchie était très « emmerdée » parce qu'on avait une partie de l'encadrement qui nous était favorable sur certaines de nos revendications. J'ai quand même parfois eu la trouille, car il y avait des mecs « fachos ».

Donc voilà, il faut savoir que le travail antimilitariste c'était aussi les objecteurs de conscience. Quand j'étais à la direction chargé du travail antimilitariste, on travaillait beaucoup avec la Fédération Anarchiste et les « anars », car c'était les seuls avec nous à faire cette intervention. Quand des camarades sont rentrés à l'armée, on a suivi de ce côté-là.

Tu me disais que tu étais en direction. Quelles ont été tes responsabilités politiques de 1968 à 1976 ?

À l'époque, la composition des bureaux de cellule était très stricte. J'ai été à mon bureau de cellule, et en direction de ville à Toulouse responsable presse, puis au travail antimilitariste et à la commission ouvrière.

Est-ce qu'elle fonctionnait bien cette commission ouvrière ?

Il y a eu un problème sur la façon de mesurer la difficulté d'implantation. Ce n'était pas simple. Il fallait par exemple s'imposer à la SNCF, car on se faisait jeter systématiquement par le PCF. Car avant toute implantation sur un secteur, il fallait réussir à s'imposer, le PCF ne faisait pas de cadeaux. Un autre exemple, c'était à l'usine de Job où on avait un copain. On a décidé de distribuer en tant que commission ouvrière, c'était une boîte très combative. Le camarade en question se réclamait de la Ligue, et il a dû faire croire aux responsables de la CGT qu'il était ceinture noire de judo pour avoir le calme. Au moment de distribuer, ils sont arrivés pour nous faire partir en arrachant les tracts, etc. Après la mise sous pression qui n'a pas marché, ils ont raconté partout en ville que Claude, qui était présente à la diffusion, avait frappé le responsable syndical. Ce qui n'était évidemment pas vrai. L'après-midi de la même journée, on avait une manifestation, la CGT et le PCF mettaient à chaque fois un cordon pour nous séparer du reste de la manifestation. Ce jour-là, on avait percé leur cordon.

Le 1er mai 1972, je crois, on avait aussi réussi à foutre en l'air le cordon sanitaire de la CGT, car on était remis au fin fond. Je m'en souviens, car au moment de la bagarre j'avais cassé la hampe de mon drapeau sur la tête d'un responsable de l'UD CGT, de la CII. On avait

été surpris tous les deux, car on se connaissait bien. Il fallait s'imposer pour pouvoir faire la manifestation. On a du mal à imaginer cette période incroyable où on était considéré par le PCF et la CGT comme des parias, avec qui il ne fallait pas se mélanger. Lutte ouvrière se la jouait moins « gaucho » sur les boîtes.

Au final, on n'a pas réussi à s'implanter à Job. On avait plein de copains dispersés sur les sites ; c'était compliqué. En plus, c'était dur d'assumer sur le long terme de se faire exploiter toute une vie, après avoir vécu mai 1968

Claude Begué.

Réalisé en 1h18 le 14 novembre 2012, chez elle à Toulouse.

Claude Begué, militante dans les comités antiguerre à partir de 1963-1964, syndiquée à l'UNEF en faculté de Lettres et à la JCR depuis 1967. Elle participe au mouvement de mai-juin 1968 à Toulouse. À partir de 1969, elle travaille en pédopsychiatrie dans la cellule santé-social de la Ligue communiste. Tout en étant pédopsychiatre, elle intervient dans une cellule de boîte à Motorola. En parallèle, elle possède un mandat de secrétaire de section CGT dans le secteur santé-social, tout en participant à un travail féministe au quartier de Bellefontaine par le biais du Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception. Au niveau des mandats politiques, elle est en direction de ville à partir de 1969. Elle quitte Toulouse pour Perpignan, avec Bernard Cholet, en 1975.

Peux-tu rapidement te présenter ?

Je suis Claude Begué, actuellement à la retraite. J'ai travaillé en pédopsychiatrie depuis octobre 1969. Je suis militante depuis 1963-1964, d'abord dans les comités antiguerre et à l'UNEF en faculté de Lettres qui était animée par l'UEC. L'UEC était déjà en opposition avec le PCF, vu que c'était les futurs militants de la JCR. J'ai adhéré à la JCR en 1967. Le gros de nos activités c'était l'animation des comités Vietnam. Ce qui a marqué notre génération ce sont les luttes anti-impérialistes. D'abord contre la guerre d'Algérie et ensuite contre la guerre du Vietnam.

Aucune interruption dans ton militantisme ?

Non pas vraiment. Il y a eu des pauses, mais pour des raisons très personnelles. J'ai été à la JCR ; ensuite bien sûr il y a eu mai 1968 qui a aussi été un événement majeur pour notre génération, la dissolution de la JCR et la création de la Ligue communiste en 1969, la redissolution de la Ligue pour devenir la Ligue communiste révolutionnaire, et enfin le NPA aujourd'hui.

Tu as donc commencé à militer au début des années 1960 contre la guerre ?

Oui ! J'étais assez copine avec le cercle des JC de mon lycée Raymond Naves en quatrième. J'ai suivi ce qu'ils faisaient. Et à l'époque, il y avait des mouvements contre la

guerre d'Algérie dans la jeunesse, surtout après la création de l'OAS (Organisation Armée Secrète) et des attentats qui ont eu lieu, y compris à Toulouse. D'ailleurs, un des gars qui avait commis un attentat était dans mon lycée.

Quand tu es arrivée à la faculté, tu es donc rentrée à l'UNEF. Comment se passait le militantisme ?

La JCR était majoritaire au sein de l'UNEF à Toulouse. J'étais en secteur Lettres. Pour une anecdote, il y avait la Mutuelle nationale des étudiants de France qui intervenait sur les histoires de planning familial. À l'époque, il n'y avait pas la contraception ni l'avortement. Il y avait un travail de la MNEF sur ces questions, et moi j'intervenais aussi sur ça.

Et il y avait des liens avec les autres composantes dans l'UNEF ? Comment cela se passait-il ?

Il se passait. Mais le gros du débat passait plus dans l'UEC, et moi je n'y ai jamais adhéré parce que je ne les trouvais pas assez radicaux. Ils luttait pour des gommes et des crayons à la faculté et seulement la paix au Vietnam. Des choses qui, pour moi, n'étaient pas suffisantes. Les copains qui étaient dans l'UNEF et dans l'UEC, préparant la scission, cherchaient à faire adhérer dans l'UEC. Moi ça ne m'intéressait pas trop ces combats politiques internes dans l'UEC. C'est après, quand ils ont été exclus que j'ai compris le truc qu'il y avait derrière. On savait qu'ils étaient en opposition en interne, et le fait qu'il y avait la Quatrième Internationale derrière me passait complètement au-dessus de la tête.

Est-ce qu'il y avait d'autres groupes politiques à Toulouse avec qui tu étais en contact ?

Oui ! J'avais une copine de lycée qui était à la CNT, et qui l'est toujours, que je revois parfois.

À la faculté de Lettres, comment se déroulait l'action militante dans le comité Vietnam ?

Le comité Vietnam c'était quand même un comité de masse. Ça ne touchait pas les larges masses, mais on n'était pas deux. Au comité universitaire, on était entre 30 et 40. On faisait des interventions en amphitheâtre et on distribuait des tracts. On était en concurrence avec les maoïstes qui avaient leur propre comité, le comité Vietnam de base. Nous c'était le comité Vietnam national. Une des grandes actions du comité Vietnam national c'était « un bateau pour le Vietnam » ; ça a mobilisé pendant un moment avec entre autres des collectes d'argent. On relayait les campagnes nationales ; il y a eu des manifestations assez importantes.

La JCR avait un rôle prédominant à l'intérieur de ce comité Vietnam ?

Oui, à la faculté la JCR devait regrouper une vingtaine de militants, je crois, peut-être un peu plus. Tout le monde n'était pas à la faculté de toute façon.

Comment était structurée la JCR ?

Moi je suis rentrée en 1967. On avait des réunions au local qui était rue de la Chaîne. Le local c'était chez des copains qui avaient aménagé une salle de réunion, avec le matériel pour sortir des tracts. C'est un local qu'on a gardé très longtemps. Il y avait des réunions très générales. Mais on avait aussi un comité universitaire à la faculté de Lettres et il devait y en avoir un à la faculté de Sciences, car on avait des copains étudiants en médecine.

Avais-tu des liens avec le PCI après être entrée à la JCR ?

Oui, mais je ne le savais pas. On ne savait pas vraiment s'ils se réunissaient à part ou pas. Je pense que oui. Moi ça ne me posait pas de problème majeur ; ça devait en poser à des gens plus politisés et qui étaient plus au courant de ces choses-là. C'était tout de même de notoriété qu'il y avait des gens du PCI.

Des documents internes montrent l'existence de cercles rouges et de cercles noirs ?

Oui, mais ça, c'était un peu après, au moment de la dissolution de la JCR, après mai 1968. On a maintenu l'existence de cercles noirs qui étaient en fait l'ancienne JCR. Pour se reconstituer, on a fait appel aux cercles rouges. Le PCI était aussi dans les cercles noirs. C'est au moment de la constitution de la Ligue communiste que l'on a adhéré officiellement à la Quatrième Internationale. Cette adhésion a d'ailleurs suscité des débats, et je pense que ce n'est pas étranger à la constitution plus tard du groupe Révolution !

Avec ta vision personnelle, peux-tu décrire le mouvement de mai-juin 1968 ?

Il y a eu d'abord une manifestation très importante qui s'est tenue à Paris, à laquelle j'ai participé. C'était une manifestation contre la tentative d'assassinat de Rudi Dutschke, un étudiant allemand, où il y a eu une grosse apparition de la JCR. On ne devait pas être nombreux en tout, genre 400 dans toute la France. Mais on sentait déjà le climat, car mai 68 avait commencé en Allemagne. Il y avait une effervescence dans le milieu étudiant avec ce qui se passait au Vietnam et aux États-Unis. En plus des premières luttes ouvrières importantes début 1967, notamment à Caen. On avait un journal qui s'appelait « Avant-Garde », qui relayait ces luttes. Elles montraient l'éveil des mobilisations en France, en

sachant que le poids du PCF était un couvercle complet sur le mouvement ouvrier. On avait des affrontements avec les gens du PCF pour s'imposer, même en secteur étudiant.

À Toulouse, il y avait le Mouvement du 25 avril ; c'était le début du mouvement étudiant. On était dans un amphi ; on s'est fait virer par les flics et ça a démarré. Il était composite, mais on était bien représenté dans le Mouvement du 25 avril, en termes d'orientation et de militants. Antoine Artous était un peu notre chef de file à la faculté de Lettres. On avait aussi des camarades comme Pierre Cours-Sallies qui était proche de la JCR. Il y avait d'ailleurs eu un débat avec lui sur le fait de monter des comités de soutien à l'Amérique latine. Il faut savoir que l'image du Che et de ce qui s'y passait était fédératrice pour nous. Moi je n'ai pas cru à sa mort jusqu'à ce que les Cubains le reconnaissent. En tout cas, les camarades, avec qui nous étions en désaccord, voulaient reproduire sur le modèle du Vietnam des comités vis-à-vis de l'Amérique latine. On n'était pas d'accord, car nous restions sur le mot d'ordre du Che avec « créer 2,3, de nombreux Vietnam », en considérant que c'était un endroit clé de l'affrontement impérialiste.

À Toulouse, mai 1968 a été un moment fort. On a suivi d'emblée après le mouvement du 22 mars. Il y a eu des manifestations extrêmement importantes. Le PSU a eu un rôle de convergences, avec une implantation dans le secteur salarié, dont Airbus, et leur présence dans le mouvement étudiant. Il y avait aussi le rôle de la CFDT, qui était largement unitaire contrairement à la CGT. À l'époque, nous avions un copain à la CGT de Sud-Aviation ; c'était très dur avec le PCF. Ils ont tout fait pour empêcher les jonctions étudiants-ouvriers.

Est-ce que la JCR allait à la sortie des entreprises en tant qu'organisation propre, ou en tant que mouvement étudiant ?

Les deux ! On allait aussi en tant que mouvement étudiant, avec un blocage des staliniens. Les liens se faisaient de toute façon. Des gens, des ouvriers, venaient à la faculté qui était devenue un forum permanent. Beaucoup de jeunes ouvriers d'ailleurs, pas forcément syndiqués. On tenait la faculté ; le PCF était complètement marginalisé et hors circuit. Ils nous considéraient comme des provocateurs, etc. Ils sont revenus un peu plus tard, mais en 1968 si un étudiant avait le malheur de dire qu'il était au PCF, il se faisait huer.

À l'époque, je faisais des enquêtes de sociologie à Bagatelle, sur les bandes de blousons noirs. Ils avaient un chef de bande, Jésus, qu'on connaissait et qui venait à la faculté. Il n'était pas au PCF, mais proche, il était fils de républicain espagnol. À l'époque à Bagatelle, les immigrés c'était les Espagnols et les Portugais. Quand on faisait des affichages à Bagatelle, on était tranquille parce qu'on les connaissait.

Quelle section réalisait ces affichages ? C'était la section de la faculté ou il y avait une section de quartier ?

Quand on s'est développé, on avait une cellule par composante à la faculté de Lettres, une cellule à la faculté de Sciences, des cellules géographiques et aussi de boîtes. Je ne me rappelle plus exactement pourquoi je me suis mise à militer à Bagatelle, sûrement parce qu'une copine devait y habiter. On a tellement affiché que maintenant j'en ai horreur. En plus j'étais avec des copains et copines qui continuaient le collage jusqu'à la dernière affiche.

Pendant le mouvement de mai-juin 1968, quels étaient les liens entre le mouvement étudiant et ouvrier lors des manifestations et des actions ?

C'était un peu compliqué. Quand les entreprises sont rentrées dans la danse, le PCF et la CGT y étaient très majoritaires. Ils cultivaient une méfiance contre le mouvement étudiant. On faisait les manifestations communes, mais quand tu allais à la porte des entreprises on ne te faisait pas obligatoirement rentrer. Ça s'est surtout tassé dans les quartiers, où il y avait davantage de ponts par le biais des initiatives de quartiers. Les entreprises étaient la chasse gardée de la CGT et du PCF ; les étudiants étaient *persona non grata*. Les seules où nous pouvions aller étaient les endroits où il y avait une section de la CFDT, et dans la fonction publique où la CGT et le PCF ne contrôlaient pas tout.

Au niveau interne de la JCR et de la Ligue, peux-tu nous expliquer tes activités jusqu'en 1975, date à laquelle tu pars de Toulouse ?

J'ai commencé à travailler en 1969. On a commencé à faire un comité médecine-santé avec des étudiants en médecine qui étaient internes, et plus tard un comité santé-sociaux. On était implanté sur le secteur social ; j'étais secrétaire de la section CGT. Un autre copain a créé des sections syndicales dans les écoles d'éducation et d'assistance sociale. Nous avions aussi des copines à l'hôpital. On avait à l'époque un cercle de sympathisants autour du groupe Taupe rouge, en plus de la section de la Ligue. À l'intérieur de ce groupe Taupe rouge un gars est devenu plus tard secrétaire de la section CGT (il est mort l'année dernière, je crois). Ce groupe Taupe rouge regroupait des gens du secteur social, mais surtout de l'hôpital. On a recruté des gens à la CGT, mais aussi à la CFDT.

Après, je suis partie à la cellule d'entreprise Motorola vers 1973, je crois. On avait des copains dans la boîte. L'un était établi, l'autre a été un dirigeant de la lutte qui a eu lieu peu après. Je travaillais à Saint-Simon, donc au Mirail. Dans le quartier a commencé à se créer le MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception) ; il était très

important avec un groupe qui l'était tout autant. On avait tout un truc avec les filles de Motorola qui venaient aux réunions ; on les avait interrogées pour le journal de la Ligue aussi. Sinon dans la Ligue j'étais à la direction de ville et à la commission ouvrière.

À propos du groupe Taupe rouge du secteur santé-social : il était donc écrit par des militants travaillant réellement sur le secteur ?

Oui on l'écrivait nous-mêmes, on avait des copines infirmières et des militants de la Ligue. On le diffusait après à la sortie et ça ne posait aucun problème. Des camarades le diffusaient aussi à l'intérieur des hôpitaux. Il n'y avait pas Ranguel à l'époque. Tout était centré à Purpan et Lagrave. C'était plus facile. On finissait la Taupe, on le diffusait et on allait bosser. Il y avait un véritable impact ; c'était connu ; on a eu des cercles de la Taupe où il y avait des dizaines et dizaines de gens. On avait en plus une influence dans la CGT.

Comment ça se passait dans la CGT ?

Dans ma section syndicale, il y avait peu de gens du PCF ; donc ça se passait plutôt bien. C'était au niveau départemental les problèmes, parce qu'on était notamment dans le conseil syndical. Chez nous, ce n'était pas trop mal. Les quelques personnes du PCF étaient plus perméables aux thèmes qui avaient remué mai 1968. C'était en général le cas pour les gens du PCF dans le secteur santé-social, même s'ils ne nous laissaient quand même pas les rênes au niveau départemental. Par ailleurs, ils avaient accepté la création de sections syndicales CGT dans les écoles ; c'était une première. Nos copines qui étaient à l'école d'infirmière étaient par contre à la CFDT. D'ailleurs dans ce secteur, des copains avaient des responsabilités dans la CFDT. C'était beaucoup plus facile.

Quels étaient les débats de la commission ouvrière de la Ligue ? Sur l'implantation syndicale par exemple, ou le choix du syndicat ?

Il y a toujours eu ces débats-là, notamment la volonté d'implantation. On a eu tout un débat dans un congrès sur des gens qui sont partis s'installer dans les villes périphériques. C'était beaucoup d'enseignants qui partaient, car ils avaient plus de facilité concernant l'affectation des postes. Il y avait ce débat-là, mais aussi comment s'implanter dans les entreprises ? Des camarades étaient présents dans les PTT, Sud-Aviation, la SNCF, l'ONIA. Des camarades de la cellule enseignante étaient aussi dans des cellules de boîtes, pour aider à l'écriture de la feuille par exemple. On a fait en plus le choix d'aller dans les nouvelles boîtes comme Motorola, avec une sorte de nouveau prolétariat. Ils étaient moins marqués par le PCF.

Les cellules d'entreprises étaient surtout constituées d'une ou deux personnes de la boîte, et le reste d'étudiants ou enseignants pour écrire la feuille de boîte.

À propos de ton mandat de direction de ville à la Ligue : comment ça se déroulait ?

Dans les directions, il y avait des représentants de la minorité. On avait des débats très violents d'une certaine façon. Très théoriques, et péremptoires. Des congrès pouvaient finir à 7 h du matin le lendemain. Il y a eu des débats sur le secteur étudiant que je n'ai pas suivis, car je n'y étais plus. Je sais qu'il a été très difficile et violent, avec des personnalités particulières. On a eu des débats dans l'ensemble des instances en direction du travail ouvrier, sur l'Avant-Garde Large, comment élargir et regrouper cette avant-garde dans des comités ? On était aussi dans « l'Histoire nous mord la nuque », on n'a pas le temps. Comment détacher des pans entiers des travailleurs influencés par le PCF et son relais syndical de la CGT ? On avait donc des interventions syndicales où on cherchait à couper et à cliver. Ça a eu pour conséquence que des gens proches, ayant des responsabilités syndicales, se sont progressivement détachés de nous. En plus, vu le niveau théorique des discussions, on n'était pas du tout attractif pour les salariés ; il fallait vraiment qu'ils s'accrochent. On avait le sens du clivage, sur le mot ou la virgule. On n'était pas dans la recherche du consensus.

Beaucoup de choses se sont télescopées en plus avec le débat sur le féminisme. Ça a été très dur. On était une organisation sexiste. Avec pas loin du droit de cuissage des chefs sur les nouvelles militantes. Particulièrement dans le secteur étudiant, même si ça devait être un peu partout. Le mouvement des femmes ça a été un coup de tonnerre là-dedans. Ça a remis en cause plein de choses. Je me souviens d'un congrès où quand des femmes parlaient, elles se prenaient des petites réflexions et des sifflements. Ce n'est pas pour rien qu'il y a eu dans notre organisation un amendement sur la possibilité de faire des réunions non mixtes en interne, qui a été acté malgré un débat très violent. La question était de savoir comment créer un rapport de force interne par rapport à ça ? On s'est beaucoup divisés entre femmes. Car au moment où des groupes féministes propres et des groupes de conscience se sont montés, beaucoup de camarades sont partis vers ces organisations. En interne, on a eu beaucoup de débats sur le féminisme lutte des classes et sur les groupes de conscience. Au même moment, il y avait la création de commissions femmes syndicales, dans la CGT et la CFDT. Il y avait des conférences de femmes travailleuses.

Tu parlais de représentation de minorité en direction de ville : quels étaient les désaccords ?

C'était sur des débats concernant le secteur étudiant : faut-il reconstruire l'UNEF ou pas ? Faut-il perpétuer les comités rouges ? Ça, c'était dans l'après 1968, recoupant les débats nationaux. C'était autour de Gérard Filoche qui, lui, était complètement hostile à la théorie de « l'Histoire nous mord la nuque » et portait la position du front unique. Il y a eu un débat après : quel syndicalisme étudiant ? Localement, on était plus sur la position de Bensaïd. Ensuite, il y a eu les débats autour de la révolution portugaise vers 1974. Il y avait aussi les débats portés par ce qu'on appelait la T3 autour de Catherine Samary.

Il y avait par ailleurs des questions sur l'Avant-Garde Large, et toute la problématique « de la périphérie vers le centre », où on considérait que le nouveau prolétariat des petites boîtes pouvait s'organiser sur des questions autres que strictement syndicales. C'est ce qu'on a fait en partie avec le MLAC et les filles de Motorola. Il y avait les tenants de cette ligne-là, et la majorité qui se centrait sur le travail dans les grosses entreprises, considérant les organisations syndicales comme incontournables, etc. ... C'est respectivement la différence entre la T3 et la majorité de la Ligue. Gilles Da-Ré ou Jacques Giron étaient à la T3 par exemple. Ce n'était pas des gens complètement extérieurs au mouvement ouvrier. Je n'étais pas sur cette position-là, mais leur ligne était logique. Moi je trouvais que ça faisait beaucoup de comités intermédiaires pour pas grand-chose quand même, même si parfois il y a eu beaucoup de gens. Ils ne se racontaient pas entre eux qu'ils étaient l'avant-garde.

La direction de ville était élue à la proportionnelle des tendances ?

Oui, même si je ne m'en souviens plus très bien. Mais la composition des directions on y passait un temps interminable. Si on finissait à 7 h du matin c'était à cause de ça.

Sur le MLAC combien étiez-vous ? Et comment s'est passée la grève à Motorola ?

Ben, on avait un groupe à Bellefontaine, où on est arrivé jusqu'à 40 femmes avec des filles de Motorola. Il y a eu une grève de femmes à Motorola où je militais. Du coup, on y distribuait la feuille de boîte qui était bien reçue. Nous avions des contacts avec les filles, entre autres sur l'aspect lutte des femmes. C'était l'époque de *Rouge quotidien*, avec des gens qui étaient venus pour faire des interviews. Il y a eu aussi des implantations dans les boîtes du textile, avec des luttes à la faveur du mouvement des femmes. Mais ça, c'est un peu plus tard vers 1975, quand je suis partie de Toulouse.

Il y avait des groupes femmes entreprises, en santé, dans le secteur social, à Motorola,

dans le textile, dans les collectivités territoriales.

Quelles étaient les revendications des femmes de Motorola ?

C'est parti sur une histoire de salaires et de cadences. Il y avait une auto-organisation avec un comité de grève et des Assemblées générales. Les plus mal accueillis c'était les mecs du PCF, alors que nous, nous étions bien reçus. On avait deux copains à l'intérieur de la boîte, le gros des troupes c'était des femmes. Les hommes étaient plutôt à l'encadrement ou des tâches très spécifiques à la manutention. Il y a eu dans cette lutte des revendications sur les crèches par exemple. Ça a fini en semi-victoire semi-défaite au niveau des exigences, mais ça a permis le maintien d'une présence syndicale. Je suis partie de Toulouse peu après, les liens avec les filles ont dû rester avec la création d'une section syndicale CFDT.

Une dernière question : peux-tu décrire la situation à Toulouse après la dissolution de la Ligue en 1973 ?

Comme je travaillais et que j'étais bien établie, j'étais dans la partie qui assumait les liens publics. On était dans une semi-clandestinité ; on changeait les lieux de réunions. Moi j'ai enterré mes affaires dans le jardin de mes parents. Ça n'a pas duré longtemps, mais au final on était tout de même désorganisés. Il y avait des comités de soutien Lip à Toulouse où la Ligue était très présente, ça a été notre première réapparition publique lors d'une manifestation de soutien. Par contre plus tard sur la lutte du Larzac, on était beaucoup moins impliqué.

Antoine Artous.
Réalisé par e-mails successifs
entre le 22 novembre 2013 et le 17 février 2014.

Né à Rodez en 1946, il fait une hypokhâgne puis devient étudiant en philosophie à Toulouse à partir de 1967. Il fait partie, avec Daniel Bensaïd, des deux délégués oppositionnels du congrès national de l'UEC en 1966, qui confirme l'exclusion du secteur Lettres de la Sorbonne, marquant la fondation de la JCR. Surnommé Anthony ou Puech, il est un des dirigeants principaux de la JCR et de la Ligue communiste à Toulouse, ainsi qu'une des figures du mouvement étudiant de la ville en mai-juin 1968. Il est permanent politique dans les faits en 1968, et rémunéré officiellement par l'organisation à partir de 1971. Après la fondation de la LCR, il déménage à Paris en 1974 pour, entre autres, s'occuper nationalement du travail politique en direction de la jeunesse et sur le féminisme. Lors de cette période, il continue d'être à Toulouse la moitié de la semaine. Par la suite, il s'installe définitivement à Paris. Son permanentat politique s'arrête en 1985, il devient journaliste pigiste dans le domaine des transports et de la logistique jusqu'à sa retraite professionnelle en 2011. Auteur de nombreux ouvrages, il est titulaire d'une maîtrise de philosophie puis d'un doctorat en sciences politiques en 1996. Il est actuellement codirecteur de la collection *1000 marxismes* chez les éditions Syllepse et membre du comité de rédaction de *ContreTemps*. Il se considère dans le sillage d'Ensemble! (composante du Front de Gauche), sans y être un militant actif.

Éléments complémentaires :

Tony est mon « petit nom » qui me suit depuis l'enfance et qui n'a rien à voir avec la politique. Anthony était mon pseudonyme après le congrès de fondation de la LC, c'est devenu Puech après la dissolution de la Ligue. Par ailleurs, j'ai toujours signé de mon nom dans les journaux, revues, brochures, livres, etc.

Il me semble nécessaire d'apporter quelques précisions sur la JCR ou l'immédiat après 1968, soit parce qu'elles ne sont pas traitées (ou partiellement) dans votre premier travail, soit parce qu'elles éclairent le post 1968. À vous de voir, mais il y a certaines précisions factuelles qui me semblent nécessaires.

- Il y avait deux délégués oppositionnels (liés au secteur lettre parisien) de l'UEC de

Toulouse au congrès national de l'UEC de 1966, qui confirma l'exclusion du « secteur lettre » et se traduit par la fondation de la JCR : Daniel Bensaïd et moi. Nous étions délégués pour le cercle-lettre de l'UEC Toulouse qui regroupait aussi les « prépas lettres » de Fermat. Aucun de nous deux n'était au PCI. Daniel préparait Saint-Cloud, il est reçu et part à Paris avant 1968. Moi j'étais en hypokhâgne, puis en 1967 étudiant en philosophie. Daniel, toulousain, avait été à la JC. Moi je venais de Rodez, de gauche, sans plus.

- Il faut préciser (cela n'apparaît pas dans votre premier travail) que le PCI a eu débat pour savoir si, suite à l'exclusion de l'UEC, il fallait créer une JCR, non liée directement à la Quatrième Internationale, ou une JCI (c'est-à-dire une jeunesse du PCI). En effet, certains militants oppositionnels significatifs dans l'UEC, membre de l'opposition de gauche (animée par Krivine et Weber), non seulement n'étaient pas au PCI, mais plutôt opposés, à l'époque, à regrouper directement au sein de la IV^o Internationale les « nouvelles avants-gardes ». Daniel et moi faisons partie de ces militants. C'est uniquement après mai 1968, lors du congrès qui préparait la création de la LC, que nous avons mené bataille pour l'adhésion à la Quatrième Internationale. Daniel avait adhéré (à Paris) au PCI en septembre 1968. Cela n'est pas seulement anecdotique, mais permet de comprendre un certain profil de la JCR, sa surface, tant politique que numérique.
- Il n'y avait pas de PCI à Toulouse. Une section a été créée (un peu dans mon dos et pas très adroitement) en 1967, environ six à sept personnes qui n'ont pas eu par la suite un rôle structurant dans la création de la Ligue ; certains (enseignants) ont dû en plus quitter la ville à la rentrée 1968. Pour ma part, j'étais alors un des principaux animateurs de la JCR, je me suis toutefois investi en 1967 dans la direction de l'AGET-UNEF à Toulouse, « tenue » alors par des militants critiques vis-à-vis du PCF ou aux ESU. Puis, avant 1968, cette équipe a perdu l'AG, puis la « corpo » lettre au profit de l'UEC. C'est dans ce cadre qu'a été lancé le Mouvement du 25 avril, un peu sur le modèle du 22 mars. Sur l'acte de fondation du 25 avril, les informations fournies par Salles sont plus précises : quatre-cents personnes (c'est beaucoup), présence de Bensaïd (cofondateur du 22 mars avec Cohn-Bendit). J'ai été un des principaux animateurs durant mai-juin 1968. La JCR n'avait pas vraiment une intervention organisée en « fraction » dans ce mouvement. En tout cas, pour ce qui me concerne.

- Le Mouvement du 25 avril avait comme base arrière la faculté de Lettres, implantée alors en plein centre-ville, près de la Bourse du travail et de la Mairie. Ce mouvement représentait un peu le « mouvement étudiant » à Toulouse, depuis la Fac de lettre occupée, il polarisait de nombreux non-étudiants ; organisait des liaisons avec les paysans (CLEOP : comité de liaison ouvrier étudiant) et avait des relations avec les mouvements essentiellement lycéens des villes de la région. Le mouvement de la fac de sciences (plus excentré et moins actif centralement) était organisé à travers un comité de grève ; idem pour la Fac de Médecine. Outre la JCR, on retrouvait dans le Mouvement du 25 avril quelques militants des ESU et de la CNT Espagnole, qui disposait d'un local à la Bourse du travail, à côté de la CGT... Les rapports étaient bons. C'est par la suite que les choses vont se compliquer avec des militants anarchistes qui vont, un peu plus tard, se lancer dans une intervention directe.
- À la rentrée 1968, puis 1969, pas mal d'animateurs étudiants durent quitter Toulouse, mais, globalement, on peut dire que la JCR, puis la Ligue, vont capter les principales franges radicales du Mouvement du 25 avril, ce qui va lui donner une légitimité et un poids important sur la ville. Les courants maoïstes, issus de l'UJCML puis de l'*Humanité Rouge*, des « maos-stals », comme disait la Ligue, se cantonnent, essentiellement, dans la Fac de science et furent assez faibles. Les maoïstes de la Cause du Peuple, qui débarquèrent de Paris, ne prirent jamais vraiment racine. De façon plus générale, on peut dire que les formes de structuration des courants de l'extrême gauche avant 1968, sur la base de la crise de l'UEC, dessinèrent le profil de la présence des organisations d'extrême gauche dans les différentes villes après 1968.
- Vu cette histoire ante 1968, Toulouse et Rouen étaient les principaux bastions de la Ligue en province. Avec d'ailleurs des profils différents. Outre que le PCI n'avait aucune tradition, Toulouse comportait une masse considérable d'étudiants, mais aussi, il ne faut pas l'oublier, une vraie présente ouvrière ; notamment l'aéronautique. Avec toutefois une tradition assez social-démocrate (encore que le maire Badiou avait été un socialiste de « gauche »). Le PCF pesait moins politiquement. L'autre ville importante de la Ligue était Rouen, elle avait connu une implantation du PCI, était plus « ouvrière », avec moins d'étudiants.

- Pour donner une idée de l'implantation, on peut donner des chiffres de vente de *Rouge* début 1969 (chiffres nationaux officiels). Paris et sa région arrivent à 7 100 par semaine, Toulouse 800, Rouen 550, Montpellier (où le PCI avait été aussi absent) 300, comme Rennes (pas de PCI avant 1968) et Caen. Si Dijon atteint 250, Lyon est inexistant, Marseille est faible (120), comme Lille avec 130 ventes. Il s'agit d'un bilan officiel de décembre 1968 paru dans *Rouge* qui sort depuis septembre de la même année. Il s'agit de numéros payés, je crois que les chiffres ne sont pas trop amplifiés, par contre ils ont dû baisser par la suite. Je n'ai pas de souvenir précis de la moyenne à Toulouse. (Remarque bibliographique : j'ai coordonné *Retours sur Mai*, aux éditions la Brèche en 1988 où la phase ante 1968 de la JCR nationale s'est pas mal développée, et où il y a beaucoup de chiffres)
- Sur les chiffres, la trentaine de militants de la JCR me semble une bonne indication ; c'était beaucoup. Pour la Ligue (j'étais trésorier), mes souvenirs sont plus précis et les chiffres que vous donnez sont trop bas. À Toulouse (hors région donc), nous avons tourné autour d'un peu plus de cent-cinquante militants (avec des pointes à cent-quatre-vingts) au tournant des années 1970. Mais il faut compter les militants des comités rouges, aussi actifs (et cotisants) que les autres. Donc un total réel de trois-cents militants qui, par exemple, nous permettait (en ajoutant les sympathisants) une forte présence dans les manifestations, sans que le SO de la CGT et du PCF (nous avions aussi un SO) réussisse souvent à nous expulser manu militari (c'était leur ligne).

En plus des questions que vous m'avez posées, je voudrais faire une dernière remarque sur le profil de la Ligue à Toulouse durant ces années, un peu plus difficile à saisir peut-être, mais que, par exemple, une étude détaillée de *La Dépêche du Midi* ferait apparaître. J'ai déjà souligné certaines caractéristiques de Toulouse : relative faiblesse politique du PCF, notamment au plan politique centrale, porosité politique d'une ville social-démocrate (version cassoulet), mais populaire, forte présente étudiante ; on pourrait ajouter des facteurs plus marginaux comme la présence de l'Espagne, etc. En plus, spatialement, la ville était beaucoup plus groupée autour du centre.

Du coup, le mouvement étudiant, en particulier le Mouvement du 25 avril, va peser fortement sur le champ politique. Et, d'un certain point de vue, la Ligue s'inscrit dans sa suite ; d'autant qu'il y a peu de concurrence réelle dans l'extrême gauche. Le mouvement

lycéen va être très important, avec de grosses manifestations structurées, et une hégémonie de la Ligue. Outre les campagnes centrales de la Ligue, des campagnes locales comme celle sur les militants emprisonnés en Espagne ont une vraie insertion locale.

Enfin, à partir de 1972, nous avons eu une politique d'alliance assez systématique avec le PSU local, avec la volonté de faire apparaître un pôle politique. C'est pour toutes ces raisons que j'ai parlé plusieurs fois de « petit parti » en construction pour parler de la section locale de la Ligue. Notre présence significative (imposée contre le PCF) à la fin les manifestations des partis de gauche et/ou des syndicats donnait une visibilité dans ce sens.

Pouvez-vous vous présenter en quelques mots et dire vos fonctions politiques à partir de 1968 jusqu'en 1976, ainsi que d'éventuels engagements et postes syndicaux ?

J'ai eu des responsabilités syndicales à l'UNEF avant 1968. Puis après 1968, j'ai été permanent de la Ligue, de fait (avec des revenus autres, la famille qui payait les études, puis une bourse d'agrégation). Par la suite (vers 1971 ou 1972), j'ai été permanent de droit, c'est-à-dire payé par le national (il y a donc une erreur à ce propos dans votre premier texte). J'ai été élu pour Toulouse au comité central de la Ligue, dès sa création et tout le temps par la suite. Giron (il faudrait lui demander exactement) a été élu une fois avec moi (en 1971 ?) ; Chamayou a été aussi élu en 72, avec une dimension régionale ; puis Gilles Marquet mais sur la base de la liste de la tendance 3. La Ligue (contrairement au PSU ou au PCF) n'avait pas de poste de secrétaire fédéral. Mais je remplissais un peu cette fonction, toutefois c'était la Direction de ville (dont les réunions étaient hebdomadaires) qui était l'instance décisive.

Au début, on a loué un pavillon de banlieue comme local. Puis on a ouvert un local assez grand au centre-ville (près du Palais des Sports). On avait un matériel d'impression assez important, une grosse sono (que parfois on prêtait, par exemple pour les mobilisations lycéennes), pas mal de monde passait à ce local, pas seulement des militants. Il fallait qu'il soit ouvert quasi en permanence. Il y avait aussi toute une série d'activités, liées à la place prise sur le champ politique toulousain, comme véritable petit parti. Alors qu'avant 1968 nous n'avions aucune existence de ce type. Tout cela « justifiait » aussi un permanent. En 1974, après le congrès de création de la LCR, je suis « monté » à Paris au Bureau politique pour, entre autres, m'occuper du travail jeune de la LCR. Pendant quelque temps en faisant trois jours à Paris et trois jours à Toulouse, puis, assez rapidement, de façon définitive

Comment se mettaient en place les débats politiques à l'intérieur de la JCR, puis de la LCR/LCR ? Ces débats étaient-ils liés à l'actualité française ?

À Toulouse (comme ailleurs), ces débats étaient soit choisis par les cellules, soit un peu plus impulsés par la direction. Par exemple, il y avait chaque semaine des réunions avec les secrétaires de cellules et des rapports. Et puis il y avait les débats de congrès locaux, nationaux, mais aussi internationaux.

La JCR avait un œil sur la montée des luttes ouvrières en France et du mouvement étudiant en Europe. Toutefois, il y avait un suivi politique très détaillé sur l'évolution de la guerre au Vietnam, l'Amérique latine (avec une forte connaissance des mouvements de guérilla) et de la Palestine.

Après 1968, les débats se sont beaucoup plus centrés sur l'évolution de la situation française, européenne (avec à Toulouse, un suivi plus précis de l'Espagne), mais toujours avec le maintien d'une dimension internationale. Puis beaucoup de débats sur la tactique de construction de la Ligue.

Quelles ont été les tendances internes principales de la JCR, puis de la LC/LCR ? Est-ce qu'il y avait une continuité entre les différents congrès toulousains ?

Cela concerne l'histoire de la JCR et de la Ligue en général, à mon souvenir, il n'y a pas eu de tendances spécifiques (même s'il y a eu pas mal de débats sur la construction de la ville) lors des congrès toulousains. Je parle ici de tendances au sens où la Ligue les définissait. Ces tendances nationales sont apparues pour la préparation du congrès de création de la LCR. Globalement la ville (et moi en particulier) étions à large dominante « majo » (donc tendance 2 à ce congrès). Cela dit, il s'est créé une tendance 3 (dont je ne me rappelle pas le poids), mais qui était lié à certains « vieux » militants toulousains de la JCR ; par exemple Marquet.

Outre des questions générales, ses membres défendaient, entre autres, un « travail de quartier », ce qui avait du sens par rapport aux débats locaux de construction de la ville que nous avons déjà eus. Juste après 1968, on avait d'ailleurs (je crois) créé des sections (ou eu un débat sur le sujet). En effet, nous étions nombreux, la pénétration dans les entreprises était lente, Toulouse était une ville avec des quartiers populaires où on pouvait rencontrer des gens, des « jeunes prolos » mais aussi des militants du PSU de la CFDT, etc. En plus, je me souviens (il faudra voir avec Giron) que lors de la campagne MLAC où les médecins pratiquaient des avortements, cela regroupait beaucoup de monde. Il y avait aussi une intervention à Empalot, je crois, avec la MJC et des contacts avec le PSU. Le groupe femme dont parle Claude me semblait plus tardif...

Bref, la question était récurrente. Moi j'étais réticent, j'insistais sur la priorité au travail vers les entreprises et à la construction de l'organisation, il me semblait que l'on n'avait pas assez de poids institutionnels pour stabiliser réellement un recrutement sur les quartiers.

Ces tendances se différençaient en terme uniquement théorique ou il y avait une implication pratique sur le terrain ?

Les tendances proposaient des orientations alternatives, sur certains points ou l'ensemble, à l'orientation majoritaire. Donc, c'était à la fois théorique et pratique. Il est peut-être utile d'apporter des précisions, notamment par rapport à ce que vous avez déjà écrit.

Vous dites que la Ligue était hiérarchique. Si vous voulez le dire ainsi, faites. Mais sur la référence au léninisme, il faut préciser. On se réclamait du centralisme démocratique ; mais cela n'avait rien à voir avec le PCF. Une fois une orientation votée dans un congrès (ou une cellule), tout le monde devait l'appliquer. Mais, ce centralisme était réellement démocratique. D'abord, parce que les débats étaient très larges et les directions de la Ligue ne ressemblaient en rien à celle de l'OCI, d'*Humanité Rouge*, de LO, etc. (sans parler du PCF et du PS, voire du PSU). Ensuite parce qu'il y avait une codification très méticuleuse du débat démocratique.

Ainsi, le droit de tendance visait à permettre à des militants critiques de ne pas se retrouver atomisés face à une direction, ou obligés d'être majoritaires dans leur cellule pour pouvoir s'exprimer dans toute l'organisation. Une tendance (avec un nombre de signataires obligé mais pas très gros) avait droit de se réunir, de faire circuler des informations dans toutes les villes ; et cela avec un budget alloué par l'organisation. Et lors d'un congrès, la direction sortante n'existait plus, le congrès élisait un bureau de congrès, et chacune des tendances avait droit à un temps de parole égal. Les élections aux directions se faisaient sur la base de la proportionnelle des votes des congrès. Enfin, il pouvait exister des fractions, c'est-à-dire des courants qui se maintenaient organisés entre deux congrès.

Je n'ai aucune naïveté. Cela peut être formel. Cela ne règle pas tous les problèmes de rapports de forces, de prises de paroles. Mais tout cela me semble des conditions nécessaires, et il faut au moins signaler ce mode de fonctionnement. Par ailleurs, et cela se passait souvent ainsi au niveau local, on pouvait mener des débats, faire circuler des textes, proposer des textes à un congrès local sans s'organiser en tendance.

Quelle était l'ambiance interne entre les membres des différentes tendances ? Des sources montrent des écrits rudes entre les membres, les rapports étaient cordiaux ou la méfiance primait ? Pouvait-on noter un changement d'ambiance lors des congrès avec les rapports quotidiens sur le terrain ?

Les débats pouvaient parfois être rudes. Compte tenu de mon statut de dirigeant, il devait bien sûr y avoir des choses que je ne percevais pas ; surtout dans l'ordre des rapports de force symbolique, etc. La vie d'une organisation est toujours faite de rapports de forces. Cela dit, je crois que pas mal de choses nous unissaient fortement et que cela apparaissait. Après 75-76, les effets de cristallisation en tendance ont dû peser plus fortement, avec en plus des remises en cause comme celles portées par le féminisme. Mais aussi les effets d'un certain piétinement politique. Cela dit, j'étais alors à Paris.

Je reviens un peu sur les débats à Toulouse après 1968. Il me semble que les débats locaux de congrès sur lesquels pouvaient se cristalliser des divergences, portaient surtout sur des problèmes de construction locale de la Ligue, du point de vue organisationnel, des modes de fonctionnement, de l'analyse politique locale, etc. C'était logique, car nous étions lancés dans la construction d'un vrai petit parti à partir de rien. Ce type de débat pousse plus que les autres à des cristallisations autour d'individus. À mes souvenirs, la dynamique générale de groupe en construction et des liens qui se créent autour étaient largement dominants. Dans une ville comme Tarbes, cela a été beaucoup plus tendu.

À Toulouse, dans quels syndicats les militants de la SFQI étaient-ils impliqués ?

Tous les syndicats, sauf FO. Je profite de la question pour revenir sur le travail CET dont vous avez parlé et qui était bien sûr pour nous important. À Toulouse, il était bien développé. Nous avons eu de plus une expérience originale, qui plus tard deviendra une orientation nationale, animée par deux militants qui « monteront » avec moi à Paris, dont l'un comme permanent national CET. La CGT avait lancé un syndicat pour les apprentis des CET (la Coordination Permanente des CET), à Toulouse c'était une coquille vide. C'est nous qui l'avons construit, en jouant du rapport de force avec la CGT départementale. C'était important, car c'était les apprentis eux-mêmes qui devaient prendre en charge cette construction (même s'il y avait bien sûr des appuis extérieurs) et avoir les rapports avec l'UD CGT, etc. Il y a eu également une expérience dans la FPA (donc pas des apprentis, mais plutôt de jeunes prolétaires en formation) que Giron a suivie.

Est-ce que la Ligue avait un poids significatif dans ces syndicats ?

Sur ces questions, je suppose que vous en avez déjà discuté avec Gilles, au moins pour les PTT dans lesquels la Ligue avait une présence significative, via la CFDT (et lui), mais aussi une présence dans la CGT. L'autre secteur est la santé qui, outre les hôpitaux, regroupait des activités (il me semble) du type enfance inadaptée où notre implantation était plus facile. Notre présence dans la CFDT était ici aussi un biais important. Dans les congrès locaux (par secteurs ou territoriaux), je n'ai pas de souvenir précis. Dans la CGT, on n'a pas dû avoir de présence, dans la CFDT un peu.

Pour les enseignants (donc les différents syndicats de la FEN), pas mal d'anciens étudiants issus de 1968 ont été nommés dans des villes de la région, ils avaient sans doute une intervention syndicale dans leur établissement. Cela dit, ils s'occupaient surtout de construire la Ligue. En tout cas, il me semble qu'à Toulouse même, nous n'avions pas de présence syndicale réelle ; sauf à Muret, je crois, via le recrutement d'un « vieux » militant. Dans les facultés, la Ligue avait du poids, en particulier en Lettres, mais très peu de membres parmi les enseignants (deux en Lettres, sans présence syndicale réelle).

Comment se passait la confrontation avec les directions de ces syndicats ? La situation devant certainement changer selon l'époque et le syndicat...

Avec la CGT (c'est-à-dire à cette époque avec le PCF), les rapports étaient, comme cela est connu, durs. Notamment dans des secteurs comme Sud-aviation, les PTT, la SNCF, etc. Avec une tradition bien stalinienne du PCF. Avant 1968, la seule réunion publique qu'avait essayé de faire la JCR (salle du Sénéchal) avait été physiquement interdite par des militants du PCF de Sud-aviation. Et après 1968, il y avait toujours des frictions avec le service d'ordre du PCF et/ou de la CGT et celui de la Ligue (ou au-delà).

Le PCF voulait toujours interdire physiquement la présence d'un cortège animé par la Ligue dans les manifestations unitaires des syndicats et des partis de gauche. Nous, nous imposions notre présence à la fin des cortèges, au nom d'une bataille pour le front unique. Le premier mai était devenu un rituel. Progressivement le PCF/CGT a dû d'ailleurs tolérer cette présence, en nous séparant toutefois du reste des manifestants par un gros service d'ordre.

Les rapports devaient être différents selon les entreprises, mais je n'ai pas souvenir de différences significatives, ni de l'apparition de différenciations significatives au sein de la CGT, avec le temps. Je rappelle que la période dont on parle ici, de 1968 à 1975, était celle durant laquelle le PCF et la CGT (les liens étaient alors très organiques) avaient une politique très « anti-gauchiste ».

Avec l'UD CFDT, c'était très différent. D'abord, la CFDT avait été très ouverte au mouvement étudiant, notamment au Mouvement du 25 avril (alors que la CGT avait des rapports uniquement avec l'UNEF Toulouse, dirigée par l'UEC et extérieure au mouvement). Cela avait créé des liens. Par la suite, l'UD CFDT acceptait d'avoir des rapports avec la Ligue et que des militants connus comme en étant membres fassent du travail syndical en son sein, voire se lancent dans la création de sections CFDT. Je n'ai pas souvenir, durant cette période, de conflits importants entre des militants Ligue CFDT et la CFDT Toulouse. Peut-être que je gomme des tensions qui ont pu exister. Cela dit, la CFDT était faible à Toulouse, centralement, mais aussi dans les entreprises. Dans l'industrie, elle avait un certain poids dans une entreprise comme Latécoère (je crois), via des militants du PSU. Mais à Sud-Aviation, sur le terrain, elle ne pesait pas.

Dans les PTT et la santé (à un moment aussi dans le commerce, mais de façon plus fugace), il me semble que la CFDT voyait plutôt d'un bon œil les militants de la Ligue construisant des sections. Là aussi, il faut bien se souvenir de la période ; globalement au plan national, les tensions entre la direction de la CFDT et la Ligue s'expriment à la fin de cette période ; notamment avec le « recentrage » de la direction menée par Edmond Maire. Je ne sais pas ce que cela a donné à Toulouse par la suite.

Comment les militants syndiqués de la JCR, puis de la LC/LCR, se coordonnaient ? Il y avait une structure dédiée ? Et est-ce qu'elle a évolué au fil du temps ?

Outre les cellules ouvrières (en général des cellules « mixtes » comme on disait), avec des étudiants détachés mais aussi parfois des militants de l'entreprise, dont l'objectif était de construire des groupes Taupe rouge qui discutaient de l'intervention sur la boîte (donc du travail syndical), il y avait également des commissions syndicales CGT et CFDT qui coordonnaient le travail dans les deux syndicats, en lien avec la direction de ville du parti. Enfin, il y avait des fractions syndicales qui regroupaient sur la ville les militants CFDT ou CGT de la Ligue, avec souvent une politique de « fraction élargie » ; c'est-à-dire des sympathisants syndicalistes de la Ligue. Durant cette époque, il y a eu peu d'évolution sur la définition de ces cadres organisés. Par contre la construction de ces instances était lente, et importante, car elles avaient pour vocation d'intégrer réellement des militants syndicaux. Ce qui n'était pas toujours facile.

Des débats internes ont eu lieu pour savoir s'il fallait militer à la CGT ou à la CFDT. Est-ce qu'il y a eu le même genre de débat à Toulouse ?

L'orientation nationale était de prioriser l'intervention dans la CGT, afin de ne pas contourner le poids déterminant qu'elle avait dans la classe ouvrière (avec le PCF) ; notamment industrielle. Cela dit, au plan national, il y avait une véritable présence dans la CFDT. À Toulouse, nous nous situons dans ce cadre général, mais avec pas mal de souplesse pour saisir la place occupée par la CFDT et les opportunités d'y être présents ; d'autant que certains militants étaient poussés dans ce sens, car on pouvait y respirer plus librement, ce qui est compréhensible. De plus, le poids central important de la Ligue sur la ville était une garantie par rapport à des risques d'immersion dans un strict travail syndical et éclairait, en quelque sorte, notre présence dans la CFDT.

Des documents décrivent le principe de fraction syndicale que doivent appliquer les militants de la SFQI. Pouvez-vous nous en dire plus ? De plus, Bernard Chamayou revient de façon très critique sur ce principe dans un entretien, quel est votre avis à l'heure actuelle ?

Tous les documents de congrès, publics, assumaient cette politique de fraction qui, dans sa définition la plus générale, n'apporte rien de particulièrement nouveau sur le centralisme démocratique dont se réclamait la Ligue. Rien de secret. Dans une cellule, comme dans une fraction, les militants discutaient d'une intervention (en lien avec la direction de ville) et tout le monde l'appliquait une fois décidée démocratiquement. On peut toutefois remarquer une certaine souplesse puisqu'il y avait des « fractions élargies » qui, à des moments, n'étaient pas de simples chambres d'enregistrement. S'il doit y avoir un débat ici, il porte sur notre conception générale léniniste du parti ; pas spécialement sur les fractions.

Le deuxième niveau est celui des fractions « clandestines », face à l'appareil stalinien. Cela me semble du bon sens. Dans la CFDT, cela dépend (et Edmond Maire n'était pas un enfant de chœur), la situation était un peu différente, puisque, la plupart du temps, les militants Ligue étaient connus comme tels. Ici la question se déplace. Il s'agit de savoir s'il est légitime que des militants de la Ligue assument la ligne politique de leur organisation, tout en respectant très fermement l'autonomie organisationnelle du syndicat et une conception fédéraliste du syndicalisme. C'était la ligne de la Ligue.

Le troisième niveau (le plus compliqué) est un travail de fraction alors que les militants de la Ligue sont dans des tendances « luttes de classes » ou révolutionnaires de syndicats. Cela a existé un peu à la CFDT et surtout à la FEN, avec la tendance École

Émancipée (cela dit, dans ce dernier cas, je ne crois pas du tout que le bilan de la Ligue ait été catastrophique). L'organisation en fraction de la Ligue ne sert pas simplement à déterminer des lignes d'orientation générale de ses militants (ce qui me semble légitime), mais des orientations tactiques plus immédiates qui devraient se construire sur la base d'un consensus dans des débats de la tendance en question. Une tendance dans laquelle on peut estimer que des militants de la Ligue peuvent avoir des points de vue différents.

C'est un peu de cette façon que je vois les choses. Le débat général sur le « léninisme », ou encore un retour sur le bilan critique du léninisme de la Ligue juste après 1968, c'est autre chose ; j'ai écrit des textes critiques à ce sujet, dont un avec Daniel, en mars 1976, dans *Critique communiste* (on peut le trouver sur le site en hommage à Daniel Bensaïd). Il est reproduit dans le livre *Retours sur mai*.

Gilles Da-Ré explique, dans un entretien, un désaccord entre la direction de la Ligue et les syndiqués PTT sur l'auto-organisation dans une AG de postiers en 1974. Est-ce qu'il y a eu à Toulouse d'autres désaccords entre la direction de la Ligue et ses militants syndiqués lors de grèves ?

Voici mes souvenirs d'un épisode qui, je crois, a un peu marqué Gilles (et cela me semble des plus normal), je ne suis pas sûr que cela ait fait l'objet d'un débat un peu frontal entre lui et la direction de ville. J'en ai, il me semble, reparlé avec lui il y a fort longtemps. La grève très importante était celle des centres de tri. Nous avions une présence réelle, via Gilles entre autres. Moi, il me semble que je « suivais » la grève, pour la direction de ville, avec les militants des PTT. On avait distribué (sans difficulté) une *Taupe rouge* avec la ligne nationale (mais il ne me semble pas « bovinement ») qui appelait, outre à la lutte, à l'organisation démocratique en AG souveraine et à l'élection d'un comité de grève. À Toulouse, il y avait des AG. Il me semblait que Gilles, connu comme militant de la Ligue, aurait dû (dans une intervention à l'AG) défendre la nécessité d'un comité de grève pour ajouter à son profil de militant combatif des orientations plus « politiques ». Il ne l'a pas fait, cela a entraîné des débats, pas « durs », il me semble. Il a eu raison de faire comme il l'explique dans son entretien.

Mon opinion, que j'ai eue assez vite, est la suivante. Nous avions raison dans les *Taupes rouges* d'avancer cet axe général, mais c'était un peu trop pensé en fonction de nos pratiques étudiantes dans lesquelles le comité de grève était entré dans les mœurs. Mais dans cette grève comme celle des PTT, le besoin d'un comité de grève ne peut se faire sentir que si l'intersyndicale qui organise l'AG déconne trop. Passer le statut de Gilles d'un syndicaliste

combatif à un militant plus politique, sur des axes pas immédiatement fonctionnels, n'était pas adapté ; et nous n'avions pas forcément conscience des difficultés de Gilles de se différencier sur une telle question, dont le sens politique n'était pas immédiat.

Dans une autre grève très différente, celle de Motorola, il y avait un « jeune » militant ouvrier de la LCR occupant une place combative à travers (je crois) un piquet de grève et d'autres trucs, mais avec une difficulté normale d'aller politiquement plus loin. Claude parle d'un comité de grève, il me semble justement qu'on n'avait pas poussé dans ce sens. En tout cas, si c'était le cas, je n'ai pas souvenir d'un problème. Moi j'ai fait plusieurs fois acte de présence près du piquet de grève, comme le faisait le secrétaire fédéral du PCF (Claude Llabress qui est devenu oppositionnel par la suite puis un peu trop lié à Baudis). Il me semble que les militants extérieurs de la cellule étaient très vigilants sur ce type de truc.

Voilà un peu mes souvenirs. Je n'ai pas d'autres exemples. Cela serait bien de pouvoir préciser cette question qui me semble relever des difficultés de la prise de parole politique pour un militant. Il ne s'agit pas bien sûr de difficultés subjectives (même s'il peut y avoir cet aspect), mais un problème fondamentalement lié à l'environnement politique et à la limite du poids de la Ligue.

Quel est votre avis sur la théorie de l'Avant-Garde Ouvrière Large et son rapport avec la Dialectique des Secteurs d'Intervention ? Quel est le bilan pratique que vous en tirez ?

L'idée de l'Avant-Garde Ouvrière Large n'est pas très compliquée dans ce qu'elle décrit : l'existence après 1968 d'une frange de militants ouvriers, pas seulement combattifs mais disons en gros révolutionnaires au sens très général du terme, qui s'était notamment confrontée à la politique du PCF en 1968 et qui ne rejoignait pas pour autant l'extrême gauche. Ce phénomène a aussi été nourri par toute une série de luttes radicales qui ont suivi 1968. Il est toujours difficile d'établir une barrière nette entre « combatif » et « révolutionnaire ». C'est plutôt au niveau organisationnel que se cristallisent ces choses, notamment avec des « comités d'action » apparus en 1968 dans certaines entreprises. Ces comités étaient en fait très hétérogènes, parfois de masse dans des quartiers, souvent très minoritaires dans les usines ; ou « minorisés » à cause de la politique que leur faisaient assumer les maoïstes. Je renvoie à mon passage sur les comités d'action dans le livre *La France des années 1968*.

Certains courants, présents aussi au sein de la jeune Ligue, voulaient stabiliser après 1968 des structures comme des comités de lutte ou des comités d'action pour regrouper ces militants ; une grosse partie des militants de la Ligue défendant cette orientation se

retrouveront dans le groupe Révolution!, fondé en 1971. L'orientation majoritaire ne va pas dans ce sens. Plus tard, la perspective des tendances syndicales donnera un embryon de réponse en termes d'organisation.

À Toulouse, il y a eu quelques comités d'action dans les quartiers, notamment animés par le PSU (à Empalot je crois). Mais rien de tel dans les entreprises. En 1968, certains militants ouvriers radicaux ou des « jeunes ouvriers » étaient polarisés par le Mouvement du 25 avril. Ils venaient à la faculté de Lettres mais se détachaient, de fait, de leurs boîtes occupées. Il faut dire que les « stals » (le PCF) verrouillaient. À la rentrée 1968, s'est mise en place une « commission ouvrière centrale » regroupant certains de ces ouvriers. Mais elle s'est rapidement transformée en champ clos de débats entre LO, la JCR et des « conseillistes ». Elle a disparu au profit d'une « commission ouvrière Sud-aviation », la JCR avait un militant dans la boîte mais cette instance a duré peu longtemps. Outre le militant ouvrier de Sud-aviation (Paul), la JCR avait été rejointe par un cadre important de la JC toulousaine (Guy Frèche qui avait fait une école à Moscou), deux apprentis ou ex-apprentis (un à la SNCF et un autre dans le bâtiment venu de Rouen).

La Dialectique des Secteurs d'Intervention était une tactique de construction de la Ligue qui visait à s'appuyer sur ses capacités de mobilisation dans la jeunesse, et ses campagnes centrales, pour apparaître envers l'Avant-Garde Ouvrière Large comme une force politique capable d'initiatives. Mais aussi à dégager des forces militantes étudiantes pour faire un travail ouvrier régulier sur les entreprises. Cela pouvait aussi se cristalliser dans des initiatives qui permettaient des contacts plus directs, par exemple la création d'un comité de soutien à une grève. Vu la configuration de la Ligue à Toulouse, il est clair que nous avons fortement joué sur cette Dialectique des Secteurs d'Intervention.

Quelle était l'importance dans la Ligue des deux théories de Daniel Bensaïd sur « l'Histoire nous mord la nuque » et « le second souffle » ? Quelles étaient les conséquences pratiques de ces théories ?

Je parlerai d'abord du « second souffle », une brochure écrite en 1969, dont Daniel Bensaïd était un des corédacteurs. Elle n'a jamais représenté la ligne officielle de la Ligue, mais a eu une certaine influence à Toulouse, dans d'autres villes de province, ainsi que dans le secteur étudiant parisien. En gros, elle expliquait trois choses. D'abord que le mouvement étudiant avait eu un rôle « d'avant-garde tactique » permettant de stimuler à travers les barricades, etc. Ensuite, mai 1968 avait fait apparaître les limites du mouvement étudiant dans ce rôle d'avant-garde qu'il ne pouvait pas remplir de toute façon ; il avait d'ailleurs éclaté.

Donc il fallait construire une organisation révolutionnaire capable d'apporter des réponses stratégiques et, ce faisant, de donner un second souffle au mouvement étudiant en le reconstruisant directement sous la direction du futur parti. En effet, au sortir de mai 1968, le mouvement étudiant était très « cartellisé ».

Le mouvement étudiant est encore plus éclaté selon les différents courants politiques après l'échec de la construction d'une UNEF des CA (comités d'action) au congrès de Marseille de l'UNEF fin 1968 (le PSU s'étant accroché à l'appareil), pour laquelle les militants de *Rouge* se battaient... Certaines villes, comme Toulouse ou Paris, ont proposé les comités rouges comme structuration permanente plus large (au-delà des sympathisants de la Ligue) pour remplacer les comités d'action ; tout en défendant, bien sûr, des structures unitaires lors des mobilisations (assemblées générales et comités de grève). La section de Rouen (notamment Gérard Filoche) n'était pas d'accord avec ce type d'orientation, ni des dirigeants nationaux comme Henri Weber.

Comme nous étions puissants à Toulouse, cette orientation sectaire ne fit pas trop de dégâts. D'autant que très vite, en lien avec le national, nous nous sommes engagés dans une orientation unitaire de construction d'une Fédération des comités de lutte. Cela dit, la Ligue allait encore évoluer. D'abord sur les revendications à l'université, y compris des propositions de transformations structurelles. On ne se contentait plus de dénoncer « l'école des flics et des patrons », selon un mot d'ordre classique post 1968. Puis vient le tournant vers le syndicalisme étudiant, autour de 1975 ; en lien notamment à ma « montée » à Paris pour la direction du travail jeune.

Quelle est l'expérience du Mouvement Rouge de la Jeunesse à Toulouse ? Est-ce que ça a fonctionné ?

L'idée se situait un peu dans la lignée du « second souffle », mais en intégrant l'ensemble de la jeunesse. Cela dit, à part quelques formules générales nous n'avons pas été dans ce sens. À Toulouse mais aussi dans de nombreuses villes de la région, nous avons développé très fortement des comités rouges lycéens avec une presse spécifique (*La Jeune Garde*). Nous avons aussi construit une fédération de ces comités avec des stages régionaux. Nous avons développé une intervention sur les CET, en insistant très vite sur les caractéristiques « pré-ouvrières » de cette jeunesse. Cette démarche va déboucher sur la construction de la Coordination Permanente des CET dont j'ai parlé précédemment.

Cette approche nous distinguait de la direction jeune nationale qui avait tendance à tenir des discours généraux sur la jeunesse (Michel Field avait écrit un livre à ce sujet), sans

suffisamment distinguer lycée et CET. Par ailleurs, lors de débats nationaux de 1972-73, nous nous sommes opposés à la création d'une organisation de jeunesse de la Ligue. Nous estimions que la Ligue n'en avait pas la force et allait, d'une part, dégarnir ses capacités militantes, et d'autre part, créer une organisation qui serait une organisation croupion ou alors complètement « incontrôlable ».

Je reviens à la formule de Daniel Bensaïd sur « l'Histoire nous mord la nuque »...

Au-delà de la formule, la question porte sur le *Bulletin Intérieur* 30, en référence à un texte de 1972 signé par JASA : Jebracq (Daniel Bensaïd), Anthony (Antoine Artous), Stéphane (Paul Alliès) et Arthur (tous les deux dirigeants de Montpellier). Il a suscité des critiques d'un dirigeant comme Gérard Filoche, mais aussi de Janette Habel et Radot (deux dirigeants du travail ouvrier, CGT et CFDT), ainsi que Pierre Rousset (centré sur le travail Indochine) qui font pourtant partie de la même majorité que JASA. On a dit beaucoup de chose sur ce texte intitulé *Le problème du pouvoir se pose, posons-nous le !*, le plus simple est de le lire sur le site internet dédié à Daniel Bensaïd. De plus, cela déborde largement le sujet, je serais donc bref.

L'idée que nous allons vers une crise est largement partagée. Par contre, ce texte tente de systématiser une réponse sur le fait que nous n'aurions pas le temps de recomposer un nouveau mouvement ouvrier reconstruit sous sa forme classique (justement parce que « l'Histoire nous mord la nuque ») ; d'autant qu'il faut remettre en cause une vision présentée comme classique, selon laquelle l'affrontement physique avec la bourgeoisie viendrait seulement à la fin du processus révolutionnaire (sur la base d'un double pouvoir des soviets très développés comme dans la révolution russe d'octobre 1917). On sent dans notre texte l'influence de la tradition « guévariste ». Il découle deux points importants de cette approche. Tout d'abord, une vision ne remettant pas en cause la bataille pour l'unité d'action avec les réformistes, mais insistant sur une dynamique de débordement. Ensuite, l'insistance de construire un service d'ordre, et plus généralement un système d'organisation, capable d'être prêt à des affrontements partiels.

On va retrouver le premier point sur la question du front unique. Pour le second point la manifestation violente de la Ligue, et de son SO (service d'ordre), contre le meeting d'Ordre Nouveau le 21 juin 1973 est un bon exemple (avec la dissolution de la Ligue qui a suivi). À mon avis, c'était une action « gauchiste » au sens strict ; d'autres, dont Daniel, ont refusé de le dire comme tel. Cela dit, il n'y a eu aucune velléité de fuite en avant ; par exemple en se maintenant dans la clandestinité ou en percevant cette manifestation comme

l'indication d'un premier affrontement avec l'État. Au contraire, cet événement amorça une accélération vers une politique de front unique plus systématique. Je signale au passage que cela a une certaine importance, car en Italie, peu de temps après, une forte partie de l'extrême gauche se lança dans la fuite en avant que l'on connaît.

À Toulouse, le *Bulletin Intérieur 30* a eu bien sûr un certain écho, mais des membres de la direction ont fait référence aux critiques de Janette, Radot et Pierre. Plus concrètement, en ce qui concerne la « violence », nous avions un SO assez structuré et une « commission spéciale » selon la formule de l'époque. Cela dit à part un ou deux « cassages » nocturnes (par exemple sur une représentation du Vietnam du sud), rien de bien méchant. La seule fois où nous avons décidé une action violente, c'était au moment de l'exécution au garrot de Puig i Antich en Espagne par Franco le 2 mars 1974.

Nous avons appelé publiquement à une manifestation (avec la CNT, je crois) disant que nous allions attaquer le consulat d'Espagne. D'ailleurs, ce n'était pas idiot politiquement, compte tenu de la place de l'Espagne à Toulouse. Nous sommes partis à six-cents-cinquante de la place Jeanne D'Arc avec beaucoup de rangs casqués et du matériel. Mais la police toulousaine, sachant manœuvrer et ne poussant pas à l'affrontement (notamment en mai 1968), a laissé faire la manifestation qui n'a strictement rien cassé sur son passage. Près du rond-point devant le consulat, il y avait de vrais chevaux de frise empêchant de passer et, loin derrière, des cordons de CRS sur lesquels on ne pouvait même pas jeter de projectiles (même si on a essayé). La manifestation s'est donc dispersée, car, par ailleurs, nous étions très sérieux. Il était exclu de casser des magasins comme certains ont essayé, ils ont été vite rabroués... Outre les frictions avec le SO de la CTG-PCF, le SO de la Ligue servait aussi à maintenir un « ordre » dans les manifestations de masse (par exemple les manifestations lycéennes) en empêchant certains « autonomes » ou autres d'en profiter pour casser des vitrines sur son passage...

Comment définissiez-vous le front unique à l'époque de la Ligue ? Cette conception a-t-elle évolué dans la Ligue au fil des congrès ?

Juste avant 1968, nous critiquions fortement (et à juste titre) l'OCI, bien implanté sur les facs, pour leur politique « incantatoire » de front unique. Par exemple, elle consistait à appeler les syndicats ouvriers à l'unité sur une manifestation centrale de la jeunesse (en faisant signer des pétitions et organiser des campagnes, etc.) mais sans prendre la moindre initiative. L'OCI avait même appelé à quitter les barricades. Nous, nous disions que justement avec ces barricades, en prenant l'initiative, on avait poussé les partis ouvriers et les syndicats

à une grosse manifestation qui avait débouché sur la grève générale. C'était un peu cela notre schéma et nous parlions alors, juste après mai 1968, d'une tactique d'initiative-unité-débordement. C'est un peu cette logique que systématisait le *Bulletin Intérieur* 30.

Dans cette bataille pour l'unité, nous nous heurtions d'ailleurs aux mouvances maoïstes et/ou ultragauches, fortes à l'époque. Nous faisons du travail syndical et avons une vision de front unique (c'est-à-dire l'unité de l'ensemble des organisations) sur les initiatives. Par contre, comme je l'ai dit, sur le mouvement étudiant unitaire nous avons traîné des pieds. Au départ, nous avons globalement une vision assez linéaire d'une dynamique de débordement possible à travers des mouvements d'auto-organisation qui laisseraient sur le côté les directions réformistes. La dissolution de la Ligue a créé un premier choc, mais il ne faut pas oublier que le programme commun a été signé en 1972. Au même moment, il y avait certes le Larzac et Lip qui « débordaient » les réformistes, ou encore une poussée de « petits Lip », mais cette dynamique s'est tassée.

En fait, on entrait dans une nouvelle période structurée politiquement par l'Union de la gauche ainsi que les syndicats et leurs journées d'action. Dès le premier congrès de la LCR, nous avons commencé à discuter d'une politique de front unique qui repositionnait fortement le profil de la Ligue. Il s'agissait alors de définir une politique de front unique, y compris en terme de perspectives gouvernementales, qui prennent comme point de départ l'existence du PCF et du PS tout en se démarquant de l'Union de la gauche. Les discussions furent alors permanentes, avec pas mal de courants, car en fait c'était en quelque sorte un mouvement de refondation du profil de la Ligue qui s'était cristallisée dans la période de l'après 1968.

Comment expliquez-vous l'abandon progressif du militantisme dans les universités toulousaines au cours des années 1970 ?

Il faut sans doute nuancer les formulations. On assiste, à Toulouse comme ailleurs, à la fin de la période du gauchisme flamboyant ; où la disparition de certains courants comme les maoïstes de la Cause du peuple qui se dissolvent – et c'est un symbole – juste avant que Lip n'éclate. Certaines analyses, à tort, en font la fin du gauchisme. Bien sûr, il existe un tassement de l'activité étudiante – tout au moins d'un type d'activisme. Cela dit, il y a les effets de Lip, du Larzac (important dans la région), et le lancement du MLAC.

En 1976 se développe une très forte dynamique de grève générale de l'université contre un projet de réforme, avec une coordination nationale des comités de grèves dans laquelle la Ligue est majoritaire. Il y a certes un certain changement dans le profil de la radicalisation, sur les luttes c'est plus compliqué. Pour la Ligue, c'est sans doute vers 1977-78

qu'un tassement se fait réellement sentir.

Comment la Ligue a-t-elle appréhendé les « nouveaux » mouvements sociaux tels que le féminisme, les problématiques Lesbienne-gay-bi-trans (LGBT), ou encore l'écologie ? Ses militants étaient-ils investis, et à quelle hauteur, dans ces mouvements ?

La question est vraiment très générale, d'autant que votre étude porte sur Toulouse et dans une période qui s'arrête à 1976. Pour l'historique général, je renvoie aux articles de *La France des années 1968* sur le féminisme, le MLAC, l'homosexualité, ils sont très précis y compris sur la place de l'extrême gauche. Idem pour l'écologie dont je ne parlerai pas ici, elle ne concerne pas Toulouse dans cette période. Par contre, nous avons été un peu concernés par la question des mouvements « régionalistes », ou « nationalistes », avec l'Occitanie. Même si sur ce dernier point l'épicentre était la région de Montpellier où la Ligue a vraiment été présente. Il faut voir les articles de Paul Allies sur ces sujets dans *la France des années 1968*. À l'époque, il était dirigeant de Montpellier (qui animait une région très large avec de nombreuses villes).

Il faut distinguer deux grands ensembles, celui du féminisme en partie lié à la question de l'avortement et du MLAC, et l'homosexualité surtout masculine ; les lesbiennes se structurent plus lentement au travers de ces deux mouvements. Le MLAC est mixte, mais son activité est très importante en ce qui concerne le droit des femmes. Le mouvement féministe qui émerge au début des années 1970 est hétérogène. En son sein, des groupes femmes (donc non mixtes) se structurent, c'est dans le développement de ces groupes que vont s'investir progressivement les militantes de la Ligue. Dans ces groupes (et plus généralement dans le mouvement féministe) ces militantes construisent avec d'autres, notamment parmi des groupes de quartier, une « tendance lutte de classes » qui va publier *Les Pétroleuses* (en référence à la Commune de Paris) suite à une rencontre nationale à Bièvres en juin 1974. Le « travail femme » de la Ligue se structure à cette époque. Il y a aussi une activité au sein des commissions femmes syndicales, dont la nature est diverse ; certaines suivant la même logique que les groupes femmes.

À Toulouse, il y a eu un développement important du MLAC, notamment à travers des avortements illégaux pratiqués par des médecins de la Ligue ; comme Giron. Claude explique que le groupe femme de Bellefontaine est en partie issu de cette activité et des liens avec les filles de Motorola. Il faudrait pouvoir recenser les groupes femmes s'il y en a eu d'autres, ainsi que les activités de commissions syndicales femmes notamment à la Mairie. Naturellement, ce développement du féminisme a secoué pas mal de choses dans la Ligue.

Après une bataille interne, des militantes de la Ligue ont imposé le droit (politiquement voté en congrès) de faire des réunions entre femmes. Il me semble que cela a été voté au premier congrès de la LCR, ça a donc pris effet en 1975.

Les militants homosexuels se sont un peu engouffrés dans l'espace dégagé par les ébranlements du féminisme. La Ligue commence à discuter en 1974 de ces questions et une commission homosexualité se met en place en 1975. Je n'ai pas souvenir de militant qui se « déclare » homosexuel (c'était la formule) à Toulouse. Par contre, il y a eu une expérience un peu particulière avec le militant Guy Frèche, cadre important des JC gagné à la JCR et homosexuel. On ne le savait pas. D'après mes souvenirs (je l'ai beaucoup revu par la suite à Paris sans revenir sur cet épisode) dans l'après 1968, il a eu me semble-t-il une « double crise » sous l'effet de son exclusion du PC et d'une homosexualité assumée. Claude doit être un peu au courant. À Toulouse, je ne pense pas qu'on lui ait été d'un fort soutien sur ces questions. Il est parti à Paris pour devenir facteur, et s'est rapidement retrouvé à la Ligue, puis en tête de file de la CFDT PTT contestataire. Lourdé, il est devenu un des membres fondateurs de SUD (et une de ses personnalités). Il a assumé tôt son homosexualité comme militant syndical, il me semble. Il est mort il y a quelques années avec un enterrement en présence de SUD, mais aussi de Monseigneur Jacques Gaillot.

Comment se concrétisait à Toulouse la politique de front unique envers les participants de l'Union de la gauche, notamment le PCF ? Et quels étaient les rapports avec le PSU ?

En pratique, la tactique politique concrète était la même avant ou après la signature de l'Union de la gauche. On se battait pour l'unité d'action de l'ensemble des partis « ouvriers » autour d'axes précis (revendications, lutte contre tels aspects de la politique, etc.). De toute façon, le PCF refusait de nous rencontrer. Et il refusait notre présence dans les tracts, initiatives unitaires, etc. Même le PS, la CFDT et le PSU n'étaient pas défavorables à ça. Avec le PSU, je vous ai déjà expliqué que nous avons tenté (avec quelques réussites) de faire un front commun afin de créer un certain rapport de force sur la ville ; en particulier face au PCF.

Malgré les désaccords, est-ce qu'il y avait des actions et discussions communes avec les autres composantes trotskistes, libertaires et maoïstes ?

À Toulouse, les maoïstes étaient représentés par deux courants. L'un très « mao-stalinien », l'*Humanité rouge*, présent un peu à Ranguel et très anti-trotskiste. Nous n'avons pas (ou peu) de rapport avec eux. Les maoïstes de la Cause du peuple-Gauche prolétarienne n'étaient pas issus de l'expérience de mai 1968 à Toulouse mais avaient débarqué à la fin de

cette année, de Paris entre autres. Dans une première phase, ils étaient pas mal « excités » et « fouteurs de merde ». Dans leur seconde phase (décrite par eux comme « démocratique »), nous avons eu quelques rapports ; de toute façon, ils étaient très marginaux. Il y avait aussi quelques militants de la Gauche ouvrière et paysanne, issus du PSU, avec qui on avait des rapports.

Avec les anarchistes, comme je vous l'ai indiqué, nous réalisons l'unité d'action avec des jeunes de la CNT dans le cadre du Mouvement du 25 avril. Par la suite, des noyaux très radicaux sont apparus parmi eux, dont certains seront le creuset d'Action directe. Les rapports n'étaient pas bons, voire très tendus physiquement dans des manifestations où ils cassaient des vitrines, etc. L'Alliance des jeunes pour le socialisme-OCI était absente. LO était là avant 1968, nous avions des relations sans plus ; sauf une courte période où un rapprochement s'était mis en place au niveau national. En fait, nous étions très hégémoniques sur la ville.

Quelles ont été les scissions et réunifications de la SFQI à Toulouse depuis 1968 ?

Dans cette période, la seule scission qu'a connue la Ligue est celle qui a donné naissance à Révolution!. Ces courants étaient absents de Toulouse.

À l'époque, quel est votre avis sur la Ligue, était-ce un outil pérenne ou volontairement temporaire pour de futures recompositions ?

La question n'a pas beaucoup de sens. Nous avons construit une organisation non négligeable à partir de presque rien... On ne l'aurait pas fait si l'objectif n'avait pas été de construire une organisation pérenne... Elle l'a été d'ailleurs à son échelle. Le problème se pose autrement. Juste après mai 1968, nous avons eu une phase « triomphaliste », pas mal autoproclamatoire. Par contre au milieu des années 1970, nous avons commencé à développer une politique unitaire assez systématique. Nous avions la préoccupation d'aller vers une force révolutionnaire plus large.

Quelles ont été les positions successives de la Ligue sur les élections ? Est-ce qu'il y a eu des campagnes électorales auxquelles vous avez participé à Toulouse ?

Dans la période que vous traitez, la problématique vis-à-vis des élections n'a pas fondamentalement changé : c'était simplement pour nous l'occasion d'avoir une tribune. Cela dit, le ton a changé, notamment par rapport à la présidentielle de Krivine très virulente contre « la farce électorale » (sur la lancée de 1968). À Toulouse, nous nous sommes beaucoup investis dans cette première campagne qui a vraiment permis à la Ligue de faire une percée

militante, et non pas électorale. Nous avons sillonné la région, rempli le Palais des Sports à Toulouse, etc. Pour le reste, voir le livre de Jean-Paul Salles. On a fait les campagnes dont il parle, sans plus. Cela dépasse votre période, mais je vous signale qu'en 1977 l'extrême gauche (LO, LCR et OCT) a fait de listes unitaires aux élections municipales. On a fait 8,33 % (les écologistes ont fait 10 %). Cela a un peu changé notre approche.

La position de la Ligue était-elle isolée parmi les courants de la gauche révolutionnaire ?

Les anarchistes et certains courants « mao-spontanéiste » étaient contre.

Concernant les accords électoraux unitaires, est-ce qu'il y en a eu à Toulouse notamment avec LO ou le PSU ? Était-ce une priorité pour la Ligue de rechercher des accords unitaires, quitte à faire des concessions, ou non ?

Pour les législatives de 1973 nous avons passé nationalement des accords de répartition des circonscriptions avec LO, et un appel à voter les uns pour les autres. Je n'ai pas souvenir d'accord avec le PSU sur ce terrain. Nous avons aussi fait un accord en 1977 aux municipales, la ligne de Toulouse et nationale étaient la même. En 1977, nous avons eu une réelle volonté d'arriver à un accord unitaire qui s'est d'ailleurs réalisé.

Alain Rumeau.

Réalisé en 1h32 le 2 décembre 2013, chez lui à Toulouse.

Né en 1937, Alain Rumeau commence sa carrière professionnelle en 1956 par un essai de modéleur aux ateliers Breguet à Montaudran. Il travaille peu après dans le bureau d'étude en tant que traceur. À la suite de son service militaire en Algérie, il rejoint l'usine de Saint-Eloi à Sud-Aviation pour un poste de traceur. C'est en 1960 qu'il devient militant, en opposition à la guerre d'Algérie. De nouveau à Montaudran, il rejoint la CGT et devient délégué du personnel. En 1962, il adhère au PCF pour compléter son combat syndical sur le terrain politique. Il est membre de la cellule PCF Ducuing, dans le quartier de Rangueil et de Saint-Agne. L'essentiel de son militantisme passe par la CGT. Il assure les liens syndicaux entre l'usine de Montaudran et de Colomiers pendant mai-juin 1968. En 1970, il est représentant syndical au comité d'établissement de son usine. En 1989, il part de l'usine de Colomiers à cause de sa fermeture. Il termine sa carrière en 1993 à Biarritz et prend sa retraite à Toulouse.

Peux-tu te présenter de façon générale ?

Je m'appelle Alain Rumeau, j'ai commencé par un essai de modéleur en 1956 aux ateliers Breguet à Montaudran. Mon chef est venu me voir et m'a proposé un poste de traceur, c'est là que j'ai commencé à travailler dans le bureau d'étude en tant que traceur. C'est à ce moment que j'ai pu accumuler pas mal d'expériences et avoir plein de contacts humains au sein de l'entreprise.

La guerre d'Algérie est passée par là, à mon retour j'ai travaillé à l'atelier car il n'y avait plus personne qui voulait de traceurs. Peu de temps après, Sud aviation avait besoin de traceurs à l'usine de Saint-Eloi, j'y ai donc travaillé en tant que tel. En 1960, je militais mais en étant non adhérent d'une organisation syndicale. C'était en pleine guerre en Algérie, c'est dans ce cadre-là que j'ai rejoint la seule organisation syndicale qui luttait pour la paix en Algérie et le seul parti politique qui prenait le relais pour dire qu'il fallait que l'Assemblée nationale vote la fin de cette guerre (la CGT et le PCF). Pour moi, le côté politique était la conclusion du combat syndical. On s'entendait avec nos députés pour traduire nos combats dans les textes de loi. Je suis devenu délégué du personnel pour la CGT à ce moment-là et en 1962 j'ai rejoint le PCF.

Quelle était la proximité de la CGT avec le PCF dans votre usine ?

Elle est venue dans les années 1960 lors de la guerre d'Algérie, dans un contexte de plasticage de l'OAS. Il y avait une nécessité d'un relai politique de la bataille syndicale, le PCF était le seul à revendiquer la paix en Algérie (avec le PSU), car tout l'argent qui va à la guerre ne va pas au social. Ma génération a été très touchée, avec quand même trente mille morts. On nous faisait faire des choses à des gens qui réclamaient seulement leur liberté ! C'était une démarche colonialiste que la France menait. Le relais avec le côté politique est donc naturel, le syndicalisme n'a pas vocation à gérer le politique. J'étais adhérent du PCF dans la cellule du quartier (située aux alentours de Ranguel et de Saint-Agne). Le nom de la cellule était en hommage au professeur Joseph Ducuing qui a été le premier à faire une opération à cœur ouvert en France. Le professeur Ducuing officiait à l'Hôpital Varsovie (renommé Joseph-Ducuing), créé par des républicains espagnols.

En quoi consistait votre militantisme à la CGT ?

La CGT c'est le quotidien, les problèmes rencontrés au travail sur le moment. Les servitudes de l'emploi sont différentes suivant un bureau ou un atelier. C'est pour ça que le syndicalisme n'est pas monolithique dans l'activité, les démarches et les réactions à mener. Le camarade à la comptabilité assurant les fiches de paie, qu'il fasse grève ou pas, doit les faire. La relation envers l'employeur ne sera pas la même que dans un atelier de production. Le produit vendu sera vendu avec une plus-value. C'est dans cette plus-value que le patron va puiser son bénéfice, et en privant le patron de cette plus-value on exerce une pression sur le patron. Chez le comptable ou la secrétaire, il ne s'agit pas de plus-value. À partir de là, la question de l'activité syndicale se pose différemment.

Le patron n'en avait rien à faire des secrétaires et des comptables, il avait peur des traceurs et des ouvriers. Il faut avoir conscience que le patron peut se passer des secrétaires qui corrigent par exemple les fautes d'orthographe. La lutte syndicale pour augmenter son salaire ou revendiquer des droits s'avère donc très différente, tout autre que celle faite par des personnels de production. Le patron faisait un ratio I/P (improductif sur productif) pour savoir la rentabilité de son usine, d'un côté ceux qui vont lui coûter de l'argent et ceux qui lui en rapportent. Et il mettait le personnel de bureau dans les improductifs. Bien sûr, du point de vue du syndicat, tous sont utiles ! Mais tout le monde n'a pas le même rapport au travail.

Je vais prendre pour exemple une histoire à l'usine de Colomiers, où la CGT est interdite au nom du secret militaire et dans le but de laisser deux-cent-cinquante gars sans protection. Quand on a débarqué là-bas en 1970, on a appris que les gars étaient sur la piste en

plein mois de janvier sans veste ni chaussures de sécurité, avec un vent glacial. Le PDG de l'usine était encore à Breguet, et non Dassault à l'époque. On l'a fait trembler comme une feuille à l'automne. Pour l'anecdote, la négociation s'est passée dans son bureau, il avait le dos à la fenêtre de sorte que l'on avait la lumière dans les yeux (un peu comme le font les flics pour interroger dans les films). Un copain a fermé la porte d'entrée de son bureau et a ouvert la fenêtre derrière le patron. On lui a dit que tant que les collègues n'avaient pas de vestes et de chaussures de sécurité sur la piste, on ne fermerait pas la fenêtre et qu'il ne sortirait pas de la salle ! Dix minutes après, le patron avec son petit costume a signé nos revendications. Le rapport de force se joue sur tous les tableaux et de diverses manières, y compris celle-là !

Pour dire avec précision, mon mandat de délégué du personnel a commencé en 1962. L'approche du syndicalisme est à regarder dans deux aspects : dans le syndicat, les adhérents sont amenés à « jouer » la démocratie syndicale, et le délégué du personnel doit savoir ce qu'est la démocratie ouvrière. En tant que délégué des salariés, ils m'ont élu comme salarié syndiqué ou non. Je me dois de porter au patron la question qu'ils me confient, qu'elle me plaise ou pas ! Bien sûr, le syndicat a le droit de dire « Attention, vous mettez les pieds à côté de la plaque et vous lâchez la proie pour l'ombre ». A mon avis et c'est ce qui se pratiquait dans mon entreprise, le délégué du personnel a un mandat directement issu des salariés. Le syndicat servait pour l'information, les revendications ne sont pas forcément celles du syndicat mais celles du personnel. Il nous est souvent arrivé de lancer un mouvement de grève, d'adopter des motions disant que c'est le personnel qui est en grève, sous couvert de l'organisation syndicale. Le droit de grève existant, ils avaient quand même le parapluie syndical si un coup de chien leur tombait sur le coin de la pipe.

Quelle était la proportion de militants PCF dans votre section syndicale ?

J'ai milité en tant que PCF sur le quartier mais pas à l'usine, car je considérais que l'on ne pouvait pas être au four et au moulin. La cellule PCF de l'entreprise, je dirais qu'ils étaient une trentaine mais je n'en suis pas sûr. Mais quand il y avait une distribution de tracts à l'entrée de l'usine le matin, je leur donnais un coup de main à l'occasion. Je dirais qu'à la CGT, la moitié des adhérents étaient militants au PCF.

Il y a eu une caractéristique de notre syndicalisme à Breguet. En 1965, en application d'une directive gaulliste sur la restructuration de l'aéronautique, l'usine de Montaudran devait disparaître. Nous avons donc agi en tant que syndicalistes CGC, CGT, FO et CFDT (qui venait de prendre le nouveau sigle). Dans le cadre de cette bataille syndicale, des rapprochements se sont faits. Nous nous sommes retrouvés au conseil général, avec des

représentants des unions départementales des différents syndicats. L'UD CGT et FO ont tenu des discours différents ; le délégué FO de l'entreprise a complètement désavoué son responsable départemental. Nos relations se sont étendues, et la section FO de Breguet a adhéré en masse à la CGT suite à 1968. Ce n'était pas des militants communistes. Ces camarades avaient plus des origines socialistes que communistes. C'est le côté unitaire de la classe ouvrière que l'on peut parfois rencontrer, dès lors que l'on n'est pas avec des œillères. Parfois, des copains CGT pouvaient faire dans le « protectionnisme » syndical. Mais il faut le recontextualiser, car ils en ont bavé et avaient plus tendance à regarder les autres avec des yeux revolvers plutôt que des yeux d'amitié !

Comment mai-juin 1968 s'est déroulé dans votre entreprise ?

Nous étions interdits à Colomiers où il y avait trois-cents personnes (mille-deux-cents employés à Montaudran). Les ouvriers de Breguet avaient une longue tradition de lutte. Lors de l'harmonisation des salaires entre Sud-aviation et Breguet en 1961, on a montré que nous étions capables de nous battre. On l'a aussi fait en 1963, lors de l'harmonisation des salaires avec ceux de la région parisienne (les salaires de province subissaient un abattement à l'époque, les jeunes de dix-huit ans le subissant encore plus). On avait un passé militant et professionnel qui nous autorisait à taper du poing sur la table. En 1966-1967 lorsqu'il y a eu des actions nationales de grande envergure, nous étions également dans le coup. C'est lors de ces deux années que la direction n'a pas pu nous liquider en tant qu'usine, car nous tenions la production du Jaguar (le nouvel avion de Breguet).

On s'est retrouvé en 1968 avec une direction Dassault (Dassault a racheté Breguet en 1967) qui n'avait pas pu liquider l'usine de Montaudran. Nous avons demandé que les salaires soient alignés sur ceux des usines Dassault, on nous a refusé cette revendication. Le vendredi 17 mai, nous nous sommes mis en grève avec l'occupation de l'usine. Une des premières occupations d'usines, c'était nous. Ça s'est fait naturellement, car il y avait un contentieux avec une gestion de la production que nous maîtrisions. On savait très bien qu'il fallait en passer par là. Mai 1968 chez nous ça a été le relèvement de 50 % des salaires de base, celui qui gagnait 500 francs (le salaire le plus bas à l'époque à Breguet) en gagnait maintenant 750. Certains n'en revenaient pas de gagner autant dorénavant ! C'est comme si aujourd'hui quelqu'un avait un salaire qui passait de 1000 à 1500 euros. C'est ça qu'on a gagné !

Comment s'est déroulée la lutte en elle-même ?

Elle se passait à la bonne franquette, on avait mis à l'abri en soudant les portes le prototype d'avion. Et compte tenu de l'agitation environnante, par rapport aux sabotages éventuels et à la partie ultra-révolutionnaire qui voulait casser le capital (et donc casser les machines pour détruire le capital, on en revenait à ce genre de choses), on gardait l'usine. On l'organisait aussi pour le ravitaillement, des copains allaient à la campagne pour chercher les sacs de patates, les poulets dans les fermes et d'autres trucs comme ça pour le personnel. Sur le plan départemental, il y avait des commissions pour contrôler les prix sur les marchés. La force de dissuasion était suffisante pour ne pas mettre la pression sur des étalages où les prix n'étaient pas conformes à ce qu'ils devaient être, car des commerçants pouvaient profiter d'une certaine pénurie pour faire flamber les prix.

Dans l'usine, c'était l'occupation avec l'entretien des machines. On tapait les cartes, on discutait, on écoutait des disques. On faisait une assemblée générale pour savoir ce qui se discutait ailleurs, quelles étaient les réponses... Nous allions voir quotidiennement le patron pour savoir s'il y avait du nouveau ! Car mai 1968, au-delà d'une grève générale, c'était une grève généralisée. C'est un ensemble par rapport à des phénomènes posés dans l'entreprise. Notre cahier de revendications comportait, en tête, la nationalisation des usines de Breguet et de Dassault. Notre but était que les forces de progrès, telles que la Fédération de la gauche démocrate et socialiste de Mitterrand et le PC s'entendent sur un programme commun et transposent ça dans la loi. Bien sûr, ce cahier de revendications comportait aussi des questions internes à l'usine. C'était le quotidien, dans une perspective de situation générale pour la garantie de tous nos droits. La lutte à l'usine a fini le 6 juin, c'est ce jour-là que le patron s'est mis à table.

Concernant l'usine de Colomiers, on est allé la mettre en grève avec un camarade de FO. C'est à ce moment-là que j'ai eu d'autres responsabilités que simple délégué dans l'entreprise. J'assurais la liaison entre Montaudran et Colomiers pour donner les informations de ce qui se passait à la direction générale, comment ça bougeait, ce qui était proposé. Les propositions arrivaient au compte-goutte. Et c'est le 6 juin qu'a eu lieu la dernière réunion.

Quelle était la proportion des grévistes ?

La grève au départ a été votée à bulletins secrets. Il faut savoir que le 17 mai, lors du début, il n'y avait pas 100 % de personnes en grève. Au niveau des ateliers, 95 % des ouvriers étaient en grève. Après, dans mon bureau (j'étais à ce moment-là au bureau d'étude d'outillage), il y avait les chefs de service, des cadres et trois-quatre camarades. Sur les trente

dessinateurs, il y en avait vingt qui occupaient. Les dix restants, il a fallu leur dire de sortir en interpellant les copains de l'atelier. Il y avait une proportion très majoritaire. Il ne faut pas oublier que nos luttes des années 60 avaient été très prolifiques, 1968 se situait dans cet esprit-là. Il y avait donc une confiance dans le mouvement ! On y allait les yeux fermés mais pas sous la contrainte !

Quelles revendications ont été gagnées ?

Ça a été les salaires, les congés, le droit syndical. À Colomiers, l'interdiction de la CGT était terminée. On avait le droit de parole dans l'entreprise ; c'était compliqué auparavant car pour parler entre nous il fallait sortir de l'usine (dont l'entrée est à quatre-cents mètres du bâtiment principal).

Dans les années 1970-1980, la composition sociale s'est profondément modifiée. Il y avait de moins en moins d'ouvriers d'ateliers. Sur sept-cents personnes, plus de la moitié était syndiquée CGT, essentiellement dans les ateliers.

Vous avez eu des responsabilités dans le PCF ?

Non j'étais essentiellement militant à la CGT. Il m'est tout de même arrivé de faire des tracts, des informations, mais rien de plus. En 1970, j'ai eu des responsabilités de représentant syndical au comité d'établissement. J'ai énormément agi par rapport aux anciens, car au début les comités d'établissement, quand ils ont été créés en 1945, c'était pour la santé, la nourriture et les vacances. Le côté économique de ces structures était loin derrière. À un moment, on a décidé que le syndicat ce n'était pas pour remuer les sacs de patates. On a remis le train sur les rails économiques, et développé le syndicalisme par l'économique. Je ne me suis jamais départi de cette tâche des années 1970 jusqu'en 1990. J'ai eu pendant dix ans un mandat de secrétaire du comité d'établissement.

Il y a eu une phase, compte tenu du changement social de l'usine avec un apport important de techniciens préparateurs de travail, de baisse d'influence de la conscience collective. Cette couche-là de salariés est arrivée après les conquêtes sociales. Ils ont mis les pieds sous la table et ont eu le droit au repas. Leur conscience envers le syndicalisme n'a pas du tout été la même que ceux qui les ont précédés. En partant de là, notre influence a progressivement diminué. Ces salariés avaient aussi des problèmes particuliers. Vers 1976 on a voulu créer l'Union Générale des Ingénieurs Cadres Techniciens CGT. On avait soixante-dix adhérents, et trois-cent-cinquante dans les ateliers. Nous avons eu la maladresse (et j'en porte ma part de responsabilité) de sortir des informations en disant au gars en bleu de travail que ce

n'était pas pour lui. On n'en avait pas imprimé pour tout le monde, c'était aussi bête que ça.

L'élection qui a suivi, je me suis retrouvé avec 15 % de moins que ce qui était possible. J'ai eu une interruption dans mon mandat électif, le syndicat me conservant un mandat non électif. Là, j'ai bien été dans le ciblage, et je porte la responsabilité de cette défaite. C'est à ce moment-là que la CGT a perdu une majorité de confiance dans le personnel. Sur ces choses-là, la démagogie de la CFDT a pris racine. Elle revendiquait un salaire uniforme pour tous, c'était en dépit de toute hiérarchie. Quand elle revendiquait que les contrôleurs, issus de l'armée en retraite anticipée, n'aient pas de double salaire, c'était de la démagogie. On pensait, nous, qu'ils avaient le droit à leur retraite de l'armée ainsi que le salaire de contrôleur pour lequel ils bossaient !

Quels étaient les liens de votre usine en grève avec le mouvement étudiant lors de mai-juin 1968 ?

On n'avait pas de lien, l'usine était interdite à toute pénétration étrangère. En tant que personne je n'ai pas établi de contact avec les étudiants non plus. Par contre, nous les avions devant la porte pour distribuer des informations, que ce soit Lutte ouvrière, la *Taupe rouge* ou toutes les publications gauchistes (c'est un terme erroné mais qui les regroupait). Ces publications parlaient de la CGT plus pour nous insulter que pour nous soutenir.

Et il y avait des relations entre ces militants et la CGT ?

Nous avons estimé ne pas avoir à répondre à ces gens-là. Mais des gens les informaient, vu qu'ils savaient ce qui se passait dans l'usine. Par voie d'affiche, on demandait aux militants qui informaient ces groupes de nous contacter pour que l'on discute des choses fausses dites dans ces tracts. À l'occasion, on leur demandait même de remplacer un de nos délégués dans les réunions avec le patron pour résoudre les problèmes.

Quelle était votre position personnelle envers l'extrême-gauche ?

Est-ce vraiment le terme approprié ? C'est par un manque de savoir que les copains de la CGT ont eu peur de l'anarcho-syndicalisme, ce n'est pas né en 1968. C'était les bases mêmes des bourses du travail. C'est l'évolution du grand soir et de la grève générale qui ont emmené les camarades à dire que ce n'était pas possible, le groupe qui va éveiller les consciences par un coup d'éclat ce n'est pas vrai. Ça ne marche pas. Mon expérience avec les gauchistes c'est lors des manifestations pour la paix en Indochine, je ne les ai pas vus contre les flics lors des manifestations pour la paix en Algérie. À la fin d'une manifestation, ils

voulaient toujours aller plus loin et chercher la provocation. C'est comme ça que j'ai appris à connaître ces gens-là. C'était pousser la manifestation à l'affrontement pour que les masses réagissent. On retrouvait ces positions dans certains écrits et on les retrouvait sur le terrain.

Il n'y avait aucune différence entre les différents courants d'extrême-gauche sur cette façon de faire ? Même, par exemple, entre les trotskistes et les maoïstes ?

Tous les groupes étaient dans cette mouvance-là, rien ne les différençait à un moment donné. C'était bonnet blanc et blanc bonnet. Notre réaction c'était de ne pas les accepter dans nos manifestations. Quand on vit l'événement, on n'apporte pas forcément toujours les bonnes réponses. Les copains justifiaient leur interdiction dans nos manifestations en disant qu'ils allaient nous entraîner vers la confrontation avec la police. Mais s'ils nous entraînent vers ça, c'est que l'on n'est pas assez fort pour résister... Je pense que nous étions assez forts pour résister...

J'en ai connu un à Lutte Ouvrière, dans un bureau de l'entreprise. On lui a dit que ce n'était pas compliqué, vu qu'il était syndiqué il allait ramasser le pognon des copains pour les cotisations syndicales. Il a hésité un moment... Car il faut être plus courageux d'aller voir les camarades pour leur faire payer le timbre (et recevoir ainsi l'information syndicale) que de gueuler devant la porte de l'usine. Là, en étant collecteur, c'est le chef de service qui va te voir. Il l'a fait mais en comprenant que le terrain ce n'était pas devant la porte à faire du verbiage révolutionnaire. En définitive, ils nous accusaient d'incapacités qui étaient en fait les leurs. Je n'en ai connu qu'un qui a eu le courage d'essayer, il est parti peu après... C'est ça mes relations avec les gauchistes par voie d'affiche et de polémiques...

Et dans les manifestations...

Oui dans les manifestations, ils étaient courageux pour s'éclipser. Sans compter qu'il y avait une pénétration de flics dans ces groupes-là, pour entretenir l'agitation. Les manifestations on les faisait place Jeanne d'Arc avec un groupe qui pouvait s'éclater face aux flics. Des couillons voulaient les faire place du Capitole mais c'est une véritable souricière. Je me rappelle qu'on avait trouvé deux-trois camions avec des pelles, des manches de pioche, etc. Rien que du neuf, donc ce n'était pas des copains d'un chantier qui s'étaient garés là pour manifester. C'était la recherche d'une provocation et de l'affrontement ! Les CRS à cette époque-là avaient un MAS36, un fusil avec des baïonnettes. C'est dans les manifestations que j'ai vécu ce qu'était le gauchisme !

Dans leurs tracts qu'ils distribuait devant l'usine, est-ce qu'il y avait des éléments pertinents ayant un écho dans l'usine ?

Je n'en ai pas l'impression. Par contre, on ne les a plus vus quand la CFDT, en alliance avec la CGC, a été majoritaire en 1979. La critique envers la CGT n'était donc plus possible.

C'était, du coup, après le recentrage de la CFDT ?

Complètement, mais il faut relire *Militer* d'Eugène Descamps (secrétaire générale de la CFDT jusqu'en 1971) où il explique les raisons de l'unité d'action avec la CGT en 1966-1967. On lui reprochait cette ligne politique, il s'est défendu en disant que l'unité avec la CGT a été salutaire car elle a permis à la CFDT d'être présente dans des entreprises où elle n'était pas connue. Le recentrage n'était qu'un retour en arrière. Ils faisaient l'unité, mais par opportunisme.

Au début des années 1970, la CFDT revendiquait un salaire uniforme pour tous. Quand on s'est retrouvé devant le patron, la CFDT n'avait plus du tout le même langage. Lors du retour à l'usine, le gars de la CFDT essaie de chauffer le monde en disant que l'on n'a pas pu gagner ça. Là, je l'ai coupé en l'interpellant sur le fait qu'il n'avait pas pu le gagner puisqu'il ne l'avait jamais dit devant le patron ! Les salariés ont commencé à s'énerver en nous reprochant de ne pas nous entendre et à s'engueuler sur l'estrade. Du coup, j'ai proposé d'écrire une lettre devant eux demandant aux trois confédérations CGT, CFDT et FO de se prononcer sur un cahier de revendications commun que nous défendrons. Cette lettre a été envoyée à nos fédérations de la métallurgie, à nos unions départementales et à nos confédérations. De plus, nous avons promis de publier les réponses ! Edmond Maire a répondu que la CFDT ne pouvait pas s'entendre avec la CGT car elle n'avait pas les mêmes revendications. Les gars de la CFDT ont refusé de publier la réponse de leur syndicat.

C'est après ces événements que les copains de FO nous ont rejoints, leur syndicat n'ayant même pas pris la peine de répondre. Le secrétaire général de la CGT, Georges Séguy, l'union départementale de la CGT, ainsi que la fédération de la métallurgie nous ont répondu en soutenant ce cahier de revendications et en se réjouissant de l'unité syndicale. Nous avons, bien sûr, publié la réponse de la CGT.

Dans les années 1970, de nouveaux mouvements sociaux comme le féminisme ont émergé. Est-ce que vous en avez parlé dans votre entreprise ?

Oui, 10 % du personnel était féminin. On s'impliquait avec des tracts par exemple, mais le problème c'est qu'elles n'ont jamais eu une militante et une déléguée capable de

défendre leurs conditions. Le patron leur demandait par exemple d'aller lui chercher son café, etc. ... Il faut dire que leur travail était essentiellement dans le secrétariat (disséminé), très peu technique, mais aussi le tirage des plans et des archives (une vingtaine). Il y avait aussi deux femmes ingénieures dans le bureau de calcul, mais c'était une exception.

Quelle était votre position personnelle concernant la stratégie électorale du PCF avec le PS via le programme commun des années 1970 ?

Elle est liée à notre insuffisance. Lorsque Georges Marchais représentait 15 %, François Mitterrand était obligé de mettre des ministres communistes. Et pas n'importe lesquels : des communistes capables de taper du poing sur la table comme Charles Fiterman ou Jack Ralite. Quand notre influence est passée en dessous de 10 %, on nous a mis Gayssot. Ce type était capable de dire à l'aérospatiale que la production des avions en Allemagne n'est pas grave, car ils seront montés à Toulouse et que les moyens pour les transporter sont là. C'était quoi ce discours ? Je l'ai étudié cette question, c'était l'entreprise privée Daher qui était chargée de transporter les pièces d'Allemagne. Autrement dit, ce pour quoi on se battait (c'est-à-dire la nationalisation de l'entreprise), Gayssot le foutait en l'air. Il se soumettait à Lionel Jospin.

Quand le poids politique et syndical s'amenuise, la social-démocratie refait surface. François Mitterrand n'était pas socialiste... Je schématise mais en 1968, il a quand même dit que le pouvoir était vacant et qu'il n'y avait que deux hommes capables de le prendre : Mendes-France et lui-même... Faut voir le mec... L'influence est en fonction du poids que la pensée révolutionnaire peut porter. Par exemple au lendemain la Seconde Guerre mondiale, c'est Bergeron de Force Ouvrière qui disait « l'unité avec la CGT, nous ne l'avons pas voulu, mais elle nous a été imposé ». Sur le programme commun, c'est pareil... Fallait-il le faire ou pas ? La question n'est pas là, je pense, s'il y a un mouvement pour le porter ça marche, s'il n'y a pas le rapport de force pour le mettre en place ça ne marche pas.

Et vous pensez que le rapport de force était suffisant dans les années 1970 ?

Il a été suffisant à un moment donné, et ne l'était plus par la suite.

Comment le programme commun était-il considéré par les salariés de votre usine ?

Nous on le posait par le biais de la nationalisation de l'aéronautique. C'était un douloureux problème car notre usine produisait du matériel essentiellement militaire. On posait la question d'aller vers du civil en terme de production. En plus, en étant nationalisés,

nos salaires étaient supérieurs à ceux de la SNIAS. On leur montrait à notre petite échelle les avantages d'être nationalisé, car dans l'inconscient de pas mal, Dassault était un bon patron. Car il faut savoir que lors d'un mouvement, ce n'était pas 99 % de l'entreprise qui était en grève... Il y en avait qui attendaient et engrangeaient le résultat, et d'autres ne comprenaient pas que la fiche de paie était due au rapport de force que nous avions instauré.

Le mot d'ordre de nationalisation pouvait être mal vécu. Nous avons fait à Toulouse des réunions avec toutes les usines du groupe Dassault, avec les militants, sur ce que devait être la nationalisation. Il n'y avait pas de réticences écrites, mais une réticence larvée de la part d'une partie du personnel. Nous étions les seuls à la revendiquer, et seuls nous ne faisons plus la majorité aux élections professionnelles dans les années 1980. On liait cette nationalisation avec la main mise et le contrôle de l'État sur ce genre de production, et non un privé qui va vendre la licence à n'importe qui.

Jacques Serieys.
Réalisé en 1h45 le 18 octobre 2014,
chez lui à Entraygues-sur-Truyère.

Né en 1949, il est le cofondateur du groupe politique Le Pavé à Rodez en 1967, après avoir été exclu du PCF avec ses autres jeunes camarades. Il rejoint formellement la JCR en août 1968. Tout au long de sa vie il est enseignant d'Histoire et d'Occitan, pour être au final titularisé en documentation dans l'Aveyron. Jacques Serieys fait partie des dirigeants principaux de la Ligue communiste et de la LCR après mai-juin 1968, alternant présence et absence en direction locale. En 1974, il devient permanent à mi-temps pour le compte de la section toulousaine de la Ligue. Il accède à un poste de permanent national à temps complet en septembre 1975. Élu au comité central de la LCR en 1976, il est chargé du travail dans les CET et la jeunesse ouvrière. C'est donc en septembre 1975 qu'il quitte Toulouse pour élire domicile à Paris. Son poste de permanent national s'arrête en novembre 1977, il retourne dans l'Aveyron en 1979. Jacques Serieys s'éloigne progressivement de la Ligue pour adhérer au PS en 1982, il est membre de son conseil national de 1994 à 1999, et rejoint le bureau national de l'association « Pour la République Sociale » en 2003. En 2009, il participe à la fondation du Parti de Gauche dont il est toujours un militant actif.

Dans quel contexte as-tu entamé ton parcours militant ?

Nous étions un petit groupe de jeunes à Rodez, 40-50 membres du PCF. Nous avions un local mixte avec le PCF avec nos propres activités politiques et un financement. En 1966, au moment de l'exclusion, notre groupe a été vidé. Le PCF local a essayé de faire revenir dans le parti ceux qu'il considérait dommage d'avoir exclus. Ce groupe de jeunes a été d'une forte influence politique.

Quel est votre premier contact avec la Ligue ?

C'est à un meeting à la salle du Sénéchal à Toulouse, Alain Krivine y faisait un meeting pour les exclus. Le service d'ordre de la CGT a interrompu le meeting et a commencé à frapper les participants. On leur avait fait croire que c'était un meeting de fascistes. Dans la salle, il y avait des jeunes du groupe exclu de Rodez. Cet événement a marqué une rupture pour moi. J'ai pris à ce moment-là mes responsabilités.

C'est-à-dire ?

J'ai contribué à créer le groupe « Le Pavé » en 1967 à Rodez. Ce groupe avait une grosse influence avec un rôle de parti. Par exemple, les ambassades vietnamiennes et cubaines nous ont envoyé des bouquins pour nous politiser. Il y avait même des gens du PCF qui venaient à notre local, la rupture avec eux n'était donc pas totale. On avait même un mec de la colonne Durruti avec nous, et des liens avec la CGT PTT par le biais de Dufour qui était au PSU. On avait beaucoup de liens avec des adultes.

Et en Midi-Pyrénées, comment s'est constituée la JCR ?

Il y avait un groupe oppositionnel dans l'UEC, la position majoritaire locale était pro-italienne. Lors du congrès national, le secteur Lettres de Toulouse était représenté par Antoine Artous et Daniel Bensaïd. Ils ont été élus pour ce congrès en tant que courant pro-italien et non sur la position trotskiste. La JCR s'est créée réellement après le meeting dans la salle du Sénéchal concernant les exclus de l'UEC. C'est Antoine Artous qui a impulsé la JCR, après en être parti au tout début après la découverte d'une réunion clandestine du PCI. Il est revenu avant 1968 car il a été invité en tant que tel avec un autre camarade. Il y avait un réel antagonisme entre la JCR et le PCI avant 1968.

Quelle était la situation après mai-juin 1968 ?

Quand je suis arrivé à Toulouse, j'ai été frappé de l'importance des comités d'actions issus de mai 68. Lorsqu'une réunion d'un comité d'action était convoquée, en géographie ou encore en Histoire par exemple, il y avait beaucoup de monde. C'était lors de la rentrée universitaire, en septembre-octobre 1968. La plupart des comités d'action étaient animés par des camarades des cercles rouges. Chaque semaine, il y avait une réunion de coordination des comités d'action de Toulouse. Je pense que la moitié des gens présents à ces coordinations venaient des cercles rouges, une ou deux personnes de Lutte Ouvrière, un petit groupe animé par Christian Etelin autour du journal *Révolution Internationale* et quelques anarchistes.

Ce qui est sûr c'est que l'on prenne les sections de la fac de Lettres ou des autres facs, les principaux animateurs du mouvement étaient dans les cercles rouges. Du coup, chaque semaine il y avait également un comité de coordination des cercles rouges. Les comités rouges et les cercles rouges ne se sont jamais confondus, les cercles rouges étaient les structures des diffuseurs de *Rouge* pendant la dissolution jusqu'au congrès d'avril 1969. Les comités rouges sont les structures sympathisantes de la Ligue après le congrès de fondation. Dans le comité de coordination des cercles rouges, il y avait des personnalités très actives et

qui n'étaient pas là pour faire de la figuration. Des gens comme Marquet, Trottard ou Giron, ils étaient là pour prendre des décisions avec comme ligne de mire un nouveau mai 1968. Ils faisaient souvent des comptes-rendus de coordination, et ça arrivait de faire des réunions de cinq à dix heures. Dès le début, on a senti qu'il y avait un petit problème, on voyait bien que certains hésitaient à considérer le comité de coordination des cercles rouges comme la direction des cercles rouges. Des désaccords apparaissaient, je n'ai jamais participé à une structure avec autant de personnalités. On m'a expliqué assez vite qu'il y avait un problème avec le PCI qui n'était jamais à ce comité de coordination, moi je n'en ai jamais vu. Ils avaient leurs propres réunions et direction.

Au comité de coordination, il n'y avait que des gens élus par leur cercle rouge. On a discuté assez vite, avec ceux qui comprenaient les distinctions entre nous et le PCI, de la mise en place d'une direction qui soit une vraie direction. Ceux qui étaient les plus actifs dans l'affaire étaient léninistes, surtout après mai 1968. Nous avons décidé d'attendre la venue de Daniel Bensaïd, puisqu'il devait venir dans sa famille à l'occasion de la Toussaint. Il y a eu une réunion fin octobre 1968 avec Bensaïd et six camarades (Daniel Laplace, dit Paco, Antoine Artous, Perré, Jean-Paul Boyer qui était une très forte personnalité devenu enseignant, professeur d'Histoire de l'Art à l'École de Rome et chercheur au CNRS, Carpentier et moi). Par la suite, on n'a pas vu Carpentier et on a peu vu Perré car il était pion à Pau. Pour moi, le PCI a été inexistant dans la pratique, notre petit groupe se réunissait au moins deux fois par semaine on était de fait une véritable direction.

Est-ce que les comités d'actions à Toulouse ont continué les mois suivants ?

Nationalement, nous étions sortis des comités d'actions. La question localement était de savoir si nous dissolvions ou pas les comités d'actions. Nous y étions majoritaires. Et si nous les dissolvions, qu'est-ce que ça voulait dire ? Car en gros on essayait d'être un embryon de parti destiné à occuper la gauche du PC laissée par mai 1968 et qui était un espace considérable. Car la place politique que l'on tenait à Toulouse était en grande partie grâce à ces comités d'actions.

Après un débat très long et compliqué, le comité de coordination des cercles rouge a décidé en avril 1969, je crois, d'assumer la sortie des comités d'actions. Notre but était d'expliquer clairement que nous voulions construire un parti. Moi j'étais contre avec Marquet. J'ai refusé de l'assumer et j'ai pris un avertissement. J'ai été encore plus loin. Les anarchistes, au courant de la stratégie des cercles rouge, ont proposé de m'élire secrétaire pour un an des comités d'action sur la région. On a décidé de convoquer une réunion régionale des comités

d'actions pour créer une direction, ce qui a été fait avec des gens de la région et où j'ai été élu secrétaire jusqu'à la réunion régionale d'après. Là, j'ai pris un blâme, c'est un stade avant l'exclusion. Je ne comprenais pas les raisons de saborder ces comités d'actions alors que nous y étions majoritaires.

Encore aujourd'hui je ne comprends pas bien. Je me dis qu'il y avait peut-être un poids du PCI dans l'affaire, car c'était vraiment un truc de types qui ne comprenaient pas la vitalité des comités d'action. Il y venait pourtant pas mal de pros. Il ne faut pas sous-estimer le maintien d'un mouvement, car franchement après avoir sabordé ces comités d'actions je pense qu'on a perdu une bonne partie de notre poids politique sur la ville. Après le blâme, j'ai moi-même mis la pédale douce, car sur le long terme je croyais tout de même plus dans les cercles rouges que dans les comités d'actions pour créer un parti.

Quels ont été les enjeux à Toulouse concernant le congrès de fondation de la Ligue communiste ?

Le premier point était politique pour savoir si nous allions adhérer à la Quatrième Internationale. Daniel Bensaïd, et la majorité de la section toulousaine était sur cette position, était défavorable à l'adhésion. Pour moi, Daniel Bensaïd était contre au moins jusqu'à fin février 1969. Grosso modo, on pensait qu'il fallait profiter de cette nouvelle génération pour repenser les fondements du communisme révolutionnaire. Le projet était plus vaste que de simplement adhérer à la Quatrième Internationale, faire une sorte de conférence internationale qui permette d'ouvrir comme on l'avait fait en France avec la JCR. La JCR avait en effet un poids en Europe qui lui permettait de convoquer cette conférence dans une optique d'ouverture. Artous aussi était sur cette position-là. Mais Bensaïd a changé de position début mars il me semble, peut-être même plus tard.

Comment s'est faite la fusion cercles rouges et cercles noirs ?

Moi je pense que les cercles noirs il n'y en avait pas à Toulouse au début. J'étais en direction et c'est nous, et non le PCI, qui décidions l'intégration de camarades des cercles rouges dans les cercles noirs. Je me rappelle quand nous avons intégré Chamayou par exemple, car c'est nous qui avons décidé de transformer le cercle rouge Lettres modernes et classique en cercle noir (il n'y avait donc plus de cercle rouge pendant une période). C'est le seul cas comme ça, en février 1969, je crois. C'était Boyer qui nous avait expliqué qu'il ne valait mieux pas faire de différenciation. Ça a été plus compliqué dans d'autres cercles rouges, comme celui de psycho où des camarades étaient défavorables à l'intégration de certains dans

un cercle noir. On a d'ailleurs été obligés, et c'est bien dommage avec le recul, de scinder le cercle en deux.

Ce qui est sûr, c'est que petit à petit on a augmenté le nombre d'individus considérés comme intégrés aux cercles noirs. Lors du congrès de fondation et au moment du vote des délégués, je suis sûr qu'il y avait 49 votants cercle noir issus de la fac de Lettres. On avait un poids politique considérable, car beaucoup de gens à la fac se réclamaient des cercles rouges.

Quels ont été les principaux débats de 1969 ?

Il y a eu la préparation du congrès de fondation. Là, en gros, il y a eu trois tendances comme à Paris. La tendance majoritaire avec Krivine, Bensaïd et Frank qui était pour l'adhésion à la Quatrième internationale et un parti de type léniniste. La tendance de Johsua et d'Henri Maler qui va donner Révolution! et la troisième que l'on peut caractériser comme mouvementisme avec Glucksman par exemple. La troisième tendance n'a eu aucun délégué toulousain, la deuxième a fait 5 voix avec un délégué qui était Perral. Il était issu d'une famille PC d'Algérie, la maison de son père avait été plastiquée par l'OAS. C'était un excellent dirigeant de masse, il est rentré en direction toulousaine en juin 1969, je crois. C'est lui qui animait plus ou moins la deuxième tendance à Toulouse. Pendant le congrès national, Perral a changé de position et a voté la tendance majoritaire (ce qui est tout à fait autorisé !).

À mon avis, le débat à ce congrès n'a pas été très bien suivi à Toulouse. Creach, Bensaïd et Johsua sont venus animer un débat. Ils ont eu un débat très intellectuel entre parti et avant-garde, franchement dans la salle ça suivait peu... Par contre, il y a eu un gros débat entre le congrès national d'avril et le congrès régional de juin 1969. Il fallait sortir de l'organisation étudiante avec ses rythmes de réunions et ses pratiques délétères. J'en ai d'ailleurs pris plein la gueule à ce moment-là, et je n'ai pas été élu en direction toulousaine, car j'étais considéré comme typique de cette dérive étudiante.

Il y a eu aussi un autre grand débat à cette période lors de la campagne présidentielle, on avait des documents nationaux sur le type de campagne que nous allions mener. Je me rappelle de la venue de Bensaïd devant l'usine de Sud aviation où il avait fait une intervention avec plein de monde d'ailleurs... Il m'avait dit que tous nos « prolos » étaient d'accord, on allait faire plus de 5 %. Je lui ai répondu qu'avec l'orientation défendue, on part à 10 % et on finira à 0 %. Je le sentais comme ça à l'époque, notamment avec ce que me disaient des gens proches de nous dans l'Aveyron qui ont fini par ne pas voter pour Krivine alors qu'ils étaient motivés au début... J'étais chargé de la campagne au niveau régional dont Midi-Pyrénées mais aussi le Lot-et-Garonne et l'Aude, avec une ou deux équipes par département, des voitures et

des tentes pour ne pas trop dépenser d'argent.

Il y a eu un décalage important entre la campagne que j'avais prévue au départ et le type de campagne qui a été menée à la télé. J'ai sous-estimé le poids de la télévision car je ne l'avais jamais vécu avant. Pour les gens, voter Krivine c'était voter ce qu'ils entendaient à la télé. On ne peut pas faire campagne pour occuper la gauche du PC, alors que l'on faisait parler Michaloux au grand meeting parisien où il expliquait qu'on allait sortir les mitrailleuses au prochain grand mouvement. Cet écart s'est creusé quand lors d'une réunion de campagne régionale, on a voté à une grande majorité le fait d'appliquer la campagne nationale avec une sorte de trame pour les interventions aux meetings. Cette trame je l'ai menée à un meeting de Rodez, j'ai bien vu que ça ne marchait pas. Les deux-tiers de la trame consistaient à s'adresser aux cadres organisateurs de la classe ouvrière dans les entreprises, et la salle ne correspondait pas du tout à ça. C'était des vieux résistants, des lycéens, et même pour les prolos leurs soucis étaient ailleurs. Je regrette d'avoir maintenu cette trame à ce meeting de Rodez. Pas mal de monde dans la région a tiré un bilan très négatif de cette campagne présidentielle.

Et les années suivantes, notamment pour le troisième congrès de la Ligue communiste en 1972 ?

En septembre 1972, j'étais revenu en direction à Toulouse. Antoine est revenu en nous parlant du texte publié dans ledit *Bulletin Intérieur 30* qu'il avait écrit cet été avec, entre autres, Bensaïd. J'ai exprimé mon désaccord envers ce texte qui avait été fait en vue du congrès à venir. Moi je me suis retrouvé à ce congrès sur la tendance de Filoche. J'ai donc monté cette tendance à Toulouse, d'à peu près une quarantaine de personnes. C'était plutôt des gens issus de familles PC comme Serge Pey par exemple. Lors du vote au congrès plusieurs se sont abstenus. Mais ça, c'est souvent comme ça quand on est minoritaire, on en perd lors des votes et encore plus après le congrès. Il y avait une bonne partie des toulousains et de la région qui étaient sur le *Bulletin Intérieur 34* (celui de Filoche était le *Bulletin Intérieur 33*) regroupant entre autres Jannette Habel, Pierre Rousset et André Grimaldi (dit Radot). C'était en fait toute la direction ouvrière et une partie de la direction internationale, en gros ils étaient sur une position intermédiaire. À Toulouse, c'était Lanceau (Jacques Giron), à ce moment-là membre du comité central avec Tony, qui était sur cette position du *Bulletin Intérieur 34*. De toute façon au congrès le BI 30 et 34 se sont retrouvés sur une position majoritaire commune, alors que Filoche a maintenu son texte.

Dans mon courant, celui du BI 33, il faut distinguer différentes sensibilités. Il y avait ceux qui étaient là car ils avaient une famille PCF, le BI 33 appelait à voter PC et non PS donc

ce n'était pas étonnant qu'ils se retrouvent sur cette position. Fondamentalement dans ce courant, il y avait des gens qui sentaient que l'on avait besoin de s'ancrer dans un travail de masse profond et d'avoir une orientation liée au travail de masse, plutôt que des opérations spéciales et des manifestations à répétition trois fois par semaine. Moi je pense que le travail de masse était le thème central de ce groupe-là. La majorité c'est une majorité, avec une hétérogénéité importante. Je trouve que l'orientation de, entre autres, Artous et Bensaïd a comporté un risque de glissement minoritaire.

D'autant plus qu'un peu après le congrès international, il y a eu le vote sur la lutte armée en Amérique Latine. Je n'ai pas été bon sur ça, j'ai mené la bataille contre la lutte armée mais particulièrement sur le fait que ça ne me paraissait pas raisonnable de voter la lutte armée en France concernant des pays qui étaient en Amérique Latine. Je me suis fait avoir et j'ai voté en partie avec la majorité sur cette question-là, je n'aurais pas dû. Je n'ai pas trouvé ce débat raisonnable, d'ailleurs on a perdu presque tout le monde en Amérique Latine sur cette affaire. La section française tenait à ce débat car elle était assez liée au Parti Révolutionnaire des Travailleurs d'Argentine.

On m'avait mis aux opérations spéciales, j'appliquais le mandat, mais je sentais bien que pour quiconque avait une famille militante de gauche la question centrale allait être la renaissance de l'Union de la gauche qui se préparait dès 1970-1971. Cette nouvelle donnée modifiait tout et on ne réglerait rien par les opérations spéciales. L'essentiel était une réponse politique par rapport à l'Union de la gauche et un choix à faire. Je reconnais que les camarades du *Bulletin Intérieur* 34 apportaient quelques éléments de réponse sur l'Union de la gauche. Par exemple la perspective de fusion avec le PSU. Car même si ça ne marchait pas, ça nous donnait une place politique qui était défendable. C'était une vision de la prolétarisation mais qui était assez fine.

Quelles étaient les différentes positions concernant l'Union de la gauche ?

Mon impression c'est que nous étions jeunes, même pour ceux qui avaient deux ou trois ans de plus que moi. Nous avons été dépassés par les enjeux. Je trouve que nous n'avons pas eu de débats de qualité sur l'Union de la gauche. C'est vrai qu'il y a eu un débat au niveau national avec, en gros, cinq positions. Une était sur le refus total de l'Union de la gauche, c'était une position que j'estime plus proche du bordiguisme que du trotskisme. Ce groupe-là, autant que je m'en souviens, a quitté très vite la Ligue pour fonder la Ligue spartakiste. La deuxième position, qui était majoritaire, était celle du congrès avec une alliance entre le BI 30 et le BI 34. Leur position paraissait homogène mais était hétérogène. Ils disaient qu'on allait

voter l'Union de la gauche aux prochaines élections, même si on sait que là-dedans le PS et les radicaux sont des partis bourgeois. Mais on vote pour eux car si l'Union de la gauche l'emporte aux législatives de 1973, ça relance la situation politique et les possibilités de mobilisation. La position de la majorité c'était à peu près ça, avec des positions plus à gauche de Bensaïd mais en gros c'est ça.

Celle de Filoche était de dire que l'Union de la gauche va nous mener dans une impasse et que c'est pour cette raison que nous votons pour le seul parti ouvrier qui est le PC. Après il y avait la position consistant à devenir une composante de l'Union de la gauche car ça nous mettra en bonne place pour les déborder quand les problèmes arriveront. Celle-là était minoritaire et j'en étais plutôt proche. À Toulouse, les gens qui étaient sur ma tendance *Bulletin Intérieur 33* au dernier congrès étaient aussi sur cette position-là. Enfin, il y avait l'orientation d'anciens du PCI (Frank, Lequenne et d'autres) qui considérait que le PS était un parti ouvrier comme le PC, et pour cette raison il fallait voter Union de la gauche (les radicaux ne représentant pas grand-chose).

À Toulouse, on a eu du mal à maîtriser cette affaire. Il y avait un fond à la Ligue toulousaine, issu du milieu espagnol, très antisocialiste. Antoine Artous considérait qu'à partir du moment où le PSU était fort, que le PS se développait (particulièrement ses tendances « gauche »), on allait pouvoir isoler le PCF. Je suis certain qu'il avait écrit ça. C'est quand même à côté des problèmes qui allaient se poser, c'était surestimer la force que l'on avait. On avait cette force un ou deux ans après mai 1968, mais dès qu'on a uniquement distribué *Rouge* au lieu de se prévaloir du mouvement étudiant la situation a changé.

En quoi consistait le glissement minoritaire dont vous parliez précédemment ?

C'est un risque de glissement gauchisant plus ou moins militariste partout en Europe. Je me rappelle de mars 1972 à peu près, il y avait une grande manifestation de soutien à la lutte vietnamienne à Milan (200 000 manifestants selon la police). J'étais à ce moment-là responsable de l'Indochine avec le Front Solidarité Indochine que nous avons monté, j'avais mis en place 8 cars pour le sud-ouest. Avant la manifestation, pas mal d'italiens sont venus nous parler et je me rappelle d'une longue discussion avec un groupe d'Avanguardia Operaia et de Potere Operaio où ce n'est pas étonnant que les Brigades rouges aient pris du poids par la suite...

Leur raisonnement était de partir du postulat que l'on avait perdu (ça, ils l'avaient compris) et qu'il y avait deux alternatives : soit on en prenait pour 40 ans, soit c'est maintenant qu'il fallait prendre des initiatives qui remobilisent. Pour Avanguardia Operaia qui était proche

de la JCR, c'était ça leur raisonnement. Ce n'était pas facile d'en défendre un autre, même si moi je n'étais pas sur leur position, car ils avaient bien compris où on en était... Le mai italien était retombé et dans les usines les prolos savaient que c'était râpé.

Concernant la France, pouvez-vous en dire plus sur le débat au niveau de la transcroissance organisationnelle ?

Je crois que c'était fin juin 1970, je n'étais pas en direction et elle décide de mener débat dans ma cellule. Il n'y avait plus qu'une cellule en Lettres, on avait décidé d'envoyer tout le monde dans les cellules entreprises. Nous étions donc dix-huit en Lettres alors qu'on était une centaine en juin 1969, un à deux par unité de recherche. Pour défendre l'orientation nationale, Chamayou et Marc Perral viennent dans la cellule. J'avais deux désaccords, un sur la transcroissance organisationnelle et un autre sur le Mouvement Rouge de la Jeunesse. Sur la transcroissance organisationnelle, il me semblait que c'était une façon d'évacuer le fond des débats politiques à avoir. Je dis « il me semblait » car Chamayou est un type intelligent et m'a plutôt convaincu sur le moment du fait que ce n'était pas le cas.

On a passé un week-end de débats sur le sujet, et à la fin on est passés au vote. Il y a eu une voix pour la direction et une voix pour moi (qui était la mienne), ça prouve que tous les autres se sont abstenus. C'est pour dire que sur un truc aussi fondamental que la transcroissance organisationnelle, il y avait un doute dès que l'on débattait. Car on sortait de mai 1969, on pensait que le monde était à nous avec des sections de la Quatrième Internationale qui se créaient partout à toute allure (y compris des groupes de plusieurs milliers de personnes). En fait, les militants voyaient bien que la période changeait, ce que la direction niait. Moi j'étais sur la ligne d'un copain de Bordeaux, Jean-Jacques Chavigné, qui parlait d'une période de ressac. Le ressac ce n'est pas un recul, ça vient de la mer et ça peut très bien repartir. Le terme était donc limité, il en a pris plein la face sur ce coup...

Et sur le Mouvement Rouge de la Jeunesse ?

C'était un peu plus tard, il me semble, il a éclaté à Toulouse entre janvier et mars 1971, je crois. Il n'y en a pas trace dans les bulletins intérieurs. J'ai fait un rapport en direction sur mes positions. Ma ligne a été considérée comme minoritaire hors d'un congrès, du coup elle n'a pas été intégrée dans les BI. Si je voulais en faire une position de tendance en vue du congrès je pouvais par contre. J'étais contre cette perspective d'un Mouvement Rouge de la Jeunesse qui impliquait une pratique politique manipulatrice des mobilisations (un comité rouge à la place d'un comité de lutte ou de grève), avec l'éloignement de tout travail de masse

et syndical dans la jeunesse...

Au niveau du congrès de fin 1974, quels étaient les débats ?

C'est celui qui a créé la LCR pour remplacer le Front communiste révolutionnaire. Si je me rappelle bien, il y avait quatre tendances. La première c'était la T1 avec entre autres Filoche, Chavigné et Gluckstein. Je ne me souviens pas de l'existence à Toulouse d'un groupe sur cette position, moi j'en suis parti car avec Filoche il y avait de toute évidence des lambertistes qui n'étaient vraiment pas ma tasse de thé... J'étais devenu demi-permanent à Toulouse, Tony m'avait demandé d'écrire un texte critique sur mon passé dans le réseau Filoche ce que j'avais refusé de faire. Par contre, j'ai fait un rapport en direction.

Peux-tu détailler ta rupture avec le réseau Filoche, créé en 1972 après la parution du BI 33, et ce qui constituera la T1 au congrès de 1974 ?

À l'automne 1972, Jebracq (Bensaïd), Anthony (Artous), Stéphane (Alliès) et Arthur (Cruz) ont signé un texte dans le *Bulletin intérieur* 30. Filoche a donné son point de vue dans un bulletin suivant, puis Janette Habel dans un autre. Un débat s'est engagé dans la Ligue, certainement le plus intéressant auquel j'ai participé. J'ai animé à Toulouse la sensibilité liée à Filoche même si nous n'étions pas d'accord sur tout. Je me rappelle d'un débat en assemblée générale de ville suivi d'un vote. J'ai continué à mener le débat à Toulouse, sur le travail de masse, dans la jeunesse en particulier, mais j'ai rompu avec le réseau Filoche dans lequel travaillaient des militants qui me paraissaient bien proches des lambertistes. Lorsque je suis devenu demi-permanent politique non payé (avril 1973) puis payé (1er septembre 1973), j'avais déjà rejoint la majorité tout en gardant mon autonomie.

Et pour le reste des tendances ?

La T2 c'était la majorité avec Krivine, Bensaïd et Habel. La plupart des Toulousains étaient sur cette position. À Toulouse, on a beaucoup évolué de façon homogène, car il faut dire qu'en 1972-1973-1974 il y a eu une sorte de réorientation vers un travail de masse. Cette réorientation venait à l'origine d'un texte de Trottard (dit Kerzanet), il avait sorti cette analyse après trois jours de congés. Ce qui était visé c'était surtout Giron et une politique générale basée essentiellement sur le volontarisme... Les textes de Joël n'étaient jamais consensuels mais courts et carrés. C'est en partie vrai que ce texte était un peu exagéré mais il était tellement cohérent contre tout ce qui pouvait faire croire, par exemple, que l'Avant-Garde Ouvrière Large à Toulouse venait aux manifestations...

J'ai profité du créneau pour lancer la bataille sur une réorientation pour tout le secteur jeune. On m'avait demandé de partir de la cellule SNCF-PTT pour reprendre le travail jeune au printemps 1973, car on avait complètement perdu l'hégémonie politique dans le mouvement jeune. On a commencé un boulot que je caractérise comme beaucoup plus ancré sur le travail de masse, en milieu lycéen, étudiant et dans les CET. À Toulouse, on a été sur une orientation majoritaire, mais une majorité locale car il y avait plusieurs sensibilités dans la majorité. Nous avons même fait évoluer la majorité nationale sur nos positions en ce qui concerne le travail jeune. C'est d'ailleurs pour ça que je deviendrais permanent national sur ces positions-là.

Après il y avait la T3, qui est importante car il y a Michel Lequenne et ceux qui plus tard passeront à l'Alliance Marxiste Révolutionnaire et les Comités Communistes pour l'Autogestion. À Toulouse, il y en avait quelques un sur la T3. En particulier parmi les militantes féministes, car la T3 portait très en avant les questions « sociétales », beaucoup plus que les deux autres tendances. Ces militants toulousains ne passeront pas à l'AMR et aux CCA, ils n'étaient pas liés aux réseaux pablistes. Ils ont fait, je crois, 15 % localement.

Au niveau national, il y avait la T4, qui comportait des gens importants comme Denis Collin et Jacques Cotta, elle a disparu avant le congrès. Je crois que ces deux camarades étaient déjà lambertistes, ils les ont rejoints juste après le congrès.

Quelle a été l'attitude de l'État envers la Ligue ?

Je crois qu'ils ont hésité parce qu'on était une force politique qui réussissait à mobiliser pas mal de monde. Du coup, ils essayaient en partie d'avoir des liens suivis avec nous. Il faut bien reconnaître que les Renseignements Généraux venaient souvent discuter avec nous quand on organisait une manifestation clandestine. Ils nous disaient les endroits où on se ferait forcément charger. Du coup, on les défiait uniquement lorsqu'on considérait que ça avait une importance pour la manifestation, sinon quel intérêt ? On représentait une force importante et ils préféraient éviter d'être dans une situation d'affrontement avec nous. Ça ne nous a pas empêchés d'aller à l'affrontement lorsqu'on considérait que c'était juste politiquement. Par exemple, sur les manifestations antifranquistes où c'est arrivé.

Mais parfois la situation changeait, ils n'hésitaient pas à nous coincer. Ça m'est arrivé à deux reprises. La première fois c'était à la rentrée 1971, les maoïstes arrivés de Paris étaient assez allumés. Ils avaient décidé de faire une cité libérée et une zone libre englobant le restaurant universitaire et la cité étudiante de l'Arsenal. Ils ont mis en place des barricades dans la rue qui mène de la vieille faculté au pont Saint-Pierre. Un jour, ils ont décidé d'élargir

la zone libérée et d'attaquer un professeur très réactionnaire nommé Montané de la Roque. Le problème c'est qu'il faisait cours dans le grand amphithéâtre de Droit, les maoïstes l'empêchent de parler provoquant l'intervention de la police dans la faculté. Inévitablement, une partie des étudiants se solidarisent contre l'entrée de la police dans l'université. À ce moment-là, j'étais en direction responsable du travail jeune, je prends la décision que l'on n'avait rien à voir avec cette affaire et je vais en cours au Mirail. Vers 17h, un copain arrive en voiture et me dit que les maoïstes ont eu une nouvelle idée en kidnappant un conseiller municipal socialiste pour négocier avec la préfecture la libération de je ne sais qui...

J'arrive à l'Arsenal, je négocie avec les maoïstes pour qu'ils libèrent ce conseiller municipal en leur expliquant qu'ils se mettent dans une situation difficile, les médias parlent tous de cet événement et que les CRS vont rappliquer en masse ! Ça n'allait pas être joli du tout... On commence à entendre les sirènes avec une nuée de camions de CRS, ils ont chargé immédiatement. Je te passe les détails mais là tout le monde s'enferme dans un bâtiment de la cité universitaire de l'Arsenal. Je reconnais qu'on a ralenti le rythme des CRS en bas le temps de négocier avec les maoïstes pour qu'ils relâchent le conseiller municipal, et ce avant que tout soit fini car ça allait être catastrophique ! Quand les CRS ont fini par occuper tout le bâtiment, on redescend, là ils accueillent Tony comme un dirigeant politique national et le commandant me désigne de loin comme le chef de tout ça ! J'ai eu droit à un fourgon pour moi tout seul, j'ai pris des coups durant le voyage. J'arrive au rempart Saint-Étienne, il y avait des CRS de chaque côté du couloir et j'ai pris des coups jusqu'au moment où je me suis évanoui. C'était un tabassage en règle. Là, je me suis dit qu'ils avaient changé d'orientation et qu'ils avaient décidé d'en faire morfler un...

Je reconnais que j'étais aux opérations spéciales de la Ligue et qu'ils devaient sûrement être au courant... La police m'amène dans une salle où trois flics m'attendent (avec le commandant qui m'avait désigné) et me disent que la préfecture a demandé six mois fermes contre moi. Là, ils me font sortir un mec que j'avais rencontré dans le Front unique contre la répression que les anarchistes avaient monté après mai 1968, et qui s'avérait être un flic puisqu'il a débarqué dans la salle en tenue de sous-officier. Ils commencent à m'accuser de tous les maux de la journée, sur des endroits où je n'étais même pas... Ils ne s'attendaient pas à que je sorte mes cours pour prouver que je n'étais pas à l'Arsenal au moment des faits, je leur ai même donné des détails sur les cours que j'ai suivis... Ils m'ont gardé trois heures de plus, le temps que je me sente mieux au niveau des coups et m'ont libéré dans la nuit. Par contre, ils en ont fait plonger un autre de la Ligue, Jean-Louis Pacull, qui a pris deux mois fermes et deux mois avec sursis, je crois. C'était un type très sympa qui était aussi aux

opérations spéciales de la Ligue.

La deuxième fois où ils m'ont coincé, c'était lors de la promulgation de la loi anticasseurs qui est sortie deux-trois mois avant la dissolution de la Ligue. À la fin des mobilisations des CET en 1973 qui étaient complètement maîtrisées par Lutte ouvrière, une manifestation de jeunes des CET a dégénéré. À la fin de cette manifestation, les anarchistes se sont mis à casser les vitres du quartier général de la 48e division (je crois que c'était ça, en tout cas c'était la caserne qui était à côté du rectorat). Je suis monté sur les grilles de l'État-major et j'appelle à la dispersion sans mégaphone. Ce n'était pas les jeunes de CET qui avaient décidé collectivement de casser les vitres du quartier général militaire, ça ne tenait pas debout d'utiliser une manifestation de collégiens de CET pour faire ça en prétextant que certains étaient antimilitaristes. Comme toujours il y avait des flics dans la manifestation, peut-être même dans ceux qui ont jeté les premiers cailloux.

Après que la Ligue ait été dissoute, ils me foutent un procès au nom de la loi anticasseurs pour « organisation d'une manifestation ayant provoqué des dégâts » et dont j'étais responsable car j'avais appelé à la dispersion. Je n'en étais pas l'organisateur et en aucune façon je l'avais convoquée, encore moins responsable des dégâts car j'avais appelé à la dispersion, j'avais même utilisé le service d'ordre de la Ligue pour évacuer et arrêter ces conneries. Ils m'ont fait un procès en règle au Palais de justice. La direction de la Ligue me prend pour avocate Mme Etelin qui n'avait toujours pas réussi (malgré ses efforts) à accéder au dossier la veille du procès.

Je vais donc voir le soir même un vieil avocat ayant défendu des algériens pendant la guerre, un mec de gauche très modéré, mais qui croit en l'importance de la justice, c'était M. Viala. Il a été remarquable car au moment du procès la salle était pleine de militaires et de policiers qui faisaient beaucoup de bruit. Il a réussi à convaincre le juge de les faire évacuer en indiquant que le problème venait d'eux, qu'il était impossible de travailler dans ces conditions. Après qu'il ait obtenu cette évacuation, il a fait remarquer qu'il y avait deux officiers de police dans le box réservé à la justice et que c'était totalement contraire aux traditions de la république. Le président du tribunal les a fait aller dans la salle, à partir de là c'est allé beaucoup mieux. M. Viala a commencé par démonter le rapport de police en disant que je faisais une maîtrise sur les élections législatives à Toulouse de 1932 à 1936, mon habitation était connue car les Renseignements Généraux y venaient au moins une fois par semaine. Il disait ça car le rapport de police me faisait passer pour un sans-domicile, ne faisant aucune étude, sans travail. Au bout du compte, le président du tribunal a fait noter officiellement que le rapport de police était indigne de la police. J'ai été totalement relaxé

avec les excuses du tribunal...

ANNEXE N°5
CHRONOLOGIE.

La chronologie utilise diverses sources, mais de façon principale les archives du journal *Rouge*, les sources de ce mémoire et des journaux comme *la Dépêche du Midi*. Les chiffres donnés pour les manifestations, les actions ou les grèves sont ceux des organisateurs quand cela n'est pas précisé.

Mars 1944 : création du PCI qui signifie la réunification du courant trotskiste. Le PCI est le résultat de la fusion du Parti ouvrier internationaliste, du Comité communiste internationaliste et du groupe Octobre.

1965-1966 : exclusion par l'Union des Étudiants Communistes du secteur Lettres de la Sorbonne, dont Alain Krivine est membre, pour refus de soutenir la candidature de François Mitterrand et en raison de sa ligne antistalinienne, proche des idées trotskistes. À Pâques 1966, le reste des militants critiques proches de la Quatrième Internationale et du secteur Lettres de la Sorbonne, dont Antoine Artous et Daniel Bensaïd, sont à leur tour exclus.

2 avril 1966 : création de la JCR par les exclus de l'UEC proches des idées trotskistes. Ce groupe est aidé par les militants du PCI, tant pour son orientation que dans sa pratique militante. Les membres du PCI participent aux réunions de la JCR.

24-27 mars 1967 : premier congrès national de la JCR (structuration de l'organisation, extension de son implantation et mise en place d'une équipe démocratiquement élue).

3 janvier 1968 : début du « Printemps de Prague », avec l'accession d'Alexander Dubcek à la tête du Parti communiste tchécoslovaque.

22 mars 1968 : suite à une Assemblée générale, à Nanterre, convoquée après l'interpellation de militants d'extrême-gauche ayant « saccagé » le siège de *l'American Express*, un mouvement de soutien est constitué. Le Mouvement du 22 mars réunit tous les mouvements d'extrême-gauche, dont la JCR, du Quartier latin et de la faculté de Nanterre. Il sera le fer de lance de la mobilisation étudiante à Paris.

4 avril 1968 : assassinat de Martin Luther King à Memphis, aux Etats-Unis.

11 avril 1968 : attentat contre Rudi Dutschke à Berlin, porte-parole du mouvement étudiant allemand et dirigeant du syndicat SDS.

23 avril 1968 : à Toulouse, manifestation de solidarité à Rudi Dutschke de 200 étudiants, à l'initiative de la JCR et du Comité Vietnam National. Elle aboutit à une réunion à la faculté de Lettres en présence d'un étudiant allemand de l'Union socialiste allemande des étudiants.

25 avril 1968 : suite de la journée du 23 avril à Toulouse avec une Assemblée générale de 400 personnes à la faculté de Lettres, en présence de Daniel Bensaïd qui parle à propos de l'université critique et de la guerre au Vietnam. Cette AG est attaquée par des militants d'extrême-droite, provoquant la dispersion de la réunion par la police. Cette date marque le début du mouvement étudiant à Toulouse avec des manifestations, l'occupation de la faculté et la structuration du mouvement.

30 avril 1968 : tenue du meeting : « Les 6 heures pour le Vietnam » au Palais des Sports de Toulouse.

1^{er} mai 1968 : pour la première fois depuis 1954, la manifestation pour la journée internationale des travailleurs est autorisée. Un important défilé est organisé par la CGT, le PCF et le PSU.

3 mai 1968 : à Toulouse, une Assemblée générale des étudiants et des professeurs est organisée à la salle du Sénéchal. Elle adopte le nom Mouvement du 25 avril. À Paris, un meeting de l'extrême-gauche a lieu à la Sorbonne contre la répression universitaire et la fermeture de la faculté de Nanterre. Un cortège d'Occident, mouvement d'extrême-droite, menace d'intervenir. Le recteur de l'académie de Paris fait évacuer l'université par la police. Une importante manifestation se forme, et les premières barricades sont élevées dans le Quartier latin. Le bilan policier est de six-cents interpellations et plus d'une centaine de blessés.

7 mai 1968 : Assemblée générale de 1500 personnes à la faculté de Lettres qui décide la grève illimitée. À partir de cette date, le processus s'accélère.

10-11 mai 1968 : À Paris, c'est la première « nuit des barricades » dans le Quartier latin après une manifestation regroupant étudiants et lycéens.

11 mai 1968 : l'unité d'action est décidée avec les organisations ouvrières. Il y a une grève générale dans tous les secteurs de l'activité sociale, des piquets de grève au lycée Pierre de Fermat et des comités d'action lycéens qui se forment dans les jours suivants.

13 mai 1968 : à l'appel d'une grève générale nationale décidée par les syndicats, manifestation massive de 50 000 personnes à Toulouse, dont 1200 étudiants environ (jusqu'à la place du Capitole). Des délégations de différentes usines y participent ainsi que les étudiants des Beaux-arts et des agriculteurs. Le bilan national est d'un million de personnes dans la rue, l'université de la Sorbonne est occupée par les étudiants.

17 mai 1968 : le boycott des examens en Lettres est décidé, et l'université est occupée 24 heures sur 24. Les cheminots se mettent en grève, ainsi que les services culturels de Toulouse.

20 mai 1968 : la grève se généralise dans tous les secteurs de production toulousains, avec une occupation des locaux comme à Sud-Aviation et à l'APC. L'économie du pays est entièrement paralysée.

23 mai 1968 : à Paris, manifestation d'étudiants contre l'interdiction de séjour de Daniel Cohn-Bendit.

24 mai 1968 : à Toulouse, l'interdiction de séjour de Daniel Cohn-Bendit provoque une manifestation de 8000 personnes (de la place du Salin jusqu'à la place du Capitole), se terminant par l'occupation du Capitole. À sa tête, le Mouvement du 25 avril, les comités de gestion tripartites de la faculté des Lettres et des Sciences et des dirigeants syndicaux. À Paris, nouvelle « nuit des barricades » et incendie de la Bourse.

27 mai 1968 : une nouvelle manifestation de 50 000 personnes a lieu à l'appel des syndicats et des partis de gauche, réclamant la démission de De Gaulle. Un protocole d'accord (les « accords de Grenelle ») est conclu entre le gouvernement et les directions syndicales. Il aboutit essentiellement à une augmentation de 35 % du SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) et de 10 % en moyenne des salaires nominaux. Il prévoit aussi la

création de la section syndicale d'entreprise. Mais ce texte est jugé insuffisant par les grévistes, qui le rejettent.

29 mai 1968 : grande manifestation de 800 000 personnes à Paris, orchestré par le PCF et la CGT. Charles de Gaulle « disparaît » et rencontre le général Massu à Baden-Baden. Georges Pompidou fait défiler des chars d'assaut en banlieue parisienne.

30 mai 1968 : Charles de Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation d'élections législatives. À Paris, une manifestation de soutien au président réunit, officiellement, un million de personnes sur les Champs-Élysées.

31 mai 1968 : après le rejet des « accords de Grenelle », les Comités de défense de la République organisent une manifestation de soutien au général De Gaulle à Toulouse. À la suite de la manifestation, des affrontements ont lieu devant la faculté des Lettres. On constate à partir de cet événement un certain essoufflement du mouvement. Cependant, la grève se poursuit à Sud-Aviation, à la SNCF et dans la métallurgie.

6 juin 1968 : assassinat de Robert Kennedy, favori aux primaires présidentielles du Part démocratie américain.

11 juin 1968 : la reprise est effectuée dans les usines toulousaines. Les salariés mettent fin à leur grève, sous pression de la CGT et du PCF. Toute la nuit des barricades sont élevées dans les rues de Toulouse et des affrontements ont lieu, les étudiants protestent contre la mort de Gilles Tautin à Flins. À la suite de ces événements, vingt-deux étrangers de nationalités diverses dont six étudiants sont expulsés. Le Mouvement du 25 avril proclame sa solidarité avec les victimes de la répression policière : « Nous sommes tous des étrangers ».

12 juin 1968 : le gouvernement prononce par décret la dissolution de 11 organisations d'extrême-gauche, dont le PCI et la JCR. Ces deux organisations continuent de militer par le biais des cercles rouges, regroupant les militants et sympathisants, et des cercles noirs regroupant les militants de la JCR et du PCI d'avant mai-juin 1968.

16 juin 1968 : la police évacue la Sorbonne et la reprise du travail est votée à l'usine « symbolique » de Renault-Billancourt.

17 juin 1968 : Charles de Gaulle amnistie le général Raoul Salan et dix autres condamnés ayant appartenu à l'OAS.

23 et 30 juin 1968 : élections législatives, avec vingt-deux millions de votants. La droite, dont l'UDR, remporte 58,1% des résultats, le PCF est à 20%, la FGDS à 16,5% et le PSU récolte 3,9% des voix.

10 juillet 1968 : arrestation d'Alain Krivine, un des dirigeants de la JCR. Il est libéré à l'automne 1968.

21 août 1968 : intervention des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie pour mettre fin au « Printemps de Prague ». Les Partis communistes français et italien désapprouvent cette invasion.

18 septembre 1968-1er mai 1969 : le journal *Rouge* de la Ligue communiste est quinzomadaire. Il est hebdomadaire le reste du temps. *Rouge* devient quotidien à l'élection présidentielle du 22 avril au 20 mai 1974, et du 15 mars 1976 au 3 février 1979.

2-3 octobre 1968 : un nombre important de manifestants étudiants sont tués par la police mexicaine. C'est le « massacre de Tlatelolco ».

16 octobre 1968 : pendant les Jeux Olympiques de Mexico, les athlètes noirs des États-Unis lèvent le point sur le podium pour dénoncer le racisme.

20 janvier 1969 : Richard Nixon, candidat du Parti républicain, devient président des États-Unis.

5-8 avril 1969 : création de la Ligue communiste à Mannheim, en Allemagne, pour échapper à la surveillance policière. L'organisation marque la fusion définitive entre les militants du PCI et de la JCR, et l'adhésion officielle de la Ligue communiste à la Quatrième Internationale.

27-28 avril 1969 : démission de Charles de Gaulle, qui avait mis son mandat en jeu, suite à la victoire du « non » (53,17%) au référendum concernant « la rénovation du Sénat et la

régionalisation du territoire ».

Mai 1969 : IXe congrès de la Quatrième Internationale en Italie. Il soutient la stratégie de la lutte armée en Amérique latine, malgré l'opposition des américains du SWP.

1er mai 1969 : la manifestation de la « fête des Travailleurs » n'a pas lieu. La veille, la CGT l'a annulé. La Ligue organise, avec les comités d'action des facultés, une manifestation de 400 personnes dans le quartier ouvrier de Bonnefoy. Le soir même elle organise un meeting, comptant 800 personnes, sur le bilan du référendum convoqué par De Gaulle et les tâches des révolutionnaires.

24 mai 1969 : meeting de soutien toulousain à la candidature présidentielle d'Alain Krivine, au Palais des Sports. Ce meeting rassemble 5000 personnes, et a pour orateurs Daniel Bensaïd, Alain Krivine et Tariq Ali. Des « meetings volants », avec Alain Krivine, ont lieu les deux jours suivants devant Sud-Aviation. Ils rassemblent respectivement 500 et 400 personnes.

Juin 1969 : premier congrès local de la Ligue communiste qui acte la création de ce groupe politique dans toute la région Midi-Pyrénées.

1er juin 1969 : premier tour de l'élection présidentielle. Alain Krivine se présente pour la Ligue communiste tout en effectuant son service militaire. Il obtient 240 000 voix, soit 1,1 % des suffrages exprimés.

15 juin 1969 : deuxième tour de l'élection présidentielle. Georges Pompidou devient président de la République.

11-13 juillet 1969 : refondation de la Section Française de l'Internationale Ouvrière qui devient le Parti socialiste à son congrès d'Issy-les-Moulineaux.

20 juillet 1969 : les États-Unis réussissent à faire marcher le premier homme sur la Lune.

14-15 novembre 1969 : manifestation à Toulouse contre l'intervention américaine au Vietnam, dans le cadre de la journée mondiale du 15 novembre. Dans les lycées est organisée une « semaine Che Guevara » par la Ligue communiste et les comités rouges. Dans les facultés,

l'organisation fait du travail de terrain dans tous les amphithéâtres pour mobiliser les étudiants. L'aboutissement est un meeting central de 300 personnes et une manifestation de 250, le 15 novembre.

21 novembre-23 décembre 1969 : mouvement de grève sur les conditions de travail lancé par les machinistes de Sud-Aviation, rejoints par le reste des travailleurs du secteur.

16 janvier 1970 : huit militants de la Ligue communiste sont agressés par une dizaine de militants d'extrême-droite, devant le restaurant universitaire de la faculté de Lettres à Toulouse. Après cette agression, trente militants d'extrême-gauche sont rassemblés et « expulsent » les militants « fascistes » de la faculté.

30 janvier 1970 : l'armée américaine intervient au Cambodge.

Février-mars 1970 : congrès local de la Ligue communiste à Toulouse. Il y est décidé l'envoi de onze étudiants à Tarbes pour « investir » le bassin industriel.

28 avril 1970 : meeting toulousain organisé par le PSU et la Ligue communiste, soutenu par Lutte ouvrière, contre la répression envers les jeunes appelés de l'armée. Il réunit 2000 personnes et a pour orateurs Alain Krivine et Serge Mallet.

30 avril 1970 : adoption de la loi « anti-casseurs ». Elle engage la responsabilité collective des organisateurs dans les manifestations.

1er mai 1970 : organisation par la Ligue et le PSU d'un pôle révolutionnaire dans la manifestation du 1er mai à Toulouse.

26 aout 1970 : première sortie médiatique du Mouvement de Libération des Femmes, avec le dépôt d'une gerbe « à la femme du soldat inconnu » sous l'Arc de triomphe. Cette action est en solidarité à la grève des femmes américaines qui célèbrent le cinquantième anniversaire de leur droit de vote.

Octobre 1970 : meeting organisé par la Ligue communiste de Toulouse, en soutien à la résistance palestinienne. Il réunit environ 300 personnes. Nationalement, le Secours rouge est

créé. C'est dans ce cadre que la Ligue se mobilise aux côtés du PSU, en défense des militants maoïstes réprimés.

13 novembre 1970 : manifestation de 600 personnes appelée par le Secours Rouge, la Ligue communiste et le PSU, en soutien aux six militants basques antifranquistes emprisonnés. L'objectif était de se rendre au consulat d'Espagne de Toulouse, ce qui fut réussi. La manifestation a pris une autre tournure avec l'attaque contre la police par les maoïstes de la Cause du Peuple, en lançant un cocktail Molotov sur un fourgon. Les maoïstes accusent le lendemain, par le biais d'affiches dans le restaurant universitaire de la faculté de Lettres, la « direction droitnière PSU-Ligue du Secours rouge » d'avoir empêché les masses populaires de se battre.

20 novembre 1970 : action de quarante militants de la Ligue communiste toulousaine en soutien aux six militants basques devant passer en jugement le 30 novembre à Burgos. Les militants de la Ligue bloquent la circulation rue Alsace-Lorraine devant le musée des Augustins, et déploient du haut des immeubles des deux côtés de la rue des banderoles de soutien.

26 novembre 1970 : une trentaine de maoïstes pénètrent dans la faculté de droit de Toulouse pour interdire un cours d'un professeur « fasciste », des heurts ont lieu avec des militants d'extrême-droite. La police pénètre sur le campus pour procéder à des arrestations. Des affrontements éclatent avec 400 étudiants, dont les militants de la Ligue. La police interpelle 100 personnes dans les cités universitaires, treize d'entre elles sont inculpées.

27 novembre 1970 : à l'appel du Secours Rouge 31, un meeting est organisé en réaction à la répression policière de la veille et en soutien aux six militants basques. Ce meeting rassemble 1500 à 2000 personnes, et se mue en manifestation. 800 personnes font le bilan de la manifestation dans la cour de la faculté de Lettres. Des militants d'extrême-droite de la faculté de droit leur lancent au loin des projectiles.

2 décembre 1970 : le Secours Rouge 31 appelle seul, en regrettant l'immobilisme des autres organisations de gauche, à une manifestation de soutien aux treize étudiants inculpés qui passent en procès le jour même. Elle rassemble 1000 étudiants.

7 décembre 1970 : participation du Secours Rouge 31 à la manifestation unitaire organisée par le « Comité Espagne », rassemblant toutes les organisations de gauche en soutien aux six militants basques. Les manifestants sont 1000 derrière la banderole du Secours Rouge.

Février 1971 : meeting toulousain de la Ligue communiste, rassemblant 1200 personnes, sur la situation politique en France. Le lieu et la date exacte sont inconnus.

16 février 1971 : manifestation de l'ensemble des organisations de gauche de Toulouse contre l'attaque américaine au Laos. Un cortège « Ligue communiste-Lutte ouvrière » s'est formé, regroupant 500 personnes.

5 avril 1971 : publication du *Manifeste des 343*. C'est une pétition signée par des femmes françaises déclarant avoir avorté, dans un pays où ce droit n'est pas reconnu.

24 mai 1971 : à l'appel de la Quatrième Internationale et de la Ligue communiste, plus de 15 000 personnes, venues de France et de l'étranger, défilent à Paris jusqu'au cimetière du Père Lachaise pour commémorer le centenaire de la Commune de Paris.

29-31 mai 1971 : deuxième congrès national de la Ligue communiste à Rouen, qui met en place un projet de programme complet pour l'organisation.

Juin 1971 : départ des militants minoritaires de la Ligue communiste, regroupés autour d'Isaac Johsua et d'Henri Maler. Ils fondent Révolution! peu de temps après.

Juin 1971 : grève à la SNCF. À Toulouse, les militants de la Ligue arrivent à faire passer le principe de manifestation de rue à une Assemblée générale. 1200 cheminots défilent dans la ville.

11-13 juin 1971 : le PS tient son congrès national à Epinay-sur-Seine. François Mitterrand devient le premier secrétaire du parti.

6 novembre 1971 : manifestation de 1000 personnes en soutien à l'Indochine, à l'appel de la Ligue communiste, Lutte ouvrière, le PSU et les comités du 6 novembre. Le but déclaré est la construction du Front Solidarité Indochine (FSI) à Toulouse.

29 novembre 1971 : Assemblée générale à Toulouse des travailleurs de Hachette. Ils votent la grève illimitée avec occupation pour obtenir un alignement des salaires.

8 décembre 1971 : création d'un comité de soutien à la lutte des travailleurs de Hachette, regroupant CFDT, FEN, SGEN, SNESup Lettres, Ligue communiste, LO, PSU, PS, *Humanité rouge*. Le même jour dans un lieu inconnu, la Ligue organise un meeting regroupant cent personnes sur « la révolution arabe : bilan et perspectives ».

14 janvier 1972 : 250 participants à « l'école rouge » de la Ligue communiste, organisée dans la faculté de Lettres de Toulouse. Le sujet est l'Espagne, avec pour orateur Daniel Bensaïd.

29-30 janvier 1972 : publication du manifeste du comité central de la Ligue communiste : *Ce que veut la Ligue communiste*.

4 février 1972 : libération de trois militants antifranquistes de la Ligue (J. Giron, G. Marquet et G. Dufourcq), après un mois d'emprisonnement en Espagne. Cette libération arrive après une intense campagne d'information de la Ligue et du comité de soutien regroupant une trentaine d'organisations.

10 février 1972 : organisation à la faculté de Lettres toulousaine de deux cercles étudiants ouverts, regroupant cent personnes chacun, sur « École capitaliste, école socialiste, ou le dépérissement de l'école ».

11 février 1972 : rassemblement de 600 personnes contre l'intervention américaine en Indochine, appelé par quarante-quatre organisations. Les organisateurs refusent de conclure par une manifestation, mais le FSI en entraîne 300 dans les rues.

25 février 1972 : le militant maoïste Pierre Overney est tué par un vigile de l'usine Renault à Paris, lors d'une action de la Gauche prolétarienne.

Fin février 1972 : grève dans les universités contre le Centre de Formation Professionnelle des Maîtres (CFPM). À Toulouse, des comités de grève dans les différentes facultés se mettent en place par le biais d'Assemblées générales allant de 600 à 1000 personnes. Une coordination nationale étudiante a lieu le 23 février et appelle toutes les universités à se mettre

en grève.

Mars-avril 1972 : grève et occupation du Joint français à Saint-Brieuc. La Ligue communiste est en première ligne pour soutenir cette lutte.

4 mars 1972 : obsèques de Pierre Overney. 200 000 personnes manifestent pour lui rendre hommage.

8 mars 1972 : organisation de deux meetings pour présenter le manifeste du comité central de la Ligue communiste : *Ce que veut la Ligue communiste*. L'un a lieu à la faculté de l'Arsenal à destination des étudiants en Lettres, regroupant 80 personnes. L'autre à Ranguel pour les étudiants de médecine et les scientifiques, avec 40 participants.

9 mars 1972 : la Ligue continue de présenter son manifeste par le biais de quatre « mini-meetings » : au Mirail en Lettres avec 120 participants ; à destination des lycéens dans un lieu non connu avec 65 participants ; un autre pour les étudiants en Droit et Sciences économiques avec 25 personnes ; et enfin autour des groupes Taupes SNCF, PTT, Sud-Aviation en présence de 70 participants.

21 mars 1972 : l'après-midi commence par deux meetings sur « la violence » en présence d'Alain Krivine et Daniel Bensaïd (l'un à l'Arsenal devant 250 personnes et l'autre à la faculté du Mirail devant 350 participants). La journée se conclut par un meeting organisé par la Ligue communiste sur « Le socialisme sans la révolution » avec Alain Krivine et Daniel Bensaïd, au Palais des Sports devant 2000 personnes.

18-21 avril 1972 : mise à sac à Toulouse de l'ambassade du Sud-Vietnam dans la nuit du 18 au 19 avril. La Ligue « popularise » volontairement cette action. Des journées d'action dans les facultés sont organisées de façon unitaire, à l'initiative du FSI, le 19 et 20 avril. Le 20 avril, les comités de base lycéens du FSI organisent une manifestation de 50 lycéens en mobylettes. Le même jour, de 18 h 30 à minuit, ont lieu les « 6 heures pour l'Indochine » où se relaient environ 1000 personnes. Le 21 avril, 1500 personnes participent à la manifestation unitaire organisée à l'initiative du FSI.

Mai-juin 1972 : des dizaines de militants du PSU annoncent leur adhésion à la Ligue communiste, dont Jacques Kergoat et Guy Rey.

1er mai 1972 : à Toulouse, deux manifestations à des horaires différents ont lieu dans un contexte de grève des travailleurs du Joint. La Ligue communiste décide de participer aux deux. La première, celle de la FEN et de la CGT, regroupe 1500 personnes. La deuxième, celle de l'extrême-gauche, rassemble 1000 personnes.

1er juin 1972 : organisation d'un « jeudi rouge », dans un lieu non mentionné, sur « l'armée et les révolutionnaires ». Une soixantaine de lycéens y assistent.

8 juin 1972 : meeting à Toulouse de la Ligue communiste sur la situation politique et les luttes ouvrières. Il regroupe 300 personnes, dont de nombreux travailleurs.

9 juin 1972 : Pierre Sergent (ancien OAS et dirigeant du Mouvement Solidariste Français) dédicace son livre « Je ne regrette rien », dans une librairie appartenant à Antoine Osette qui est conseiller municipal toulousain de Pierre Baudis. Une centaine de militants de la Ligue communiste, du PSU et de Révolution! distribuent un tract dénonçant le fascisme devant la librairie.

27 juin 1972 : signature du programme commun de gouvernement entre le PS et le PCF. Les Radicaux de gauche rejoignent l'accord peu après. C'est le début officiel de l'Union de la gauche, jusqu'en 1977.

5-6 septembre 1972 : attaque d'un commando palestinien en Allemagne, onze athlètes israéliens sont tués. C'est le « septembre noir ».

5 octobre 1972 : création du Front national par divers groupes d'extrême-droite, dont Ordre nouveau. Sept jours plus tard, Jean-Marie Le Pen est nommé président du parti.

10 octobre 1972 : manifestation de soutien à Courbain, militant du groupe politique antillais Révolution socialiste. Courbain passe le 11 octobre en jugement pour avoir dénoncé la mort de Gérard Nouvet, tué par la police à proximité d'une manifestation en Martinique. À Toulouse, la manifestation rassemble 800 personnes.

7 novembre 1972 : journée de manifestation nationale, appelée par le FSI, contre l'intervention américaine en Indochine. À Toulouse, 1300 personnes manifestent à l'appel du FSI, de « Révolution ! », du PSU et de la Ligue communiste. La veille, un meeting appelé par le FSI rassemblait 450 personnes.

11 novembre 1972 : action, à Toulouse, de la Ligue et d'autres groupes d'extrême-gauche contre la parade militaire de commémoration du 11 novembre. Circulant entre les rangs des soldats, ils distribuent des tracts antimilitaristes.

6-10 décembre 1972 : troisième congrès national de la Ligue communiste à Versailles.

17 décembre 1972 : Georges Marchais est élu secrétaire général du PCF.

22 décembre 1972 : manifestation à Toulouse à l'appel de 52 organisations, dont le FSI, en soutien à l'Indochine. Elle rassemble 2000 personnes, dont la moitié du FSI.

20 janvier 1973 : journée d'action nationale du FSI et de l'ensemble des groupes d'extrême-gauche. À Toulouse, une manifestation regroupe 1500 personnes, « tague » des entreprises américaines et rebaptise la rue Kennedy en rue du Vietnam héroïque.

1er février 1973 : meeting sur le socialisme, avec Daniel Bensaïd, à la faculté du Mirail. Le nombre de présents n'est pas connu, mais le débat s'est engagé avec un groupe de militants « insoumis » à l'armée.

10 février 1973 : appelé par la Ligue communiste, un meeting de 300 personnes se déroule à la faculté du Mirail. On y discute des luttes ouvrières et de l'expérience de l'EGF Brest, avec André Fichaut.

21 février 1973 : à Toulouse, 1500 manifestants en soutien aux « insoumis » devant l'Office National des Eaux et Forêts pour protester contre le décret de Brégançon. Ce décret remet en cause le droit à l'objection de conscience concernant l'enrôlement dans l'armée. Le même jour a lieu le « mercredi rouge » avec Agnès Souriac et Jacques Giron, devant cent lycéens, sur l'avortement, la famille et la répression sexuelle.

23 février 1973 : action à Toulouse contre l'agence Manpower. Des militants de la Ligue communiste et de LO occupent l'agence et font une conférence de presse contre l'utilisation temporaire de la main d'œuvre.

28 février 1973 : participation de 120 lycéens toulousains à un « mercredi rouge » sur l'armée. La réunion est animée par Jacques Giron. Plusieurs meetings de quartier ont lieu le soir avec les différents candidats de la Ligue communistes présentés aux élections législatives. Le nombre de participants et les lieux exacts ne sont pas connus.

Mars-avril 1973 : grand mouvement national lycéen et étudiant contre la loi Debré et la mise en place du DEUG à l'université. La loi Debré supprime les sursis militaires, avec une obligation d'effectuer son service entre 18 et 21 ans. La Ligue communiste y joue un rôle prépondérant, notamment par le biais de Michel Field, porte-parole de la lutte.

1er mars 1973 : intervention du service d'ordre de la Ligue contre le Groupe Union Défense (GUD) à la faculté de Droit de Toulouse. Le but est de protéger un meeting organisé par le Comité pour la liberté d'expression, qui se déroule devant 250 étudiants.

2 mars 1973 : en fin d'après-midi, manifestation de 1500 personnes organisée par le comité de soutien aux immigrés grévistes de la faim, contre la circulaire Fontanet. Le soir au Palais des Sports, la Ligue prépare le meeting central de campagne toulousain pour les élections législatives. Réunissant 3000 personnes, les orateurs vont d'Agnès Souriac à Alain Krivine, en passant par Daniel Bensaïd, des travailleurs guadeloupéens, des immigrés grévistes de la faim, et le député communiste Jules Fourier.

4 mars 1973 : premier tour des élections législatives. La Ligue communiste se présente grâce à un accord de répartition des circonscriptions avec Lutte ouvrière. À Toulouse, deux militants de la LC sont candidats, dont Daniel Bensaïd dans le secteur du Mirail. Un autre est suppléant d'un membre de LO.

4 avril 1973 : création du Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception (MLAC).

2 avril 1973 : action de 300 militants d'extrême-gauche toulousains contre l'armée. À 7 heures du matin, ils inscrivent « À bas l'armée de guerre civile, à bas l'armée de briseurs de grèves » sur les camions transportant les appelés. L'après-midi, 2000 manifestants sillonnent la ville, selon les organisateurs, et un groupe de trente militants force l'entrée du Quartier Général de l'armée et inscrit sur les murs « À bas l'armée d'embrigadement de la jeunesse ».

1er mai 1973 : manifestation annuelle regroupant 5000 participants à Toulouse. Il est à noter que les organisations d'extrême-gauche n'ont pas été séparées du reste de la manifestation par le PCF et la CGT.

11 mai 1973 : débat contre l'avortement organisé par une association de mères célibataires, dirigée en sous-main par Ordre Nouveau, au Palais des Congrès de Toulouse. Le Mouvement de Libération des Femmes (MLF) et le Groupe Information Santé (GIS) y imposent par leur présence un débat contradictoire.

2-4 juin 1973 : série d'actions antimilitaristes à Toulouse et sa région par les militants de la Ligue. Des inscriptions sont « bombées » sur les casernes de Toulouse, d'Albi, de Castres et de Tarbes. Des tracts sont distribués dans les trains emmenant les appelés, et dans les cafés autour des casernes.

18 juin 1973 : remise en route de la production, sous contrôle des ouvriers, à l'usine Lip de Besançon. Première expérience médiatisée d'une production « autogérée » par les salariés eux-mêmes.

21 juin 1973 : à Paris, le service d'ordre de la Ligue communiste attaque, avec le Parti communiste marxiste-léniniste de France, le meeting « contre l'immigration sauvage » du groupe d'extrême-droite Ordre Nouveau. Le bilan est d'une centaine de blessés parmi les forces de l'ordre. Aucune source ne montre d'arrestations ni de blessés dans les rangs de l'extrême-gauche ce jour-là.

22 juin 1973 : arrestation de 14 militants lors d'une fouille du local parisien de la Ligue communiste. Le dirigeant Pierre Rousset sera le seul maintenu en détention, et libéré fin août 1973.

23 juin 1973 : Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur, décide de dissoudre la Ligue communiste. Ses membres militent par la suite en se regroupant autour du journal *Rouge*, qui n'est pas frappé par la dissolution.

25 juin 1973 : arrestation d'Alain Krivine, un des principaux dirigeants de la Ligue, suite à une conférence de presse en présence de François Mitterrand et Edmond Maire. Il sera libéré le 2 août 1973.

5 juillet 1973 : meeting des organisations de gauche contre la dissolution de la Ligue communiste, réunissant 300 personnes à Toulouse. La parole est refusée aux militants de la Ligue.

6 juillet 1973 : manifestation de l'extrême-gauche, rassemblant 300 personnes à Toulouse, contre la dissolution de la Ligue communiste. Un meeting est organisé par l'extrême-gauche en soirée, soutenu par le PS, la CFDT, la FEN et les Radicaux de gauche. Il réunit 600 personnes. Dans la même journée sont organisées des ventes du journal *Rouge* par des personnalités, et des « bombages » sont effectués.

25 août 1973 : grande marche sur le plateau du Larzac contre l'extension du camp militaire.

7 septembre 1973 : grève reconductible pour 24 heures à l'entreprise ITT Cannon Electric de Toulouse. Un comité de grève est élu par une Assemblée générale et obtient la victoire sur les revendications, notamment salariales, au bout de 15 jours de lutte.

17 septembre 1973 : Michel Recanati, responsable national du service d'ordre de la Ligue communiste, est écroué à la Santé après s'être livré à la police quelques jours plus tôt. Il sera libéré, sous caution, début novembre 1973.

16 octobre 1973 : premier « choc pétrolier ». L'Organisation des pays exportateurs de pétrole augmente de 70% le prix du brut. En France, la crise économique est visible, c'est le signe d'une mutation industrielle profonde et le début d'une crise de l'emploi.

20 décembre 1973 : l'organisation basque ETA tue le Premier ministre du général Franco à Madrid.

10 janvier 1974 : un comité de soutien toulousain aux emprisonnés du Mouvement Ibérique de Libération (MIL) s'est formé à l'initiative de l'extrême-gauche et du PSU, notamment en soutien à Salvador Puig i Antich condamné à mort. Une occupation du « Centre culturel espagnol » et une attaque contre une banque espagnole liée à l'Opus Dei sont menées le 10 janvier.

11 janvier 1974 : une manifestation, regroupant 900 personnes, appelée par le comité de soutien de Toulouse aux emprisonnés du MIL, est bloquée devant le consulat d'Espagne.

15 janvier 1974 : organisation d'une nouvelle manifestation par le comité de soutien toulousain aux emprisonnés du MIL. Le PSU et LO refusent d'y participer. La manifestation regroupe 2000 personnes et de violents affrontements ont lieu devant le consulat d'Espagne et la compagnie aérienne espagnole, mais les manifestants ne reculent pas face à la police.

Février 1974 : Xe congrès mondial de la Quatrième Internationale en Suède. À Paris, grande manifestation des comités de solidarité avec le Chili. Elle regroupe 20 000 personnes et la Ligue communiste y est fortement présente.

5 février 1974 : élections pour le renouvellement du comité d'entreprise de la SNIAS Toulouse. La coalition syndicale FO-CGC-CFTC remporte l'élection, avec 49,75 % des suffrages exprimés, face à la CGT et à la CFDT.

2 avril 1974 : le président de la République, Georges Pompidou, décède suite à un cancer. Le président du Sénat, Alain Poher, devient président par intérim.

10 avril 1974 : appel signé par 32 militants annonçant la création du Front Communiste Révolutionnaire (FCR), remplaçant la Ligue communiste dissoute.

22 avril-20 mai 1974 : le journal *Rouge* devient quotidien lors de la période de l'élection présidentielle.

25 avril 1974 : meeting toulousain du FCR dans le cadre de la candidature d'Alain Krivine à l'élection présidentielle. 2500 participants écoutent Daniel Bensaïd définir la politique des révolutionnaires face aux élections, et l'intervention d'un militant du Front des Soldats, Marins

et Aviateurs Révolutionnaires.

5 mai 1974 : premier tour de l'élection présidentielle. Alain Krivine se présente pour le Front communiste révolutionnaire. Il obtient 94 000 voix, soit 0,4 % des suffrages exprimés, un score en net recul comparé à la première élection présidentielle.

16 mai 1974 : parution de *l'Appel des Cent* dans *Rouge*. Il rappelle les revendications des appelés de l'armée française.

19 mai 1974 : deuxième tour de l'élection présidentielle. Face à François Mitterrand, Valéry Giscard d'Estaing devient président de la République en récoltant 50,8% des voix.

19 juin 1974 : le gouvernement décrète un plan social. Augmentation du SMIC, des allocations familiales, des pensions et des retraites. Des mesures pour l'emploi des jeunes et l'amélioration des conditions de travail sont mises en place.

3 juillet 1974 : le conseil des ministres suspend la politique d'immigration et ferme les frontières.

5 juillet 1974 : adoption d'une loi fixant la majorité civique à 18 ans.

7 septembre 1974 : début de la grève à la SNIAS contre le plan de 6000 licenciements, dont 500 à Toulouse. La CGT, la CFDT et FO appellent à la grève, et 5000 personnes vont occuper l'aéroport de Blagnac. La grève rebondit le 26 septembre avec le licenciement de huit travailleurs refusant leur mutation. L'usine de Saint-Martin est occupée et les responsables séquestrés, et celles de Saint Éloi et Blagnac débraient par solidarité. L'intervention de la police dans la nuit met fin à la séquestration des responsables patronaux. Le lendemain, toutes les usines SNIAS toulousaines se mettent en grève de 24 heures reconductibles jusqu'à l'annulation de tous les licenciements. Dans les jours qui suivent, des grèves éclatent dans toutes les usines de la SNIAS en France.

10 septembre 1974 : manifestation de soldats à Draguignan. Initiée par des militants de la Ligue, le mouvement proteste contre le racisme touchant des appelés antillais, revendique des libertés syndicales et politiques dans l'armée.

6 octobre-2 décembre 1974 : longue grève nationale dans les PTT contre le démantèlement du service public et de meilleures conditions de travail.

4 décembre 1974 : adoption d'une loi sur la contraception supprimant certaines limitations.

15 décembre 1974 : le Collectif contre la répression en Espagne organise un meeting, regroupant de 800 à 900 personnes. Ce collectif s'est formé pour soutenir les militants antifranquistes Eva Forest, Antonio Dura et Garmendia condamnés à mort, et les militants emprisonnés du Groupes d'action révolutionnaire internationalistes (GARI).

19-22 décembre 1974 : congrès constitutif de la Ligue communiste révolutionnaire à Saint-Gratien (95) qui remplace le Front communiste révolutionnaire. Il solde six mois de débats entre quatre tendances internes et renouvelle l'adhésion à la Quatrième Internationale.

17 janvier 1975 : la loi Veil, autorisant l'Interruption Volontaire de Grossesse, est adoptée à l'essai pour cinq ans. Elle sera définitive en 1979.

9-14 février 1975 : semaine de solidarité avec l'Espagne, organisée par le Collectif contre la répression en Espagne.

22 février 1975 : le congrès du syndicat CGT des cheminots de Toulouse se réunit. Il décide le soutien des actions des appelés de la région, par le biais de sa commission jeunes.

25 février 1975 : grève de 1000 lycéens contre la suppression du poste d'un professeur de gymnastique. Le nom du lycée toulousain n'est pas connu.

Fin février 1975 : grève illimitée dans l'imprimerie SOMO de Toulouse contre les conditions de travail, le manque de protection salariale, et le déplacement de certaines catégories de personnel vers des entreprises d'intérimaires. Les autres imprimeries de Toulouse décident de faire une grève de solidarité pendant 24 heures.

Mars 1975 : création à Amsterdam de l'Institut international de recherche et de formation, école des cadres de la Quatrième Internationale.

15 mars 1975 : début de la grève aux Papeteries Lacourtenourt de Toulouse. L'usine est occupée par 250 travailleurs pour empêcher la fermeture de l'entreprise et le licenciement de tout le personnel. L'occupation de l'usine dure quatre semaines.

1er mai 1975 : manifestation annuelle syndicale pour la fête des travailleurs. À Toulouse, environ 2500 personnes manifestent avec la CGT, la CFDT, un rang de soldats en uniforme représentant les comités de soldats de la région, suivi d'un cortège « Femmes » (100 militantes), et des militants de la Ligue communiste révolutionnaire (500 personnes) et de Lutte Ouvrière (100 personnes). Un cortège autonome de travailleurs immigrés participe aussi à la manifestation.

23 mai 1975 : à l'appel du PS, de la CFDT, des organisations antimilitaristes et de l'extrême-gauche, une manifestation de 1500 personnes a lieu à Toulouse. Elles exigent l'interdiction d'un meeting du Comité de défense de l'armée.

Juin 1975 : mise en place de l'école des cadres de la LCR à Dijon.

21-22 juin 1975 : conférence régionale des groupes Taupe Rouge de la LCR à Toulouse. Les villes suivantes sont présentes à cette conférence : Agen, Fumel, Albi-Castres, Tarbes, Pau, Villeneuve, Périgueux, Bayonne, Bordeaux et Toulouse.

20 septembre 1975 : journée de mobilisation nationale contre la dictature franquiste et en soutien aux militants emprisonnés en Espagne. À Toulouse, la banque d'Espagne, rue Bayard, a brûlé et le « Centre culturel espagnol » est occupé dans l'après-midi.

26 septembre 1975 : cinq militants antifranquistes sont fusillés par l'Espagne après le refus d'une grâce. Une veillée de 1000 manifestants a lieu à Toulouse devant le consulat espagnol. Le 27 septembre, 5000 manifestants se dirigent vers le consulat.

29 septembre 1975 : manifestation de 5000 personnes à Toulouse, à l'appel de toutes les organisations de gauche et d'extrême-gauche.

18-19 octobre 1975 : fête-forum à la Halle de la Villette, à Paris, pour financer le lancement de *Rouge quotidien*.

17 novembre 1975 : le cap du million de chômeurs est franchi en France.

18 décembre 1975 : journée d'action nationale contre la répression dans l'armée. À Toulouse, 5000 manifestants défilent à l'appel de toutes les organisations de gauche et d'extrême-gauche.

Fin janvier 1976 : mobilisation dans les facultés françaises. La grève générale est décrétée dans les facultés de Droit Sciences économiques, Lettres et Sciences de Toulouse. Le mouvement est contre la réforme du deuxième cycle, les Centres de Formation des Maîtres et l'asphyxie financière de l'université..

15 mars 1976-3 février 1979 : à la suite de l'expérience réussie de l'élection présidentielle de 1974, *Rouge* redevient quotidien pendant près de trois ans avec la création de l'imprimerie « Rotographie » fin 1975. Mais en raison d'une charge financière trop lourde et à cause de critiques politiques internes, *Rouge* redevient hebdomadaire début février 1979.

18 mars 1976-20 mai 1976 : grand mouvement étudiant contre les réformes « professionnalisantes » de l'enseignement. La loi Haby dans le secondaire et la réforme Soisson dans le supérieur.

16 juin 1976 : manifestation de la population noire à Soweto contre l'apartheid sud-africain. Le bilan est de cent-soixante-treize morts.

25 août 1976 : le Premier ministre Jacques Chirac démissionne. Valéry Giscard d'Estaing nomme Raymond Barre ministre de l'Économie et des Finances, ainsi que Premier ministre

9 septembre 1976 : l'égypte maoïste, Mao Zedong, meurt à Pékin en Chine.

22 septembre 1976 : Raymond Barre présente un plan de lutte contre l'inflation.

2 novembre 1976 : Jimmy Carter, candidat du Parti démocrate est élu président des États-Unis.

4-5 décembre 1976 : naissance de l'Organisation Communiste des Travailleurs, après la fusion de Révolution! et de la Gauche Ouvrière et Paysanne.

5 décembre 1976 : création du Rassemblement Pour la République, présidé par Jacques Chirac.

ANNEXE N°6
PSEUDONYMES.

Dans une longue période de clandestinité marquée par la répression stalinienne et policière, le trotskisme et les courants d'extrême-gauche ont pris l'habitude d'utiliser des pseudonymes. Cette habitude a disparu actuellement. Les sources proviennent essentiellement de discussions orales avec des militants et du livre de Jean-Paul Salles¹³⁰⁴. Voici une liste, non exhaustive et devant être prise avec précaution, des militants toulousains et de leurs « pseudos » :

Artous Antoine : Anthony ou Tony.

Bleuzet André : Cranach.

Chamayou Bernard : Noé.

Cours-Salies Pierre : Dietzgen.

Da-Ré Gilles : David.

Debons Claude : Darthez.

Frèche Guy : Vallès.

Garcia Paul : Buscas.

Giron Jacques : Lanceau ou Lanceaux.

Hortonedea Patrice : Dubois.

Laplace Daniel : Lister ou Paco.

Marquet Gilles : Lautrec.

Mignard Patrick : Norland.

Millet Jean-Pierre : Bertin.

Serieys Jacques : Ézéchiél.

Tauber Jean-Pierre : Morgan.

Trottard Joël : Kerzanet.

¹³⁰⁴ SALLES J.-P., *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, Éditions Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 63.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	2
Sommaire	3
Liste des sigles et abréviations utilisés.....	4
Introduction générale	7
Le courant trotskiste	7
La difficile étude de l’histoire du trotskisme.....	11
La période de mai-juin 1968, séquence et unité temporelle.....	12
L’historiographie du mouvement ouvrier et de l’extrême-gauche	17
Des sources écrites et orales à appréhender.....	20
Les obstacles de ces archives.....	24
Sources.....	29
Archives du fonds Gilles DA-RÉ aux Archives Départementales Haute-Garonne	29
Sources audio-visuelles (LCR)	39
Sources orales.....	39
Fonds Privés.....	40
Gilles Da-Ré	40
Antoine Artous	42
Jacques Serieys.....	52
Bourse du Travail.....	56
Archives numériques	57
Bibliographie	59
Les « années 1968 » : généralités	59
Les « années 1968 » : Toulouse et Haute-Garonne	65
L’extrême-gauche.....	69
PREMIERE PARTIE :	
La naissance et la croissance de la Section Française de la Quatrième Internationale (SFQI) à Toulouse : une organisation jeune et en développement	76
1 - L'origine de la SFQI et l'effervescence de 1968 comme vecteur d'implantation	77
1.1 Historique de la SFQI dans le mouvement trotskiste des années 1960 jusqu’en 1968.....	77

1.2 Les relations dans l'Union des Étudiants Communistes (UEC), et la fondation de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR)	78
1.3 La place de la JCR et du PCI lors de mai-juin 1968 à Toulouse	82
1.4 Le mouvement social de mai-juin 1968 comme tremplin pour l'implantation du PCI et de la JCR	87
2 - La « transcroissance organisationnelle » d'une organisation léniniste	89
2.1 Le concept de la « transcroissance organisationnelle »	89
2.2 Les multiples appartenances et les formes d'organisations de base	92
2.3 La formation des militants et les instances internes au-delà des structures de base	96
2.4 Une organisation au fonctionnement léniniste et hiérarchisé	99
3 - L'implantation géographique toulousaine et les connexions avec le milieu étudiant	102
3.1 La surface militante dans les quartiers et le milieu scolaire	102
3.2 Les statuts et les représentations militantes	105
3.3 Le milieu étudiant comme base centrale de la SFQI	108
3.4 Le Mouvement Rouge de la Jeunesse (MRJ) comme force de frappe	111
4 - Le travail ouvrier et les difficultés pour s'imposer en tant qu'organisation révolutionnaire	116
4.1 La structuration du travail ouvrier au sein de la SFQI	116
4.2 La mobilité géographique des militants	120
4.3 La nécessité de s'imposer en tant que groupe politique dans la rue et au travail	124
4.4 Premiers éléments de bilan de l'implantation ouvrière à Toulouse et dans le département	128
5 - La presse et les moyens du mouvement	132
5.1 Un journal à destination de la population : <i>Rouge</i>	132
5.2 Un système de presse développé	135
5.3 Des moyens limités à Toulouse et la question du temps de militantisme	137
Conclusion partielle	140

DEUXIEME PARTIE :

Les orientations stratégiques de la SFQI à Toulouse : une organisation

en phase avec son époque ?..... 143

1 – L’actualité, les débats et les divergences internes..... 144

1.1 L’actualité politique et quelques grands évènements de l’époque..... 144

1.2 Les répercussions de l’actualité politique dans la SFQI
et le fonctionnement des débats 150

1.3 Les différentes tendances politiques à l’intérieur de la JCR/LC/LCR 154

1.4 Le fonctionnement et les rapports quotidiens des tendances,
ainsi que les relations entre les militants de la SFQI 165

2 – L’investissement syndical et le courant LC/LCR 172

2.1 L’implication dans différents syndicats 172

2.2 La structuration des militants syndiqués de la SFQI 182

2.3 Les pratiques politiques des syndiqués du courant LC/LCR
envers les travailleurs en lutte 188

3 – Les thèmes majeurs de mobilisation 196

3.1 La Dialectique des Secteurs d’Intervention (DSI)
et l’Avant-Garde Ouvrière Large (AGOL) 196

3.2 L’imminence de la révolution ou « l’Histoire nous mord la nuque » 202

3.3 *Le Deuxième souffle ?* et les mobilisations
de la jeunesse scolarisée et ouvrière 208

3.4 L’apparition des « nouveaux » mouvements sociaux..... 217

4 - Le front unique et la recomposition du mouvement ouvrier 235

4.1 Le front unique avec les « réformistes » et l’Union de la gauche 235

4.2 Les relations avec la gauche autogestionnaire
et les groupes « révolutionnaires »..... 243

4.3 Les recompositions du mouvement ouvrier et de la SFQI 253

5 – Les élections et le front unique..... 264

5.1 Les positionnements politiques électoraux 264

5.2 Les élections présidentielles de 1969 et de 1974 267

5.3 La lutte pour l’unité aux élections législatives et municipales 275

Conclusion générale	292
Annexe 1. Documents internes de la SFQI	306
Annexe 2. Tracts et journaux	313
Annexe 3. Correspondances entre le PSU et la SFQI	316
Annexe 4. Entretiens	318
Bernard Chamayou	319
Gilles Da-Ré.....	349
Lucien Sanchez.....	370
Bernard Cholet.....	376
Claude Begué.....	387
Antoine Artous.....	396
Alain Rumeau	418
Jacques Serieys	429
Annexe 5. Chronologie	443
Annexe 6. Pseudonymes	466
Table des matières	468